

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

JOURNALS
OF THE
LEGISLATIVE ASSEMBLY
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

DU 14 JANVIER 1964
AU 31 JUILLET 1964

FROM THE 14th JANUARY, 1964
TO THE 31st JULY, 1964

DANS LES DOUZIÈME ET TREIZIÈME ANNÉES
DU RÈGNE DE SA MAJESTÉ

IN THE TWELFTH AND THIRTEENTH YEARS
OF THE REIGN OF HER MAJESTY

ELIZABETH DEUX

ELIZABETH THE SECOND

ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DE LA
VINGT-SEPTIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

BEING THE THIRD SESSION OF THE
TWENTY-SEVENTH LEGISLATURE
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

SESSION 1964

SESSION 1964

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative Printed by order of the Legislative Assembly



QUÉBEC

1964

PROCLAMATION



Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A nos très aimés et fidèles conseillers, les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le quatorzième jour de janvier prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur

PROCLAMATION

WHEREAS for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the fourteenth day of January next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made

icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le douzième jour de décembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-trois et de Notre règne le douzième.

Given in Our Government House, in Quebec, this twelfth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-three and in the twelfth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,

(Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

JOURNALS
OF THE
LEGISLATIVE ASSEMBLY
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

12-13 ELIZABETH II, 1964

**MARDI,
14 JANVIER 1964.**

A trois heures de l'après-midi, M.
l'orateur prend le fauteuil.

M. Pierre Gelly, Huissier de la verge
noire, apporte le message suivant :

Madame et Messieurs,

"L'honorable Monsieur le lieutenant-
gouverneur de la province désire la pré-
sence immédiate de cette chambre dans
la salle des séances du Conseil législatif."

**TUESDAY,
JANUARY 14th, 1964.**

At three o'clock p.m., Mr. Speaker
took the chair.

A message was brought by Pierre
Gelly, Esquire, Gentleman Usher of the
Black Rod, as follows:

Madam and Gentlemen,

"The Honourable the Lieutenant-
Governor desires the immediate attend-
ance of the members of this Honourable
House in the Legislative Council Cham-
ber."

En conséquence, M. l'orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil.

Mr. Speaker and the members attended accordingly.

Les députés étant de retour:

The members being returned:

M. l'orateur s'exprime comme suit:

Mr. Speaker spoke as follows:

J'ai l'honneur d'informer la chambre que j'ai reçu le rapport du bibliothécaire de la Législature, rapport que je dépose sur la table du greffier.

I have the honour to inform the House that I have received the report of the librarian of the Legislature, report which I now lay on the table of the House.

(Document de la session no 3.)

(Sessional Papers, No. 3.)

J'ai aussi l'honneur d'informer la chambre que j'ai reçu, du président général des élections, le certificat d'élection suivant:

Mr. Speaker then informed the House that he had received from the Chief Returning-Officer the following certificate of election:

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, le 3 octobre 1963.

Quebec, October 3rd, 1963.

A Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative de Québec
Hôtel du gouvernement
Québec.

To Mr. Speaker
of the Legislative Assembly of Quebec
Government Buildings
Quebec.

Monsieur,

Sir:

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le premier (1er) août mil neuf cent soixante-trois (1963) et adressé à monsieur John McConomy, employé civique, domicilié à 4345, Harvard, Montréal, monsieur Eric W. Kierans, économiste, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Paul Earl, décédé.

I do certify that, in consequence of a writ of election issued on the first (1st) of August, nineteen hundred and sixty-three (1963) and addressed to Mr. John McConomy, Civic Employee, residing at 4345, Harvard, Montreal, Mr. Eric W. Kierans, Economist, has been elected member to represent the electoral division of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of Mr. Paul Earl, deceased, as appears by the electoral return now of record in my office.

FRANÇOIS DROUIN, C.R.,
Président général des élections.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

M. Eric W. Kierans, économiste, député du district électoral Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, est présenté et prend séance.

Mr. Eric W. Kierans, Economist, member elect for the electoral district of Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, was introduced and took his seat.

Sur la motion de M. Lesage, le bill no 1, "Loi relative à la prestation des serments d'office", est présenté et lu une première fois.

On motion of Mr. Lesage, Bill No. 1, "An Act respecting the Administration of Oaths of Office," was introduced and read the first time.

Puis, M. l'orateur s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la chambre:

*Honorables Messieurs
du Conseil législatif,
Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,*

Il m'est agréable d'inaugurer aujourd'hui la troisième session de la vingt-septième Législature.

Celle-ci a de nouveau été endeuillée ces derniers mois par la disparition de trois de ses membres distingués: l'honorable Joseph Boulanger, représentant de la division de La Durantaye au Conseil législatif, monsieur Joseph-A. Nadeau, député du comté de Dorchester, et monsieur Rodrigue Thibeault, député de Saguenay.

Aux familles de ces anciens membres de notre Législature, nous réitérons l'expression de nos très sincères condo-

Mr. Speaker reported that when the House did attend the Honourable the Lieutenant-Governor this day in the Legislative Council Chamber, the Lieutenant-Governor was pleased to make a speech to both Houses of the Provincial Legislature, of which, to prevent mistakes, he had obtained a copy, which he then read to the House as followeth:

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,*

I am pleased to inaugurate today the third session of the twenty-seventh Legislature.

During the past few months, our Legislature has again been bereaved by the passing of three of its distinguished members: the Honourable Joseph Boulanger, who represented the Division of La Durantaye in the Legislative Council, Mr. Joseph-A. Nadeau, member for Dorchester County, and Mr. Rodrigue Thibeault, member for Saguenay.

We renew the expression of our sincere sympathy to the families of these former members of our Legislature. We, and

léances, en les assurant que le souvenir de leurs chers disparus demeurera longtemps vivace parmi nous comme chez tous ceux qui ont eu l'avantage de les connaître et d'apprécier leurs qualités et leurs talents.

Au nouveau député de Notre-Dame-de-Grâce, nous souhaitons la plus cordiale bienvenue. L'honorable Eric Kierans apporte à l'Assemblée législative ainsi qu'à la direction du ministère du revenu une précieuse expérience financière qui sera fort utile à notre administration.

La mort tragique du président John Fitzgerald Kennedy, en novembre dernier, a privé les États-Unis d'Amérique d'un grand et bon président, et l'univers d'un apôtre dévoué de la paix. À la nation américaine et à la famille du regretté président, nous réitérons l'expression de nos sincères condoléances dans cette grande épreuve.

Nous désirons manifester notre reconnaissance envers la Providence pour les nombreux bienfaits qu'Elle a répandus dans notre population.

Notre population a commencé à bénéficier des avantages de la politique de nationalisation de l'électricité.

Une conférence fédérale-provinciale a eu lieu à Ottawa au cours de novembre dernier; elle a produit une certaine amélioration dans les relations fédérales-provinciales, mais n'a pas donné tous les résultats espérés. Toutefois, cette conférence se poursuivra bientôt ici même à Québec, et mon gouvernement entend bien continuer alors à faire valoir les points de vue qu'il a déjà exposés dans l'intérêt des provinces en général et du Québec en particulier.

À la suite de la présentation du premier rapport de la Commission d'enquête sur l'éducation, vous aviez été invités, en juin dernier, à étudier une législation pour instituer un ministère de l'éducation et de la jeunesse, et un Con-

those who were privileged to know them and to appreciate their talents and qualities, will long remember them.

We extend a most cordial welcome to the new member for Notre-Dame-de-Grâce. The Honourable Eric Kierans brings to the Legislative Assembly and to the Department of Revenue much valuable financial experience that will be most useful to our administration.

The tragic death of John Fitzgerald Kennedy last November deprived the United States of America of a great and good President, and the universe of a devoted apostle of peace. To the American nation and to the family of the late President, we reiterate the expression of our sincere sympathy in this great loss.

We wish to thank Divine Providence for the many blessings that our people have enjoyed.

Our people have already begun to reap the benefits of the nationalization of electricity.

A Federal-Provincial Conference was held in Ottawa last November; it brought about some improvement in federal-provincial relations, but not all that had been hoped for. However, the Conference will soon be continued here in the City of Quebec, and my government fully intends again to seek the recognition of the views that it has already expressed in the interests of the provinces in general and of Quebec in particular.

Following the presentation of the first report of the Commission of Inquiry on Education, you were asked, last June, to consider legislation to institute a Department of Education and Youth, and a Superior Council of Education.

seil supérieur de l'éducation. Ce projet avait alors suscité un tel intérêt dans les divers milieux de notre population, que mon gouvernement a pensé faire œuvre utile et démocratique en reportant l'étude à la présente session, afin de donner tout le temps voulu aux citoyens de notre province d'en examiner davantage certaines modalités et de formuler leurs suggestions. Mon gouvernement a reçu plusieurs observations constructives dont il s'est inspiré pour parfaire le projet.

Mon gouvernement se propose de soumettre à votre attention d'importants projets de lois dans l'intérêt de notre agriculture, et il vous invitera à étudier, entre autres, un texte législatif pour confier au ministère de l'agriculture et de la colonisation le contrôle de l'inspection de la viande, du lait et des autres aliments.

Une loi sera proposée pour permettre de plus larges concessions de terres de colonisation.

Le gouvernement se propose de soumettre plusieurs nouvelles mesures législatives dans l'intérêt de la classe des travailleurs, et il vous invitera à poursuivre l'étude d'un projet de Code du travail.

Mon gouvernement a l'intention de proposer à la Législature l'institution d'une caisse de retraite publique, universelle et contributive.

Une autre loi sera présentée pour interdire généralement la discrimination en matière d'emploi.

Le gouvernement proposera la constitution d'un comité parlementaire spécial qui sera chargé d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail, ainsi que l'arbitrage des différends et griefs, non seulement dans les services du gouvernement provincial, mais aussi dans ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités.

This bill aroused so much interest in the various sections of our population at the time, that my government thought it would be useful and democratic to delay consideration of the bill until the present session, so as to give the people of our province ample time to examine some of its provisions more thoroughly and to offer their suggestions. My government has received many constructive observations and has drawn upon them to complete the bill.

My government intends to bring to your attention important bills in the interests of our agriculture, and will ask you to consider amongst others a measure to entrust the control of the inspection of meat, milk and other foods to the Department of Agriculture and Colonization.

A bill will be introduced to allow larger concessions of colonization lands.

The government intends to introduce several new legislative measures in the interests of the working classes, and will ask you to carry on the study of a draft Labour Code.

My government intends to propose to the Legislature the institution of a public, universal and contributory retirement fund.

Another bill will be introduced to prohibit, in general, discrimination in matters of employment.

The government will suggest the appointment of a special parliamentary committee which will be entrusted with the study of the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as arbitration of disputes and complaints, not only in the provincial government service, but also in that of hospitals, school boards and municipalities.

Un projet de loi vous sera soumis pour donner à la femme mariée la pleine capacité juridique sans autres restrictions que celles qui sont vraiment inséparables du régime actuel de la communauté de biens.

La compétence provinciale en la matière ayant été reconnue par la Cour Suprême du Canada, à la suite de l'intervention du procureur général du Québec, le gouvernement proposera de nouveau une loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus. En même temps, il vous invitera à légiférer en vue de protéger les prêteurs contre le privilège de la Couronne en l'empêchant de prendre rang avant une hypothèque enregistrée antérieurement.

On vous demandera de prendre en considération des textes modifiant la Loi des cités et villes et la Loi pour favoriser l'exécution des travaux d'hiver par les municipalités.

Le gouvernement se propose de vous soumettre des mesures législatives en vue de faire bénéficier davantage notre population de l'exploitation de nos forêts.

On vous proposera une refonte de la Loi des mines.

Le gouvernement vous invitera à étudier d'importantes modifications à la Loi des compagnies de Québec et à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations. Ces amendements visent notamment à faire disparaître des restrictions qui n'ont plus d'utilité et à préciser le sens de textes qui prêtent à controverse.

Vous serez aussi priés d'étudier plusieurs autres projets de lois, tant d'intérêt public que d'intérêt privé.

*Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,*

Les comptes publics de la dernière année financière vous seront présentés

A bill will be introduced to give married women full legal capacity without other restrictions than those that are truly inseparable from the present regime of community of property.

The competence of the Provinces in the matter having been recognized by the Supreme Court of Canada, following the intervention of the Attorney-General of Quebec, the government will again introduce a bill to protect borrowers from certain abuses. It will also ask you to enact legislation to protect lenders against the privilege of the Crown by preventing it from ranking before a previously registered hypothec.

You will be asked to consider bills to amend the Cities and Towns Act and the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities.

The government intends to introduce legislative measures designed to give our people greater benefits from the exploitation of our forests.

You will be asked to revise the Mining Act.

The government will ask you to consider important amendments to the Quebec Companies Act and the Special Corporate Powers Act. These amendments are designed particularly to do away with certain restrictions which are no longer useful and to clarify the meaning of certain provisions which are open to controversy.

You will also be asked to consider several other bills of both public and private interest.

*Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,*

The public accounts of the last fiscal year will be laid before you, and you

et vous aurez à approuver, après étude, les sommes que vous jugerez nécessaires à l'administration de la province.

*Honorable Messieurs
du Conseil législatif,
Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,*

Je demande à la divine Providence de bénir les travaux que vous entreprenez dans l'intérêt de notre population, et de vous guider dans vos délibérations.

M. Lesage propose:
Que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

La motion est adoptée.

M. Lesage propose:
Que les comités permanents suivants soient institués: 1° un comité des privilèges et des élections; 2° un comité des règlements; 3° un comité des comptes publics; 4° un comité des chemins de fer et autres moyens de communication; 5° un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation; 6° un comité des industries et du commerce; 7° un comité des relations industrielles; 8° un comité du Code municipal; 9° un comité des bills privés en général; 10° un comité des bills publics en général; 11° un comité de la bibliothèque de la Législature; 12° un comité des impressions législatives; et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et

will be asked to approve, after study, the appropriations that you deem necessary for the administration of the province.

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,*

I ask Divine Providence to bless the work that you are undertaking in the interests of our people, and to guide you in your deliberations.

Mr. Lesage moved:
That the Throne Speech be taken into consideration at the next sitting.

The motion was adopted.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the following Standing Committees be appointed: 1. a committee on Privileges and Elections; 2. a committee on Standing Orders; 3. a committee on Public Accounts; 4. a committee on Railways and other means of communication; 5. a committee on Agriculture, Immigration and Colonization; 6. a committee on Industries and Trade; 7. a committee on Industrial Relations; 8. a committee on the Municipal Code; 9. a committee on Private Bills in General; 10. a committee on Public Bills in General; 11. a committee on the Library of the Legislature; 12. a committee on Legislative Printings; and that such committees be severally empowered to examine and inquire into all such matters and things as may be referred to them by the House or as may be under their jurisdiction, to report, from time to time, their

ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

La motion est adoptée.

M. Lesage propose:

Qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités.

Que MM. Binette, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Cliche, Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Madame Kirkland-Casgrain, MM. Lesage, Lalonde, Pinard et Talbot forment ledit comité spécial.

La motion est adoptée.

observations and opinions thereon, and to send for such persons, papers and records as they may need.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That a Special Committee of eleven members be appointed to select the members and the Chairman of each standing committee ordered by the House, and also to fix the number of members as well as the quorum of such standing committee.

That Messrs. Binette, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Cliche, Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Mrs. Kirkland-Casgrain, Messrs. Lesage, Lalonde, Pinard and Talbot do compose the said Special Committee.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lesage:

Comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice clos le 31 mars 1963.

(Document de la session no 4.)

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lesage:

Public accounts of the Province of Quebec, for the fiscal year ended March 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 4.)

ÉTAT RELATIF AUX MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS DURANT LA VACANCE DU PARLEMENT, SUIVANT RAPPORTS DU CONSEIL, ET SOUMIS EN VERTU DE L'ART. 10 DU CHAPITRE 72 DES STATUTS REFOUNDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, 1941. — PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.

REPORT RELATIVE TO SPECIAL WARRANTS ISSUED DURING RECESS OF PARLIAMENT UNDER REPORTS TO COUNCIL AND SUBMITTED IN VIRTUE OF ART. 10, CHAP. 72 OF THE REVISED STATUTES OF THE PROVINCE, 1941.—PREPARED BY THE AUDITOR OF THE PROVINCE.

		Au 14 janvier 1964 As at January 14th, 1964		
No	SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL — SERVICE AND REPORT TO COUNCIL	Montant — Amount	Mandat d'argent émis — Money War- rants issued	Solde disponible — Balance
1. AGRICULTURE ET COLONISATION— AGRICULTURE AND COLONIZATION :				
	Compensation aux sinistrés de divers comtés qui ont subi de lourds dommages au cours des années 1962- 1963—Compensation to victims of disasters in various counties who have suffered heavy losses during the years 1962-1963..... (A.C. no 1230, du 24 juillet 1963) (O.C. No. 1230, July 24th, 1963)	\$ 1,017,336.08	\$ 802,913.67	\$214,422.41
2. TERRES ET FORÊTS—LANDS AND FORESTS: Art. 2-2-3:				
	Extinction des incendies forestiers—Extinction of forest fires..... (A.C. no 2104, du 27 novembre 1963) (O.C. No. 2104, November 27th, 1963)	\$ 550,000.00	\$149,066.94	\$400,933.06
		\$ 1,567,336.08	\$951,980.61	\$615,355.47

Ministère des Finances,

Bureau de l'Auditeur de la province,

L'auditeur de la province,

J.-A. VÉZINA.

QUÉBEC, le 14 janvier 1964.

(Document de la session no 5.)

Finance Department,

Auditor's Office,

J.-A. VÉZINA.

Auditor of the Province.

QUÉBEC, January 14th, 1964.

(Sessional Papers, No. 5.)

Par M. Gérin-Lajoie:

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année financière 1961-62.

(Document de la session no 6.)

By Mr. Gérin-Lajoie:

Report of the Superintendent of Education of the Province of Quebec, for the fiscal year 1961-62.

(Sessional Papers, No. 6.)

Sur la motion de M. Lesage, secondé par M. Johnson, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil et par respect pour la mémoire de M. Joseph-A. Nadeau, député de Dorchester, et M. Rodrigue Thibeault, député de Saguenay, tous deux décédés depuis la dernière session.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage, seconded by Mr. Johnson,—

Resolved, that the House do now adjourn as a sign of mourning and out of respect for the memory of Mr. Joseph-A. Nadeau, Member for Dorchester, and Mr. Rodrigue Thibeault, Member for Saguenay, who, the two of them, passed away since the last session.

And then the House adjourned.

MERCREDI, 15 JANVIER 1964.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de Martin Frederick Juister;

De la part de la ville de Sainte-Dorothée;

De la part de la cité de Chomedey;

De la part de la ville de Laval Ouest;

De la part de les commissaires d'écoles de Fabreville;

De la part de La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, de ville Saint-Laurent;

De la part de Jan Zascinski;

De la part de Alfred Carreau;

De la part de la corporation de la ville de Port-Cartier;

De la part de Yanko Doneff;

De la part de Harold Rosenberg;

De la part de Joseph Alen Milet;

De la part de Nathan Rosenoff et autres;

De la part de Clifford Narcisse John Ouimet;

De la part de Reginald Ian Parker;

De la part de Sœur Julienne-de-l'Eucharistie;

De la part de la Corporation inter-urbaine de l'Île Jésus;

De la part de la cité de Hull;

De la part de la cité des Sept-Îles;

De la part de l'Hôtel-Dieu de Lévis;

De la part de Hugh Carl Jockel et autres;

De la part de Edwin P. Wickens et autres;

De la part de Alzbeta Makovska;

De la part de The Larrimac Golf Club, Inc.;

WEDNESDAY, JANUARY 15th, 1964.

Prayers.

The following petitions were presented and laid upon the table:

From Martin Frederick Juister;

From the town of Sainte-Dorothée;

From the city of Chomedey;

From the town of Laval West;

From the school commissioners of Fabreville;

From La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, of the town of Saint-Laurent;

From Jan Zascinski;

From Alfred Carreau;

From the corporation of the town of Port-Cartier;

From Yanko Doneff;

From Harold Rosenberg;

From Joseph Alen Milet;

From Nathan Rosenoff and others;

From Clifford Narcisse John Ouimet;

From Reginald Ian Parker;

From Sœur Julienne-de-l'Eucharistie;

From the Interurban corporation of Île Jésus;

From the city of Hull;

From the city of Sept-Îles;

From the Hôtel-Dieu of Lévis;

From Hugh Carl Jockel and others;

From Edwin P. Wickens and others;

From Alzbeta Makovska;

From The Larrimac Golf Club, Inc.;

De la part de Bromont, Inc.

From Bromont, Inc.

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Ordonné que M. Hamel (Saint-Maurice) ait la permission de présenter le bill no 2 intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la protection civile dans la province".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lafrance, il est—

Ordonné que M. Lafrance ait la permission de présenter le bill no 3 intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption".

En conséquence il présente ce bill qui, est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné que M. Lesage ait la permission de présenter le bill no 4 intitulé: "Loi concernant la pension des membres de l'Assemblée législative".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Arsenault, il est—

Ordonné que M. Arsenault ait la permission de présenter le bill no 5 intitulé: "Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice),—

Ordered, That Mr. Hamel (Saint-Maurice) have leave to bring in bill No. 2 intituled: "An Act to amend the Act respecting Civil Protection in the Province of Quebec."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lafrance,—

Ordered, That Mr. Lafrance have leave to bring in bill No. 3 intituled: "An Act to amend the Adoption Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That Mr. Lesage have leave to bring in bill No. 4 intituled: "An Act respecting the pensions of members of the Legislative Assembly."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Arsenault,—

Ordered, That Mr. Arsenault have leave to bring in bill No. 5 intituled: "An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Gérin-Lajoie,—

Ordonné que M. Gérin-Lajoie ait la permission de présenter le bill no 6 intitulé: "Loi modifiant la Loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Arsenault, il est—

Ordonné que M. Arsenault ait la permission de présenter le bill no 7 intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Arsenault, il est—

Ordonné que M. Arsenault ait la permission de présenter le bill no 8 intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Arsenault, il est—

Ordonné que M. Arsenault ait la permission de présenter le bill no 9 intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies à fonds social étrangères".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Arsenault, il est—

Ordonné que M. Arsenault ait la permission de présenter le bill no 10 intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de main-morte".

Ordered, That Mr. Gérin-Lajoie have leave to bring in bill No. 6 intituled: "An Act to amend the Act to establish a Royal Commission of Inquiry on Education."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Arsenault,—

Ordered, That Mr. Arsenault have leave to bring in bill No. 7 intituled: "An Act to amend the Special Corporate Powers Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Arsenault,—

Ordered, That Mr. Arsenault have leave to bring in bill No. 8 intituled: "An Act to amend the Quebec Companies Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Arsenault,—

Ordered, That Mr. Arsenault have leave to bring in bill No. 9 intituled: "An Act to amend the Extra-Provincial Companies Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Arsenault,—

Ordered, That Mr. Arsenault have leave to bring in bill No. 10 intituled: "An Act to amend the Mortmain Act."

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Arsenault, il est—

Ordonné que M. Arsenault ait la permission de présenter le bill no 11 intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de gaz et d'eau".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cliche, il est—

Ordonné que M. Cliche ait la permission de présenter le bill no 12 intitulé: "Loi modifiant la Loi pour stabiliser la petite industrie".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Courcy, il est—

Ordonné que M. Courcy ait la permission de présenter le bill no 13 intitulé: "Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cliche, il est—

Ordonné que M. Cliche ait la permission de présenter le bill no 14 intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la province".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné que M. Lesage ait la permission de présenter le bill no 49 in-

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Arsenault,—

Ordered, That Mr. Arsenault have leave to bring in bill No. 11 intituled: "An Act to amend the Gas and Water Companies Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Cliche,—

Ordered, That Mr. Cliche have leave to bring in bill No. 12 intituled: "An Act to amend the Act to stabilize small industry."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Courcy,—

Ordered, That Mr. Courcy have leave to bring in bill No. 13 intituled: "An Act respecting sanitary food and the health of animals."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Cliche,—

Ordered, That Mr. Cliche have leave to bring in bill No. 14 intituled: "An Act to amend the Act respecting title-deeds in certain electoral districts of the Province."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That Mr. Lesage have leave to bring in bill No. 49 intituled: "Pro-

intitulé: "Loi de la contestation des élections provinciales".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fortin, il est—

Ordonné que M. Fortin ait la permission de présenter le bill no 54 intitulé: "Code du travail".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné que M. Lesage ait la permission de présenter le bill no 60 intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

vincial controverted elections Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Fortin,—

Ordered, That Mr. Fortin have leave to bring in bill No. 54 intituled: "Labour Code."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That Mr. Lesage have leave to bring in bill No. 60 intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. l'orateur s'exprime comme suit:

DÉCISION CONCERNANT LES AVIS DE QUESTIONS IRRÉGULIÈRES

Lors de la session spéciale, au mois d'août dernier, j'ai déclaré que je ferais une étude plus approfondie de la question soulevée par le député des Trois-Rivières concernant l'interprétation que j'ai alors donnée au sujet de l'article 143 de nos règlements.

Puisque les articles 681 et 683 déclarent que les règles concernant les avis de question sont les mêmes que pour

Mr. Speaker spoke as follows:

DECISION CONCERNING NOTICES OF IRREGULAR QUESTIONS

During the special session that was held last August, I stated that I would make a more careful study of the question raised by the member for Three-Rivers respecting the interpretation that I gave at that time with regard to article 143 of our Rules.

As articles 681 and 683 state that the rules respecting notices of questions are the same as those respecting notices of

les avis de motion, il convient d'appliquer les mêmes principes dans les deux cas.

Je crois qu'il y a une certaine confusion concernant l'interprétation de l'expression "Clerks at the Table" dans les textes anglais. Cette expression signifie simplement "le bureau du greffier de la chambre".

Les auteurs sont unanimes à dire que c'est le devoir du Président de la chambre de refuser la publication au feuillet des avis de motion ou de question qui ne sont pas conformes aux règlements de la chambre.

Pour ne citer que deux exemples: Beauchesne—4e édition, au haut de la page 159, dit: "A notice wholly out of order, as, for instance, containing a reflection on a vote of the House, may be withheld from publication on the Notice Paper..." (On a le droit d'interdire la publication d'un avis nettement irrégulier comme par exemple celui qui critique un vote de la chambre...)

2° Questions in Parliament—Chester & Bowring—1962, à la page 312, où l'on cite monsieur le Président Clifton Brown en 1948: "I am bound by the rules of the House to see that only Questions that are in Order are put down on the Order Paper..." (Je suis tenu par les règlements de la chambre de voir à ce que seules les questions conformes aux règlements soient inscrites au feuillet.)

Je pourrais mentionner aussi, entre autres, Erskine May's Parliamentary Practice—16e édition (1957), pages 355 et 404; Bourinot—3e édition (1903), pages 433 et 434; Campion Parliamentary Procedure—2e édition (1947), page 158.

En conséquence, j'ai l'intention d'appliquer les dispositions de notre article 143 conformément aux principes ci-dessus mentionnés.

motions, the same principles must be applied in both cases.

I believe that there has been some confusion respecting the interpretation of the expression "Clerks at the Table" in the English text. This expression simply means "The office of the Clerk of the House."

The authors are unanimous in saying that it is the duty of the Speaker of the House to refuse the publication on the Order Paper of notices of motions or questions which are not in conformity with the Rules of the House.

To quote only two examples: Beauchesne—4th Edition, at the top of page 159, states: "A notice wholly out of order, as, for instance, containing a reflection on a vote of the House, may be withheld from publication on the Notice Paper..."

2° Questions in Parliament—Chester and Bowring—1962, on page 312, where Mr. Speaker Clifton Brown is quoted as saying in 1948: "I am bound by the rules of the House to see that only Questions that are in Order are put down on the Order Paper..."

I could also mention, amongst others, Erskine May's Parliamentary Practice—16th edition (1957), pages 355 and 404; Bourinot—3rd edition (1903), pages 433 and 434; Campion Parliamentary procedure—2nd edition (1947), page 158.

Accordingly, I intend to apply the provisions of our article 143 in accordance with the principles mentioned above.

Sur la motion de M. Arsenault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires".

Sur la motion de M. Arsenault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte".

Sur la motion de M. Cliche, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour stabiliser la petite industrie".

Sur la motion de M. Courcy, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13, intitulé: "Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux".

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

On motion of Mr. Arsenault, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 5, intituled: "An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners."

On motion of Mr. Arsenault, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 10, intituled: "An Act to amend the Mortmain Act."

On motion of Mr. Cliche, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 12, intituled: "An Act to amend the Act to stabilize small industry."

On motion of Mr. Courcy, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 13, intituled: "An Act respecting sanitary food and the health of animals."

On motion of Mr. Lesage, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

M. Godbout propose, secondé par M. Kennedy:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

*A l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des chambres.

Et un débat s'élève

Sur la motion de M. Johnson, secondé par M. Johnston, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Godbout moved, seconded by Mr. Kennedy:

That the following address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor:

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Quebec,*

WE, the members of the Legislative Assembly of Quebec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the Houses.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Johnson, seconded by Mr. Johnston,—
Ordered, That the debate be adjourned.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
16 JANVIER 1964.****Prière.**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de Joseph Waxman et autres;

De la part de Howard Roy Crapp;

De la part de Moses A. Schwartz;

De la part de l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec;

De la part de la commission des écoles catholiques de Montréal;

De la part de la corporation "Les Frères du Sacré-Cœur-Granby";

De la part de la cité de Rimouski;

De la part de la ville de Gagnon, de la commission des écoles catholiques et de la commission protestante des syndicats d'écoles de la ville de Gagnon;

De la part de la ville de Baie-Comeau;

De la part de la cité de Magog;

De la part de la ville de Gatineau;

De la part de La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal;

De la part de la ville de Fabreville;

De la part de dame Éva Larochelle et autres;

De la part de Roger Daigneault et autres;

De la part de la ville de Greenfield Park;

De la part de la ville de Drummondville-Sud;

De la cité de Pointe-aux-Trembles;

De la part de La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

De la part de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec;

De la part de la ville de Pointe-Gatineau;

**THURSDAY,
JANUARY 16th, 1964.****Prayers.**

The following petitions were presented and laid upon the table:

From Joseph Waxman and others;

From Howard Roy Crapp;

From Moses A. Schwartz;

From the Association des Comptables généraux licenciés de la province de Québec;

From the catholic school commission of Montreal;

From the corporation "Les Frères du Sacré-Cœur-Granby";

From the city of Rimouski;

From the town of Gagnon, the catholic school commission and the protestant school trustees of the town of Gagnon;

From the town of Baie-Comeau;

From the city of Magog;

From the town of Gatineau;

From La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal;

From the town of Fabreville;

From Dame Éva Larochelle and others;

From Roger Daigneault and others;

From the town of Greenfield Park;

From the town of Drummondville-South;

From the city of Pointe-aux-Trembles;

From the Federation of the catholic school commissions of Quebec;

From l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec;

From the town of Pointe-Gatineau;

De la part de Paul Tardi.

From Paul Tardi.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Martin Frederick Juister, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Martin Frederick Juster.

M. Blank.

De Joseph Alen Milet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Allen Milette.

M. Blank.

De Nathan Rosenoff et autres, demandant l'adoption d'une loi afin d'amalgamer deux congrégations sous le nom de Congregation Shevet Achim-Chaverin Kol Yisrael-d'Bet Abraham.

M. Blank.

De Harold Rosenberg, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Harold Rose.

M. Blank.

De Jan Zascinski, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat.

M. Blank.

De Bromont, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Brown.

De The United Pentecostal Church, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'obtenir un acte d'incorporation.

M. Brown.

De Hugh Carl Jockel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de La Corporation des entrepreneurs pour la protection contre l'incendie de la province de Québec.

M. Brisson.

The following petitions were read and received:

Of Martin Frederick Juister, praying for an Act changing his name into that of Martin Frederick Juster.

Mr. Blank.

Of Joseph Alen Milet, praying for an Act changing his name into that of Allen Milette.

Mr. Blank.

Of Nathan Rosenoff and others, praying for an Act amalgamating two congregations under the name of Congregation Shevet Achim-Chaverin Kol Yisrael- d'Bet Abraham.

Mr. Blank.

Of Harold Rosenberg, praying for an Act changing his name into that of Harold Rose.

Mr. Blank.

Of Jan Zascinski, praying for an Act to admit him to the profession of law.

Mr. Blank.

Of Bromont, Inc., praying for an Act to amend its charter.

Mr. Brown.

Of The United Pentecostal Church, praying for an Act of Incorporation.

Mr. Brown.

Of Hugh Carl Jockel and others, praying for an Act to constitute them into a corporation under the name of Corporation of Fire Protection Contractors of the Province of Quebec.

Mr. Brisson.

De dame Alzbeta Makovska, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Betty Kollar.

M. Brisson.

Of dame Alzbeta Makovska, praying for an Act changing her name into that of Betty Kollar.

Mr. Brisson.

De la Corporation interurbaine de l'île Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Binette.

Of La corporation interurbaine de l'île Jésus, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Binette.

De La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi afin d'aliéner à son gré un lopin de terre sis dans le village de la paroisse de Saint-Liguori.

M. Cadieux.

Of La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, praying for an Act to obtain the permission to alienate at its discretion a plot of ground situated in the village of Saint-Liguori parish.

Mr. Cadieux.

De la ville de Port-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Coiteux (Duplessis).

Of the town of Port-Cartier, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Coiteux (Duplessis).

De la cité de Sept-Iles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Coiteux (Duplessis).

Of the city of Sept-Iles, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Coiteux (Duplessis).

De Clifford Narcisse John Ouimet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Clifford Paul Ouimet.

M. Crépeau.

Of Clifford Narcisse John Ouimet, praying for an Act changing his name into that of Clifford Paul Ouimet.

Mr. Crépeau.

De Reginald Ian Parker, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Rip Ian Gauthier.

M. Crépeau.

Of Reginald Ian Parker, praying for an Act changing his name into that of Rip Ian Gauthier.

Mr. Crépeau.

De Le Club de Golf Larrimac, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Fournier.

Of The Larrimac Golf Club, Inc., praying for an Act to amend its charter.

Mr. Fournier.

De Yanko Doneff, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat.

M. Lavoie (Laval).

Of Yanko Doneff, praying for an Act to admit him to the practice of the profession of law.

Mr. Lavoie (Laval).

De Alfred Carreau, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Alfred Viger.

M. Lavoie (Laval).

De la ville de Sainte-Dorothée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Lavoie (Laval).

De la cité de Chomedey, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Lavoie (Laval).

De la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Lavoie (Laval).

De les commissaires d'écoles de Fabreville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

M. Lavoie (Laval).

De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Parent.

De l'Hôtel-Dieu de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Roy.

De Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

M. Roy.

Of Alfred Carreau, praying for an Act changing his name into that of Alfred Viger.

Mr. Lavoie (Laval).

Of the town of Sainte-Dorothée, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Lavoie (Laval).

Of the city of Chomedey, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Lavoie (Laval).

Of the town of Laval-West, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Lavoie (Laval).

Of The School Commissioners of Fabreville, praying for an Act to amend their charter.

Mr. Lavoie (Laval).

Of the city of Hull, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Parent.

Of Hôtel-Dieu de Lévis, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Roy.

Of Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis, praying for an Act incorporating them.

Mr. Roy.

M. Lesage présente le premier rapport du comité des onze, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Lesage pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et

Mr. Lesage, from the Committee of eleven members, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee have chosen Mr. Lesage as their Chairman.

Your Committee have appointed the chairman and the members of each standing committee and have fixed the

le quorum de chacun de ces comités number of members and the quorum of
ainsi qu'il suit: these committees as follows:

Comité des privilèges et des élections—Committee on Privileges and Elections.

Président—Chairman: M.—Mr. Beaupré.

MM.—Messrs. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Caron, Coiteux (L'Assomption), Courcy, Cournoyer, Dozois, Gabias, Gérin-Lajoie, Gervais, Gosselin, Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Lalonde, Lapalme, Laporte, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Majeau, Meunier, Ouimet, Parent, Talbot.

Nombre des membres—Number of members: 28.

Quorum: 14.

Comité des règlements—Committee on Standing Orders.

Président—Chairman: M.—Mr. Dionne.

MM.—Messrs. Allard, Beaupré, Binette, Blank, Boudreau, Brown, Collard, Cottingham, Ducharme, Gabias, Gagnon, Gervais, Hamel (Iberville), Kennedy, Lavoie (Laval), LeChasseur, Parent, Roy.

Nombre des membres—Number of members: 19.

Quorum: 6.

Comité des comptes publics—Committee on Public Accounts.

Président—Chairman: M.—Mr. Lavoie (Laval).

MM.—Messrs. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Crépeau, Dozois, Fortin, Fournier, Gabias, Gérin-Lajoie, Godbout, Gosselin, Johnson, Kierans. Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain. MM.—Messrs. Lacroix, Lapalme, Laporte, LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Parent, Pinard, Saint-Pierre, Talbot, Turpin.

Nombre des membres—Number of members: 29.

Quorum: 14.

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication—Committee on Railways and other means of Communication.

Président—Chairman: M.—Mr. Lavoie (Laval).

MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Bellemare, Boudreau, Coiteux (Duplessis), Cottingham, Courcy, Cournoyer, Dupré, Fortier, Fournier, Gauthier, Hamel (Iberville), Harvey, Johnson, Kennedy, Kierans, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, McGuire, Parent, Pinard, Raymond, Russell, Somerville, Théberge, Turpin.

Nombre des membres—Number of members: 32.

Quorum: 12.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation—Committee on Agriculture, Immigration and Colonization.

Président—Chairman: M.—Mr. Turpin.

MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Bernatchez, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brown, Coiteux (L'Assomption), Collard, Cottingham, Courcy, Couturier, Dallaire, Dionne, Élie, Gagnon, Guillemette, Hamel (Iberville), Harvey,

Hébert, Johnson, Kennedy, Lacroix, Lafontaine, Lafrance, Laroche, Lavoie (Wolfe), Lévesque (Bonaventure), Lizotte, Mailloux, Martin, Morissette, Pinard, Raymond, Russell, Somerville, Vaillancourt.

Nombre des membres—Number of members: 38.

Quorum: 18.

Comité des industries et du commerce—Committee on Industries and Trade.

Président—Chairman: M.—Mr. Collard.

MM.—Messrs. Baillargeon, Blank, Boudreau, Cadieux, Charbonneau, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Dallaire, Dionne, Ducharme, Fortier, Gauthier, Johnson, Johnston, Kierans, Laroche, LeChasseur, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Loubier, Maheux, Martin, O'Reilly, Ouimet, Saint-Pierre, Somerville, Turpin.

Nombre des membres—Number of members: 28.

Quorum: 10.

Comité des relations industrielles—Committee on Industrial Relations.

Président—Chairman: M.—Mr. Hamel (Saint-Maurice).

MM.—Messrs. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Brown, Cadieux, Dallaire, Gabias, Johnson, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lafrance, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Morissette.

Nombre des membres—Number of members: 15.

Quorum: 6.

Comité du Code municipal—Committee on Municipal Code.

Président—Chairman: M.—Mr. Godbout.

MM.—Messrs. Beaupré, Bédard, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Brisson, Brown, Cliche, Cloutier, Collard, Cournoyer, Dozois, Ducharme, Gauthier, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Lapalme, Laporte, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), Lévesque (Bonaventure), Lorrain, Majeau, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Raymond, Russell, Vaillancourt.

Nombre des membres—Number of members: 31.

Quorum: 12.

Comité des bills privés en général—Committee on Private Bills in General.

Président—Chairman: M.—Mr. Binette.

MM.—Messrs. Beaupré, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Blank, Boudreau, Boulais, Brown, Cadieux, Caron, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Crépeau, Dozois, Élie, Fortier, Fortin, Fournier, Gabias, Gagnon, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Johnson, Johnston, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Lafontaine, Lalonde, Lapalme, Laporte, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lizotte, Loubier, Maheux, Majeau, Martin, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy, Russell, Talbot, Turpin, Vaillancourt.

Nombre des membres—Number of members: 58.

Quorum: 17.

Comité des bills publics en général—Committee on Public Bills in General.

Président—Chairman: M.—Mr. Lesage.

MM.—Messrs. Baillargeon, Beaupré, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Caron, Coiteux (Duplessis), Crépeau, Dozois, Dupré, Fortin, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Johnson, Johnston, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Morissette, O'Reilly, Ouimet, Talbot.

Nombre des membres—Number of members: 34.

Quorum: 12.

Sur la motion de M. Laporte, il est—

Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Lesage propose:

Que la chambre à l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, tienne une séance tous les jours de la semaine, sauf le samedi et le dimanche; le lundi, de trois heures de l'après-midi jusqu'à dix heures du soir, avec suspension des travaux de six heures à huit heures du soir, et les autres jours, de deux heures et demie de l'après-midi jusqu'à dix heures du soir, avec suspension des travaux de six heures à huit heures du soir, et qu'à toutes ces séances l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du règlement.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Laporte, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier,

On motion of Mr. Laporte,—

Ordered, That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 15, intituled: "An Act to amend the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Lesage moved:

That the house, in future and until further notice, do hold a sitting every day in the week, except on Saturdays and Sundays; on Mondays, from three o'clock in the afternoon until ten o'clock in the evening, and with suspension of work from six o'clock to eight o'clock in the evening, and on the other days, from half past two o'clock in the afternoon until ten o'clock in the evening, with suspension of work from six o'clock to eight o'clock in the evening; and that at all such sittings the order of business be determined by the provisions of Article 115 of the Standing Orders.

The motion was adopted.

On motion of Mr. Laporte, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee

pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités".

of the whole to consider certain resolutions relating to bill 15, intituled: "An Act to amend the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities."

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi, 15 janvier dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A l'honorable Monsieur le
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Du consentement unanime de la chambre et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The House, according to Order, resumed the adjourned Debate on the Question which was on Wednesday, the 15th January, proposed, that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, as follows, to wit:

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Quebec,*

WE, the members of the Legislative Assembly of Quebec, in Session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver, informing us of the reasons for calling the Houses.

And the debate continuing.

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That the debate be adjourned.

With the unanimous consent of the House and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until to-morrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
17 JANVIER 1964.***Dix heures et demie du matin.***Prière.**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Howard Roy Crapp, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Howard Roy Cropp.

M. Blank.

De la commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Dupré.

De la ville de Gagnon et les commissions scolaires catholiques et protestantes de Gagnon, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

M. Coiteux (Duplessis).

De la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Vaillancourt.

De Les Frères du Sacré-Cœur-Granby, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre une terre sans les charges qui existent actuellement.

M. Morissette.

De dame Éva Larochelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Origène Gobeille.

M. LeChasseur.

De la Corporation municipale de la ville de Pointe-Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Parent.

**FRIDAY,
JANUARY 17th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

The following petitions were read and received:

Of Howard Roy Crapp, praying for an Act changing his name into that of Howard Roy Cropp.

Mr. Blank.

Of The Montreal Catholic School Commissioners, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Dupré.

Of the town of Gagnon and the Catholic and Protestant School Commissions of Gagnon, praying for an Act to amend their charter.

Mr. Coiteux (Duplessis).

Of the city of Magog, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Vaillancourt.

Of Les Frères du Sacré-Cœur-Granby, praying for an Act to authorize the sale of a piece of land free of the charges now existing on it.

Mr. Morissette.

Of dame Éva Larochelle and others, praying for an Act respecting the will of Origène Gobeille.

Mr. LeChasseur.

Of the Municipal Corporation of the town of Pointe-Gatineau, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Parent.

De Paul Tardi, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit.

M. Crépeau.

De Joseph Waxman et autres, demandant l'adoption d'une loi pour amalgamer trois congrégations sous le nom de Congregation Zichron Kedoshim.

M. Blank.

De la Corporation municipale de Drummondville-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Morissette.

De l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Boudreau.

De la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Baillargeon.

De la ville de Pointe-Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Parent.

De la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Dionne.

De la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Coiteux (Duplessis).

De la ville de Fabreville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Meunier.

De la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Meunier.

Of Paul Tardi, praying for an Act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice of law.

Mr. Crépeau.

Of Joseph Waxman and others, praying for an Act to amalgamate three congregations under the name of Congregation Zichron Kedoshim.

Mr. Blank.

Of the Municipal Corporation of Drummondville-South, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Morissette.

Of l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Boudreau.

Of the town of Greenfield Park, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Baillargeon.

Of the town of Pointe-Gatineau, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Parent.

Of the town of Rimouski, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Dionne.

Of the town of Baie-Comeau, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Coiteux (Duplessis).

Of the town of Fabreville, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Meunier.

Of the city of Pointe-aux-Trembles, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Meunier.

De la Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal, demandant l'adoption d'une loi supprimant une prohibition d'aliéner une propriété située à Boucherville.

M. Crépeau.

Of the La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal, praying for an Act to suppress a prohibition to alienate a property situated in Boucherville.

Mr. Crépeau.

De la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Morissette.

Of the La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Morissette.

De Moses A. Schwartz, demandant l'adoption d'une loi dans le but d'inclure son nom sur la liste des membres de The International Society of Commerce, Limited.

M. Blank.

De Moses A. Schwartz, praying for an Act to have his name put on the list of members of The International Society of Commerce, Limited.

Mr. Blank.

De l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi dans le but de permettre à tous ses membres de pratiquer comme comptables publics.

M. Beaupré.

Of the Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec, praying for an Act to allow its members to practice as Public Accountants.

Mr. Beaupré.

De Richard Daignault et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Les Assemblées de Dieu Indépendantes et Internationales.

M. O'Reilly.

Of Richard Daigneault and others, praying for an Act incorporating them under the name of Independent Assemblies of God International.

Mr. O'Reilly.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 15 janvier 1964.

Ordonné,—Que MM. Baribeau, Barrette, Brillant, Connors, Laferté, Martineau et Paquet forment un comité per-

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL

15th January, 1964.

Ordered,—That Messrs. Baribeau, Barrette, Brillant, Connors, Laferté, Martineau and Paquette be appointed a

manent pour aider le Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la bibliothèque; Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 15 janvier dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A l'honorable Monsieur le
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Laporte, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

committee to assist the Speaker in the direction of the Library of Parliament in so far as the interests of the Legislative Council are concerned, and also to act on behalf of this House as members of the Joint Committee on the Library;

That the said resolution be communicated to the Legislative Assembly.

The House, according to Order, resumed the adjourned Debate on the Question which was on Wednesday, the 15th January, proposed, that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, as follows, to wit:

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Quebec,*

WE, the members of the Legislative Assembly of Quebec, in Session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver, informing us of the reasons for calling the Houses.

And the debate continuing.

On motion of Mr. Laporte,—
Ordered, That the debate be adjourned.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
20 JANVIER 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de South End Development Corporation;

De la part de L'Hôpital Voghel, Inc. de Montréal;

De la part de la ville de la Pointe-du-Moulin;

De la part de Les Services de Santé du Québec;

De la part de La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale;

De la part de Jewish Convalescent Centre.

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Ordonné que M. Hamel (Saint-Maurice) ait la permission de présenter le bill no 48, intitulé: "Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48, intitulé: "Loi pour protéger les emprunteurs

**MONDAY,
JANUARY 20th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were presented and laid upon the table:

From the South End Development Corporation;

From L'Hôpital Voghel, Inc., of Montreal;

From the town of De la Pointe-du-Moulin;

From Les Services de Santé du Québec;

From La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale;

From Jewish Convalescent Centre.

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice),—

Ordered, That Mr. Hamel (Saint-Maurice) have leave to bring in bill No. 48, intituled: "An Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice), it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 48, intituled: "An Act to protect borrowers against certain

contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges”.

abuses and lenders against certain privileges.”

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi, 15 janvier dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A l'honorable Monsieur le
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des chambres.

Et le débat se continue.

M. Gosselin propose, par voie d'amendement, secondé par M. Charbonneau:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

Nous vous soumettons respectueusement que les augmentations de taxes imposées par les commissions scolaires, par suite des exigences du gouvernement, constituent un fardeau disproportionné au revenu des contribuables en général et en particulier des cultivateurs, des propriétaires d'habitation familiale et des locataires.

Et un débat s'élève sur cet amendement.

The House, according to Order, resumed the adjourned Debate on the Question which was on Wednesday, the 15th January, proposed, that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, as follows, to wit:

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Quebec,*

WE, the members of the Legislative Assembly of Quebec, in Session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver, informing us of the reasons for calling the Houses.

And the debate continuing.

Mr. Gosselin moved, in amendment, seconded by Mr. Charbonneau:

That the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

We respectfully submit that the increase in taxes levied by school boards, following the demands of the government, constitutes a burden that is out of proportion to the incomes of the taxpayers in general and of farmers, family home owners and tenants in particular.

And a debate arising thereon.

Sur la motion de M. Dozois, secondé
par M. Élie, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Dozois, seconded by
Mr. Élie,—

Ordered, That the debate be adjourned.

And then the House adjourned.

**MARDI,
21 JANVIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de l'Association des Pôdiatres, P. Q., Inc.;

De la part de la corporation municipale de la Grande-Baie;

De la part de Adolf Lode Maurits Mangelschots;

De la part de Miville Couture et autres;

De la part de The Montreal Star Company Limited et The British American Publishing Company Limited;

De la part de l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;

De la part de la cité de Westmount;

De la part de Jacques Laurin.

**TUESDAY,
JANUARY 21st, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

The following petitions were presented and laid upon the table:

From the Association des Pôdiatres, P. Q., Inc.;

From the Municipal Corporation of Grande-Baie;

From Adolf Lode Maurits Mangelschots;

From Miville Couture and others;

From The Montreal Star Company Limited, and The British American Publishing Company Limited;

From the Hôtel-Dieu Saint-Michel of Roberval;

From the city of Westmount;

From Jacques Laurin.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la ville de Pointe-du-Moulin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. O'Reilly.

De La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Godbout.

De Les Services de Santé du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Godbout,

The following petitions were read and received:

Of the town of Pointe-du-Moulin, praying for an Act to amend its charter.

Mr. O'Reilly.

Of La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Godbout.

Of Quebec Health Services, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Godbout.

De South End Development Corporation, demandant l'adoption d'une loi pour détacher une certaine partie de terre de la cité de LaSalle et l'annexer à la cité de Montréal.

M. Blank.

De l'Hôpital Voghel, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. LeChasseur.

De Jewish Convalescent Centre, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jewish Convalescent Hospital.

M. Blank.

M. Lapalme dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles pour l'année se terminant le 1er avril 1963.

(Document de la session no 7.)

Rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour 1960-1961.

(Document de la session no 8.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Gosselin à la motion dont elle a été saisie le mercredi 15 janvier dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A l'honorable Monsieur le
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session

Of South End Development Corporation, praying for an Act to detach a certain parcel of land from the city of LaSalle and annex it to the city of Montreal.

Mr. Blank.

Of l'Hopital Voghel, Inc., praying for an Act to amend its charter.

Mr. LeChasseur.

Of Jewish Convalescent Centre, praying for an Act changing its name into that of Jewish Convalescent Hospital.

Mr. Blank.

Mr. Lapalme laid upon the table the following documents:

Annual report of the Department of Cultural Affairs, for the year ending April 1st, 1963.

(Sessional Papers, No. 7.)

Report of the Archivist of the Province of Quebec, for 1960-1961.

(Sessional Papers, No. 8.)

The House, according to Order, resumed the adjourned debate on the amendment by Mr. Gosselin to the Question which was on Wednesday, the 15th January, proposed that it be:

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, as follows, to wit:

To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Quebec,

WE, the members of the Legislative Assembly of Quebec, in Session assem-

vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des chambres; lequel amendement se lit comme suit:

"Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

Nous vous soumettons respectueusement que les augmentations de taxes imposées par les commissions scolaires, par suite des exigences du gouvernement, constituent un fardeau disproportionné au revenu des contribuables en général et en particulier des cultivateurs, des propriétaires d'habitation familiale et des locataires".

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Lévesque (Mont-réal-Laurier), il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

bled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver, informing us of the reasons for calling the Houses; which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

We respectfully submit that the increase in taxes levied by school boards, following the demands of the government, constitutes a burden that is out of proportion to the incomes of the taxpayers in general and of farmers, family home owners and tenants in particular."

And the debate continuing.

On motion of Mr. Lévesque (Mont-réal-Laurier),—

Ordered, That the debate be adjourned.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
22 JANVIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de Les Sœurs Saint-Paul-de-Chartres;

De la part de Sœur Madeleine-des-Anges;

De la part de la commission scolaire catholique de Loretteville;

De la part de la cité de Montréal;

De la part de la commission scolaire de la ville de Sainte-Thérèse;

De Les Recluses Missionnaires de Jésus-Marie;

De la part de la cité de Lachine;

De la part de The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;

De la part de Guy Lamontagne.

**WEDNESDAY,
JANUARY 22nd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

The following petitions were presented and laid upon the table:

From Les Sœurs Saint-Paul-de-Chartres;

From Sœur Madeleine-des-Anges;

From the Catholic School Commission of Loretteville;

From the city of Montreal;

From the School Commission of the town of Sainte-Thérèse;

From Les Recluses Missionnaires de Jésus-Marie;

From the city of Lachine;

From The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;

From Guy Lamontagne.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Adolf Lode Mauritz Mangelschots, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin.

M. Beaupré.

De The Montreal Star Company Limited, and The British American Publishing Company Limited demandant l'adoption d'une loi déclarant leur droit de propriété aux deux ruelles sans désignation cadastrale.

M. O'Reilly.

The following petitions were read and received:

Of Adolf Lode Mauritz Mangelschots, praying for an Act changing his name into that of Louis Adolf Lode Mauritz Mangelschots Martin.

Mr. Beaupré.

Of The Montreal Star Company Limited, and The British American Publishing Company Limited praying for an Act declaring their right of ownership to two lanes without cadastral numbers.

Mr. O'Reilly.

De la municipalité de la Grande-Baie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Harvey.

Of the municipalité de la Grande-Baie, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Harvey.

De l'Association des Pôdiatres, P. Q., Inc., demandant l'adoption d'une loi les constituant en société sous le nom de Collège des Pôdiatres du Québec.

M. Brown.

Of the Association des Pôdiatres, P. Q., Inc., praying for an Act incorporating them under the name of The Quebec College of Podiatrists.

Mr. Brown.

De Miville Couture et autres, demandant l'adoption d'une loi afin de constituer la municipalité du village des Trois-Montagnes.

M. Godbout.

Of Miville Couture and others, praying for an Act to incorporate the municipality of the village des Trois-Montagnes.

Mr. Godbout.

De l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Collard.

Of Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Collard.

De Jacques Laurin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

M. Meunier.

Of Jacques Laurin, praying for an Act to authorize the Bar of Quebec to admit him to the practice of the legal profession.

Mr. Meunier.

De la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Crépeau.

Of the city of Westmount, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Crépeau.

M. Lesage propose:

Que la chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que MM. Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Brown, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Gagnon, Gérin-Lajoie, Gervais, Hamel (Saint-Maurice), Lapalme, Lévesque (Montréal-Laurier) et Saint-Pierre constitueront le comité permanent de la bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux

Mr. Lesage moved:

That a message be sent to the Legislative Council to acquaint them that Messrs. Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Brown, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Gagnon, Gérin-Lajoie, Gervais, Hamel (Saint-Maurice), Lapalme, Lévesque (Montréal-Laurier) and Saint-Pierre will compose the standing committee on the Library of the Legislature in so far as the interests of the Legislative Assembly are concerned and also will act on behalf of this House as members of the joint committee for

chambres chargé de l'administration de la bibliothèque.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La motion est adoptée.

M. Lesage propose:

Qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que MM. Arsenault, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Terrebonne), Cournoyer, Dallaire, Ducharme, Gagnon, Gérin-Lajoie, Lévesque (Bonaventure) et Thériage représenteront l'Assemblée législative dans ledit comité mixte.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La motion est adoptée.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'une lettre adressée à l'honorable M. McIlraith, C. P., ministre des Transports, Ottawa, par M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, avec un rapport (attaché) par M. Slivitzky, ingénieur, concernant le projet d'un pont sur le Saint-Laurent à Trois-Rivières.

(*Document de la session no 9.*)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Gosselin à la motion dont elle a été saisie le mercredi 15 janvier dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

the administration of the Library.

That the Clerk do carry this message to the Legislative Council.

The motion was adopted.

Mr. Lesage moved:

That a message be sent to the Legislative Council requesting them to unite with this House in the constitution of a joint committee to superintend the legislative printings during the current session, and informing them that Messrs. Arsenault, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Terrebonne), Cournoyer, Dallaire, Ducharme, Gagnon, Gérin-Lajoie, Lévesque (Bonaventure) and Thériage will act on the part of this House as members of the said joint committee.

That the Clerk do carry this message to the Legislative Council.

The motion was adopted.

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

Copy of a letter addressed to the Honourable Mr. McIlraith, P. C., Minister of Transport, Ottawa, by Mr. Lesage, Premier of Quebec, with a report by Mr. Slivitzky, Engineer (attached) concerning the project of a bridge over the St. Lawrence at Trois-Rivières.

(*Sessional Papers, No. 9.*)

The House, according to Order, resumed the adjourned debate on the amendment by Mr. Gosselin to the Question which was on Wednesday, 15th January proposed that it be:

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, as follows, to wit:

*A l'honorable Monsieur le
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des chambres; lequel amendement se lit comme suit:

"Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

Nous vous soumettons respectueusement que les augmentations de taxes imposées par les commissions scolaires, par suite des exigences du gouvernement, constituent un fardeau disproportionné au revenu des contribuables en général et en particulier des cultivateurs, des propriétaires d'habitation familiale et des locataires".

Et le débat se continue.

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Somerville, Talbot.—27.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hébert, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Thériège, Turpin, Vaillancourt.—53.

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Quebec,*

WE, the members of the Legislative Assembly of Quebec, in Session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver, informing us of the reasons for calling the House; which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

We respectfully submit that the increase in taxes levied by school boards, following the demands of the government, constitutes a burden that is out of proportion to the incomes of the taxpayers in general and of farmers, family home owners and tenants in particular."

And the debate continuing.

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat continue sur la motion principale.

M. Majeau propose, par voie d'amendement, secondé par M. Gagnon:

"Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

Nous vous soumettons respectueusement qu'une commission royale devrait être instituée pour enquêter sur toutes les circonstances qui ont entouré l'émission et la vente, à un taux et à un prix exorbitant de \$75,000,000.00 d'obligations de la province au mois de septembre dernier."

M. Lesage soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle entraînerait une dépense d'argent, si elle était adoptée, et qu'elle est ainsi contraire aux dispositions de l'article 155 du règlement, n'ayant pas été recommandée au préalable par le lieutenant-gouverneur.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. l'orateur décide que, pour les raisons mentionnées par l'honorable premier ministre et celles que l'on retrouve aux nombreuses décisions rendues au cours des dernières années, la motion d'amendement est irrégulière et doit être mise de côté.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche,

So it passed in the Negative.

The amendment was accordingly rejected.

And the debate continuing on the main motion.

Mr. Majeau moved, in amendment, seconded by Mr. Gagnon:

"That the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

We respectfully submit that a Royal Commission should be appointed to inquire into the circumstances surrounding the issue and sale of \$75,000,000.00 worth of bonds at an exorbitant price and rate of interest, last September."

Mr. Lesage raised a point of order and of the Rules in opposition to this motion, alleging that if it were adopted it would entail an expenditure of money and that it was therefore contrary to the provisions of article 155 of the Rules, not having been first of all recommended by the Lieutenant-Governor.

After having heard the arguments pro and con, Mr. Speaker decided that in consideration of the reasons given by the Honourable Premier and the numerous decisions rendered during the last few years, the motion for an amendment was irregular and should be set aside.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hébert, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—54.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Somerville, Talbot.—27.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

So Mr. Speaker's decision was sustained.

Et le débat se continue.

And the debate continuing.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

And the Question being put on the main motion, it was resolved in the Affirmative.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
23 JANVIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de la cité de Longueuil;
De la part de La Société d'agriculture du comté de Roberval;
De la part de la cité de Québec;
De la part de Dame Consuelo Saint-Aubin et autres;
De la part de la cité de Verdun;
De la part de la cité d'Alma;
De la part des commissaires d'écoles de Saint-Tite.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.
M. Lalonde.

De The Quebec Association of Seventh-Day Adventists, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Seventh-Day Adventist Church Quebec Conference.

M. Beaupré.

De Les Récluses Missionnaires de Jésus-Marie, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

M. LeChasseur.

Des Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

M. Coiteux (Duplessis).

**THURSDAY,
JANUARY 23rd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

The following petitions were presented and laid upon the table:

From the city of Longueuil;
From La Société d'agriculture du comté de Roberval;
From the city of Quebec;
From Dame Consuelo Saint-Aubin and others;
From the city of Verdun;
From the city of Alma;
From the School Commissioners of Saint-Tite.

The following petitions were read and received:

Of the city of Montreal, praying for an Act to amend its charter.
Mr. Lalonde.

Of The Quebec Association of Seventh-Day Adventists, praying for an Act changing its name to that of Seventh-Day Adventist Church Quebec Conference.

Mr. Beaupré.

Of Les Récluses Missionnaires de Jésus-Marie, praying for an Act to amend their charter.

Mr. LeChasseur.

Of Les Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres, praying for an Act to amend their charter.

Mr. Coiteux (Duplessis).

De la Commission scolaire catholique de Loretteville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Godbout.

Of The Catholic School Commission of Loretteville, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Godbout.

De Les Dominicaines du Rosaire, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

M. Godbout.

Of Les Dominicaines du Rosaire, praying for an Act to amend their charter.

Mr. Godbout.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. O'Reilly.

Of the city of Lachine, praying for an Act to amend its charter.

Mr. O'Reilly.

De la commission scolaire de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Parent.

Of La Commission scolaire de la ville de Sainte-Thérèse, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Parent.

De Guy Lamontagne, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jean-Guy Bédard.

M. Godbout.

Of Guy Lamontagne, praying for an Act changing his name to that of Jean-Guy Bédard.

Mr. Godbout.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre :

Par M. Lesage:

Rapport annuel de la Commission d'aménagement de Québec pour la période comprise entre le 1er septembre 1962 et le 1er septembre 1963.

(*Document de la session no 10.*)

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lesage:

Annual report of the Quebec Planning Commission from September 1st, 1962, to September 1st, 1963.

(*Sessional Papers, No. 10.*)

Par M. Arsenault:

Dépôt des arrêtés en conseil, prévu par les dispositions de l'article 9 de la Loi des pensions (S.R.Q., 1941, chapitre 13).

(*Document de la session no 11.*)

By Mr. Arsenault:

Deposit of Orders in Council, pursuant to the provisions of Section 9 of the Pension Act (R.S.Q., 1941, chapter 13).

(*Sessional Papers, No. 11.*)

Dépôt des arrêtés en conseil, prévu par les dispositions de l'article 3 de la Loi pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les

Deposit of Orders in Council, pursuant to the provisions of Section 3 of the Act to reduce public expenditure respecting offices for the Government administra-

services administratifs du gouvernement
(9 George VI, chapitre 8).

(Document de la session no 12.)

État détaillé des remises des droits et
des peines, faites en vertu de l'article 44
de la Loi du ministère du revenu (Statuts
refondus de Québec, 1941, chapitre 73).

(Document de la session no 13.)

Rapport du secrétaire de la province
prévu par les dispositions de l'article
3, 9 Geo. VI, ch. 37, de la Loi concernant
l'amélioration de la voirie provinciale.

(Document de la session no 14.)

Rapport du secrétaire de la province
prévu par les dispositions de l'article
3, 9 Geo. VI, ch. 7, de la Loi pour assurer
la sauvegarde des revenus essentiels de
la province.

(Document de la session no 15.)

Dépôt des arrêtés en conseil prévu
par les dispositions de l'article 29 de la
Loi du secrétariat, S.R.Q., 1941, chap.
57.

(Document de la session no 16.)

Rapport du secrétaire de la province
prévu par les dispositions de l'article 3
de la Loi concernant la suppression des
passages à niveau, 9 George VI, chap-
itre 38.

(Document de la session no 17.)

Liste des commissions délivrées pen-
dant l'année 1962-1963, en vertu de l'ar-
ticle 5 de la Loi des employés publics
(Statuts refondus de Québec, 1941, cha-
pitre 10).

(Document de la session no 18.)

Par M. Pinard:

Rapport détaillé de la Corporation
du pont de Trois-Rivières, état des

tive services (9 George VI, chapter 8).

(Sessional Papers, No. 12.)

Detailed statement of remissions of
duties and penalties, made in virtue of
section 44 of the Department of Revenue
Act (Revised Statutes of Quebec, 1941,
chapter 73).

(Sessional Papers, No. 13.)

Report of the Provincial Secretary,
as provided by Section 3, 9 Geo. VI,
chap. 37, of the Act respecting the
improvement of Provincial Roads.

(Sessional Papers, No. 14.)

Report of the Provincial Secretary,
as provided by Section 3, 9 Geo. VI,
chap. 7, of the Act to ensure the safe-
guarding of the essential revenues of the
Province.

(Sessional Papers, No. 15.)

Deposit of Orders in Council pursuant
to the provisions of Section 29 of the
Provincial Secretary's Act, Revised
Statutes of Quebec, 1941, chapter 57.

(Sessional Papers, No. 16.)

Report of the Provincial Secretary
pursuant to the provisions of Section 3
of the Act respecting the Abolition of
Level Crossings, 9 George VI, chapter
38.

(Sessional Papers, No. 17.)

List of commissions issued during the
year 1962-1963, under Section 5 of the
Public Officers Act (Revised Statutes of
Quebec, 1941, chapter 10).

(Sessional Papers, No. 18.)

By Mr. Pinard:

Detailed statement of the Corporation
du pont de Trois-Rivières, showing the

recettes et déboursés au 31 mars 1963.

(Document de la session no 19.)

Copies des arrêtés en conseil adoptés du 1er février au 31 décembre 1963 en vertu de la Loi, concernant la route Trans-Canadienne (14 George VI, chapitre 44, articles 4 et 5).

(Document de la session no 20.)

receipts and disbursements as at March 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 19.)

Copies of Orders in Council, adopted from February 1st, to December 31st, 1963, concerning tenders for the Trans-Canada Highway (14 George VI, chapter 44, Sections 4 and 5).

(Sessional Papers, No. 20.)

Sur la motion de M. Gabias, il est—
Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie de l'arrêté en conseil no 1119, du 9 juillet 1963.

M. Arsenault dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 21.)

On motion of Mr. Gabias,—

Resolved, that an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the house:

A copy of Order in Council No. 1119, dated July 9th, 1963.

Mr. Arsenault tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 21.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

M. Lesage propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Beaupré, Bédard, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Crépeau, Dionne, Dozois, Dupré, Fortin, Fournier, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert,

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 60, intitled: "An Act to establish the Department of education and the Superior Council of Education."

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

And a debate arising thereon.

And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

Johnson, Johnston, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Thériage, Turpin, Vaillancourt.—70.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

So it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
24 JANVIER 1964.***Dix heures et demie du matin.***Prière.**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.
M. Kennedy.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.
M. Beaupré.

De la cité d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.
M. Collard.

De la Société d'agriculture du comté de Roberval, division B, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.
M. Harvey.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.
M. O'Reilly.

De dame Consuelo Saint-Aubin, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Cléophas Saint-Aubin.
M. Meunier.

Des Commissaires d'écoles de Saint-Tite, demandant l'adoption d'une loi pour régulariser les limites géographiques et la municipalité scolaire de Saint-Tite.
M. Laroche.

**FRIDAY,
JANUARY 24th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

The following petitions were read and received:

Of the city of Longueuil, praying for an Act to amend its charter.
Mr. Kennedy.

Of the city of Quebec, praying for an Act to amend its charter.
Mr. Beaupré.

Of the city of Alma, praying for an Act to amend its charter.
Mr. Collard.

Of the Société d'agriculture du comté de Roberval, division B, praying for an Act to amend its charter.
Mr. Harvey.

Of the city of Verdun, praying for an Act to amend its charter.
Mr. O'Reilly.

Of dame Consuelo Saint-Aubin, praying for an Act respecting the will of the late Cléophas Saint-Aubin.
Mr. Meunier.

Of the School Commissioners of Saint-Tite, praying for an Act to establish the geographic limits of the School Municipality of Saint-Tite.
Mr. Laroche.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lapalme:

Rapport de la Commission d'enquête sur le commerce du livre dans la province de Québec.

(Document de la session no 22.)

Par M. Arsenault:

Rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 8 de la Loi pour stabiliser la petite industrie, 12 Geo. VI, ch. 19.

(Document de la session no 23.)

Rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 1 de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited, 11 George VI, chapitre 40.

(Document de la session no 24.)

Rapport du secrétaire de la province, prévu par les dispositions de l'article 13 de la Loi des compagnies à fonds social étrangères (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279).

(Document de la session no 25.)

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lapalme:

Report by the Commission of Inquiry on the book trade in the Province of Quebec.

(Sessional Papers, No. 22.)

By Mr. Arsenault:

Report of the Provincial Secretary pursuant to the provisions of Section 8 of the Act to stabilize small industry, (12 Geo. VI, chap. 19).

(Sessional Papers, No. 23.)

Report of the Provincial Secretary pursuant to the provisions of Section 1 of the Act to authorize the concession of certain water-powers to Belleterre Quebec Mines, Limited, 11 George VI, chapter 40.

(Sessional Papers, No. 24.)

Statement of the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 13 of the Extra-Provincial Companies Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279).

(Sessional Papers, No. 25.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre
s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajour-
née à lundi prochain, à trois heures de
l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House ad-
journs to-day, it do stand adjourned
until Monday next, at three o'clock,
P.M.

And then the House adjourned.

LUNDI,
27 JANVIER 1964.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Meunier propose, secondé par M. Crépeau:

Que l'article 615 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Cesira Parisotto, en religion Sœur Anselme-Marie, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie, et que cette pétition soit maintenant présentée.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée.

M. Godbout propose, secondé par M. Beaupré:

Que l'article 615 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Peter Henry Authier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Aurélie Normand Barbeau, et que cette pétition soit maintenant présentée.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée.

Sur la motion de Mme Kirkland-Casgrain, il est—

Ordonné que Mme Kirkland-Casgrain ait la permission de présenter le bill no 16, intitulé: "Loi sur la capacité juridique de la femme mariée".

En conséquence, elle présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

MONDAY,
JANUARY 27th, 1964.

Three o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Meunier, seconded by Mr. Crépeau:

Ordered, That article 615 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of Cesira Parisotto, in religion Sister Anselme-Marie, praying for an Act to incorporate Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie, and that this petition be now presented.

Accordingly, the said petition was presented.

On motion of Mr. Godbout, seconded by Mr. Beaupré:

Ordered, That article 615 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of Peter Henry Authier and others, praying for an Act concerning the estate of Dame Aurélie Normand Barbeau, and that this petition be now presented.

Accordingly, the said petition was presented.

On motion of Mrs. Kirkland-Casgrain,—

Ordered, That Mrs. Kirkland-Casgrain have leave to bring in bill No. 16 intitled: "An Act respecting the legal capacity of married women."

She accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lesage:

État des recettes et déficits des compagnies de chemin de fer qui ont fait rapport à l'honorable ministre des Travaux publics pour l'année terminée le 31 décembre 1962. (S.R.Q., 1941, chap. 81, art. 4.)

(Document de la session no 26.)

Par M. Fortin:

Rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, sur l'activité de son ministère durant l'année financière terminée le 31 mars 1963.

(Document de la session no 27.)

Par M. Arsenault:

Rapport de l'imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session imprimés ou distribués depuis la dernière session; les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux; l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite; et le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session qui restent alors en sa possession.

(Document de la session no 28.)

Par M. Laporte:

Copie d'une lettre, adressée à MM. G. Lavoie, n.p., et Léo Taillefer, n.p., de la cité de Saint-Martin, en date du 22 décembre 1960, par M. Jean-Louis Doucet, c.r., sous-ministre des Affaires municipales, concernant un referendum pour un projet de fusion de la ville de Renaud, à la cité de Saint-Martin et la ville de l'Abord-à-Plouffe.

(Document de la session no 29.)

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lesage:

Report of the receipts and deficits of the Railway Companies which reported to the Minister of Public Works for the year ending December 31st, 1962 (R.S.Q., 1941, chapter 81, article 4).

(Sessional Papers, No. 26.)

By Mr. Fortin:

General report of the Minister of Labour of the Province of Quebec, on the activities of his department during the financial year ending March 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 27.)

By Mr. Arsenault:

Report of the Queen's Printer, showing the number of copies of the Statutes so printed or distributed since the last session, the departments, administrative bodies, officers and persons to whom they were distributed, the number of copies delivered to each and under what authority, and the number of copies of the statutes of each session remaining in his possession.

(Sessional Papers, No. 28.)

By Mr. Laporte:

Copy of a letter dated December 22nd, 1960, addressed to Messrs. G. Lavoie, N.P., and Léo Taillefer, N.P., of the city of Saint-Martin, by Mr. Jean-Louis Doucet, Q.C., Deputy Minister of Municipal Affairs, respecting a referendum for a project to amalgamate the town of Renaud to the city of Saint-Martin and the town of l'Abord-à-Plouffe.

(Sessional Papers, No. 29.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60 intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

M. le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'orateur,

Au cours du débat sur l'article deux du bill 60, le député de Montmorency a proposé un amendement qui, à mon sens, tout en étant plus explicite que le premier alinéa de celui proposé antérieurement par le député de Missisquoi, est en substance identique et aurait pour objet de remettre en question une décision précédente du comité. J'ai donc décidé qu'en vertu des articles 335 et 566 du règlement cet amendement était irrecevable.

Le chef de l'opposition en appelle à la chambre de ma décision.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. le président du comité.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Beaupré, Blank, Boulais, Brisson, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Couturier, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt.—39.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Elie, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gossein, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—22.

La décision de M. le président du comité est ainsi maintenue.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

Mr. Chairman reported as follows:

Mr. Speaker,

During the debate on Section 2 of bill 60, the member for Montmorency moved an amendment which, in my opinion, while being more explicit than the first paragraph of the one previously moved by the member for Missisquoi, was substantially identical to it, and would have had the effect of questioning a previous decision by the Committee. I therefore decided that this amendment was inadmissible in virtue of articles 335 and 566 of the Rules.

The Leader of the Opposition has appealed to the House from my decision.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Chairman's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

So Mr. Chairman's decision was sustained.

La chambre se forme de nouveau en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

M. Lesage informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

M. le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'orateur,

Au cours du débat sur la résolution numéro 1 du bill 60, le chef de l'opposition après avoir reconnu et déclaré "que c'est le gouvernement qui doit en prendre l'initiative, puisqu'il s'agit d'une résolution," a proposé un amendement à ladite résolution. Sans avoir à en considérer le mérite au fond, j'ai décidé qu'il ne pouvait le faire en vertu du règlement. (Voir articles 538 et 569).

The House again resolved itself into Committee of the Whole House; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order or the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 60, intitled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

Mr. Lesage informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Chairman reported as follows:

Mr. Speaker,

During the debate on resolution number 1 of bill 60, the Leader of the Opposition, after having acknowledged and stated "that as it was a matter of a resolution, it was the government that should have taken the initiative," moved an amendment to the said resolution. Without having to consider its basic merits, I decided that he could not do it in virtue of the Rules. (See articles 538 and 569).

Le chef de l'opposition en appelle à la chambre de ma décision.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. le président du comité.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt.—42.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Dozois, Elie, Gagnon, Gervais, Gosselin, Johnson, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—21.

La décision de M. le président du comité est ainsi maintenue.

M. le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'orateur,

Au cours de la discussion du paragraphe deux de la résolution 1 du bill 60, le chef de l'opposition a proposé un amendement audit paragraphe. J'ai décidé que cet amendement était irrecevable en regard du règlement et plus particulièrement des articles 334, 538, 569 et 755 ainsi que 155.

Le chef de l'opposition en appelle à la chambre de ma décision.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. le président du comité.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est

The Leader of the Opposition has appealed to the House from my decision.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Chairman's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

So Mr. Chairman's decision was sustained.

Mr. Chairman reported as follows:

Mr. Speaker,

During the debate on paragraph two of resolution number 1 of bill 60, the Leader of the Opposition moved an amendment to the said paragraph. I decided that this amendment was inadmissible in respect of the Rules and more particularly in respect of articles 334, 538, 569 and 755 as well as 155.

The Leader of the Opposition has appealed to the House from my decision.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Chairman's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt.—42.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Dozois, Élie, Gagnon, Gervais, Gosselin, Johnson, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—20.

La décision de M. le président du comité est ainsi maintenue.

So Mr. Chairman's decision was sustained.

La chambre se forme de nouveau en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

The House again resolved itself into Committee of the Whole House; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**MARDI,
28 JANVIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Cesira Parisotto, en religion Sœur Anselme-Marie, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie.

M. Meunier.

De Peter Henry Authier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Aurélie Normand Barbeau.

M. Godbout.

**TUESDAY,
JANUARY 28th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

The following petitions were read and received:

Of Cesira Parisotto, in religion Sister Anselme-Marie, praying for an Act to incorporate Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie.

Mr. Meunier.

Of Peter Henry Authier and others, praying for an Act respecting the estate of dame Aurélie Normand Barbeau.

Mr. Godbout.

A l'appel des motions non annoncées, l'honorable chef de l'opposition se lève et déclare son intention de présenter une motion demandant la correction du procès-verbal et il se réfère à l'article 133 du règlement.

Après avoir attiré l'attention de l'honorable chef de l'opposition sur l'article 141 du règlement qui prescrit que nul député ne peut faire une motion de fond, à moins qu'il ne l'ait annoncée par un avis, sauf les exceptions prévues au règlement, M. l'orateur déclare qu'une motion faite en vue de corriger le procès-verbal tombe sous le coup des dispositions générales de l'article 141 du règlement et il décide que telle motion ne peut être présentée sans avoir été préalablement annoncée par un avis.

When the call was made for making motions without notice, the Honourable Leader of the Opposition rose and made known his intention to bring forward a motion asking that the *Votes and Proceedings* be corrected, and he referred to article 133 of the Rules.

After having drawn the attention of the Honourable Leader of the Opposition to article 141 of the Rules which states that no member shall make any substantive motion unless he has previously given notice thereof, save for the exceptions provided for in the Rules, Mr. Speaker declared that a motion made with a view to correcting the *Votes and Proceedings* comes under the general provisions of article 141 of the Rules, and he decided that such a motion cannot be made without a notice thereof having been previously given.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Boulais, Brisson, Brown, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—50.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—29.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

(The following names were called:—)

So Mr. Speaker's decision was sustained.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lesage:

État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi des employés publics (S.R.Q., chapitre 10, article 42) et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.

(Document de la session no 30.)

Par M. Courcy:

Tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province (10 Geo. VI. ch. 31, art. 4 et 5).

(Document de la session no 31.)

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lesage:

Detailed statement of all securities given under the authority of the Act respecting public employees (R.S.Q., chapter 10, article 42), and of any changes that may have been made thereto, since the period of the previous return submitted to the Legislature.

(Sessional Papers, No. 30.)

By Mr. Courcy:

All the Orders in Council passed under the Act to enlarge the arable domain of the Province (10 Geo. VI, chap. 31, art. 4 and 5).

(Sessional Papers, No. 31.)

Copie de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de

Copy of all Orders in Council by which any townships or portions of

cantons en faveur des sociétés de colonisation (S.R.Q., ch. 107, art. 18).

(Document de la session no 32.)

Par M. Arsenault:

Rapport annuel de la Commission du service civil de la province de Québec, pour l'année 1962-1963.

(Document de la session no 33.)

townships are set apart for Colonization Societies (R.S.Q., chap. 107, art. 18).

(Sessional Papers, No. 32.)

By Mr. Arsenault:

Annual report of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, for the year 1962-1963.

(Sessional Papers, No. 33.)

L'honorable chef de l'opposition souève une question de privilège en vertu des articles 193 et 195 du règlement à l'encontre d'un rapport fait hier à l'orateur par le président du comité plénier (page 54 des *Journaux de l'Assemblée législative* du 27 janvier 1964).

L'honorable procureur général souève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette question qui, d'après lui, n'en est pas une de privilège, et il se réfère à la note qui apparaît sous l'article 135 du règlement.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. l'orateur déclare que le principe énoncé à la note sous l'article 135 s'applique aussi aux dispositions de l'article 133, et il décide que la question soulevée par l'honorable chef de l'opposition ne peut être considérée comme une question de privilège.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Boulais, Brisson, Brown, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier,

The Honourable Leader of the Opposition raised a question of privilege in virtue of articles 193 and 195 of the Rules in opposition to a report made to the Speaker yesterday by the Chairman of the Committee of the Whole House (page 54 of the *Journals of the Legislative Assembly* for January 27th, 1964).

The Honourable Attorney-General raised a point of order and of the Rules in opposition to this question which, according to him, was not a question of privilege, and he referred to the footnote appearing under article 135 of the Rules.

After having heard the arguments pro and con, Mr. Speaker declared that the principle set forth in the footnote to article 135 also applies to the provisions of article 133, and he decided that the question raised by the Honourable Leader of the Opposition could not be regarded as a question of privilege.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, La-croix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—50.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—28.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

So Mr. Speaker's decision was sustained.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
29 JANVIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Baillargeon propose, secondé par M. Ouimet:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation municipale de Sainte-Catherine d'Alexandrie, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Arsenault:

Dépôt par le secrétaire de la province du rapport de la Régie d'épuration des eaux fait au lieutenant-gouverneur en conseil des biens en sa possession, de ses opérations, de ses revenus et de ses dépenses pour la période terminée le 31 décembre 1963.

(Document de la session no 34.)

Par M. Saint-Pierre:

Rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1962.
(Document de la session no 35.)

États, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1962.

(Document de la session no 36.)

**WEDNESDAY,
JANUARY 29th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

On motion of Mr. Baillargeon, seconded by Mr. Ouimet:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of the Municipal Corporation of Sainte-Catherine d'Alexandrie, praying for an Act giving it certain powers, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Arsenault:

Deposit by the Provincial Secretary of the report made to the Lieutenant-Governor in Council by the Water Purification Board of the property in its possession, its operations, its revenues and its expenses for the period ending December 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 34.)

By Mr. Saint-Pierre:

Report of the Railway Companies, for the year ending December 31st, 1962.
(Sessional Papers, No. 35.)

Statements, reports and statistics of Railway Companies to December 31st, 1962.

(Sessional Papers, No. 36.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance:

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
30 JANVIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. LeChasseur propose, secondé par M. Godbout:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation municipale du village de Saint-Boniface de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. l'orateur rend la décision suivante:

Il y a au feuillet du jour, item 29, une motion du chef de l'opposition qui propose de rectifier le procès-verbal de la séance du lundi, 27 janvier 1964, en retranchant quatre lignes du rapport fait à l'orateur par le président du comité plénier.

Comme l'article 327 du règlement interdit tout débat sur le rapport écrit que le président du comité fait à l'orateur quand il y a appel d'une de ses décisions, aucune discussion ni aucune motion ne peuvent s'ensuivre, et l'orateur n'a pas d'autre alternative que de faire appeler les députés pour l'enregistrement de leur vote.

Il ne peut donc être question d'admettre le droit d'amender ou de modifier, directement ou indirectement, le rapport d'une décision du président du comité plénier, et la seule question qui reste

**THURSDAY,
JANUARY 30th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

On motion of Mr. LeChasseur, seconded by Mr. Godbout:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of the Municipal Corporation of the village of Saint-Boniface de Shawinigan, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Speaker rendered the following decision:

At item 29 on the Agenda Paper there is a motion by the Leader of the Opposition moving a correction to the *Votes and Proceedings* for the sitting of Monday, January 27th, 1964, by striking out four lines in the report made to Mr. Speaker by the Chairman of the Committee of the Whole House.

As article 327 of the Rules forbids any debate on the written report that the Chairman of the Committee makes to the Speaker when one of his decisions is appealed, no discussion and no motion may follow, and the Speaker has no other alternative than to have the members called for their votes to be recorded.

There can therefore be no question of allowing the right to amend or rectify, directly or indirectly, the report of a decision by the Chairman of the Committee of the Whole House, and the

à résoudre est celle de savoir s'il y a erreur ou non dans le procès-verbal qui l'a rapporté.

J'ai personnellement comparé l'original du rapport écrit fait par le président du comité plénier et le texte du procès-verbal dont on conteste l'exactitude, et j'ai constaté que ce texte est absolument conforme à l'original et ne contient aucune erreur de fond ou de forme.

J'en viens donc à la conclusion qu'il n'y a pas lieu de recevoir une motion pour rectifier le procès-verbal du 27 janvier 1964 suivant les dispositions de l'article 133 du règlement, et que cette motion est irrégulière et illégale puisqu'elle aurait pour effet, si elle était adoptée, non pas de rectifier une erreur de fond qui se serait glissée dans le texte du procès-verbal, mais plutôt de modifier le rapport lui-même fait à l'orateur par le président du comité plénier, ce qu'interdit de faire l'article 327 du règlement.

Des décisions dans le sens que je viens d'indiquer ont été rendues par les orateurs qui m'ont précédé, et je veux mentionner entre autres celles qui ont été rendues par le président Tellier en 1960 (pages 543 à 545 et 558 et suivantes des *Journaux de l'Assemblée législative*, 1959-1960) et par le président Cliche en 1961 (pages 644 et suivantes des *Journaux de l'Assemblée législative*, 1960-1961).

Me basant sur les articles 67 et 143 du règlement qui permettent à l'orateur d'intervenir de lui-même et de mettre de côté une motion irrégulière, et sur les décisions précitées, je déclare contraire au règlement la motion qui apparaît comme item 29 du feuillet, et j'ordonne au greffier de la rayer.

only question which remains to be settled is to discover whether or not there is an error in the *Votes and Proceedings* which reported the decision.

I have personally compared the original copy of the written report made by the Chairman of the Committee of the Whole House, and the text of the *Votes and Proceedings* the accuracy of which is at issue, and I have established that this text is in absolute conformity with the original, and contains no errors either in its form or in its substance.

I have therefore come to the conclusion that there are no grounds upon which to entertain a motion to rectify the *Votes and Proceedings* of January 27th, 1964, under the provisions of article 133 of the Rules, and that this motion is irregular and illegal because if it were adopted, it would have the effect, not of correcting a fundamental error, but rather of changing the report itself that was made to the Speaker by the Chairman of the Committee of the Whole House, which is forbidden under article 327 of the Rules.

Decisions having the same import as the one I have just given have been rendered by the Speakers who preceded me, and I wish to mention, amongst others, those which were rendered by Mr. Speaker Tellier in 1960 (pages 543 to 545, and from page 558 onwards in the *Journals of the Legislative Assembly*, 1959-60) and by Mr. Speaker Cliche in 1961 (from page 644 onwards in the *Journals of the Legislative Assembly*, 1960-61).

Basing myself upon articles 67 and 143 of the Rules which allow the Speaker himself to intervene and to set aside a motion that is irregular, and upon the decisions mentioned above, I declare that the motion which appears as Item 29 on the Agenda Paper is contrary to the Rules, and order the Clerk to expunge it.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—50.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Majeau, Raymond, Russell, Somerville.—26.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Laporte:

Ministère des Affaires Municipales, rapport pour l'année terminée le 31 mars 1963.

(Document de la session no 37.)

Par M. Lapalme:

Volumes dont l'achat par le ministère des Affaires culturelles du Québec, au titre de l'aide aux auteurs, a été recommandé par un comité constitué des personnes suivantes: MM. Victor Barbeau, Gérard Martin et Clément Saint-Germain.

(Document de la session no 38.)

Volumes dont l'achat par le ministère des Affaires culturelles du Québec, au titre de l'aide aux auteurs, a été recommandé par un comité constitué des

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

So Mr. Speaker's decision was sustained.

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Laporte:

Department of Municipal Affairs, report for the year ended March 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 37.)

By Mr. Lapalme:

Books purchased by the Department of Cultural Affairs under the heading of Aid to Authors, the purchase of which was recommended by a committee composed of the following persons: Messrs. Victor Barbeau, Gérard Martin and Clément Saint-Germain.

(Sessional Papers, No. 38.)

Books purchased by the Department of Cultural Affairs under the heading of Aid to Authors, the purchase of which was recommended by a committee

personnes suivantes: MM. Antonio Drolet, Pierre-Paul Turgeon et Clément Saint-Germain.

(Document de la session no 39.)

Volumes dont l'achat par le ministère des Affaires culturelles du Québec, au titre de l'aide aux auteurs, a été recommandé par un comité constitué des personnes suivantes: Mlle Rina Lasnier, MM. Ernest Pallascio-Morin et Jean Ménard.

(Document de la session no 40.)

composed of the following persons: Messrs. Antonio Drolet, Pierre-Paul Turgeon and Clément Saint-Germain.

(Sessional Papers, No. 39.)

Books purchased by the Department of Cultural Affairs under the heading of Aid to Authors, the purchase of which was recommended by the following persons: Miss Rina Lasnier, Messrs. Ernest Pallascio-Morin and Jean Ménard.

(Sessional Papers, No. 40.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
31 JANVIER 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

M. Lesage transmet à M. l'orateur et M. l'orateur lit à la chambre le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (no 2) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la chambre.

PAUL COMTOIS.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 31 janvier 1964.

(Document de la session no 2.)

M. Lesage propose:

Que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lesage:

Rapport des activités du ministère des Affaires fédérales-provinciales pour l'an-

**FRIDAY,
JANUARY 31st, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.*

Prayers.

Mr. Lesage delivered to Mr. Speaker a Message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec:

And the Message was read by Mr. Speaker as followeth:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec forwards to the Legislative Assembly the Supplementary Estimates (No. 2) of Expenditure for the fiscal year ending March 31st, 1964, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the House.

PAUL COMTOIS.

Government House,
Quebec, January 31st, 1964.

(Sessional Papers, No. 2.)

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That the message of the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province together with the Supplementary Estimates accompanying the same, be referred to the Committee of Supply.

The motion was adopted.

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lesage:

Report by the Department of Federal-Provincial Affairs concerning its activ-

née 1963 (9-10 Elizabeth II, chapitre 22, article 4).

(Document de la session no 41.)

Par M. Parent:

Rapport général du ministre du Tourisme de la Chasse et de la Pêche, concernant la division générale de la chasse et de la pêche, pour les années budgétaires 1960-61 à 1962-63.

(Document de la session no 42.)

Par M. Gérin-Lajoie:

Rapport de la Commission d'enquête sur la Commission des Écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier, la Commission des Écoles catholiques de Verdun et les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Alma — 1re partie — La Commission des Écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier.

(Document de la session no 43.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de

ities for the year 1963 (9-10 Elizabeth II, chap. 22, art. 4).

(Sessional Papers, No. 41.)

By Mr. Parent:

General report of the Minister of Tourism, Fish and Game, concerning the fish and game branch, for the fiscal years 1960-61 to 1962-63.

(Sessional Papers, No. 42.)

By Mr. Gérin-Lajoie:

Report by the Commission of Inquiry on the Catholic School Commission of the city of Jacques-Cartier, the Catholic School Commission of Verdun and the school commissioners for the municipality of Alma — Part One — The Catholic School Commission of the city of Jacques-Cartier.

(Sessional Papers, No. 43.)

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intitled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the resolutions relating to bill No. 60, intitled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the

nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
3 FÉVRIER 1964.***Trois heures de l'après-midi.***Prière.**

M. Fournier propose, secondé par M. Parent:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Le Club de golf de Joliette, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 17 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

La motion "que le rapport soit maintenant adopté" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le rapport est, en conséquence, adopté.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 17 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

**MONDAY,
FEBRUARY 3rd, 1964.***Three o'clock, P.M.***Prayers.**

On motion of Mr. Fournier, seconded by Mr. Parent:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of Le Club de golf de Joliette, Inc., praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee recommend to extend to the 17th of April next, inclusively, the delay for introducing private bills.

And the Question being put, "that this House doth concur in the said report"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The report was accordingly adopted.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the first report of the said committee as follows:

Your Committee recommend to extend to the 17th of April next, inclusively, the delay for introducing private bills.

La motion "que le rapport soit maintenant adopté" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le rapport est, en conséquence, adopté.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 7, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 9 intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies à fonds social étrangères".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

And the Question being put, "that this House doth concur in the said report"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The report was accordingly adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 7, intitled: "An Act to amend the Special Corporate Powers Act."

And the Question being put, "that the bill be now read the second time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 9, intitled: "An Act to amend the Extra-Provincial Companies Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de gaz et d'eau".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 2 intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la protection civile dans la province".

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 11, intituled: "An Act to amend the Gas and Water Companies Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 2, intituled: "An Act to amend the Act respecting Civil Protection in the Province of Quebec."

And the Question being put, "that the bill be now read the second time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some

quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de gaz et d'eau", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un

time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 11, intituled: "An Act to amend the Gas and Water Companies Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 14, intituled: "An Act to amend the Act respecting title-deeds in certain electoral districts of the Province."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to

projet de résolution relative au bill no 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour stabiliser la petite industrie".

M. Cliche informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Cliche propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 19, remplacé par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 54, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"2. La superficie du domaine concédé ne doit pas excéder en totalité deux mille milles carrés, ni cinquante milles carrés par concessionnaire."

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour stabiliser la petite industrie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

consider a proposed resolution relating to bill No. 12, intituled: "An Act to amend the Act to stabilize small industry."

Mr. Cliche informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Cliche moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That section 2 of the act 12 George VI, chapter 19, replaced by section 1 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 54, be again replaced by the following:

"2. The area of the domain conceded shall not exceed two thousand square miles in all, nor fifty square miles per timber limit holder."

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 12, intituled: "An Act to amend the Act to stabilize small industry."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'orateur quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

M. l'orateur reprend le fauteuil.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The bill was accordingly read the third time.

At six o'clock, Mr. Speaker left the Chair.

Eight o'clock, P. M.

Mr. Speaker left the Chair.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
4 FÉVRIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Blank propose, secondé par M. Crépeau:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de La Banque Provinciale du Canada et de Charles-Noël Abbott, demandant l'adoption d'une loi concernant certains terrains, dans la paroisse de Varennes, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Blank propose, secondé par M. Crépeau:

*Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Morris Feinstein, *In Trust*, et Sam Biberman, *In Trust*, demandant l'adoption d'une loi confirmant le titre à certains immeubles, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.*

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Brown propose, secondé par M. LeChasseur:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Montreal Association for the Blind, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

**TUESDAY,
FEBRUARY 4th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

On motion of Mr. Blank, seconded by Mr. Crépeau:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of The Provincial Bank of Canada and of Charles Noël Abbott, praying for an Act concerning certain properties in the parish of Varennes, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

On motion of Mr. Blank, seconded by Mr. Crépeau:

*Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of Morris Feinstein, *In Trust*, and Sam Biberman, *In Trust*, praying for an Act confirming the title to certain immovables, and that this petition be now presented, read and received.*

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

On motion of Mr. Brown, seconded by Mr. LeChasseur:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of The Montreal Association for the Blind, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De Martin Frederick Juister, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Martin Frederick Juster;

De Joseph Alen Milet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Allen Milette;

De Nathan Rosenoff et autres, demandant l'adoption d'une loi afin d'amalgamer deux congrégations sous le nom de Congregation Shevet Achim-Chaverin Kol Yisrael-D'Bet Abraham;

De Harold Rosenberg, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Harold Ross;

De Jan Zascinski, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat;

De United Pentecostal Church, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'obtenir un acte d'incorporation;

De dame Alzbeta Makovska, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Betty Kollar;

De La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi afin d'aliéner à son gré un lopin de terre sis dans le village de la paroisse de Saint-Liguori;

De Clifford Narcisse John Ouimet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Clifford Paul Ouimet;

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the second report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of Martin Frederick Juister, praying for an Act changing his name into that of Martin Frederick Juster;

Of Joseph Alen Milet, praying for an Act changing his name into that of Allen Milette;

Of Nathan Rosenoff and others, praying for an Act to amalgamate two congregations under the name of Congregation Shevet Achim-Chaverin Kol Yisrael-D'Bet Abraham;

Of Harold Rosenberg, praying for an Act changing his name into that of Harold Ross;

Of Jan Zascinski, praying for an Act to admit him to the profession of law;

Of United Pentecostal Church, praying for an Act to grant incorporation;

Of dame Alzbeta Makovska, praying for an Act changing her name into that of Betty Kollar;

Of La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, praying for an Act to obtain the permission to alienate at its discretion a plot of ground situated in the village of Saint-Liguori Parish;

Of Clifford Narcisse John Ouimet, praying for an Act changing his name into that of Clifford Paul Ouimet;

De Reginald Ian Parker, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Rip Ian Gauthier;

De Yanko Doneff, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat;

De Alfred Carreau, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Alfred Viger;

De Howard Roy Crapp, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Howard Roy Cropp;

De Paul Tardi, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit;

De Richard Daignault et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Les Assemblées de Dieu Indépendantes et Internationales;

De Adolf Lode Maurits Mangelschots, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin;

De The Montreal Star Company, Limited, and The British American Publishing, demandant l'adoption d'une loi déclarant leur droit de propriété aux deux ruelles sans désignation cadastrale.

Of Reginald Ian Parker, praying for an Act changing his name into that of Rip Ian Gauthier;

Of Yanko Doneff, praying for an Act to admit him to the practice of the profession of law;

Of Alfred Carreau, praying for an Act changing his name into that of Alfred Viger;

Of Howard Roy Crapp, praying for an Act changing his name into that of Howard Roy Cropp;

Of Paul Tardi, praying for an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law;

Of Richard Daignault and others, praying for an Act to incorporate them under the name of Independent Assemblies of God International;

Of Adolf Lode Maurits Mangelschots, praying for an Act changing his name into that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin;

Of The Montreal Star Company, Limited, and The British American Publishing, praying for an Act declaring their rights of ownership in two lanes without cadastral numbers.

M. Lesage propose:

Que la chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

La motion est adoptée.

M. Lesage propose:

Que la chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

La motion est adoptée.

Mr. Lesage moved:

That, during the present sitting, the House do resolve itself into a committee to consider the Supply to be granted to Her Majesty.

The motion was adopted.

Mr. Lesage moved:

That, during the present sitting, the House do resolve itself into a committee to consider the ways and means for raising the supply to be granted to Her Majesty.

The motion was adopted.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 102, intitulé: "Loi changeant le nom de Martin Frederick Juister en celui de Martin Frederick Juster".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lavoie (Laval) ait la permission de présenter le bill no 103, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yanko Doneff à l'exercice de la profession d'avocat".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cadieux ait la permission de présenter le bill no 104, intitulé: "Loi concernant La corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter le bill no 106, intitulé: "Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul Ouimet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lavoie (Laval) ait la permission de présenter le bill no 108, intitulé: "Loi changeant le nom de J.-Herménégilde-Alfred-Charles-Honoré Carreau en celui de J.-Herménégilde-Alfred-Charles-Honoré Carreau Viger".

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 102, intituled: "An Act to change the name of Martin Frederick Juister to that of Martin Frederick Juster."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Lavoie (Laval) have leave to bring in bill No. 103, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Yanko Doneff to the practice of the legal profession."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Cadieux have leave to bring in bill No. 104, intituled: "An Act respecting La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Crépeau have leave to bring in bill No. 106, intituled: "An Act to change the name of Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul Ouimet."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Lavoie (Laval) have leave to bring in bill No. 108, intituled: "An Act to change the name of J.-Herménégilde-Alfred-Charles-Honoré Carreau to that of J.-Herménégilde-Alfred-Charles-Honoré Carreau Viger."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Brown ait la permission de présenter le bill no 112, intitulé: "Loi constituant en corporation The United Pentecostal Church in the Province of Quebec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank, ait la permission de présenter le bill no 119, intitulé: "Loi changeant le nom de Joseph Alen Milet en celui de Allen Milette".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Brisson ait la permission de présenter le bill no 120, intitulé: "Loi changeant le nom d'Alzbeta Makovska en celui de Betty Alzbeta Makovska Kollar".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 122, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jan Zascinski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Beaupré ait la permission de présenter le bill no 123, intitulé: "Loi changeant le nom d'Adolf

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Brown have leave to bring in bill No. 112, intituled: "An Act to incorporate The United Pentecostal Church in the Province of Quebec."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 119, intituled: "An Act to change the name of Joseph Alen Milet to that of Allen Milette."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Brisson have leave to bring in bill No. 120, intituled: "An Act to change the name of Alzbeta Makovska to that of Betty Alzbeta Makovska Kollar."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 122, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jan Zascinski to the practice of the legal profession in the Province of Quebec."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Beaupré have leave to bring in bill No. 123, intituled: "An Act to change the name of Adolf Lode

Lode Maurits Mangelschots en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 124, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Shevet Achim-Chaverin Kol Yisrael-D'Bet Abraham".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 127, intitulé: "Loi changeant le nom de Harold Rosenberg en celui de Harold Rosenberg Ross".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter le bill no 132, intitulé: "Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Gauthier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 133, intitulé: "Loi changeant le nom de Howard Roy Crapp en celui de Howard Roy Cropp".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Maurits Mangelschots to that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 124, intituled: "An Act to incorporate Congregation Shevet Achim-Chaverin Kol Yisrael-D'Bet Abraham."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 127, intituled: "An Act to change the name of Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg Ross."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Crépeau have leave to bring in bill No. 132, intituled: "An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Gauthier."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 133, intituled: "An Act to change the name of Howard Roy Crapp to that of Howard Roy Cropp."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. O'Reilly ait la permission de présenter le bill no 135, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Assemblées de Dieu indépendantes et internationales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. O'Reilly ait la permission de présenter le bill no 140, intitulé: "Loi déclarant The Montreal Star Company, Limited, et The British American Publishing Company, Limited, propriétaires de certaines ruelles dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter le bill no 166, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Tardi à l'exercice de la profession d'avocat".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Saint-Pierre, il est—

Ordonné que M. Saint-Pierre ait la permission de présenter le bill no 17, intitulé: "Loi abrogeant la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. O'Reilly have leave to bring in bill No. 135, intituled: "An Act to incorporate Independent Assemblies of God International."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. O'Reilly have leave to bring in bill No. 140, intituled: "An Act to declare The Montreal Star Company, Limited, and The British American Publishing Company, Limited, the owners of certain lanes in the St. Lawrence Ward of the city of Montreal."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Crépeau have leave to bring in bill No. 166, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Paul Tardi to the practice of the legal profession."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Saint-Pierre,—

Ordered, That Mr. Saint-Pierre have leave to bring in bill No. 17, intituled: "An Act to repeal the Railway Subsidy Repayment Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Hamel (Saint-Maurice):

Rapport annuel de la Régie des Alcools du Québec pour l'année se terminant le 31 mars 1963.

(Document de la session no 44.)

Par M. Courcy:

Rapport du ministre de l'agriculture et de la colonisation de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1963.

(Document de la session no 45.)

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Hamel (Saint-Maurice):

Annual report of the Quebec Liquor Board, for the year ending March 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 44.)

By Mr. Courcy:

Report of the Minister of Agriculture and of Colonization of the Province of Quebec, for the year ending March 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 45.)

Sur la motion de M. Saint-Pierre, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 17, intitulé: "Loi abrogeant la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer".

On motion of Mr. Saint-Pierre, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 17, intituled: "An Act to repeal the Railway Subsidy Repayment Act."

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 7, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 2, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la protection civile dans la province".

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 7, intituled: "An Act to amend the Special Corporate Powers Act."

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 2, intituled: "An Act to amend the Act respecting Civil Protection in the Province of Quebec."

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the

et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 9, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies à fonds social étrangères".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de gaz et d'eau".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la province".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de

House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 9, intituled: "An Act to amend the Extra-Provincial Companies Act."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 11, intituled: "An Act to amend the Gas and Water Companies Act".

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 14, intituled: "An Act to amend the Act respecting title-deeds in certain electoral districts of the Province."

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the resolutions relating to bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of

l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

Education and the Superior Council of Education."

(EN COMITÉ)

(IN THE COMMITTEE)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre de l'éducation à organiser des écoles normales, des instituts de technologie, des écoles de métiers et toutes autres institutions d'enseignement à l'exception d'une université ou d'un centre d'apprentissage.

Il pourra aussi, à ces fins, l'autoriser à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains ou des immeubles et bâtiments ainsi qu'à construire et aménager les bâtiments requis.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un sous-ministre de l'éducation ci-après désigné sous le nom de "sous-ministre" et deux sous-ministres associés, l'un après consultation du comité catholique et l'autre après consultation du comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera aussi, conformément à la Loi du service civil (chap. 11), tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère de l'éducation.

Résolu, 4.—Que les membres du Conseil supérieur de l'éducation institué en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions et ceux de ses comités et commissions ne recevront aucun traitement. Ils seront indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et recevront une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Resolved, 1.—That the Lieutenant-Governor in Council, upon such conditions as he determines, may authorize the Minister of Education to establish normal schools, technological institutes, trade schools and any other educational institution except a university or an apprenticeship centre.

He may also authorize him, for such purpose, to acquire by agreement or expropriation lands or immoveables and buildings and to erect and equip the buildings required.

Resolved, 2.—That the Lieutenant-Governor in Council shall appoint a deputy minister of education, hereinafter called the "deputy minister", and two associate deputy ministers, one after consultation with the Catholic committee and the other after consultation with the Protestant committee of the Superior Council of Education.

Resolved, 3.—That the Lieutenant-Governor in Council shall also appoint, in accordance with the Civil Service Act (Chap. 11), all other officers and employees required for the proper administration of the Department of Education.

Resolved, 4.—That the members of the Superior Council of Education established under the act accompanying these resolutions and those of its committees and boards shall receive no salary. They shall be indemnified for expenses incurred by them in attending meetings and shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Le président et le vice-président recevront un traitement fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera au dit Conseil, conformément à la Loi du service civil, deux secrétaires conjoints ainsi que les autres fonctionnaires et employés nécessaires à ses travaux.

Les secrétaires seront nommés sur recommandation du Conseil.

Résolu, 6.—Que les dépenses du dit Conseil, y compris celles de ses comités et commissions, seront payées sur les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

Résolu, 7.—Que les crédits votés au ministère de la jeunesse et au département de l'instruction publique pour les années financières 1963-64 et 1964-65, ainsi que les sommes accumulées au crédit du surintendant de l'instruction publique, du comité catholique ou du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, seront transférés au ministère de l'éducation. Toutefois, les crédits votés pour le Conseil de l'instruction publique seront affectés au Conseil supérieur de l'éducation. Le Conseil de la trésorerie pourra modifier la répartition des crédits ci-dessus mentionnés.

Les dons et legs faits au Conseil de l'instruction publique ou à ses comités seront dévolus au comité catholique ou protestant, selon le cas, du Conseil supérieur de l'éducation, lesquels sont autorisés à en disposer à leur discrétion pour fins d'éducation.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité

The president and the vice-president shall receive a salary fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Resolved, 5.—That the Lieutenant-Governor in Council shall appoint to the said Council, in accordance with the Civil Service Act, two joint secretaries and such other officers and employees as are necessary for its activities.

The secretaries shall be appointed on the recommendation of the Council.

Resolved, 6.—That the expenses of the said Council, including those of its committees and boards, shall be paid out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.

Resolved, 7.—That the moneys voted for the Department of Youth and the Department of Education for the fiscal years 1963-64 and 1964-65, as well as the sums accumulated to the credit of the Superintendent of Education, of the Catholic Committee or the Protestant Committee of the Council of Education, are transferred to the Department of Education. Nevertheless the moneys voted for the Council of Education shall be assigned to the Superior Council of Education. The Treasury Board may change the distribution of the above mentioned sums.

The gifts and legacies made to the Council of Education or to its committees shall revert to the Catholic or Protestant committee, as the case may be, of the Superior Council of Education, such committees being authorized to dispose thereof at will for educational purposes.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Com-

fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues.

La motion "que les résolutions soient maintenant agréées" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 60.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Et la motion "que le bill amendé soit maintenant agréé" étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, ledit bill amendé est agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Dozois propose, par voie d'amendement, secondé par M. Elie:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

mittee had come to several resolutions.

The resolutions were read.

And the Question being put, "that this House doth concur in the said resolutions"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The resolutions were accordingly agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 60.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

And the Question being put, "that this House doth now concur in the said bill, as amended", the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The bill, as amended, was accordingly agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that Mr. Speaker do now leave the chair.

And a debate arising thereon.

Mr. Dozois moved, in amendment, seconded by Mr. Elie:

That the motion under debate be amended, by replacing therein all the words after "That," by the following:

"La chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires à l'administration de la province, regrette que le manque de planification dans les dépenses publiques ait compromis le crédit de la province et placé sur les contribuables à revenus modestes un fardeau disproportionné à leur revenu."

Sur la motion de M. Harvey, secondé par M. Meunier, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

"The House, while being ready to grant to Her Majesty the moneys necessary for the administration of the Province, regrets that the lack of planning in public expenditures has compromised the credit of the Province and has burdened the low-income taxpayers with a load that is out of proportion to their incomes."

On motion of Mr. Harvey, seconded by Mr. Meunier,—

Ordered, That the debate be adjourned.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
5 FÉVRIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 102, intitulé: "Loi changeant le nom de Martin Frederick Juister en celui de Martin Frederick Juster".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 103, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yanko Doneff à l'exercice de la profession d'avocat".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 104, intitulé: "Loi concernant La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 106, intitulé: "Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul Ouimet".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

**WEDNESDAY,
FEBRUARY 5th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 102, intituled: "An Act to change the name of Martin Frederick Juister to that of Martin Frederick Juster."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 103, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Yanko Doneff to the practice of the legal profession."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 104, intituled: "An Act respecting La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 106, intituled: "An Act to change the name of Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul Ouimet."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 108, intitulé: "Loi changeant le nom de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau en celui de J.-Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 112, intitulé: "Loi constituant en corporation The United Pentecostal Church in the Province of Quebec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 119, intitulé: "Loi changeant le nom de Joseph Alen Milet en celui de Allen Milette".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 120, intitulé: "Loi changeant le nom d'Alzbeta Makovska en celui de Betty Alzbeta Makovska Kollar".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 122, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jan Zascinski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 108, intitled: "An Act to change the name of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau to that of J.-Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 112, intitled: "An Act to incorporate The United Pentecostal Church in the Province of Quebec."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 119, intitled: "An Act to change the name of Joseph Alen Milet to that of Allen Milette."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 120, intitled: "An Act to change the name of Alzbeta Makovska to that of Betty Alzbeta Makovska Kollar."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 122, intitled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jan Zascinski to the practice of the legal profession in the Province of Quebec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 123, intitulé: "Loi changeant le nom d'Adolf Lode Maurits Mangelschots en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 124, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Shevet Achim—Chaverin Kol Yisrael—D'Bet Abraham".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 127, intitulé: "Loi changeant le nom de Harold Rosenberg en celui de Harold Rosenberg Ross".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 132, intitulé: "Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Gauthier".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 133, intitulé: "Loi

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 123, intitled: "An Act to change the name of Adolf Lode Maurits Mangelschots to that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 124, intitled: "An Act to incorporate Congregation Shevet Achim—Chaverin Kol Yisrael—D'Bet Abraham."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 127, intitled: "An Act to change the name of Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg Ross."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 132, intitled: "An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Gauthier."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 133, in-

changeant le nom de Howard Roy Crapp en celui de Howard Roy Cropp".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 135, intitulé: "Loi constituant en corporation Les assemblées de Dieu indépendantes et internationales".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 140, intitulé: "Loi déclarant The Montreal Star Company, Limited, et The British American Publishing Company, Limited, propriétaires de certaines ruelles dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 166, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Tardi à l'exercice de la profession d'avocat".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

intituled: "An Act to change the name of Howard Roy Crapp to that of Howard Roy Cropp."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 135, intituled: "An Act to incorporate Independent Assemblies of God International."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 140, intituled: "An Act to declare The Montreal Star Company, Limited, and The British American Publishing Company, Limited, the owners of certain lanes in the St. Lawrence Ward of the city of Montreal."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 166, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Paul Tardi to the practice of the legal profession."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

M. Lesage propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Johnson propose, par voie d'amendement, secondé par M. Gervais:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"Le bill 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", soit renvoyé au comité plénier avec instructions de l'amender de façon:

1. que dans les matières purement académiques ou pédagogiques, l'initiative et l'élaboration soient laissées au Conseil, la décision finale étant, dans tous les cas, laissée au ministre de l'éducation et au conseil des ministres;

2. à garantir efficacement les droits des enfants, des parents et des groupes en matière d'éducation;

3. à faciliter à tous l'accès à l'éducation sans distinction de race, de langue, de croyance, de sexe, de couleur, de nationalité, de fortune ou d'origine sociale, d'âge, de santé physique ou mentale;

4. que le ministre ne soit pas autorisé à se substituer aux commissions scolaires pour établir des écoles de formation générale;

5. que le ministre ne soit pas autorisé à exproprier des institutions d'enseignement existantes;

6. que les représentants des corps intermédiaires, au sein du Conseil supérieur de l'éducation, soient désignés par les corps intermédiaires eux-mêmes;

7. que le Conseil obtienne le pouvoir d'élire lui-même son président et son vice-président;

8. que le président et le vice-président du Conseil consacrent tout leur temps à cette fonction;

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the third time.

And a debate arising thereon.

Mr. Johnson moved, in amendment, seconded by Mr. Gervais:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after "That," therein, by the following:

"Bill 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," be referred back to the Committee of the Whole House with instructions to amend it so that:

1. in purely academic or pedagogical matters, initiative and elaboration shall be left to the Council, with the final decision being left, in all cases, to the Minister of Education and the Cabinet;

2. in matters of education the rights of children, parents and groups shall be guaranteed;

3. all persons shall have access to learning without distinction of race, language, creed, sex, colour, nationality, financial means or social origin, age, or physical or mental health;

4. the Minister shall not be authorized to take the place of school boards to establish common schools;

5. the Minister shall not be authorized to expropriate existing institutions of learning;

6. the representatives of intermediate bodies, within the Superior Council of Education, shall be appointed by the intermediate bodies themselves;

7. the Council itself be given the power to elect its own President and Vice-President;

8. the President and Vice-President of the Council shall devote all their time to their office;

9. que les séances du Conseil soient publiques;

10. que le Conseil puisse avoir ses propres archives."

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—26.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Binette, Blank, Boulais, Brisson, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—53.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat sur la motion principale se continue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Binette, Blank, Boulais, Brisson, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—53.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, La-

9. the sittings of the Council shall be public;

10. the Council shall have its own archives."

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it passed in the Negative.

The amendment was accordingly rejected.

And the debate continuing on the main motion.

And the Question being put on the main motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows;

fontaine, Lavoie (Wolfe), Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—26.

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Dozois à la motion de M. Lesage proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme en comité des subsides, lequel amendement se lit comme suit:

"Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"La chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires à l'administration de la province, regrette que le manque de planification dans les dépenses publiques ait compromis le crédit de la province et placé sur les contribuables à revenus modestes un fardeau disproportionné à leur revenu."

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—26.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Binette, Blank, Boulais, Brisson, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—53.

So it was resolved in the Affirmative.

The main motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Dozois to the motion by Mr. Lesage proposing that Mr. Speaker do now leave the Chair and that the House do resolve itself into Committee of Supply, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended, by replacing therein all the words after "That," by the following:

"The House, while being ready to grant to Her Majesty the moneys necessary for the administration of the Province, regrets that the lack of planning in public expenditures has compromised the credit of the Province and has burdened the low-income taxpayers with a load that is out of proportion to their incomes."

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale est alors adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

So it passed in the Negative.

The amendment was accordingly rejected.

The main motion was then adopted.

The House accordingly resolved itself into Committee of Supply, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
6 FÉVRIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Lalonde ait la permission de présenter le bill no 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Lapalme dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Texte original du rapport de la Commission d'enquête sur le commerce du livre dans la province de Québec, 24 décembre 1963.

(Document de la session no 46.)

Une déclaration de Mgr Irénée Lussier en marge du rapport Bouchard.

(Document de la session no 47.)

**THURSDAY,
FEBRUARY 6th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the third report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following case:

Of the city of Montreal, praying for an Act to amend its charter.

Ordered, That Mr. Lalonde have leave to bring in bill No. 100, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Montreal."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Lapalme laid upon the table the following documents:

Original text of the Report by the Commission of Inquiry on the book trade in the Province of Quebec, December 24th, 1963.

(Sessional Papers, No. 46.)

A statement by Mgr Irénée Lussier concerning the Bouchard report.

(Sessional Papers, No. 47.)

Question par M. Lavoie (Wolfe):

1. M. Gaston Beaudoin, de Disraéli, occupe-t-il encore la charge de président d'élection du comté de Wolfe?

2. Sinon, à quelle date a-t-il été remplacé?

3. Quel est le nom, l'occupation et l'adresse de son successeur?

4. Pour quelle raison ledit M. Beaudoin a-t-il été remplacé?

Réponse par M. Lesage:

1. Non;

2. Le 8 janvier 1964;

3. Gérard Bérubé, marchand de grains, Disraéli, comté de Wolfe;

4. 11-12 Elizabeth II, chapitre 13, articles 17, 444 et 447.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

1. Le docteur Gérard Lemieux, de Weedon, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou d'un de ses organismes?

2. Dans l'affirmative:

a) quelle fonction occupe-t-il

b) à quelle date a-t-il été engagé;

c) quel est son salaire annuel;

d) a-t-il passé l'examen requis par la Commission du service civil?

Réponse par M. Lesage:

1. Oui.

2. a) commissaire à la Commission des allocations sociales du Québec;

b) le 1er novembre 1963;

c) \$12,500.00;

d) non, aucun examen n'étant requis par la Commission du service civil dans le cas de la nomination d'un membre d'une Commission. Le diplôme décerné au docteur Lemieux par le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec atteste les qualifications de ce commissaire.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. Does Mr. Gaston Beaudoin of Disraéli still occupy the position of Returning-Officer for Wolfe county?

2. If not, on what date was he replaced?

3. What is the name, occupation and address of his successor?

4. For what reason was the said Mr. Beaudoin replaced?

Answer by Mr. Lesage:

1. No;

2. January 8th, 1964;

3. Gérard Bérubé, grain merchant, Disraéli, Wolfe's county;

4. 11-12 Elizabeth II, chapter 13, sections 17, 444 and 447.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. Is Dr. Gérard Lemieux of Weedon in the employ of the government of the province or of any of its organisms?

2. If so:

a) what duties does he fulfil;

b) on what date was he engaged;

c) what is his annual salary;

d) did he pass the examination required by the Civil Service Commission?

Answer by Mr. Lesage:

1. Yes.

2. a) member of the Quebec Social Allowances Commission;

b) November 1st, 1963;

c) \$12,500.00;

d) no, in the case of the appointment of a member of a Commission, the Civil Service Commission does not require an examination. The diploma granted to Dr. Lemieux by the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec certifies as to the qualifications of this commissioner.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
7 FÉVRIER 1964.***Dix heures et demie du matin.***Prière.**

M. Saint-Pierre dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Ministère des Travaux publics, rapport annuel, 1962-1963.

(Document de la session no 48.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

M. Lesage propose:

Qu'un comité spécial soit institué aux fins d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail ainsi que l'arbitrage des différends et griefs dans les services du gouvernement provincial et ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités, avec pouvoirs de siéger pendant que la chambre est en séance et aussi les jours où la chambre ne tient pas de séance et de requérir la comparution de toute personne et la communication de toute pièce ou de tout dossier jugés nécessaires;

Que MM. Brisson, Dozois, Fortin, Fournier, Gervais, Harvey, Madame Kirkland-Casgrain, MM. LeChasseur et Majeau forment ledit comité spécial.

La motion est adoptée.

**FRIDAY,
FEBRUARY 7th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

Mr. Saint-Pierre laid upon the table the following document:

Department of Public Works, Annual report, 1962-1963.

(Sessional Papers, No. 48.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 100, intitled: "An Act to amend the charter of the city of Montreal."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

Mr. Lesage moved:

That a special committee be appointed to study the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as the arbitration of disputes and grievances in the provincial government services and those of hospitals, school boards and municipalities, with power to sit whilst the House is sitting and also on days when the House is not sitting, and to require the attendance of all persons and the production of all papers or records deemed necessary;

That the said special committee be composed of Messrs. Brisson, Dozois, Fortin, Fournier, Gervais, Harvey, Mrs. Kirkland-Casgrain, Messrs. LeChasseur and Majeau.

The motion was adopted.

M. Lesage propose:

Qu'un comité spécial de dix membres soit institué pour étudier l'opportunité d'amender le règlement de l'Assemblée législative;

Que ce comité spécial soit autorisé à siéger pendant que la chambre est en séance et les jours où elle ne tient pas de séance et même après la prorogation, ledit comité étant autorisé à faire rapport à la chambre de temps à autre et même au cours de la prochaine session, s'il le juge à propos.

Que MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Caron, Crépeau, Godbout, Hyde, Laporte, Lavoie (Laval) et Talbot forment ledit comité spécial.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 6, intitulé: "Loi modifiant la Loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Mr. Lesage moved:

That a special committee to be composed of ten members be appointed to inquire into the advisability of amending the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly;

That this special committee be empowered to sit whilst the House is sitting and on days when the House is not sitting and even after the prorogation, the said committee being authorized to report to the House from time to time and even during the next session, if such is deemed expedient.

That the said special committee be composed of Messrs. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Caron, Crépeau, Godbout, Hyde, Laporte, Lavoie (Laval) and Talbot.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 6, intitled: "An Act to amend the Act to establish a Royal Commission of Inquiry on Education."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

M. Lévesque (Bonaventure) dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Mr. Lévesque (Bonaventure) laid upon the table the following document:

Liste des directeurs-fondateurs du Centre d'Organisation Scientifique de l'Entreprise.

List of the Founding-Directors of Le Centre d'Organisation Scientifique de l'Entreprise.

(*Document de la session no 49.*)

(*Sessional Papers, No. 49.*)

Sur la motion de M. Lesage, il est—

On motion of Mr. Lesage,—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, à trois heures de l'après-midi.

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday at three o'clock, P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
10 FÉVRIER 1964.***Trois heures de l'après-midi.***Prière.**

M. LeChasseur propose, secondé par M. Meunier:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Duncan Strachan Taylor, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Duncan Strachan Peachey, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF**Le 5 février 1964.**

Ordonné qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte MM. Asselin, Auger, Baribeau, Connors, Dupré, Grothé, Laferté, Marler, Martineau, Messier, Renaud, Rowat et Tardif, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

**MONDAY,
FEBRUARY 10th, 1964.***Three o'clock, P.M.***Prayers.**

On motion of Mr. LeChasseur, seconded by Mr. Meunier:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of Duncan Strachan Taylor, praying for an Act changing his name into that of Duncan Strachan Peachey, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL**5th February 1964.**

Ordered that a message be sent to the Legislative Assembly, informing that House that the Legislative Council agree to unite in the formation of a joint committee of both Houses on the subject of Legislative printing, as requested, and that the committee appointed to superintend the printing of this House during the present session and composed of Messrs. Asselin, Auger, Baribeau, Connors, Dupré, Grothé, Laferté, Marler, Martineau, Messier, Renaud, Rowat and Tardif, be appointed to act on behalf of this House on the said joint committee.

Et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

And that this message be communicated to the Legislative Assembly.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Lafontaine:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie du dossier no 4006-60 du Service des expropriations du ministère de la Voirie.

M. Pinard déclare:

Que le dossier no 4006-60 que l'on demande de déposer à la chambre n'est pas un dossier du Service des expropriations du ministère de la Voirie, mais un dossier qui ne contient que des documents relatifs aux travaux de terrassement et de gravelage exécutés au cours de l'exercice fiscal 1960-61, sur la route no 5, dans Sainte-Julie et la paroisse de Plessisville, comté de Mégantic.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Lafontaine:

That there be laid before the House:

A copy of File No. 4006-60 of the Expropriation Service of the Department of Roads.

Mr. Pinard stated:

That file No. 4006-60 that was ordered to be laid before the House is not a file concerning the Expropriation Service of the Department of Roads, but is a file which only contains papers concerning the levelling and gravelling of Route No. 5, in Sainte-Julie and Plessisville parish, during the 1960-61 fiscal year.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
11 FÉVRIER 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

M. LeChasseur propose, secondé par M. Meunier:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de The Royal Trust Company, en anglais et Le Trust Royal, en français, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

**TUESDAY,
FEBRUARY 11th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. LeChasseur, seconded by Mr. Meunier:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of The Royal Trust Company, praying for an Act changing its name into that of The Royal Trust Company, in English and Le Trust Royal, in French, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De La Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal, demandant l'adoption d'une loi supprimant une prohibition d'aliéner une propriété située à Boucherville;

De Jacques Laurin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat;

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the fourth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of The Montreal Catholic School Commission, praying for an Act to amend its charter;

Of La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal, praying for an Act to suppress a prohibition to alienate a property situated in Boucherville;

Of Jacques Laurin, praying for an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the profession of Law;

De La Commission scolaire catholique de Loretteville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Of The Catholic School Commission of Loretteville, praying for an Act to amend its charter.

Ordonné que M. Dupré ait la permission de présenter le bill no 139, intitulé: "Loi concernant La Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Godbout ait la permission de présenter le bill no 145, intitulé: "Loi concernant l'acquisition de certains lots par La Commission scolaire catholique de Loretteville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter le bill no 150, intitulé: "Loi supprimant une prohibition partielle d'aliéner une propriété, située à Boucherville, de La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Meunier ait la permission de présenter le bill no 180, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jacques Laurin à l'exercice de la profession d'avocat".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Dupré have leave to bring in bill No. 139, intituled: "An Act respecting The Montreal Catholic School Commission."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Godbout have leave to bring in bill No. 145, intituled: An Act respecting the acquisition of certain lots by The Catholic School Commission of Loretteville."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Crépeau have leave to bring in bill No. 150, intituled: "An Act to suppress a partial prohibition to alienate a property at Boucherville belonging to La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Meunier have leave to bring in bill No. 180 intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jacques Laurin to the practice of the legal profession."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport annuel du Conseil d'orientation économique du Québec, pour l'année se terminant le 31 décembre 1963.

(Document de la session no 50.)

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

Annual report of the Quebec Economic Advisory Council, for the year ending December 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 50.)

Sur la motion de M. Bertrand (Missisquoi), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste donnant les nom, prénoms, adresses, fonctions et traitements de chacun des employés du ministère des Affaires fédérales-provinciales.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 51.)

On motion of Mr. Bertrand (Missisquoi),—

Ordered, That there be laid before the House:

A list giving the name, Christian names, addresses, duties and salary of every employee of the Department of Federal-Provincial Affairs.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 51.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (affaires culturelles)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enquête sur l'édition, le commerce et la diffusion du livre dans le Québec (affaires culturelles)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sum not exceeding four thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Miscellaneous and unforeseen expenses (Cultural Affairs)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

2. *Resolved*, That a sum not exceeding fifteen thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Inquiry into book publishing, trade and distribution in Quebec (Cultural Affairs)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux d'hiver: subventions aux municipalités (affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole: différence d'intérêts payés par le gouvernement pour le bénéfice des cultivateurs en vertu de 9-10 Eliz. II, c. 55 (agriculture et colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service général des achats (conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réceptions du gouvernement (conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission des allocations sociales du Québec: administration, allocations, suppléments et assistance à domicile (famille et bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services d'assistance sociale: administration, allocations et subventions (famille et bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (famille et bien-être social)",

3. *Resolved*, That a sum not exceeding fifteen thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Administration (Municipal Affairs)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

4. *Resolved*, That a sum not exceeding one million two hundred thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Winter works: grants to municipalities (Municipal Affairs)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

5. *Resolved*, That a sum not exceeding thirty-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Farm Credit Bureau: difference of interest paid by the Government for the benefit of farmers (Agriculture and Colonization)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

6. *Resolved*, That a sum not exceeding six thousand dollars be granted to Her Majesty, for "General Purchasing Service (Executive Council)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

7. *Resolved*, That a sum not exceeding twenty-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Government receptions (Executive Council)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

8. *Resolved*, That a sum not exceeding three million seven hundred fifty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Quebec Social Allowances Commission: administration, allowances, supplements and home assistance (Family and Social Welfare)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

9. *Resolved*, That a sum not exceeding three million six hundred thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Social Assistance Services: administration, allowances and grants (Family and Social Welfare)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

10. *Resolved*, That a sum not exceeding five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Miscellaneous and unforeseen expenses (Family and Social

pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (industrie et commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (industrie et commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des examens officiels (instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Revue pédagogiques (instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze millions cinq cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commissions scolaires: subventions (jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de l'architecture, y compris subventions (jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million six cent quarante-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services de l'aide aux étudiants, y compris bourses (jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa

Welfare), for the fiscal year ending 31st March, 1964.

11. *Resolved*, That a sum not exceeding forty-four thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Grants (Industry and Commerce)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

12. *Resolved*, That a sum not exceeding fifteen thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Miscellaneous and unforeseen expenses (Industry and Commerce)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

13. *Resolved*, That a sum not exceeding five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Official Examinations Branch (Education)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

14. *Resolved*, That a sum not exceeding five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Educational Reviews (Education)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

15. *Resolved*, That a sum not exceeding fifteen thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Administration (Youth)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

16. *Resolved*, That a sum not exceeding eleven million five hundred ten thousand dollars be granted to Her Majesty, for "School commissions: grants (Youth)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

17. *Resolved*, That a sum not exceeding one hundred fifteen thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Teaching of fine arts and architecture, including grants (Youth)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

18. *Resolved*, That a sum not exceeding one million six hundred forty-nine thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Students aid service, including scholarships (Youth)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

19. *Resolved*, That a sum not exceeding twenty thousand dollars be granted

Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission d'enquête sur la commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier, la Commission des écoles catholiques de Verdun et les Commissaires d'écoles de la municipalité d'Alma (jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Laval et institutions affiliées: Faculté de Commerce: subvention (jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil législatif: frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assemblée législative: frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impressions et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale du Québec (procureur-général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et pri-

to Her Majesty, for "Miscellaneous and unforeseen expenses (Youth)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

20. *Resolved*, That a sum not exceeding forty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Commission of inquiry on the Catholic School Commission of the city of Jacques-Cartier, the Catholic School Commission of Verdun and the school commissioners of the Municipality of Alma (Youth)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

21. *Resolved*, That a sum not exceeding one hundred thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Laval University and affiliated institutions: Faculty of Commerce: grant (Youth)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

22. *Resolved*, That a sum not exceeding three thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Legislative Council: office and miscellaneous expenses (Legislation)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

23. *Resolved*, That a sum not exceeding thirty-two thousand three hundred dollars be granted to Her Majesty, for "Legislative Assembly: office and miscellaneous expenses (Legislation)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

24. *Resolved*, That a sum not exceeding forty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Printing and book-binding for both Houses of the Legislature (Legislation)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

25. *Resolved*, That a sum not exceeding two hundred thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Quebec Provincial Police (Attorney-General)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

26. *Resolved*, That a sum not exceeding three hundred twenty-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Administration of court houses and

sons (procureur-général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners et laboratoire médico-légal (procureur-général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires, subventions et autres dépenses (procureur-général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes mobiles de sauvetage (richesses naturelles)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assurance-hospitalisation (santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux millions trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitement des maladies mentales, y compris subventions (santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (terres et forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achats de terrains, achats, transformations, construction et aménagement d'immeubles, de pistes d'atterrissage et de chemins d'accès et d'exploitation forestière (terres et forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau des véhicules automobiles (transports et communica-

gaols (Attorney-General)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

27. *Resolved*, That a sum not exceeding thirty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Coroners and medico-legal laboratory (Attorney-General)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

28. *Resolved*, That a sum not exceeding twenty-thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Fees, grants and other expenses (Attorney-General)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

29. *Resolved*, That a sum not exceeding one thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Mobile rescue stations (Natural Resources)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

30. *Resolved*, That a sum not exceeding one million four hundred ninety-three thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Hospital Insurance (Health)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

31. *Resolved*, That a sum not exceeding two million thirty-two thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Treatment of mental diseases, including grants (Health)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

32. *Resolved*, That a sum not exceeding fifty-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Administration (Lands and Forests)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

33. *Resolved*, That a sum not exceeding forty-two thousand five hundred dollars be granted to Her Majesty, for "Purchase of land, purchase, alteration, construction and equipment of properties, of landing strips and of access and forestry roads (Lands and Forests)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

34. *Resolved*, That a sum not exceeding one hundred thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Motor Vehicle Bureau (Transportation and

tions)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides pour fins de transport maritime et aérien (transports et communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enquêtes et recherches (travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux millions trois cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des routes, y compris subventions (voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues, y compris subventions (voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Route transcanadienne (voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1964.

Résolutions à rapporter.

Communications)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

35. *Resolved*, That a sum not exceeding one hundred eighty-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Subsidies for maritime and air transport (Transportation and Communications)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

36. *Resolved*, That a sum not exceeding eighty thousand dollars be granted to Her Majesty for "Inquiries and studies (Labour)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

37. *Resolved*, That a sum not exceeding one hundred fifteen thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Administration (Roads)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

38. *Resolved*, That a sum not exceeding two million three hundred thirty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Maintenance of highways, including grants (Roads)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

39. *Resolved*, That a sum not exceeding twelve thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Miscellaneous and unforeseen expenses, including grants (Roads)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

40. *Resolved*, That a sum not exceeding twelve million dollars be granted to Her Majesty, for "Trans-Canada Highway (Roads)," for the fiscal year ending 31st March, 1964.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former en comité des voies et moyens.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme en comité des voies et moyens et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1964, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$41,268,800.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Lesage présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 18, "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se termi-

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

The Order of the Day being read for the House in Committee of Ways and Means.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That, towards making good the Supplies granted to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st of March, 1964, the sum of \$41,268,800 be granted out of the Consolidated Revenue Fund of this Province.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. Lesage accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 18, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year end-

nant le 31 mars 1964 et pour d'autres fins du service public", lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

ing on the 31st of March, 1964, and for other purposes connected with the public service," which was read the first, second and third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de main-morte".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte".

M. Arsenault informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Arsenault propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 10, intituled: "An Act to amend the Mortmain Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 10, intituled: "An Act to amend the Mortmain Act."

Mr. Arsenault informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Arsenault moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'article 9 de la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte (Statuts refondus, 1941, chapitre 283) soit remplacé par le suivant:

"9. Dans le cas où des gens de mainmorte ou une corporation dont la capacité est limitée sous ce rapport, ont acquis un immeuble sans autorisation, de même que, dans le cas de constitution d'hypothèque ou d'aliénation d'un immeuble sans autorisation par des gens de mainmorte ou une telle corporation, tout acquéreur ou tout créancier hypothécaire a, sur cet immeuble, les mêmes droits que si un permis spécial s'y rapportant avait été accordé.

Le présent article s'applique aux acquisitions, aliénations et hypothèques antérieurement faites ou consenties."

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 10.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That section 9 of the Mortmain Act (Revised Statutes, 1941, chapter 283) be replaced by the following:

"9. In the case of acquisition of an immoveable without authorization by a person in mortmain or by a corporation whose capacity in that respect is limited, as well as in the case of the hypothecation or alienation of an immoveable without authorization by such a person or corporation, any acquirer or hypothecary creditor shall have, on such immoveable, the same rights as if a special permit relating thereto had been granted.

This section shall apply to acquisitions, alienations and hypothecs previously made or granted."

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 10.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 10, intituled: "An Act to amend the Mortmain Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 5, intitulé: "Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 5, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires".

M. Arsenault informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Arsenault propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre loca-

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 5, intitled: "An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 5, intitled: "An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners."

Mr. Arsenault informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Arsenault moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the application of the Act to promote conciliation between

taires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20, modifiée par les lois 15-16 George VI, chapitre 17; 1-2 Elizabeth II, chapitres 9, 10 et 11; 2-3 Elizabeth II, chapitres 12 et 13; 3-4 Elizabeth II, chapitre 7; 4-5 Elizabeth II, chapitre 17; 5-6 Elizabeth II, chapitres 28 et 64; 6-7 Elizabeth II, chapitre 7; 7-8 Elizabeth II, chapitre 7; 8-9 Elizabeth II, chapitre 88; 9-10 Elizabeth II, chapitre 94; 10-11 Elizabeth II, chapitre 56, et 11-12 Elizabeth II, chapitre 60), soit prolongée jusqu'au 30 avril 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 5.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 5, intitulé: "Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités".

lessees and property-owners (14-15 George VI, chapter 20, amended by the acts 15-16 George VI, chapter 17; 1-2 Elizabeth II, chapters 9, 10 and 11; 2-3 Elizabeth II, chapters 12 and 13; 3-4 Elizabeth II, chapter 7; 4-5 Elizabeth II, chapter 17; 5-6 Elizabeth II, chapters 28 and 64; 6-7 Elizabeth II, chapter 7; 7-8 Elizabeth II, chapter 88; 9-10 Elizabeth II, chapter 94; 10-11 Elizabeth II, chapter 56, and 11-12 Elizabeth II, chapter 60), be prolonged until the 30th of April 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 5.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 5, intitled: "An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 15, intitled: "An Act to amend the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities."

M. Laporte informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Laporte propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 4 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 82, soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Ces sommes ne doivent pas dépasser le montant qui sert de base au calcul de la subvention."

Résolu, 2.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura effet à compter du 1er novembre 1963.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 3, intitulé: "Loi mo-

Mr. Laporte informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Laporte moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 4 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 82, be amended by adding the following paragraph:

"Such sums shall not exceed the amount which serves as the basis in calculating the subsidy."

Resolved, 2.—That the act to be based on these resolutions shall have effect from the 1st of November 1963.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 15, intitled: "An Act to amend the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 3, in-

difiant la Loi de l'adoption".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 4, intitulé: "Loi concernant la pension des membres de l'Assemblée législative".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

A six heures, M. l'orateur quitte le fauteuil.

titled: "An Act to amend the Adoption Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 4, intitled: "An Act respecting the pensions of members of the Legislative Assembly."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

At six o'clock, Mr. Speaker left the Chair.

*Huit heures du soir.**Eight o'clock, P.M.*

M. l'orateur reprend le fauteuil.

Mr. Speaker took the Chair.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 16, intitulé: "Loi sur capacité juridique de la femme mariée".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 16, intitled: "An Act respecting the legal capacity of married women."

Madame Kirkland-Casgrain propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Mrs. Kirkland-Casgrain moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And a debate arising thereon.

Sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

On motion of Mr. Gérin-Lajoie,—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Ordered, That the debate be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
12 FÉVRIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 5, intitulé: "Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 3, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 4, intitulé: "Loi concernant la pension des membres de l'Assemblée législative".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

**WEDNESDAY,
FEBRUARY 12th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 10, intitled: "An Act to amend the Mortmain Act."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 5, intitled: "An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 15, intitled: "An Act to amend the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 3, intitled: "An Act to amend the Adoption Act."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 4, intitled: "An Act respecting the pensions of members of the Legislative Assembly."

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 139, intitulé: "Loi concernant La Commission des écoles catholiques de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 145, intitulé: "Loi concernant l'acquisition de certains lots par La Commission scolaire catholique de Loretteville".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 150, intitulé: "Loi supprimant une prohibition partielle d'aliéner une propriété, située à Boucherville, de La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 180, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Jacques Laurin à l'exercice de la profession d'avocat".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion de madame Kirkland-Casgrain proposant que le bill 16, intitulé: "Loi sur la capacité juridique de la femme mariée", soit maintenant lu la deuxième fois.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 139, intitled: "An Act respecting The Montreal Catholic School Commission."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 145, intitled: "An Act respecting the acquisition of certain lots by The Catholic School Commission of Loretteville."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 150, intitled: "An Act to suppress a partial prohibition to alienate a property at Boucherville belonging to La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 180, intitled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jacques Laurin to the practice of the legal profession."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by Mrs. Kirkland-Casgrain proposing that bill 16, intitled: "An Act respecting the legal capacity of married women," be now read the second time.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit: And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (L'Assomption), Collard, Cottingham, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Parent, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—76.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Madame Kirkland-Casgrain propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme en comité plénier.

Et un débat s'élève.

M. Bertrand (Missisquoi) propose, par voie d'amendement, secondé par M. Dozois:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

La chambre est d'avis que le bill 16, intitulé: "Loi sur la capacité juridique de la femme mariée", ne soit pas référé maintenant au comité plénier, mais soit référé au comité des bills publics pour permettre aux personnes et organismes intéressés de se faire entendre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande

So it was resolved in the Affirmative. The motion was accordingly adopted. The bill was accordingly read the second time.

Mrs. Kirkland-Casgrain moved, and the Question being proposed, that Mr. Speaker do now leave the chair and that the House do resolve itself into the Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

And a debate arising thereon.

Mr. Bertrand (Missisquoi) moved, in amendment, seconded by Mr. Dozois.

That the motion under debate be amended by replacing all the words after "That", therein, by the following:

The House is of opinion that bill 16, intituled: "An Act respecting the legal capacity of married women," be not now referred to the Committee of the Whole House, but be referred to the Standing Committee on Public Bills in General to allow interested persons and organizations to make themselves heard.

And the Question being put on the amendment, the House divided, and

qui en est faite, les noms sont enregistrés the names being called for, they were
ainsi qu'il suit: taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—28.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brisson, Cliche, Coiteux (L'Assomption), Collard, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—49.

L'amendement est ainsi rejeté.

So it passed in the negative.

The amendment was accordingly rejected.

La motion principale est alors adoptée.

The main motion was then adopted.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
13 FÉVRIER 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

M. Crépeau propose, secondé par M. Meunier:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Société d'orthophonie et audiologie de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

Bill 102.—Loi changeant le nom de Martin Frederick Juister en celui de Martin Frederick Juster;

Bill 103.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yanko Doneff à l'exercice de la profession d'avocat;

Bill 104.—Loi concernant La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs;

Bill 108.—Loi changeant le nom de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau en celui de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger;

Bill 112.—Loi constituant en corporation The United Pentecostal Church in the Province of Quebec;

**THURSDAY,
FEBRUARY 13th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Crépeau, seconded by Mr. Meunier:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of the Speech and Hearing Society of the Province of Quebec, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly the said petition was presented, read and received.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the second report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, without amendment, the following bills:

Bill 102.—An Act to change the name of Martin Frederick Juister to that of Martin Frederick Juster;

Bill 103.—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Yanko Doneff to the practice of the legal profession;

Bill 104.—An Act respecting La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs;

Bill 108.—An Act to change the name of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau to that of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger;

Bill 112.—An Act to incorporate The United Pentecostal Church in the Province of Quebec;

Bill 119.—Loi changeant le nom de Joseph Alen Milet en celui de Allen Milette;

Bill 122.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jan Zascinski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

Bill 123.—Loi changeant le nom d'Adolf Lode Maurits Mangelschots en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin;

Bill 127.—Loi changeant le nom de Harold Rosenberg en celui de Harold Rosenberg Ross;

Bill 133.—Loi changeant le nom de Howard Roy Crapp en celui de Howard Roy Cropp;

Bill 166.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Tardi à l'exercice de la profession d'avocat.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 120.—Loi changeant le nom d'Alzbeta Makovska en celui de Betty Alzbeta Makovska Kollar;

Bill 124.—Loi constituant en corporation Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham;

Bill 135.—Loi constituant en corporation Les assemblées de Dieu indépendantes et internationales;

Bill 140.—Loi déclarant The Montreal Star Company, Limited, et The British American Publishing Company, Limited, propriétaires de certaines ruelles dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal;

Bill 132.—Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Gauthier.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 132, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Gauthier", soit changé en celui de "Loi changeant

Bill 119.—An Act to change the name of Joseph Alen Milet to that of Allen Milette;

Bill 122.—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jan Zascinski to the practice of the legal profession in the Province of Quebec;

Bill 123.—An Act to change the name of Adolf Lode Maurits Mangelschots to that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin;

Bill 127.—An Act to change the name of Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg Ross;

Bill 133.—An Act to change the name of Howard Roy Crapp to that Howard Roy Cropp;

Bill 166.—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Paul Tardi to the practice of the legal profession.

And, with amendments, the following bills:

Bill 120.—An Act to change the name of Alzbeta Makovska to that of Betty Alzbeta Makovska Kollar;

Bill 124.—An Act to incorporate Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham;

Bill 135.—An Act to incorporate Independent Assemblies of God International;

Bill 140.—An Act to declare The Montreal Star Company, Limited, and The British American Publishing Company, Limited, the owners of certain lanes in the St. Lawrence Ward of the City of Montreal;

Bill 132.—An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Gauthier.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill 132, intituled: "An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Gauthier," be changed to that of "An Act to change

le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Parker Gauthier”.

Votre comité recommande de prolonger au 17 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Votre comité recommande aussi que le quorum de ce comité soit fixé à douze membres au lieu de dix-sept.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 102, intitulé: “Loi changeant le nom de Martin Frederick Juister en celui de Martin Frederick Juster”, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu’il a examiné le bill et l’a adopté sans l’amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 103, intitulé: “Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yanko Doneff à l’exercice de la profession d’avocat”, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu’il a examiné le bill et l’a adopté sans l’amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Parker Gauthier.”

Your Committee recommend to extend to the 17th of April next, inclusively, the delay for receiving reports from the Select Committee charged with the examination of the private bills.

Your Committee also recommend that the quorum of this Committee be fixed at twelve members instead of seventeen.

The report was adopted.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 102, intituled: “An Act to change the name of Martin Frederick Juister to that of Martin Frederick Juster,” and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 103, intituled: “An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Yanko Doneff to the practice of the legal profession,” and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 104, intitulé: "Loi concernant La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 108, intitulé: "Loi changeant le nom de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau en celui de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 112, intitulé: "Loi constituant en corporation The United Pentecostal Church in the Province of Quebec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 104, intituled: "An Act respecting La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 108, intituled: "An Act to change the name of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau to that of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 112, intituled: "An Act to incorporate The United Pentecostal Church in the Province of Quebec," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 119, intitulé: "Loi changeant le nom de Joseph Alen Milet en celui de Allen Milette", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 122, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jan Zascinski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 123, intitulé: "Loi changeant le nom d'Adolf Lode Maurits Mangelschots en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 119, intituled: "An Act to change the name of Joseph Alen Milet to that of Allen Milette," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 122, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jan Zascinski to the practice of the legal profession in the Province of Quebec," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 123, intituled: "An Act to change the name of Adolf Lode Maurits Mangelschots to that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill,

rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 127, intitulé: "Loi changeant le nom de Harold Rosenberg en celui de Harold Rosenberg Ross", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 133, intitulé: "Loi changeant le nom de Howard Roy Crapp en celui de Howard Roy Cropp", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 166, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Tardi à l'exercice de la profession d'avocat", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil,

and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 127, intituled: "An Act to change the name of Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg Ross," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 133, intituled: "An Act to change the name of Howard Roy Crapp to that of Howard Roy Cropp," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 166, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Paul Tardi to the practice of the legal profession," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the

M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 120, intitulé: "Loi changeant le nom d'Alzbeta Makovska en celui de Betty Alzbeta Makovska Kollar", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 124, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 135, intitulé: "Loi constituant en corporation Les assemblées de Dieu indépendantes et internationales", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris

Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 120, intituled: "An Act to change the name of Alzbeta Makovska to that of Betty Alzbeta Makovska Kollar," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 124, intituled: "An Act to incorporate Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 135, intituled: "An Act to incorporate Independent Assemblies of God International," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee

place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 140, intitulé: "Loi déclarant The Montreal Star Company, Limited, et The British American Publishing Company, Limited, propriétaires de certaines ruelles dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 132, intitulé: "Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Parker Gauthier", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 140, intituled: "An Act to declare The Montreal Star Company, Limited, and The British American Publishing Company, Limited, the owners of certain lanes in the St. Lawrence Ward of the City of Montreal," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 132, intituled: "An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Parker Gauthier," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le cinquième rapport de ce

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to

comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De. "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists", demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Seventh-Day Adventist Church—Quebec Conference.

Votre comité recommande de prolonger au 17 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Ordonné que M. Beaupré ait la permission de présenter le bill no 109, intitulé: "Loi concernant "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Lévesque (Bonaventure) dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport du ministère de l'Industrie et du Commerce sur les pêcheries pour l'exercice financier 1962-1963.

(Document de la session no 52.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 16, intitulé: "Loi sur la capacité juridique de la femme mariée", et siège

the House the fifth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following case:

Of The Quebec Association of Seventh-Day Adventists, praying for an Act changing its name into that of Seventh-Day Adventist Church—Quebec Conference.

Your Committee recommend to extend to the 17th of April next, inclusively, the delay for receiving reports from the Select Committee charged with the examination of the private bills.

The report was adopted.

Ordered, That Mr. Beaupré have leave to bring in bill No. 109, intituled: "An Act respecting the Quebec Association of Seventh-Day Adventists."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Lévesque (Bonaventure) laid upon the table the following document:

Report of the Department of Industry and Commerce concerning Fisheries for the fiscal year 1962-1963.

(Sessional Papers, No. 52.)

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 16, intituled: "An Act respecting the legal capacity of married women," and after

ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siéger de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 48, intitulé: "Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges".

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cloutier, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Laporte, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Théberge, Vaillancourt.—72.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siéger ainsi durant

some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 48, intitled: "An Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges."

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some

quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 16, intitulé: "Loi sur la capacité juridique de la femme mariée", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 16, intituled: "An Act respecting the legal capacity of married women," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 48, intitulé: "Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 48, intituled: "An Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 48, intitulé: "Loi pour protéger les emprun-

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 48, intituled: "An

teurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges”.

M. Hamel (Saint-Maurice) informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 1989 du Code civil soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

“Toutefois, nonobstant toute disposition contraire, aucun privilège de la Couronne ou d'un agent de la Couronne ne prend rang avant celui du vendeur d'un immeuble, ni avant une hypothèque, s'il n'a pas été enregistré avant la vente ou l'hypothèque.”

Résolu, 2.—Que la résolution 1 s'appliquera aux privilèges existants.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 48.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 48, intitulé: “Loi pour protéger

Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges.”

Mr. Hamel (Saint-Maurice) informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That article 1989 of the Civil Code be amended by adding thereto the following paragraph:

“Nevertheless, notwithstanding any provision to the contrary, no privilege of the Crown or of an agent of the Crown shall rank ahead of that of the vendor of an immoveable, or ahead of a hypothec, unless it was registered before the sale or hypothec.”

Resolved, 2.—That resolution 1 shall apply to existing privileges.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 48.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 48, intituled: “An Act to protect borrowers

les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 8, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

against certain abuses and lenders against certain privileges," and after some time spent therein; Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 8, intitled: "An Act to amend the Quebec Companies Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
14 FÉVRIER 1964.***Dix heures et demie du matin.***Prière.**

M. Morissette propose, secondé par M. Vaillancourt:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi lui accordant le pouvoir d'acheter ou d'exproprier un certain territoire, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 109, intitulé: "Loi concernant The Quebec Association of Seventh-Day Adventists".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Majeau, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste des employés de la Commission des loyers, des administrateurs des loyers et des employés de leurs bureaux, à la date du 1er janvier 1964, avec en regard de chaque nom, les fonctions et le traitement de chacun des employés et administrateurs.

**FRIDAY,
FEBRUARY 14th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

On motion of Mr. Morissette, seconded by Mr. Vaillancourt:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of the town of Asbestos, praying for an Act granting it the authorization to purchase or to expropriate a certain territory, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly the said petition was presented, read and received.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 109, intituled: "An Act respecting The Quebec Association of Seventh-Day Adventists."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

On motion of Mr. Majeau,—
Ordered, That there be laid before the House:

A list of the employees of the Rental Commission, rental administrators and their office employees, as at January 1st, 1964, the list to give the salary and duties of every employee and administrator.

M. Arsenault dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 53.)

Mr. Arsenault laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 53.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 16, intitulé: "Loi sur la capacité juridique de la femme mariée".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 16, intituled: "An Act respecting the legal capacity of married women."

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 48, intitulé: "Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges".

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 48, intituled: "An Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges."

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the third time.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Collard, Courcy, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gagnon, Gauthier, Gervais, Godbout, Guillemette, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lavoie (Wolfe), Lesage, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—59.

CONTRE—NAYS: 0.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

So it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the third time.

M. Lesage propose:

Qu'un comité spécial soit institué pour examiner le bill 49, intitulé: "Loi de la contestation des élections provinciales", avec pouvoir de siéger les jours où la chambre ne tient pas de séance et aussi

Mr. Lesage moved:

That a special committee be appointed to consider bill 49, intituled: "Provincial Controverted Elections Act," with power to sit on days when the House is not sitting and also whilst the House is

pendant que la chambre est en séance et de requérir la comparution de toute personne et la communication de toute pièce ou de tout dossier jugés nécessaires;

Que MM. Beaupré, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Blank, Cournoyer, Crépeau, Fournier, Gabias, Hébert, Laporte, Loubier, Mailloux, McGuire, Talbot et Thérberge forment ledit comité spécial.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 49, intitulé: "Loi de la contestation des élections provinciales".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité spécial institué pour examiner le bill 49, intitulé: "Loi de la contestation des élections provinciales".

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 8, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 17, intitulé: "Loi abrogeant la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer".

M. Saint-Pierre informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-

sitting and to require the attendance of all persons and the production of all papers and records deemed necessary.

That the said special committee be composed of Messrs. Beaupré, Bellemare Bertrand (Missisquoi), Blank, Cournoyer, Crépeau, Fournier, Gabias, Hébert, Laporte, Loubier, Mailloux, McGuire, Talbot and Thérberge.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 49, intitled: "Provincial controverted elections Act."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Special Committee appointed to consider bill 49, intitled: "Provincial Controverted Elections Act."

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 8, intitled: "An Act to amend the Quebec Companies Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 17, intitled: "An Act to repeal the Railway Subsidy Repayment Act."

Mr. Saint-Pierre informed the House that the Honourable the Lieutenant-

gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Saint-Pierre propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer (Statuts refondus, 1941, chapitre 81) soit abrogée.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 17, intitulé: "Loi abrogeant la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 13, intitulé: "Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux".

M. Courcy propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gosselin, secondé par M. Russell, il est—

Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Saint-Pierre moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the Railway Subsidy Repayment Act (Revised Statutes 1941, chapter 81) be repealed.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 17, intitled: "An Act to repeal the Railway Subsidy Repayment Act."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 13, intitled: "An Act respecting sanitary food and the health of animals."

Mr. Courcy moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Gosselin, seconded by Mr. Russell,—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Ordered, That the debate be adjourn-
ed.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre
s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajour-
née à mardi prochain, à trois heures de
l'après-midi.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House ad-
journs to-day, it do stand adjourned
until Tuesday next at three o'clock,
P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**MARDI,
18 FÉVRIER 1964.***Trois heures de l'après-midi.***Prière.**

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lévesque (Bonaventure):

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 12 février 1964, concernant la commission de régie interne de l'Assemblée législative.

(Document de la session no 54.)

Par M. Arsenault:

Rapport du Secrétaire de la province, prévu par l'article 3 de la Loi modifiant la Loi des terres et forêts, 8-9 Elizabeth II, chapitre 52.

(Document de la session no 55.)

Rapport de la Régie provinciale d'électricité (S.R.Q., 1941, ch. 16-A, art. 30, édicté par l'article 6, 9 Georges VI, chapitre 21).

(Document de la session no 56.)

Dépôt de l'arrêté en conseil prévu par les dispositions du paragraphe 9 de la section 111 de la Loi de la Législature (S.R.Q., 1941, chapitre 4).

(Document de la session no 57.)

Rapport annuel du Secrétariat de la province de Québec, 1962-63.

(Document de la session no 58.)

Rapport annuel de l'Office du tourisme de la province de Québec, pour l'année 1962-63.

(Document de la session no 59.)

**TUESDAY,
FEBRUARY 18th, 1964.***Three o'clock, P.M.***Prayers.**

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lévesque (Bonaventure):

Copy of an Order in Council, dated February 12th, 1964, concerning the Internal Economy Commission of the Legislative Assembly.

(Sessional Papers, No. 54.)

By Mr. Arsenault:

Report of the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 3 of the Act to amend the Lands and Forest Act, 8-9 Elizabeth II, chapter 52.

(Sessional Papers, No. 55.)

Report of the Provincial Electricity Board (R.S.Q., 1941, chap. 16-A, art. 30, enacted by section 6 of the Act 9 George VI, chapter 21).

(Sessional Papers, No. 56.)

Deposit of an Order in Council pursuant to the provisions of paragraph 9 of Division III of the Legislature Act (R.S.Q., 1941, chapter 4).

(Sessional Papers, No. 57.)

Annual report of the Provincial Secretary of the Province of Quebec, 1962-63.

(Sessional Papers, No. 58.)

Annual report of the Quebec Tourist Bureau, for the year 1962-63.

(Sessional Papers, No. 59.)

Question par M. Élie:

1. Quel est le nombre d'emprunteurs de l'Office du crédit agricole du Québec qui ont remboursé au dit office leur emprunt au moyen d'un prêt obtenu de la Société du crédit agricole canadien, conformément aux dispositions de la Loi concernant les prêts agricoles (S.R.Q. 1941, chapitre 114, modifié par 10-11 Elizabeth II, chapitre 32):

a) du 20 juin 1962 au 31 décembre 1962;

b) du 1er janvier 1963 au 31 décembre 1963?

2. Quel est le montant total ainsi remboursé pour chacune des périodes ci-dessus mentionnées?

Réponse par M. Courcy:

1. et 2.

a) 113 — \$ 523,957.05

b) 586 — \$2,411,415.13

Question par M. Élie:

1. Quel est le nombre d'emprunteurs de l'Office du crédit agricole du Québec qui ont obtenu:

a) un prêt additionnel;

b) un prêt dit de conversion;

c) quel est le montant total dans les deux cas et ce pour les années 1962 et 1963?

Réponse par M. Courcy:

1. a) 1962: 5 — \$ 14,800.00
1963: 4 — \$ 13,100.00

b) 1962: 1,975 — \$15,941,600.00
1963: 1,801 — \$14,350,850.00

c) Voir: a) et b).

Question par M. Gauthier:

1. L'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes a-t-il fait ou permis l'expédition, en dehors de la province ou du pays, du bois coupé dans le bassin des

Question by Mr. Élie:

1. What is the number of persons who borrowed money from the Quebec Farm Credit Bureau and who paid back their loans by means of a loan obtained from the Canadian Farm Credit Corporation, under the provisions of the Act respecting Farm Loans (R.S.Q. 1941, chapter 114, amended by 10-11 Elizabeth II, chapter 32):

a) from June 20th, 1962 to December 31st, 1962;

b) from January 1st, 1963 to December 31st, 1963?

2. What is the total amount so reimbursed for each one of the above-mentioned periods?

Answer by Mr. Courcy:

1. and 2.

a) 113 — \$ 523,957.05

b) 586 — \$2,411,415.13

Question by Mr. Élie:

1. How many persons who obtained loans from the Quebec Farm Credit Bureau also obtained:

a) an additional loan;

b) a so-called conversion loan;

c) what is the total amount in the two cases, for 1962 and 1963?

Answer by Mr. Courcy:

1. a) 1962: 5 — \$ 14,800.00
1963: 4 — \$ 13,100.00

b) 1962: 1,975 — \$15,941,600.00
1963: 1,801 — \$14,350,850.00

c) See: a) and b).

Question by Mr. Gauthier:

1. Did the Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board ship, or allow any of the wood cut in the basin of the said rivers to be shipped, outside the province or the

dites rivières, et si tel est le cas, quelle est la quantité ainsi expédiée?

2. Quels sont les noms des acheteurs et les prix payés?

Réponse par M. Cliche:

1. Antérieurement au 10 juillet 1963, voir *Journaux de l'Assemblée législative de Québec*, volume XCVIII, page 639. Depuis juillet 1963, 100,000 cordes.

2. Il est contraire à l'intérêt public de fournir ces détails, pour le moment.

Question par M. Dozois:

1. Depuis le 19 février 1963, au 11 février 1964, la Commission municipale de Québec a-t-elle reçu des demandes de la part de municipalités désireuses qu'elle fasse enquête sur l'opportunité de faire exécuter des travaux utiles à plusieurs municipalités, sous l'autorité de l'article 23a de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 46?

2. Si tel est le cas,

a) combien de municipalités ont fait de telles demandes et quels sont les noms de chacune d'elles;

b) dans combien de cas la Commission a-t-elle émis des ordonnances, quelle était la portée de chaque ordonnance, quel est le nom de chaque municipalité concernée et la nature des travaux à exécuter?

3. La Commission a-t-elle elle-même fait exécuter des travaux qu'une ou des municipalités ont refusé de faire? Si tel est le cas, quel est le nom de chaque municipalité concernée et la nature et le coût des travaux dans chaque cas?

Réponse par M. Laporte:

1. Oui.

2. a) Deux municipalités: Ville de Saint-Léonard (comté Bourget), Ville de Loretteville (Québec-comté);

b) aucune ordonnance n'a été émise puisqu'il y a eu, dans le premier cas,

country, and if so, what was the total quantity of the wood so shipped?

2. What are the names of the buyers and the prices paid?

Answer by Mr. Cliche:

1. Prior to July 10th, 1963, see *Journals of the Quebec Legislative Assembly*, volume XCVIII, page 639. Since July 1963, 100,000 cords.

2. At the moment, it would be injurious to the public interest to give these details.

Question by Mr. Dozois:

1. From February 19th, 1963, to February 11th, 1964, did the Quebec Municipal Commission receive any requests from municipalities asking for an investigation to be made respecting the opportunity to carry out work projects which would be of assistance to several municipalities, under section 23a of the Act 10-11 Elizabeth II, chapter 46?

2. If so:

a) how many municipalities submitted such a request, and what is the name of each one of them;

b) in how many cases did the Commission issue an order, what was the scope of each order, what is the name of each municipality concerned, and the nature of the work to be carried out?

3. Did the Commission itself carry out any work which one or more municipalities refused to do? If so, what is the name of each municipality concerned and the nature and cost of the work in each case?

Answer by Mr. Laporte:

1. Yes.

2. a) two municipalities: Ville de Saint-Léonard (Bourget county), Ville de Loretteville (Quebec county);

b) no order was issued because in the first case there was an agreement with

entente avec la ville de Saint-Michel pour l'exécution des travaux faisant l'objet de la demande et dans le deuxième cas, il y a eu enquête et audition le 11 février 1964, et le tout est actuellement en délibéré.

3. Non.

Question par M. Dozois:

1. Lors de l'émission d'obligations de la province en date du 15 octobre 1963, quel a été le montant des obligations vendues:

- a) à 6% échéant en 1978;
- b) à 6% échéant en 1988?

2. A quel prix la province a-t-elle vendu les obligations mentionnées à a), et quel en est le coût net à la province?

3. A quel prix la province a-t-elle vendu les obligations mentionnées à b), et quel en est le coût net à la province?

4. Quel est le coût net moyen à la province de la totalité de l'émission?

5. Quels étaient les noms des maisons de courtage ou des banques qui agissaient comme gérant du syndicat responsable de la vente de cette émission?

Réponse par M. Lesage:

- 1. a) \$16,000,000.
- b) \$59,000,000.
- 2. Vendues au Syndicat à \$98.85—6.12%
Vendues au public à \$100.
- 3. Vendues au Syndicat à \$98.35—6.13%
Vendues au public à \$99.50.
- 4. 6.128%
- 5. Banque de Montréal, A. E. Ames & Co., Limited, et L. G. Beau-bien & Cie, Limitée.

Question par M. Dozois:

1. Relativement à l'émission d'obligations d'épargne de la province, en mars 1963, quel a été le montant des

the town of Saint-Michel to carry out work that was the object of the request, and in the second case, there was an investigation and a hearing on February 11th, 1964, and the matter is under consideration at present.

3. No.

Question by Mr. Dozois:

1. Respecting the sale of the provincial bond issue dated October 15th, 1963, what was the amount of the bonds sold:

- a) at 6% to mature in 1978;
- b) at 6% to mature in 1988?

2. At what price did the province sell the bonds mentioned in a), and what was the net cost to the province?

3. At what price did the province sell the bonds mentioned in b), and what was the net cost to the province?

4. What was the average net cost to the province of the total issue?

5. What are the names of the brokerage houses or banks which acted as the financial syndicate responsible for the sale of this bond issue?

Answer by Mr. Lesage:

- 1. a) \$16,000,000.
- b) \$59,000,000.
- 2. Sold to the Syndicate at \$98.85—6.12%
Sold to the public at \$100.
- 3. Sold to the Syndicate at \$98.35—6.13%
Sold to the public at \$99.50.
- 4. 6.128%
- 5. Bank of Montreal, A. E. Ames & Co., Limited, and L. G. Beau-bien & Cie, Limitée.

Question by Mr. Dozois:

1. Respecting the provincial savings bond issue of March 1963, what was the amount of the expenses incurred by the

dépenses, autres que les commissions, province, other than commissions?
occasionnées à la province?

2. A qui chacun des déboursés a-t-il
été payé?

2. To whom was each one of these
disbursements paid?

Réponse par M. Lesage:

Answer by Mr. Lesage:

1. \$320,733.09

1. \$320,733.09

2. *Gravure et impression des obligations—Engraving and printing of
bonds:*

Yvon Boulanger & Fils, Montréal \$ 93,275.50

Impression de formules—Printing of Forms:

B. Lanctôt, Enr., Québec 4,084.34

B. Lanctôt, Reg'd., Québec.

R.B.T. Printing and Litho. Co., Montréal 12,090.33

Fédération des Caisses populaires Desjardins, Lévis—Cartes

I.B.M.—I.B.M. Cards 732.53

Publicité—Advertising:

Collyer Advertising, Ltd., Montreal 160,027.31

Assurance—Insurance:

Scott & Rémillard, Inc. 7,475.00

Livraison—Delivery:

Brink's Express Co. 4,070.62

Frais juridiques—Legal Expenses:

Létourneau, Stein & Associés, Québec 17,537.00

Létourneau, Stein and Associates, Quebec.

Holden, Hutchison, Cliff & Associés, Montréal 17,588.20

Holden, Hutchison, Cliff and Associates, Montreal.

Divers—Miscellaneous:

a) La Banque Provinciale du Canada, Montréal 2,500.00
The Provincial Bank of Canada, Montreal.

b) R. Tremblay, Lévis 209.05

c) Sansfaçon & Frères, Québec 637.32

d) Pitney Bowes 505.89

\$320,733.09

La dépense de \$320,733.09 représente 0.1809% du montant total des obligations vendues, soit \$177,289,200.

a) Remboursement du salaire d'un employé dont les services ont été prêtés au ministère des Finances.

b) Frais de voyage à titre de membre du Comité consultatif.

c) Souvenir aux quatre membres du Comité consultatif.

d) Appareil timbreur.

Question par M. Dozois:

1. Relativement à l'émission d'obligations d'épargne de la province, en mars 1963, quel a été, pour chaque mois depuis ladite émission jusqu'à date, le montant des obligations rachetées par la province?

Réponse par M. Lesage:

1. Avril	—April	1963	\$ 373,150
Mai	—May	1963	1,785,200
Juin	—June	1963	2,140,500
Juillet	—July	1963	2,393,150
Août	—August	1963	1,909,300
Septembre	—September	1963	2,003,350
Octobre	—October	1963	1,953,100
Novembre	—November	1963	2,256,000
Décembre	—December	1963	1,689,200
Janvier	—January	1964	1,255,700
Février	—February	1964	570,350
(du 1er au 12—from the 1st to the 12th)			

\$18,329,000

M. Lesage propose:

Qu'un comité spécial soit institué pour étudier l'opportunité d'effectuer un remaniement de la division territoriale, et les principes qui devront inspirer tout changement, ainsi que pour préparer, s'il y a lieu, les modifications nécessaires aux districts électoraux existants.

Expenses amounting to \$320,733.09 represent 0.1809% of the total amount of bonds sold, for an amount of \$177,289,200.

a) Reimbursement of salary of an employee whose services were lent to the Department of Finance.

b) Travelling expenses as a member of the Consulting Committee.

c) Souvenir given to the four members of the Consulting Committee.

d) Stamp machine.

Question by Mr. Dozois:

1. Respecting the provincial savings bond issue of March 1963, what amount of the bonds has been bought back by the government in each month since the bonds were issued and to date?

Answer by Mr. Lesage:

Mr. Lesage moved:

That a special committee be appointed to inquire into the possibility of carrying out a redistribution of the territorial division, and the principles which should underlie any change, as well as to prepare, if expedient, the necessary changes to the existing electoral districts.

Que ce comité ait pouvoir de siéger les jours où la chambre ne tient pas de séance et de requérir la comparution de toute personne et la communication de toute pièce ou de tout dossier jugés nécessaires.

Que ledit comité fasse rapport à la chambre au cours de la présente session de la législature de ses délibérations, suggestions et recommandations.

Que la chambre autorise expressément quarante-six de ses membres à faire partie dudit comité spécial.

Que MM. Arsenault, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand, (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Brisson, Cliche, Coiteux, (Duplessis), Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Élie, Fortier, Gabias, Gauthier, Gosselin, Hamel (Saint-Maurice), Hamel (Iberville), Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Madame Kirkland-Casgrain, MM. Lafontaine, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lizotte, Maheux, Mailloux, Meunier, Morissette, Parent, Russell, Somerville et Vaillancourt forment ledit comité spécial.

La motion est adoptée.

That this committee be empowered to sit on days when the House is not sitting, and to require the attendance of all persons and the production of all papers and records deemed necessary.

That the said committee do, during the present session of the Legislature, table a report concerning its deliberations, suggestions and recommendations.

That the House do explicitly authorize forty-six of its members to compose the said special committee.

That the said special committee be composed of Messrs. Arsenault, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Brisson, Cliche, Coiteux (Duplessis), Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Élie, Fortier, Gabias, Gauthier, Gosselin, Hamel (Saint-Maurice), Hamel (Iberville), Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Mrs. Kirkland-Casgrain, Messrs. Lafontaine, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lizotte, Maheux, Mailloux, Meunier, Morissette, Parent, Russell, Somerville and Vaillancourt.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 8, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 17, intitulé: "Loi abrogeant la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 8, intituled: "An Act to amend the Quebec Companies Act."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 17, intituled: "An Act to repeal the Railway Subsidy Repayment Act."

The bill was accordingly read the third time.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion de M. Courcy, proposant que le bill 13, intitulé: "Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux", soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boulais, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Ducharme, Dupré, Élie, Fortier, Gabias, Gauthier, Gérin-Lajoie, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Wolfe), Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Raymond, Roy, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Théberge, Vaillancourt.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 13, intitulé: "Loi sur l'hygiène des

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by Mr. Courcy, proposing that bill 13, intituled: "An Act respecting sanitary food and the health of animals," be now read the second time.

And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 13, intituled: "An Act re-

aliments et la santé des animaux”.

M. Courcy informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Courcy propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir un tarif d'honoraires pour l'exercice de la surveillance mentionnée au paragraphe 3^o de l'article 3c de la Loi des produits agricoles et des aliments, édicté par l'article 5 de la loi qui accompagne la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 13.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 13, intitulé: “Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux”, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

pecting sanitary food and the health of animals.”

Mr. Courcy informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Courcy moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the Lieutenant-Governor in Council may establish a tariff of fees for the carrying out of the supervision mentioned in paragraph 3^o of section 3c of the Agricultural Products and Food Act, enacted by section 5 of the act accompanying this resolution.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 13.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 13, intitled: “An Act respecting sanitary food and the health of animals,” and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 54, intitulé: "Code du travail".

M. Fortin propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 54, intitled: "Labour Code."

Mr. Fortin moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Crépeau, Dionne, Dupré, Élie, Fortin, Fournier, Gauthier, Gérin-Lajoie, Godbout, Gosselin, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Johnson, Kennedy, Lalonde, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, Parent, Raymond, Roy, Saint-Pierre, Vaillancourt.—54.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

So it was resolved in the Affirmative. The motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
19 FÉVRIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De Guy Lamontagne, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jean-Guy Bédard;

De Duncan Strachan Taylor, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Duncan Strachan Peachey;

De "Le Club de Golf Larrimac, Inc.", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De Joseph Waxman et autres, demandant l'adoption d'une loi pour amalgamer trois congrégations sous le nom de Congregation Zichron Kedoshim.

Ordonné que M. Fournier ait la permission de présenter le bill no 101, intitulé: "Loi concernant The Larrimac Golf Club, Inc."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 172, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Zichron Kedoshim".

**WEDNESDAY,
FEBRUARY 19th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the sixth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of Guy Lamontagne, praying for an Act changing his name into that of Jean-Guy Bédard;

Of Duncan Strachan Taylor, praying for an Act changing his name into that of Duncan Strachan Peachey;

Of The Larrimac Golf Club, Inc., praying for an Act to amend its charter;

Of Joseph Waxman and others, praying for an Act to amalgamate three congregations under the name of Congregation Zichron Kedoshim.

Ordered, That Mr. Fournier have leave to bring in bill No. 101, intituled: "An Act respecting The Larrimac Golf Club, Inc."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 172, intituled: "An Act to incorporate Congregation Zichron Kedoshim."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Godbout ait la permission de présenter le bill no 183, intitulé: "Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Bédard".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. LeChasseur ait la permission de présenter le bill no 190, intitulé: "Loi changeant le nom de Duncan Strachan Taylor en celui de Duncan Strachan Peachey".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Godbout have leave to bring in bill No. 183, intituled: "An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Bédard."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. LeChasseur have leave to bring in bill No. 190, intituled: "An Act to change the name of Duncan Strachan Taylor to that of Duncan Strachan Peachey."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question par M. Guillemette:

1. Le ministère de l'agriculture et de la colonisation a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de drainage ou autres travaux dans la paroisse de Saint-Robert-Bellarmin, comté de Frontenac, au cours de l'année 1963?

2. Dans l'affirmative:

- a) quel genre de travaux;
- b) sur quels lots ou chemins;
- c) qui a exécuté les travaux;
- d) combien ont-ils coûté respectivement;
- e) y a-t-il eu demande de soumissions publiques;
- f) quels ont été les soumissionnaires?

Réponse par M. Courcy:

Division des travaux de chemin

- 1. Oui.
- 2. a) travaux de chemin;

Question by Mr. Guillemette:

1. Did the Department of Agriculture and Colonization carry out or cause to be carried out any drainage or other work in the parish of Saint-Robert-Bellarmin, Frontenac county in 1963?

2. If so:

- a) what type of work;
- b) on what lots or roads;
- c) who carried out the work;
- d) what were the respective costs;
- e) were public tenders called for;
- f) who submitted tenders?

Answer by Mr. Courcy:

Road Work Division

- 1. Yes.
- 2. a) road work;

b) sur chemin lots 8 à 11 incl., rangs VIII et IX, canton Marlow;

c) le ministère, en régie, avec son propre outillage;

d) \$3,991.84;

e) et f) répondu par c).

Division du drainage

1. Oui.

2. a) travaux de drainage;

b) lots 5A et 6A, rang XII, lot 5A, rang XIII, lots 4A à 5B, rang XIII;

c) le ministère, en régie, avec son propre outillage;

d) \$10,865.50;

e) et f) répondu par c).

Division des travaux mécanisés

1. Oui.

2. a) travaux d'amélioration des terres;

b) sur 18 lots du canton Risborough, et 27 du canton Marlow (liste incluse);

c) le ministère, avec un tracteur TD-15 International lui appartenant;

d) \$2,695.00, pour 385 heures;

e) et f) répondu par c).

b) on road lots 8 to 11 incl., Ranges VIII and IX, Marlow township;

c) by the Department, using its own equipment;

d) \$3,991.84;

e) and f) answered by c).

Drainage Division

1. Yes.

2. a) drainage work;

b) lots 5A and 6A, Range XII, lot 5A, Range XIII, lots 4A to 5B, Range XIII;

c) by the Department, using its own equipment;

d) \$10,865.50;

e) and f) answered by c).

Mechanized Work Division

1. Yes.

2. a) farm improvement work;

b) on 18 lots in Risborough township, and 27 in Marlow township (list included);

c) by the Department, using its own TD-15 International tractor;

d) \$2,695.00, for 385 hours;

e) and f) answered by c).

TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES TERRES FARM IMPROVEMENT WORK

Paroisse Saint-Robert-Bellarmin, comté de Frontenac
Parish Saint-Robert-Bellarmin, Frontenac county

<i>Parties</i> — <i>Parts</i>	<i>Lot</i>	<i>Rang</i> — <i>Range</i>	<i>Canton</i> — <i>Township</i>	<i>Heures</i> — <i>Hours</i>
½ S.E.	6	XIV	Risborough	21½
N.E.	7	XIV	Risborough	20
½ Nord	6	XIV	Risborough	9½
S.E.	5	XIV	Risborough	16
½ N.O.	4	XV	Risborough	20
½ S.E.	3	XIV	Risborough	7½
½ S.E.	2	XIV	Risborough	4

<i>Parties</i> — <i>Parts</i>	<i>Lot</i>	<i>Rang</i> — <i>Range</i>	<i>Canton</i> — <i>Township</i>	<i>Heures</i> — <i>Hours</i>
½ S.E.	5	XIII	Risborough.	20
½ S.E.	6	XIII	Risborough.	4
	5	XII	Risborough.	7
½ N.O.	4	XIII	Risborough.	11
½ Nord.	3	XII	Risborough.	3
½ N.O.	3	XIII	Risborough.	5½
½ S.E.	2	XIII	Risborough.	7
½ S.E.	2	XII	Risborough.	5½
A.	2	XIII	Risborough.	5½
½ N.O.	1	XII	Risborough.	6
B.	3	XI	Risborough.	1
	2	VIII	Marlow.	4
	1	VIII	Marlow.	13
	3	VIII	Marlow.	2½
	5	VIII	Marlow.	3
	6	VIII	Marlow.	17½
B.	6	VIII	Marlow.	19½
B.	7	VIII	Marlow.	19½
B.	4	IX	Marlow.	11½
B.	7	X	Marlow.	10½
A.	7	X	Marlow.	5
B.	6	X	Marlow.	8
B.	6	IX	Marlow.	5
A.	6	X	Marlow.	4½
B.	8	IX	Marlow.	5½
B.	7	IX	Marlow.	4
B.	2	X	Marlow.	10
B.	3	IX	Marlow.	7
B.	2	IX	Marlow.	3
A.	2	IX	Marlow.	10
	2	IX	Marlow.	6½
	2	X	Marlow.	2
½ S.	2	X	Marlow.	8½
½ S.	1	X	Marlow.	4
Sud 1.	B	IX	Marlow.	8
B.	2	XI	Marlow.	10
	5	XI	Marlow.	5
	2	XII	Marlow.	4

Question par M. Guillemette:

1. Le ministère de la Voirie ou le ministère des Travaux publics a-t-il acheté un terrain à Lac-Mégantic?

Question by Mr. Guillemette:

1. Did the Department of Roads or the Department of Public Works purchase a piece of ground at Lake Mégantic?

2. Si oui;
 a) de qui;
 b) quelle est l'étendue du terrain en pieds carrés;
 c) combien l'a-t-il payé.

Réponse par M. Pinard:

1. Oui, le ministère de la Voirie;
 2. a) M. J.-W. Rodrigue et son épouse, dame Lucianna Royer;
 b) 465,355 pieds carrés;
 c) \$15,000.00.

Question par M. Guillemette:

1. Le ministère de la Voirie ou le ministère des Travaux publics a-t-il construit des édifices à Lac-Mégantic?
 2. Si oui:
 a) combien ces constructions ont-elles coûté à date;
 b) par qui les travaux ont-ils été exécutés;
 c) y a-t-il eu demande de soumissions publiques;
 d) y a-t-il eu des extras payés aux contracteurs;
 e) combien resté-t-il encore à payer?

Réponse par M. Pinard:

1. Oui, le ministère de la Voirie;
 2. a) \$45,575.40;
 b) par les employés du ministère de la Voirie et par la compagnie Développement Lac-Mégantic, Incorporée;
 c) non, vu qu'il s'agissait de contrats séparés inférieurs à \$50,000.00;
 d) non;
 e) \$17,190.20.

Question par M. Bernatchez:

1. La Commission du salaire minimum a-t-elle réclamé de M. Benoît Joncas le remboursement de certaines dépenses pour le transport des ouvriers en forêt?
 2. Si oui, quel est le montant ainsi remboursé?

2. If so:
 a) from whom;
 b) what is the area of this piece of land in square feet;
 c) how much was paid for it?

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes, the Department of Roads;
 2. a) Mr. J.-W. Rodrigue and his wife, dame Lucianna Royer;
 b) 465,355 square feet;
 c) \$15,000.00.

Question by Mr. Guillemette:

1. Did the Department of Roads or the Department of Public Works construct any buildings at Lake Mégantic?
 2. If so:
 a) how much has this work cost to date;
 b) who carried out the work;
 c) were public tenders called for;
 d) were any extras paid to the contractors;
 e) how much remains to be paid?

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes, the Department of Roads.
 2. a) \$45,575.40;
 b) by the employees of the Department of Roads and the firm of Développement Lac-Mégantic, Incorporée;
 c) no, in view of the fact that it was a matter of separate contracts of less than \$50,000.00;
 d) no;
 e) \$17,190.20.

Question by Mr. Bernatchez:

1. Did the Minimum Wage Commission claim the reimbursement of certain expenses for transporting workers in the woods from Mr. Benoît Joncas?
 2. If so, what is the amount so reimbursed?

3. A quelle date le paiement a-t-il été fait ?

4. Y a-t-il eu des poursuites intentées contre M. Joncas ?

Réponse par M. Fortin:

1. La Commission du salaire minimum a réclamé de la compagnie Gulf Maritime Construction, Limitée, dont M. Benoit Joncas est le président, le remboursement de certaines dépenses pour le transport des ouvriers en forêt.

2. \$14,696.50 dont \$212.00 en trop.

3. 18 octobre 1963.

4. Non, le paiement ayant été fait à la suite de la mise en demeure par le procureur de la Commission du salaire minimum, après résolution de poursuite adoptée le 10 octobre 1963.

Question par M. Dozois:

Quant aux travaux d'hiver dans les municipalités au cours de la période du 15 octobre 1962 au 31 mai 1963:

1. Quels sont les chiffres définitifs relativement:

- a) au nombre de municipalités;
- b) au nombre de projets;
- c) au coût total des travaux;
- d) au coût total des salaires;
- e) à la répartition des salaires entre les municipalités, la province et le gouvernement fédéral ?

2. a) Durant quels mois les octrois ont-ils été payés aux municipalités;

b) quel montant total a été payé au cours de chacun de ces mois;

c) y a-t-il des municipalités qui n'ont pas encore reçu ces octrois, quelles sont-elles et quel est le montant des octrois en jeu ?

Réponse par M. Laporte:

Travaux d'hiver exécutés dans les municipalités au cours de la période du 15 octobre 1962 au 31 mai 1963:

3. On what date was the payment made ?

4. Was any legal action taken against Mr. Joncas ?

Answer by Mr. Fortin:

1. The Minimum Wage Commission claimed the repayment of certain expenses for transporting workers in the woods from Gulf Maritime Construction Limited, of which Mr. Benoit Joncas is president.

2. \$14,696.50, of which \$212.00 was an overcharge.

3. October 18th, 1963.

4. No, the payment having been made following a formal notice by the legal representative of the Minimum Wage Commission, following a resolution to take legal action adopted on October 10th, 1963.

Question by Mr. Dozois:

From October 15th, 1962, to May 31st, 1963, respecting winter works in municipalities:

1. What are the definite figures respecting:

- a) the number of municipalities;
- b) the number of projects;
- c) the total cost of the work;
- d) the total cost of salaries;
- e) the sharing of salaries between the municipalities, the province and the federal government ?

2. a) During what months were the grants paid to the municipalities;

b) what was the total amount paid in the course of each month;

c) are there any municipalities which have not yet received these grants, what municipalities are concerned and what is the amount of the grants in question ?

Answer by Mr. Laporte:

Winter works carried out in the municipalities during the period from October 15th, 1962, to May 31st, 1963:

Mai—May	Contribution fédérale... \$	293,055.17	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	234,444.12	
	Provincial share.	<u> </u>	527,499.29

Juin—June	Contribution fédérale... \$ 251,363.82	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 201,091.07	
	Provincial share.	\$ 452,454.89
Total	Contribution fédérale... \$ 2,232,875.56	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 1,786,300.50	
	Provincial share.	\$ 4,019,176.06

Paiements finals—Final payments

Juillet—July	Contribution fédérale... \$ 400,284.46	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 320,227.56	
	Provincial share.	\$ 720,512.02
Août—August	Contribution fédérale... \$ 1,066,477.66	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 853,182.19	
	Provincial share.	1,919,659.85
Septembre—September	Contribution fédérale... \$ 2,251,481.80	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 1,801,185.40	
	Provincial share.	4,052,667.20
Octobre—October	Contribution fédérale... \$ 3,182,153.34	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 2,545,722.81	
	Provincial share.	5,727,876.15
Novembre—November	Contribution fédérale... \$ 2,893,326.57	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 2,314,661.24	
	Provincial share.	5,207,987.81
Décembre—December	Contribution fédérale... \$ 452,922.12	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 362,337.68	
	Provincial share.	815,259.80
Janvier—January	Contribution fédérale... \$ 89,180.96	
	Federal share.	
	Contribution provinciale. 71,344.77	
	Provincial share.	160,525.73

Février—February	Contribution fédérale Federal share.	\$ 325.75	
	Contribution provinciale. Provincial share.	260.59	\$ 586.34
Total	Contribution fédérale Federal share.	\$10,336,152.66	
	Contribution provinciale. Provincial share.	8,268,922.24	\$18,605,074.90

c) Municipalités n'ayant pas encore
reçu le paiement final:

c) Municipalities which have not yet
received final payment:

Abitibi-Est—East

Chapais	Contribution fédérale... Federal share.	\$ 4,229.80	
	Contribution provinciale. Provincial share.	3,383.84	\$ 7,613.64

Chibougamau	Contribution fédérale... Federal share.	\$ 16,567.76	
	Contribution provinciale. Provincial share.	13,254.21	29,821.97

Malartic	Contribution fédérale... Federal share.	\$ 5,152.07	
	Contribution provinciale. Provincial share.	4,121.66	9,273.73

Beauce

East-Broughton	Contribution fédérale... Federal share.	\$ 12,008.87	
	Contribution provinciale. Provincial share.	9,607.05	21,615.92

Sainte-Clothilde (paroisse—parish)	Contribution fédérale... Federal share.	\$ 17,033.29	
	Contribution provinciale. Provincial share.	13,626.63	30,659.92

Bourget

Montréal-Est—East	Contribution fédérale... Federal share.	\$ 6,651.68	
	Contribution provinciale. Provincial share.	5,321.34	11,973.02

Duplessis

Rivière-du-Tonnerre	Contribution fédérale . . . \$	255.00	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	204.00	
	Provincial share.		\$ 459.00

Jonquière-Kénogami

Jonquière cité—city	Contribution fédérale . . . \$	2,397.99	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	1,918.39	
	Provincial share.		4,316.38

Laval

Chomedey	Contribution fédérale . . . \$	47,164.61	
	Federal share.		
	Contribution provinciale	37,731.69	
	Provincial share.		84,896.30

Napierville—Laprairie

Brossard	Contribution fédérale . . . \$	10,407.97	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	8,326.38	
	Provincial share.		18,734.35

Candiac	Contribution fédérale . . . \$	2,645.34	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	2,116.27	
	Provincial share.		4,761.61

Québec-Comté—Quebec County

Les Saules	Contribution fédérale . . . \$	1,547.07	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	1,237.66	
	Provincial share.		2,784.73

Roberval

Notre-Dame de Lorette (T.N.O.)	Contribution fédérale . . . \$	14,695.79	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	11,756.63	
	Provincial share.		26,452.42

Normandin village	Contribution fédérale . . . \$	4,503.39	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	3,602.72	
	Provincial share.		\$ 8,106.11
Saint-Michel-de-Mistassini	Contribution fédérale . . . \$	927.93	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	742.35	
	Provincial share.		1,670.28
<i>Rouville</i>			
Saint-Hilaire-sur-Richelieu	Contribution fédérale . . . \$	2,693.88	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	2,155.11	
	Provincial share.		4,848.99
<i>Témiscamingue</i>			
Granada (T.N.O.)	Contribution fédérale . . . \$	6,879.16	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	5,503.33	
	Provincial share.		12,382.49
<i>Terrebonne</i>			
Saint-Jérôme	Contribution fédérale . . . \$	90,381.58	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	72,305.26	
	Provincial share.		162,686.84
<i>Verchères</i>			
Verchères village	Contribution fédérale . . . \$	6,684.15	
	Federal share.		
	Contribution provinciale.	5,347.32	
	Provincial share.		12,031.47
Total		\$	455,089.17

Question par M. Dozois:

1. Quel a été le nombre de véhicules automobiles enregistrés dans la province de Québec au cours de l'année 1963 pour chacune des catégories suivantes:

- a) automobiles de promenade;
- b) taxis;

Question by Mr. Dozois:

1. What was the number of motor-vehicles registered in the province of Quebec during the year 1963 in each of the following categories:

- a) privately-owned automobiles;
- b) taxis;

- c) autobus;
d) motocyclettes;
e) camions?

2. Pour l'année 1962-63 quels ont été les revenus provenant de l'émission des licences et permis pour chacune des catégories mentionnées à la question 1 ci-dessus?

- c) autobuses;
d) motorcycles;
e) trucks?

2. What was the amount of revenue obtained from the issuing of licences and permits for each category mentioned in question 1 above, for 1962-63?

Réponse par M. Cournoyer:
1. et 2.

Answer by Mr. Cournoyer:
1. and 2.

<i>Enregistrement 1963</i>		<i>Revenus année fiscale 1962-63</i>
<i>Registered 1963</i>		<i>Revenue Fiscal year 1962-63</i>
Automobiles de promenade.....	1,043,223	\$22,959,523.00
Privately-owned automobiles.		
Taxis.....	13,280	312,080.00
Taxis.		
Autobus (autobus d'écoliers inclus).....	8,897	1,371,048.00
Autobuses (including school buses).		
Motocyclettes.....	14,174	48,912.00
Motorcycles.		
Camions.....	208,629	15,381,564.00
Trucks.		

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Lafontaine:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de tous rapports faits au gouvernement, à l'un de ses ministres ou à l'un de ses organismes, et se rapportant à l'établissement d'un complexe sidérurgique dans le Québec.

M. Lévesque (Montréal-Laurier) déclare qu'il est contraire à l'intérêt public de produire les documents mentionnés par cette motion.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Lafontaine:

That there be laid before the House:

A copy of all the reports made to the government or to any of its Departments or organisms, respecting the establishment of a steel complex in Quebec.

Mr. Lévesque (Montréal-Laurier) stated that it would be injurious to the public interest to lay upon the table the documents mentioned in this motion.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné, qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste de tous les employés de la Commission des accidents du travail permanents et temporaires, à la date du 1er janvier 1964, avec en regard de chaque nom, les prénoms, l'adresse, les fonctions et traitement de chacun d'eux, ainsi que les allocations annuelles s'il en est.

M. Fortin dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 60.)

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné, qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste de tous les employés de la Commission des relations ouvrières, permanents et temporaires, à la date du 1er janvier 1964, avec en regard de chacun, les nom, prénoms, adresse, fonctions et traitement de chacun d'eux, ainsi que les allocations annuelles s'il en est.

M. Fortin dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 61.)

Sur la motion de M. Majeau, il est—
Ordonné, qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste de tous les employés de la Commission du salaire minimum, permanents et temporaires, à la date du 1er janvier 1964, avec en regard de chacun, les nom, prénoms, adresse et les fonctions et traitement de chacun d'eux, ainsi que les allocations annuelles s'il en est.

M. Fortin dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 62.)

On motion of Mr. Bellemare,—
Ordered, That there be laid before the House:

A list of all the permanent and temporary employees of the Workmen's Compensation Commission as at January 1st, 1964, the list to give the name, Christian names, address, duties and salary of each employee, as well as any yearly allowances.

Mr. Fortin laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 60.)

On motion of Mr. Bellemare,—
Ordered, That there be laid before the House:

A list of all the permanent and temporary employees of the Labour Relations Commission as at January 1st, 1964, the list to give the name, Christian names, address, duties and salary of each employee, as well as any yearly allowances.

Mr. Fortin laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 61.)

On motion of Mr. Majeau,—
Ordered, That there be laid before the House:

A list of all the permanent and temporary employees of the Minimum Wage Commission as at January 1st, 1964, the list to give the name, Christian names, address, duties and salary of each one of them, as well as any yearly allowances.

Mr. Fortin laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 62.)

Sur la motion de M. Talbot, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste donnant les nom, prénoms, adresse, fonctions et traitement de chacun des employés du ministère des Affaires culturelles.

M. Lapalme dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 63.)

Sur la motion de M. Bernatchez, il est—

Ordonné, qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une copie de tous les contrats intervenus entre le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et toute personne, société ou corporation, du 2 février 1963 au 3 février 1964, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes et additions à tels contrats.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 64.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Lafontaine:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance échangée entre la Commission hydroélectrique de Québec et La Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Mont-Laurier, Inc., depuis le 14 novembre 1962 jusqu'au 13 février 1964, relativement à Électrique de Mont-Laurier, Ltée, et Électrique de Ferme-Neuve, Ltée.

M. Lévesque (Montréal-Laurier) déclare que la correspondance demandée par la motion est en possession de la Commission hydroélectrique, qui con-

On motion of Mr. Talbot,—
Ordered, That there be laid before the House:

A list giving the name, Christian names, address, duties and salary of every employee of the Department of Cultural Affairs.

Mr. Lapalme laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 63.)

On motion of Mr. Bernatchez,—

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of all the contracts made between the Department of Agriculture and Colonization and any person, firm or corporation, from February 2nd, 1963, to February 3rd, 1964, respecting the carrying out of drainage work, including all annexes and additions to such contracts.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 64.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Lafontaine:

That there be laid before the House:

A copy of all correspondence exchanged between the Quebec Hydroelectric Commission and La Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Mont-Laurier, Inc., from November 14th, 1962, to February 13th, 1964, respecting Électrique de Mont-Laurier, Ltée, and Électrique de Ferme-Neuve, Ltée.

Mr. Lévesque (Montréal-Laurier) stated that the correspondence requested in the motion was in the possession of the Hydroelectric Commission, which

sentira sans doute à en donner connaissance à tout intéressé.

would no doubt agree to show it to any interested persons.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 13, intitulé: "Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux".

M. Courcy propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 13, intitled: "An Act respecting sanitary food and the health of animals."

Mr. Courcy moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the third time.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplestis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortier, Fortin, Fournier, Gauthier, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Johnson, Johnston, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Raymond, Roy, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Thériage, Vaillancourt.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

So it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the third time.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 19 février 1964.

Ordonné,—Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 18, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouverne-

LEGISLATIVE COUNCIL

The 19th February 1964.

Ordered,—That the clerk do carry back to the Legislative Assembly the bill 18, intitled: "An Act granting to Her Majesty moneys required for the

ment pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964 et pour d'autres fins du service public", et informe cette chambre que le Conseil législatif l'a voté.

M. Lesage propose:

Que les dispositions imprimées entre crochets dans le bill 54, intitulé: "Code du travail", soient renvoyées au comité spécial de cette chambre institué aux fins d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail ainsi que l'arbitrage des différends et griefs dans les services du gouvernement provincial et ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités.

La motion est adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 54, intitulé: "Code du travail", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 2, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la protection civile dans la province";

expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March, 1964, and for other purposes connected with the public service," and acquaint that House that the Legislative Council have passed it.

Mr. Lesage moved:

That the provisions printed between brackets in bill 54, intituled: "Labour Code," be referred to the special committee of the House appointed to inquire into the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as the arbitration of disputes and grievances in the provincial government services as well as those of hospitals, school boards and municipalities.

The motion was adopted.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 54, intituled: "Labour Code," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 2, intituled: "An Act to amend the Act respecting Civil Protection in the Province of Quebec";

Bill 6, intitulé: "Loi modifiant la Loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 7, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations";

Bill 9, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies à fonds social étrangères";

Bill 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de gaz et d'eau";

Bill 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour stabiliser la petite industrie";

Bill 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la province".

Bill 6, intituled: "An Act to amend the Act to establish a Royal Commission of Inquiry on Education."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 7, intituled: "An Act to amend the Special Corporate Powers Act";

Bill 9, intituled: "An Act to amend the Extra-Provincial Companies Act";

Bill 11, intituled: "An Act to amend the Gas and Water Companies Act";

Bill 12, intituled: "An Act to amend the Act to stabilize small industry";

Bill 14, intituled: "An Act to amend the Act respecting title-deeds in certain electoral districts of the Province."

A message was received from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province by Pierre Gelly, Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod, requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the Honourable the Lieutenant-Governor, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

2 Loi modifiant la Loi concernant la protection civile dans la province;

6 Loi modifiant la Loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement;

2 An Act to amend the Act respecting Civil Protection in the Province of Quebec;

6 An Act to amend the Act to establish a Royal Commission of Inquiry on Education;

- 7 Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;
- 9 Loi modifiant la Loi des compagnies à fonds social étrangères;
- 11 Loi modifiant la Loi des compagnies de gaz et d'eau;
- 12 Loi modifiant la Loi pour stabiliser la petite industrie;
- 14 Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la province.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Alors l'honorable orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- 18 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill".

Au retour des députés:

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

- 7 An Act to amend the Special Corporate Powers Act;
- 9 An Act to amend the Extra-Provincial Companies Act;
- 11 An Act to amend the Gas and Water Companies Act;
- 12 An Act to amend the Act to stabilize small industry;
- 14 An Act to amend the Act respecting title-deeds in certain electoral districts of the Province.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

Then the Honourable the Speaker of the Legislative Assembly addressed the Honourable the Lieutenant-Governor, and presented, for His Honour's acceptance, the following bill:

- 18 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1964, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

The members being returned:

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
20 FÉVRIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Lalonde propose:

Que M. Dupré remplace M. Martin
comme membre du comité des bills pri-
vés en général.

La motion est adoptée.

M. Lalonde propose:

Que M. Brisson remplace M. Laroche
comme membre du comité des bills
publics en général.

La motion est adoptée.

**THURSDAY,
FEBRUARY 20th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Lalonde moved:

That Mr. Martin be replaced by Mr.
Dupré as member of the Committee on
Private Bills in General.

The motion was adopted.

Mr. Lalonde moved:

That Mr. Laroche be replaced by
Mr. Brisson as member of the Commit-
tee on Public Bills in General.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Courcy, il est—

Ordonné que M. Courcy ait la per-
mission de présenter le bill no 19, in-
titulé: "Loi modifiant la Loi de l'Office
du crédit agricole du Québec".

En conséquence, il présente ce bill qui
est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du
bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Courcy,—

Ordered, That Mr. Courcy have leave
to bring in bill No. 19, intituled: "An
Act to amend the Act respecting the
Quebec Farm Credit Bureau."

He accordingly presented the said bill
to the House, and the same was read
the first time, and ordered to be read a
second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Courcy, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la
chambre se formera en comité plénier,
pour prendre en considération un projet
de résolution relative au bill 19, intitulé:
"Loi modifiant la Loi de l'Office du cré-
dit agricole de Québec".

On motion of Mr. Courcy, it was—

Resolved that, at the next sitting, the
house do resolve itself into a committee
of the whole to consider a resolution
relating to bill 19, intituled: "An Act to
amend the Act respecting the Quebec
Farm Credit Bureau."

L'ordre du jour appelle la deuxième
lecture du bill no 101, intitulé: "Loi

The Order of the Day being read for
the second reading of bill No. 101, in-

concernant The Larrimac Golf Club Inc."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 172, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Zichron Kedoshim".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 183, intitulé: "Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Bédard".

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 190, intitulé: "Loi changeant le nom de Duncan Strachan Taylor en celui de Duncan Strachan Peachey".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

M. Lafrance dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Troisième rapport annuel du comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme pour l'année 1963.

(Document de la session no 65.)

titled: "An Act respecting The Larrimac Golf Club Inc."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 172, intitled: "An Act to incorporate Congregation Zichron Kedoshim."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 183, intitled: "An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Bédard."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 190, intitled: "An Act to change the name of Duncan Strachan Taylor to that of Duncan Strachan Peachey."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

Mr. Lafrance laid upon the table the following document:

Third annual report of the activities of the Committee for study and information on alcoholism for the year 1963.

(Sessional Papers, No. 65.)

Question par M. Guillemette:

1. Le foyer Notre-Dame, de Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, est-il terminé?
2. Combien a-t-il coûté à date au gouvernement?
3. Combien reste-t-il à payer?
4. Combien de chambres pour personnes âgées comprend-il?

Réponse par M. Lafrance:

1. Non.
2. \$572,412.70.
3. \$12,000.00.
4. 38 chambres ou 50 lits.

Question par M. Élie:

1. Le gouvernement de la province a-t-il loué un immeuble à Saint-François-du-Lac, comté Yamaska, pour y loger les services du ministère de l'Agriculture?
2. Dans l'affirmative:
 - a) quel est le nom du locateur;
 - b) quel est le prix du loyer mensuel ou annuel;
 - c) quelle est la superficie du local;
 - d) quelle est la durée du bail et à quelle date a-t-il été signé?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Oui.
2. a) Maurice Lavallée;
b) \$1,350.00 annuellement;
c) 900 pieds carrés;
d) bail de 4 ans signé le 10 avril 1963.

Question par M. Bernatchez:

À la date du 31 janvier 1964, combien y avait-il de personnes admises a) aux allocations sociales, b) aux allocations d'assistance-chômage, dans les comtés de Dorchester, Matane et Saguenay?

Question by Mr. Guillemette:

1. Is the Foyer Notre-Dame of Notre-Dame-de-la-Guadeloupe finished?
2. How much has it cost the government to date?
3. How much remains to be paid?
4. How many rooms for aged persons does it contain?

Answer by Mr. Lafrance:

1. No.
2. \$572,412.70.
3. \$12,000.00.
4. 38 rooms or 50 beds.

Question by Mr. Élie:

1. Did the government of the province rent a building at Saint-François-du-Lac, Yamaska county, to house the services of the Department of Agriculture?
2. If so:
 - a) what is the name of the lessor;
 - b) what is the monthly or annual cost of the rent;
 - c) what is the area of the premises;
 - d) what is the term of the lease, and on what date was it signed?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. Yes.
2. a) Maurice Lavallée;
b) \$1,350.00 annually;
c) 900 square feet;
d) a 4 year lease signed on April 10th, 1963.

Question by Mr. Bernatchez:

As at January 31st, 1964, how many persons had been granted a) social allowances, b) unemployment assistance allowances, in Dorchester, Matane and Saguenay counties?

Réponse par M. Lafrance:

Answer by Mr. Lafrance:

		Assistance- vieillesse — Old Age assistance	Aveugles — Blind	Incapables — Invalids	Inaptes — Unfit	Allocations scolaires* — School Allowances*	Filles et veuves — Girls and Widows	Mères nécessi- tées — Needy Mothers	Supplément à la sécurité- vieillesse* — Supple- ment to Old Age Security*	Total
DORCHESTER	a)	428	29	279	181	1,169	43	196	63	2,388
	b)	...	...	...	...	...	...	...	...	331
MATANE	a)	452	37	279	210	1,185	40	334	68	2,605
	b)	...	...	...	...	...	...	...	...	201
SAGUENAY	a)	262	18	101	107	1,269	30	191	39	2,017
	b)	...	...	...	...	...	...	...	...	231

* Estimé — Estimated

Question par M. Allard:

1. Quels sont les noms des membres ou censeurs du Bureau de censure du cinéma ?

2. Qui est le président du dit Bureau ?

3. Qui est le vice-président du dit Bureau ?

4. A quelle date chacune des dites personnes a-t-elle été nommée ?

5. Quel est le salaire annuel de chacune d'elles ?

6. Quels sont les nom, prénoms et fonctions des autres employés du Bureau de censure du cinéma ?

7. Quel est le montant total des dépenses d'administration du Bureau pour la dernière année fiscale ?

8. Le Bureau de censure du cinéma a-t-il, depuis le 1er janvier 1962 à date, refusé à quelque personne ou corporation l'autorisation d'utiliser un film pour exhibition au public ?

9. Si tel est le cas, combien de films ont-ils été ainsi refusés ?

Question by Mr. Allard:

1. What are the names of the censors of the Board of Censors of Moving Pictures ?

2. Who is the president of the said Board ?

3. Who is the vice-president of the said Board ?

4. On what date was each one of the said persons appointed ?

5. What is the annual salary of each one of them ?

6. What are the names, Christian names and duties of the other employees of the Board of Censors of Moving Pictures ?

7. What is the total amount of the administration expenses of the Board for the last fiscal year ?

8. From January 1st, 1962, to date, has the Board of Censors of Moving Pictures refused permission to any person or corporation to exhibit a film before the public ?

9. If so, how many films were so refused ?

Réponse par M. Hamel (Saint-Maurice):

1. Desbiens, Lucien
Desjardins, Robert

Answer by Mr. Hamel (Saint-Maurice):

1. Desbiens, Lucien
Desjardins, Robert

- Guérin, André
 Martel, Mme Paul
 McCallum-Côté, Mme Nancy
 Saucier, Pierre
 Tassé, Pierre
2. M. André Guérin.
3. M. Lucien Desbiens agit comme vice-président.
4. Lucien Desbiens, 7 novembre 1945;
 Robert Desjardins, 15 mars 1963;
 André Guérin, 29 avril 1963;
 Mme Paul Martel, 16 mars 1961;
 Mme Nancy McCallum-Côté, 1er octobre 1963;
 Pierre Saucier, 1er septembre 1963;
 Pierre Tassé, 8 octobre 1962.
5. Lucien Desbiens \$ 9,000.00
 Robert Desjardins 7,500.00
 André Guérin 12,000.00
 Mme Paul Martel 4,000.00
 Mme Nancy McCallum-Côté 7,500.00
 Pierre Saucier 8,200.00
 Pierre Tassé 6,500.00
6. Auger, René, projectionniste;
 Belair, Lise, secrétaire;
 Belzile, Alfred, inspecteur régional au Bureau de Censure pour Bas Saint-Laurent et Gaspésie;
 Beriau, Gilles, inspecteur;
 Cherrier, Pierre, assistant comptable et censeur d'affiches;
 Chouinard, Jean-Paul, assistant-projectionniste;
 Crevier, François, assistant-projectionniste;
 Doucet, François, chef opérateur (16mm);
 Gagnon, Jean, inspecteur;
 Gagnon, Roland, inspecteur régional pour la région du Lac-Saint-Jean, Charlevoix, Saguenay;
 Guastavi, Mme Marthe, secrétaire du président;

- Guérin, André
 Martel, Mrs. Paul
 McCallum-Côté, Mrs. Nancy
 Saucier, Pierre
 Tassé, Pierre
2. Mr. André Guérin.
3. Mr. Lucien Desbiens acts as vice-president.
4. Lucien Desbiens, November 7th, 1945;
 Robert Desjardins, March 15th, 1963;
 André Guérin, April 29th, 1963;
 Mrs. Paul Martel, March 16th, 1961.
 Mrs. Nancy McCallum-Côté, October 1st, 1963;
 Pierre Saucier, September 1st, 1963;
 Pierre Tassé, October 8th, 1962.
5. Lucien Desbiens \$ 9,000.00
 Robert Desjardins 7,500.00
 André Guérin 12,000.00
 Mrs. Paul Martel 4,000.00
 Mrs. Nancy McCallum-Côté 7,500.00
 Pierre Saucier 8,200.00
 Pierre Tassé 6,500.00
6. Auger, René, Projectionist;
 Belair, Lise, Secretary;
 Belzile, Alfred, Regional inspector for the Censorship Office for the Lower St. Lawrence and Gaspé;
 Beriau, Gilles, Inspector;
 Cherrier, Pierre, Assistant accountant and poster censor;
 Chouinard, Jean-Paul, Assistant projectionist;
 Crevier, François, Assistant projectionist;
 Doucet, François, Chief operator (16mm);
 Gagnon, Jean, Inspector;
 Gagnon, Roland, Regional inspector for Lake St. John, Charlevoix-Saguenay area;
 Guastavi, Mrs. Marthe, Secretary to the president;

Koch, Herman, officier d'administration;
Lafrance, André, projectionniste;
Langelier, Jean, conseiller juridique;
Leduc, Paul, inspecteur—Mont-réal;
O'Shaughnessey, Lorette, inspecteur d'affiches;
Picard, Jean-Paul, inspecteur régional pour le Nord-Ouest du Québec;
Roy, Rolland, inspecteur;
St-Laurent, René, assistant projectionniste;
Sénécal, Roger, comptable en chef et censeur d'affiches;
Tremblay, Gérard, chef opérateur (35mm).

7. \$130,155.23.

8. Oui.

9. 23.

Koch, Herman, Administrative officer;
Lafrance, André, Projectionist;
Langelier, Jean, Legal counselor;

Leduc, Paul, Inspector—Montreal;

O'Shaughnessey, Lorette, Poster inspector;

Picard, Jean-Paul, Regional inspector for North Western Quebec;

Roy, Rolland, Inspector;

St-Laurent, René, Assistant projectionist;

Sénécal, Roger, Chief accountant and poster censor;

Tremblay, Gérard, Chief operator (35mm).

7. \$130,155.23.

8. Yes.

9. 23.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
24 FÉVRIER 1964.***Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

M. Lesage transmet à M. l'orateur et M. l'orateur lit à la chambre le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la chambre.

PAUL COMTOIS.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 24 février 1964.
(Document de la session no 1.)

M. Lesage propose:

Que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides avec le budget qui l'accompagne.

La motion est adoptée.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 3, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption";

**MONDAY,
FEBRUARY 24th, 1964.***Three o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Lesage delivered to Mr. Speaker a Message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

And the Message was read by Mr. Speaker as followeth:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec forwards to the Legislative Assembly the Estimates of Expenditure for the fiscal year ending on the 31st of March, 1965, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the House.

PAUL COMTOIS.

Government House,
Quebec, February 24th, 1964.
(Sessional Papers, No. 1.)

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That the message of the Honourable the Lieutenant-Governor together with the Estimates accompanying the same be referred to the Committee of Supply.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 3, intituled: "An Act to amend the Adoption Act";

Bill 4, intitulé: "Loi concernant la pension des membres de l'Assemblée législative";

Bill 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte";

Bill 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités";

Bill 17, intitulé: "Loi abrogeant la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer".

Bill 4, intituled: "An Act respecting the pensions of members of the Legislative Assembly";

Bill 10, intituled: "An Act to amend the Mortmain Act";

Bill 15, intituled: "An Act to amend the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities";

Bill 17, intituled: "An Act to repeal the Railway Subsidy Repayment Act".

Question par M. Loubier:

1. Quel est le prix total payé par le gouvernement pour l'achat de l'édifice de l'Académie de Québec, coin Chauveau et Dauphine, à Québec?

2. Quel est le nom du notaire instrumentant?

3. Quel est le montant des honoraires payé audit notaire?

4. Quel est le coût total des travaux effectués par le gouvernement à cet édifice, tant pour les honoraires, émoluments, traitements ou commissions que pour tous autres frais, dépenses et déboursés?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Le gouvernement n'a acheté aucun édifice sur la rue Dauphine, à Québec.

Le gouvernement a acheté de l'Académie de Québec, pour le prix de \$2,250,000.00, les deux édifices que possédait cette institution, l'un sur l'avenue Chauveau et l'autre sur la rue Cook, à Québec.

2. Me Claude Taschereau, notaire.

3. a) Exécution de l'acte d'achat et déboursés..... \$6,885.20

b) Acte de quittance et radiation..... 1,169.00

\$8,054.20

Question by Mr. Loubier:

1. What is the total price that the government paid for the purchase of the Académie de Québec building at the corner of Chauveau Avenue and Dauphine Street in Quebec?

2. What is the name of the officiating notary?

3. What is the amount of the fees paid to the said notary?

4. What is the total cost of the work carried out on this building by the government, in fees, emoluments, salaries or commissions as well as for all other costs, expenses and disbursements?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. The government did not purchase a building on Dauphine Street in Quebec.

The government did purchase, from the Académie de Québec, for the sum of \$2,250,000.00, the two buildings owned by this institution, one on Chauveau Avenue and the other on Cook Street, in Quebec.

2. Mr. Claude Taschereau, Notary.

3. a) Execution of deed of sale and disbursements..... \$6,885.20

b) Deed of discharge and cancellation..... 1,169.00

\$8,054.20

4. \$2,975,411.73 dont il faut toutefois déduire une somme de \$133,363.56 retirée de l'assurance, à la suite de l'incendie réduisant le coût des déboursés à \$2,842,048.17.

Question par M. Lafontaine:

Quel est le montant total des avances faites par le ministre des Finances à l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes ?

Réponse par M. Lesage:

Voir *Journaux de l'Assemblée législative*, 1963, page 615, quant au montant des avances nettes au 31 mars 1963.

A la date du 19 février 1964, le montant des avances avait été réduit à \$9,510,121.40.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Russell:

Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés sous l'autorité de l'article 14 de la Loi pour la récupération du bois dans les terrains requis pour l'aménagement hydro-électrique des rivières Manicouagan et aux Outardes (9-10 Elizabeth II, chapitre 46).

M. Cliche déclare:

Aucun nouvel arrêté en conseil n'a été adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil depuis ceux qui furent déposés en chambre le 6 mars 1962. Voir *Journaux de l'Assemblée législative*, volume XCVII, 1962, pages 207 et 208.

4. \$2,975,411.73, from which must be subtracted an amount of \$133,363.56 in fire insurance paid following the fire, which brings the cost of disbursements down to \$2,842,048.17.

Question by Mr. Lafontaine:

What is the total amount of the advances made by the Minister of Finance to the Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board?

Answer by Mr. Lesage:

See page 615 of the *Journals of the Legislative Assembly*, 1963, for the net amount of advances as at March 31st, 1963.

As at February 19th, 1964, the amount of advances had been reduced to \$9,510,121.40.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Russell:

That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of all the Orders in Council adopted under authority of section 14 of the Act for the salvage of wood on lands required for the hydro-electric development of the Manicouagan and aux Outardes rivers (9-10 Elizabeth II, chapter 46).

Mr. Cliche declared:

No new Order in Council has been adopted by the Lieutenant-Governor in Council since those that were tabled in the House on March 6th, 1962. See *Journals of the Legislative Assembly*, volume XCVII, 1962, pages 207 and 208.

Sur la motion de M. Russell, il est—

Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Une copie du rapport des activités de l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes, fait au lieutenant-gouverneur en conseil après l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Cliche dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 66.)

Sur la motion de M. Russell, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une copie du rapport financier de l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes pour chacune des années financières 1961-62 et 1962-63.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 67.)

Sur la motion de M. Lafontaine, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Les additions aux contrats passés entre l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes, et Gulf Maritime Construction, Limitée, les 14 juillet 1961 et 28 août 1962.

M. Cliche dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 68.)

Sur la motion de M. Gabias, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste de tous les employés de la Régie des alcools du Québec, perma-

On motion of Mr. Russell,—

Resolved, That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of the report of the activities of the Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board, made to the Lieutenant-Governor in Council after the fiscal year ending March 31st, 1963.

Mr. Cliche laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 66.)

On motion of Mr. Russell,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the financial report of the Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board for each of the 1961-62 and 1962-63 fiscal years.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 67.)

On motion of Mr. Lafontaine,—

Ordered, that there be laid before the House:

The additions to the contract made between the Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board and Gulf Maritime Construction, Limited, on July 14th, 1961, and August 28th, 1962.

Mr. Cliche laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 68.)

On motion of Mr. Gabias,—

Ordered, that there be laid before the House:

A list of all the permanent and temporary employees of the Quebec Liquor

nents et temporaires, à la date du 1er janvier 1964, avec en regard de chacun, les nom, prénoms, adresse, fonctions et traitement de chacun d'eux, ainsi que les allocations annuelles s'il en est.

M. Hamel (Saint-Maurice) dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 69.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Bernatchez:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une copie de tous les permis pour la coupe du bois dans le bassin no 338, district no 11, émis par le ministère des Terres et Forêts au cours des années 1961-62 et 1962-63, et mentionnant la quantité de bois coupé.

M. Cliche déclare:

Les permis émis au cours des années 1961-62 et 1962-63 ont déjà été produits en chambre les 21 mars 1962 et 10 juillet 1963. (Voir documents no 86 de la session 1962, et no 157 de la session 1963.)

Aucun autre permis n'a été émis depuis.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 19, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Office du crédit agricole du Québec".

M. Courcy informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Courcy propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

Board as at January 1st, 1964, the list to give the name, Christian names, address, duties and salary of each one of them, as well as any yearly allowances.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 69.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Bernatchez:

That there be laid before the House:

A copy of all the permits issued by the Department of Lands and Forests to cut wood in Basin No. 338, District No. 11, in 1961-62 and 1962-63, and mentioning the quantity of wood cut.

Mr. Cliche declared:

The permits issued in 1961-62 and 1962-63 were tabled in the House on March 21st, 1962, and July 10th, 1963. (See Sessional Papers, No. 86 of the 1962 session and No. 157 of the 1963 session.)

No other permit has been issued since.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 19, intitled: "An Act to amend the Act respecting the Quebec Farm Credit Bureau."

Mr. Courcy informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Courcy moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre des finances à verser à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes au montant total de deux cent quatre-vingt-dix millions de dollars que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, une somme de trente millions de dollars, pour être employée aux fins prévues par la Loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113), en la manière et aux conditions déterminées par ladite loi.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 19, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Office du crédit agricole du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he may determine, authorize the Minister of Finance to pay, out of the consolidated revenue fund, to the Quebec Farm Credit Bureau, in addition to the sums, to the total amount of two hundred and ninety million dollars, which the latter is already authorized to loan to farmers, an amount of thirty million dollars, to be used for the purposes contemplated in the Quebec Farm Credit Act (Revised Statutes, 1941, chapter 113), in the manner and on the conditions specified by the said act.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 19, intitled: "An Act to amend the Act respecting the Quebec Farm Credit Bureau."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now

chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent seize mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million six hundred sixteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MARDI,
25 FÉVRIER 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Lafrance, il est—
Ordonné que M. Lafrance ait la permission de présenter le bill no 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lesage:

Copies de lettres échangées entre M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, M. Roland Vinette, secrétaire de l'Instruction publique, et Me Jean Fournier, président de la Commission du Service civil, concernant la conduite de certains fonctionnaires mentionnés dans le rapport de la Commission d'enquête sur le commerce du livre dans la province de Québec.

(Document de la session no 70.)

Par M. Pinard:

Copies de lettres échangées entre M. J. W. Pickersgill, ministre des transports, Ottawa, et M. Pinard, ministre de la Voirie, Québec, concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Trois-Rivières.

(Document de la session no 71.)

**TUESDAY,
FEBRUARY 25th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Lafrance,—
Ordered, That Mr. Lafrance have leave to bring in bill No. 21, intituled: "An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lesage:

Copies of letters exchanged between Mr. Lesage, Premier of Quebec, Mr. Roland Vinette, Secretary of the Department of Education, and Mr. Jean Fournier, President of the Civil Service Commission, concerning the conduct of certain civil employees mentioned in the report by the Commission of Inquiry on the Book Trade in the Province of Quebec.

(Sessional Papers, No. 70.)

By Mr. Pinard:

Copies of letters exchanged between Mr. J. W. Pickersgill, Minister of Transport, Ottawa, and Mr. Pinard, Minister of Roads, Quebec, concerning the building of a bridge over the St. Lawrence River at Trois-Rivières.

(Sessional Papers, No. 71.)

Sur la motion de M. Lafrance, il est—
Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses".

Question par M. Bellemare:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il exécuté ou fait exécuter la construction d'un ponceau sur la propriété de M. Jean-Paul Nobert, du rang Sainte-Marie, à Sainte-Anne de la Pérade?

2. Dans l'affirmative, quel est le coût desdits travaux?

3. Quels sont les noms des fournisseurs de matériaux et le prix payé à chacun?

4. Quels sont les noms des ouvriers qui ont été employés à la construction de ce ponceau et le total des salaires payés à chacun?

Réponse par M. Pinard:

1, 2, 3 et 4. Le ministère de la Voirie n'a pas exécuté ni fait exécuter la construction d'un ponceau sur la propriété de M. Jean-Paul Nobert, du rang Sainte-Marie, à Sainte-Anne de la Pérade.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 19, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Office du crédit agricole du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la

On motion of Mr. Lafrance, it was—
Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a Committee of the Whole to consider certain resolutions relating to bill 21, intituled: "An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act."

Question by Mr. Bellemare:

1. Did the Department of Roads build a culvert or did it have one built on the property of Mr. Jean-Paul Nobert, Sainte-Marie Range, Sainte-Anne de la Pérade?

2. If so, what was the cost of the said work?

3. What are the names of the persons who supplied the materials and the price paid to each one?

4. What are the names of the workmen who were employed on the construction of this culvert and the total salary paid to each one?

Answer by Mr. Pinard:

1., 2., 3. and 4. The Department of Roads did not build a culvert nor did it have one built on the property of Mr. Jean-Paul Nobert, Sainte-Marie Range, Sainte-Anne de la Pérade.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 19, intituled: "An Act to amend the Act respecting the Quebec Farm Credit Bureau."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now

chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-quatre millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commissions scolaires: subventions (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred forty-four million dollars, necessary to defray the item, "School boards: grants (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
26 FÉVRIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "Les Dominicaines du Rosaire", demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

De "The Montreal Association for the Blind", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De "The Royal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de The Royal Trust Company, en anglais, et Le Trust Royal, en français;

De Peter Henry Authier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Aurélie Normand Barbeau;

De "Les Recluses Missionnaires de Jésus-Marie", demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

De dame Éva Larochelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Origène Gobeille.

Ordonné que M. Godbout ait la permission de présenter le bill no 118, intitulé: "Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de dame Aurélie Normand".

**WEDNESDAY,
FEBRUARY 26th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the seventh report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of "Les Dominicaines du Rosaire," praying for an Act to amend their charter;

Of The Montreal Association for the Blind, praying for an Act to amend its charter;

Of The Royal Trust Company, praying for an Act changing its name into that of The Royal Trust Company, in English, and Le Trust Royal, in French;

Of Peter Henry Authier and others, praying for an Act concerning the estate of Dame Aurélie Normand Barbeau;

Of "Les Recluses Missionnaires de Jésus-Marie," praying for an Act to amend their charter;

Of dame Éva Larochelle and others, praying for an Act respecting the will of Origène Gobeille.

Ordered, That Mr. Godbout have leave to bring in bill no. 118, intituled: "An Act to validate the sale of an immoveable of the estate of Dame Aurélie Normand."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. LeChasseur ait la permission de présenter le bill no 125, intitulé: "Loi modifiant la charte des Reclus Missionnaires de Jésus-Marie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. LeChasseur ait la permission de présenter le bill no 164, intitulé: "Loi concernant la succession d'Origène Gobeille".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Godbout ait la permission de présenter le bill no 182, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Dominicaines du Rosaire".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Brown ait la permission de présenter le bill no 193, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. LeChasseur ait la permission de présenter le bill no 194, intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Royal Trust Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. LeChasseur have leave to bring in bill No. 125, intituled: "An Act to amend the charter of the Reclus Missionnaires de Jésus-Marie."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. LeChasseur have leave to bring in bill No. 164, intituled: "An Act respecting the estate of Origène Gobeille."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Godbout have leave to bring in bill No. 182, intituled: "An Act to incorporate Les Dominicaines du Rosaire."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Brown have leave to bring in bill No. 193, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Association for the Blind."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. LeChasseur have leave to bring in bill No. 194, intituled: "An Act to amend the charter of the Royal Trust Company."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Lévesque (Bonaventure) dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport du ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'année finissant le 31 mars 1963.

(Document de la session no 72.)

Mr. Lévesque (Bonaventure) laid upon the table the following document:

Report of the Department of Industry and Commerce for the year ending March 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 72.)

Question par M. Dozois:

1. Au cours de l'exercice financier 1962-63, quel est le montant de taxes perçues par le gouvernement en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu pour chacune des catégories suivantes de contribuables:

a) les contribuables dont le revenu était inférieur à \$3,000.00 par année;

b) les contribuables dont le revenu s'établissait entre \$3,000.00 et \$5,000.00 par année;

c) les contribuables dont le revenu s'établissait entre \$5,000.00 et \$10,000.00 par année;

d) les contribuables dont le revenu s'établissait entre \$10,000.00 et \$15,000.00 par année;

e) les contribuables dont le revenu s'établissait entre \$15,000.00 et \$25,000.00 par année;

f) les contribuables dont le revenu était de \$25,000.00 et plus ?

Question by Mr. Dozois:

1. What was the amount of taxes collected by the government in the 1962-63 fiscal year in virtue of the Provincial Income Tax Act in each of the following categories of taxpayers:

a) taxpayers whose incomes were less than \$3,000.00 per year;

b) taxpayers whose incomes were between \$3,000.00 and \$5,000.00 per year;

c) taxpayers whose incomes were between \$5,000.00 and \$10,000.00 per year;

d) taxpayers whose incomes were between \$10,000.00 and \$15,000.00 per year;

e) taxpayers whose incomes were between \$15,000.00 and \$25,000.00 per year;

f) taxpayers whose incomes amounted to \$25,000.00 or more ?

Réponse par M. Kierans:

1. Le montant perçu par le gouvernement, au cours de l'exercice financier 1962-63, en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu, moins les remboursements, a été de \$98,317,625.41, à l'état des revenus dans le livre des *Comptes publics* de 1962-63 qui a été

Answer by Mr. Kierans:

1. The amount collected by the government, for the 1962-63 fiscal year, in virtue of the Provincial Income Tax Act, less reimbursements, amounted to \$98,317,625.41, as shown in the Statement of Revenue in the *Public Accounts* for 1962-63, which was tabled in the House

déposé sur le bureau de la chambre, le 14 janvier 1964, sous le titre de document sessionnel numéro 4.

a) b) c) d) e) et f) Le ministère du Revenu ne possède pas encore un système de statistiques suffisamment perfectionné permettant de fournir tous les détails tels que demandés.

Sur la motion de M. Lafontaine, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance échangée entre le ministre des Richesses naturelles de la province et La Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Mont-Laurier, Inc., depuis le 14 novembre 1962 jusqu'au 13 février 1964, relativement à Électrique de Mont-Laurier, Ltée, et Électrique de Ferme-Neuve, Ltée.

M. Lévesque (Montréal-Laurier) dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 73.)

Sur la motion de M. Lafontaine, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie du dossier 3006-60 du ministère de la Voirie concernant M. Camille Faucher, Iberville, paroisse Saint-Athanase.

M. Pinard dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 74.)

on January 14th, 1964, as Sessional Paper No. 4.

a) b) c) d) e) and f) The Department of Revenue does not yet have a statistical system sufficiently perfected to be able to provide the details as requested.

On motion of Mr. Lafontaine,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of all correspondence exchanged between the Minister of Natural Resources of the province and La Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Mont-Laurier, Inc., from November 14th, 1962, to February 13th, 1964, respecting Électrique de Mont-Laurier, Ltée, and Électrique de Ferme-Neuve, Ltée.

Mr. Lévesque (Montréal-Laurier) laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 73.)

On motion of Mr. Lafontaine,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of file No. 3006-60 of the Department of Roads respecting Mr. Camille Faucher, Iberville, Saint-Athanase parish.

Mr. Pinard laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 74.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to

projet de résolutions relatives au bill no 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses".

M. Lafrance informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Lafrance propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 10a de la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (Statuts refondus, 1941, chapitre 180), édicté par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 5, remplacé par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 8 et modifié par l'article 4 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 77, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "soixante-quinze" par le mot "quatre-vingt-cinq".

Résolu, 2.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le 1er avril 1964.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 21, intitulé: "Loi mo-

consider certain proposed resolutions relating to bill No. 21, intituled: "An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act."

Mr. Lafrance informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Lafrance moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 10a of the Needy Mothers Assistance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 180), enacted by section 1 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 5, replaced by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 8 and amended by section 4 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 77, be again amended by replacing the word "seventy-five" in the second line by the word "eighty-five".

Resolved, 2.—That the act to be based on these resolutions shall come into force in the 1st of April 1964.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 21, in-

difiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses".

M. Lafrance propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortin, Fournier, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lizotte, Loubier, Maheux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Thériage, Vaillancourt.—76.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

titled: "An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act."

Mr. Lafrance moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative. The motion was accordingly adopted. The bill was accordingly read the second time.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
27 FÉVRIER 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 102, intitulé: "Loi changeant le nom de Martin Frederick Juister en celui de Martin Frederick Juster";

**THURSDAY,
FEBRUARY 27th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the third report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 100.—An Act to amend the charter of the city of Montreal.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 100, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Montreal," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 102, intituled: "An Act to change the name of Martin Frederick Juister to that of Martin Frederick Juster";

Bill 103, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yanko Doneff à l'exercice de la profession d'avocat";

Bill 104, intitulé: "Loi concernant La corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs";

Bill 108, intitulé: "Loi changeant le nom de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau en celui de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger";

Bill 112, intitulé: "Loi constituant en corporation The United Pentecostal Church in the Province of Quebec";

Bill 119, intitulé: "Loi changeant le nom de Joseph Alen Milet en celui de Allen Milette";

Bill 120, intitulé: "Loi changeant le nom d'Alzberta Makovska en celui de Betty Alzberta Makovska Kollar";

Bill 122, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jan Zascinski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec";

Bill 123, intitulé: "Loi changeant le nom d'Adolf Lode Maurits Mangelschots en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin";

Bill 124, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham";

Bill 132, intitulé: "Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Parker Gauthier";

Bill 133, intitulé: "Loi changeant le nom de Howard Roy Crapp en celui de Howard Roy Cropp";

Bill 135, intitulé: "Loi constituant en corporation Les assemblées de Dieu indépendantes et internationales";

Bill 140, intitulé: "Loi déclarant The Montreal Star Company, Limited, et The British American Publishing Company, Limited, propriétaires de certaines

Bill 103, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Yanko Doneff to the practice of the legal profession";

Bill 104, intituled: "An Act respecting La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs";

Bill 108, intituled: "An Act to change the name of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau to that of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger";

Bill 112, intituled: "An Act to incorporate The United Pentecostal Church in the Province of Quebec";

Bill 119, intituled: "An Act to change the name of Joseph Alen Milet to that of Allen Milette";

Bill 120, intituled: "An Act to change the name of Alzberta Makovska to that of Betty Alzberta Makovska Kollar";

Bill 122, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jan Zascinski to the practice of the legal profession in the Province of Quebec";

Bill 123, intituled: "An Act to change the name of Adolf Lode Mauritz Mangelschots to that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin";

Bill 124, intituled: "An Act to incorporate Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham";

Bill 132, intituled: "An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Parker Gauthier";

Bill 133, intituled: "An Act to change the name of Howard Roy Crapp to that of Howard Roy Cropp";

Bill 135, intituled: "An Act to incorporate Independent Assemblies of God International";

Bill 140, intituled: "An Act to declare The Montreal Star Company, Limited, and The British American Publishing Company, Limited, the owners of cer-

ruelles dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal”;

Bill 166, intitulé: “Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Tardi à l'exercice de la profession d'avocat”.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 5, intitulé: “Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires”, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré, à la suite de l'article 1, comme article 2:

“2. L'article 32 de ladite loi, remplacé par l'article 11 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 56, est modifié en ajoutant l'aliéna suivant:

“A la demande de la majorité absolue du conseil d'une municipalité intéressée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'application de la présente loi dans cette municipalité:

a) toute maison dont le loyer légalement en vigueur à une date qu'il fixe, excède un montant indiqué; ou

b) toute maison louée à une personne autre que celle qui en était le locataire à une date indiquée ou son héritier.”

2. Les articles 2, 3 et 4 deviennent respectivement articles 3, 4 et 5.

3. L'article 5, qui devient article 6, est modifié en remplaçant, dans la 2e ligne, le chiffre:

“3”

par le chiffre:

“4”.

4. Les articles 6 et 7 deviennent respectivement articles 7 et 8.

tain lanes in the St. Lawrence Ward of the city of Montreal”;

Bill 166, intituled: “An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Paul Tardi to the practice of the legal profession”.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 5, intituled: “An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners,” with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The following section is inserted, after section 1, as section 2:

“2. Section 32 of the said act, replaced by section 11 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 56, is amended by adding the following:

“At the request of the absolute majority of the council of an interested municipality, the Lieutenant-Governor-in-Council may withdraw from the application of this act in such municipality:

a) any house of which the rental legally in force at a date which it fixes exceeds a specified amount; or

b) any house leased to a person other than the person who was the lessee thereof at a specified date or his heir.”

2. Sections 2, 3 and 4 become respectively sections 3, 4 and 5.

3. Section 5, which becomes section 6, is amended by replacing in the second line, the figure;

“3”

by the figure;

“4”.

4. Sections 6 and 7 become respectively sections 7 and 8.

5. L'article 8, qui devient article 9, est remplacé par le suivant:

"9. L'article 1 et les articles 3 à 8 de la présente loi ont effet à compter du 1er décembre 1963."

6. L'article 9 devient article 10.

5. Section 8, which becomes section 9, is replaced by the following:

"9. Section 1 and sections 3 to 8 of this act shall have effect from 1st December 1963."

6. Section 9 becomes section 10.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 5, intitulé: "Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 5, intitled: "An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 127, intitulé: "Loi changeant le nom de Harold Rosenberg en celui de Harold Rosenberg Ross", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, aux 5e, 6e et 7e lignes du cinquième alinéa, les mots suivants:

"dans les registres de l'état civil tenus pour la cité de Montréal";

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 127, intitled: "An Act to change the name of Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg Ross," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The preamble is amended by striking out, in the 6th and 7th lines of the fifth paragraph, the following words: "in the register of civil status kept for the city of Montreal;"

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 127, intitulé: "Loi changeant le nom de Harold Rosenberg

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to bill No. 127, intitled: "An Act to change the name of

en celui de Harold Rosenberg Ross", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 8, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 30 est remplacé par le suivant:

"30. Ladite loi est modifiée en remplaçant, dans la version française, le mot "directeur" par le mot "administrateur" et les expressions "bureau de direction", "bureau principal" et "fondé de procuration" par les expressions "conseil d'administration", "siège social" et "fondé de pouvoir" respectivement."

2. L'article 31 est remplacé par le suivant:

"31. Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document relatif à une compagnie à laquelle s'applique la première, la deuxième ou la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le mot "directeur" dans la version française, désigne un administrateur et les expressions "bureau de direction", "bureau principal" et "fondé de procuration" y désignent le conseil d'administration, le siège social et un fondé de pouvoir respectivement."

Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg Ross," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 8, intituled: "An Act to amend the Quebec Companies Act," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 30 is replaced by the following:

"30. The said act is amended by replacing, in the French version, the word "directeur" by the word "administrateur" and the expressions "bureau de direction", "bureau principal" and "fondé de procuration" by the expressions "conseil d'administration", "siège social" and "fondé de pouvoir" respectively."

2. Section 31 is replaced by the following:

"31. In every act or proclamation, order in council, contract or document relating to a company to which Part I, Part II or Part III of the Quebec Companies Act applies, the word "directeur" in the French version means "administrateur" and the expressions "bureau de direction", "bureau principal" and "fondé de procuration" mean "conseil d'administration", "siège social" and "fondé de pouvoir" respectively."

Aussi le bill 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est biffé, et la formule du décret qui le suit est modifiée en biffant, au début, les mots:

"À ces causes",

2. Le chapitre 58A (Loi du ministère de l'éducation) est modifié en y ajoutant le préambule suivant:

"Attendu que tout enfant a le droit de bénéficier d'un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa personnalité;

"Attendu que les parents ont le droit de choisir les institutions qui, selon leur conviction, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants;

"Attendu que les personnes et les groupes ont le droit de créer des institutions d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins;

"Attendu qu'il importe d'instituer, suivant ces principes, un ministère de l'éducation dont les pouvoirs soient en relation avec les attributions reconnues à un conseil supérieur de l'éducation, à ses comités catholique et protestant ainsi qu'à ses commissions;"

3. L'article 5 du chapitre 58A (Loi du ministère de l'éducation) est modifié en y ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

"Toutefois, le pouvoir d'expropriation stipulé à l'alinéa précédent ne s'applique pas à des terrains ou immeubles et bâtiments appartenant à des institutions indépendantes et ser-

Also bill 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The preamble is struck out, and the enacting clause is amended by striking out, the word:

"Therefore",

at the beginning.

2. Chapter 58A (Department of Education Act) is amended by adding thereto the following preamble:

"Whereas every child is entitled to the advantage of a system of education conducive to the full development of his personality;

"Whereas parents have the right to choose the institutions which, according to their convictions, ensure the greatest respect for the rights of their children;

"Whereas persons and groups are entitled to establish autonomous educational institutions and, subject to the requirements of the common welfare, to avail themselves of the administrative and financial means necessary for the pursuit of their ends;

"Whereas it is expedient to establish, in accordance with these principles, a department of education with powers commensurate with the functions vested in a superior council of education, its Catholic and Protestant committees and its boards;"

3. Section 5 of chapter 58A (Department of Education Act) is amended by adding thereto at the end the following paragraph:

"Nevertheless the power of expropriation provided in the preceding paragraph shall not apply to lands or immoveables and buildings belonging to independent institutions and used

...vant à l'enseignement au degré secondaire ou au degré universitaire."

4. Le chapitre 58B (Loi du conseil supérieur de l'éducation) est modifié en y ajoutant le préambule suivant:

"Attendu que tout enfant a le droit de bénéficier d'un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa personnalité;

"Attendu que les parents ont le droit de choisir les institutions qui, selon leur conviction, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants;

"Attendu que les personnes et les groupes ont le droit de créer des institutions d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins;

"Attendu qu'il importe d'instituer, suivant ces principes, pour collaborer avec le ministre de l'éducation, un Conseil supérieur de l'éducation, auquel seront adjoints un comité catholique, un comité protestant et des commissions chargées de faire à ce Conseil des suggestions relativement à divers secteurs de l'enseignement;"

5. L'article 14 du chapitre 58B (Loi du Conseil supérieur de l'éducation) est modifié en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

"4° transmettre au ministre de l'éducation, à sa demande, une copie conforme de tout document en leur possession."

6. L'article 19 du chapitre 58B (Loi du conseil supérieur de l'éducation) est remplacé par le suivant:

"19. Les sous-ministres associés sont d'office membres adjoints du comité catholique ou protestant, selon le cas.

Ils n'ont pas droit de vote."

for instruction at the secondary level or the university level."

4. Chapter 58B (Superior Council of Education Act) is amended by adding thereto the following preamble:

"Whereas every child is entitled to the advantage of a system of education conducive to the full development of his personality;

"Whereas parents have the right to choose the institutions which, according to their convictions, ensure the greatest respect for the rights of their children;

"Whereas persons and groups are entitled to establish autonomous educational institutions and, subject to the requirements of the common welfare, to avail themselves of the administrative and financial means necessary for the pursuit of their ends;

"Whereas it is expedient to establish, in accordance with these principles, to collaborate with the Minister of Education, a Superior Council of Education with which shall be associated a Catholic committee, a Protestant committee, and boards to make suggestions to such Council respecting various branches of education;"

5. Section 14 of chapter 58B (Superior Council of Education Act) is amended by replacing paragraph 4 by the following:

"4. forward to the Minister of Education, at his request, a true copy of any document in their possession."

6. Section 19 of chapter 58B (Superior Council of Education Act) is replaced by the following:

"19. The associate deputy ministers shall be *ex officio* associate members of the Catholic or Protestant committee, as the case may be.

They shall not have the right to vote."

7. L'article 24 du chapitre 58B (Loi du conseil supérieur de l'éducation) est modifié en remplaçant le deuxième alinéa (à la page 9) par le suivant:

"Chacune d'elles est composée de neuf à quinze membres, incluant le président."

7. Section 24 of chapter 58B (Superior Council of Education Act) is amended by replacing the second paragraph (on page 9) by the following:

"Each shall consist of nine to fifteen members, including the chairman."

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 8, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 8, intituled: "An Act to amend the Quebec Companies Act," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et lesdits amendements sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 118, intitulé: "Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de dame Aurélie Normand".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 118, intituled: "An Act to validate the sale of an immoveable of the estate of Dame Aurélie Normand."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 125, intitulé: "Loi modifiant la charte des Recluses Missionnaires de Jésus-Marie".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 125, intituled: "An Act to amend the charter of the Recluses Missionnaires de Jésus-Marie."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Stand-

bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 164, intitulé: "Loi concernant la succession d'Origène Gobeille".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 182, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Dominicaines du Rosaire".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 193, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 194, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Royal Trust Company".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Question par M. Bernatchez:

1. Au cours des années 1962 et 1963, le gouvernement de la province a-t-il exécuté des travaux sur la route reliant Sainte-Croix à Laurier-Station, comté de Lotbinière?

2. Dans l'affirmative:

- a) qui a exécuté les dits travaux;
- b) quel est le déboursé total à ce sujet;

ing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 164, intituled: "An Act respecting the estate of Origène Gobeille."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 182, intituled: "An Act to incorporate Les Dominicaines du Rosaire."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 193, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Association for the Blind."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 194, intituled: "An Act to amend the charter of The Royal Trust Company."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

Question by Mr. Bernatchez:

1. In 1962 and 1963, did the government of the province carry out any work on the road linking Sainte-Croix and Laurier Station, Lotbinière county?

2. If so:

- a) who carried out the work;
- b) what is the total amount spent in this respect;

c) des soumissions ont-elles été demandées;

d) quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de chaque soumission;

e) quelle est la longueur du chemin amélioré?

c) were tenders called for;

d) what are the names of those who submitted tenders and the amount of each tender;

e) what is the length of the improved road?

Réponse par M. Pinard:

1. Oui.

2. a) b) e)

Le 28 septembre 1962, le ministère de la Voirie a négocié un contrat au montant de \$46,162.37 avec Boisvert & Gagnon, de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, pour l'amélioration d'une section de 0.66 mille de la route reliant Sainte-Croix à Laurier-Station, comté de Lotbinière. Le montant de l'estimé de l'ingénieur du ministère de la Voirie, pour ces travaux, était de \$46,852.45.

Coût des travaux.....	\$46,008.18
Montant payé.....	45,004.73
Retenue.....	1,003.45

Des économies ayant par la suite été réalisées sur d'autres contrats, et la température s'y prêtant, le ministère de la Voirie en a profité pour faire exécuter d'autres travaux d'amélioration sur cette même route, sur une longueur de 0.34 mille et, le 13 novembre 1962, un contrat au montant de \$19,023.00 était négocié avec Boisvert & Gagnon, de Sainte-Croix, comté de Lotbinière. Le montant de l'estimé de l'ingénieur du ministère de la Voirie, pour ces travaux, était de \$19,213.00.

Coût des travaux.....	\$18,915.51
Montant payé.....	18,540.69
Retenue.....	374.82

Le 23 août 1963, le ministère de la Voirie a négocié un contrat au montant de \$48,303.94 avec les entrepreneurs Louis Mercier & Fils, de Dosquet, comté de Lotbinière, pour l'amélioration d'une longueur de 1.21 mille de la route reliant

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes.

2. a) b) e)

On September 28th, 1962, the Department of Roads made a contract in the amount of \$46,162.37 with Boisvert & Gagnon, of Sainte-Croix, Lotbinière county, for the improvement of one section of 0.66 of a mile of the road linking Sainte-Croix and Laurier-Station, Lotbinière county. The amount of the estimate made by the Department of Roads engineer for this work was \$46,852.45.

Cost of work.....	\$46,008.18
Amount paid.....	45,004.73
Withheld.....	1,003.45

Savings having been made later on other contracts, and the weather being favourable, the Department of Roads took advantage of this to have other improvement work done on this same road, over a length of 0.34 of a mile, and on November 13th, 1962, a contract in the amount of \$19,023.00 was made with Boisvert and Gagnon, of Sainte-Croix, Lotbinière county. The amount of the estimate made by the Department of Roads engineer for this work was \$19,213.00.

Cost of work.....	\$18,915.51
Amount paid.....	18,540.69
Withheld.....	374.82

On August 23rd, 1963, the Department of Roads made a contract in the amount of \$48,303.94 with Louis Mercier & Fils, contractors, of Dosquet, Lotbinière county, to improve a length of 1.21 mile of the road linking Sainte-

Sainte-Croix — Laurier-Station — Dosquet. Le montant de l'estimé de l'ingénieur du ministère de la Voirie, pour ces travaux, était de \$48,810.90.

Coût des travaux.....	\$50,211.00
Montant payé.....	45,189.90
Retenue.....	5,021.00

c) et d)

Aucun appel de soumissions publiques ne fut fait, puisqu'il s'agissait, dans chaque cas, de contrats négociés pour des montants inférieurs à \$50,000.00.

Croix—Laurier Station—Dosquet. The amount of the estimate made by the Department of Roads engineer for this work was \$48,810.90.

Cost of work.....	\$50,211.00
Amount paid.....	45,189.90
Withheld.....	5,021.00

c) and d)

No call was made for public tenders as in each case it was a matter of making contracts for amounts less than \$50,000.00.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Bernatchez:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses ministres ou officiers et toute personne, société ou corporation, ainsi que copie de tout rapport d'enquête, affidavit, etc., concernant M. Alonzo Demers, garde-chasse, de Saint-Patrice de Beaurivage.

M. Bertrand (Terrebonne) déclare:

Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a reçu une lettre confidentielle, en date du 17 octobre 1963, à l'effet que Alonzo Demers, garde-chasse, de Saint-Patrice de Beaurivage, commettait des infractions aux lois relatives à la chasse et à la pêche. Cette plainte était basée sur des ouï-dire.

Une enquête sérieuse a été faite par un inspecteur du ministère qui a conclu que les accusations portées contre Alonzo Demers n'étaient absolument pas fondées.

Il n'est pas dans l'intérêt public et contraire aux règlements de l'Assemblée législative de produire des rapports que les fonctionnaires et les employés adres-

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Bernatchez:

That there be laid before the House:

A copy of all correspondence exchanged between the government of the province or any of its Ministers or officials, and any person, firm or corporation, as well as all reports of inquiries, affidavits, etc., respecting Mr. Alonzo Demers, gamewarden, of Saint-Patrice de Beaurivage.

Mr. Bertrand (Terrebonne) declared:

The Department of Tourism, Fish and Game received a confidential letter dated October 17th, 1963, to the effect that Alonzo Demers, gamewarden, of Saint-Patrice de Beaurivage, was committing certain infractions of the laws respecting hunting and fishing. This complaint was based on hearsay.

A thorough investigation was made by an inspector of the Department who concluded that the accusations made against Alonzo Demers were completely without foundation.

It would be injurious to the public interest and contrary to the Rules of the Legislative Assembly to produce reports submitted by the officials and employees

sent à leurs chefs administratifs (règlements de l'Assemblée législative, article 690, paragraphe 2).

La séance est suspendue jusqu'à huit heures ce soir.

Après quelques instants et du consentement unanime des membres présents la chambre reprend sa séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix millions huit cent quatre-vingt-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'enseignement spécialisé et formation professionnelle, y compris subventions (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles professionnelles privées (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article:

to their administrative superiors (Paragraph 2 of Article 690 of the Rules of the Legislative Assembly).

The sitting was suspended until eight o'clock, P.M.

After some time the House, with unanimous consent, resumed its sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten million eight hundred ninety-six thousand dollars, necessary to defray the item, "Specialized teaching schools and professional training, including grants (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty-eight thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Private professional schools (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million three hundred twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Independent insti-

"Institutions indépendantes: subventions spéciales (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement des beaux-arts et de l'architecture, y compris subventions (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions sept cent quarante-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval: subvention (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval: subvention à la Faculté d'arpentage et de génie forestier (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval: subvention à la Faculté de commerce (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval: subvention à l'École de Commerce de Chicoutimi (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

tutions: special grants (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred fifty-five thousand dollars necessary to defray the item, "Teaching of fine arts and architecture, including grants (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million seven hundred forty-eight thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Laval University: grant (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Laval University: grant to the Surveying and Forestry Faculty (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Laval University: grant to Faculty of Commerce (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fourteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Laval University: grant to School of Commerce of Chicoutimi (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete

somme de onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval: subvention à l'École de Sciences Domestiques (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal: subvention (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal: subvention à l'École des Hautes Études Commerciales (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent soixante-dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal: subvention à l'École Polytechnique (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

13. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal: subvention à l'École d'Optométrie (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

14. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions quatre cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université McGill: subven-

the sum of eleven thousand dollars, necessary to defray the item, "Laval University: grant to School of Home Economics (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million nine hundred eighty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "University of Montreal: grant (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred forty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "University of Montreal: grant to School of Higher Commercial Studies (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million one hundred seventy-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "University of Montreal: grant to Polytechnic School (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

13. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of forty-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "University of Montreal: grant to School of Optometry (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

14. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million four hundred forty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "McGill University: grant (Youth)," of the budget for the

tion (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

15. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université McGill: subvention à l'École Normale Macdonald College, Sainte-Anne-de-Bellevue (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

16. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Sherbrooke: subvention (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

17. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Bishop: subvention (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

fiscal year ending 31st March, 1965.

15. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred sixty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "McGill University: grant to MacDonald College Normal School, Sainte-Anne-de-Bellevue (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

16. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million two hundred ninety-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Sherbrooke University: grant (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

17. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred fifty-three thousand dollars, necessary to defray the item, "Bishop's University: grant (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions. The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, as its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
28 FÉVRIER 1964.***Dix heures et demie du matin.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De Jewish Convalescent Centre, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jewish Convalescent Hospital;

De l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Des Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

De la Société d'agriculture du comté de Roberval, division B, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Coiteux (Duplessis) ait la permission de présenter le bill no 126, intitulé: "Loi refondant la charte de les "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

**FRIDAY,
FEBRUARY 28th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the eighth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec, praying for an Act to amend its charter;

Of Jewish Convalescent Centre, praying for an Act changing its name into that of Jewish Convalescent Hospital;

Of l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval, praying for an Act to amend its charter;

Of des Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres, praying for an Act to amend their charter;

Of la Société d'agriculture du comté de Roberval, division B, praying for an Act to amend its charter.

Ordered, That Mr. Coiteux (Duplessis) have leave to bring in bill No. 126, intituled: "An Act to consolidate the charter of the "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Boudreau ait la permission de présenter le bill no 136, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Collard ait la permission de présenter le bill no 154, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 178, intitulé: "Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en celui de Jewish Convalescent Hospital".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Harvey ait la permission de présenter le bill no 184, intitulé: "Loi concernant la Société d'agriculture, division B, du comté de Lac-Saint-Jean".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Boudreau have leave to bring in bill No. 136, intituled: "An Act to amend the charter of l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Collard have leave to bring in bill No. 154, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 178, intituled: "An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name to that of Jewish Convalescent Hospital."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Harvey have leave to bring in bill No. 184, intituled: "An Act respecting the County of Lake St. John Agricultural Society, Division B."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

Ordonné que M. Gérin-Lajoie ait la permission de présenter le bill no 22,

On motion of Mr. Gérin-Lajoie,—

Ordered, That Mr. Gérin-Lajoie have leave to bring in bill No. 22, intituled;

intitulé: "Loi concernant certaines subventions à l'Université Laval".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

"An Act respecting certain grants to Laval University."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Arsenault dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport de la Commission des accidents du travail pour la période finissant le 31 décembre 1963.

(Document de la session no 75.)

Mr. Arsenault laid upon the table the following document:

Report of the Quebec Workmen's Compensation Commission for the period ending December 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 75.)

Sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22, intitulé: "Loi concernant certaines subventions à l'Université Laval".

On motion of Mr. Gérin-Lajoie, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a Committee of the Whole to consider a resolution relating to bill 22, intituled: "An Act respecting certain grants to Laval University."

Question par M. Allard:

1. Le gouvernement de la province a-t-il fait exécuter des travaux de construction ou réparation de chemins sur la route Saint-Joseph—Saint-Odilon de Cranbourne, à partir du rang L'Assomption, au cours des années 1962 et 1963?

2. Dans l'affirmative:

a) quel est le coût total des dits travaux;

b) qui a exécuté les dits travaux;

c) si des soumissions publiques ont été demandées, quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant de sa soumission?

Question by Mr. Allard:

1. Did the government of the province have any construction or repair work carried out on the Saint-Joseph—Saint-Odilon de Cranbourne road, starting from L'Assomption range, during the 1962 and 1963 fiscal years?

2. If so:

a) what is the total cost of the said work;

b) who carried out the work;

c) if public tenders were called for, what is the name of each tenderer and the amount of his tender?

Réponse par M. Pinard:

1. Oui, le ministère de la Voirie.

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes, the Department of Roads.

2. a) b) et c) L'estimation de l'ingénieur du ministère de la Voirie, pour l'exécution de ces travaux, était de \$49,213.94 et le contrat fut accordé à M. Patrick Gagné, de Saint-Joseph, comté de Beauce, pour la somme de \$48,272.36.

Aucun appel de soumissions publiques ne fut fait étant donné que l'estimation de l'ingénieur du ministère de la Voirie était inférieur à \$50,000.00.

Le coût total des dits travaux a cependant atteint la somme de \$50,920.40, parce qu'à un certain moment il a été jugé préférable de changer de banc de gravier, ceci suivant les avis des ingénieurs. L'augmentation du coût de ce gravier est justifiée par sa qualité supérieure, et c'est ce qui explique le dépassement de \$2,628.04 du contrat.

2. a) b) and c) The estimate of the Department of Roads engineer for carrying out this work was \$49,213.94, and the contract was given to Mr. Patrick Gagné, of Saint-Joseph, Beauce county, for an amount of \$48,272.36.

No public tenders were called for, as the estimate made by the Department of Roads engineer was less than \$50,000.00.

The total cost of the said work reached the sum of \$50,920.40, because at a certain moment it was considered preferable to change the gravel bank on the advice of the engineers. The increase in price of this gravel was justified by its superior quality, and this explains the amount of \$2,628.04 over the contract price.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état indiquant le salaire annuel, les frais de représentation et la date d'entrée en fonction de chacun des membres et officiers de la Commission de relations ouvrières qui sont mentionnés à la page 10 du rapport du ministre du Travail pour l'année financière terminée le 31 mars 1963.

M. Fortin dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 76.)

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, that there be laid before the House:

A statement giving the annual salary, representation expenses and date of engagement of each one of the members and officials of the Labour Relations Commission mentioned on page 10 of the report of the Minister of Labour for the fiscal year ending March 31st, 1963.

Mr. Fortin laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 76.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses".

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 21, intitled: "An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act."

M. Lafrance propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Bellemare propose, par voie d'amendement, secondé par M. Ducharme:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranscrits et remplacés par les suivants:

Le bill 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses", soit retourné au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à prévoir une allocation de base de \$100.00 par mois à compter du 1er janvier 1964.

Et un débat s'élève.

M. l'orateur, après avoir entendu les arguments du chef de l'opposition, déclare que le règlement et l'interprétation constante qu'en ont faite les orateurs qui l'ont précédé ne lui laissent aucune latitude, et qu'il doit décider que la motion de M. Bellemare est irrégulière parce qu'elle n'est pas accompagnée d'une résolution du lieutenant-gouverneur en recommandant l'objet (article 155 du règlement).

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Binette, Blank, Boulais, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Dallaire, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—43.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Cloutier, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gervais, Guillemette, Johnson,

Mr. Lafrance moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the third time.

Mr. Bellemare moved, in amendment, seconded by Mr. Ducharme:

That the motion under debate be amended, by replacing all the words after "That," therein, by the following:

Bill 21, intituled: "An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act," be referred back to the Committee of the Whole House with instruction to amend it so that it will provide for a basic allowance of \$100.00 per month commencing January 1st, 1964.

And a debate arising thereon.

After having heard the arguments of the Leader of the Opposition, Mr. Speaker declared that the Rules and the constant interpretation thereof by the Speakers who had preceded him, left him no latitude, and that he had to rule that the motion by Mr. Bellemare was irregular because it was not accompanied by a resolution of the Lieutenant-Governor recommending the subject-matter (article 155 of the Rules).

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—21.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue.

Au cours du débat, la chambre, du consentement unanime de ses membres, permet au parrain du bill de prendre la parole; après quelques instants, le chef de l'opposition déclare qu'il retire le consentement qu'il a donné et que l'honorable ministre ne peut ainsi continuer à parler.

M. l'orateur déclare qu'il est d'opinion que le consentement unanime de la chambre, une fois donné, ne peut plus être retiré, et que le ministre qui a maintenant la parole peut continuer son discours.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Binette, Blank, Boulais, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Dallaire, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—43.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Cloutier, Dozois, Ducharme, Elie, Gabias, Gervais, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—21.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue.

La motion principale est adoptée à l'unanimité.

So Mr. Speaker's decision was sustained.

And the debate continuing.

During the debate, the House, with unanimous consent, allowed the sponsor of the bill to take the floor; a few moments later, the Leader of the Opposition said that he was withdrawing the consent that he had given and that the Honourable Minister could therefore no longer continue to speak.

Mr. Speaker declared that he was of opinion that once the unanimous consent of the House had been given, it could not be withdrawn, and that the Minister who had the floor could continue his speech.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So Mr. Speaker's decision was sustained.

And the debate continuing.

The main motion was unanimously adopted.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Sir George Williams: subvention (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent quatre-vingt-deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'éducation populaire, y compris subventions (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-eight thousand dollars, necessary to defray the item "Sir George Williams University: grant (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million eight hundred eighty-two thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Popular education service, including grants (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
2 MARS 1964.***Trois heures de l'après-midi.***Prière.**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 126, intitulé: "Loi refondant la charte de les "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 136, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 154, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 178, intitulé: "Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en celui de Jewish Convalescent Hospital".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 184, intitulé: "Loi

**MONDAY,
MARCH 2nd, 1964.***Three o'clock, P.M.***Prayers.**

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 126, intituled: "An Act to consolidate the charter of the "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 136, intituled: "An Act to amend the charter of l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 154, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 178, intituled: "An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name to that of Jewish Convalescent Hospital."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 184, in-

concernant la Société d'agriculture, division B, du comté de Lac Saint-Jean".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Lafontaine, il est—

Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Une copie de l'ordre en conseil no 2282 en date du 27 décembre 1963.

M. Hamel (Saint-Maurice) dépose sur le bureau de la chambre ledit document.
(*Document de la session no 77.*)

M. Blank propose:

Que le bill 169, intitulé: "Loi concernant les entrepreneurs en réfrigération et climatisation du Québec", présenté au cours de la session de 1962 et de nouveau au cours de la première session de 1963, et qui a été rendu caduc par la prorogation des chambres le 11 juillet 1963, soit considéré comme ayant été présenté au cours de la session actuelle, et que son étude en soit reprise au stade où elle en était rendue en 1963, toutes les procédures alors faites ayant la même valeur que si elles avaient été faites depuis l'ouverture de la présente session.

La motion est adoptée.

M. Meunier propose:

Que le bill 107, intitulé: "Loi concernant les électroniciens de Québec", déposé au cours de la première session de 1963, et qui a été rendu caduc par la prorogation des chambres le 11 juillet

intitulé: "An Act respecting the County of Lake St. John Agricultural Society, Division B."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

On motion of Mr. Lafontaine,—

Resolved, that an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of Order in Council No. 2282, dated December 27th, 1963.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) laid upon the table the said document.
(*Sessional Papers, No. 77.*)

Mr. Blank moved:

That bill 169, intitulé: "An Act respecting the refrigeration and air conditioning contractors of Quebec," presented during the session of 1962 and again during the session of 1963, and which lapsed as a result of the prorogation of the Houses on July 11th, 1963, be considered as having been presented during the present session, and that the consideration thereof be continued from the stage that it had reached in 1963, all the procedures carried out at that time having the same effect as if they had been carried out since the opening of the present session.

The motion was adopted.

Mr. Meunier moved:

That bill 107, intitulé: "An Act respecting electronics of Quebec," presented during the first session of 1963, and which lapsed as a result of the prorogation of the Houses on July 11th,

1963, soit considéré comme ayant été déposé au cours de la session actuelle, et que son étude en soit reprise au stade où elle en était rendue en 1963, toutes les procédures alors faites ayant la même valeur que si elles avaient été faites depuis l'ouverture de la présente session.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 22, intitulé: "Loi concernant certaines subventions à l'Université Laval."

M. Gérin-Lajoie informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Gérin-Lajoie propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'annexe "A" de la Loi du financement des investissements universitaires 1963 (11-12 Elizabeth II, chapitre 19) soit modifiée comme suit, à l'égard de l'Université Laval:

a) en transportant à l'échéance 1963-64, le montant de \$1,500,000. prévu à l'échéance 1964-65 pour la faculté des sciences;

b) en ajoutant \$500,000. au montant prévu à l'échéance 1963-64 pour l'agronomie;

c) en modifiant en conséquence les totaux et le sommaire.

Résolution à rapporter.

1963, be considered as having been presented during the present session, and that the consideration thereof be continued from the stage that it had reached in 1963, all the procedures carried out at that time having the same effect as if they had been carried out since the opening of the present session.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 22, intituled: "An Act respecting certain grants to Laval University."

Mr. Gérin-Lajoie informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Gérin-Lajoie moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That schedule "A" of the University Investments Financing Act 1963 (11-12 Elizabeth II, chapter 19) be amended as follows, with respect to Laval University:

a. by transferring to the 1963-64 maturity the amount of \$1,500,000. provided in the 1964-65 maturity for the Faculty of Sciences;

b. by adding \$500,000. to the amount provided in the 1963-64 maturity for agronomy;

c. by amending the totals and the summary accordingly.

Resolution to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 22 intitulé: "Loi concernant certaines subventions à l'Université Laval".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

M. Pinard dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Ministère de la Voirie, rapport de l'exercice clos le 31 mars 1963.

(Document de la session no 78.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 22, intitled: "An Act respecting certain grants to Laval University."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

Mr. Pinard laid upon the table the following document:

Department of Roads, annual report ending March 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 78.)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred eighty-five thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MARDI,
3 MARS 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Lalonde propose, secondé par M. Crépeau:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi concernant la Commission de transport de Montréal, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Brown propose, secondé par M. Blank:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Montreal Amateur Athletic Association, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Godbout propose, secondé par M. Beaupré:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Philippe Drapeau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Drapeau, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

**TUESDAY,
MARCH 3rd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

On motion of Mr. Lalonde, seconded by Mr. Crépeau:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of the city of Montreal, praying for an Act respecting the Montreal Transportation Commission, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

On motion of Mr. Brown, seconded by Mr. Blank:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of the Montreal Amateur Athletic Association, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

On motion of Mr. Godbout, seconded by Mr. Beaupré:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of Philippe Drapeau and others, praying for an Act concerning the estate of Joseph Drapeau, and that this petition be now presented, read and received.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Crépeau, du comité de la Loi de la contestation des élections provinciales, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Crépeau pour son président et a fixé le quorum à huit membres.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 49.—Loi de la contestation des élections provinciales. Article 7: les paragraphes 2, 3 et 4 sont suspendus; les articles 93 et 94 sont aussi suspendus.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent douze mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musées (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Archives de

Accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Crépeau, from the Committee on the Provincial controverted elections act, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee have chosen Mr. Crépeau as their chairman and have fixed the quorum at eight members.

Your Committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 49.—Provincial controverted elections act. Section 7: Paragraphs 2, 3 and 4 are suspended; Sections 93 and 94 are also suspended.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred twelve thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Museums (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred forty-one thousand dollars, necessary to defray the item, "Provincial Archives (Cultural

la province (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bibliothèque Saint-Sulpice, Montréal (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inventaire des œuvres d'art (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Archéologie (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Astronomie (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Délégation culturelle (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des monuments historiques (affaires culturelles)", du budget de

Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirty-three thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "St. Sulpice Library, Montreal (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-six thousand dollars, to defray the item, "Survey of art treasures (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Archeology (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Astronomy (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Cultural delegation (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred fifty-five thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Historic Monuments Service (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March,

l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conservatoires de musique et d'art dramatique, y compris subventions (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des bibliothèques du Québec, y compris subventions (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Concours artistiques, littéraires et scientifiques (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

13. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musée d'art moderne—Montreal (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

14. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred four thousand dollars, necessary to defray the item, "Conservatories of music and dramatic arts, including grants (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Quebec Library Service, including grants (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Artistic, literary and scientific competitions (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million eight hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

13. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Modern art museum—Montreal (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

14. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous

à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

15. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (affaires culturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il desire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance le chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Godbout propose, secondé par M. Beaupré:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Ville de Beaupré, demandant l'adoption d'une loi lui conférant des pouvoirs spéciaux, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

and unforeseen expenses (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

15. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment (Cultural Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Godbout, seconded by Mr. Beaupré:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of the town of Beaupré, praying for an Act granting it special powers, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly the said petition was presented, read and received.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
4 MARS 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

Sur la motion de M. Laporte, il est—
Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 23 intitulé: "Loi modifiant la Loi permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Courcy, il est—

Ordonné que M. Courcy ait la permission de présenter le bill no 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Lévesque (Montréal-Laurier) dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie du texte de l'entente, encore incomplète, qui est intervenue samedi à Québec au sujet du transfert au gouvernement québécois des juridictions administratives présentement exercées par le gouvernement d'Ottawa sur la population esquimaude du Nouveau-Québec.

(Document de la session no 79.)

**WEDNESDAY,
MARCH 4th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

On motion of Mr. Laporte,—

Ordered, That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 23, intituled: "An Act to amend the Act to Permit Municipal Corporations to Aid One Another in the Fighting of Fire."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Courcy,—

Ordered, That Mr. Courcy have leave to bring in bill No. 24, intituled: "An Act to amend the Act to improve housing conditions."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Lévesque (Montréal-Laurier) laid upon the table the following document:

Copy of the text of the still incomplete agreement which was made on Saturday in Quebec, respecting the transfer to the Quebec government of the administrative jurisdiction which is at present exercised by Ottawa over the Eskimo population of New Quebec.

(Sessional Papers, No. 79.)

Sur la motion de M. Courcy, il est—
Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation".

On motion of Mr. Courcy, it was—
Resolved that, at the next sitting, the House do resolve itself into a Committee of the Whole to consider certain resolutions relating to bill 24, intituled: "An Act to amend the Act to improve housing conditions."

Question par M. Loubier:

1. Quel est le prix total payé par le gouvernement pour l'achat des immeubles de la corporation "La compagnie du St-Louis", soit l'hôtel St-Louis et les immeubles portant les numéros civiques 39, Saint-Louis, 12 et 14, rue Haldimand, et 18 et 20, rue Mont-Carmel?

2. Quel est le nom du notaire instrumentant?

3. Quel est le montant des honoraires payé ou à payer audit notaire?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. \$2,010,000.00.

2. Me Claude Taschereau, notaire.

3. Aucun paiement n'a été effectué; ce paiement sera fait suivant le tarif de la Chambre des notaires, tel qu'approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

Relativement à la construction du Centre Notre-Dame-de-l'Enfant à Sherbrooke:

1. Quels en sont les architectes?

2. Quel est le montant des honoraires déjà payés à ces architectes?

3. Quel est le montant des honoraires qui devront encore leur être payés jusqu'à la fin des travaux?

Réponse par M. Lafrance:

1. 2. 3. Le Centre Notre-Dame-de-l'Enfant qui est présentement en voie de

Question by Mr. Loubier:

1. What is the total cost paid by the government for the purchase of the buildings of the firm of "La Compagnie du St-Louis", or the St. Louis Hotel and the buildings bearing civic numbers 39 St. Louis Street, 12 and 14 Haldimand Hill, and 18 and 20 Mont-Carmel Street?

2. What is the name of the officiating notary?

3. What is the amount of the fees paid or to be paid to the said notary?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. \$2,010,000.00.

2. Mr. Claude Taschereau, N.P.

3. No payment has been made; this payment will be made in accordance with the tariff of fees of the Board of Notaries, as approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

Respecting the construction of the Centre Notre-Dame-de-l'Enfant in Sherbrooke:

1. Who are the architects who prepared the plans?

2. What is the amount of the fees already paid to these architects?

3. What is the amount of the fees that remain to be paid before the work is finished?

Answer by Mr. Lafrance:

1. 2. 3. The Centre Notre-Dame-de-l'Enfant which is at present being built

construction sur la rue Prospect, à Sherbrooke, sera destiné à la réhabilitation des filles arriérées-mentales éducatibles.

Avant le commencement des travaux, des soumissions publiques ont été demandées par la voie des journaux, en date du 26 août 1963. Le ministère des Travaux publics a reçu quatre soumissions, lesquelles ont été ouvertes le 19 septembre 1963, et le contrat a été adjudgé au plus bas soumissionnaire, soit J.-W. Roy, Limitée, 1539, rue White, Sherbrooke, pour un montant de \$1,644,700.00.

L'architecte est monsieur Alphonse Bélanger, et les honoraires qui lui sont versés sont basés suivant le tarif officiel de la Corporation des architectes de la province de Québec. A date, un montant de \$29,953.00 lui a été payé, et une somme de \$59,987.00 devra encore être versée.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

Relativement à la construction du Foyer Saint-Joseph à Sherbrooke:

1. Quels en sont les architectes?
2. Quel est le montant des honoraires déjà payés à ces architectes?
3. Quel est le montant des honoraires qui devront encore leur être payés jusqu'à la fin des travaux?

Réponse par M. Lafrance:

1. 2. 3. Le Foyer Saint-Joseph, à Sherbrooke, est la propriété d'une corporation privée, les Chanoinesses Régulières des Cinq-Plaies de Notre-Sauveur. Cette communauté religieuse est assujettie aux dispositions de la Loi des Évêques catholiques romains.

Le gouvernement n'a rien à voir dans le cas de l'engagement des architectes dont les services sont requis pour des institutions ou des corporations privées.

on Prospect Street in Sherbrooke, will be used for the rehabilitation of mentally retarded educable girls.

Before the work started, public tenders were called for in the newspapers on August 26th, 1963. The Department of Public Works received four bids which were opened on September 19th, 1963, and the contract was awarded to the lowest bidder, J.-W. Roy, Limitée, 1539 White Street, Sherbrooke, for an amount of \$1,644,700.00.

The architect is Mr. Alphonse Bélanger, and the fees paid to him are based on the tariff of fees of the Corporation of Architects of the Province of Quebec. An amount of \$29,953.00 has been paid to him to date, and an amount of \$59,987.00 remains to be paid.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

Respecting the construction of the Foyer Saint-Joseph in Sherbrooke:

1. Who are the architects who prepared the plans?
2. What is the amount of the fees already paid to these architects?
3. What is the amount of the fees that remain to be paid before the work is finished?

Answer by Mr. Lafrance:

1. 2. 3. The Foyer Saint-Joseph is the property of a private corporation, Les Chanoinesses Régulières des Cinq-Plaies de Notre-Sauveur. This religious community is subject to the provisions of the Roman Catholic Bishops Act.

The government has nothing to do with the engaging of architects whose services are required by private institutions or corporations.

Question par M. Raymond:

1. Quel montant le ministère de la Voirie a-t-il dépensé dans chacune des municipalités suivantes du comté de Berthier au cours de l'année 1963, sauf pour l'entretien ordinaire des chemins à la charge dudit ministère et des chemins d'hiver:

- a) Saint-Michel des Saints;
- b) Saint-Zénon;
- c) Saint-Damien;
- d) Saint-Charles de Mandeville;
- e) Saint-Gabriel de Brandon village;
- f) Saint-Gabriel de Brandon paroisse;
- g) Saint-Edmond;
- h) Saint-Norbert;
- i) Saint-Cuthbert;
- j) Saint-Viateur;
- k) Saint-Barthélemy;
- l) Ile du Pas;
- m) Ile Saint-Ignace;
- n) Lanoraie village;
- o) Lanoraie paroisse;
- p) Lavaltrie village;
- q) Lavaltrie paroisse;
- r) Berthier paroisse;
- s) Berthierville?

Question by Mr. Raymond:

1. What amount did the Department of Roads spent in the following municipalities in Berthier county in 1963, apart from the ordinary upkeep of roads for which the said Department is responsible, and winter roads:

- a) Saint-Michel des Saints;
- b) Saint-Zénon;
- c) Saint-Damien;
- d) Saint-Charles de Mandeville;
- e) Saint-Gabriel de Brandon village;
- f) Saint-Gabriel de Brandon parish;
- g) Saint-Edmond;
- h) Saint-Norbert;
- i) Saint-Cuthbert;
- j) Saint-Viateur;
- k) Saint-Barthélemy;
- l) Ile du Pas;
- m) Ile Saint-Ignace;
- n) Lanoraie village;
- o) Lanoraie parish;
- p) Lavaltrie village;
- q) Lavaltrie parish;
- r) Berthier parish;
- s) Berthierville?

Réponse par M. Pinard:**Answer by Mr. Pinard:**

1. a) Saint-Michel des Saints.....	\$ 11,021.42
b) Saint-Zénon.....	120,016.30
c) Saint-Damien.....	15,451.41
d) Saint-Charles de Mandeville.....	99.30
e) St-Gabriel de Brandon, village.....	35,435.88
f) St-Gabriel de Brandon, paroisse-parish.....	20,332.08
g) Saint-Edmond.....	aucun-none
h) Saint-Norbert.....	859.35
i) Saint-Cuthbert.....	11,246.97
j) Saint-Viateur.....	aucun-none
k) Saint-Barthélemy.....	7,350.66
l) Ile du Pas.....	25,678.81
m) Ile Saint-Ignace.....	9,364.82
n) Lanoraie, village.....	aucun-none
o) Lanoraie, paroisse-parish.....	8,478.45
p) Lavaltrie, village.....	14,232.31
q) Lavaltrie, paroisse-parish.....	aucun-none
r) Berthier, paroisse.....	37,760.39
s) Berthierville.....	13,700.33

Question par M. Élie:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il fait exécuter des travaux de construction ou de réparation de chemins dans le comté d'Yamaska au cours de l'année 1963?

2. Dans l'affirmative:

a) quel montant a été dépensé dans chaque municipalité;

b) quel montant a été dépensé dans chaque rang;

c) quel est le nom de chaque contre-maître?

Réponse par M. Pinard:

1. Oui.

2. a, b et c:

Question by Mr. Élie:

1. Did the Department of Roads have any building or repair work done on the roads in Yamaska county in 1963?

2. If so:

a) what was the amount spent in each municipality;

b) what was the amount spent on each range;

c) what is the name of each foreman?

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes.

2. a, b and c:

<i>Municipalité</i>	<i>Chemin ou rang</i>	<i>Montant dépensé</i>	<i>Nom du contre-maître</i>
<i>Municipality</i>	<i>Road or Range</i>	<i>Amount spent</i>	<i>Name of the Foreman</i>
Pierreville, village	Rue Rousseau	\$ 5,422.08	Hylas Martel
Saint-Antoine de la Baie, paroisse-parish	Pays Brûlé	6,296.94	Marcel Bibeau
Saint-David, paroisse-parish	Rang-Range 11	2,117.16	Marcel Bibeau
Saint-François, paroisse-parish	Route No 3	19,125.79	Hylas Martel
Saint-Gérard, paroisse-parish	Saint-Antoine	2,223.51	Roméo Descheneaux
Saint-Guillaume, paroisse-parish	Saint-Méthode	11,133.85	Georges Desjarlais
Saint-Michel, paroisse-parish	Haut de la Rivière	8,241.01	Léonard Léveillé
Saint-Pie, paroisse-parish	Rang-Range XIII	644.15	Marcel Bibeau
Saint-Pie, paroisse-parish	Saint-Henri	10,610.68	Donatien Verronneau
Saint-Thomas de Pierreville, paroisse-parish	Petit-Bois	1,751.25	Marcel Bibeau

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Russell:

Vu les difficultés financières et la faillite d'un grand nombre de coopératives agricoles, le gouvernement a-t-il l'intention d'instituer une enquête publique et impartiale sur les causes du marasme financier des coopératives agricoles ainsi que sur le financement de ces dernières ?

Sur la motion de M. Russell, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ladite question est alors retirée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Russell:

1. Les nouveaux règlements relatifs au paiement du lait et de la crème édictés par l'arrêté en conseil no 15 du 3 janvier 1964:

a) rendent-ils obligatoire le paiement total en argent du prix convenu ou annoncé;

b) permettent-ils aux fabriques de faire des déductions pour le paiement des actions;

c) permettent-ils aux fabriques de retenir certains montants du prix de vente, sous forme de rentes, sans le consentement des cultivateurs ou des producteurs et sans donner de garantie de remboursement subséquent ?

Sur la motion de M. Russell, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ladite question est alors retirée.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération l'examen des amendements que le Conseil

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Russell:

In view of the financial difficulties and failure of a great number of cooperative agricultural associations, does the government intend to establish an impartial public inquiry into the causes of the bad financial state of the cooperative agricultural associations as well as on the financing of them ?

On motion of Mr. Russell, it was—
Ordered, that the order be discharged.

The said question was accordingly withdrawn.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Russell:

1. Do the new regulations respecting payment for milk and cream enacted by Order in Council No. 15 of January 3rd, 1964:

a) make it compulsory for the agreed or advertised price to be paid in cash;

b) allow the factories to make deductions for the payment of shares;

c) allow the factories to withhold certain amounts of the selling price, in the form of revenue, without the consent of the farmers or producers and without giving a guarantee of subsequent reimbursement ?

On motion of Mr. Russell, it was—
Ordered, that the order be discharged.

The said question was accordingly withdrawn.

The House, according to Order, proceeded to take into further consideration the amendments made by the Legisla-

législatif a apportés au bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

Le paragraphe 7 des amendements du Conseil législatif est agréé, mais en remplaçant dans la version française, le mot: "incluant", par les mots: "y compris".

Le paragraphe 6 des amendements du Conseil législatif étant mis à l'étude; M. Lesage propose "que la chambre ne peut accepter ledit paragraphe parce qu'en enlevant au sous-ministre de l'éducation le droit d'assister aux séances des comités catholique et protestant à titre de membre adjoint sans droit de vote, il ferait obstacle à la coordination que l'on veut établir pour le progrès de l'éducation."

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Oulmet, Parent, Pinard, Roy, Théberge, Vaillancourt.—52.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—27.

La motion est ainsi adoptée.

Le paragraphe 5 des amendements du Conseil législatif étant mis à l'étude, M. Lesage propose:

Que la chambre ne peut accepter ledit paragraphe parce que celui-ci ferait dis-

tative Council to bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

Paragraph 7 of the amendments made by the Legislative Council was agreed to, but by replacing, in the French version, the word: "incluant", by the words: "y compris".

Paragraph 6 of the amendments made by the Legislative Council being considered, Mr. Lesage moved "that the House cannot accept the said paragraph because the taking away from the Deputy Minister of Education of the right to attend the meetings of the Catholic and Protestant committees as an *ex officio* associate member without the right to vote, would create an obstacle to the coordination that it is desired to establish for the progress of education.

And the Question being put on the motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative. The motion was accordingly adopted.

Paragraph 5 of the amendments made by the Legislative Council being considered, Mr. Lesage moved:

That the House disagrees to the said paragraph because it would cause the

paraître un texte qui n'est, en somme, que la reproduction d'une disposition existante de la Loi de l'instruction publique (art. 33, par. 3), laquelle disposition est indispensable pour la conservation des archives et la bonne administration du ministère.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Roy, Théberge, Vaillancourt.—52.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—27.

La motion est ainsi adoptée.

Et le paragraphe 4 des amendements du Conseil législatif étant mis aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Caron, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortier, Fournier, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Théberge, Vaillancourt.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

removal of a text which is only the reproduction of an existing provision of the Education Act (sec. 33, para. 3), which provision is indispensable for the preservation of the archives and the proper administration of the Department.

And the Question being put on the motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative.
The motion was accordingly adopted.

And the Question being put on paragraph 4 of the amendments by the Legislative Council, and the names being called for, they were taken down as follows:

Le paragraphe 4 est ainsi agréé.

Paragraph 4 was accordingly agreed to.

Et le paragraphe 3 des amendements du Conseil législatif étant mis aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

And the Question being put on paragraph 3 of the amendments by the Legislative Council, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Caron, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortier, Fournier, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Théberge, Vaillancourt.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

Le paragraphe 3 est ainsi agréé.

Paragraph 3 was accordingly agreed to.

Et le paragraphe 2 des amendements du Conseil législatif étant mis aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

And the Question being put on paragraph 2 of the amendments by the Legislative Council, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Caron, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortier, Fournier, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Théberge, Vaillancourt.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

Le paragraphe 2 est ainsi agréé.

Paragraph 2 was accordingly agreed to.

Et le paragraphe 1 des amendements du Conseil législatif étant mis aux voix,

And the Question being put on paragraph 1 of the amendments by the

et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Legislative Council, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Caron, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortier, Fournier, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Thériault, Vaillancourt.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

Le paragraphe 1 est ainsi agréé.

Paragraph 1 was accordingly agreed to.

M. Lesage propose:

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée agréée les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", sous les réserves suivantes:

1° Elle ne peut accepter le paragraphe 5 de ces amendements parce que celui-ci ferait disparaître un texte qui n'est en somme que la reproduction d'une disposition existante de la Loi de l'instruction publique (art. 33, par. 3), laquelle disposition est indispensable pour la conservation des archives et la bonne administration du ministère.

2° Elle ne peut accepter le paragraphe 6 de ces amendements parce qu'en enlevant au sous-ministre de l'éducation le droit d'assister aux séances des comités catholique et protestant à titre de membre adjoint sans droit de vote, il ferait obstacle à la coordination que l'on veut établir pour le progrès de l'éducation.

Mr. Lesage moved:

That a message be sent to the Legislative Council to acquaint them that the Assembly hath agreed to the amendments made by the Legislative Council to bill 60, intitled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," with the following reservations:

1. They cannot accept paragraph 5 of these amendments because it would have the effect of doing away with a text which is only the reproduction of an existing provision of the Education Act (sec. 33, para. 3), which provision is indispensable for the preservation of the archives and the proper administration of the Department.

2. They cannot accept paragraph 6 of these amendments because the taking away from the Deputy Minister of Education of the right to attend the meetings of the Catholic and Protestant committees as an *ex officio* associate member without the right to vote, would create an obstacle to the coordination that it is desired to establish for the progress of education.

3° Elle agréé le paragraphe 7 mais en remplaçant, dans la version française, le mot: "incluant", par les mots: "y compris".

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise, et l'adopte.

Ordonné que le greffier reporte ce message au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements avec des réserves.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions sept cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'aide aux étudiants, y compris bourses et subventions (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions diverses (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-huit mille

3. They agree to paragraph 7 but by replacing, in the French version, the word: "incluant", by the words: "y compris".

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

Ordered, That the Clerk do carry this message to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members that this House hath agreed to their amendments but with reservations.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine million seven hundred forty thousand dollars, necessary to defray the item, "Students aid service, including scholarships and grants (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous grants (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred eighty-eight thou-

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions additionnelles en vertu de 8-9 Eliz. II, c. 19, et amendements (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arbitrage (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission royale d'enquête sur l'enseignement (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission d'enquête sur la commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier, la commission des écoles catholiques de Verdun, et les commissaires d'écoles de la municipalité d'Alma (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (jeunesse)",

sand dollars, necessary to defray the item, "Additional grants (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Arbitration (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Royal Commission of Inquiry on Education (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Commission of inquiry into the Catholic School Commission of the city of Jacques-Cartier, the Catholic School Commission of Verdun and the School Commissioners for the municipality of Alma (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Youth)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight million dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment (Youth)," of the budget for the fiscal

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
5 MARS 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De la cité de Chomedey, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 172.—Loi constituant en corporation Congregation Zichron Kedoshim;

Bill 109.—Loi concernant The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;

Bill 194.—Loi modifiant la charte de The Royal Trust Company;

Bill 106.—Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul Ouimet;

Bill 183.—Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Bédard.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 183, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Bédard", soit changé en celui de: "Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy

**THURSDAY,
MARCH 5th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the ninth report of the said Committee as follows:

Your committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following case:

Of the city of Chomedey, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the fourth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 172.—An Act to incorporate Congregation Zichron Kedoshim;

Bill 109.—An Act respecting The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;

Bill 194.—An Act to amend the charter of The Royal Trust Company;

Bill 106.—An Act to change the name of Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul Ouimet;

Bill 183.—An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Bédard;

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill 183, intituled: "An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Bédard," be changed to that of: "An Act to change the name of Guy Lamontagne

Lamontagne Bédard".

Et, sans amendement, les bills suivants:

Bill 145.—Loi concernant l'acquisition de certains lots par La Commission scolaire catholique de Loretteville;

Bill 150.—Loi supprimant une prohibition partielle d'aliéner une propriété, située à Boucherville, de La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal;

Bill 180.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jacques Laurin à l'exercice de la profession d'avocat;

Bill 190.—Loi changeant le nom de Duncan Strachan Taylor en celui de Duncan Strachan Peachey.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 172, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Zichron Kedoshim", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 109, intitulé: "Loi concernant The Quebec Association of Seventh-Day Adventists", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a

to that of Jean-Guy Lamontagne Bédard."

And, without amendment, the following bills:

Bill 145.—An Act respecting the acquisition of certain lots by the Catholic School Commission of Loretteville;

Bill 150.—An Act to suppress a partial prohibition to alienate a property at Boucherville belonging to La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal;

Bill 180.—An Act to authorize the Bar of the Province of Québec to admit Jacques Laurin to the practice of the legal profession;

Bill 190.—An Act to change the name of Duncan Strachan Taylor to that of Duncan Strachan Peachey.

The report was adopted.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 172, intituled: "An Act to incorporate Congregation Zichron Kedoshim," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 109, intituled: "An Act respecting The Quebec Association of Seventh-Day Adventists," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed

examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 194, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Royal Trust Company", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 106, intitulé: "Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul Ouimet", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 183, intitulé: "Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Lamontagne Bédard", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du

him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 194, intituled: "An Act to amend the charter of The Royal Trust Company," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 106, intituled: "An Act to change the name of Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul Ouimet," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 183, intituled: "An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Lamontagne Bédard," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the

comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 145, intitulé: "Loi concernant l'acquisition de certains lots par La Commission scolaire catholique de Loretteville", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 150, intitulé: "Loi supprimant une prohibition partielle d'aliéner une propriété, située à Boucherville, de La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 180, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de

bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 145, intituled: "An Act respecting the acquisition of certain lots by the Catholic School Commission of Loretteville," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 150, intituled: "An Act to suppress a partial prohibition to alienate a property at Boucherville belonging to La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 180, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jacques

Québec à admettre Jacques Laurin à l'exercice de la profession d'avocat", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 190, intitulé: "Loi changeant le nom de Duncan Strachan Taylor en celui de Duncan Strachan Peachey", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Cliche dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport du ministre des terres et forêts de la province de Québec pour l'exercice 1962-1963.

(Document de la session no 80.)

Ordonné que M. Lavoie (Laval) ait la permission de présenter le bill no 115, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Laurin to the practice of the legal profession," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 190, intituled: "An Act to change the name of Duncan Strachan Taylor to that of Duncan Strachan Peachey," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Cliche laid upon the table the following document:

Department of Lands and Forests, report for the fiscal year 1962-1963.

(Sessional Papers, No. 80.)

Ordered That Mr. Lavoie (Laval) have leave to bring in bill No. 115, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Chomedey."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a rapporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses";

Bill 22, intitulé: "Loi concernant certaines subventions à l'Université Laval".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 13, intitulé: "Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux";

Bill 19, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Office du crédit agricole du Québec".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a rapporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié au 4e alinéa en remplaçant, dans la 2e ligne, les mots:

"présente loi"

par ce qui suit:

"de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 71"

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 21, intituled: "An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act";

Bill 22, intituled: "An Act respecting certain grants to Laval University."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 13, intituled: "An Act respecting sanitary food and the health of animals";

Bill 19, intituled: "An Act to amend the Act respecting the Quebec Farm Credit Bureau."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 100, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Montreal," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 4 is amended in the 4th paragraph by replacing, in the 2nd line, the words:

"this act"

by the following:

"the act 12-13 Elizabeth II, chapter 71"

2. L'article 12 est modifié dans le sous-article 638, aux 2e et 3e lignes, en remplaçant les mots:

"depuis le 5 juin 1950"
par ce qui suit:

"à compter du 1er mai 1964"

3. L'article 15 est modifié en remplaçant, au premier alinéa du sous-article 955a, les deux dernières lignes par ce qui suit:

"d'utiliser les murs, les piliers et la toiture de toute structure qui s'y trouve."

2. Section 12 is amended, in the 3rd line of subsection 638, by replacing the words:

"and after the fifth of June 1950"
by the following:

"May first 1964"

3. Section 15 is amended by adding, at the end of the 1st paragraph of subsection 955a, the words:

"of any structure thereon."

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 100, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Montreal," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

La séance en comité est suspendue.

The sitting in committee was suspended.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Pierre Gelly, Huissier de la verge noire, M. l'orateur

A message was received from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province by Pierre Gelly Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod,

et les députés de la chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 3 Loi modifiant la Loi de l'adoption;
- 4 Loi concernant la pension des membres de l'Assemblée législative;
- 5 Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;
- 8 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec;
- 10 Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- 13 Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux;
- 15 Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités;
- 17 Loi abrogeant la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer;
- 19 Loi modifiant la Loi de l'Office du crédit agricole du Québec;
- 21 Loi modifiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses;
- 22 Loi concernant certaines subventions à l'Université Laval;
- 100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;
- 102 Loi changeant le nom de Martin Frederick Juister en celui de Martin Frederick Juster;
- 103 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yanko Doneff à l'exercice de la profession d'avocat;
- 104 Loi concernant La corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs;

requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the Honourable the Lieutenant-Governor, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

- 3 An Act to amend the Adoption Act;
- 4 An Act respecting the pensions of members of the Legislative Assembly;
- 5 An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners;
- 8 An Act to amend the Quebec Companies Act;
- 10 An Act to amend the Mortmain Act;
- 13 An Act respecting sanitary food and the health of animals;
- 15 An Act to amend the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities;
- 17 An Act to repeal the Railway Subsidy Repayment Act;
- 19 An Act to amend the Act respecting the Quebec Farm Credit Bureau;
- 21 An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act;
- 22 An Act respecting certain grants to Laval University;
- 100 An Act to amend the charter of the city of Montreal;
- 102 An Act to change the name of Martin Frederick Juister to that of Martin Frederick Juster;
- 103 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Yanko Doneff to the practice of the legal profession;
- 104 An Act respecting La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs;

- | | |
|---|--|
| <p>108 Loi changeant le nom de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau en celui de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger;</p> <p>112 Loi constituant en corporation The United Pentecostal Church in the Province of Quebec;</p> <p>119 Loi changeant le nom de Joseph Alen Milet en celui de Allen Millette;</p> <p>120 Loi changeant le nom d'Alzbeta Makovska en celui de Betty Makovska Kollar;</p> <p>122 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jan Zascinski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;</p> <p>123 Loi changeant le nom d'Adolf Lode Maurits Mangelschots en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin;</p> <p>124 Loi constituant en corporation Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham;</p> <p>127 Loi changeant le nom de Harold Rosenberg en celui de Harold Rosenberg Ross;</p> <p>132 Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Parker Gauthier;</p> <p>133 Loi changeant le nom de Howard Roy Crapp en celui de Howard Roy Cropp;</p> <p>135 Loi constituant en corporation Les assemblées de Dieu indépendantes et internationales;</p> <p>140 Loi déclarant The Montreal Star Company, Limited, et The British American Publishing Company, Limited, propriétaires de certaines ruelles dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal;</p> <p>166 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Tardi à l'exercice de la profession d'avocat.</p> | <p>108 An Act to change the name of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau to that of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger;</p> <p>112 An Act to incorporate The United Pentecostal Church in the Province of Quebec;</p> <p>119 An Act to change the name of Joseph Alen Milet to that of Allen Millette;</p> <p>120 An Act to change the name of Alzbeta Makovska to that of Betty Makovska Kollar;</p> <p>122 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jan Zascinski to the practice of the legal profession in the Province of Quebec;</p> <p>123 An Act to change the name of Adolf Lode Maurits Mangelschots to that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin;</p> <p>124 An Act to incorporate Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham;</p> <p>127 An Act to change the name of Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg Ross;</p> <p>132 An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Parker Gauthier;</p> <p>133 An Act to change the name of Howard Roy Crapp to that of Howard Roy Cropp;</p> <p>135 An Act to incorporate Independent Assemblies of God International;</p> <p>140 An Act to declare The Montreal Star Company, Limited, and The British American Publishing Company, Limited, the owners of certain lanes in the St. Lawrence Ward of the City of Montreal;</p> <p>166 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Paul Tardi to the practice of the legal profession.</p> |
|---|--|

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

Au retour des députés:

Le comité reprend sa séance.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'instruction publique (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des examens officiels (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent soixante-trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection des écoles (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

The members being returned:

The Committee resumed its sitting.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million one hundred ninety-four thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item "Council of Education (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred forty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Official Examinations Branch (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred sixty-three thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "School inspection (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions quatre cent quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article : "Écoles normales (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation familiale, y compris subventions (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles dans les territoires non organisés (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cours de perfectionnement et autres cours (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Revue pédagogique (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Radio et télévision scolaires (instruction publique)", du budget de

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million four hundred eighty-three thousand dollars, necessary to defray the item, "Normal schools (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred sixty-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Family education, including grants (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred ninety-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Schools in unorganized centres (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred ninety thousand dollars, necessary to defray the item, "Post-graduate and other courses (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred eighty-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Educational reviews (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "School radio and television (Education)," of the budget for the fiscal year ending

l'année financière se terminant le 31 mars 1965. 31st March, 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
6 MARS 1964.**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville de Gagnon et les commissions scolaires catholique et protestante de Gagnon, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

De la corporation municipale de la ville de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville de Pointe-Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Parent ait la permission de présenter le bill no 128, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Ordonné que M. Parent ait la permission de présenter le bill no 151, intitulé: "Loi concernant la ville de Pointe-Gatineau".

**FRIDAY,
MARCH 6th, 1964.**

Ten thirty o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the tenth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of the city of Hull, praying for an Act to amend its charter;

Of the town of Gagnon and The Catholic and Protestant School Commissions of Gagnon, praying for an Act to amend their charter;

Of the municipal corporation of the town of Gatineau, praying for an Act to amend its charter;

Of the town of Pointe-Gatineau, praying for an Act to amend its charter.

Ordered, That Mr. Parent have leave to bring in bill No. 128, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Hull."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

Ordered, That Mr. Parent have leave to bring in bill No. 151, intituled: "An Act respecting the town of Pointe-Gatineau."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Ordonné que M. Parent ait la permission de présenter le bill no 165, intitulé: "Loi concernant la ville de Gatineau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Ordonné que M. Coiteux (Duplessis) ait la permission de présenter le bill no 144, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Gagnon".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 115, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

Ordered, That Mr. Parent have leave to bring in bill No. 165, intituled: "An Act respecting the town of Gatineau."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

Ordered, That Mr. Coiteux have leave to bring in bill No. 144, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Gagnon."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 115, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Chomedey."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now

chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions quatre-vingt-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million eighty-five thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to:

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
9 MARS 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Lalonde propose:

Que MM. Dionne et Lalonde remplacent MM. Lacroix et Turpin comme membres du comité des comptes publics.

La motion est adoptée.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

Relativement à la construction du Pavillon Saint-Georges à Sherbrooke:

1. Quels montants ont été dépensés pour cette construction depuis le 5 juillet 1960?

2. Quels montants devront encore être dépensés pour terminer les travaux?

3. A quel usage l'édifice est-il destiné?

4. Quels en sont les architectes?

5. Quel est le montant des honoraires payés à chacun de ces architectes depuis le 5 juillet 1960?

6. Quel est le montant des honoraires qui devront encore leur être payés jusqu'à la fin des travaux?

Réponse par M. Couturier:

1. Antérieurement au 1er avril 1963, voir *Comptes publics* 1961, page 416, *Comptes publics* 1962, page 499 et *Comptes publics* 1963, page 507. Depuis le 1er avril 1963 à date, \$189,881.35.

2. L'estimation est de \$16,000,000.00.

3. Centre médical et Faculté de médecine de l'université de Sherbrooke.

**MONDAY,
MARCH 9th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Lalonde moved:

That Messrs. Lacroix and Turpin be replaced by Messrs. Dionne and Lalonde as Members of the Committee on Public Accounts.

The motion was adopted.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

Respecting the building of the Pavilion Saint-Georges in Sherbrooke:

1. What amounts have been spent on this building since July 5th, 1960?

2. What amounts still need to be spent to complete the work?

3. To what use will the building be put?

4. Who are the architects who designed the building?

5. What amount has been paid to each one of these architects in fees since July 5th, 1960?

6. What is the amount of the fees that remain to be paid before the work is finished?

Answer by Mr. Couturier:

1. Prior to April 1st, 1963, see *Public Accounts* 1961, page 416, *Public Accounts* 1962, page 499, and *Public Accounts* 1963, page 507. From April 1st, 1963, to date, \$189,881.35.

2. The estimate amounts to \$16,000,000.00.

3. Medical Centre and Faculty of Medicine at Sherbrooke University.

4. Le bureau d'architectes Audet, J.-P., & Bélanger, A.

5. Antérieurement au 1er avril 1962, les honoraires au bureau d'architectes Audet & Bélanger furent payés directement par la Corporation du Pavillon Saint-Georges, Inc., à même les sommes versées par le gouvernement de la province à cette institution. Voir *Comptes publics* 1963, page 507, quant aux honoraires payés au cours de l'exercice financier 1962-63.

6. Le gouvernement n'a actuellement en mains aucun compte d'honoraires. Les honoraires payés aux architectes sont basés d'après le tarif officiel établi par la Corporation des architectes de la province de Québec.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

Relativement à la construction d'une école normale pour garçons à Sherbrooke, y compris les résidences pour étudiants:

1. Quels en sont les architectes?

2. Quel est le montant des honoraires déjà payés à ces architectes?

3. Quel est le montant des honoraires qui devront encore leur être payés jusqu'à la fin des travaux?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

1. M. Denis Tremblay.

2. Antérieurement au 1er avril 1963, voir *Comptes publics* 1963, page 400. Du 1er avril 1963 à date, \$45,355.84.

3. Le montant des honoraires qui devront être payés à l'architecte Denis Tremblay, jusqu'à la fin des travaux, sera basé suivant le tarif officiel établi par la Corporation des architectes de la province de Québec.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

Relativement à la construction de l'école de métiers de Magog:

4. The firm of architects of Audet, J.-P., & Bélanger, A.

5. Prior to April 1st, 1962, the fees paid to the firm of architects of Audet & Bélanger were paid directly by the Corporation du Pavillon Saint-Georges, Inc., out of the sums given to this institution by the province. See *Public Accounts* 1963, page 507, respecting fees paid during the 1962-63 fiscal year.

6. At the present time the government does not have any account for fees in hand. The fees paid to the architects are based on the tariff of fees of the Corporation of Architects of the Province of Quebec.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

Respecting the erection of a normal school for boys in Sherbrooke, including the students' residences:

1. Who are the architects who prepared the plans?

2. What is the amount of the fees already paid to these architects?

3. What is the amount of the fees that remain to be paid before the work is finished?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

1. Mr. Denis Tremblay.

2. Prior to April 1st, 1963, see *Public Accounts* 1963, page 400. From April 1st, 1963, to date, \$45,355.84.

3. The amount of the fees which will be paid to Mr. Denis Tremblay, Architect, until the work is completed, will be based on the tariff of fees of the Corporation of Architects of the Province of Quebec.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

Respecting the construction of the trades school in Magog:

1. Quels en sont les architectes ?

2. Quel est le montant des honoraires déjà payés à ces architectes ?

3. Quel est le montant des honoraires qui devront encore leur être payés jusqu'à la fin des travaux ?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

1. Bélanger & Tardif.

2. Antérieurement au 1er avril 1963, voir *Comptes publics* 1963, page 398. Du 1er avril 1963 à date, \$742.09.

3. Aucun.

Question par M. Raymond:

1. La Régie des Alcools du Québec a-t-elle ouvert un magasin pour la vente de boissons alcooliques à Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, dans le cours des derniers douze mois ?

2. Dans l'affirmative:

a) la régie est-elle propriétaire du magasin;

b) sinon, qui est le propriétaire de l'édifice;

c) quel est le prix du loyer;

d) quelle est la durée du bail ?

3. Y a-t-il eu des examens pour le choix des employés ?

4. Dans l'affirmative:

a) combien de candidats se sont présentés aux examens;

b) quels sont leurs nom, prénoms et adresse ainsi que le pourcentage de votes obtenus par chaque candidat;

c) quels sont les nom, prénoms et adresse ainsi que le salaire des personnes qui ont été engagées ?

Réponse par M. Hamel (Saint-Maurice):

1. Oui.

2. a) Non;

b) Gérard Bacon;

c) \$400.00 par mois;

d) 10 ans et 7 mois;

3. Oui.

4. a) 17;

1. Who are the architects who prepared the plans ?

2. What is the amount of the fees already paid to these architects ?

3. What is the amount of the fees that remain to be paid before the work is finished ?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

1. Bélanger & Tardif.

2. Prior to April 1st, 1963, see *Public Accounts* 1963, page 398. From April 1st, 1963, to date, \$742.09.

3. Nil.

Question by Mr. Raymond:

1. Did the Quebec Liquor Board open a store for the sale of alcoholic liquors in Saint-Gabriel de Brandon, Berthier county, in the last twelve months ?

2. If so:

a) does the Board own the store;

b) if not, who is the proprietor of the building;

c) what is the cost of the rent;

d) what is the term of the lease ?

3. Were examinations held to select the employees ?

4. If so:

a) how many candidates sat for the examinations;

b) what are their name, Christian names and address and what percentage was obtained by each candidate;

c) what are the name, Christian names, address and salaries of the persons who were engaged ?

Answer by Mr. Hamel (Saint-Maurice):

1. Yes.

2. a) No;

b) Gérard Bacon;

c) \$400.00 per month;

d) 10 years and 7 months;

3. Yes.

4. a) 17;

b) il est contraire à l'intérêt public de publier les résultats obtenus par les candidats aux examens du Service civil;

c) Trudeau, Raymond, 23, rue McLaren, Saint-Gabriel de Brandon, gérant, \$3,600.00

Granger, Gaston, 190, rue Delanaudière, Saint-Gabriel de Brandon, caissier, \$3,000.00

Granger Amédée, 66, rue Sainte-Anne, Saint-Gabriel de Brandon, commis-vendeur, \$2,600.00

ces personnes s'étant qualifiées au concours no 63-574 de la Commission du service civil.

Question par M. Lizotte:

1. Relativement à la construction d'un pont sur la rivière Nord-Est, à Saint-Cyrille, comté de L'Islet:

a) à quelle date ont commencé les travaux;

b) des soumissions publiques ont-elles été demandées;

c) si oui, quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de chaque soumission;

d) qui a obtenu le contrat et pour quel montant;

e) le coût des approches est-il compris;

f) sinon, quel en est le coût;

g) y a-t-il eu des extra et dans l'affirmative pour quel montant;

h) quand les travaux ont-ils été terminés?

Réponse par M. Lesage:

1. a) janvier 1963;

b) oui, par le ministère des Travaux publics;

c) J.-P.-A. Normand, Inc. \$42,601.45

Laurin Caron 46,195.70

Z. Cloutier & Fils,

Ltée 49,924.37

Raymond Caron 50,800.00

J.-Alph. Ratté & Fils,

Ltée 54,678.72

b) it would be injurious to the public interest to publish the results obtained by candidates for Civil Service examinations;

c) Trudeau, Raymond, 23 McLaren St., Saint-Gabriel de Brandon, Manager, \$3,600.00

Granger, Gaston, 190 Delanaudière St., Saint-Gabriel de Brandon, Cashier, \$3,000.00

Granger, Amédée, 66 Sainte-Anne St., Saint-Gabriel de Brandon, Sales Clerk, \$2,600.00

these persons having qualified in Competition No. 63-574 of the Civil Service Commission.

Question by Mr. Lizotte:

1. Respecting the construction of a bridge over the river Nord-Est, at Saint-Cyrille, L'Islet county:

a) on what date was the work begun;

b) were public tenders called for;

c) if so, what are the names of the tenderers and the amount of each tender;

d) to whom was the contract awarded and for what amount;

e) is the cost of the approaches included;

f) if not, how much will they cost;

g) were there any extras, and if so, for how much;

h) when was the work finished?

Answer by Mr. Lesage:

1. a) January, 1963;

b) yes, by the Department of Public Works;

c) J.-P. A. Normand, Inc. \$42,601.45

Laurin Caron 46,195.70

Z. Cloutier & Fils,

Ltée 49,924.37

Raymond Caron 50,800.00

J.-Alph. Ratté & Fils,

Ltée 54,678.72

d) l'estimation de l'ingénieur du ministère des Travaux publics était de \$51,509.72; et le contrat pour l'exécution des travaux fut accordé au plus bas soumissionnaire, J.-P.-A. Normand, Inc., pour la somme de \$42,601.45;

e) non, il s'agit de travaux de voirie;

f) l'estimation de l'ingénieur du ministère de la Voirie, pour les travaux d'approches, s'élevait à \$20,031.90 et le contrat fut accordé pour la somme de \$19,258.13;

g) aucun dans le cas des travaux d'approches; en ce qui concerne la construction du pont, \$2,448.00 pour le chauffage du béton en temps froid et \$1,888.25 pour excavation et remblai additionnels;

h) la construction du pont fut terminée en septembre 1963 et les travaux d'approches le 24 octobre 1963.

d) the estimate made by the Department of Public Works engineer was \$51,509.72, and the contract for the work was awarded to the lowest bidder, J.-P.-A. Normand, Inc., for the amount of \$42,601.45;

e) no, as this concerned the road work;

f) the estimate for the approaches made by the Department of Roads engineer amounted to \$20,031.90, and the contract was awarded for the amount of \$19,258.13;

g) none in the case of the approaches; in the case of the bridge itself, \$2,448.00 to heat the concrete in cold weather, and \$1,888.25 for additional excavation and filling;

h) the construction of the bridge was finished in September, 1963, and the approaches on October 24th, 1963.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et un millions cent trente-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien des routes, y compris subventions (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of sixty-one million one hundred thirty-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Maintenance of roads, including grants (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the

somme de quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

sum of four hundred twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities for injured persons or their dependents and medical care (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

MARDI, 10 MARS 1964.

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

Relativement aux divers pavillons de l'université de Sherbrooke construits ou commencés depuis le 5 juillet 1960 à l'aide des subventions du gouvernement:

1. Quels en sont les architectes?
2. Quel est le montant des honoraires déjà payés à chacun de ces architectes?
3. Quel est le montant des honoraires qui devront encore leur être payés jusqu'à la fin des travaux?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

1. 2. 3. Le gouvernement l'ignore, ces immeubles étant la propriété de l'université de Sherbrooke.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

Relativement à la construction d'une école normale pour filles à Sherbrooke:

1. Quels en sont les architectes?
2. Quel est le montant des honoraires déjà payés à ces architectes?
3. Quel est le montant des honoraires qui devront encore leur être payés jusqu'à la fin des travaux?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

1. 2. 3. Le gouvernement l'ignore, cet immeuble étant la propriété de la Corporation de l'École normale de Sherbrooke.

Question par M. Lizotte:

1. Est-ce qu'en vertu de la loi les hôpitaux sont tenus de fournir au ministère de la Santé un inventaire annuel?

TUESDAY, MARCH 10th, 1964.

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

Respecting the various pavilions built or begun since July 5th, 1960, at Sherbrooke University, with the help of government grants:

1. Who are the architects who designed them?
2. What is the amount of the fees already paid to these architects?
3. What is the amount of the fees that remain to be paid before the work is finished?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

1. 2. 3. The government does not know, these immoveables being the property of Sherbrooke University.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

Respecting the erection of a normal school for girls in Sherbrooke:

1. Who are the architects who prepared the plans?
2. What is the amount of the fees already paid to these architects?
3. What is the amount of the fees that remain to be paid before the work is finished?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

1. 2. 3. The government does not know, this immovable being the property of the Corporation de l'École normale de Sherbrooke.

Question by Mr. Lizotte:

1. Does the law require the hospitals to give an annual report of their inventories to the Department of Health?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms des personnes, sociétés ou corporations qui exécutent ce travail ?

3. Quel est le montant payé ou des honoraires versés à ces personnes, sociétés ou corporations au cours des années 1962 et 1963 ?

4. Des soumissions ont-elles été demandées et si oui, quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant de la soumission dans chaque cas ?

Réponse par M. Couturier:

1. 2. 3. 4. Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Raymond:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresse de chacune des personnes du comté de Berthier à qui des octrois ont été payés pour amélioration de fermes, à l'aide de tracteurs au cours de l'année 1963 ?

2. Combien d'heures ont été octroyées à chacune de ces personnes ?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 81.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Allard:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de construction ou de réparation de chemins dans les villes, villages et paroisses du comté de Beauce au cours de l'année 1963, sauf pour l'entretien ordinaire des

2. If so, what are the names of the persons, firms or corporations who carry out this work ?

3. What is the amount paid or the fees paid to these persons, firms or corporations in 1962 and 1963 ?

4. Were tenders called for and if so, what is the name of each tenderer and the amount of the tender in each case ?

Answer by Mr. Couturier:

1. 2. 3. 4. No.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Raymond:

1. What are the names, Christian names and addresses of the persons in Berthier county who were given grants for farm improvement work with the help of tractors in 1963 ?

2. How many hours were allocated to each one of these persons ?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 81.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Allard:

1. Did the Department of Roads carry out, or have carried out, any building or repair work on the roads in the towns, villages and parishes in Beauce county in 1963, apart from the ordinary upkeep of roads for which the

chemins à la charge dudit ministère et des chemins d'hiver ?

2. Dans l'affirmative, quel est, pour chaque ville, village et paroisse, le genre de travaux ?

3. Qui a exécuté lesdits travaux et quel est le coût de chacun d'eux ?

4. Si des soumissions publiques ont été demandées, quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant de la soumission ?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Pinard dépose sur le bureau de la chambre ledit document.
(*Document de la session no 82.*)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

said Department is responsible, and winter roads ?

2. If so, what kind of work was carried out in each town, village and parish ?

3. Who carried out the said work and what was the cost in each case ?

4. If public tenders were called for, what is the name of each tenderer and the amount of the tender ?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Pinard laid upon the table the said document.
(*Sessional Papers, No. 82.*)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
11 MARS 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Laporte dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport de la Commission d'étude du système administratif de la cité de Québec.

(Document de la session no 83.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et réfection de routes et autres immeubles (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Route transcanadienne (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

**WEDNESDAY,
MARCH 11th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Laporte laid upon the table the following document:

Report by the Commission on the Study of the Administrative System of the city of Quebec.

(Sessional Papers, No. 83.)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred million dollars, necessary to defray the item, "Construction and reconstruction of roads and other immoveables (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty million dollars, necessary to defray the item, "Trans-Canada highway (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

11 mars 1964.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il accepte l'amendement apporté par l'Assemblée législative à l'amendement proposé par le Conseil législatif à l'article 24 du chapitre 58b (Loi du Conseil supérieur de l'éducation) et n'insiste pas sur les amendements qu'il a proposés aux articles 14 et 19 du chapitre 58b (Loi du Conseil supérieur de l'éducation) tout en amendant de nouveau ledit article 14 et remplaçant de nouveau ledit article 19 du bill n° 60 intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

Ordonné,—Que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette chambre que le Conseil législatif:

1. accepte l'amendement apporté par l'Assemblée législative à l'amendement proposé par le Conseil législatif à l'article 24 du chapitre 58b (Loi du

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL

11th March 1964.

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that the Legislative Council do agree to the amendment made by the Legislative Assembly to the amendment proposed by the Legislative Council to section 24 of chapter 58b (Superior Council of Education Act) and does not insist on the amendments which it proposed to sections 14 and 19 of chapter 58b (Superior Council of Education Act) but again amends the said section 14 and again replaces the said section 19 of Bill No. 60 intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

Ordered,—That the Clerk do go down to the Legislative Assembly and acquaint that House that the Legislative Council:

1. accepts the amendment made by the Legislative Assembly to the amendment proposed by the Legislative Council to section 24 of chapter 58b (Superior

Conseil supérieur de l'éducation) du bill 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", en remplaçant, dans la version française, le mot: "incluant", par les mots: "y compris";

2. n'insiste pas sur les amendements qu'il a proposés aux articles 14 et 19 du chapitre 58b (Loi du Conseil supérieur de l'éducation) du bill 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", mais amende de nouveau ledit article 14 et remplace de nouveau ledit article 19:

a) l'article 14 du chapitre 58b est amendé en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Conserver le registre des délibérations, leur correspondance et tous les documents en leur possession, dans les locaux mis à leur disposition."

b) l'article 19 du chapitre 58b est remplacé par le suivant:

"19. Le sous-ministre de l'éducation peut assister à toute séance de chacun des comités catholique et protestant sur invitation de son président ou à la demande du ministre.

Les sous-ministres associés sont d'office membres adjoints du comité catholique et protestant, selon le cas.

Ni le sous-ministre ni les sous-ministres associés n'ont le droit de vote."

Council of Education Act) of Bill 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education": by replacing in the French version the word: "incluant", by the words: "y compris";

2. does not insist on the amendments which it proposed to sections 14 and 19 of chapter 58b (Superior Council of Education Act) of Bill 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," but again amends the said section 14 and again replaces the said section 19:

a) section 14 of chapter 58b is amended by replacing paragraph 4 by the following:

"4. Keep the record of proceedings, their correspondence, and all documents in their possession, in the premises placed at their disposal."

b) section 19 of chapter 58b is replaced by the following:

"19. The deputy-minister of Education may attend any meeting of either the Catholic or the Protestant committees upon the invitation of its Chairman or at the request of the Minister.

The associate deputy-ministers shall be ex officio associate members of the Catholic or Protestant committee, as the case may be.

Neither the deputy-minister nor the associate deputy-ministers shall have the right to vote."

La chambre prend en considération les nouveaux amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation", et lesdits amendements

The House proceeded to take into consideration the new amendments made by the Legislative Council to bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education," and

sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
12 MARS 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la ville de Pointe du Moulin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville de Drummondville-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 128.—Loi modifiant la charte de la cité de Hull;

Bill 144.—Loi modifiant la charte de la ville de Gagnon;

Bill 165.—Loi concernant la ville de Gatineau;

**THURSDAY,
MARCH 12th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the eleventh report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of the town of Windmill Point, praying for an Act to amend its charter;

Of the city of Verdun, praying for an Act to amend its charter;

Of the city of Lachine, praying for an Act to amend its charter;

Of the town of Greenfield Park, praying for an Act to amend its charter;

Of the town of Drummondville-Sud, praying for an Act to amend its charter;

Of the city of Quebec, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the fifth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 128.—An Act to amend the charter of the city of Hull;

Bill 144.—An Act to amend the charter of the town of Gagnon;

Bill 165.—An Act respecting the town of Gatineau;

Bill 151.—Loi concernant la ville de Pointe-Gatineau.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 128, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 151, intitulé: "Loi concernant la ville de Pointe-Gatineau", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 165, intitulé: "Loi concernant la ville de Gatineau", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Bill 151.—An Act respecting the town of Pointe-Gatineau.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 128, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Hull," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 151, intituled: "An Act respecting the town of Pointe-Gatineau," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 165, intituled: "An Act respecting the town of Gatineau," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 144, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Gagnon", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Ordonné que M. Morissette ait la permission de présenter le bill no 117, intitulé: "Loi concernant la ville de Drummondville-Sud".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Beaupré ait la permission de présenter le bill no 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. O'Reilly ait la permission de présenter le bill no 159, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Baillargeon ait la permission de présenter le bill no 167,

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 144, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Gagnon," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Ordered, That Mr. Morissette have leave to bring in bill No. 117, intituled: "An Act respecting the town of Drummondville-South."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Beaupré have leave to bring in bill No. 147, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Quebec."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. O'Reilly have leave to bring in bill No. 159, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Lachine."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Baillargeon have leave to bring in bill No. 167, intituled:

intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. O'Reilly ait la permission de présenter le bill no 170, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. O'Reilly ait la permission de présenter le bill no 171, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de la Pointe du Moulin".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

"An Act to amend the charter of the town of Greenfield Park."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. O'Reilly have leave to bring in bill No. 170, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. O'Reilly have leave to bring in bill No. 171, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Windmill Point."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné que M. Lesage ait la permission de présenter le bill no 25, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That Mr. Lesage have leave to bring in bill No. 25, intituled: "An Act to amend the Pension Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question par M. Bernatchez:

1. Un pont a-t-il été construit sur la petite décharge, en arrière du moulin Price, à Saint-Joseph d'Alma, depuis 1960?

2. Qui a exécuté les travaux?

3. Quel a été le coût total de ce pont?

Question by Mr. Bernatchez:

1. Has a bridge been built over the little outlet behind the Price mill in Saint-Joseph d'Alma, since 1960?

2. Who carried out the work?

3. What was the total cost of this bridge?

4. Des soumissions publiques ont-elles été demandées et, dans l'affirmative, quels sont les soumissionnaires et le montant de chaque soumission ?

5. Les travaux sont-ils terminés et, si non, pour quelle raison ont-ils été suspendus ?

6. Le conseil municipal a-t-il été consulté et a-t-il recommandé la construction de ce pont ?

4. Were public tenders called for, and if so, who submitted tenders and what was the amount of each tender ?

5. Has the work been finished and if not, why has the work been suspended ?

6. Was the municipal council consulted and did it recommend the construction of this bridge ?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Ce pont est présentement en construction.

2. L'estimation de l'ingénieur du ministère des Travaux publics, pour l'exécution de ces travaux, était de \$474,782.84 et à la suite d'un appel de soumissions publiques, le contrat fut accordé au plus bas soumissionnaire, L.-O. Trottier & Fils, Ltée, pour la somme de \$337,027.28.

3. Les travaux ne sont pas encore terminés.

4. Oui.

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. This bridge is under construction at present.

2. The estimate made by the Department of Public Works engineer for carrying out this work amounted to \$474,782.84, and following a call for public tenders, the contract was awarded to the lowest bidder, L.-O. Trottier & Fils, Ltée, for the amount of \$337,027.28.

3. The work has not yet been completed.

4. Yes.

L.-O. Trottier & Fils, Ltée.....	\$337,027.28
Lemieux & Renaldy, Ltée.....	495,824.00
Janin Construction, Ltée.....	526,201.18
Arbec Construction, Inc.....	530,321.20
McNamara Quebec, Ltd.....	550,625.55
Dufresne Engineering, Co. Ltd.....	653,334.66
Royalmount Construction, Ltd.....	691,981.84
Fraser Brace Engineering, Co. Ltd.....	777,047.72

5. Non, l'entrepreneur a suspendu ses travaux pour fins de réorganisation et les poursuit présentement.

6. Oui, ce pont est construit à la demande du Conseil municipal.

5. No, the contractor suspended the work in order to carry out a reorganization of the firm which is being done at present.

6. Yes, this bridge is being built at the request of the municipal council.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

1. Un pont a-t-il été construit dans les limites de la municipalité de Saint-Adrien de Ham, comté de Wolfe, depuis juillet 1960 ?

2. Pour quel ministère ce pont a-t-il été construit ?

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. Has a bridge been built within the limits of the municipality of Saint-Adrien de Ham, Wolfe county, since July 1960 ?

2. For what Department was this bridge built ?

3. Les travaux ont-ils été exécutés après demande de soumissions publiques, par contrat négocié sans soumissions publiques ou à la journée:

a) dans le premier cas, quel a été l'entrepreneur;

b) dans le second cas, avec qui le contrat a-t-il été négocié;

c) si les travaux ont été faits à la journée, quel en était le contremaître?

4. Quel a été le coût total de ce pont?

5. Quelles en sont les dimensions?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Oui, le pont n° 4, sur la rivière Nicolet, branche Est, rangs III-IV, lots 10A-10.

2. Le ministère des Travaux publics.

3. a) b) et c) Ce pont a été construit à la journée par le ministère des Travaux publics, et le contremaître fut M. Florian Bernard.

4. L'estimation de l'ingénieur du ministère des Travaux publics pour l'exécution des travaux de construction de ce pont était de \$12,500.00, et le coût total fut de \$11,234.04.

5. Longueur: 23 pieds;

Largeur: 35 pieds.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste contenant les noms et adresses des personnes nommées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 1er mars 1962 au 1er mars 1964, pour agir comme président des conseils d'arbitrage pour entendre et décider des différends entre les corporations municipales et leurs employés, suivant la Loi 13 Georges VI, chap. 26 et ses amendements, avec en regard de chaque nom le total des montants reçus en rémunération et dépenses

3. Was the work carried out following a call for public tenders, or by contract without public tenders or by the day:

a) in the first case, who was the contractor;

b) in the second case, to whom was the contract awarded;

c) if the work was done by the day, who was the foreman?

4. What was the total cost of this bridge?

5. What are its dimensions?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. Yes, bridge No. 4, on the Nicolet river, East branch, Ranges III-IV, lots 10A-10.

2. The Department of Public Works.

3. a) b) and c) This bridge was built by the day by the Department of Public Works, and the foreman was Mr. Florian Bernard.

4. The estimate made by the Department of Public Works engineer for carrying out this construction work amounted to \$12,500.00, and the total cost amounted to \$11,234.04.

5. Length: 23 feet;

Width: 35 feet.

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That there be laid before the House:

A list giving the names and addresses of the persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council, from March 1st, 1962, to March 1st, 1964, to act as presidents of the arbitration boards to hear and decide upon disputes between the municipal corporations and their employees, under the Act 13 George VI, chapter 26 and its amendments, showing opposite each name, the amounts received as remuneration, and covering

de voyage ainsi que le nom de la Corporation municipale concernée.

M. Fortin dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 84.)

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 109, intitulé: "Loi concernant The Quebec Association of Seventh-Day Adventists";

Bill 150, intitulé: "Loi supprimant une prohibition partielle d'aliéner une propriété, située à Boucherville, de La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal";

Bill 180, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jacques Laurin à l'exercice de la profession d'avocat";

Bill 183, intitulé: "Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Lamontagne Bédard";

Bill 190, intitulé: "Loi changeant le nom de Duncan Strachan Taylor en celui de Duncan Strachan Peachey".

travelling expenses, as well as the name of the municipal corporation concerned.

Mr. Fortin laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 84.)

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 109, intituled: "An Act respecting The Quebec Association of Seventh-Day Adventists";

Bill 150, intituled: "An Act to suppress a partial prohibition to alienate a property at Boucherville belonging to La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal";

Bill 180, intituled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jacques Laurin to the practice of the legal profession";

Bill 183, intituled: "An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Lamontagne Bédard";

Bill 190, intituled: "An Act to change the name of Duncan Strachan Taylor to that of Duncan Strachan Peachey."

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

On motion of Mr. Lesage, it was—
Resolved that, at the next sitting, the House do resolve itself into a Committee of the Whole to consider certain resolutions relating to bill 25, intituled: "An Act to amend the Pension Act."

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération les nouveaux amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

M. Lesage propose:

Qu' un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréé les amendements que le Conseil législatif a apportés le 11 mars 1964 au bill 60, intitulé: "Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation".

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La motion est adoptée.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

The House, according to Order, proceeded to take into further consideration the new amendments made by the Legislative Council to bill No. 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

Mr. Lesage moved:

That a message be sent to the Legislative Council to acquaint them that the House agrees to the amendments made by the Legislative Council on March 11th, 1964, to bill 60, intituled: "An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education."

That the clerk do carry this message to the Legislative Council.

The motion was adopted.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred ninety-nine thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent soixante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'aménagement de la faune (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de la protection de la faune (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions sept cent trente mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des parcs et réserves (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Jardin zoologique de Québec (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent soixante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Tourisme, y compris subventions (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million one hundred sixty-seven thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Wild-life Management Service (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million five hundred thirty-six thousand dollars, necessary to defray the item, "Wild-life Protection Service (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million seven hundred thirty thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Parks and Reserves Service (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred fifty-one thousand dollars, necessary to defray the item, "Quebec Zoological Garden (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred sixty-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Tourism, including grants (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred twenty-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Hotel Service (Tourism,

l'hôtellerie (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Artisanat, y compris subventions (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement de terrains de camping, construction de chemins, achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred twenty-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Handicraft, including grants (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Establishment of camping grounds, construction of roads, purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

M. Laporte dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Tableau récapitulatif des ventes d'obligations municipales et scolaires par soumissions demandées dans la *Gazette officielle de Québec* durant l'année 1963.

(Document de la session no 85.)

Mr. Laporte laid upon the table the following document:

Recapitulatory table of municipal and school commission bonds sold through tenders called for in the *Quebec Official Gazette* in 1963.

(Sessional Papers, No. 85.)

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
13 MARS 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

Question par M. Lafontaine:

1. Le gouvernement a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de construction ou d'amélioration de chemin du rang Saint-Joseph à la route no 2, à Cap-Santé, comté de Portneuf, en 1962 et 1963?

2. Dans l'affirmative, qui a exécuté les travaux?

3. Quelle est la longueur du chemin construit ou amélioré et quel en est le coût total?

4. Les travaux ont-ils été exécutés sous la surveillance des ingénieurs du gouvernement?

5. Si non, pour quelle raison?

6. Quel ministère a payé la dépense?

Réponse par M. Pinard:

1. 2. 3. 4. 5 et 6. Non.

Question par M. Dozois:

Quels sont les honoraires payés à chacun des membres de la Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île de Montréal et les allocations de dépenses, s'il en est?

Réponse par M. Laporte:

Les membres de la Commission d'étude des problèmes intermunicipaux de l'île de Montréal agissent sans rémunération, mais une rémunération de \$35.00 par jour a été fixée pour le secrétaire, lorsqu'il agit en cette qualité, ceci conformément à l'arrêté en conseil no 469 adopté le 6 mars 1964.

**FRIDAY,
MARCH 13th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.*

Prayers.

Question by Mr. Lafontaine:

1. Did the government carry out any construction or repair work, or did it have any such work carried out, on the road leading from Saint-Joseph Range to Route 2, at Cap-Santé, Portneuf county, in 1962 and 1963?

2. If so, who carried out the work?

3. What length of the road was built or improved and what was the total cost of the work?

4. Was the work carried out under the supervision of the government's engineers?

5. If not, why not?

6. What Department paid the expense?

Answer by Mr. Pinard:

1. 2. 3. 4. 5 and 6. No.

Question by Mr. Dozois:

What are the fees paid to each one of the members of the Commission on the Study of Intermunicipal Problems of the Island of Montreal and expense allowances, if any?

Answer by Mr. Laporte:

The members of the Commission on the Study of Intermunicipal Problems on the Island of Montreal are working without remuneration, but a remuneration of \$35.00 per diem was provided for the secretary, when he acts as such, in accordance with Order in Council No. 469, passed on March 6th, 1964.

En date du 11 mars 1964, aucun montant n'avait été payé au secrétaire, et il en était de même pour les allocations de dépenses aux membres de la Commission.

As at March 11th, 1964, no amount had been paid to the secretary, and the same applies to the expense allowances granted to the members of the Commission.

Sur la motion de M. Gosselin, il est—
Ordonné, qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

On motion of Mr. Gosselin,—
Ordered, That there be laid before the House:

Une liste de tous les immeubles et de toutes les parties d'immeubles loués par le gouvernement de la province ou l'un de ses organismes depuis le 27 février 1963 jusqu'au 5 février 1964, cette liste devant inclure dans chaque cas, l'endroit où est situé l'immeuble, les noms, prénoms et adresse du locateur, le montant du loyer total et le montant du loyer mensuel, la superficie de chaque immeuble ou partie d'immeuble loué, et la durée du bail.

A list of all the buildings or parts of buildings rented by the government of the province or any of its organisms, from February 27th, 1963, to February 5th, 1964, this list to include in each case, the location of the building, the name, Christian names and address of the lessor, the total amount and the monthly amount of the rent, the area of each building or part of a building rented and the term of the lease.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Document de la session no 86.)

(Sessional Papers, No. 86.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 117, intitulé: "Loi concernant la ville de Drummondville-Sud".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 117, intitled: "An Act respecting the town of Drummondville-South."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 147, intitled: "An Act to amend the charter of the city of Quebec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 159, intitulé: "Loi

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 159, inti-

modifiant la charte de la cité de Lachine".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 167, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 170, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 171, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de la Pointe du Moulin".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 23, intitulé: "Loi modifiant la Loi permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

tuled: "An Act to amend the charter of the city of Lachine."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 167, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Greenfield Park."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 170, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 171, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Windmill Point."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 23, intituled: "An Act to amend the Act to Permit Municipal Corporations to Aid One Another in the Fighting of Fire."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 25, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

M. Lesage informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 5a de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), édicté par l'article 2 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, et modifié par l'article 1 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 10, soit de nouveau modifié en remplaçant dans la deuxième ligne, les mots "sept cent quatre-vingt" par les mots "neuf cents".

Résolu, 2.—Que l'article 45 de la dite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, et modifié par l'article 6 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 86, l'article 3 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 18, l'article 18 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 17, l'article 11 de la loi 10-11 Elizabeth II,

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 25, intituled: "An Act to amend the Pension Act."

Mr. Lesage informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 5a of the Pension Act (Revised Statutes, 1941, chapter 13), enacted by section 2 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 13, and amended by section 1 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 10, be again amended by replacing the words "seven hundred and eighty" in the second and third lines by the words "nine hundred".

Resolved, 2.—That section 45 of the said act, replaced by section 4 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 37, and amended by section 6 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 86, section 3 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 18, section 18 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 17, section 11 of the act 10-11

chapitre 39, l'article 40 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 51, et l'article 1 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 14, soit de nouveau modifié:

a) en ajoutant au paragraphe 5°, le sous-paragraphe suivant:

"f) de la Régie des marchés agricoles du Québec;"

b) en ajoutant au paragraphe 7°, "le président de l'Office des autoroutes du Québec;"

Résolu, 3.—Que l'article 48a de la dite loi, édicté par l'article 14 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, et modifié par l'article 5 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 10, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "sept cent quatre-vingt" par les mots "neuf cents".

Résolu, 4.—Que l'article 71 de la dite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10, l'article 5 de la loi 8 George VI, chapitre 9, l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 17, l'article 11 de la loi 12 George VI, chapitre 15, l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 17, l'article 10 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, l'article 19 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 13, et l'article 8 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 10, soit de nouveau modifié en remplaçant dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, les mot et chiffres "septembre 1962" par les mot et chiffres "janvier 1965".

Résolu, 5.—Que l'article 75 de la dite loi, édicté par l'article 6 de la loi 8 George VI, chapitre 9, soit modifié en ajoutant à la fin ce qui suit: "ou en tout temps avant le remboursement des retenues."

Résolu, 6.—Que la loi qui est basée sur les présentes résolutions entrera en vi-

Elizabeth II, chapter 39, section 40 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 51, and section 1 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 14, be again amended:

a. by adding to paragraph 5, the following sub-paragraph:

"f. the Quebec Agricultural Marketing Board;"

b. by adding to paragraph 7 "the chairman of the Quebec Autoroutes Authority;"

Resolved, 3.—That section 48a of the said act, enacted by section 14 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 13, and amended by section 5 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 10, be again amended by replacing the words "seven hundred and eighty" in the second and third lines by the words "nine hundred".

Resolved, 4.—That section 71 of the said act, enacted by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, and amended by section 10 of the act 7 George VI, chapter 10, section 5 of the act 8 George VI, chapter 9, section 2 of the act 9 George VI, chapter 17, section 11 of the act 12 George VI, chapter 15, section 3 of the act 13 George VI, chapter 17, section 10 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 37, section 19 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 13, and section 8 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 10, be again amended by replacing the word and figures "September, 1962" in the fourth line of the second paragraph by the word and figures "January 1965".

Resolved, 5.—That section 75 of the said act, enacted by section 6 of the act 8 George VI, chapter 9, be amended by adding at the end the words: "or at any time before the repayment of the deduction."

Resolved, 6.—That the act to be based on these resolutions shall come into force

gueur le jour de sa sanction, sauf les articles 1 et 3 qui entreront en vigueur le 1er avril 1964.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 25, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation".

M. Courcy informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Courcy propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 9, l'article 1 de la loi 14-15 George VI,

on the day of its sanction, except sections 1 and 3 which shall come into force on the 1st of April 1964.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair: and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 25, intitled: "An Act to amend the Pension Act."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 24, intitled: "An Act to amend the Act to improve housing conditions."

Mr. Courcy informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Courcy moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 1 of the act 12 George VI, chapter 6, amended by section 1 of the act 13 George VI, chapter 9, section 1 of the act 14-15

chapitre 11, l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 4, l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 56, l'article 1 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 31 et l'article 1 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 33, soit de nouveau modifié en remplaçant le millésime "1964" par le millésime "1965" dans la quatrième ligne du paragraphe b).

Résolu, 2.—Que l'article 9 de la dite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 33, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement peut affecter, aux fins de la présente loi, une somme totale de cent quatre-vingts millions de dollars."

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

George VI, chapter 11, section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 7, section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 4, section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 4, section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 56, section 1 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 31, and section 1 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 33, be again amended by replacing the number "1964" in the fourth line of paragraph b, by the number "1965".

Resolved, 2.—That section 9 of the said act, replaced by section 2 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 33, be again replaced by the following:

"9. The Government may appropriate, for the purposes of this act, a total sum of one hundred and eighty million dollars."

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 24, intitled: "An Act to amend the Act to improve housing conditions."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 106, intitulé: "Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul Ouimet", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en insérant, à la neuvième ligne, après le mot:

"prénoms"

ce qui suit:

"et sous son nom de famille".

2. L'article 4 est modifié:

a) en insérant, à la septième ligne, après le mot:

"prénoms"

ce qui suit:

"et sous son nom de famille",

b) en retranchant, à la fin dudit article 4, les mots suivants:

"sous ses nouveaux prénoms".

3. L'article 5 est modifié dans la version anglaise seulement.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 106, intituled: "An Act to change the name of Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul Ouimet," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 3 is amended by inserting, in the ninth line, after the word:

"names"

the following:

"and under his surname."

2. Section 4 is amended:

a) by inserting, in the sixth line, after the word:

"names"

the following:

"and under his surname"

b) by striking out, at the end of the said section 4, the words:

"under his new given names."

3. Section 5 is amended by inserting, in the first line, after the word:

"names"

the following:

"and his surname"

Aussi le bill 194, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Royal Trust Company", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, à la troisième et à la quatrième lignes, les mots:

"La Compagnie Trust royal",
par ce qui suit:

"Compagnie Trust Royal".

2. L'article 3 est modifié en remplaçant, à la sixième ligne du sous-paragraphe 1, les mots:

"La Compagnie Trust royal"
par ce qui suit:

"Compagnie Trust Royal"

Also bill 194, intituled: "An Act to amend the charter of The Royal Trust Company," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 1 is amended in the French version only.

2. Section 3 is amended by replacing, in the eighth line of sub-paragraph 1, the words:

"La Compagnie Trust Royal"
by the following:

"Compagnie Trust Royal"

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 106, intitulé: "Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul Ouimet", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 194, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Royal Trust Company", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 106, intituled: "An Act to change the name of Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul Ouimet," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 194, intituled: "An Act to amend the charter of The Royal Trust Company," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 172, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Zichron Kedoshim," avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 9 est modifié:

a) en insérant, à la septième ligne, après le mot:

"vendre"

ce qui suit:

"un ou des immeubles"

b) en retranchant, à la septième ligne dudit article 9, les mots suivants:

"ledit immeuble"

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 172, intitulé: "Loi constituant en corporation Congregation Zichron Kedoshim", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 172, intituled: "An Act to incorporate Congregation Zichron Kedoshim," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 9 is amended in the French version only.

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 172, intituled: "An Act to incorporate Congregation Zichron Kedoshim," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
16 MARS 1964.***Trois heures de l'après-midi.***Prière.**

Mme Kirkland-Casgrain, du comité spécial des relations de travail dans les services publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi Mme Kirkland-Casgrain comme sa présidente et a fixé le quorum à cinq membres.

M. Roch Bolduc a été nommé secrétaire.

Question par M. Dozois:

Quels sont les honoraires payés à chacun des membres de la Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île Jésus, et les allocations de dépenses, s'il en est ?

Réponse par M. Laporte:

La rémunération prévue pour les membres de la Commission d'étude des problèmes intermunicipaux de l'île Jésus est de cinquante dollars (\$50.00) par jour pour le président, et celle des deux autres membres est de trente-cinq dollars (\$35.00) par jour de séance publique ou de délibération et celle du secrétaire et de l'assistant-secrétaire à vingt-cinq dollars (\$25.00) par jour qu'il auront agi comme secrétaire ou assistant-secrétaire de cette commission, ceci conformément à l'arrêté en conseil no 361 adopté le 19 février 1964.

En date du 11 mars 1964, aucun montant n'avait été payé à ces personnes, à titre de rémunération, et il en était de même pour les allocations de dépenses de la Commission.

**MONDAY,
MARCH 16th, 1964.***Three o'clock, P.M.***Prayers.**

Mrs. Kirkland-Casgrain, from the Special Committee on labour relations in the public services, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee have chosen Mrs. Kirkland-Casgrain as its President and have fixed the quorum at five members.

Mr. Roch Bolduc has been appointed secretary.

Question by Mr. Dozois:

What are the fees paid to each one of the members of the Commission on the Study of Intermunicipal Problems on the Île Jésus and expense allowances, if any ?

Answer by Mr. Laporte:

The remuneration provided for the members of the Commission on the Study of Intermunicipal Problems on the Île Jésus is fifty dollars (\$50.00) per day for the president, and thirty-five (\$35.00) per day for the two other members, for each public sitting or study meeting, and the secretary and assistant-secretary both receive twenty-five (\$25.00) per day when acting as secretary or assistant-secretary, all of which is in accordance with Order in Council No. 361, which was passed February 19th, 1964.

Nothing had been paid to these persons in the form of remuneration as at March 11th, 1964, and the same applies to the expense allowances for the Commission.

Sur la motion de M. Bernatchez, il est—

Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance ou de toute entente entre le gouvernement de la province et tout gouvernement, organisme public, corporation, société, association ou personne relativement à la Loi de l'aménagement rural et du développement agricole (ARDA) depuis le 3 mai 1963 jusqu'au 1er février 1964.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 87.*)

L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité des subsides. M. Lesage déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

M. l'orateur quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La résolution suivante est adoptée en comité:

BUDGET des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

Résolu,—qu'une somme ne dépassant pas \$228,458,782., soit l'ensemble

a) du sixième du montant de chacun des différents articles à voter du budget des dépenses ordinaires et de capital de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée législative à la

On motion of Mr. Bernatchez,—

Resolved, that an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of any correspondence or of any agreement between the government of the province and any government, public organization, corporation, firm, association, or person respecting the Agricultural and Rural Development Act (ARDA) from May 3rd, 1963 to February 1st, 1964.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(*Sessional Papers, No. 87.*)

The Order of the Day being called for the House to resolve itself into Committee of Supply, Mr. Lesage declared that he will propose the adoption of grants on account.

Mr. Speaker left the Chair and the House again resolved itself again into Committee of Supply.

The following resolution was adopted in committee:

ESTIMATE of Ordinary Expenditure of the Province of Quebec, for the fiscal year ending March 31st, 1965, prepared as required by section 5 and 6 of chapter 71 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

Resolved,—that a sum not exceeding \$228,458,782., being the aggregate of

a. one-sixth of the amount of each of the various items to be voted of the estimates of the ordinary and capital expenditures of the Province, for the said fiscal year, as laid before the Legislative

présente session de la Législature, i.e.: \$186,969,033;

b) d'un sixième additionnel de l'article 12 dudit budget pour le ministère de l'agriculture et de la colonisation (IV), i.e. \$200,000;

c) de cinq sixièmes additionnels de l'article 13 dudit budget pour le ministère du conseil exécutif (V), i.e.: \$416,667;

d) d'un sixième additionnel de l'article 12 dudit budget pour le ministère de la jeunesse (X), i.e.: \$40,666,666;

e) d'un douzième additionnel de l'article 5 dudit budget pour le ministère du procureur général (XII), i.e.: \$138,916;

f) de cinq douzièmes additionnels de l'article 11 dudit budget pour le ministère du procureur général (XII), i.e.: \$67,500.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité des voies et moyens. M. Lesage déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement de crédits provisoires votés à Sa Majesté.

M. l'orateur quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Assembly at the present session of the Legislature, viz: \$186,969,033;

b. an additional one-sixth of item 12 of the said estimates for the Department of Agriculture and Colonization (IV), viz: \$200,000;

c. an additional five-sixths of item 13 of the said estimates for the Department of the Executive Council (V), viz: \$416,667;

d. an additional one-sixth of item 2 of the said estimates for the Department of Youth (X), viz: \$40,666,666;

e. an additional one-twelfth of item 5 of the said estimates for the Department of the Attorney-General (XII), viz: \$138,916;

f. an additional five-twelfths of item 11 of the said estimates for the Department of the Attorney-General (XII), viz: \$67,500.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again during the present sitting.

The Order of the Day being called for the House to resolve itself into Committee of Ways and Means, Mr. Lesage declared that he will propose the authorization for the payment of grants on account already voted to Her Majesty.

Mr. Speaker left the Chair and the House resolved itself again into Committee of Ways and Means.

La résolution suivante est adoptée en comité:

Résolu.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1965, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette Province, une somme n'excédant pas \$228,458,782.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. Lesage présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 26, "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

The following resolution was adopted:

Resolved.—That towards making good the Supplies granted on account to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st of March, 1965, a sum not exceeding \$228,458,782. be granted out of the consolidated revenue fund of the Province.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again at the next sitting.

Mr. Lesage accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 26, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service," which was read the first, second and third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 24, intitled: "An Act to amend the Act to improve housing conditions."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent soixante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions trois cent mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement de services municipaux d'aqueducs et d'égouts en vertu de 4-5 Eliz. II, c. 58 et amendements: subventions (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention des incendies: Commissariat des incendies et subventions aux municipalités (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie d'épuration des eaux, y compris subventions (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred sixty-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million three hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Establishment of municipal waterworks and sewer systems: grants (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred eighty-three thousand dollars, necessary to defray the item, "Fire prevention: Fire Commissioner's Office and grants to municipalities (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Water Purification Board, including grants (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete

somme de dix millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux d'hiver: subventions aux municipalités (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission provinciale d'urbanisme (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Étude sur les problèmes intermunicipaux de la région de Montréal (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Autres subventions (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

the sum of ten million dollars, necessary to defray the item, "Winter works: grants to municipalities (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Act respecting the Municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Provincial Town Planning Commission (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Study on intermunicipal problems in the Montreal area (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Other grants (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent soixante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred sixty-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Public Works)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MARDI,
17 MARS 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Bellemare:

1. Relativement aux travaux de voirie exécutés par le gouvernement sur la route 19-A, à Saint-Proper, comté de Champlain:

- a) qui a exécuté lesdits travaux;
- b) quel en a été le coût;
- c) des soumissions publiques ont-elles été demandées et, dans l'affirmative, quels sont les soumissionnaires et le montant de chaque soumission;
- d) quel a été le coût de location de la machinerie;
- e) quel est le nom des personnes employées sur lesdits travaux et les salaires payés à chacune;
- f) quel a été le coût d'achat des matériaux?

Réponse par M. Pinard:

1. a) b) et c) Ces travaux ont été exécutés à la journée par le ministère de la Voirie, et il n'y a pas eu d'appel de soumissions publiques. L'estimation des ingénieurs du ministère de la Voirie était de \$25,568.43 et lorsque tous les travaux furent exécutés, le coût total s'éleva à \$25,510.50;

d) \$8,310.50;

e) *Transport des matériaux par les camionneurs:*

Cloutier, Benoit-V.....	\$2,294.30
Gagnon, Benoit-L.....	1,514.00
Jacob & Frères.....	2,599.60
Couture & Frères.....	755.03
Gravel, Armand.....	794.58
Fiset, Roch.....	935.73
Guilbeault, Paul.....	28.03

**TUESDAY,
MARCH 17th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

Question by Mr. Bellemare:

1. Respecting the road work carried out on Route 19-A, in Saint-Proper, Champlain county:

- a) who carried out the said work;
- b) how much did it cost;
- c) were public tenders called for and if so, who submitted tenders, and what was the amount of each tender;
- d) what was the cost for renting equipment;
- e) what are the names of the persons employed to carry out the said work, and what salary was paid to each one;
- f) what was the cost of the material purchased?

Answer by Mr. Pinard:

1. a) b) and c) This work was carried out by the day by the Department of Roads, and no call was made for public tenders. The estimate made by the Department of Roads engineers amounted to \$25,568.43, and when all the work was finished, the total cost amounted to \$25,510.50;

d) \$8,310.50;

e) *Transportation of material by truckers:*

Cloutier, Benoit-V.....	\$2,294.30
Gagnon, Benoit-L.....	1,514.00
Jacob & Frères.....	2,599.60
Couture & Frères.....	755.03
Gravel, Armand.....	794.58
Fiset, Roch.....	935.73
Guilbeault, Paul.....	28.03

Main-d'œuvre:

Cossette, Charles	\$ 583.00
Massicotte, Luc	209.00
Leblanc, Joseph	416.10
Gravel, Alexis	285.00
Cloutier, Michel	95.00
Gagnon, Clément	169.10
Gagnon, Roland	76.00
Cloutier, Prime-B.	77.90
Godon, Claude	76.00
Gagnon, Bernard	177.65
Massicotte, Fabien	83.60
Gagnon, Jules	98.80
Massicotte, Joachim	76.00
Gravel, Joachim	38.00
Cloutier, Jean	19.00
Trudel, Raymond	47.50
Massicotte, Jean-Guy	52.25
Frigon, Gabriel	33.25
Massicotte, Jean-Louis	33.25
Gagnon, Guy	42.75
Frenette, Joseph	256.50
Fraser, Louis-G.	114.00
Massicotte, Renald	126.35
Gagnon, Henri	242.25
Cloutier, Sylvio	4.00
Mongrain, Benoît	76.56
Houde, Auguste	42.75
Caron, Marcel	41.80
Cossette, Patrice	40.85
Fiset, Joseph	27.55
Désaulniers, Julien	28.50
Cloutier, Alfred	14.00
Cossette, Jean-Guy	22.80
Gravel, Alfred	52.25
Cloutier, Justin	140.60
Chartier, Camille	261.20

f) \$4,137.22.

Labour:

Cossette, Charles	\$ 583.00
Massicotte, Luc	209.00
Leblanc, Joseph	416.10
Gravel, Alexis	285.00
Cloutier, Michel	95.00
Gagnon, Clément	169.10
Gagnon, Roland	76.00
Cloutier, Prime-B.	77.90
Godon, Claude	76.00
Gagnon, Bernard	177.65
Massicotte, Fabien	83.60
Gagnon, Jules	98.80
Massicotte, Joachim	76.00
Gravel, Joachim	38.00
Cloutier, Jean	19.00
Trudel, Raymond	47.50
Massicotte, Jean-Guy	52.25
Frigon, Gabriel	33.25
Massicotte, Jean-Louis	33.25
Gagnon, Guy	42.75
Frenette, Joseph	256.50
Fraser, Louis-G.	114.00
Massicotte, Renald	126.35
Gagnon, Henri	242.25
Cloutier, Sylvio	4.00
Mongrain, Benoît	76.56
Houde, Auguste	42.75
Caron, Marcel	41.80
Cossette, Patrice	40.85
Fiset, Joseph	27.55
Désaulniers, Julien	28.50
Cloutier, Alfred	14.00
Cossette, Jean-Guy	22.80
Gravel, Alfred	52.25
Cloutier, Justin	140.60
Chartier, Camille	261.20

f) \$4,137.22.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now

chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions neuf cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien des ponts et construction de ponts semi-permanents, y compris subventions (travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million nine hundred seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Maintenance of bridges and construction of semi-permanent bridges, including grants (Public Works)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave so sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
18 MARS 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lavoie (Wolfe):

1. Sur quelle longueur de chemin des travaux de voirie ont-ils été exécutés depuis juillet 1960, sur la route no 1, entre Marbleton et Saint-Gérard?

2. A quels entrepreneurs les travaux ont-ils été confiés et quelle est la longueur de chemin allouée à chacun?

3. Combien de contrats ont été accordés après soumissions publiques, pour quelles longueurs de chemin et à quels prix?

4. Combien de contrats ont été accordés sans soumissions publiques, pour quelles longueurs de chemin et à quels prix?

5. Qui a fourni le concassé et à quel prix?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Pinard dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 88.)

Question par M. Cloutier:

Quelles étaient les sommes dues au gouvernement (division de l'Assistance publique) au 31 décembre 1963 pour le bien-être social:

**WEDNESDAY,
MARCH 18th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. Over what length of Route 1 between Marbleton and Saint-Gérard has road work been done since July 1960?

2. To what contractors was the work entrusted, and what length of the road was allotted to each one?

3. How many contracts were awarded following public tenders, for what lengths of the road and at what price?

4. How many contracts were awarded without public tenders, for what lengths of the road and at what price?

5. Who supplied the gravel and at what price?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Pinard laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 88.)

Question by Mr. Cloutier:

What were the amounts owed to the government (Public Assistance Division) as at December 31st, 1963, for social welfare:

- a) par les cités de Montréal et de Québec;
b) par les autres cités et villes de la province;
c) par les municipalités régies par le Code municipal ?

Réponse par M. Lafrance:

- a) Montréal..... \$48,284.52,
Québec..... 16,528.21;
b) \$3,778,173.23;
c) \$2,359,407.23.

Question par M. Cloutier:

Quelles étaient les sommes dues au gouvernement au 31 décembre 1963 pour les écoles de Protection de la Jeunesse:

- a) par les cités de Montréal et de Québec;
b) par les autres cités et villes de la province;
c) par les municipalités régies par le Code municipal ?

Réponse par M. Lafrance:

- a) Nil;
b) \$949,317.30;
c) \$782,252.22.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

1. Relativement à E. Morency, Ltée, \$7,285.51 dont il est question à la page 607 des *Comptes publics* 1963, quel est le prénom et l'adresse de cette personne ?

2. Quelle est la nature des services rendus ou des marchandises vendues au gouvernement ?

Réponse par M. Pinard:

1. Édouard Morency, Limitée, quincaillier, 284, rue Durocher, Québec.

2. Vente d'articles de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction.

- a) by the cities of Montreal and Quebec;
b) by the other cities and towns in the province;
c) by municipalities governed by the Municipal Code ?

Answer by Mr. Lafrance:

- a) Montreal..... \$48,284.52,
Quebec..... 16,528.21;
b) \$3,778,173.23;
c) \$2,359,407.23.

Question by Mr. Cloutier:

What were the amounts owed to the government for Youth Protection Schools, as at December 31st, 1963:

- a) by the cities of Montreal and Quebec;
b) by the other cities and towns in the province;
c) by the municipalities governed by the Municipal Code ?

Answer by Mr. Lafrance:

- a) Nil;
b) \$949,317.30;
c) \$782,252.22.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. Respecting E. Morency, Ltée, and the amount of \$7,285.51 shown on page 607 of *Public Accounts* for 1963, what is the Christian name and address of this person ?

2. What is the nature of the services rendered or the merchandise sold to the government ?

Answer by Mr. Pinard:

1. Édouard Morency, Limitée, hardware merchant, 284 Durocher Street, Québec.

2. The sale of hardware, and building materials.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné, qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste contenant les noms et adresses de chacune des personnes nommées par le ministre du Travail comme président des conseils d'arbitrage chargés de prendre connaissance des différends ouvriers selon la Loi des différends ouvriers de Québec (S.R.Q., 1941, chap. 167 et amendements) du 1er mars 1962 au 1er mars 1964, avec en regard de chaque nom le total des montants reçus par chaque personne en rémunération et dépenses de voyages, ainsi que la mention du nom du patron et de celui de l'union d'employés concernés.

M. Fortin dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 89.*)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze millions neuf cent sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Édifices publics et autres locaux: entretien, réparations et autres frais (travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars,

On motion of Mr. Bellemare,—
Ordered, that there be laid before the House:

A list giving the names and addresses of the persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council to act as presidents of the arbitration boards commissioned to inquire into labour disputes under the Quebec Trade Disputes Act (R.S.Q., 1941, chapter 167 and its amendments), from March 1st, 1962, to March 1st, 1964, showing opposite each name, the amounts received as remuneration, and covering travelling expenses, as well as the name of the employer and the employees' union concerned.

Mr. Fortin laid upon the table the said document.

(*Sessional Papers, No. 89.*)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifteen million nine hundred seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Public buildings and other premises: maintenance, repairs and other expenses (Public Works)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ninety thousand dollars, neces-

nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations municipales de comté pour les chambres fortes et bureaux d'enregistrement (travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

sary to defray the item, "Indemnities for injured persons or their dependents and medical care (Public Works)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of forty thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants to county municipal corporations for safety vaults and registry offices (Public Works)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Public Works)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 18 mars 1964.

Ordonné.—Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 26, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965 et pour d'autres fins du service public", et informe cette chambre que le Conseil législatif l'a voté.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 23, intitulé: "Loi amendant la Loi permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies";

Bill 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation";

Bill 25, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 48, intitulé: "Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) au sous-paragraphe 1040a en remplaçant à la 5e ligne du premier alinéa, les mots:

LEGISLATIVE COUNCIL

The 18th March 1964.

Ordered.—That the clerk do carry back to the Legislative Assembly the bill 26, intitled: "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for other purposes connected with the public service," and acquaint that House that the Legislative Council have passed it.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 23, intitled: "An Act to amend the Act to Permit Municipal Corporations to Aid One Another in the Fighting of Fire";

Bill 24, intitled: "An Act to amend the Act to improve housing conditions";

Bill 25, intitled: "An Act to amend the Pension Act."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 48, intitled: "An Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 1 is amended:

a) in sub-paragraph 1040a by replacing in the 5th line of the first paragraph, the words:

"ou d'en disposer"

par ce qui suit:

"ou le droit d'en disposer"

b) en remplaçant le premier alinéa du sous-paragraphe 1040b par le suivant:

"1040b. Le débiteur ou tout autre intéressé peut empêcher l'exercice par le créancier de son droit de devenir propriétaire irrévocable de l'immeuble ou d'en disposer, en remédiant à l'omission ou contravention mentionnée dans l'avis et à toute omission ou contravention subséquente et en payant les frais, en tout temps pendant le délai d'avis et, par la suite, avant que le créancier ait été déclaré, par acte signé volontairement ou par jugement, propriétaire irrévocable de l'immeuble, ou, dans le cas du droit d'en disposer, avant que le créancier ait exercé ce droit."

c) en biffant le dernier alinéa du sous-paragraphe 1040c.

2. L'article 3 est modifié en ajoutant, à la fin, ce qui suit:

"et les dispositions du Code civil qui y sont abrogées ou modifiées reprennent vigueur dans la forme et teneur qu'elles avaient avant la sanction de ces lois."

3. L'article 4 est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte aux causes pendantes au 20 janvier 1964; elles s'appliquent aux causes instituées après cette date, sauf quant aux frais."

"or to dispose"

by the following:

"or the right to dispose"

b) by replacing the first paragraph of sub-paragraph 1040b by the following:

"1040b. The debtor or any other interested person may prevent the exercise by the creditor of his right to become the absolute owner of the immoveable or to dispose thereof, by remedying the omission or breach mentioned in the notice and any subsequent omission or breach, and by paying the costs, at any time during the delay for notice and, thereafter, before the creditor has been declared, by deed signed voluntarily or by judgment, absolute owner of the immoveable, or, in the case of a right to dispose of it, before the creditor has exercised such right."

c) by striking out the last paragraph of sub-paragraph 1040c.

2. Section 3 is amended by adding, at the end, the following:

"and the provisions of the Civil Code which were thereby abrogated or amended shall again come into force in the form and tenor which they had before the sanction of such acts."

3. Section 4 is amended by adding thereto the following paragraph:

"The provisions of the preceding paragraph shall not prejudice cases pending on the 20th of January 1964; they shall apply to cases instituted after that date, except as to costs."

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 48, intitulé: "Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 48, intituled: "An Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges," and the same were read and agreed to.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
19 MARS 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De l'Hôtel-Dieu de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

Mme Kirkland-Casgrain, du comité spécial des relations de travail dans les services publics, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité rapporte qu'il a tenu six séances publiques et qu'il s'est ajourné à loisir.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 117.—Loi concernant la ville de Drummondville-Sud;

Bill 159.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

Bill 170.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Bill 171.—Loi modifiant la charte de la ville de la Pointe du Moulin;

**THURSDAY,
MARCH 19th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the twelfth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of Hôtel-Dieu de Lévis, praying for an Act to amend its charter;

Of Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis, praying for an Act to incorporate them.

Mrs. Kirkland-Casgrain, from the Special Committee on labour relations in the public services, presented to the House the second report of the said Committee as follows:

Your Committee report that they have held six public sittings and have adjourned during pleasure.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the sixth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 117.—An Act respecting the town of Drummondville-South;

Bill 159.—An Act to amend the charter of the city of Lachine;

Bill 170.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill 171.—An Act to amend the charter of the town of Windmill Point;

Bill 147.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

Bill 147.—An Act to amend the charter of the city of Quebec.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter le bill no 110, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter le bill no 131, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Roy have leave to bring in bill No. 110, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Roy have leave to bring in bill No. 131, intituled: "An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 117, intitulé: "Loi concernant la ville de Drummondville-Sud", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 117, intituled: "An Act respecting the town of Drummondville-South," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 147, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Quebec," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that

fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 159, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 170, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 171, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de la Pointe du Moulin", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 159, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Lachine," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 170, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 171, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Windmill Point," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 145, intitulé: "Loi concernant l'acquisition de certains lots par La Commission scolaire catholique de Loretteville";

Bill 151, intitulé: "Loi concernant la ville de Pointe-Gatineau";

Bill 165, intitulé: "Loi concernant la ville de Gatineau".

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 145, intituled: "An Act respecting the acquisition of certain lots by the Catholic School Commission of Loretteville";

Bill 151, intituled: "An Act respecting the town of Pointe-Gatineau";

Bill 165, intituled: "An Act respecting the town of Gatineau."

Question par M. Dozois:

Combien le gouvernement a-t-il perçu, au cours de l'exercice financier 1962-63, en vertu de la loi de l'impôt provincial sur la vente au détail, dans le territoire des commissions scolaires suivantes:

Acton Vale, Alma, Amos, Amqui, Anjou, Asbestos, Assomption, Baie-Comeau, Baie-Saint-Paul, Beaconsfield, Beauceville, Beauharnois, Berthierville, Bonaventure, Breakeyville, Bromptonville, Cap-Chat, Causapscal, Chambly, Chandler, Chapais, Chibougamau, Chicoutimi, Clermont, Coaticook, Contrecoeur, Dolbeau, Donnacona, Dorval, Drummondville, Épiphanie, Fabreville, Farnham, Ferme-Neuve, Forestville, Fort-Chambly, Gaspé, Granby, Grande-Rivière, Grand'Mère, Havre-Saint-Pierre, Hébertville-Station, Hull, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Lac-au-Saumon, Lachute, Lac-Mégantic, Laffèche, La Malbaie, Laprairie, La Tuque, Les Méchins, Longueuil, Louiseville, Magog, Malartic, Maniwaki, Marieville, Matane, Mont-Joli, Mont-Laurier, Montmagny, Montréal, Montréal-Sud, Mont-Roland, New Carlisle, Nicolet, Noranda, Normandin, Paspébiac, Plessisville, Pointe-au-Pic, Pointe-Gatineau, Pont-Rouge, Port-Cartier, Portneuf, Québec, Rawdon, Rimouski, Rivière-au-Doré, Rivière-au-Renard, Rivière-des-Prairies, Rivière-du-Loup, Roberval, Rosemere, Rouyn, Sayabec, Senneterre, Sept-Îles, Shawinigan, Shawinigan-Sud, Sherbrooke, Sorel, Sainte-Adèle, Sainte-Agathe des Monts, Sainte-Angèle de Laval, Sainte-Anne de Beaupré, Sainte-Anne des Monts,

Question by Mr. Dozois:

How much did the government collect during the 1962-63 fiscal year in virtue of the Retail Sales Tax Act, in the districts covered by the following school boards:

Saint-Anselme, Saint-Antoine, Saint-Basile, Saint-Casimir, Saint-Charles, Saint-Donat, Saint-Eustache, Saint-Fabien de Rimouski, Saint-Félicien, Saint-Félix de Valois, Saint-Gabriel de Brandon, Sainte-Geneviève, Saint-Georges (Beauce), Sainte-Germaine, Saint-Hubert, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Jean Port-Joli, Saint-Jérôme (Lac-Saint-Jean), Saint-Jérôme (Terrebonne), Saint-Joachim (Montmorency), Saint-Joachim de Tourelle, Saint-Joseph de Beauce, Saint-Jovite, Saint-Léonard de Port-Maurice, Saint-Marc des Carrières, Sainte-Marie de Beauce, Saint-Martin, Saint-Michel des Saints, Saint-Raphaël, Saint-Raymond, Saint-Rémi (Lac-aux-Sables), Saint-Rémi de Métis, Sainte-Rose, Saint-Sauveur, Saint-Théophile, Sainte-Thérèse (Terrebonne), Saint-Timothée, Saint-Tite des Caps, Saint-Vincent-de-Paul, Terrebonne, Thetford-Mines, Trois-Pistoles, Trois-Rivières, Val-d'Or, Valleyfield, Victoriaville, Waterloo, Windsor.

Réponse par M. Kierans:

Vu l'abandon de la taxe scolaire en 1961, la province n'a pas vu la nécessité de garder des statistiques démontrant la perception de la taxe de vente par divisions scolaires et, à moins de faire un travail de plusieurs mois, il est impossible de donner les renseignements sur la base demandée.

Answer by Mr. Kierans:

Following the relinquishment of the school tax in 1961, the province no longer saw the necessity of keeping statistics showing sales tax collection by school divisions, and unless a task requiring several months to carry out is undertaken, it is impossible to give the information on the basis requested.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste contenant les noms et adresses des personnes nommées par le Lieutenant-gouverneur en conseil, du 1er mars 1962 au 1er mars 1964 pour agir comme président des conseils d'arbitrage pour entendre et décider des différends entre les corporations scolaires et leurs employés, suivant la Loi 13 Georges VI, chap. 26 et ses amendements, avec en regard de chaque nom le total des montants reçus en rémunération et dépenses de voyages ainsi que le nom de la commission scolaire concernée.

M. Laporte dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 90.)

On motion of Mr. Bellemare,—
Ordered, that there be laid before the House:

A list giving the names and addresses of the persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council, from March 1st, 1962, to March 1st, 1964, to act as presidents of the arbitration boards to hear and decide upon disputes between school boards and their employees, under the Act 13 George VI, chapter 26 and its amendments, showing opposite each name, the amounts received as remuneration, and covering travelling expenses, as well as the name of the school board concerned.

Mr. Laporte laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 90.)

M. Meunier propose:

Que, vu que le bill 180, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jacques Laurin à l'exercice de la profession d'avocat", a été inévitablement présenté en retard à cause d'obstacles indépendants de la volonté du pétitionnaire, les droits additionnels qu'il a payés lui soient remboursés.

La motion est adoptée.

Mr. Meunier moved:

That, inasmuch as bill 180, intitled: "An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jacques Laurin to the practice of the legal profession," was unavoidably presented late because of impediments independent of the will of the petitioner, the additional fees paid by him be refunded.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Dozois, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une copie du document instituant la Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île de Montréal et nommant les membres de ladite commission.

M. Laporte dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 91.)

Sur la motion de M. Dozois, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une copie du document instituant la Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île Jésus et nommant les membres de ladite commission.

M. Laporte dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 92.)

On motion of Mr. Dozois,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the document establishing the Commission on the Study of Intermunicipal Problems on the Island of Montreal, and appointing the members of the said Commission.

Mr. Laporte laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 91.)

On motion of Mr. Dozois,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the document establishing the Commission on the Study of Intermunicipal Problems on Ile Jésus, and appointing the members of the said Commission.

Mr. Laporte laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 92.)

M. Laporte dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Un tableau des subventions aux municipalités pour travaux d'hiver.

(Document de la session no 93.)

Mr. Laporte laid upon the table the following documents:

A table of grants to municipalities for winter works.

(Sessional Papers, No. 93.)

Un tableau des projets soumis au 16 mars 1964, selon la loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux.

(Document de la session no 94.)

A table of preliminary projects pursuant to the Act to facilitate the financing of certain municipal works, as at March 16th, 1964.

(Sessional Papers, No. 94.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 128, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1 comme article 2:

"2. L'article 6 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que modifié par l'article 2 de la loi 7 George V, chapitre 63 et par l'article 2 de la loi 15 George V,

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 128, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Hull," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The following section is inserted after section 1 as section 2:

"2. Section 6 of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended by section 2 of the act 7 George V, chapter 63 and by section 2 of the act 15 George V,

chapitre 96, est de nouveau modifié et remplacé par le suivant:

"6. Le Conseil de la Cité se compose du maire et d'un échevin pour chaque quartier.

Il exerce tous les pouvoirs et remplit toutes les fonctions qui sont accordées et imposées par cette loi à ladite cité de Hull."

2. L'article 2 devient article 3.

3. L'article 3 qui devient article 4 est remplacé par le suivant:

"4. Le premier alinéa de l'article 10 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que modifié et remplacé par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 57, est de nouveau modifié et remplacé par le suivant:

"10. Chacun des sept quartiers de la cité est représenté dans le conseil par un échevin, et les sièges sont numérotés de un à sept.

Ils ne peuvent exercer leur fonction sans réélection, pour une période de plus de trois années consécutives.

Ils restent en charge et en possession de leurs sièges jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés et acceptés pour les remplacer."

4. L'article 4 devient article 5.

5. L'article 5 qui devient article 6 est modifié en remplaçant le sous-paragraphe 28 par le suivant:

"28. La durée du mandat des échevins est de trois ans."

6. Les articles suivants sont insérés à la suite de l'article 5, devenu article 6, comme articles 7 et 8.

"7. L'article 63 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que modifié et remplacé par l'article 8 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 57, est de nouveau modifié et remplacé par le suivant:

"63. Le conseil exerce sa juridiction dans tout le territoire de la Cité.

Les assemblées du conseil sont publiques.

chapter 96, is again amended and replaced by the following:

"6. The city council shall consist of the mayor and of one alderman for each ward.

It shall exercise all the powers and discharge all the duties granted and imposed by this act upon the said city of Hull."

2. Section 2 becomes section 3.

3. Section 3 which becomes section 4 is replaced by the following:

"4. The first paragraph of section 10 of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended and replaced by section 3 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 57, is again amended and replaced by the following:

"10. Each of the seven wards of the city shall be represented in the council by one alderman, and the seats shall be numbered from one to seven.

They shall not continue in office, without being re-elected, for a period longer than three consecutive years.

They shall remain in office and hold their seats until their successors are elected and qualified to replace them."

4. Section 4 becomes section 5.

5. Section 5 which becomes section 6 is amended by replacing sub-paragraph 28 by the following:

"28. The term of office of the alderman shall be three years."

6. The following sections are inserted after section 5, which has become section 6, as sections 7 and 8.

"7. Section 63 of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended and replaced by section 8 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 57, is again amended and replaced by the following:

"63. The council shall have jurisdiction throughout the territory of the city.

The meetings of the council shall be public.

Le quorum est de cinq membres et pour former tel quorum le maire est considéré comme membre.

Le conseil se réunit au moins une fois par mois, savoir: le premier mardi de chaque mois, et, si ce jour est un jour non juridique, le jour juridique suivant. Il peut ajourner ses séances à un jour ultérieur."

"8. L'article 64 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifié et remplacé par le suivant:

"64. Le maire peut chaque fois qu'il le juge opportun ou nécessaire convoquer une ou des assemblées spéciales du conseil.

Deux échevins peuvent aussi faire convoquer une assemblée spéciale du dit conseil; dans ce cas, ils s'adressent au maire et lui demandent de convoquer ladite assemblée spéciale, et, en l'absence du maire ou sur son refus d'agir, ils convoquent eux-mêmes ladite assemblée, en exposant par écrit, au greffier de la Cité, leur but, en convoquant telle assemblée spéciale et en fixant le jour qu'ils désirent avoir telle assemblée.

Le greffier, en recevant tel avis par écrit des dits échevins, convoque une assemblée spéciale du dit conseil en donnant un avis écrit à chacun des échevins.

Ledit avis doit mentionner les sujets qui doivent être pris en considération à ladite assemblée spéciale; et lors de cette assemblée le conseil n'a pas le droit de prendre en considération d'autres sujets que ceux mentionnés dans ledit avis."

7. L'article 6 devient article 9.

8. L'article 7 qui devient article 10 est remplacé par le suivant:

"10. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 147 le suivant:

The quorum shall be five members and to form such quorum the mayor shall be considered as a member.

The council shall meet at least once a month, namely: on the first Tuesday of each month and, if such day is non-judicial, on the juridical day following. It may adjourn its sittings to a future day."

"8. Section 64 of the act 56 Victoria, chapter 52, is amended and replaced by the following:

"64. The mayor may, whenever he deems it expedient or necessary, convene one or more special meetings of the city council.

Two aldermen may also convene a special meeting of the said council; in such case they shall apply to the mayor, and request him to convene the said special meeting, and, in the absence of the mayor, or on his refusal to act, they shall themselves call the special meeting, by indicating in writing to the clerk of the city their object in convening such special meeting, and specifying the date on which they desire to have such special meeting.

The clerk, on receiving such notice in writing from the said aldermen, shall call a special meeting of the said council, by giving a written notice thereof to each of the aldermen.

The said notice shall mention the subjects which are to be taken into consideration at the said special meeting, and, at such meeting, the council shall not have the right to take into consideration any subjects other than those mentioned in the said notice."

7. Section 6 becomes section 9.

8. Section 7 which becomes section 10 is replaced by the following:

"10. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding thereto after section 147, the following:

"147a. Les dispositions des articles 68a, 68b, des paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 3 et 4 de l'article 426 et du paragraphe 8 de l'article 429 de la loi des cités et villes s'appliquent à la Cité de Hull nonobstant toutes dispositions inconciliables de sa Charte."

9. Les articles 8, 9 et 10 deviennent respectivement articles 11, 12 et 13.

10. Les articles suivants sont insérés à la suite de l'article 10, devenu article 13, comme articles 14 et 15.

"14. L'article 333i de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant:

"333i. Le défaut de la part de l'évaluateur ou du bureau d'agir dans le temps prescrit n'a pas l'effet d'empêcher la confection ou l'homologation du rôle en dehors de ce temps."

"15. Le paragraphe 1 de l'article 333i de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant:

1. "De toute décision rendue par le bureau en vertu des articles 332 et 333e à 333i inclusivement dans les trente jours à compter de l'homologation du rôle."

11. Les articles 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent respectivement articles 16, 17, 18, 20, 21 et 22.

Aussi le bill 144, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Gagnon", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre du bill est remplacé par le suivant:

"Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville de Gagnon, La commission des écoles catholiques de la ville de Gagnon et La commission

"147a. The provisions of sections 68a, 68b, of paragraphs 1, 1a, 1b, 2, 3 and 4 of section 426 and of paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act shall apply to the City of Hull notwithstanding any incompatible provisions of its charter."

9. Sections 8, 9 and 10 become respectively sections 11, 12 and 13.

10. The following sections are inserted after section 10, which has become section 13, as sections 14 and 15.

"14. Section 333i of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 10 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following:

"333i. The failure of the appraiser or of the board to act within the time prescribed shall not prevent the completion or homologation of the roll thereafter."

"15. Paragraph 1 of section 333i of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 10 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following:

"1. From any decision of the board under sections 332 and 333e to 333i inclusively within thirty days from the homologation of the roll."

11. Sections 11, 12, 13, 14, 15, 16 and 17 become respectively sections 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22.

Also bill 144, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Gagnon," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The title of the bill is replaced by the following:

"An Act to amend the Act to incorporate the town of Gagnon, The Catholic school commission of the town of Gagnon and the Protestant

protestante des syndics d'écoles de la ville de Gagnon."

2. L'article 4 est modifié au sous-article 125 en ajoutant, à la première ligne du paragraphe 3e, après le mot:

"propriétaire",

les mots:

"ou locataire"

board of school trustees of the town of Gagnon".

2. Section 4 is amended in subsection 125 by adding, in the first line of paragraph 3, after the word:

"owner",

the words:

"or lessee"

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 128, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 144, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Gagnon", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 128, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Hull," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 144, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Gagnon," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

La séance en comité est suspendue.

The sitting in Committee was suspended.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Pierre Gelly, Huissier de la verge noire, M. l'orateur et les députés de la chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 23 Loi amendant la Loi permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies;
- 24 Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- 25 Loi modifiant la Loi des pensions;
- 48 Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges;
- 60 Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation;
- 106 Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul Ouimet;
- 109 Loi concernant The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;
- 128 Loi modifiant la charte de la cité de Hull;
- 144 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville de Gagnon, La commission des écoles catholiques de la ville de Gagnon et La commission protestante des syndics d'écoles de la ville de Gagnon;
- 145 Loi concernant l'acquisition de certains lots par La Commission scolaires catholique de Loretteville;

A message was received from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province by Pierre Gelly Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod, requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the Honourable the Lieutenant-Governor, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

- 23 An Act to amend the Act to Permit Municipal Corporations to Aid One Another in the Fighting of Fire;
- 24 An Act to amend the Act to improve housing conditions;
- 25 An Act to amend the Pension Act;
- 48 An Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges;
- 60 An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education;
- 106 An Act to change the name of Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul Ouimet;
- 109 An Act respecting The Quebec Association of Seventh-Day Adventists;
- 128 An Act to amend the charter of the city of Hull;
- 144 An Act to amend the Act to incorporate the town of Gagnon, The Catholic school commission of the town of Gagnon and the Protestant board of school trustees of the town of Gagnon;
- 145 An Act respecting the acquisition of certain lots by the Catholic School Commission of Loretteville;

- | | |
|---|---|
| <p>150 Loi supprimant une prohibition partielle d'aliéner une propriété, située à Boucherville, de La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal;</p> <p>151 Loi concernant la ville de Pointe-Gatineau;</p> <p>165 Loi concernant la ville de Gatineau;</p> <p>172 Loi constituant en corporation Congregation Zichron Kedoshim;</p> <p>180 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jacques Laurin à l'exercice de la profession d'avocat;</p> <p>183 Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Lamontagne Bédard;</p> <p>190 Loi changeant le nom de Duncan Strachan Taylor en celui de Duncan Strachan Peachey;</p> <p>194 Loi modifiant la charte de The Royal Trust Company.</p> | <p>150 An Act to suppress a partial prohibition to alienate a property at Boucherville belonging to La Maison de l'Immaculée-Conception de Montréal;</p> <p>151 An Act respecting the town of Pointe-Gatineau;</p> <p>165 An Act respecting the town of Gatineau;</p> <p>172 An Act to incorporate Congregation Zichron Kedoshim;</p> <p>180 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jacques Laurin to the practice of the legal profession;</p> <p>183 An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Lamontagne Bédard;</p> <p>190 An Act to change the name of Duncan Strachan Taylor to that of Duncan Strachan Peachey;</p> <p>194 An Act to amend the charter of The Royal Trust Company.</p> |
|---|---|

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Alors l'honorable orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- 26 Loi octroyant à sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

Then the Honourable the Speaker of the Legislative Assembly addressed the Honourable the Lieutenant-Governor, and presented, for His Honour's acceptance, the following bill:

- 26 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur re-

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor thanks

mercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

Her loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill."

Au retour des députés:

Le comité reprend sa séance, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

The members being returned:

The Committee resumed its sitting, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair: and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au lundi, le 6 avril 1964, à trois heures de l'après-midi.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday, the 6th of April, 1964, at three o'clock, P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
6 AVRIL 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Lavoie (Laval) propose, secondé par M. Meunier:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de La Commission scolaire de Chomedey, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation scolaire La Commission catholique des écoles de Chomedey, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Déclaration de l'honorable Jean Lesage, C.P., C.R., LL.D., Premier ministre, ministre des Finances et des Affaires fédérales-provinciales. Conférence fédérale-provinciale, Québec, le 31 mars 1964.

(Document de la session no 95.)

Communiqué de la conférence fédérale-provinciale, Québec, le 2 avril 1964.

(Document de la session no 96.)

Déclaration de l'honorable Jean Lesage, Premier ministre du Québec, faite à l'issue de la conférence fédérale-provinciale tenue à Québec du 31 mars au 2 avril 1964.

(Document de la session no 97.)

**MONDAY,
APRIL 6th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Lavoie (Laval), seconded by Mr. Meunier:

Ordered, That articles 615 and 616 of the Rules be suspended, that he be permitted to present the petition of the School Commission of Chomedey, praying for an Act to incorporate into a school corporation the Catholic School Commission of Chomedey, and that this petition be now presented, read and received.

Accordingly the said petition was presented, read and received.

Mr. Lesage laid upon the table the following documents:

Statement by the Honourable Jean Lesage, P.C., Q.C., LL.D., Prime Minister, Minister of Finance and of Federal-Provincial Affairs. Federal-Provincial Conference, Quebec, March 31st, 1964.

(Sessional Papers, No. 95.)

Official statement on the Federal-Provincial Conference, April 2nd, 1964.

(Sessional Papers, No. 96.)

Statement by the Honourable Jean Lesage, Premier of Quebec, at the close of the Federal-Provincial Conference held in Quebec from March 31st to April 2nd, 1964.

(Sessional Papers, No. 97.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 110, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 131, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'orateur,

Au cours du débat sur l'article 7 des crédits du ministère des Travaux publics, la discussion s'est éloignée du sujet et j'ai demandé aux députés de revenir aux crédits devant le comité. Lorsque je me suis levé pour essayer de rétablir l'ordre, le député de Compton a continué ses remarques et a employé les termes suivants à l'endroit du premier ministre: "le venin lui sort par le nez", et autres expressions contraires au règlement. Le député de Bellechasse, pour sa part, s'est servi des épi-

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 110, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 131, intituled: "An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

Mr. Chairman reported as follows:

Mr. Speaker,

During the debate on Item 7 of the credits for the Department of Public Works, the discussion strayed away from the subject and I asked the members to return to the credits which were before the Committee. When I stood up to try and restore order, the Member for Compton continued his remarks and referred to the Premier in the following words: "the venom comes out his nose" and in other terms contrary to the Rules. The Member for Bellechasse, on the other hand, used the following

thètes suivantes: "Pharisien et salisseur". Les ayant tous deux rappelés à l'ordre à plusieurs reprises, mais sans y parvenir, je dois faire rapport à la chambre en conséquence.

Aucun député n'ayant présenté de motion à la suite de ce rapport, M. l'orateur demande à tous les membres de la chambre de coopérer avec le président du comité pour maintenir l'ordre et assurer la bonne conduite des affaires en évitant toute attaque personnelle et en ne discutant que les crédits soumis à la considération du comité.

Et la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

epithet: "Pharisee and mud-slinger." Having called them both to order several times, but without result, I must accordingly make this report to the House.

No member having made a motion following this report, Mr. Speaker asked all the members of the House to cooperate with the Chairman of the Committee, to keep order and to ensure the proper control of business by avoiding all personal attacks, and by discussing nothing else but the credits submitted for the consideration of the Committee.

And the House again resolved itself into Committee of Supply, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
7 AVRIL 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'orateur,

Au cours du débat sur l'item 2 des dépenses du ministère des Terres et Forêts, l'honorable député de Missisquoi a voulu poser au ministre des Terres et Forêts des questions sur l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes.

Sur le refus du ministre de discuter cet item, 1° parce qu'il n'apparaît pas aux divers articles des dépenses 1964-65 de son ministère, 2° parce que l'opposition a d'autres moyens à sa disposition d'obtenir tels renseignements, soit par motion ou questions au comité des comptes publics, j'ai décidé que la discussion ne pouvait pas porter sur l'Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes et qu'on devait s'en tenir aux dispositions de l'article 381 du règlement.

Le chef de l'opposition en appelle à la chambre de ma décision.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. le président du comité.

**TUESDAY,
APRIL 7th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

Mr. Chairman reported as follows:

Mr. Speaker,

During the debate on Item 2 of the expenditures of the Department of Lands and Forests, the Honourable Member for Missisquoi wished to ask the Minister of Lands and Forests some questions concerning the Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board.

The Minister having refused to discuss this matter, first of all because it does not appear among the 1964-65 expenditures for his Department, and secondly, because the Opposition has other means at its disposal of obtaining such information, either by means of a motion, or by questioning the Committee on Public Accounts, I decided that the debate could not include the Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board, and that the provisions of article 381 of the Rules should be followed.

The Leader of the Opposition appeals to the House from my decision.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Chairman's decision,

Et appel de la décision de M. le président du comité étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brisson, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Fortin, Fournier, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laroche, LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, Morissette, O'Reilly, Parent, Roy, Saint-Pierre, Thérberge, Vaillancourt.—43.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Talbot.—22.

La décision de M. le président du comité est ainsi maintenue.

Et le débat continue en comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre millions cinq cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement, construction et réfection de ponts permanents (travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions cinq cent quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses pré-

the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

So Mr. Chairman's decision was sustained.

And the debate continuing in Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-four million, five hundred twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment, construction and rebuilding of permanent bridges (Public Works)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million five hundred eighty-three thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Forestry

vues à l'article: "Service forestier (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent soixante-dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de la protection des forêts (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions deux cent mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités régionales (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des arpentages et du cadastre, y compris subventions (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reboisement et pépinières (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aménagement de la forêt domaniale de Matane (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dé-

Service (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred seventy-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Forest Protection Service (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million two hundred thousand three hundred dollars, necessary to defray the item, "Regional units (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million six hundred thirty-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Surveys and Cadastal Service, including grants (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Reafforestation and nurseries (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred sixty thousand dollars, necessary to defray the item, "Development of the Matane Domanial Forest (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ninety thousand dollars, necessary to defray the item,

penses prévues à l'article: "École forestière de Duchesnay (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Programmes de restauration forestière (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de géographie de Québec (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides

Et, alors, la chambre s'ajourne.

"Duchesnay Forestry School (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Forest restoration programmes (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities for injured persons or their dependents and medical care (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty thousand dollars necessary to defray the item, "Quebec Geographical Commission (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
8 AVRIL 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la Banque provinciale du Canada et de Charles Noël Abbott, demandant l'adoption d'une loi concernant certains terrains dans la paroisse de Varennes;

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi concernant la Commission de transport de Montréal;

De The Montreal Amateur Athletic Association demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi lui accordant le pouvoir d'acheter ou d'exproprier un certain territoire;

De Les Frères du Sacré-Cœur—Granby, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre une terre sans les charges qui existent actuellement;

De la ville de Baie Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la cité d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**WEDNESDAY,
APRIL 8th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the thirteenth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of The Provincial Bank of Canada and of Charles Noël Abbott, praying for an Act concerning certain properties in the parish of Varennes;

Of the city of Montreal, praying for an Act respecting The Montreal Transportation Commission;

Of The Montreal Amateur Athletic Association, praying for an Act to amend its charter;

Of the town of Asbestos, praying for an Act granting it the authorization to purchase or to expropriate a certain territory;

Of "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby", praying for an Act to authorize the sale of a piece of land free of the charges now existing on it;

Of the town of Baie Comeau, praying for an Act to amend its charter;

Of the city of Pointe-aux-Trembles, praying for an Act to amend its charter;

Of the city of Alma, praying for an Act to amend its charter.

Ordonné que M. Collard ait la permission de présenter le bill no 141, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Alma".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 146, intitulé: "Loi concernant le titre de la Banque provinciale du Canada et de Charles Noël Abbott sur certains terrains dans la paroisse de Varennes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Coiteux (Duplessis) ait la permission de présenter le bill no 152, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Morissette ait la permission de présenter le bill no 161, intitulé: "Loi concernant Les Frères du Sacré-Cœur—Granby".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Meunier ait la permission de présenter le bill no 163, intitulé: "Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et la convention intervenue entre elle et le Crédit Immobilier, Inc., en 1955".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Collard have leave to bring in bill No. 141, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Alma."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 146, intituled: "An Act respecting the title of the Provincial Bank of Canada and Charles Noël Abbott to certain lands in the parish of Varennes."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Coiteux (Duplessis) have leave to bring in bill No. 152, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Baie Comeau."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Morissette have leave to bring in bill No. 161, intituled: "An Act respecting Les Frères du Sacré-Cœur—Granby".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Meunier have leave to bring in bill No. 163, intituled: "An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles and the agreement made between it and Le Crédit Immobilier, Inc., in 1955."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Morissette ait la permission de présenter le bill no 195, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'Asbestos".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lalonde ait la permission de présenter le bill no 196, intitulé: "Loi concernant la Commission de transport de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Brown ait la permission de présenter le bill no 198, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association des gymnastes amateurs de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Johnson ait la permission de présenter le bill no 99, intitulé: "Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Morissette have leave to bring in bill No. 195, intituled: "An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of Asbestos."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Lalonde have leave to bring in bill No. 196, intituled: "An Act respecting the Montreal Transportation Commission."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Brown have leave to bring in bill No. 198, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Amateur Athletic Association."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Johnson have leave to bring in bill No. 99, intituled: "An Act governing the exportation of electric power."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'un arrêté en conseil concernant les travaux de construction de l'approche nord du Pont de Trois-Rivières, phase 1, pilier n-6 à n-15, en date du 8 avril 1964.

(Document de la session no 98.)

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

Copy of an Order-in-Council dated April 8th, 1964, concerning the construction work on the north approach of the Trois-Rivières bridge, Phase 1, Pillars N-6 to N-15.

(Sessional Papers, No. 98.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bernatchez:

1. Combien d'heures de travaux d'amélioration de ferme à l'aide de tracteurs (*bulldozers*) ont été octroyées par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation dans le comté de Lotbinière en 1963?

2. Combien d'heures ont été exécutées par l'outillage du ministère?

3. Combien d'heures ont été exécutées par l'outillage privé sous contrat?

4. Dans quelles paroisses ces travaux ont-ils été exécutés?

5. Quel est le nombre d'heures pour chacune des paroisses?

6. Quel est le nom du ou des entrepreneurs qui ont exécuté ces travaux avec en regard le nombre d'heures accordées à chacun?

7. Quels sont les nom, prénoms et adresses de chacune des personnes du comté de Lotbinière à qui des octrois ont été payés pour l'exécution des susdits travaux et le nombre d'heures octroyées à chacune?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 99.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Allard:

1. Le ministère de l'agriculture et de la colonisation a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de drainage ou autres travaux dans les paroisses ou

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bernatchez:

1. How many hours for farm improvement work by the use of bulldozers were allotted by the Department of Agriculture and Colonization in Lotbinière county in 1963?

2. What was the number of hours worked using equipment belonging to the Department?

3. What was the number of hours worked by privately-owned equipment under contract?

4. In what parishes was this work carried out?

5. What was the number of hours for each one of these parishes?

6. What is the name of the contractor or contractors who carried out this work, and how many hours were allotted to each one?

7. What is the name, what are the Christian names and what is the address of each one of the persons in Lotbinière county to whom grants were paid to carry out the above-mentioned work, and how many hours were allotted to each one of them?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(*Sessional Papers, No. 99.*)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Allard:

1. Did the Department of Agriculture and Colonization carry out any drainage work or did it have any drainage work carried out in the parishes and towns of

villes du comté de Beauce au cours de l'année 1963?

2. Dans l'affirmative:

- a) quel genre de travaux;
- b) sur quels lots ou chemins;
- c) qui a exécuté les travaux;
- d) combien ont-ils coûté respectivement?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.
(*Document de la session no 100.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Élie:

1. Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de drainage ou autres travaux dans les paroisses du comté d'Yamaska au cours de l'année 1963?

2. Dans l'affirmative:

- a) quel genre de travaux;
- b) sur quels lots ou chemins;
- c) qui a exécuté les travaux;
- d) combien ont-ils coûté respectivement?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.
(*Document de la session no 101.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Élie:

Beauce county in 1963?

2. If so:

- a) what kind of work;
- d) on what lots or roads;
- c) who carried out the work;
- d) what were the respective costs of the work?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.
(*Sessional Papers, No. 100.*)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Élie:

1. Did the Department of Agriculture and Colonization carry out or have carried out any drainage or other work in the parishes of Yamaska county in 1963?

2. If so:

- a) what kind of work;
- b) on what lots or roads;
- c) who carried out the work;
- d) what were the respective costs of the work?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.
(*Sessional Papers, No. 101.*)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Élie:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresses de chacune des personnes du comté d'Yamaska à qui des octrois ont été payés pour amélioration de fermes, à l'aide de tracteurs, au cours de l'année 1963 ?

2. Combien d'heures ont été octroyées à chacune de ces personnes ?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 102.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Gauthier:

1. Depuis le 10 juin 1961 à date, quel est, pour chaque comté de la province, le montant remboursé par le gouvernement sur tout emprunt qu'un agriculteur a obtenu d'une caisse populaire ou d'une banque, en vertu du chapitre 55, 9-10 Elizabeth II ?

2. En vertu de la loi ci-dessus, quel est, pour chaque comté de la province, le nombre de prêts au sujet desquels le gouvernement a remboursé un intérêt de trois pour cent ?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 103.)

Sur la motion de M. Bernatchez, il est—

1. What are the names, Christian names and addresses of the persons in Yamaska county who were given grants for farm improvement work with the help of tractors in 1963 ?

2. How many hours were allocated to each one of these persons ?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 102.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Gauthier:

1. From June 10th, 1961, to date, and for each county in the province, what is the amount reimbursed by the government on all loans obtained by farmers from any credit union or bank in virtue of the Act 9-10 Elizabeth II, chapter 55 ?

2. In virtue of the above-mentioned Act and for each county in the province, what is the number of loans on which the government reimbursed three percent interest ?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 103.)

On motion of Mr. Bernatchez,—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une copie de tous les permis pour la coupe du bois dans le district de Longue-Pointe, seigneurie Mingan, comté de Duplessis, émis par le ministère des Terres et Forêts au cours des années fiscales 1960-61, 1961-62, 1962-63 et du 1er avril 1963 à date, et mentionnant la quantité de bois coupé.

M. Cliche dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 104.)

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of all the permits issued by the Department of Lands and Forests during the 1960-61, 1961-62 and 1962-63 fiscal years, and from April 1st, 1963, to date, for the cutting of wood in the district of Longue-Pointe, Mingan Seigneurie, Duplessis county, and mentioning the quantity of wood that was cut.

Mr. Cliche laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 104.)

Question par M. Russell:

Le gouvernement a-t-il affecté des fonds provenant des appropriations de ARDA au financement des coopératives agricoles existantes ou à la fondation de nouvelles coopératives?

Réponse par M. Courcy:

Non.

Question par M. Russell:

1. Le gouvernement a-t-il garanti un ou des emprunts bancaires de la Coopérative Fédérée de Québec, durant les années 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64?

2. Si tel est le cas, pour quel montant total et quel est le montant de chacun des emprunts ainsi garantis?

3. Les frais de voyage des agronomes à l'emploi du gouvernement qui assistent à la réunion annuelle de la Coopérative Fédérée à Montréal sont-ils payés par la province?

4. Si tel est le cas, qui autorise ces voyages?

5. Quel est le montant des octrois payés par le gouvernement à la Coopérative Fédérée durant les années 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64?

Question by Mr. Russell:

Did the government allocate any of the funds provided by the appropriations for ARDA to the financing of any existing cooperative agricultural associations or the founding of new cooperatives?

Answer by Mr. Courcy:

No.

Question by Mr. Russell:

1. Did the government guarantee any bank loan or loans of the Coopérative Fédérée de Québec in 1960-61, 1961-62, 1962-63 and 1963-64?

2. If so, for what total amount and what is the amount of each loan so guaranteed?

3. Does the province pay the travelling expenses of the government-employed agronomists who attend the annual meeting of the Coopérative Fédérée in Montreal?

4. If so, who authorizes these trips?

5. What was the amount of the grants paid by the government to the Coopérative Fédérée in 1960-61, 1961-62, 1962-63 and 1963-64?

6. Quel est le montant total des ventes faites par la Coopérative Fédérée au gouvernement, à quel ministère et quel est le montant dans chaque cas au cours des années 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64 ?

7. Quels sont les noms et adresses de chaque personne payée par le gouvernement et dont les services sont prêtés à la Coopérative Fédérée au cours des années 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64 ?

Réponse par M. Courcy:

1. et 2. Nil.

3. Le gouvernement paie leurs frais de voyage à ses instructeurs en coopération qui assistent à la réunion annuelle de la Coopérative Fédérée, à Montréal.

4. Le chef de service, après entente avec le sous-ministre.

5. Nil.

6.

1960-61

Agriculture.....	\$ 5,970.59
Colonisation (achat de foin pour colons).....	334,554.25

1961-62

Agriculture.....	10,948.03
Colonisation.....	25,312.63

1962-63

Agriculture et Colonisation	9,171.53
-----------------------------	----------

1963-64 (au 1er mars)

Agriculture et Colonisation.....	20,758.46
7. Nil.	

Question par M. Russell:

1. Durant les années 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64 les bilans de la Coopérative agricole du Lac Mégantic No. 2295 et 473 ont-ils été préparés par

6. What is the total amount of sales made by the Coopérative Fédérée to the government, to what Department and what is the amount in each case for 1960-61, 1961-62, 1962-63 and 1963-64 ?

7. What is the name and address of each person paid by the government and whose services were lent to the Coopérative Fédérée in 1960-61, 1961-62, 1962-63 and 1963-64 ?

Answer by Mr. Courcy:

1. and 2. Nil.

3. The government pays the travelling expenses of its cooperative instructors who attend the annual meeting of the Coopérative Fédérée in Montreal.

4. The Section Head after agreement with the Deputy Minister.

5. Nil.

6.

1960-61

Agriculture.....	\$ 5,970.59
Colonization (purchase of hay for settlers).....	334,554.25

1961-62

Agriculture.....	10,948.03
Colonization.....	25,312.63

1962-63

Agriculture & Colonization.....	9,171.53
---------------------------------	----------

1963-64 (as at March 1st)

Agriculture & Colonization.....	20,758.46
7. Nil.	

Question by Mr. Russell:

1. Were balance sheets Nos. 2295 and 473 of the Coopérative agricole du Lac Mégantic for 1960-61, 1961-62, 1962-63 and 1963-64 prepared by the employees

les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ?

2. Si tel est le cas :

- a) qui les a préparés ;
- b) qui les a approuvés ?

Réponse par M. Courcy :

1. Oui.

2. a)

Bilan au 31 octobre 1960: Émile Petit;

Bilan au 31 octobre 1961: Émile Petit;

Bilan provisoire au 15 juin 1962: M. Ste-Marie;

Bilan au 31 octobre 1962: M. Ste-Marie;

Bilan au 31 octobre 1963: M. Ste-Marie;

b) Le bureau de direction de la Coopérative agricole du Lac Mégantic et l'Assemblée générale.

Question par M. Russell :

1. L'octroi de \$35,000.00 consenti à la Coopérative agricole du Lac Mégantic en 1960-61 a-t-il été consenti à la suite d'une enquête économique ou d'une étude de la situation financière de la coopérative ?

2. Si tel est le cas, par qui cette enquête ou cette étude a-t-elle été faite ?

Réponse par M. Courcy :

1. Un octroi de \$25,000.00 a été consenti à la Coopérative agricole du Lac Mégantic en 1960-61, à la suite d'une étude de sa situation financière d'après le bilan d'octobre 1961 et ceux des années antérieures.

2. L'étude a été faite par les officiers du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et complétée par la direction de ce ministère.

Question par M. Bernatchez :

1. Qui a la responsabilité de la surveillance de la coupe du bois sur les

of the Department of Agriculture ?

2. If so:

- a) who prepared them;
- b) who approved them ?

Answer by Mr. Courcy :

1. Yes.

2. a)

Balance sheet as at October 31st, 1960: Émile Petit;

Balance sheet as at October 31st, 1961: Émile Petit;

Provisional balance sheet as at June 15th, 1962: M. Ste-Marie;

Balance sheet as at October 31st, 1962: M. Ste-Marie;

Balance sheet as at October 31st, 1963: M. Ste-Marie;

b) The board of directors of the Coopérative agricole du Lac Mégantic and the general meeting.

Question by Mr. Russell :

1. Was the grant of \$35,000.00 that was awarded to the Coopérative agricole du Lac Mégantic consented to following an economic investigation or a study of the financial situation of the cooperative ?

2. If so, by whom was this investigation or study carried out ?

Answer by Mr. Courcy :

1. A grant of \$25,000.00 was made to the Coopérative agricole du Lac Mégantic in 1960-61, following a study of its financial situation as shown in the October 1961 balance sheet and those of previous years.

2. The study was made by the officials of the Department of Agriculture and Colonization and was completed by the directorate of this Department.

Question by Mr. Bernatchez :

1. Who is responsible for the supervision of the cutting of wood on Crown

terres de la Couronne dans la région de Longue-Pointe, seigneurie Mingan, comté de Duplessis ?

2. Qui a la responsabilité du mesurage du bois coupé sur les terres de la Couronne dans la région de Longue-Pointe, seigneurie Mingan ?

Réponse par M. Cliche:

1. La responsabilité de la surveillance de la coupe du bois sur les terres de la couronne dans la région de Longue-Pointe, seigneurie de Mingan, comté de Duplessis, incombe au chef de district de Sept-Îles, monsieur Jean-Louis Vézina, i.f.; son représentant dans le secteur mentionné plus haut, est monsieur Arthur Beaudin de Rivière-au-Tonnerre, mesureur licencié.

2. La responsabilité du mesurage du bois coupé sur les terres de la couronne dans la région de Longue-Pointe, seigneurie de Mingan, incombe au chef de district de Sept-Îles, monsieur Jean-Louis Vézina, i.f.; son représentant dans le secteur mentionné plus haut, est monsieur Arthur Beaudin de Rivière-au-Tonnerre, mesureur licencié.

Question par M. Bernatchez:

1. Le ministère de la Colonisation a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de construction ou de réparation de chemins dans la région de Longue-Pointe, seigneurie Mingan, comté de Duplessis, au cours des années fiscales 1960-61, 1961-62, 1962-63 et du 1er avril 1963 à date ?

2. Dans l'affirmative:

- a) qui a exécuté lesdits travaux;
- b) quel est le montant de la dépense;
- c) quelle est la longueur du ou des chemins construits ou améliorés;
- d) y a-t-il eu demande de soumissions et, si oui, quels sont les soumissionnaires et le montant de chaque soumission ?

Réponse par M. Courcy:

- 1. 1960-61: non;

land in the region of Longue-Pointe, Mingan Seigneurie, Duplessis county ?

2. Who is responsible for measuring the wood cut on Crown land in the region of Longue-Pointe, Mingan Seigneurie, Duplessis county ?

Answer by Mr. Cliche:

1. The responsibility for the supervision of the cutting of wood on Crown land in the region of Longue-Pointe, Mingan Seigneurie, Duplessis county, falls upon the Sept-Îles District Head, Mr. Jean-Louis Vézina, forestry engineer; his representative in the area mentioned above is Mr. Arthur Beaudin of Rivière-au-Tonnerre, licenced culler.

2. The responsibility for measuring the wood cut on Crown land in the region of Longue-Pointe, Mingan Seigneurie, falls upon the Sept-Îles District Head, Mr. Jean-Louis Vézina, forestry engineer; his representative in the area mentioned above is Mr. Arthur Beaudin of Rivière-au-Tonnerre, licenced culler.

Question by Mr. Bernatchez:

1. Did the Department of Colonization carry out any road construction or repair work or did it have any such work carried out, in the region of Longue-Pointe, Mingan Seigneurie, Duplessis county, in the 1960-61, 1961-62, 1962-63 fiscal years, and from April, 1st, 1963, to date ?

2. If so:

- a) who carried out the said work;
- b) how much did it cost;
- c) what is the length of the road or roads built or improved;
- d) were tenders called for, and if so, who submitted tenders and what was the amount of each tender ?

Answer by Mr. Courcy:

- 1. 1960-61: no;

- 1961-62: oui; 1961-62: yes;
 1962-63: oui; 1962-63: yes;
 1963-64: oui. 1963-64: yes.
2. a) Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. 2. a) The Department of Agriculture and Colonization.
 b) et c): b) and c):

Permis n°	Localisation	Montant	Contremaître
Permit No.	Location	Amount	Foreman
412-A-612 61-62	<i>Canton Longue-Pointe de Mingan.</i> Chemin à partir de la route nationale traversant le village de l'extrémité ouest à l'extrémité est, puis chemin à partir de la route nationale à l'aéroport. Long. 2.8 milles. Municipalité N.O. <i>Longue Pointe de Mingan Township.</i> Road from the main highway going through the village from the east end to the west end, and a road from the main highway to the airport. Length: 2.8 milles. Non-organized municipality.	\$5,078.37	MM.—Messrs. John Collin, Elzéar Vail- lancourt
211-A-623 62-63	<i>Canton Longue-Pointe de Mingan.</i> Chemin dans le village de Longue-Pointe de Mingan puis sur route à partir du village conduisant à l'aéroport. Municipalité non organisée. Long. 2.4 milles. <i>Longue Pointe de Mingan Township.</i> Road in the village of Longue Pointe de Mingan and from the road leading from the village to the airport. Non-organized municipality. Length: 2.4 miles.	3,476.70	Elzéar Vail- lancourt
96-A-634 63-64	<i>Canton Seigneurie Mingan.</i> Chemin dans le village de Longue-Pointe de Mingan. Municipalité Longue-Pointe de Mingan. Long. 2 milles. <i>Seigneurie Mingan Township.</i> Road in the village of Longue Pointe de Mingan. Longue Pointe de Mingan Municipality. Length: 2 miles.	4,495.85	John Collin
Total		\$13,050.92	

d) Travaux faits en régie.**d) Work carried out under government supervision.**

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'étude, dépenses diverses et imprévues (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement, construction de chemins d'accès et d'exploitation forestière (terres et forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Scholarships, grants, miscellaneous and unforeseen expenses (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred eighty-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment, construction of access and forestry roads (Lands and Forests)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions. The Chairman also acquainted the

la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
9 AVRIL 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

Les documents suivants sont déposés
sur le bureau de la chambre:

Par M. Lévesque (Bonaventure):
Annuaire du Québec, 1963.
(*Document de la session no 105.*)

Par M. Pinard:
Office des autoroutes du Québec,
rapport financier au 31 décembre 1963.
(*Document de la session no 106.*)

L'ordre du jour appelle la prise en
considération de la question suivante
par M. Raymond:

1. Le ministère de l'Agriculture et de
la Colonisation a-t-il fait exécuter des
travaux de confection ou de réparation
sur les chemins publics dans le comté de
Berthier au cours de l'année 1963?

2. Si oui:

a) Quel est le montant dépensé dans
chaque municipalité;

b) Quel est le montant dépensé dans
chaque rang;

c) Quel était le contremaître dans
chaque rang?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé
sur le bureau de la chambre un docu-
ment contenant les informations de-
mandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la
chambre ledit document.
(*Document de la session no 107.*)

**THURSDAY,
APRIL 9th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

The following documents were laid
upon the table:

By Mr. Lévesque (Bonaventure):
Quebec Yearbook, 1963.
(*Sessional Papers, No. 105.*)

By Mr. Pinard:
Quebec Autoroutes Authority, finan-
cial report as at December 31st, 1963.
(*Sessional Papers, No. 106.*)

The Order of the Day being called
for the consideration by the House of a
question by Mr. Raymond:

1. Did the Department of Agriculture
and Colonization have any building or
repair work done on the public roads in
Berthier county in 1963?

2. If so:

a) what was the amount spent in each
municipality;

b) what was the amount spent on
each range;

c) who was the foreman on each
range?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a docu-
ment covering the information request-
ed.

Mr. Courcy laid upon the table the
said document.
(*Sessional Papers, No. 107.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Russell:

1. Quel est le montant total versé en octrois aux coopératives agricoles durant les années 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64 ?

2. Quel est le nom des coopératives qui ont bénéficié de ces octrois et le montant accordé à chacune ?

3. Quelles sont les coopératives agricoles qui ont demandé et obtenu la garantie du gouvernement pour des emprunts contractés en 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64 et quel est le montant de chacun des emprunts ainsi garantis pour chacune de ces coopératives ?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 108.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Cloutier:

1. Un pont a-t-il été construit dans les limites de la municipalité de Sainte-Lucie de Beauregard, comté de Montmagny, depuis juillet 1960 ?

2. Pour quel ministère ce pont a-t-il été construit ?

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées ?

4. Si oui, quels étaient les noms des soumissionnaires et le montant de leur soumission ?

5. A qui le contrat a-t-il été accordé et pour quel montant ?

6. Si les travaux ont été exécutés à la journée:

a) quel était le contremaître:

b) combien ont coûté les travaux à date;

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Russell:

1. What was the total amount paid to cooperative agricultural associations in the form of grants in 1960-61, 1961-62, 1962-63 and 1963-64 ?

2. What are the names of the cooperatives which benefited from these grants and what amount was given to each one ?

3. What cooperative agricultural associations asked for and obtained a government guarantee for loans contracted in 1960-61, 1961-62, 1962-63 and 1963-64, and what is the amount of each loan so guaranteed for each one of these cooperatives ?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(*Sessional Papers, No. 108.*)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Cloutier:

1. Has a bridge been built within the limits of the municipality of Sainte-Lucie de Beauregard, Montmagny county, since July 1960 ?

2. For what Department was this bridge built ?

3. Were public tenders called for ?

4. If so, what are the names of the persons who submitted tenders and the amounts of their bids ?

5. To whom was the contract awarded and for what amount ?

6. If the work was carried out by the day:

a) who was the foreman;

b) how much has the work cost to date;

c) ce montant comprend-il les approches;

d) si non, combien les approches ont-elles coûtées?

7. Les travaux sont-ils terminés, si non, quel est le coût estimé du parachèvement des travaux?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Saint-Pierre dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 109.)

Sur la motion de M. Bernatchez, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une copie du dossier du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation concernant le cours d'eau Gosselin-Moisan, dans les paroisses de Sainte-Anastasie et Lyster, comté de Mégantic, incluant copie de la proposition du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation adressée au conseil de comté relativement à l'amélioration de ce cours d'eau, copie de la réponse du conseil de comté ainsi que copie de la réglementation municipale relative audit cours d'eau.

M. Courcy déclare qu'il s'agit d'un dossier très volumineux ouvert il y a au-delà d'un quart de siècle et qui contient entre autres documents de très nombreuses correspondances qui ne peuvent être d'intérêt public. Comme il faudrait beaucoup de temps pour copier ce dossier, l'essentiel et plus précisément les documents demandés par la motion en ont été extraits et ils sont annexés à la présente. Les autres do-

c) are the approaches included in this amount;

d) if not, how much did the approaches cost?

7. Has the work been completed, and if not, what is the estimated cost of the completion of the work?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Saint-Pierre laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 109.)

On motion of Mr. Bernatchez,—

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of the file of the Department of Agriculture and Colonization concerning the Gosselin-Moisan watercourse, in the parishes of Sainte-Anastasie and Lyster, Mégantic county, including a copy of the proposal made by the Minister of Agriculture and Colonization to the county council respecting improvements to this watercourse, a copy of the reply from the county council, and a copy of the municipal regulations respecting the said watercourse.

Mr. Courcy stated that this is a very voluminous file which was opened over a quarter of a century ago, and amongst other documents, it contains a great amount of correspondence which is not of public interest. As it would take a great deal of time to make copies of everything in this file, the essential papers and more precisely, the documents requested in the motion have been extracted, and are hereto attached.

cuments du dossier concerné pourront être consultés par les membres de la chambre aux bureaux du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

Et M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 110.)

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état mentionnant le nom et l'adresse des entrepreneurs qui ont obtenu des contrats sur la route Trans-Canada, à la suite de demandes de soumissions publiques, ainsi que le montant du contrat initial et le montant du réajustement, s'il en est, et cela depuis le 1er janvier 1963 jusqu'au 1er mars 1964.

M. Pinard dépose sur le bureau de la chambre ledit document:

(Document de la session no 111.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 141, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Alma".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 146, intitulé: "Loi concernant le titre de la Banque provinciale du Canada et de Charles Noël Abbott sur certains terrains dans la paroisse de Varennes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

The other papers in the file in question may be examined by the Members of the House in the offices of the Department of Agriculture and Colonization.

And Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 110.)

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That there be laid before the House:

A statement giving the names and addresses of the contractors who were awarded contracts on the Trans-Canada Highway, following calls for public tenders, as well as the amount of the initial contract and the amount of the readjustment, if any, and all of which from January 1st, 1963 to March 1st, 1964.

Mr. Pinard laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 111.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 141, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Alma."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 146, intituled: "An Act respecting the title of the Provincial Bank of Canada and Charles Noël Abbott to certain lands in the parish of Varennes."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 152, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 161, intitulé: "Loi concernant Les Frères du Sacré-Cœur—Granby".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 163, intitulé: "Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et la convention intervenue entre elle et le Crédit Immobilier, Inc., en 1955".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 195, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'Asbestos".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 196, intitulé: "Loi concernant la Commission de transport de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 198, intitulé: "Loi

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 152, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Baie Comeau."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 161, intituled: "An Act respecting Les Frères du Sacré-Cœur—Granby."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 163, intituled: "An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles and the agreement made between it and Le Crédit Immobilier, Inc., in 1955."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 195, intituled: "An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of Asbestos."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 196, intituled: "An Act respecting the Montreal Transportation Commission."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 198,

modifiant la charte de l'Association des gymnastes amateurs de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions deux cent soixante et onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Amateur Athletic Association."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine million two hundred seventy-one thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Revenue)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Revenue)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred eighty-four thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
10 AVRIL 1964.***Dix heures et demie du matin.***Prière.**

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Rapport du comité interministériel d'étude sur le régime des rentes du Québec, volume 1, avril 1964.

(Document de la session no 112.)

Analyse comparative du régime de rentes du Québec et du régime de pension du Canada.

(Document de la session no 113.)

Sur la motion de M. Johnson, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie des directives du Conseil de la trésorerie concernant les dépenses d'automobile des employés civils.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 114.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**FRIDAY,
APRIL 10th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

Mr. Lesage laid upon the table the following documents:

Report of the Interdepartmental Study Committee on the Quebec system of social security, Volume 1, April 1964.

(Sessional Papers, No. 112.)

Comparative analysis of the Quebec system of social security and the Canada pension system.

(Sessional Papers, No. 113.)

On motion of Mr. Johnson,—
Ordered, That there be laid before the House:

A copy of the directives issued by the Treasury Board respecting the automobile expenses of civil employees.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 114.)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements: Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses: Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements et honoraires: Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quatorze mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses: Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité spécial institué à la suite de la motion adoptée par l'Assemblée législative, le 7 juin 1963: frais divers y compris, par dérogation à la Loi de la Législature, une allocation pour dépenses de \$25.00 par jour de séance en dehors d'une session à chaque membre autre qu'un ministre ou le chef de l'opposition: Assemblée législative (législation)", du budget de l'an-

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred five thousand dollars, necessary to defray the item, "Salaries: Legislative Council (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twelve thousand five hundred dollars, necessary to defray the item: "Office and miscellaneous expenses: Legislative Council (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred fifty-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Salaries and fees: Legislative Assembly (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-four thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Office and miscellaneous expenses: Legislative Assembly (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Special committee appointed following the motion adopted by the Legislative Assembly on June 7th, 1963: miscellaneous expenses including, notwithstanding the Legislature Act, an allowance for expenses of \$25.00 for each day of sitting between sessions to each member other than a Minister or the Leader of the Opposition: Legislative Assembly (Legislation)," of the budget for the fiscal

née financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité spécial des relations de travail dans les services publics: Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Journal des débats: traitements et autres dépenses: Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements: Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres, reliure, frais de bureau et dépenses diverses: Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux chambres de la Législature: Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Special committee on labour relations in the public service: Legislative Assembly (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred twenty-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Journal of Debates: salaries and other expenses: Legislative Assembly (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred forty-three thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Salaries: Library of the Legislature (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase of books, binding, office and miscellaneous expenses: Library of the Legislature (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ninety thousand dollars, necessary to defray the item, "Printing and binding for both Houses of the Legislature: Library of the Legislature (Legislation)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
13 AVRIL 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Pinard, il est—
Ordonné que M. Pinard ait la permission de présenter le bill no 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi des autoroutes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

**MONDAY,
APRIL 13th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Pinard,—
Ordered, That Mr. Pinard have leave to bring in bill No. 29, intituled: "An Act to amend the Quebec Autoroutes Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question par M. Bellemare:

Quel est le montant total payé à Charrier & Dugal, Inc., depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 11 février 1964, par le gouvernement de la province et ses organismes, tant pour travaux d'impressions et autres que pour achat de marchandises?

Réponse par M. Lesage:

1960-61: voir *Comptes publics* 1961, pages 202, 232 et 329. En outre, une somme de \$3,883.74 a été versée par divers ministères et la Commission du salaire minimum, laquelle n'apparaît pas en détail dans les *Comptes publics* 1961, les montants respectifs étant inférieurs à \$1,500.00.

1961-62: voir *Comptes publics* 1962, pages 220, 380, 506 et 507. En outre, une somme de \$10,424.62 a été versée par divers ministères et la Régie des alcools du Québec, laquelle n'apparaît pas en détail dans les *Comptes publics* 1962, les montants respectifs étant inférieurs à \$1,500.00.

Question by Mr. Bellemare:

What is the total amount that has been paid to Charrier & Dugal, Inc., from July 5th, 1960, to February 11th, 1964, by the government of the province and its organisms, for printing as well as for the purchase of merchandise?

Answer by Mr. Lesage:

1960-61: see *Public Accounts* 1961, pages 202, 232 and 329. In addition, an amount of \$3,883.74 was paid by various Departments and the Minimum Wage Commission, which amount is not shown in detail in *Public Accounts* 1961, as the respective amounts were less than \$1,500.00.

1961-62: see *Public Accounts* 1962, pages 220, 380, 506 and 507. In addition, an amount of \$10,424.62 was paid by various Departments and the Quebec Liquor Board, which amount is not shown in detail in *Public Accounts* 1961, as the respective amounts were less than \$1,500.00.

1962-63: voir *Comptes publics* 1963, pages 254, 258, 406, 515 et 516. En outre, une somme de \$3,835.00 a été versée par divers ministères, laquelle n'apparaît pas en détail dans les *Comptes publics* 1963, les montants respectifs étant inférieurs à \$2,000.00.

Du 1er avril 1963 au 11 février 1964: \$212,273.86.

Question par M. Bellemare:

1. Quel est le montant payé par le gouvernement de la province et ses organismes à:

a) Warnock Hersey Appraisal, Co. Ltd.;

b) Warnock Hersey, Co. Ltd.;

c) Warnock Hersey Management Consultants, Ltd.;

d) Warnock Hersey Soil Investigations, Ltd.;

e) Warnock Hersey Soil Investigation, —au cours des années fiscales 1961-62, 1962-63 et depuis le 1er avril 1963 à date?

Réponse par M. Lesage:

1. a) 1961-62: Nil

1962-63: Nil

Du 1er avril 1963 au 12 février 1964: \$3,426.43;

b) 1961-62: voir *Comptes publics* 1962, pages 567, 589, 601, 618 et 619. En outre, un montant de \$1,050.50 a été versé par le ministère des Richesses naturelles, lequel n'apparaît pas en détail dans les *Comptes publics*, étant inférieur à \$1,500.00.

1962-63: voir *Comptes publics* 1963, pages 582, 606 et 622. En outre, un montant de \$69,822.49 a été payé par l'Office des autoroutes du Québec.

Du 1er avril 1963 au 12 février 1964: \$115,591.43;

c) 1961-62: Nil

1962-63: Nil

Du 1er avril 1963 au 12 février 1964: Nil;

1962-63: see *Public Accounts* 1963, pages 254, 258, 406, 515 and 516. In addition, an amount of \$3,835.00 was paid by various Departments, which amount is not shown in detail in *Public Accounts* 1963, as the respective amounts were less than \$2,000.00.

From April 1st, 1963, to February 11th, 1964: \$212,273.86.

Question by Mr. Bellemare:

1. What is the amount paid by the government of the province and its organisms to:

a) Warnock Hersey Appraisal, Co. Ltd.;

b) Warnock Hersey, Co. Ltd.;

c) Warnock Hersey Management Consultants, Ltd.;

d) Warnock Hersey Soil Investigations, Ltd.;

e) Warnock Hersey Soil Investigation, —during the 1961-62, 1962-63 fiscal years, and from April 1st, 1963, to date?

Answer by Mr. Lesage:

1. a) 1961-62: Nil

1962-63: Nil

From April 1st, 1963, to February 12th, 1964: \$3,426.43;

b) 1961-62: see *Public Accounts* 1962, pages 567, 589, 601, 618 and 619. In addition, an amount of \$1,050.50 was paid by the Department of Natural Resources, which amount is not shown in detail in the *Public Accounts* as it is less than \$1,500.00;

1962-63: see *Public Accounts* 1963, pages 582, 606 and 622. In addition, an amount of \$69,822.49 was paid by the Quebec Autoroutes Authority.

From April 1st, 1963, to February 12th, 1964: \$115,591.43;

c) 1961-62: Nil

1962-63: Nil

From April 1st, 1963, to February 12th, 1964: Nil;

d) 1961-62: voir *Comptes publics* 1962, page 627.

1962-63: voir *Comptes publics* 1963, pages 594, 629 et 630. En outre, un montant de \$28,953.04 a été payé par l'Office des autoroutes du Québec.

Du 1er avril 1963 au 12 février 1964: \$339,163.39;

e) 1961-62: Nil

1962-63: Nil

Du 1er avril 1963 au 12 février 1964: Nil.

d) 1961-62: see *Public Accounts* 1962, page 627.

1962-63: see *Public Accounts* 1963, pages 594, 629 and 630. In addition, an amount of \$28,953.04 was paid by the Quebec Autoroutes Authority.

From April 1st, 1963 to February 12th, 1964: \$339,163.39;

e) 1961-62: Nil

1962-63: Nil

From April 1st, 1963, to February 12th, 1964: Nil.

Sur la motion de M. Pinard, il est—
Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi des autoroutes".

On motion of Mr. Pinard, it was—
Resolved that, at the next sitting, the House do resolve itself into a Committee of the Whole to consider a resolution relating to bill 29, intituled: "An Act to amend the Quebec Autoroutes Act."

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that Mr. Speaker do now leave the Chair.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising thereon.

M. Guillemette propose, par voie d'amendement, secondé par M. Gosselin:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après "que" et en les remplaçant par les suivants:

"La chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires à l'administration de la province, regrette que le gouvernement n'ait pas de pensée agricole et qu'il ait manqué à ses promesses en ne prenant pas les mesures nécessaires pour endiguer l'ap-

Mr. Guillemette moved, in amendment, seconded by Mr. Gosselin:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after "That" by the following:

"The House, while being ready to grant to Her Majesty the monies necessary for the administration of the province, regrets that the government has no agricultural concept and that it has not kept its promises by not taking the necessary measures to alleviate the

pauvrissement et la dépopulation des régions rurales."

Sur la motion de M. Bernatchez, secondé par M. Gervais, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

impoverishment and depopulation of rural areas."

On motion of Mr. Bernatchez, seconded by Mr. Gervais,—

Ordered, That the debate be adjourned.

And then the House adjourned.

**MARDI,
14 AVRIL 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Bertrand (Terrebonne), il est—

Ordonné que M. Bertrand (Terrebonne) ait la permission de présenter le bill no 28, intitulé: "Loi concernant le Parc provincial du Mont Tremblant".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lévesque (Montréal-Laurier), il est—

Ordonné que M. Lévesque (Montréal-Laurier) ait la permission de présenter le bill no 30, intitulé: "Loi concernant l'électrification rurale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Kierans, il est—

Ordonné que M. Kierans ait la permission de présenter le bill no 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère du revenu".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lapalme, il est—

Ordonné que M. Lapalme ait la permission de présenter le bill no 32, intitulé: "Loi modifiant la Loi des monuments historiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

**TUESDAY,
APRIL 14th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Bertrand (Terrebonne),—

Ordered, That Mr. Bertrand (Terrebonne) have leave to bring in bill No. 28, intituled: "An Act respecting Mont Tremblant Provincial Park."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lévesque (Montréal-Laurier),—

Ordered, That Mr. Lévesque (Montréal-Laurier) have leave to bring in bill No. 30, intituled: "An Act respecting rural electrification."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Kierans,—

Ordered, That Mr. Kierans have leave to bring in bill No. 31, intituled: "An Act to amend the Department of Revenue Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lapalme,—

Ordered, That Mr. Lapalme have leave to bring in bill No. 32, intituled: "An Act to amend the Historic Monuments Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Beaupré ait la permission de présenter le bill no 98, intitulé: "Loi concernant les ingénieurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Beaupré have leave to bring in bill No. 98, intituled: "An Act respecting engineers."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question par M. Bellemare:

1. Quel est le montant total des commandes et contrats accordés à Saro Metal, Inc., par le gouvernement de la province et ses organismes depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 11 février 1964?

2. Quelle est la nature des marchandises achetées de cette compagnie?

3. Quels sont les nom, prénoms et adresses des officiers et directeurs de cette compagnie?

Réponse par M. Lesage:

1. 1960-61: voir *Comptes publics* 1961, pages 303 et 352.

1961-62: \$1,312.41 — cette somme n'apparaît pas en détail dans les *Comptes publics* 1962, étant donné que les montants respectifs sont inférieurs à \$1,500.00.

1962-63: \$694.25 — cette somme n'apparaît pas en détail dans les *Comptes publics* 1963, étant donné que les montants respectifs sont inférieurs à \$2,000.00.

Du 1er avril 1963 au 11 février 1964: \$11,305.00.

2. Ameublements métalliques.

3. D'après le rapport 1963 au Service des renseignements sur les compagnies:

Président:

Laflamme, J.-E., 5, rue Lagueux, Lauzon, comté de Lévis.

Question by Mr. Bellemare:

1. What is the total amount of the orders and contracts awarded to Saro Metal, Inc., by the government of the province and its organisms from July 5th, 1960, to February 11th, 1964?

2. What is the nature of the merchandise purchased from this company?

3. What are the names, Christian names and addresses of the officials and Directors of this company?

Answer by Mr. Lesage:

1. 1960-61: see *Public Accounts* 1961, pages 303 and 352.

1961-62: \$1,312.41 — this amount is not shown in detail in *Public Accounts* 1962, as the respective amounts were less than \$1,500.00.

1962-63: \$694.25 — this amount is not shown in detail in *Public Accounts* 1963, as the respective amounts were less than \$2,000.00.

From April 1st, 1963, to February 11th, 1964: \$11,305.00.

2. Metal furniture.

3. According to the report submitted to the Companies Information Service for 1963, the names are as follows:

President:

Laflamme, J.-E., 5 Lagueux St., Lauzon, Levis County.

Vice-président:

Dubé, Paul-E., 5, rue Saint-Philippe, Saint-Romuald.

Secrétaire:

Laflamme, Paul, 2829 Toussaint-Dusseault, Québec.

Trésorier:

Laflamme, Philippe, 5, rue Lagueux, Lauzon, comté de Lévis.

Directeurs:

Garant, Antoine, 219, rue Saint-Joseph, Lauzon.

Gourdeau, Paul, 8, rue du Parc, Lévis.

Marchand, Yves, 1080 ouest, boul. Saint-Cyrille, Québec.

Godin, J.-P., 1122, rue Charleroi, Sainte-Foy.

Question par M. Lizotte:

1. La compagnie L'Islet Metal, Inc., a-t-elle obtenu des commandes ou des contrats d'achats du gouvernement de la province et de ses organismes depuis le 6 février 1963 jusqu'au 6 février 1964?

2. Dans l'affirmative, à quelle date ces commandes ou ces contrats ont-ils été accordés et pour quel montant dans chaque cas?

3. Y a-t-il eu demandes de soumissions?

4. Dans l'affirmative, quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant de la soumission?

5. Quel est le nom du président de la susdite compagnie?

Réponse par M. Lesage:

1. Oui.

2. 3. et 4. Il y eut demandes de soumissions dans certains cas et demandes de prix dans les autres cas.

Vice-President:

Dubé, Paul-E., 5 Saint-Philippe, Saint-Romuald.

Secretary:

Laflamme, Paul, 2829 Toussaint-Dusseault, Quebec.

Treasurer:

Laflamme, Philippe, 5 Lagueux St., Lauzon, Levis County.

Directors:

Garant, Antoine, 219 Saint-Joseph, Lauzon.

Gourdeau, Paul, 8 du Parc, Levis.

Marchand, Yves, 1080 Saint-Cyrille West, Quebec.

Godin, J.-P., 1122 Charleroi, Sainte-Foy.

Question by Mr. Lizotte:

1. Was the firm of L'Islet Metal, Inc., given any orders or purchase contracts by the government of the province or any of its organisms from February 6th, 1963, to February 6th, 1964?

2. If so, on what date were these orders or contracts given and for what amount in each case?

3. Were tenders called for?

4. If so, what is the name of each tenderer and the amount of each tender?

5. What is the name of the president of the above-named company?

Answer by Mr. Lesage:

1. Yes.

2. 3. and 4. Tenders were called for in certain cases, and prices were requested in the other cases.

<i>Date de la commande ou du contrat</i>	<i>Numéro</i>	<i>Montant</i>	<i>Prix fournis</i>
<i>Date of order or contract</i>	<i>Number</i>	<i>Amount</i>	<i>Price submitted</i>
22 février 1963 February	352708	\$ 2,795.15	L'Islet Metal, Inc. \$ 2,795.15
20 mars — March	356706	4,592.84	L'Islet Metal, Inc. 4,592.84
22 avril — April	360553	700.00	L'Islet Metal, Inc. 700.00
5 juillet — July	369313	1,050.00	L'Islet Metal, Inc. 1,050.00
10 juillet — July	1607	525.00	L'Islet Metal, Inc. 525.00 Atelier des sourds muets Workshop for Deaf and Dumb Persons 590.00
11 juillet — July	373014	4,336.32	L'Islet Metal, Inc. 4,336.32 Rousseau Metal, Inc. 5,061.60
2 août — August	377224	123,700.00	L'Islet Metal, Inc., fut le seul soumissionnaire qui emploie l'acier rou- lé à chaud. Les autres compagnies appelées auparavant utilisent le produit "Rail Steel" qui ne rencontre pas les spécifications exigées. L'Islet Metal, Inc., was the only firm which submitted a tender and which uses hot rolled steel. The other firms which were asked to tender use a product called "Rail Steel" which does not meet the required specifica- tions. 123,700.00
9 décembre — December	395727	317.10	L'Islet Metal, Inc. 317.10

<i>Date de la commande ou du contrat</i>	<i>Numéro</i>	<i>Montant</i>	<i>Prix fournis</i>
<i>Date of order or contract</i>	<i>Number</i>	<i>Amount</i>	<i>Price submitted</i>
31 décembre 1963 December	399311	\$ 75,100.00	Burlington Steel Co., Ontario. L'Islet Metal, Inc. 75,100.00 La commande fut accordée à L'Islet Metal, Inc., parce que c'est la seule compagnie qui emploie l'acier roulé à chaud. La compagnie Burlington Steel utilise le "Rail Steel" qui ne rencontre pas les spécifications exigées. L'Islet Metal, Inc. The order was given to L'Islet Metal, Inc., because it is the only firm which uses hot rolled steel. The Burlington Steel Company uses "Rail Steel" which does not meet the required specifications.
20 janvier 1964 January	402025	2,875.00	L'Islet Metal, Inc. 2,875.00 Rousseau Metal, Inc. 3,381.00
5 février — February	404832	420.00	L'Islet Metal, Inc. 420.00

5. M. Robert Boulanger.

5. Mr. Robert Boulanger.

Question par M. Raymond:

Question by Mr. Raymond:

1. Quel montant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il dépensé dans le comté de Berthier pour réparation ou construction des ponts au cours de l'année 1963?

1. What amount did the Department of Agriculture and Colonization spend in Berthier county in 1963 for the repair or construction of bridges?

2. Quel est le montant dépensé pour chaque pont?

2. What was the amount spent on each bridge?

3. Sur quel cours d'eau sont situés ces ponts?

3. On what watercourses are these bridges situated?

4. Dans quelle paroisse ou quel rang ont été exécutés ces travaux ?

5. Quel était le contremaître sur chaque pont ?

Réponse par M. Courcy:

1. 2. 3. 4. et 5. Nil.

4. In what parish or range was this work carried out ?

5. Who was the foreman on each bridge ?

Answer by Mr. Courcy:

1. 2. 3. 4. and 5. Nil.

Sur la motion de M. Bertrand (Terrebonne), il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 28, intitulé: "Loi concernant le Parc provincial du Mont Tremblant".

Sur la motion de M. Lévesque (Mont-réal-Laurier), il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30, intitulé: "Loi concernant l'électrification rurale".

Sur la motion de M. Kierans, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère du revenu".

On motion of Mr. Bertrand (Terrebonne), it was—

Resolved that, at the next sitting, the House do resolve itself into a Committee of the Whole to consider a resolution relating to bill 28, intituled: "An Act respecting Mont Tremblant Provincial Park."

On motion of Mr. Lévesque (Mont-réal-Laurier), it was—

Resolved that, at the next sitting, the House do resolve itself into a Committee of the Whole to consider certain resolutions relating to bill 30, intituled: "An Act respecting rural electrification."

On motion of Mr. Kierans, it was—

Resolved that, at the next sitting, the House do resolve itself into a Committee of the Whole to consider a resolution relating to bill 31, intituled: "An Act to amend the Department of Revenue Act."

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Guillemette à la motion de M. Lesage proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, lequel amendement se lit comme suit: "La chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires à l'administration de la province, regrette que le gouvernement

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Guillemette to the motion by Mr. Lesage proposing that Mr. Speaker do now leave the chair, and that the House do resolve itself into Committee of Supply, which amendment reads as follows: "The House, while being ready to grant to Her Majesty the monies necessary for the administration of the province, regrets that the government

n'ait pas de pensée agricole et qu'il ait manqué à ses promesses en ne prenant pas les mesures nécessaires pour endiguer l'appauvrissement et la dépopulation des régions rurales".

Sur la motion de M. Russell, secondé par M. Raymond, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

has no agricultural concept and that it has no kept its promises by not taking the necessary measures to alleviate the impoverishment and depopulation of rural areas."

On motion of Mr. Russell, seconded by Mr. Raymond,—

Ordered, That the debate be adjourned.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
15 AVRIL 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Avec la permission de la chambre, M. Arsenault dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Le bottin administratif du Québec, 1964.

(Document de la session no 115.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 99, intitulé: "Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique".

M. Johnson propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Cottingham, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortier, Fortin, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lacroix, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Parent, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Turpin, Vaillancourt.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

**WEDNESDAY,
APRIL 15th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

With the leave of the House, Mr. Arsenault tabled the following document:

Administrative directory of Quebec, 1964.

(Sessional Papers, No. 115.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 99, intitled: "An Act governing the exportation of electric Power."

Mr. Johnson moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

And the Question being put on the motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative. The motion was accordingly adopted. The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Guillemette à la motion de M. Lesage proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, lequel amendement se lit comme suit: "La chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires à l'administration de la province, regrette que le gouvernement n'ait pas de pensée agricole et qu'il ait manqué à ses promesses en ne prenant pas les mesures nécessaires pour endiguer l'appauvrissement et la dépopulation des régions rurales".

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—22.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsénault, Baillargeon, Beupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Guillemette to the motion by Mr. Lesage proposing that Mr. Speaker do now leave the chair, and that the House do resolve itself into Committee of Supply, which amendment reads as follows: "The House, while being ready to grant to Her Majesty the monies necessary for the administration of the province, regrets that the government has no agricultural concept and that it has not kept its promises by not taking the necessary measures to alleviate the impoverishment and depopulation of rural areas."

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

Maurice), Harvey, Hébert, Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Parent, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—50.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

So it passed in the Negative.

The amendment was accordingly rejected.

And the Question being put on the main motion, it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly again resolved itself into Committee of Supply, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
16 AVRIL 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De l'Association professionnelle des électroniciens indépendants, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De La Congrégation de la Fraternité Sacertotale, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 8 mai prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 22 mai prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 195.—Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'Asbestos;

**THURSDAY,
APRIL 16th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the fourteenth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of the Professional Association of Independent Electronics, praying for an Act to amend its charter;

Of La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale, praying for an Act to amend its charter.

Your Committee recommend to extend to the 8th of May next inclusively, the delay for introducing private bills.

Your Committee recommend to extend to the 22nd of May next inclusively, the delay for receiving reports from the Select Committee charged with the examination of private bills.

The report was adopted.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the seventh report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 195.—An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of Asbestos;

Bill 101.—Loi concernant The Larri-mac Golf Club, Inc.;

Bill 110.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis;

Bill 126.—Loi refondant la charte de les "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny;

Bill 131.—Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation);

Bill 136.—Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec;

Bill 154.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;

Bill 193.—Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind;

Bill 198.—Loi modifiant la charte de l'Association des gymnastes amateurs de Montréal;

Bill 178.—Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en celui de Jewish Convalescent Hospital.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill no 178, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en celui de Jewish Convalescent Hospital" soit changé en celui de: "Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en anglais, en celui de Jewish Convalescent Hospital et en français, L'Hôpital juif de convalescence."

Et, sans amendement, les bills suivants:

Bill 118.—Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de dame Aurélie Normand;

Bill 101.—An Act respecting The Larri-mac Golf Club Inc.;

Bill 110.—An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis;

Bill 126.—An Act to consolidate the charter of the "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny;

Bill 131.—An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation);

Bill 136.—An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec;

Bill 154.—An Act to amend the Act to incorporate l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;

Bill 193.—An Act to amend the charter of The Montreal Association for the Blind;

Bill 198.—An Act to amend the charter of The Montreal Amateur Athletic Association;

Bill 178.—An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name to that of Jewish Convalescent Hospital.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill No. 178, intituled: "An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name to that of Jewish Convalescent Hospital" be changed to that of: "An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name in English, to that of Jewish Convalescent Hospital and in French, L'Hôpital juif de convalescence."

And, without amendment, the following bills:

Bill 118.—An Act to validate the sale of an immoveable of the estate of Dame Aurélie Normand;

Bill 125.—Loi modifiant la charte des Recluses missionnaires de Jésus-Marie;

Bill 146.—Loi concernant le titre de la Banque provinciale du Canada et de Charles Noël Abbott sur certains terrains dans la paroisse de Varennes.

Votre comité recommande de prolonger au 8 mai prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 22 mai prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 195, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'Asbestos", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 101, intitulé: "Loi concernant The Larrimac Golf Club Inc.", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Bill 125.—An Act to amend the charter of the Recluses Missionnaires de Jésus-Marie;

Bill 146.—An Act respecting the title of the Provincial Bank of Canada and Charles Noël Abbott to certain lands in the parish of Varennes.

Your Committee recommend to extend to the 8th of May next inclusively, the delay for introducing private bills.

Your Committee also recommend to extend to the 22nd of May next inclusively, the delay for receiving reports from the Select Committee charged with the examination of private bills.

The report was adopted.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 195, intituled: "An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of Asbestos," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 101, intituled: "An Act respecting The Larrimac Golf Club Inc.," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 110, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 126, intitulé: "Loi refondant la charte de les "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 131, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 110, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 126, intituled: "An Act to consolidate the charter of the "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 131, intituled: "An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed

qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 136, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 154, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 193, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le

him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 136, intituled: "An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 154, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 193, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Association for the Blind," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed

bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 198, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association des gymnastes amateurs de Montréal", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 178, intitulé: "Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en anglais, en celui de Jewish Convalescent Hospital et en français, L'Hôpital juif de convalescence", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 118, intitulé: "Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de dame Aurélie Normand",

him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 198, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Amateur Athletic Association," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 178, intituled: "An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name in English, to that of Jewish Convalescent Hospital and in French, L'Hôpital juif de convalescence," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 118, intituled: "An Act to validate the sale of an immoveable of the estate of Dame Aurélie Normand," and after some time

et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 125, intitulé: "Loi modifiant la charte des Recluses missionnaires de Jésus-Marie", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 146, intitulé: "Loi concernant le titre de la Banque provinciale du Canada et de Charles Noël Abbott sur certains terrains dans la paroisse de Varennes", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 125, intituled: "An Act to amend the charter of the Recluses Missionnaires de Jésus-Marie," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 146, intituled: "An Act respecting the title of the Provincial Bank of Canada and Charles Noël Abbott to certain lands in the parish of Varennes," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Ordonné que M. Meunier ait la permission de présenter le bill no 107,

Ordered, That Mr. Meunier have leave to bring in bill No. 107, intituled: "An

intitulé: "Loi constituant La Corporation des électroniciens du Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Godbout ait la permission de présenter le bill no 177, intitulé: "Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 117, intitulé: "Loi concernant la ville de Drummondville-Sud";

Bill 171, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de la Pointe du Moulin".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 98, intitulé: "Loi concernant les ingénieurs".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Question par M. Raymond:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresses de chacune des personnes ou compagnies qui ont obtenu des contrats du ministère de l'Agriculture et de la

Act to incorporate The Quebec Corporation of Electronicians."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Godbout have leave to bring in bill No. 177, intituled: "An Act to incorporate La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 117, intituled: "An Act respecting the town of Drummondville-South";

Bill 171, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Windmill Point."

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 98, intituled: "An Act respecting engineers."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

Question by Mr. Raymond:

1. What are the names, Christian names and addresses of the persons or firms who obtained contracts from the Department of Agriculture and Colo-

Colonisation pour le nivellement des fermes avec tracteurs, dans le comté de Berthier en 1963 ?

2. Combien d'heures ont été octroyées à chacune de ces personnes ou compagnies ?

3. Qui était le surveillant des travaux de nivellement dans le comté de Berthier ?

nization for the levelling of farms by the use of tractors, in Berthier county in 1963 ?

2. How many hours were allocated to each person or firm ?

3. Who was the superintendent of the levelling work in Berthier county ?

Réponse par M. Courcy:

1. et 2.

Bibeau, Léo.....	Saint-Edmond, Co. Berthier.....	100 heures-heurs
Boisjoly, Philippe.....	Lavaltrie, Co. Berthier.....	100 " "
Bergeron, Laurent.....	Saint-Charles, Co. Berthier.....	100 " "
Charette, Normand.....	Saint-Michel des Saints, Berthier.....	260 " "
Fontaine, Mme-Mrs. Alfred.....	Lavaltrie, Co. Berthier.....	200 " "
Dufresne, Chs-Omer.....	Saint-Barthélemy, Co. Berthier.....	300 " "
Giguère, Fernand.....	Lavaltrie, Co. Berthier.....	100 " "
Laporte, Paul.....	Berthierville, Co. Berthier.....	1,040 " "
Longpré (Alcide) Ltée.....	Saint-Gabriel, Co. Berthier.....	935 " "
A. Marcil, Inc.....	Saint-Zénon, Co. Berthier.....	250 " "
McDuff, Paul.....	Saint-Cuthbert, Co. Berthier.....	900 " "
Marier, Jean.....	Saint-Gabriel, Co. Berthier.....	1,150 " "
Marier, Jean.....	Saint-Gabriel, Co. Berthier.....	650 " "
Martel, Paul-Émile.....	Saint-Michel, Co. Berthier.....	315 " "
Miron, Roger.....	Lavaltrie, Co. Berthier.....	200 " "
Poulette, Georges.....	Saint-Norbert, Co. Berthier.....	300 " "
Rondeau, Claude.....	Saint-Michel, Co. Berthier.....	100 " "

3. MM. Georges-E. Foucher, agronome, et Georges Denis, inspecteur.

Answer by Mr. Courcy:

1. and 2.

3. Messrs. Georges-E. Foucher, agronomist, and Georges Denis, inspector.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Bernatchez:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses ministres ou officiers et toute personne, société ou corporation, ainsi que copie de tout rapport d'enquête, affidavit, etc., concernant M. Roger Beauchamp, ex-employé au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Bernatchez:

That there be laid before the House:

A copy of all correspondence exchanged between the government of the province or any of its Ministers or officials, and any person, firm or corporation, as well as all reports of inquiries, affidavits, etc., respecting Mr. Roger Beauchamp, formerly employed by the Department of Agriculture and Colonization.

M. Lesage déclare que les documents concernés sont de ceux qui sont définis comme privés et confidentiels par le paragraphe 1 de l'article 690 du règlement et qu'il serait contraire à l'intérêt public de les produire (1er paragraphe de l'article 686 du règlement).

Mr. Lesage declared that the papers concerned were private and confidential within the meaning of paragraph 1 of article 690 of the Rules, and that it would be against the public interest to produce them (paragraph 1 of article 686 of the Rules).

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cent vingt-neuf mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cent vingt-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Production et mise en marché, y compris subventions (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million one hundred twenty-nine thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million one hundred twenty-five thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Production and marketing, including grants (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions. The Chairman also acquainted the

la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 5 comme article 6:

"6. L'article 383 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 4 George VI, chapitre 74, article 28, est de nouveau remplacé par le suivant:

"383. La vente, par la cité, de terrains vacants ou bâtis (acquis par expropriation ou autrement, doit se faire par enchère publique ou par soumissions publiques, après la publication dans chaque cas d'un avis, conformément aux règlements de la cité.

La cité a les mêmes pouvoirs en ce qui concerne les immeubles compris dans les aires de réaménagement no 1 et no 3, telles que décrites dans la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, article 21.)

Cependant, la cité est autorisée à vendre, de gré à gré, aux propriétaires adjacents, des parcelles de terrains dont elle est devenue propriétaire, par expropriation ou autrement.

De plus, la cité est autorisée à vendre, de gré à gré, les immeubles et les

House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 147, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Quebec," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The following section is inserted after section 5 as section 6:

"6. Section 383 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 28 of the act 4 George VI, chapter 74, is again replaced by the following:

"383. The sale, by the city, of lots either vacant or built (acquired by expropriation or otherwise, shall be made by public auction or by public tenders, after publication in each case of a notice, in conformity with the by-laws of the city.

The city has the same powers regarding the immoveables located within the areas number 1 and number 3, as described in the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, section 21.)

Nevertheless, the city may sell, by private sale, to the adjoining owners, pieces of land of which it has become owner, through expropriation or otherwise.

The city, in addition, may sell by private sale, the immoveables and the

maisons dessus construites, en vertu de la loi des logements salubres (9 George V, chapitre 10), et dont elle est devenue propriétaire. (4 George VI, chapitre 74, article 28)."

2. Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 deviennent respectivement articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

Aussi le bill 159, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles 3, 4 et 5 sont biffés.
2. L'article 6 devient article 3.

Aussi le bill 170, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant le sous-article 11 par le suivant:

"11. A compter du premier janvier 1964, le maire reçoit annuellement comme rémunération une somme de six mille sept cents dollars et une somme additionnelle de trois mille trois cents dollars pour payer une partie des dépenses inhérentes à sa charge; les échevins reçoivent comme rémunération une somme annuelle de deux mille sept cents dollars et une somme additionnelle de mille trois cents dollars pour payer une partie des dépenses inhérentes à leur charge.

En plus le maire et les échevins peuvent être remboursés à même les fonds généraux de la cité des frais de voyage et de représentation faits dans l'intérêt de la cité sur résolution du conseil."

2. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant dans la 4e ligne du sous-article 6 le mot "quinze" par le mot "douze";

houses thereon erected under the act relating to sanitary housing (9 George V, chapter 10) of which it has become owner. (4 George VI, chapter 74, section 28)."

2. Sections 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 become respectively sections 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15.

Also bill 159, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Lachine," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Sections 3, 4 and 5 are struck out.
2. Section 6 becomes section 3.

Also bill 170, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 2 is amended by replacing subsection 11 by the following:

"11. From the first of January 1964, the mayor shall receive annually as remuneration a sum of six thousand seven hundred dollars and an additional sum of three thousand three hundred dollars to pay part of the expenses inherent in his office; the aldermen shall receive as remuneration an annual sum of two thousand seven hundred dollars and an additional sum of one thousand three hundred dollars to pay part of the expenses inherent in their office.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed out of the general funds of the city for the travelling and entertainment expenses incurred in the interest of the city upon a resolution of the council."

2. Section 3 is amended:

a. by replacing in the 4th line of subsection 6 the word "fifteen" by the word: "twelve";

b) en remplaçant le deuxième alinéa du sous-article 6 par le suivant:

"Cette pension est augmentée de la somme de \$500.00 pour chaque année ou pour chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de maire, mais elle est limitée en toutes circonstances à \$5,000.

Le paiement de cette pension est interrompu durant toute période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la Cité."

3. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 3 comme article 4:

"4. L'article 8 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 53, est abrogé."

4. Les articles 4 et 5 deviennent respectivement articles 5 et 6.

5. L'article 6, qui devient article 7, est modifié:

a) en remplaçant à la 1ère ligne les chiffres 4 et 5 par les chiffres: 5 et 6;

b) en biffant le paragraphe 9.

6. Les articles 7 et 8 deviennent respectivement articles 8 et 9.

b. by replacing second paragraph of subsection 6 by the following:

"Such pension shall be increased by the sum of \$500.00 for each year or each part of a year during which such person has held the office of mayor, but shall not in any event exceed \$5,000.

Payment of such pension shall be interrupted during any period in which the beneficiary holds, temporarily or permanently, any office, position or employment for which remuneration is payable by the city."

3. The following section is inserted after section 3 as section 4:

"4. Section 8 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 53, is repealed."

4. Sections 4 and 5 become respectively sections 5 and 6.

5. Section 6, which becomes section 7, is amended:

a. by replacing in the 1st line the figures 4 and 5 by the figures 5 and 6;

b) by striking out paragraph 9.

6. Sections 7 and 8 become respectively sections 8 and 9.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 159, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", et lesdits amendements sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 147, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Quebec," and the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 159, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Lachine," and the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 170, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et lesdits amendements sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 170, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun," and the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Gérin-Lajoie,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
17 AVRIL 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

Question par M. Lafontaine:

1. Le montant de \$10,933,699.01 mentionné au document no 155 de la session 1963, comme ayant été payé à Gulf Maritime Construction, Limitée, pour la coupe et le flottage du bois coupé dans le bassin des rivières Manicouagan et aux Outardes, est-il le montant total payé à cette Compagnie, jusqu'à date, par le ministère des Finances de Québec et par le gouvernement ou ses organismes ?

2. Si tel n'est pas le cas, quel est le montant total payé à date à Gulf Maritime Construction, Limitée, pour la coupe et le flottage du bois ?

3. Quel est le montant total payé à Gulf Maritime Construction, Limitée, depuis le 5 juillet 1960 jusqu'à date par le gouvernement et ses organismes, à quelque titre que ce soit ?

Réponse par M. Lesage:

1. Non.

2. En outre du montant mentionné au document no 155 de la session 1963, une somme de \$1,021,173.09 a été payée à Gulf Maritime Construction, Limitée, du 1er avril 1963 au 31 mars 1964, en vertu de la Loi pour la récupération du bois dans les terrains requis pour l'aménagement hydro-électrique des rivières Manicouagan et aux Outardes.

3. 1960-61: voir *Comptes publics* 1961, pages 118, 540 et 557. En outre, un montant de \$676.00 a été payé à cette Compagnie, les montants respectifs n'apparaissant pas en détail dans les *Comptes publics* 1961 étant inférieurs à \$1,500.00.

**FRIDAY,
APRIL 17th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.*

Prayers.

Question by Mr. Lafontaine:

1. Respecting the sum of \$10,933,699.01 mentioned in Sessional Papers No. 155 of the 1963 session, as having been paid to Gulf Maritime Construction, Limited, for the cutting and floating of wood cut in the Manicouagan and aux Outardes rivers basin; is this the total amount paid to this company to date by the Department of Finance and by the government or its organisms ?

2. If not, what is the total amount paid to date to Gulf Maritime Construction, Limited, for the cutting and floating of wood ?

3. What is the total amount paid to Gulf Maritime Construction, Limited, from July 5th, 1960, to date by the government and its organisms under any claim whatsoever ?

Answer by Mr. Lesage:

1. No.

2. In addition to the amount mentioned in Sessional Papers No. 155 of the 1963 session, a sum of \$1,021,173.09 was paid to Gulf Maritime Construction, Limited, from April 1st, 1963 to March 31st, 1964, in virtue of the Act for the salvage of wood on lands required for the hydro-electric development of the Manicouagan and aux Outardes rivers.

3. 1960-61: see *Public Accounts* 1961, pages 118, 540 and 557. In addition, a sum of \$676.00 was paid to this firm, the respective amounts are not shown in detail in *Public Accounts* 1961 as they are less than \$1,500.00.

1961-62: voir *Comptes publics* 1962, pages 152, 393, 532 et 609.

1962-63: voir *Comptes publics* 1963, pages 536, 541, 543, 612 et 625. En outre, une somme de \$58.91 a été payée à cette Compagnie, ce montant n'apparaissant pas en détail dans les *Comptes publics* 1963 étant inférieur à \$2,000.00.

Du 1er avril 1963 au 28 février 1964: \$138,721.00.

1961-62: see *Public Accounts* 1962, pages 152, 393, 532 and 609.

1962-63: see *Public Accounts* 1963, pages 536, 541, 543, 612 and 625. In addition, a sum of \$58.91 was paid to this firm, the amount is not shown in detail in *Public Accounts* 1963, as it is less than \$2,000.00.

From April 1st, 1963, to February 28th, 1964: \$138,721.00.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 107, intitulé: "Loi constituant La Corporation des électroniciens du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 177, intitulé: "Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 107, intituled: "An Act to incorporate The Quebec Corporation of Electronicians."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 177, intituled: "An Act to incorporate La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Tuesday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**MARDI,
21 AVRIL 1964.***Trois heures de l'après-midi.***Prière.**

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lesage:

Texte et traduction du télégramme envoyé par le Très Honorable Lester B. Pearson à tous les Premiers ministres provinciaux, le 16 avril 1964, concernant de nouvelles ententes fédérales-provinciales.

(Document de la session no 116.)

Conférence de presse donnée à Québec, le 20 avril 1964, par l'honorable Jean Lesage, premier ministre du Québec, concernant le dénouement de la conférence fédérale-provinciale du 31 mars 1964.

(Document de la session no 117.)

Du consentement unanime de la chambre, ces documents seront imprimés comme appendice dans le *Journal des débats* de la présente séance.

Rapport des auditeurs de la Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967 au ministre du Commerce, Ottawa, et au ministre de l'Industrie et du Commerce, Québec, sur la vérification des comptes et des états financiers pour la période du 20 décembre 1962 au 31 décembre 1963.

(Document de la session no 118.)

Par M. Lévesque (Bonaventure):

Premier rapport annuel de la Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967, pour l'année 1963.

(Document de la session no 119.)

**TUESDAY,
APRIL 21st, 1964.***Three o'clock, P.M.***Prayers.**

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lesage:

Text and translation of the telegram sent by the Right Honourable Lester B. Pearson to all provincial Premiers, on April 16th, 1964, concerning new Federal-Provincial agreements.

(Sessional Papers, No. 116.)

Press conference given in Quebec on April 20th, 1964, by the Honourable Jean Lesage, Premier of Quebec, concerning the outcome of the Federal-Provincial Conference of March 31st 1964.

(Sessional Papers, No. 117.)

With the unanimous consent of the House, these documents are to be printed as an Appendix to the *Journal des débats* of the present sitting.

Report of the Auditors of the Canadian World Exhibition Corporation of 1967 to the Minister of Commerce, Ottawa, and to the Minister of Industry and Commerce, Quebec, on the audit of the accounts and financial statements for the period from December 20th, 1962, to December 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 118.)

By Mr. Lévesque (Bonaventure):

First annual report of the Canadian Corporation for the 1967 World Exhibition, for the year 1963.

(Sessional Papers, No. 119.)

Sur la motion de M. Gosselin, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste de tous les immeubles achetés par le gouvernement de la province ou par l'un de ses organismes, depuis le 27 février 1963 jusqu'au 5 février 1964, cette liste devant inclure les nom, prénoms et adresse du vendeur, l'endroit où est situé l'immeuble, le prix payé et le mode de paiement.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 120.)

On motion of Mr. Gosselin,—
Ordered, that there be laid before the House:

A list of all the buildings purchased by the government of the province or by any of its organisms, from February 27th, 1963, to February 5th, 1964, this list to give the name, Christian names and address of the seller, the location of the building, the price paid and the method of payment.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 120.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions trente-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Recherches, enseignement et information, y compris subventions et bourses (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions trois cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aménagement de la ferme, y compris subventions (agriculture et colonisation)", du budget

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million thirty-eight thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Research, education and information, including grants and scholarships (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine million three hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm development, including grants (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal

de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aménagement rural (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million dollars, necessary to defray the item, "Rural development (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
22 AVRIL 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter le bill no 96, intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Fortin dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Incidences économiques du projet provincial de caisse de retraite.

(Document de la session no 121.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bernatchez:

1. Quelle quantité de grains de semence des catégories ci-après énumérées le gouvernement a-t-il achetée au cours de 1961, 1962 et 1963:

- a) mélange B;
- b) autres mélanges de graminées;
- c) patates;
- d) avoine;
- e) orge;
- f) blé;
- g) graines de jardinage?

2. Quel fut le prix payé par chaque département par cent livres:

- a) pour le mélange B;
- b) autres mélanges de graminées;
- c) patates;

**WEDNESDAY,
APRIL 22nd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Ordered, That Mr. Crépeau have leave to bring in bill No. 96, intituled: "An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Fortin laid upon the table the following document:

Economic effects of the Quebec system of social security.

(Sessional Papers, No. 121.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bernatchez:

1. What quantity of seed-grain in the following categories did the government purchase in 1961, 1962 and 1963:

- a) mixture B;
- b) other graminaceous mixtures;
- c) seed potatoes;
- d) oats;
- e) barley;
- f) wheat;
- g) garden seed?

2. What was the price paid by each Department per hundred pounds:

- a) for mixture B;
- b) other graminaceous mixtures;
- c) seed potatoes;

d) avoine;

e) orge;

f) blé?

3. Quel fut dans chaque cas le lieu de provenance de ces grains de semence?

4. De quelles personnes, agents ou compagnies le gouvernement a-t-il acheté des grains de semence et de jardinage au cours de chacune des années 1961, 1962 et 1963 et quel montant total a été payé par chaque département à chaque fournisseur?

5. Pour quel montant total d'argent le gouvernement a-t-il distribué des grains de semence dans chacun des comtés de la province et par l'entremise de quel département au cours de chacune des années 1961, 1962 et 1963?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 122.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 99, intitulé: "Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique".

M. Johnson propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

Au cours du débat, le chef de l'opposition commence la lecture d'un télégramme où il est question des frontières du Labrador.

Sur un point d'ordre soulevé par le premier ministre, l'orateur décide que

d) oats;

e) barley;

f) wheat?

3. In each case, what was the locality in which this seed-grain originated?

4. From what persons, agents or companies did the government purchase the seed-grain and garden seed in each of the following years: 1961, 1962 and 1963, and what total amount was paid by each Department to each supplier?

5. What was the total money value of the seed-grain distributed by the government in each of the counties in the province and through which Departments in each of the following years: 1961, 1962 and 1963?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 122.)

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 99, intituled: "An Act governing the exportation of electric Power."

Mr. Johnson moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the third time.

And a debate arising thereon.

During the debate, the Leader of the Opposition started to read a telegram which contained a reference to the Labrador boundary.

On a point of order raised by the Premier, the Speaker decided that the

le débat sur toute motion de troisième lecture, bien qu'il puisse porter sur l'ensemble et les détails du bill, doit être restreint au contenu de celui-ci, et qu'il ne peut donc être question des frontières du Labrador, le bill actuel ne s'y référant d'aucune manière (article 572 du règlement).

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Roy, Théberge, Vaillancourt.—51.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cloutier, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville, Talbot.—25.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue.

Et la motion principale étant mise aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortin, Fournier, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Gervais, Godbout, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie (Wolfe), Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette,

debate on any motion for third reading, even though it may be on the whole bill and its details, must be limited to the contents thereof, and that there could therefore be no discussion of the Labrador boundary, as the present bill does not refer to it in any way (article 572 of the Rules).

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

So Mr. Speaker's decision was sustained.

And the debate continuing.

And the Question being put on the main motion, and the names being called for, they were taken down as follows:

Ouimet, Parent, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Somerville, Talbot, Thérberge, Vaillancourt.—76.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

So it was resolved in the Affirmative.
The main motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the third time.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération l'examen des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

M. Laporte propose

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée agréé les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", mais en remplaçant le premier par les suivants:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 5: comme article 6:

"6. L'article 383 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 4 George VI, chapitre 74, article 24, est de nouveau remplacé par le suivant:

"383. La vente, par la cité, de terrains vacants ou bâtis acquis par expropriation ou autrement, doit se faire par enchère publique ou par soumissions publiques, après la publication dans chaque cas d'un avis conforme aux règlements de la cité.

Cependant, la cité est autorisée à vendre, de gré à gré, aux propriétaires adjacents, des parcelles de terrains dont elle est devenue propriétaire par expropriation ou autrement.

De plus, la cité est autorisée à vendre, de gré à gré, les immeubles et les maisons dessus construites en vertu

The House, according to order, proceeded to take into further consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 147, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Quebec."

Mr. Laporte moved:

That a message be sent to the Legislative Council to acquaint them that this House agrees to the amendments made by them to bill 147, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Quebec," but by replacing the first one by the following:

1. The following section is inserted after section 5 as section 6:

"6. Section 383 of the Act 19 George V, chapter 95, replaced by the Act 4 George VI, chapter 74, section 24, is again replaced by the following:

"383. The sale, by the city, of lots either vacant or built acquired by expropriation or otherwise, shall be made by public auction or by public tenders, after publication in each case of a notice, in conformity with the by-laws of the city.

Nevertheless, the city may sell, by private sale, to the adjoining owners, pieces of land of which it has become the owner through expropriation or otherwise.

In addition, the city may sell by private sale, the immoveables and the houses thereon erected under the

de la Loi des logements salubres (Statuts refondus, 1941, chapitre 240), et dont elle est devenue propriétaire."

2. L'article 9 est modifié:

a) en insérant, après le mot:

"modifié"

dans la deuxième ligne,

"a)";

b) en ajoutant l'alinéa suivant:

"b) en remplaçant le paragraphe c) du second alinéa par le suivant:

c) Disposer, par vente à l'enchère ou par soumissions publiques, après la publication dans chaque cas d'un avis conforme aux règlements de la cité, des terrains rendus disponibles pour réaménagement et dont la cité n'a pas besoin pour fins municipales."

La motion est adoptée.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements mais avec un amendement.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération l'examen des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 159, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", et lesdits amendements sont acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération l'examen des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 170, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et lesdits amendements sont acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les hono-

Workmen's Dwellings Act (Revised Statutes, 1941, chapter 240), and of which it has become the owner.

2. Section 9 is amended:

a) by inserting after the word:

"amended"

in the second line,

"a)";

b) by adding the following paragraph:

"b) by replacing sub-paragraph c) of the second paragraph by the following:

c) Dispose of, by auction sale or public tenders, after publication in each case of a notice, in conformity with the by-laws of the city, of lots made available for redevelopment and which the city does not require for municipal purposes."

The motion was adopted.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments but with an amendment.

The House, according to order, proceeded to take into further consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 159, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Lachine," and the same were agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The House, according to order, proceeded to take into further consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 170, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun," and the same were agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and

rables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
23 AVRIL 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Morris Feinstein, In Trust, et Sam Biberman, In Trust, demandant l'adoption d'une loi confirmant le titre à certains immeubles;

De dame Cesira Parisotto, en religion Sœur Anselme-Marie, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie.

Ordonné que M. Meunier ait la permission de présenter le bill no 187, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Sainte-Marie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 192, intitulé: "Loi concernant le titre du lot numéro 14 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

**THURSDAY,
APRIL 23rd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the fifteenth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of Morris Feinstein, In Trust, and Sam Biberman, In Trust, praying for an Act confirming the title to certain immoveables;

Of Dame Cesira Parisotto, in religion Sister Anselme-Marie, praying for an Act to incorporate Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie.

Ordered, That Mr. Meunier have leave to bring in bill No. 187, intituled: "An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Sainte-Marie."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 192, intituled: "An Act respecting the title to lot number 14 of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 152.—Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 167.—Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park;

Bill 163.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et la convention intervenue entre elle et le Crédit Immobilier, Inc., en 1955.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 163, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et la convention intervenue entre elle et le Crédit Immobilier, Inc., en 1955", soit changé en celui de: "Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles".

Le rapport est adopté.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the eighth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, without amendment, the following bill:

Bill 152.—An Act to amend the charter of the town of Baie Comeau.

And, with amendments, the following bills:

Bill 167.—An Act to amend the charter of the town of Greenfield Park;

Bill 163.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles and the agreement made between it and The Crédit Immobilier, Inc., in 1955.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill 163, intituled: "An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles and the agreement made between it and The Crédit Immobilier, Inc., in 1955" be changed to that of: "An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles".

The report was adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 152, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 152, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Baie Comeau," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 163, intitulé: "Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 167, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre.

Par M. Lapalme pour M. Lesage:

L'annexe II du discours sur le budget que M. Lesage prononcera demain matin.

L'activité gouvernementale, réalisations et projets.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 163, intituled: "An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 167, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Greenfield Park," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lapalme on behalf of Mr. Lesage:

Schedule II of the budget speech which Mr. Lesage will deliver to-morrow morning.

Government activities, achievements and projects.

La situation économique du Québec en 1963.

(Document de la session no 123.)

Par M. Lévesque (Montréal-Laurier):
Rapport annuel du ministère des Richesses naturelles, 1962-1963.

(Document de la session no 124.)

Par M. Gérin-Lajoie:

Rapport du Comité d'étude sur l'enseignement dans les écoles d'architecture de Montréal et de Québec, conclusions et recommandations, avril 1964.

(Document de la session no 125.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 96, intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lapalme propose, pour M. Lesage, que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de treize millions quarante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les

Economic situation in Quebec in 1963.

(Sessional Papers, No. 123.)

By Mr. Lévesque (Montréal-Laurier):
Annual report of the Department of Natural Resources, 1962-1963.

(Sessional Papers, No. 124.)

By Mr. Gérin-Lajoie:

Report of the Study Committee on teaching in schools of architecture in Montreal and Quebec, conclusions and recommendations, April 1964.

(Sessional Papers, No. 125.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 96, intitled: "An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lapalme moved, on behalf of Mr. Lesage, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirteen million forty-two thousand dollars, necessary to defray

dépenses prévues à l'article: "Génie rural, y compris subventions (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent cinquante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Colonisation, y compris subventions (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des marchés agricoles du Québec (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent quatre-vingt-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole: administration (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965,

the item, "Agricultural engineering, including grants (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million six hundred fifty-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Colonization, including grants (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred thirty-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Quebec Agricultural Marketing Board (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities for injured persons or their dependents and medical care (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million two hundred ninety-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm Credit Bureau: Administration (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole: Différence d'intérêts payée par le gouvernement pour le bénéfice des cultivateurs en vertu de 9-10 Eliz. II, c. 55 (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu*, qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole: Différence d'intérêts payée par le gouvernement pour le bénéfice des cultivateurs en vertu de S. R., c. 114 et amendements (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions de dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article, "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement, construction de chemins de colonisation et de ponts (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million two hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm Credit Bureau: Difference of interest paid by the Government for the benefit of farmers (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm Credit Bureau: Difference of interest paid by the Government for the benefit of farmers (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment, construction of colonization roads and bridges (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice),—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
24 AVRIL 1964.***Dix heures du matin.***Prière.**

Sur la motion de M. Laporte, il est—
Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 33, intitulé: "Loi concernant la cité de Saint-Jean et la ville de Saint-Luc".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 187, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Sainte-Marie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 192, intitulé: "Loi concernant le titre du lot numéro 14 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil.

**FRIDAY,
APRIL 24th, 1964.***Ten o'clock, A.M.***Prayers.**

On motion of Mr. Laporte,—

Ordered, That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 33, intituled: "An Act respecting the city of St. Johns and the town of Saint-Luc."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 187, intituled: "An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Sainte-Marie."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 192, intituled: "An Act respecting the title to lot number 14 of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Ways and Means.

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that Mr. Speaker do now leave the Chair.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Johnson, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Johnson, seconded by Mr. Élie,—

Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Tuesday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**MARDI,
28 AVRIL 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Rapport de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité concernant l'uniformisation de la taxe de vente.

(Document de la session no 126.)

Rapport de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité concernant l'impôt sur les successions.

(Document de la session no 127.)

Question par M. Cloutier:

Quelles étaient les sommes dues au ministère de la Santé (division de l'Assistance publique) au 31 décembre 1963 pour les indigents et la division de psychiatrie:

a) par les cités de Montréal et de Québec,

b) par les autres cités et villes de la province;

c) par les municipalités régies par le Code municipal?

Réponse par M. Couturier:

a) Montréal (y compris Rivière des Prairies) et Québec.....
Montreal (including Rivière des Prairies) and Quebec

b)

c)

**TUESDAY,
APRIL 28th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Lesage laid upon the table the following documents:

Report of the Royal Commission of Inquiry on taxation respecting the standardization of the sales tax.

(Sessional Papers No. 126.)

Report of the Royal Commission of Inquiry on taxation respecting succession duties.

(Sessional Papers, No. 127.)

Question by Mr. Cloutier:

What were the amounts owed to the Department of Health (Public Assistance Division) as at December 31st, 1963, for the needy and the psychiatric division:

a) by the cities of Montreal and Quebec;

b) by the other cities and towns in the province;

c) by municipalities governed by the Municipal Code?

Answer by Mr. Couturier:

*Assistance
publique*

Aliénés

*Public
Assistance*

*Insane
Persons*

\$ 85,609.29

—

4,811,470.59

\$ 51,644.06

3,378,071.60

242,356.22

Question par M. Dozois:

1. Relativement à la Société générale de financement du Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il exercé les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 19 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 54, lors de la dernière assemblée annuelle de ladite société?

2. Dans l'affirmative, quels sont les nom, prénoms, occupation et adresse de chacun des administrateurs qu'il a nommés et quels sont ceux qui sont encore en fonction?

Réponse par M. Lesage:

1. Oui.

2. McKim, Anson C., industriel, Montréal;

Pépin, Marcel, sociologue, Montréal;

Lavoie, Raymond, administrateur, Montréal.

Ces administrateurs sont encore tous en fonction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare:

1. Est-ce que les travaux de construction de la nouvelle autoroute projetée sur la route no 2 entre Québec et Montréal débiteront en 1964?

2. Si oui, dans quel secteur?

3. Si non, en quelle année débiteront les travaux de construction de cette autoroute?

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ladite question est alors retirée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Gagnon:

Question by Mr. Dozois:

1. Respecting the General Investment Corporation of Quebec, did the Lieutenant-Governor in Council exercise the powers conferred upon him by section 19 of the Act 10-11 Elizabeth II, chapter 54, at the last annual meeting of the said Corporation?

2. If so, what is the name, Christian names, occupation and address of each one of the administrators whom he appointed, and of those who are still in office?

Answer by Mr. Lesage:

1. Yes.

2. McKim, Anson C., Industrialist, Montreal;

Pépin, Marcel, Sociologist, Montreal;

Lavoie, Raymond, Administrator, Montreal.

These administrators are still in office.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bellemare:

1. Will the work of constructing the new autoroute contemplated on Route 2 between Quebec and Montreal be started in 1964?

2. If so, on what section?

3. If not, in what year will the contemplated construction of this autoroute begin?

On motion of Mr. Bellemare, it was—

Ordered, That the order be discharged.

The said question was accordingly withdrawn.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Gagnon:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de tout rapport d'enquête et de toute correspondance entre le gouvernement, ses officiers et employés et toute personne ou société, depuis l'automne 1963 à date, relativement au sinistre de Saint-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé-Nord.

Sur la motion de M. Gagnon, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ladite motion est alors retirée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Gagnon:

Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette chambre:

Une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en 1963 et en 1964 relativement au sinistre de Saint-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé-Nord.

Sur la motion de M. Gagnon, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ladite motion est alors retirée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 33, intitulé: "Loi concernant la cité de Saint-Jean et la ville de Saint-Luc".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

That there be laid before the House:

A copy of any investigation report submitted to the government and of any correspondence between the government, its officials or employees, and any person or association, from the autumn of 1963 to date, respecting the landslide at Saint-Joachim de Tourelle, county of Gaspé North.

On motion of Mr. Gagnon, it was—
Ordered, That the order be discharged.

The said motion was accordingly withdrawn.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Gagnon:

That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of all the Orders in Council adopted by the Lieutenant-Governor in Council in 1963 and 1964, respecting the landslide at Saint-Joachim de Tourelle, county of Gaspé North.

On motion of Mr. Gagnon, it was—
Ordered, That the order be discharged.

The said motion was accordingly withdrawn.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 33, intituled: "An Act respecting the city of St. Johns and the town of Saint-Luc."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions six cent quarante-trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil Supérieur du Travail (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million six hundred forty-three thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Superior Council of Labour (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
29 AVRIL 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

M. Lalonde propose.

Que MM. Couturier et Gérin-Lajoie remplacent MM. Brisson et LeChasseur comme membres du comité spécial institué le 7 février 1964 aux fins d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail ainsi que l'arbitrage des différends et griefs dans les services du gouvernement provincial et ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de la chambre, les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Kierans:

Memorandum concernant les effets sur certaines municipalités d'une taxe de vente uniforme de 6%.

(Document de la session no 128.)

Par M. Laporte:

Copie d'une résolution du conseil municipal de la ville de Saint-Luc cédant à la cité de Saint-Jean un certain territoire.

(Document de la session no 129.)

Question par M. Raymond:

1. Le 5 juillet 1960, quel était le nombre de permis accordé par la Commission des Liqueurs dans la paroisse de Saint-

**WEDNESDAY,
APRIL 29th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Lalonde moved:

That Messrs. Brisson and LeChasseur be replaced by Messrs. Couturier and Gérin-Lajoie as members of the special committee appointed on February 7th, 1964, to study the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment as well as the arbitration of disputes and grievances in the provincial government services and those of hospitals, school boards and municipalities.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the House, the following documents were laid upon the table:

By Mr. Kierans:

Memorandum respecting the effects of a standardized 6% sales tax on certain municipalities.

(Sessional Papers, No. 128.)

By Mr. Laporte:

Copy of a resolution by the Municipal Council of the town of St. Luc ceding a certain territory, to the city of St. Johns.

(Sessional Papers, No. 129.)

Question by Mr. Raymond:

1. As at July 5th, 1960, what was the number of permits granted by the Liquor Commission in Saint-Michel des

Michel des Saints, comté de Berthier, pour la vente de boissons alcooliques:

- a) pour hôtels;
- b) épicerie;
- c) restaurants;
- d) clubs?

2. Le 1er janvier 1964, quel est le nombre de permis accordé par la Régie des Alcools pour la vente de boissons alcooliques dans la paroisse de Saint-Michel des Saints, comté de Berthier:

- a) pour hôtels;
- b) épicerie;
- c) restaurants;
- d) clubs;
- e) tous autres permis?

3. Quelle est la population de la municipalité de Saint-Michel des Saints, dans le comté de Berthier?

Réponse par M. Hamel (Saint-Maurice):

1. a) b) c) et d) Le 5 juillet 1960, il existait, dans la municipalité de Saint-Michel des Saints, comté de Berthier, 3 hôteliers qui détenaient des permis officiels de la Commission des Liqueurs de Québec (catégorie Hôtel "B"), les autorisant à vendre des vins, bières et liqueurs alcooliques, pour consommation sur place avec et sans repas, dans les pièces respectives de ces hôtels comprenant chacun une salle à manger ainsi que deux bars. Ces permis autorisaient également la vente de la bière pour emporter et consommer à l'extérieur.

2. a) 4—suivant la nouvelle Loi de la Régie des Alcools du Québec, un permis doit être émis pour chaque pièce où la vente des liqueurs alcooliques est autorisée;

b) 4—ces permis étaient, jusqu'au 1er juillet 1963, détenus par les hôteliers et, après audience publique, ils furent révoqués et accordés à des épiciers, par ordonnance en date du 11 juin 1963;

- c) aucun;
- d) aucun;

Saints parish, Berthier county, for the sale of alcoholic beverages:

- a) in hotels;
- b) groceries;
- c) restaurants;
- d) clubs?

2. As at January 1st, 1964, what was the number of permits granted by the Liquor Board for the sale of alcoholic beverages in Saint-Michel des Saints parish, Berthier county:

- a) in hotels;
- b) groceries;
- c) restaurants;
- d) clubs;
- e) all other permits?

3. What is the population of the municipality of Saint-Michel des Saints, Berthier county?

Answer by Mr. Hamel (Saint-Maurice):

1. a) b) c) and d) As at July 5th, 1960, there were three hotel-keepers in Saint-Michel des Saints, Berthier county, who held official Quebec Liquor Commission permits ("B" Hotel category), authorizing them to sell wine, beer and alcoholic liquor, to be consumed on the premises with or without meals, in the respective rooms of these hotels each of which contained a dining-room as well as two bars. These permits also authorized the sale of beer to be taken out and consumed elsewhere.

2. a) 4—under the new Quebec Liquor Board Act a permit must be issued for each room in which the sale of alcoholic liquor is authorized;

b) 4—these permits were held by the hotel-keepers up to July 1st, 1963, and after public hearings were held, they were withdrawn and issued to grocers, by an order dated June 11th, 1963;

- c) none;
- d) none;

- e) 1 motel et 1 pavillon de chasse.
3. 2,066 (*Guide municipal* 1964).

Question par M. Dozois:

Relativement à l'acquisition des compagnies d'électricité par l'Hydro-Québec en vertu des arrêtés en conseil du 28 décembre 1962, du 21 février 1963 et du 23 avril 1963, quel est:

1. a) le montant total payé pour les actions ordinaires et les actions ordinaires, classe "A";

b) le montant de l'emprunt contracté par l'Hydro-Québec pour acquitter le montant mentionné à l'item a) ci-dessus;

2. le montant des obligations émises par l'Hydro-Québec et garanties par la province de Québec pour l'achat des actions privilégiées;

3. le montant des dettes obligataires dont l'Hydro-Québec s'est rendue responsable avec la garantie de la province lorsqu'elle a pris la direction des dites compagnies d'électricité?

Réponse par M. Lesage:

1. a) \$348,005,132.75 moins \$43,923,-443.71 provenant de la vente des Industries Shawinigan;

b) \$300,000,000.00.

2. \$53,177,920.00.

3. Le gouvernement n'a posé aucun geste à date pour garantir les dettes obligataires des filiales de l'Hydro-Québec qui se chiffrent à \$247,640,-259.00.

- e) 1 motel and 1 hunting lodge.
3. 2,066 (*Municipal Guide* 1964).

Question by Mr. Dozois:

Respecting the take-over of power companies by Quebec-Hydro in virtue of the Orders in Council dated December 28th, 1962, February 21st, 1963, and April 23rd, 1963, what was:

1. a) the total amount paid for the common shares and the Class "A" common shares;

b) the amount of the loan contracted by Quebec-Hydro to cover the amount mentioned in item a) above;

2. the amount of the bonds issued by Quebec-Hydro and guaranteed by the Province of Quebec for the purchase of the preferred shares;

3. the amount of the bonded debt guaranteed by the Province and assumed by Quebec-Hydro when it took over the management of the said power companies?

Answer by Mr. Lesage:

1. a) \$348,005,132.75 less \$43,923,-443.71 from the sale of Shawinigan Industries;

b) \$300,000,000.00.

2. \$53,177,920.00.

3. The government has not made any move so far to guarantee the bonded debts of the subsidiaries of Quebec-Hydro which amount to \$247,640,-259.00.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Guillemette:

Relativement au montant de \$230,-962.91 mentionné à la page 507 des *Comptes publics* 1963 à l'item "Hôpital Saint-Joseph, Lac-Mégantic":

1. Service d'embellissement de Québec, \$56,475.00:

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Guillemette:

Respecting the amount of \$230,962.91 shown on page 507 of the 1963 *Public Accounts*, under the item "Hôpital Saint-Joseph, Lac-Mégantic":

1. Service d'embellissement de Québec, \$56,475.00:

a) quels sont les noms et adresses du ou des propriétaires de cette firme;

b) quel est le genre d'occupation ordinaire de cette entreprise;

c) quels services rendus ou quels matériaux vendus justifient le déboursé ci-dessus mentionné;

d) y a-t-il eu demande de soumissions et, dans l'affirmative, quels sont les noms et adresses des soumissionnaires et le montant de chaque soumission;

e) la firme Service d'embellissement de Québec a-t-elle exécuté elle-même les travaux ou les a-t-elle fait exécuter par d'autres;

f) dans l'affirmative, par qui et à quel coût?

2. Ameublement C. Poirier, \$3,644.50
—G. Poirier, \$4,004.85:

a) quels sont le prénom et l'adresse de M. Poirier;

b) quels services a-t-il rendus ou quels matériaux a-t-il vendus à l'hôpital?

3. Raby & René, Enr., \$11,529.24:

a) quels sont les noms et adresses des propriétaires de cette firme;

b) quelles marchandises ont-ils vendues à l'hôpital et quel en est le prix respectif?

4. D.-M. René, \$5,186.68:

a) quelle est l'adresse de cette personne;

b) quels sont les marchandises vendues à l'hôpital et le prix respectif;

c) ce M. René est-il membre de la firme Raby & René mentionné à l'item 3, et à quel titre?

5. National Cash Register Co. of Canada, Ltd., \$7,864.28:

a) quels sont les noms et adresse du représentant de cette compagnie qui a fait des ventes à l'hôpital;

b) quels sont les objets vendus et le prix respectif?

6. Autres, \$33,965.64:

a) what are the names and addresses of the proprietor or proprietors of this firm;

b) what is this firm's line of business;

c) for what services rendered or for what materials sold was the above-mentioned disbursement made;

d) were tenders called for, and if so, what are the names and addresses of those who submitted tenders and what was the amount of each tender;

e) did the firm of Service d'embellissement de Québec do the work itself, or did it have it done by someone else;

f) if so, by whom was it done and for how much?

2. Ameublement C. Poirier, \$3,644.50
—G. Poirier, \$4,004.85:

a) what is Mr. Poirier's Christian name, and what is his address;

b) what services did he render or what materials did he sell to the hospital?

3. Raby & René, Enr., \$11,529.24:

a) what are the names and addresses of the owners of this firm;

b) what merchandise did they sell to the hospital, and what were the respective prices thereof?

4. D.-M. René, \$5,186.68:

a) what is this person's address;

b) what merchandise was sold to the hospital, and what were the respective prices thereof;

c) is this Mr. René a member of the firm of Raby & René mentioned at item 3, and what is his position?

5. National Cash Register Co. of Canada, Ltd., \$7,864.28:

a) what is the name and address of the representative of this company who sold to the hospital;

b) what articles were sold and what were the respective prices thereof?

6. Others, \$33,965.64:

a) quels sont les exécutants de travaux et le prix payé à chacun;

b) quels sont les fournisseurs de matériaux ou de marchandises et le prix payé à chacun ?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Couturier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 130.)

Sur la motion de M. Gauthier, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état mentionnant la liste des permis de coupe de bois accordés dans le comté de Roberval au cours des années 1962 et 1963, ainsi que le nom des concessionnaires, les taux et conditions, la quantité de bois coupé et la date de l'octroi de chaque permis.

M. Cliche dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 131.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 33, intitulé: "Loi concernant la cité de Saint-Jean et la ville de Saint-Luc".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

a) who carried out the work and what price was paid to each one;

b) who were the suppliers of material or merchandise and what price was paid to each one ?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Couturier laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 130.)

On motion of Mr. Gauthier,—

Ordered, That there be laid before the House:

A statement giving the list of permits granted to cut wood in Roberval county in 1962 and 1963, as well as the names of the holders of permits, the rates and conditions, the quantity of wood cut and the date that each permit was issued.

Mr. Cliche laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 131.)

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 33, intitled: "An Act respecting the city of St. Johns and the town of Saint-Luc."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Relations patronales-ouvrières (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enquêtes (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'apprentissage et autres subventions (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante-sept mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (famille et bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty thousand dollars, necessary to defray the item, "Labour-marriage relations (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Inquiries (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred ninety-six thousand dollars, necessary to defray the item, "Promotion of apprenticeship and other grants (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred sixty-seven thousand three hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Family and Social Welfare)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
30 AVRIL 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De "Les Services de Santé du Québec", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 141.—Loi modifiant la charte de la cité d'Alma;

Bill 161.—Loi concernant "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby";

Bill 184.—Loi concernant la Société d'agriculture, division B, du comté de Lac-Saint-Jean;

Bill 196.—Loi concernant la Commission de transport de Montréal.

Et, sans amendement, le bill suivant:

Bill 164.—Loi concernant la succession d'Origène Gobeille.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en

**THURSDAY,
APRIL 30th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the sixteenth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following case:

Of Quebec Health Services, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the ninth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 141.—An Act to amend the charter of the city of Alma;

Bill 161.—An Act respecting "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby";

Bill 184.—An Act respecting the County of Lake St. John Agricultural Society, Division B;

Bill 196.—An Act respecting the Montreal Transportation Commission.

And, without amendment, the following bill:

Bill 164.—An Act respecting the estate of Origène Gobeille.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the

comité plénier pour la prise en considération du bill no 141, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Alma", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 161, intitulé: "Loi concernant 'Les Frères du Sacré-Cœur—Granby'", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 164, intitulé: "Loi concernant la succession d'Origène Gobeille", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 184, intitulé: "Loi concernant la Société d'agriculture, di-

Whole House on bill No. 141, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Alma," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 161, intituled: "An Act respecting 'Les Frères du Sacré-Cœur—Granby,'" and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 164, intituled: "An Act respecting the estate of Origène Gobeille," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 184, intituled: "An Act respecting the County of Lake St. John Agricultural Society, Division

vision B, du comté de Lac-Saint-Jean", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 196, intitulé: "Loi concernant la Commission de transport de Montréal", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Ordonné que M. Godbout ait la permission de présenter le bill no 142, intitulé: "Loi concernant Les Services de Santé du Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Ce 30 avril 1964.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il accepte les

B," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 196, intituled: "An Act respecting the Montreal Transportation Commission," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Ordered, That Mr. Godbout have leave to bring in bill No. 142, intituled: "An Act respecting Quebec Health Services."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL

30th April, 1964.

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that the Legis-

amendements apportés par l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 101, intitulé: "Loi concernant The Larrimac Golf Club, Inc.";

Bill 126, intitulé: "Loi refondant la charte des "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny";

Bill 131, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)";

Bill 136, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec";

Bill 146, intitulé: "Loi concernant le titre de la Banque provinciale du Canada et de Charles Noël Abbott sur certains terrains dans la paroisse de Varennes";

Bill 154, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval";

Bill 178, intitulé: "Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en celui de "L'Hôpital juif de convalescence" en français et de "Jewish Convalescent Hospital" en anglais";

Bill 198, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association des gymnastes amateurs de Montréal".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté

lative Council do agree to the amendments brought in by the Legislative Assembly to the amendments of the Legislative Council to bill 147, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Quebec".

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 101, intituled: "An Act respecting The Larrimac Golf Club, Inc.";

Bill 126, intituled: "An Act to consolidate the charter of the "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny";

Bill 131, intituled: "An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation)";

Bill 136, intituled: "An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec";

Bill 146, intituled: "An Act respecting the title of the Provincial Bank of Canada and Charles Noël Abbott to certain lands in the parish of Varennes";

Bill 154, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval";

Bill 178, intituled: "An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name to that of "Jewish Convalescent Hospital" in English and "L'Hôpital juif de convalescence" in French";

Bill 198, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Amateur Athletic Association."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from

le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 33, intitulé: "Loi concernant la cité de Saint-Jean et la ville de Saint-Luc";

Bill 99, intitulé: "Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique".

the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 33, intituled: "An Act respecting the city of St. Johns and the town of Saint-Luc";

Bill 99, intituled: "An Act governing the exportation of electric power."

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Une copie des amendements au bill 54, intitulé: "Code du travail", à être soumis à l'Assemblée législative.

(Document de la session no 132.)

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

A copy of the amendments to bill 54, intituled: "Labour Code," to be proposed to the Legislative Assembly.

(Sessional Papers, No. 132.)

Question par M. Lizotte:

1. Le ministère de la Santé possède-t-il un inventaire des biens des hôpitaux de la province ou de quelques-uns d'entre eux?

2. Dans l'affirmative, qui a exécuté ou exécute ce travail?

3. Quels sont les honoraires ou traitements versés pour l'exécution de ce travail en 1962 et 1963?

4. Quel est le montant total payé par le gouvernement pour faire effectuer ces inventaires?

Question by Mr. Lizotte:

1. Does the Department of Health have an inventory of the assets of the hospitals in the province or of any of them?

2. If so, who carried out or is carrying out this work?

3. What amount was paid out for this work in fees or salaries in 1962 and 1963?

4. What is the total amount paid by the government to have these inventories made?

Réponse par M. Couturier:

1. Le ministère de la Santé possède l'inventaire des hôpitaux qui sont la propriété de la province.

2. 3. et 4. Les vérificateurs du bureau de l'Auditeur de la province.

Answer by Mr. Couturier:

1. The Department of Health has the inventories of those hospitals which are the property of the province.

2. 3. and 4. The auditors of the Provincial Auditor's office.

Question par M. Dozois:

Relativement aux engagements du département de l'Instruction publique au montant de \$115,900,778.71 mentionnés à la page 85 des *Comptes pu-*

Question by Mr. Dozois:

Respecting the commitments of the Department of Education in the amount of \$115,900,778.71, as shown on page 85 of the *Public Accounts* for the fiscal year

blics pour l'année se terminant le 31 mars 1963:

1. quel est le montant de ces engagements pris entre:

a) le 5 juillet 1960 et le 31 mars 1961;

b) le 1er avril 1961 et le 31 mars 1962;

c) le 1er avril 1962 et le 31 mars 1963 ?

2. Depuis le 1er avril 1963 jusqu'au 31 mars 1964 quel est le montant des nouveaux engagements pris par ce département ?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

1. a) \$14,713,960.39;

b) \$32,142,396.62;

c) \$38,772,640.49.

2. \$23,631,522.79.

ending March 31st, 1963:

1. what is the amount of these commitments assumed from:

a) July 5th, 1960 to March 31st, 1961;

b) April 1st, 1961 to March 31st, 1962;

c) April 1st, 1962 to March 31st, 1963 ?

2. What is the amount of the new commitments assumed by this Department from April 1st, 1963 to March 31st, 1964 ?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

1. a) \$14,713,960.39;

b) \$32,142,396.62;

c) \$38,772,640.49.

2. \$23,631,522.79.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat ajourné le 24 avril sur la motion de M. Lesage du 24 avril, proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Et le débat se continue.

Le débat est suspendu.

The House, according to Order, resumed the debate adjourned on April 24th, on the motion proposed April 24th, by Mr. Lesage, that Mr. Speaker do now leave the Chair and that the House again resolve itself into the Committee of Ways and Means.

And the debate continuing.

The debate was suspended.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 110, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 110, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant le sous-article 3 par le suivant:

"3. La corporation a comme membres les chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin qui composent le conseil de la corporation "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis", constituée par la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 136, et toute autre personne qu'elle décidera d'admettre par règlement."

2. L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. L'article 8 de la dite loi est modifié en abrogeant le dernier alinéa."

3. L'article 3 est modifié en remplaçant le sous-article 10 par le suivant:

"10. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par un conseil d'administration, conformément aux dispositions actuelles et futures de la Loi des Hôpitaux et des règlements faits en vertu de cette loi. Les membres du conseil d'administration, à l'exception du médecin désigné par le bureau médical de l'hôpital, sont nommés par les membres de la corporation."

Aussi le bill 118, intitulé: "Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de dame Aurélie Normand", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, à la 10e ligne, le mot:

"(Annexe)".

L'annexe est biffée.

Aussi le bill 125, intitulé: "Loi modifiant la charte des Recluses missionnaires de Jésus-Marie," avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Section 1 is amended by replacing subsection 3 by the following:

"3. The corporation shall have as its members the Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin who comprise the council of "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis," incorporated by the act 3-4 Elizabeth II, chapter 136, and any other person it shall decide to admit by by-law.

2. Section 2 is replaced by the following:

"2. Section 8 of the said act is amended by repealing the last paragraph."

3. Section 3 is amended by replacing subsection 10 by the following:

"10. The rights and powers of the corporation shall be exercised by a board of management in conformity with the present and future provisions of the Hospitals Act and the regulations made thereunder. The members of the board of management, except the physician designated by the medical board of the hospital, shall be appointed by the members of the corporation."

Also bill 118, intituled: "An Act to validate the sale of an immoveable of the estate of Dame Aurélie Normand," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 1 is amended by striking out, in the 10th line, the word:

"(Schedule)".

The Schedule is struck out.

Also bill 125, intituled: "An Act to amend the charter of the Recluses Missionnaires de Jésus-Marie," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, à la 7e ligne, le mot:

"congrégation"

par ce qui suit:

"Congrégation des Recluses Missionnaires de Jésus-Marie, ci-après appelée "La congrégation".

Aussi le bill 193, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans le sous-article 1a:

a) au paragraphe c en retranchant, dans la version française, aux 4e, 5e, 6e et 7e lignes, les mots:

"la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte"

et en les remplaçant par ce qui suit:

"la Loi de la mainmorte"

b) au paragraphe e en biffant, aux 1ère et 2e lignes, les mots:

"de toute manière"

c) au paragraphe k en ajoutant, à la 2e ligne, après le mot:

"civil"

le mot:

"hypothéquer"

2. L'article 2 est modifié dans le sous-article 3:

a) au paragraphe a en remplaçant les mots:

"Souscrire mille dollars ou plus en faveur de la corporation,"

par ce qui suit:

"Avoir souscrit et payé à la corporation mille dollars ou plus;"

b) au paragraphe b en remplaçant, dans les 1ère, 2e et 3e lignes, les mots:

"souscrire cinquante dollars ou plus en faveur de la corporation"

par ce qui suit:

1. The preamble is amended by replacing, in the 8th line, the word;

"congregation"

by the following:

"Congregation of the Recluses Missionnaires de Jésus-Marie, hereinafter called "the congregation".

Also bill 193, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Association for the Blind," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 1 is amended in subsection 1a:

a) paragraph c is amended in the French version only.

b) in paragraph e by striking out, in the 1st line, the words:

"in any form"

c) in paragraph k by inserting, in the 2nd line after the words:

"Civil Code"

the word:

"hypothecate"

2. Section 2 is amended in subsection 3:

a) in paragraph a by replacing the words:

"subscribing one thousand dollars or upwards to the corporation",

by the following:

"having subscribed and paid to the corporation one thousand dollars or upwards;"

b) in paragraph b by replacing, in the 2nd and 3rd lines, the words:

"subscribing fifty dollars or upwards to the corporation"

by the following:

"avoir souscrit et payé à la corporation cinquante dollars ou plus"

3. L'article 5 est modifié dans la version française en remplaçant, à la 2e ligne, le mot:

"directeurs"

par le mot:

"administrateurs"

4. L'article 7 est modifié dans la version française en insérant, à la 4e ligne, après les mots:

"le droit de voter"

ce qui suit:

"comme les autres membres"

5. L'article 9 est modifié en insérant, à la première ligne de la page 7, après le mot:

"l'élection"

ce qui suit:

"mais de sorte qu'une seule personne aveugle se retire chaque année."

"having subscribed and paid to the corporation fifty dollars or upwards"

c) in paragraph c by inserting, in the 4th line, after the words:

"subject to"

the following:

"the payment of"

and by adding, at the end, the words:

"of directors".

3. Section 5 is amended in the French version only.

4. Section 7 is amended in the French version only.

5. Section 9 is amended by inserting, in the 6th line, after the word:

"election"

the following:

"but so that one blind person only is retired each year;"

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 118, intitulé: "Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de Dame Aurélie Normand", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 125, intitulé: "Loi modifiant la charte des Recluses mis-

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to bill No. 118, intitled: "An Act to validate the sale of an immoveable of the estate of Dame Aurélie Normand," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to bill No. 125, intitled: "An Act to amend the charter

sionnaires de Jésus-Marie", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 110, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis", et lesdits amendements sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 193, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind", et lesdits amendements sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

La chambre reprend le débat sur la motion de M. Lesage proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Le débat est suspendu.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Pierre Gelly, Huissier de la verge noire, M. l'orateur et les députés de la chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec veut bien donner, au nom de

of the Recluses Missionnaires de Jésus-Marie," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 110, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis," and the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 193, intituled: "An Act to amend the charter of the Montreal Association for the Blind," and the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

The House resumed the debate on the motion by Mr. Lesage proposing that Mr. Speaker do now leave the Chair, and that the House do again form itself into Committee of Ways and Means.

The debate was suspended.

A message was received from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province by Pierre Gelly Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod, requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the

Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 33 Loi concernant la cité de Saint-Jean et la ville de Saint-Luc;
- 99 Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique;
- 101 Loi concernant The Larrimac Golf Club, Inc.;
- 117 Loi concernant la ville de Drummondville-Sud;
- 118 Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de dame Aurélie Normand;
- 125 Loi modifiant la charte des Recluses missionnaires de Jésus-Marie;
- 126 Loi refondant la charte des "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny;
- 131 Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation);
- 136 Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec;
- 146 Loi concernant le titre de la Banque provinciale du Canada et de Charles Noël Abbott sur certains terrains dans la paroisse de Varennes;
- 147 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;
- 154 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;
- 159 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;
- 170 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;
- 171 Loi modifiant la charte de la ville de de la Pointe du Moulin;
- 178 Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en celui de "L'Hôpital juif de convalescence" en français et de

Honourable the Lieutenant-Governor, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

- 33 An Act respecting the city of St. Johns and the town of Saint-Luc;
- 99 An Act governing the exportation of electric power;
- 101 An Act respecting The Larrimac Golf Club, Inc.;
- 117 An Act respecting the town of Drummondville-South;
- 118 An Act to validate the sale of an immoveable of the estate of Dame Aurélie Normand;
- 125 An Act to amend the charter of the Recluses Missionnaires de Jésus-Marie;
- 126 An Act to consolidate the charter of the "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny;
- 131 An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation);
- 136 An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec;
- 146 An Act respecting the title of the Provincial Bank of Canada and Charles Noël Abbott to certain lands in the parish of Varennes;
- 147 An Act to amend the charter of the city of Quebec;
- 154 An Act to amend the Act to incorporate l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;
- 159 An Act to amend the charter of the city of Lachine;
- 170 An Act to amend the charter of the city of Verdun;
- 171 An Act to amend the charter of the town of Windmill Point;
- 178 An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name to that of "Jewish Convalescent Hospital" in English

"Jewish Convalescent Hospital" en anglais;

198 Loi modifiant la charte de l'Association des gymnastes amateurs de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Au retour des députés:

La chambre reprend le débat sur la motion de M. Lesage proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Sur la motion de M. Dallaire, secondé par M. Martin, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

and "L'Hôpital juif de convalescence" in French;

198 An Act to amend the charter of The Montreal Amateur Athletic Association.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

The members being returned:

The House resumed the debate on the motion by Mr. Lesage proposing that Mr. Speaker do now leave the Chair, and that the House do again form itself into Committee of Ways and Means.

On motion of Mr. Dallaire, seconded by Mr. Martin,—

Ordered, That the debate be adjourned.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
1er MAI 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

M. Couturier dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Dix-neuvième rapport du ministère de la Santé pour l'année 1962.

(Document de la session no 133.)

Question par M. Lavoie (Wolfe):

Relativement à l'école Leber à Sherbrooke:

- a) quels en sont les architectes;
- b) à quel entrepreneur les travaux ont-ils été confiés;
- c) quel est le montant du contrat;
- d) quel est le nombre de classes de cette école;
- e) quel est le coût de construction par classe;
- f) quel est le coût de construction par élève;
- g) quel est le montant d'octrois accordés par le ministère de la Jeunesse pour la construction de cette école?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

- a) Boulanger, Faucher & Gagnon;
- b) J.-C. Masson, Limitée;
- c) \$942,315.00;
- d) 27 classes plus 12 locaux spéciaux;
- e) \$23,460.00 par classe ou local. Il n'est pas tenu compte, dans ce calcul, des plus-values occasionnées par les aménagements spéciaux inhérents aux besoins de chaque école.
- f) \$1,092.00;

**FRIDAY,
MAY 1st, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.*

Prayers.

Mr. Couturier laid upon the table the following document:

Nineteenth Report of the Department of Health, for the year 1962.

(Sessional Papers, No. 133.)

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

Respecting the Leber School in Sherbrooke:

- a) who are the architects;
- b) to what contractor was the work entrusted;
- c) what is the amount of the contract;
- d) how many classrooms are there in this school;
- e) what was the cost of construction per classroom;
- f) what was the cost of construction per pupil;
- g) what is the amount of the grants given by the Department of Youth for the construction of this school?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

- a) Boulanger, Faucher & Gagnon;
- b) J.-C. Masson, Limitée;
- c) \$942,315.00;
- d) 27 classrooms and 12 special rooms;
- e) \$23,460.00 per classroom or special room. In calculating the cost, the additional value caused by the addition of special equipment inherent in the needs of each school was not taken into account.
- f) \$1,092.00;

g) \$735,000.00 (payable en 7 versements annuels).

Question par M. Lavoie (Wolfe):

1. Relativement à l'école Montcalm de Sherbrooke:

- a) quels en ont été les architectes;
- b) par qui et sur la recommandation de qui les architectes ont-ils été nommés;
- c) à quel entrepreneur les travaux ont-ils été confiés;
- d) quel a été le montant du contrat?

2. Les plans et devis ont-ils été approuvés par les officiers du ministère de la Jeunesse, si oui, pour quelle raison, si non, par qui et sur la recommandation de qui ces plans et devis ont-ils été approuvés?

3. Un avis a-t-il été donné, par les officiers du ministère de la Jeunesse, à l'effet que le coût de cette construction était trop élevé?

4. Qui a autorisé la construction de cette école?

5. Les travaux comprennent-ils la construction d'une piscine; et à quel coût?

6. Les travaux comprennent-ils la construction d'un gymnase, et à quel coût?

7. La cité de Sherbrooke fournit-elle une certaine contribution financière au coût de cette construction?

8. Quel est le nombre de classes de cette école?

9. Quel en est le coût de construction par classe?

10. Quel en est le coût de construction par élève?

11. Quel est le montant total d'octrois accordés par le ministère de la Jeunesse pour la construction de cette école?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

1. a) Bélanger & Tardif;

g) \$735,000.00 (payable in 7 annual instalments).

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. Respecting the Montcalm School in Sherbrooke:

- a) who were the architects;
- b) by whom and on whose recommendation were the architects appointed;
- c) what contractor was entrusted with the work;
- d) what was the amount of the contract?

2. Were the plans and specifications approved by the officials of the Department of Youth, if so, why, if not, by whom and on whose recommendation were the plans and specifications approved?

3. Was a warning given by the officials of the Department of Youth to the effect that the cost of construction was too high?

4. Who authorized the construction of this school?

5. Does the work include the building of a swimming pool and at what cost?

6. Does the work include the construction of a gymnasium, and at what cost?

7. Is the city of Sherbrooke providing a certain financial contribution towards the cost of this building?

8. How many classrooms are there in this school?

9. What is the cost of construction per classroom?

10. What is the cost of construction per pupil?

11. What is the total amount of the grants given by the Department of Youth for the construction of this school?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

1. a) Bélanger & Tardif;

b) par la Commission scolaire de Sherbrooke;

c) J.-M. Jeanson, Ltée, Sherbrooke;

d) \$1,730,017.16 incluant le coût de la piscine et des aménagements connexes.

2. Par le département de l'Instruction publique et le Service de la construction des écoles du ministère de la Jeunesse, conformément aux besoins et aux normes établis.

3. Oui, et les plans ont été révisés de même que la soumission.

4. Le département de l'Instruction publique et le ministère de la Jeunesse.

5. Oui, au coût de \$321,250.00 assumé en totalité par la municipalité.

6. Oui, son coût est intégré dans le montant global.

7. Oui, \$385,000.00, ceci incluant le coût de la piscine, les aménagements connexes et les services afférents.

8. 26 classes plus 13 locaux spéciaux.

9. \$32,693.00 par classe ou local. Il n'est pas tenu compte, dans ce calcul, des plus-values occasionnées par les aménagements spéciaux inhérents aux besoins de chaque école.

10. \$1,024.00.

11. \$1,000,000.00 (payable en 10 versements annuels).

b) by the Sherbrooke School Commission;

c) J.-M. Jeanson, Limitée, Sherbrooke;

d) \$1,730,017.16 including the cost of the swimming pool and its equipment.

2. By the Department of Education and the School Construction Service of the Department of Youth, in accordance with established needs and standards.

3. Yes, the plans were revised and so was the bid.

4. The Department of Education and the Department of Youth.

5. Yes, at a cost of \$321,250.00 which was assumed in full by the municipality.

6. Yes, the cost of the gymnasium is included in the total cost.

7. Yes, \$385,000.00, including the cost of the swimming pool and its equipment and attached services.

8. 26 classrooms and 13 special rooms.

9. \$32,693.00 per classroom or special room. In calculating the cost, the additional value caused by the addition of special equipment inherent in the needs of each school was not taken into account.

10. \$1,024.00.

11. \$1,000,000.00 (payable in 10 annual instalments).

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat ajourné le 30 avril sur la motion de M. Lesage du 24 avril, proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Godbout, secondé par M. Dupré, il est—

The House, according to Order, resumed the debate adjourned on April 30th, on the motion proposed April 24th, by Mr. Lesage, that Mr. Speaker do now leave the Chair and that the House again resolve itself into the Committee of Ways and Means.

And the debate continuing.

On motion of Mr. Godbout, seconded by Mr. Dupré,—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Ordered, That the debate be adjourn-
ed.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre
s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajour-
née à lundi prochain, à trois heures de
l'après-midi.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House ad-
journs to-day, it do stand adjourned
until Monday next at three o'clock,
P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
4 MAI 1964.***Trois heures de l'après-midi.***Prière.**

M. Hamel (Saint-Maurice) dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 29 avril 1964, concernant les règlements sur la publicité relative aux boissons alcooliques.

(Document de la session no 134.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat ajourné le 1er mai, sur la motion de M. Lesage du 24 avril, proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Hamel (Saint-Maurice), propose, pour M. Lesage, que M. l'orateur quitte

**MONDAY,
MAY 4th, 1964.***Three o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Hamel (Saint-Maurice) laid upon table the following document:

Copy of an Order-in-Council, dated April 29th, 1964, respecting the Code of Regulations governing the advertising of alcoholic beverages.

(Sessional Papers, No. 134.)

The House, according to Order, resumed the debate adjourned on May 1st, on the motion proposed April 24th, by Mr. Lesage, that Mr. Speaker do now leave the Chair and that the House again resolve itself into Committee of Ways and Means.

And the Question being put on the motion, it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, on behalf of Mr. Lesage, and the Ques-

maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions huit cent dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Services de protection de la jeunesse, y compris subventions (famille et bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

tion being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million eight hundred seventeen thousand dollars, necessary to defray the item, "Youth protection services, including grants (Family and Social Welfare)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MARDI
5 MAI 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 22 mai prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Bromont, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la Commission scolaire de Chomedey, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation scolaire La Commission catholique des écoles de Chomedey;

De la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De Philippe Drapeau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Drapeau.

Votre comité recommande de prolonger au 22 mai prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

**TUESDAY,
MAY 5th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the tenth report of the said Committee as follows:

Your Committee recommend to extend to the 22nd of May next inclusively, the delay for introducing private bills.

The report was adopted.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the seventeenth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of Bromont, Inc., praying for an act to amend its charter;

Of the town of Laval-West, praying for an act to amend its charter;

Of The School Commission of Chomedey, praying for an act to incorporate into a school corporation the Catholic School Commission of Chomedey;

Of the city of Westmount, praying for an act to amend its charter;

Of Philippe Drapeau and others, praying for an act concerning the estate of Joseph Drapeau.

Your Committee recommend to extend to the 22nd of May next inclusively, the delay for introducing private bills.

The report was adopted.

Ordonné que M. Brown ait la permission de présenter le bill no 111, intitulé: "Loi constituant la ville de Bromont".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lavoie (Laval) ait la permission de présenter le bill no 116, intitulé: "Loi constituant la cité de Laval-Ouest et modifiant sa charte".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lavoie (Laval) ait la permission de présenter le bill no 148, intitulé: "Loi constituant La Commission des écoles catholiques de Chomedey".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter le bill no 149, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Westmount et concernant un immeuble".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Godbout ait la permission de présenter le bill no 199, intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph Drapeau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Brown have leave to bring in bill No. 111, intituled: "An Act to incorporate the town of Bromont."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Lavoie (Laval) have leave to bring in bill No. 116, intituled: "An Act to incorporate the city of Laval-West and to amend its charter."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Lavoie (Laval) have leave to bring in bill No. 148, intituled: "An Act to incorporate The Catholic School Commission of Chomedey."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Crépeau have leave to bring in bill No. 149, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Westmount and respecting a certain immovable property."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Godbout have leave to bring in bill No. 199, intituled: "An Act respecting the estate of Joseph Drapeau."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Bertrand (Missisquoi), il est—

Résolu, qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette chambre:

Copie de tout rapport, mémoire et correspondance échangés, depuis le 18 novembre 1958 au 16 mars 1964, entre le ministère de la Jeunesse, ses officiers et employés et:

- a) l'Institut de Marine de Rimouski;
 - b) le conseil de la trésorerie;
 - c) le Service des achats du gouvernement;
 - d) le ministère des Transports à Ottawa;
- au sujet du navire-école *Saint-Barnabé* vendu à Me Laurent-P. Bolduc, en 1963.

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare qu'il ne dépose qu'une partie des documents demandés suivant entente avec l'auteur de la motion.

(Document de la session no 135.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, pour M. Lesage, que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-trois millions cent quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses pré-

On motion of Mr. Bertrand (Missisquoi),—

Resolved, That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of all reports, briefs and correspondence made from November 18th, 1958 to March 16th, 1964, between the Department of Youth and:

- a) the Rimouski Marine Institute;
 - b) the Treasury Board;
 - c) the government Purchasing Service;
 - d) the Department of Transport in Ottawa;
- respecting the school-ship *Saint-Barnabé* which was sold to Mr. Laurent-P. Bolduc, in 1963.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) stated that he was laying upon the table only part of the documents requested, following agreement with the proposer of the motion.

(Sessional Papers, No. 135.)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, on behalf of Mr. Lesage, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirty-three million one hundred forty-four thousand dollars, necessary to defray the item,

vues à l'article: "Commission des allocations sociales du Québec et services d'assistance sociale, y compris subventions (famille et bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme (famille et bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à diverses institutions (famille et bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (famille et bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (famille et bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante et un mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (transports et com-

"Quebec Social Allowances Commission and Social Assistance Services, including grants (Family and Social Welfare)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Committee for study and information on alcoholism (Family and Social Welfare)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants to various institutions (Family and Social Welfare)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Family and Social Welfare)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted Her Majesty to complete the sum of five million dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment (Family and Social Welfare)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred forty-one thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Transportation and Communications)," of the

munications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'inspection (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Les dites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred eighty thousand dollars necessary to defray the item, "Inspection Service (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
6 MAI 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Lafrance, il est—
Ordonné que M. Lafrance ait la permission de présenter le bill no 34, intitulé: "Loi du Conseil supérieur de la Famille".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Kierans, il est—
Ordonné que M. Kierans ait la permission de présenter le bill no 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Kierans, il est—
Ordonné que M. Kierans ait la permission de présenter le bill no 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Kierans, il est—
Ordonné que M. Kierans ait la permission de présenter le bill no 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

**WEDNESDAY,
MAY 6th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers

On motion of Mr. Lafrance,—
Ordered, That Mr. Lafrance have leave to bring in bill No. 34, intituled: "Family Superior Council Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Kierans,—
Ordered, That Mr. Kierans have leave to bring in bill No. 27, intituled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Kierans,—
Ordered, That Mr. Kierans have leave to bring in bill No. 36, intituled: "An Act to amend the Quebec License Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Kierans,—
Ordered, That Mr. Kierans have leave to bring in bill No. 37, intituled: "An Act to amend the Quebec Succession Duties Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Lafrance, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34, intitulé: "Loi du Conseil supérieur de la Famille".

Sur la motion de M. Kierans, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu".

Sur la motion de M. Kierans, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Sur la motion de M. Kierans, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, pour M. Lesage, que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter

On motion of Mr. Lafrance, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 34, intituled: "Family Superior Council Act."

On motion of Mr. Kierans, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 27, intituled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act."

On motion of Mr. Kierans, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 36, intituled: "An Act to amend the Quebec License Act."

On motion of Mr. Kierans, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 37, intituled: "An Act to amend the Quebec Succession Duties Act."

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, on behalf of Mr. Lesage, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the

la somme de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service central de transport aérien (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions deux cent soixante-quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau des véhicules automobiles (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sécurité routière, y compris subventions (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des transports (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des services publics (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau des expropriations de Montréal (transports et communications)", du

sum of four hundred ninety-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Central aerial transportation service (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million two hundred seventy-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Motor Vehicle Bureau (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred forty-three thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Highway safety, including grants (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred seventy thousand dollars, necessary to defray the item, "Transportation Board (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred eighty-three thousand dollars, necessary to defray the item, "Public Service Board (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Montreal Expropriation Bureau (Transportation and Communications)," of the budget for

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour fins de transport maritime et aérien (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred seventy thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants for maritime and aerial transportation (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice),—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
11 MAI 1964.***Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lesage:

Copie d'une lettre, en date du 29 avril 1964, adressée au Très Honorable Lester B. Pearson, premier ministre du Canada, par l'honorable Jean Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant toutes les nouvelles ententes fiscales fédérales-provinciales et le régime de pension du Canada.

(Document de la session no 136.)

Par M. Couturier:

Décision de la commission de conciliation concernant le conflit existant entre le conseil d'administration et le comité exécutif du bureau médical de l'Hôpital Saint-Joseph de Lac-Mégantic, relativement à la nomination du Dr Gérard Noël comme directeur médical de cet hôpital.

(Document de la session no 137.)

Par M. Gérin-Lajoie:

Rapport du ministre de la Jeunesse, 1960-1964.

(Document de la session no 138.)

Rapport du comité d'étude sur l'éducation des adultes.

(Document de la session no 139.)

Question par M. Gauthier:

1. Le Conseil d'orientation économique du Québec a-t-il été consulté quant

**MONDAY,
MAY 11th, 1964.***Three o'clock, P.M.*

Prayers.

The following documents were laid upon the table:

By Mr. Lesage:

Copy of a letter addressed to the Right Honourable Lester B. Pearson, Prime Minister of Canada, by the Honourable Mr. Lesage, Premier of Quebec, date April 29th, 1964, respecting all the new Federal-Provincial tax agreements and the Canada pension system.

(Sessional Papers, No. 136.)

By Mr. Couturier:

Copy of the ruling handed down by the conciliation commission appointed to settle the dispute existing between the administrative council and the executive council of the Medical Board of the Hôpital Saint-Joseph at Lake Megantic, respecting the appointment of Dr. Gérard Noël as the hospital's medical director.

(Sessional Papers, No. 137.)

By Mr. Gérin-Lajoie:

Report of the Minister of Youth, 1960-1964.

(Sessional Papers, No. 138.)

Report by the Study Committee on adult education.

(Sessional Papers, No. 139.)

Question by Mr. Gauthier:

1. Was the Quebec Economic Advisory Council consulted respecting the

au choix du site pour l'établissement d'une usine à Sainte-Thérèse-Ouest par la compagnie General Motors of Canada, Limited?

2. Si oui, a-t-il recommandé ce site?

Réponse par M. Lesage:

1. et 2. Non.

Question par M. Gauthier:

Le gouvernement a-t-il obtenu de la compagnie General Motors of Canada, Limited, l'assurance qu'elle fera affaires dans la province de Québec sous une raison sociale française, qu'elle admettra le français comme langue de travail à son usine de Sainte-Thérèse et qu'elle respectera la langue de la majorité de la population québécoise dans les indications portées sur le tableau de bord de ses véhicules fabriqués dans le Québec?

Réponse par M. Lesage:

Aucune législation provinciale ne s'applique dans ce cas.

choice of a site for the establishment of a plant in Sainte-Thérèse-Ouest by the General Motors Company of Canada, Limited?

2. If so, did the Council recommend this site?

Answer by Mr. Lesage:

1. and 2. No.

Question by Mr. Gauthier:

Has the government been assured by General Motors of Canada, Limited, that it will do business in the province of Quebec under a French name, that French will be allowed to be used as a working language in its Sainte-Thérèse plant, and that it will respect the language of the majority of Quebec's population on the instruments installed on the dashboards of vehicles manufactured in Quebec?

Answer by Mr. Lesage:

There is no applicable provincial legislation in this case.

Sur la motion de M. Dozois, il est—

Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 5 juillet 1960 à date, sous l'autorité de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 24, et ses amendements.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 140.)

Sur la motion de M. Dozois, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

On motion of Mr. Dozois,—

Resolved, That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

Copies of all the Orders in Council adopted by the Lieutenant-Governor in Council, from July 5th, 1960, to date, under the authority of the Act 4-5 Elizabeth II, chapter 24, and its amendments.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 140.)

On motion of Mr. Dozois,—

Ordered, That there be laid before the House:

Copie de toute correspondance échangée depuis le 5 juillet 1960 à date entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation et se rapportant à la démission, à la nomination et au remplacement des administrateurs de la corporation du Centre Sir-Georges-Étienne-Cartier, appelée aussi "Place des Arts".

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document, en ce qui concerne les ministères du Conseil exécutif et des Affaires municipales.

(Document de la session no 141.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Gauthier:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance échangée entre le premier ministre de la province, l'un des ministres du gouvernement, l'un des officiers ou employés du gouvernement ou de toute commission, régie ou conseil relevant de lui, et la compagnie General Motors of Canada, Limited, en vue du projet d'établissement d'une usine à Sainte-Thérèse-Ouest.

M. Lesage déclare qu'il n'y eut aucun échange de correspondance, les négociations ayant été conduites privément et sous le sceau de la plus stricte confiance entre le premier ministre de la province et le ministre de l'Industrie et du Commerce d'une part et le président de la compagnie General Motors, Limited, d'autre part, en vue notamment de prévenir toute spéculation possible.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération l'exa-

A copy of all the correspondence exchanged from July 5th, 1960, to date, between the government of the province or any of its members or officials, and any person, firm or corporation, respecting the resignation, appointment or replacement of the administrators of the corporation of the Centre Sir-Georges-Étienne-Cartier, also called "Place des Arts."

Mr. Lesage laid upon the table the said document, insofar as the Executive Council and the Municipal Affairs were concerned.

(Sessional Papers, No. 141.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Gauthier:

That there be laid before the House:

A copy of all the correspondence exchanged between the Premier of the province, any of the government Departments, any of its officials or employees or any commission, board or council within its jurisdiction, and the General Motors Company of Canada, Limited, respecting the project to establish a plant in Sainte-Thérèse-Ouest.

Mr. Lesage declared that there was no exchange of correspondence, the negotiations having been carried out privately and in the strictest confidence by the Premier of the province and the Minister of Industry and Commerce on the one hand, and the President of General Motors Company, Limited, on the other hand, in order, particularly, to avoid any possible speculation.

The House, according to Order, proceeded to take into further consideration

men des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 110, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis", et lesdits amendements sont acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération l'examen des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 193, intitulé: "Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind", et lesdits amendements sont acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 142, intitulé: "Loi concernant Les services de santé du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 111, intitulé: "Loi constituant la ville de Bromont".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 116, intitulé: "Loi

the amendments made by the Legislative Council to bill No. 110, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis," and the same were agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The House, according to Order, proceeded to take into further consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 193, intituled: "An Act to amend the charter of the Montreal Association for the Blind," and the same were agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 142, intituled: "An Act respecting Quebec Health Services."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 111, intituled: "An Act to incorporate the town of Bromont."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 116,

constituant la cité de Laval-Ouest et modifiant sa charte".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 148, intitulé: "Loi constituant La Commission des écoles catholiques de Chomedey".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 149, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Westmount et concernant un immeuble".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 199, intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph Drapeau".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

intituled: "An Act to incorporate the city of Laval-West and to amend its charter."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 148, intituled: "An Act to incorporate The Catholic School Commission of Chomedey."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 149, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Westmount and respecting a certain immoveable property."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 199, intituled: "An Act respecting the estate of Joseph Drapeau."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent seize millions trois cent vingt-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assurance-hospitalisation (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions sept cent vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires, y compris les bourses (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Génie sanitaire, y compris les bourses (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Laboratoires (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-neuf mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Alimentation et hygiène maternelle, y compris les bourses (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Rassemblement des statistiques démographiques (santé)", du budget de

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred sixteen million three hundred twenty-eight thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Hospital Insurance (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million seven hundred twenty-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Health Units, including scholarships (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred twelve thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Sanitary engineering, including scholarships (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred forty-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Laboratories (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Nutrition and maternal hygiene, including scholarships (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred forty-six thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Collection of demographic statistics (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Hygiène industrielle, y compris les bourses (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois millions trois cent quatre-vingt-dix mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement des maladies mentales, y compris subventions (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions cinq cent soixante dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention de la tuberculose, y compris subventions (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement des maladies vénériennes, y compris subventions (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance publique, y compris subventions (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirty-two thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Industrial hygiene, including scholarships (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty three million three hundred ninety thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Treatment of mental diseases, including grants (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million five hundred seventy-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Prevention of tuberculosis, including grants (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred twelve thousand dollars, necessary to defray the item, "Treatment of venereal diseases, including grants (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred twenty-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Public Charities, including grants (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MARDI,
12 MAI 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité des subsides. M. Lesage déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

M. l'orateur quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La résolution suivante est adoptée en comité:

BUDGET des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

Résolu,—qu'une somme ne dépassant pas \$187,049,367., soit l'ensemble

a) du sixième du montant de chacun des différents articles à voter du budget des dépenses ordinaires et de capital de la province pour la dite année financière, présenté à l'Assemblée législative à la présente session de la Législature, à l'exception de l'article 13 dudit budget pour le ministère du conseil exécutif (V), i.e.: \$186,885,700;

b) de quatre sixièmes additionnels de l'article 9 dudit budget pour le ministère du conseil exécutif (V), i.e. \$70,000;

c) de quatre sixièmes additionnels de l'article 9 dudit budget pour le ministère de la jeunesse (X), i.e.: \$66,667;

**TUESDAY,
MAY 12th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

The Order of the Day being called for the House to resolve itself into Committee of Supply, Mr. Lesage declared that he will propose the adoption of grants on account.

Mr. Speaker left the Chair and the House resolved itself again into Committee of Supply.

The following resolution was adopted in committee:

ESTIMATE of Ordinary Expenditure of the Province of Quebec, for the fiscal year ending March 31st, 1965, prepared as required by sections 5 and 6 of chapter 71 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

Resolved,—that a sum not exceeding \$187,049,367., being the aggregate of

a. one-sixth of the amount of each of the various items to be voted of the estimates of the ordinary and capital expenditures of the Province, for the said fiscal year, as laid before the Legislative Assembly at the present session of the Legislature with the exception of item 13 of the said estimates for the Department of the Executive Council (V), viz: \$186,885,700;

b. an additional four-sixths of item 9 of the said estimates for the Department of the Executive Council (V), viz: \$70,000;

c. an additional four-sixths of item 9 of the said estimates for the Department of Youth (X), viz: \$66,667;

d) d'un sixième additionnel de l'article 11 dudit budget pour le ministère du procureur général (XII), i.e.: \$27,000., soit octroyée à Sa Majesté à titre d'avance pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité des voies et moyens. M. Lesage déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement de crédits provisoires votés à Sa Majesté.

M. l'orateur quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution suivante est adoptée en comité:

Résolu,—Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1965, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette Province, une somme n'excédant pas \$187,049,367.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction

d. an additional one-sixth of item 11 of the said estimates for the Department of the Attorney-General (XII), viz: \$27,000., be granted to Her Majesty on account of the fiscal year ending March 31st, 1965.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again during the present sitting.

The Order of the Day being called for the House to resolve itself into Committee of Ways and Means, Mr. Lesage declared that he will propose the authorization for the payment of grants on account already voted to Her Majesty.

Mr. Speaker left the Chair and the House resolved itself again into Committee of Ways and Means.

The following resolution was adopted:

Resolved,—That towards making good the Supplies granted on account to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st of March, 1965, a sum not exceeding \$187,049,367. be granted out of the consolidated revenue fund of the Province.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in

des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. Lesage présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 38, "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-huit millions trois cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour construction d'hôpitaux et pour autres fins (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission d'enquête sur l'exercice de la chiropraxie (santé)", du

reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again at the next sitting.

Mr. Lesage accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 38, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service," which was read the first, second and third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-eight million three hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants for the construction of hospitals and for other purposes (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Commission of inquiry on chiropractice (Health)," of the budget for the fiscal year ending

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien et réparations des hôpitaux du ministère (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Avances pour fonds de roulement (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'hôpitaux et de dispensaires, y compris ameublement et équipement (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of forty-three thousand dollars, necessary to defray the item, "Maintenance and repairs of hospitals belonging to the Department (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Advances for working capital (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven million five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of hospitals and dispensaries, including furnishings and equipment (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

L'ordre du jour appelle l'étude de nouveau en comité plénier du bill 54, intitulé: "Code du travail".

The Order of the Day being called for consideration by the House again in Committee of the Whole on bill 54, intituled: "Labour Code."

Sur la motion de M. Fortin, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

On motion of Mr. Fortin, it was—
Ordered, That the order be discharged.

M. Fortin propose que l'ordre du jour adopté le 18 février 1964, ordonnant la deuxième lecture du bill 54, intitulé: "Code du travail", et celui en date du 15 janvier 1964, ordonnant la première lecture dudit bill soient révoqués.

Mr. Fortin moved that the Order of the Day adopted February 18th, 1964, ordering the second reading of bill 54, intituled: "Labour Code," and that the Order of the Day adopted January 15th, 1964, ordering the first reading of the said bill, be rescinded.

La motion est adoptée.
Ledit bill est alors retiré.

The motion was adopted.
The said bill was accordingly withdrawn.

Du consentement unanime de la chambre, un nouveau bill 54, intitulé: "Code du travail", est présenté par M. Fortin, lu la première et la deuxième fois, et renvoyé au comité plénier, sauf les dispositions imprimées entre crochets qui sont renvoyées au comité spécial de cette chambre institué aux fins d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail ainsi que l'arbitrage des différends et griefs dans les services du gouvernement provincial et ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités.

With the unanimous consent of the House, a new bill 54, intituled: "Labour Code," was introduced by Mr. Fortin, read the first and the second time, and referred to the Committee of the Whole House, with the exception of the provisions printed between brackets, which were referred to the special committee of the House appointed to inquire into the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as the arbitration of disputes and grievances in the provincial government services as well as those of hospitals, school boards and municipalities.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some

quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu".

M. Kierans informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Kierans propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 27, intituled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act."

Mr. Kierans informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Kierans moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
13 MAI 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De South End Development Corporation, demandant l'adoption d'une loi pour détacher une certaine partie de terre de la cité de LaSalle et l'annexer à la ville de Montréal;

De la Corporation municipale de Sainte-Catherine-d'Alexandrie, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;

De la ville de Beaupré, demandant l'adoption d'une loi lui conférant des pouvoirs spéciaux.

Ordonné que M. Kennedy ait la permission de présenter le bill no 156, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blank ait la permission de présenter le bill no 175, intitulé: "Loi détachant une certaine propriété

**WEDNESDAY,
MAY 13th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the eighteenth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following cases:

Of the city of Longueuil, praying for an act to amend its charter;

Of South End Development Corporation, praying for an act to detach a certain parcel of land from the City of LaSalle and annex it to the city of Montreal;

Of the Municipal Corporation of Sainte-Catherine-d'Alexandrie, praying for an act giving it certain powers;

Of the town of Beaupré, praying for an act granting it special powers.

Ordered, That Mr. Kennedy have leave to bring in bill No. 156, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Longueuil."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Blank have leave to bring in bill No. 175, intituled: "An Act to detach certain property from the

de la cité de LaSalle et l'annexant à la ville de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Baillargeon ait la permission de présenter le bill no 189, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de Sainte-Catherine-d'Alexandrie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Godbout ait la permission de présenter le bill no 200, intitulé: "Loi concernant l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Kierans, il est—

Ordonné que M. Kierans ait la permission de présenter le bill no 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Kierans, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail".

city of LaSalle and to annex same to the city of Montreal."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Baillargeon have leave to bring in bill No. 189, intituled: "An Act granting certain powers to the municipal corporation of Sainte-Catherine-d'Alexandrie."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Godbout have leave to bring in bill No. 200, intituled: "An Act respecting the development of "Le Parc du Mont Sainte-Anne."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Kierans,—

Ordered, That Mr. Kierans have leave to bring in bill No. 35, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Kierans, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 35, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act."

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill no 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu".

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 23 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (2-3 Elizabeth II, chapitre 17) soit remplacé par le suivant:

"23. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement déterminer l'allocation du coût en capital qui doit être accordée dans le cas de l'acquisition d'un bien par l'effet d'un bail avec option d'achat ou promesse de vente conditionnelle."

Résolu, 2.—Que l'article 37 de ladite loi, modifié par l'article 7 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 41, et l'article 9 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 25, soit de nouveau modifié en retranchant le paragraphe c.

Résolu, 3.—Que l'article 41 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 41, soit de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes e à h par les suivants:

"e) \$189 plus 4.7 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$6,000, si celui-ci est supérieur à \$6,000 mais n'excède pas \$8,000;

f) \$283 plus 5.4 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$8,000, si celui-ci est supérieur à \$8,000 mais n'excède pas \$10,000;

g) \$391 plus 6.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$10,000, si celui-ci est supérieur à \$10,000 mais n'excède pas \$12,000;

h) \$517 plus 7.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the resolutions relating to bill No. 27, intituled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act."

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 23 of the Provincial Income Tax Act (2-3 Elizabeth II, chapter 17) be replaced by the following:

"23. The Lieutenant-Governor in Council, by regulation, may determine the amount of capital cost allowance which shall be granted in the case of acquisition of a property by the effect of a lease with option to purchase or conditional promise of sale."

Resolved, 2.—That section 37 of the said act, amended by section 7 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 41, and section 9 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 25, be again amended by striking out paragraph c.

Resolved, 3.—That section 41 of the said act, amended by section 8 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 41, be again amended by replacing paragraphs e to h by the following:

"e. \$189 plus 4.7 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$6,000 if such amount exceeds \$6,000 but does not exceed \$8,000;

f. \$283 plus 5.4 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$8,000 if such amount exceeds \$8,000 but does not exceed \$10,000;

g. \$391 plus 6.3 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$10,000 if such amount exceeds \$10,000 but does not exceed \$12,000;

h. \$517 plus 7.2 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$12,000

\$12,000, si celui-ci est supérieur à \$12,000 mais n'excède pas \$15,000;

i) \$733 plus 8.1 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$15,000, si celui-ci est supérieur à \$15,000 mais n'excède pas \$25,000;

j) \$1,543 plus 9 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$25,000, si celui-ci est supérieur à \$25,000 mais n'excède pas \$40,000;

k) \$2,893 plus 9.9 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$40,000, si celui-ci est supérieur à \$40,000 mais n'excède pas \$60,000;

l) \$4,873 plus 10.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$60,000, si celui-ci est supérieur à \$60,000 mais n'excède pas \$90,000;

m) \$8,113 plus 11.7 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$90,000, si celui-ci est supérieur à \$90,000 mais n'excède pas \$125,000;

n) \$12,208 plus 12.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$125,000, si celui-ci est supérieur à \$125,000 mais n'excède pas \$225,000;

o) \$24,808 plus 13.5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$225,000, si celui-ci est supérieur à \$225,000 mais n'excède pas \$400,000;

p) \$48,433 plus 14.4 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$400,000, si celui-ci est supérieur à \$400,000."

Résolu, 4.—Que l'article 45 de ladite loi soit modifié:

a) en remplaçant dans la dixième ligne les mots "d'un paiement" par les mots "du paiement d'un montant global";

b) en remplaçant aux dix-neuvième et vingtième lignes les mots "ce contribuable" par les mots "cet employé ou cet ancien employé".

Résolu, 5.—Que l'article 47 de ladite loi, modifié par l'article 13 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 25, soit de nou-

if such amount exceeds \$12,000 but does not exceed \$15,000;

i. \$733 plus 8.1 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$15,000 if such amount exceeds \$15,000 but does not exceed \$25,000;

j. \$1,543 plus 9 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$25,000 if such amount exceeds \$25,000 but does not exceed \$40,000;

k. \$2,893 plus 9.9 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$40,000 if such amount exceeds \$40,000 but does not exceed \$60,000;

l. \$4,873 plus 10.8 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$60,000 if such amount exceeds \$60,000 but does not exceed \$90,000;

m. \$8,113 plus 11.7 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$90,000 if such amount exceeds \$90,000 but does not exceed \$125,000;

n. \$12,208 plus 12.6 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$125,000 if such amount exceeds \$125,000 but does not exceed \$225,000;

o. \$24,808 plus 13.5 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$225,000 if such amount exceeds \$225,000 but does not exceed \$400,000;

p. \$48,433 plus 14.4 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$400,000 if such amount exceeds \$400,000."

Resolved, 4.—That section 45 of the said act be amended:

a. by inserting in the ninth line the words "lump sum" before the word "payment";

b. by replacing the words "the taxpayer" in the seventeenth line, by the words "the employee or former employee".

Resolved, 5.—That section 47 of the said act, amended by section 13 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 25, be

veau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Un contribuable qui réside dans la province le dernier jour d'une année d'imposition, a droit de déduire de son impôt autrement exigible en vertu de la présente loi, une proportion du dit impôt égale à celle que représente par rapport à son revenu total, son revenu d'entreprises provenant d'un établissement au Canada en dehors de la province et en le calculant suivant les règlements."

Résolu, 6.—Que l'article 72 de la dite loi soit modifié:

a) en remplaçant dans la troisième ligne du premier alinéa le mot "deux" par le mot "quatre";

b) en remplaçant à la fin du premier alinéa les mots "douze mois qui suivent le jour où le paiement en excédent de l'impôt a été effectué ou le jour quel'avis de cotisation a été transmis" par les mots "quatre ans qui suivent la fin de l'année d'imposition".

Résolu, 7.—Que l'article 111 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans les deuxième et sixième lignes du dernier alinéa les mots "dans la province" par les mots "au Canada".

Résolu, 8.—Que l'article 129 de la dite loi soit modifié en remplaçant à la sixième ligne du troisième alinéa les mots "de Sa Majesté aux droits de la province" par les mots "du sous-ministre du revenu de la province de Québec".

Résolu, 9.—Que le premier alinéa de l'article 130 de ladite loi soit modifié en insérant dans la troisième et dans la cinquième lignes, après le mot "personne" les mots "ou corporation".

Résolu, 10.—Que les articles 1 et 4 de la loi qui sera basée sur les présentes

again amended by adding the following paragraph:

"A taxpayer who is resident in the province on the last day of a taxation year is entitled to deduct from his tax otherwise payable under this act a proportion of the said tax equal to that which his income derived from a business establishment situated in Canada outside the province bears to his total income and calculated according to the regulations."

Resolved, 6.—That section 72 of the said act be amended:

a. by replacing the word "two" by the word "four" in the third line of the first paragraph;

b. by replacing the words "twelve months from the day on which the overpayment was made or the day on which the notice of assessment was sent" at the end of the first paragraph, by the words "four years from the end of the taxation year."

Resolved, 7.—That section 111 of the said act be amended by replacing the words "the province" by the word "Canada" in the second and the sixth lines of the last paragraph.

Resolved, 8.—That section 129 of the said act be amended by replacing the words "Her Majesty in right of the province" in the sixth and seventh lines of the third paragraph by the words "the Deputy Minister of Revenue of the Province of Quebec".

Resolved, 9.—That the first paragraph of section 130 of the said act be amended by inserting in the third and the fifth lines after the word "person", the words "or corporation".

Resolved, 10.—That sections 1 and 4 of the act to be based on these resolutions

résolutions s'appliqueront à l'année d'imposition 1963 et aux années subséquentes; les articles 2, 3, 5 et 7 s'appliqueront à l'année d'imposition 1964 et aux années subséquentes, l'article 6 s'appliquera à l'année d'imposition 1960 et aux années subséquentes, les articles 8 et 9 s'appliqueront à toutes procédures instituées après l'entrée en vigueur de la dite loi.

Résolu, 11.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues.

La motion "que les résolutions soient maintenant agréées" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

M. Kierans propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Dozois propose, par voie d'amendement, secondé par M. Elie:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

shall apply to the taxation year 1963 and subsequent years; sections 2, 3, 5 and 7 shall apply to the taxation year 1964 and subsequent years; section 6 shall apply to the taxation year 1960 and subsequent years, and sections 8 and 9 shall apply to all proceedings instituted after the coming into force of the said act.

Resolved, 11.—That the act to be based on these resolutions shall come into force on the day of its sanction.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read.

And the Question being put, "that this House doth concur in the said resolutions"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The resolutions were accordingly agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 27, intitled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act."

The bill was accordingly read the second time.

Mr. Kierans moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the third time.

And a debate arising thereon.

Mr. Dozois moved, in amendment, seconded by Mr. Elie:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after "That", therein, by the following:

Le bill 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu", soit renvoyé au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à faire disparaître la double taxation pour les contribuables gagnant \$8,000.00 et moins annuellement.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'il s'agit d'un bill de finances qui ne peut être amendé que sur l'initiative d'un ministre de la couronne sur recommandation préalable du lieutenant-gouverneur.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Baillargeon, Beaupré, Bédard, Binette, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Fortier, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—48.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gosselin, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Maheu, Raymond, Russell, Somerville.—22.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Baillargeon, Beaupré, Bédard, Binette, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Fortier, Godbout, Hamel

Bill 27, intituled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act," be referred back to the Committee of the Whole House with instruction to amend it so that double taxation for taxpayers earning \$8,000 per year or less, will be done away with.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) raised a point of order and of the Rules in opposing this motion, alleging that it concerned a money bill which could not be amended except on the proposition of a Minister of the Crown on the previous recommendation of the Lieutenant-Governor.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

So Mr. Speaker's decision was sustained.

And the debate continuing.

And the Question being put on the main motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

(Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—48.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gosselin, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Maheu, Raymond, Russell, Somerville.—22.

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

M. Kierans informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Kierans propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 49 de la Loi des licences (Statuts refondus, 1941, chapitre 76) soit modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"49. Tout détenteur d'un billet gagnant sur un enjeu fait en vertu du système du pari mutuel, lors d'une course de chevaux, doit payer au ministre du revenu sa part proportionnelle du droit suivant; calculé sur la valeur de la mise totale avant toute déduction prescrite ou permise par toute autre loi, soit:

So it was resolved in the Affirmative. The main motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill 36, intituled: "An Act to amend the Quebec License Act."

Mr. Kierans informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Kierans moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 49 of the Quebec License Act (Revised Statutes, 1941, chapter 76) be amended by replacing the first paragraph by the following:

"49. Every holder of a winning ticket on a bet made under the *pari mutuel* system, at a horse race, shall pay to the Minister of Revenue his proportional share of the following duty based on the value of the total stake before any deduction prescribed or permitted by any other law, namely:

a) sept pour cent sur un billet comportant le choix d'un seul cheval gagnant;

b) neuf pour cent sur tout autre billet gagnant."

Résolu, 2.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura effet à compter du 25 avril 1964.

Résolu, 3.—Que la dite loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

M. Kierans informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Kierans propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la

a. seven per cent on a ticket evidencing the choice of a single winning horse;

b. nine per cent on any other winning ticket."

Resolved, 2.—That the act to be based on these resolutions shall have effect from the 25th of April 1964.

Resolved, 3.—That the said act shall come into force on the day of its sanction.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 36, intitled: "An Act to amend the Quebec License Act."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 37, intitled: "An Act to amend the Quebec Succession Duties Act."

Mr. Kierans informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Kierans moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now

motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
14 MAI 1964.**

**THURSDAY,
MAY 14th, 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Two thirty o'clock, P.M.

Prière.

Prayers.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 141, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Alma";

Bill 152, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau";

Bill 163, intitulé: "Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles";

Bill 164, intitulé: "Loi concernant la succession d'Origène Gobeille";

Bill 167, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park";

Bill 184, intitulé: "Loi concernant la Société d'agriculture, division B, du comté de Lac-Saint-Jean".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 14 mai 1964.

Ordonné.—Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 38, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965 et pour d'au-

Mr. Peaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 141, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Alma";

Bill 152, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Baie Comeau";

Bill 163, intituled: "An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles";

Bill 164, intituled: "An Act respecting the estate of Origène Gobeille";

Bill 167, intituled: "An Act to amend the charter of the town of Greenfield Park";

Bill 184, intituled: "An Act respecting the County of Lake St. John Agricultural Society, Division B."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL

The 14th May, 1964.

Ordered.—That the clerk do carry back to the Legislative Assembly the bill 38, intituled: "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March

tres fins du service public", et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 161, intitulé: "Loi concernant "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en biffant, à la dernière ligne, le mot:

"(Annexe)".

L'Annexe est biffée.

Aussi le bill 196, intitulé: "Loi concernant la Commission de transport de Montréal", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, aux deux dernières lignes, les mots:

"à moins d'en être dispensé par ce comité"

par ce qui suit:

"à moins que la Commission n'en soit dispensée par ce comité."

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 161, intitulé: "Loi concernant "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

1965, and for other purposes connected with the public service," and acquaint that House that the Legislative Council have passed it.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 161, intituled: "An Act respecting "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 2 is amended by striking out, in the last line, the word:

"(Schedule)".

The Schedule is struck out.

Also bill 196, intituled: "An Act respecting the Montreal Transportation Commission," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 3 is amended by replacing, in the last two lines, the words:

"unless the same are dispensed with by such committee"

by the following:

"unless the Commission is relieved from doing so by such committee."

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 161, intituled: "An Act respecting "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 196, intitulé: "Loi concernant la Commission de transport de Montréal", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

M. Cournoyer dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport de l'enquête des régisseurs-enquêteurs de la Régie provinciale des Transports sur le service du taxi de la cité de Montréal et territoire suburbain.

(Document de la session no 142.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 156, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 175, intitulé: "Loi détachant une certaine propriété de la cité de LaSalle et l'annexant à la ville de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 189, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de Sainte-Catherine-d'Alexandrie".

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 196, intituled: "An Act respecting the Montreal Transportation Commission," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

Mr. Cournoyer tabled the following document:

Report by the investigator-controllers of the Provincial Transportation Board on the taxi service in the city of Montreal and suburban areas.

(Sessional Papers, No. 142.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 156, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Longueuil."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 175, intituled: "An Act to detach certain property from the city of LaSalle and to annex same to the city of Montréal."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 189, intituled: "An Act granting certain powers to the municipal corporation of Sainte-Catherine-d'Alexandrie."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième, lecture du bill no 200, intitulé: "Loi concernant l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

La séance est suspendue.

A cinq heures et quart, M. l'orateur reprend le fauteuil.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Pierre Gelly, Huissier de la verge noire, M. l'orateur et les députés de la chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 110 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis;
- 141 Loi modifiant la charte de la cité d'Alma;
- 152 Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau;
- 161 Loi concernant "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby";
- 163 Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;
- 164 Loi concernant la succession d'Origène Gobeille;
- 167 Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park;

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 200, intitled: "An Act respecting the development of "Le Parc du Mont Sainte-Anne."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The sitting was suspended.

At five fifteen o'clock, Mr. Speaker took the Chair.

A message was received from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province by Pierre Gelly, Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod, requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the Honourable the Lieutenant-Governor, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

- 110 An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis;
- 141 An Act to amend the charter of the city of Alma;
- 152 An Act to amend the charter of the town of Baie Comeau;
- 161 An Act respecting "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby";
- 163 An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;
- 164 An Act respecting the estate of Origène Gobeille;
- 167 An Act to amend the charter of the town of Greenfield Park;

- 184 Loi concernant la Société d'agriculture, division B, du comté de Lac-Saint-Jean;
193 Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind;
196 Loi concernant la Commission de transport de Montréal.

- 184 An Act respecting the County of Lake St. John Agricultural Society, Division B;
193 An Act to amend the charter of The Montreal Association for the Blind;
196 An Act respecting the Montreal Transportation Commission.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Alors l'honorable orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

38 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

Au retour des députés:

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

Then the Honourable the Speaker of the Legislative Assembly addressed the Honourable the Lieutenant-Governor, and presented, for His Honour's acceptance, the following bill:

38 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

The members being returned:

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
15 MAI 1964.**

Dix heures du matin.

Prière.

M. Fortin dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport du comité interministériel d'étude sur le régime des rentes du Québec, volume II, mai 1964.

(Document de la session no 143.)

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

**FRIDAY,
MAY 15th, 1964.**

Ten o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Fortin laid upon the table the following document:

Report of the Interdepartmental Study Committee on the Quebec system of social security, Volume II, May 1964.

(Sessional Papers, No. 143.)

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Tuesday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**MARDI,
19 MAI 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

La séance est suspendue jusqu'à huit heures ce soir.

Huit heures du soir.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 16, intitulé: "Loi sur la capacité juridique de la femme mariée", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:
 - a) au sous-article 175:
 - 1° en insérant, à la 7e ligne, après le mot:
"présente"
 - ce qui suit:
"pour la famille"
 - 2° en biffant, à la 13e ligne, le mot:
"simple"
 - b) au sous-article 177 en remplaçant, à la 4e ligne, le mot:
"dérivant"

**TUESDAY,
MAY 19th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The sitting was suspended until eight o'clock, P.M.

Eight o'clock, P.M.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 16, intituled: "An Act respecting the legal capacity of married women," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 1 is amended:
 - a) in subsection 175:
 1. by replacing, in the 4th line of the first paragraph, the word:
"obliged"
 - by the following:
"bound"
 2. by replacing, in the last two lines of the second paragraph, the words:
"another residence for herself and her children as may be determined by the judge"
 - by the following:
"for herself and her children another residence fixed by the judge."
 3. by striking out, in the second line of the third paragraph, the word:
"simple"
 - b) in subsection 177 by striking out, in the 2nd line, the word:
"all"

par le mot:

"découlant"

c) le sous-article 178 est modifié en remplaçant, à la 3e ligne, les mots:

"l'exercice des pouvoirs"

par ce qui suit:

"l'exercice des droits et pouvoirs"

d) le sous-article suivant est inséré à la suite du sous-article 178 comme sous-article 179:

"179. Le conjoint, quoique mineur, peut donner son concours ou son consentement dans tous les cas où il est nécessaire."

e) le sous-article 179 qui devient sous-article 180 est modifié en ajoutant, à la fin du premier alinéa, après le mot:

"enfants",

ce qui suit:

" , y compris les soins médicaux et chirurgicaux."

f) le sous-article 180 qui devient sous-article 181 est modifié en remplaçant, à la 2e ligne, le mot:

"séparée"

par le mot:

"distincte"

g) les sous-articles 181 et 182 sont remplacés par le suivant:

"182. La femme commune en biens qui exerce un négoce sans le consentement de son mari et sans l'autorisation de la justice n'engage la communauté que jusqu'à concurrence du profit que cette dernière en retire.

Une femme commune en biens qui exerce un négoce avec le consentement exprès ou présumé de son mari l'oblige aussi pour tout ce qui concerne ce négoce.

c) in subsection 178 by replacing, in the 3rd line, the words:

"her powers"

by the following:

"her rights and powers"

d) the following subsection is inserted after subsection 178 as subsection 179:

"179. A consort, although a minor, may give his concurrence or consent in all cases in which it is necessary."

e) subsection 179 which becomes subsection 180 is amended:

1. by adding, at the end of the first paragraph, after the word:

"children"

the following:

" , including medical and surgical care"

2. by replacing, in the 4th line of the second paragraph, the word:

"authority"

by the word:

"power"

f) subsection 180 which becomes subsection 181 is amended by replacing, in the 2nd line, the word:

"separate"

by the word:

"distinct"

g) subsections 181 and 182 are replaced by the following:

"182. A wife common as to property who carries on a trade without her husband's consent or judicial authorization does not obligate the community beyond the amount of benefit it derives from it.

A wife common as to property who carries on a trade with the consent express or implied of her husband also obligates him for all that relates to such trade.

Les engagements pris par la femme commune en biens dans l'exercice de son négoce ne sont pas opposables au mari si les tiers avec lesquels elle contracte ont connaissance du défaut de consentement du mari au moment où ils traitent avec elle.

Les tiers sont censés avoir acquis cette connaissance à compter du jour où le mari a déposé au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où a lieu ce négoce une déclaration à l'effet qu'il s'exerce sans son consentement.

La femme commune en biens qui exerce un négoce avec l'autorisation de la justice oblige la communauté pour tout ce qui concerne ce négoce.

Cette autorisation est demandée par requête signifiée au mari, et n'est accordée que sur preuve que son refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille."

h) le sous-article 183 est remplacé par le suivant:

"183. L'époux qui veut vendre, aliéner, hypothéquer ou nantir des biens, lorsque le concours ou le consentement de son conjoint est nécessaire, peut être autorisé par un juge de la Cour supérieure à le faire sans ce concours ou ce consentement, si son conjoint est hors d'état de manifester sa volonté par incapacité, absence, éloignement ou toute autre cause, ou si le refus de celui-ci n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

L'acte passé en conformité de cette autorisation est opposable à l'autre conjoint."

i) le sous-article 184 est remplacé par le suivant:

"184. La femme mariée majeure a pleine liberté de tester."

2. L'article 2 est remplacé par le suivant:

The obligations contracted by a wife common as to property in the course of her trade are not binding upon the husband if the third persons with whom she contracts have knowledge of the lack of his consent at the time they contracted with her.

Third persons shall be deemed to have such knowledge from the date that the husband has deposited with the prothonotary of the Superior Court of the district where such trade is carried on a declaration that it is carried on without his consent.

The wife common as to property who carries on a trade with judicial authorization obligates the community for all that relates to such trade.

Such authorization is sought by a petition served upon the husband, and is granted only upon proof that his refusal is not justified in the family interest."

h) subsection 183 is replaced by the following:

"183. The consort who wishes to sell, alienate, hypothecate or pledge property, when the concurrence or consent of the other consort is necessary, may be authorized by a judge of the Superior Court to do so without such concurrence or consent, if the other consort is unable to make his or her will known by reason of incapacity, absence, remoteness or any other cause, or if the refusal of the latter is not justified in the family interest.

A deed made in conformity with such authorization may be invoked against the other consort."

i) subsection 184 is replaced by the following:

"184. A married woman who is of age has full freedom to make a will."

2. Section 2 is replaced by the following:

"2. Les articles 194 et 195 du dit code sont remplacés par les suivants:

"194. La femme qui veut obtenir la séparation de corps doit demander, par requête adressée à un juge de la Cour supérieure, l'autorisation de se retirer pendant le procès dans un lieu qu'elle indique."

"195. Le juge peut autoriser la femme à se retirer au lieu qu'il désigne."

3. L'article 3 est remplacé par le suivant:

"3. L'article 210 du dit code est abrogé."

4. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 5 comme article 6:

"6. L'article 336o du dit code est remplacé par le suivant:

"336o. La femme ou le fils majeur d'une personne ainsi interdite peut être nommé son curateur.

Lorsque cette charge est dévolue à la femme de l'interdit, elle a tous les pouvoirs des curateurs des interdits pour cause de prodigalité."

5. L'article 6 devient article 7.

6. L'article 7 qui devient article 8 est modifié en remplaçant, aux 6e et 7e lignes, les mots:

"les donations"

par les mots

"une donation"

7. L'article 8 qui devient article 9 est modifié en remplaçant le dernier alinéa du sous-article 906 par le suivant:

"La femme mariée séparée de biens peut accepter l'exécution testamentaire."

"2. Articles 194 and 195 of the said code are replaced by the following:

"194. A wife who wishes to obtain a separation from bed and board must apply, by petition addressed to a judge of the Superior Court, for authorization to withdraw pending the suit to a place indicated by her.

"195. The judge may authorize the wife to withdraw to the place designated by him."

3. Section 3 is replaced by the following:

"3. Article 210 of the said code is repealed."

4. The following section is inserted after section 5 as section 6:

"6. Article 336o of the said code is replaced by the following:

"336o. The wife or the son of full age of any person so interdicted may be appointed his curator.

When the wife of the person interdicted has been appointed, she has all the powers of curators to persons interdicted for prodigality."

5. Section 6 becomes section 7.

6. Section 7 which becomes section 8 is amended by replacing, in the 6th line, the word:

"gifts"

by the following:

"a gift"

7. Section 8 which becomes section 9 is amended:

a) by replacing, in the 9th and 10th lines of subsection 906, the words:

"but cannot continue in office without her husband's consent"

by the following:

"but requires the consent of her husband to continue the exercise of such office."

b) by replacing the last paragraph of subsection 906 by the following:

8. Les articles 9 et 10 deviennent respectivement articles 10 et 11.

9. L'article 11 qui devient article 12 est modifié en remplaçant le dernier alinéa du sous-article 1292 par le suivant:

"Sauf les dispositions de la Loi de l'assurance des maris et des parents le mari ne peut, sans le concours de sa femme, disposer entre vifs à titre gratuit des biens de la communauté excepté des sommes modiques et les présents d'usage."

10. L'article 12 qui devient article 13 est remplacé par le suivant:

"13. L'article 1294 du dit code est remplacé par le suivant:

"1294. Les condamnations pécuniaires encourues par un époux pour crime ou délit peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté."

11. L'article 13 qui devient article 14 est remplacé par le suivant:

"14. Les articles 1296, 1297 et 1298 du dit code sont remplacés par les suivants:

"1296. Sauf le cas de l'article 180, les actes faits par la femme sans le consentement du mari ou l'autorisation de la justice n'engagent les biens de la communauté que jusqu'à concurrence du profit qu'elle en retire.

"1297. La femme a l'administration de tous ses biens personnels, mais à charge de verser à la communauté les revenus qu'elle en perçoit.

Elle exerce seule toutes ses actions mobilières et possessoires.

Elle ne peut, sans le consentement de son mari, vendre, aliéner ou hypothéquer ses immeubles personnels, mais elle peut, sans ce consentement, vendre, aliéner ou nantir ses biens

"A married woman separate as to property may accept testamentary executorship."

8. Sections 9 and 10 become respectively sections 10 and 11.

9. Section 11 which becomes section 12 is amended by replacing the last paragraph of subsection 1292 by the following:

"Saving the provisions of The Husbands' and Parents' Life Insurance Act, the husband cannot, without the concurrence of his wife, dispose by gratuitous title *inter vivos* of the property of the community, except small sums of money and customary presents."

10. Section 12 which becomes section 13 is replaced by the following:

"13. Article 1294 of the said code is replaced by the following:

"1294. Pecuniary condemnation incurred by a consort for criminal offences or misdemeanors may be recovered out of the property of the community."

11. Section 13 which becomes section 14 is replaced by the following:

"14. Articles 1296, 1297 and 1298 of the said code are replaced by the following:

"1296. Saving the case of article 180, acts done by the wife without her husband's consent or judicial authorization do not affect the property of the community beyond the amount of the benefit it derives from them.

"1297. The wife has the administration of all her private property, but must turn over to the community the revenue she receives therefrom.

She exercises alone all her moveable and possessory actions.

She cannot sell, alienate or hypothecate her immoveable property without her husband's consent but she can, without such consent, sell, alienate or pledge her moveable prop-

meubles autres que les fonds de commerce et les meubles meublants affectés à l'usage du ménage.

"1298. Le mari peut, sur requête signifiée à sa femme et adressée à un juge de la Cour supérieure du district du domicile des conjoints, obtenir le retrait partiel ou entier de ces pouvoirs, ainsi que le droit d'administrer lui-même les biens personnels de sa femme et d'exercer les actions mobilières et possessoires qui s'y rapportent, lorsqu'il y a :

1° refus de rendre compte au mari, sur demande, des revenus de ses biens personnels; ou

2° abus du pouvoir d'administration ou mauvaise gestion.

Le jugement rendu sur cette requête est exécutoire, nonobstant appel.

Le juge peut, même lorsqu'un jugement est devenu définitif, le modifier, sur requête de l'un ou de l'autre conjoint, s'il est d'avis que les circonstances le justifient.

Les jugements rendus en vertu du présent article ne sont pas opposables aux tiers qui n'en ont pas connaissance.

Le juge peut, en cas d'urgence, enjoindre de surseoir à tout acte que la femme se propose de passer avec un tiers."

12. L'article 14 est biffé.

13. L'article 15 est modifié en remplaçant le sous-article 1299 par le suivant :

"1299. Les baux que la femme fait de ses biens ne peuvent excéder neuf ans sans le consentement du mari."

14. L'article 17 est modifié en remplaçant le sous-article 1318 par le suivant :

"1318. La femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, reprend l'administration, la

erty other than a business or than household furniture in use by the family.

"1298. The husband may, by petition served upon his wife and addressed to a judge of the Superior Court of the district of the domicile of the consorts, obtain the withdrawal, in whole or in part, of such powers, and the right to administer himself the private property of his wife and to exercise the moveable and possessory actions relating thereto, when there is :

1. refusal to account to the husband, on demand, for the revenue of her private property; or

2. abuse of the power of administration or bad management.

The judgment rendered upon such petition shall be executory, notwithstanding any appeal.

The judge may, even after the judgment has become final, amend it, upon the petition of either consort, if he is of opinion that the circumstances justify it.

The judgments rendered under the present article may not be invoked against third persons who have no knowledge of them.

The judge may, in an urgent case, order the stay of any act or deed that the wife proposes to enter into with a third person."

12. Section 14 is struck out.

13. Section 15 is amended by replacing subsection 1299 by the following :

"1299. Leases of her property made by the wife cannot exceed nine years without the consent of her husband."

14. Section 17 is amended by replacing subsection 1318 by the following :

"1318. The wife, when separated from bed and board or as to property only, regains the administration, en-

jouissance et la libre disposition de ses biens."

15. L'article 18 est remplacé par le suivant:

"18. Le dit code est modifié en remplaçant l'article 1415 par le suivant:

"1415. Les femmes qui, avant le 1er juillet 1964, se sont mariées sous le régime visé à l'article 1416 avant son abrogation ont, sous réserve de leur contrat de mariage, la capacité et les droits reconnus depuis cette date aux femmes communes en biens."

16. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 18 comme article 19:

"19. Les articles 1416 à 1421 du dit code sont abrogés."

17. L'article 19 devient article 20.

18. L'article 20 qui devient article 21 est modifié en remplaçant le sous-article 1424 par le suivant:

"1424. Aucune aliénation d'immeuble faite avant le 13 février 1964 par une femme séparée de biens ne peut être invalidée pour cause de défaut de consentement de son mari, à moins que la nullité n'en soit prononcée dans une instance commencée avant le 1er septembre 1964 et qu'un avis de l'institution de l'action ne soit enregistré sur l'immeuble avant le 1er octobre 1964.

Si avant le 1er octobre 1964 le mari fait enregistrer sur un immeuble de sa femme séparée de biens une déclaration qu'il s'oppose à l'aliénation de cet immeuble sans son consentement, la femme ne peut l'aliéner ultérieurement sans ce consentement ou sans l'autorisation de la justice."

19. L'article 21 qui devient article 22 est remplacé par le suivant:

"22. Les articles 1425a, 1425b et 1425c du dit code, édictés par l'article 27 de la loi 21 George V, chapitre 101, sont remplacés par les suivants:

joyment and free disposal or her property."

15. Section 18 is replaced by the following:

"18. The said code is amended by replacing article 1415 by the following:

"1415. A wife who was married before July 1st, 1964, under the regime contemplated in Article 1416 before its repeal shall have, subject to her contract of marriage, the capacity and rights to be enjoyed after that date by a wife common as to property."

16. The following section is inserted after section 18 as section 19:

"19. Articles 1416 to 1421 of the said code are repealed."

17. Section 19 becomes section 20.

18. Section 20 which becomes section 21 is amended by replacing subsection 1424 by the following:

"1424. No alienation of immovable property made before February 13th, 1964, by a wife separate as to property shall be invalid for lack of her husband's consent, unless it is declared null in proceedings instituted before September 1st, 1964, and a notice of the institution of such proceedings is registered against the immovable before October 1st, 1964.

If before October 1st, 1964, the husband causes to be registered against an immovable of his wife separate as to property a declaration that he opposes the alienation of such immovable without his consent, the wife cannot afterwards alienate it without such consent or without judicial authorization."

19. Section 21 which becomes section 22 is replaced by the following:

"22. Articles 1425a, 1425b and 1425c of the said code, enacted by section 27 of the Act 21 George V, chapter 101, are replaced by the following:

"1425a. A peine de nullité de toute convention au contraire, les produits du travail personnel de la femme commune en biens, les économies qui en proviennent et les meubles ou immeubles qu'elle acquiert en en faisant emploi sont réservés à l'administration de la femme et elle en a la jouissance et la libre disposition.

Elle ne peut, cependant, les aliéner à titre gratuit sans le concours de son mari.

Ces biens ne comprennent pas les gains résultant du travail commun des époux.

"1425b. L'article 1298 s'applique aux pouvoirs mentionnés à l'article 1425a au cas d'abus ou de mauvaise gestion.

"1425c. La capacité de la femme qui exerce ces pouvoirs est présumée en faveur des tiers de bonne foi, s'il y a déclaration écrite de sa part qu'elle exerce une profession distincte de celle de son mari."

20. L'article 22 est biffé.

21. L'article 23 est modifié en remplaçant le sous-article 1425e par le suivant:

"1425e. Les créanciers de la femme peuvent poursuivre le paiement de leurs créances sur ces biens réservés.

Les créanciers du mari ou de la communauté peuvent aussi le faire pour dettes contractées dans l'intérêt du ménage."

22. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 23 comme article 24:

"24. L'article 1425f du dit code, édicté par le dit article, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"1425f. Les biens réservés entrent dans le partage de la communauté."

"1425a. On pain of the nullity of any covenant to the contrary, the proceeds of the personal work of the wife common as to property, the economies therefrom and the moveable or immoveable property she acquires by investing the same are reserved to the administration of the wife and she has the enjoyment and free disposal of them.

She cannot, however, alienate them by gratuitous title without the concurrence of her husband.

Such property shall not include the earnings from the joint work of the consorts.

"1425b. Article 1298 shall apply to the powers mentioned in article 1425a in the case of abuse or bad management.

"1425c. The capacity of the wife who exercises such powers shall be presumed in favour of third persons in good faith, if there is a declaration in writing by her that she is engaged in a calling distinct from that of her husband."

20. Section 22 is struck out.

21. Section 23 is amended by replacing subsection 1425e by the following:

"1425e. The creditors of the wife may proceed for the payment of their claims against such reserved property.

The creditors of the husband or of the community may also do so for debts contracted in the interest of the household."

22. The following section is inserted after section 23 as section 24:

"24. Article 1425f of the said code, enacted by the said section, is amended by replacing the first paragraph by the following:

"1425f. The reserved property shall be included in the partition of the community."

23. Les articles 24 et 25 deviennent respectivement articles 25 et 26.

24. L'article 26 qui devient article 27 est modifié:

a) en retranchant le 2e alinéa;

b) en remplaçant la 1ère ligne du 3e alinéa par ce qui suit:

"Le présent article et l'article 18 ne portent atteinte à"

25. L'article 27 qui devient article 28 est modifié en remplaçant, à la 2e ligne, le mot:

"mai"

par le mot

"juillet".

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 16, intitulé: "Loi sur la capacité de la femme mariée", et lesdits amendements sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné que le bill 16, intitulé: "Loi sur la capacité juridique de la femme mariée", soit réimprimé avec, entre crochets, les amendements apportés par le Conseil législatif.

M. Lesage, du comité des bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 96.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions.

23. Sections 24 and 25 become respectively sections 25 and 26.

24. Section 26 which becomes section 27 is amended:

a) by striking out the second paragraph;

b) by inserting, in the 1st line of third paragraph, after the words:

"This section"

the following:

"and section 18"

25. Section 27 which becomes section 28 is amended by replacing, in the 2nd line, the word:

"May"

by the following:

"July"

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 16, intitled: "An Act respecting the legal capacity of married women," and the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered that bill 16, intitled: "An Act respecting the legal capacity of married women," be reprinted with, in brackets, the amendments made by the Legislative Council.

Mr. Lesage, from the Standing Committee on Public Bills in General, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 96.—An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill no 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 9 de la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1941, chapitre 80, remplacé par la loi 7 George VI, chapitre 18) soit modifié en remplaçant, dans la première ligne du sous-paragraphe "a" et du sous-paragraphe "b" du second alinéa du paragraphe 1 ainsi que dans la deuxième ligne du troisième alinéa du paragraphe 1, le mot "dix" par le mot "vingt".

Résolu, 2.—Que l'article 11 de la dite loi, remplacé par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 45, soit modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe "a", le mot "dix" par le mot "vingt".

Résolu, 3.—Que l'article 33 de la dite loi soit modifié en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot "trente" par le mot "soixante".

Résolu, 4.—Que l'article 34 de la dite loi soit modifié:

a) en remplaçant, dans la sixième ligne du paragraphe 1, le mot "trois" par le mot "six";

b) en remplaçant, dans la sixième ligne du paragraphe 2, le mot "trente" par le mot "soixante".

Résolu, 5.—Que l'article 35 de la dite loi soit modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "trois" par le mot "six".

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the resolutions relating to bill No. 37, intituled: "An Act to amend the Quebec Succession Duties Act."

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 9 of the Quebec Succession Duties Act (Revised Statutes, 1941, chapter 80, replaced by the act 7 George VI, chapter 18) be amended by replacing the word "ten", in the first line of sub-paragraph "a" and of subparagraph "b" of the second paragraph of subsection 1, and in the second line of the third paragraph of subsection 1, by the word "twenty".

Resolved, 2.—That section 11 of the said act, replaced by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 45, be amended by replacing the word "ten" in the second line of subparagraph "a", by the word "twenty".

Resolved, 3.—That section 33 of the said act be amended by replacing the word "thirty" in the sixth line by the word "sixty".

Resolved, 4.—That section 34 of the said act be amended:

a. by replacing the word "three" in the sixth line of subsection 1 by the word "six";

b. by replacing the word "thirty" in the sixth line of subsection 2 by the word "sixty".

Resolved, 5.—That section 35 of the said act be amended by replacing the word "three" in the first line by the word "six".

Résolu, 6.—Que l'article 36 de la dite loi soit modifié en remplaçant, dans la septième ligne, le mot "trente" par le mot "soixante".

Résolu, 7.—Que l'article 45 de la dite loi soit modifié en remplaçant, dans la onzième ligne du paragraphe "f", les mots "mille cinq cents" par les mots "trois mille".

Résolu, 8.—Que les résolutions 1 et 2 s'appliqueront à toute succession ouverte après le 31 mars 1964.

Résolu, 9.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Résolutions à rapporter.

Resolved, 6.—That section 36 of the said act be amended by replacing the word "thirty" in the sixth line by the word "sixty".

Resolved, 7.—That section 45 of the said act be amended by replacing the words "one thousand five hundred" in the twelfth line of subparagraph "f" by the words "three thousand".

Resolved, 8.—That resolutions 1 and 2 shall apply to every estate that devolved after the 31st of March 1964.

Resolved, 9.—That the act to be based on these resolutions shall come into force on the day of its sanction.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 37, intitled: "An Act to amend the Quebec Succession Duties Act."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle le deuxième lecture du bill no 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère du revenu".

M. Kierans propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 31, intitled: "An Act to amend the Department of Revenue Act."

Mr. Kierans moved, and the Question being put, that the bill be now read the second time, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
20 MAI 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération de bill no 96, intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Bellemare:

1. M. Stanislas Jacob, de Saint-Stanislas, comté de Champlain, est-il propriétaire d'un banc de gravier?

2. Dans l'affirmative, depuis combien de temps?

3. Combien de verges de gravier a-t-il vendues au gouvernement de la province, ou à aucun de ses ministères ou services, pendant les années 1960, 1961, 1962 et 1963 et pour quel montant total au cours de chacune des susdites années?

Réponse par M. Pinard:

1. Oui, le lot B-619, rang I Nord, rivière Batiscan.

2. 1943.

3. 1960: Nil;

1961: Nil;

1962: Nil;

1963: 626.75 tonnes de gravier:
\$31.54.

**WEDNESDAY,
MAY 20th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 96, intituled: "An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Question by Mr. Bellemare:

1. Does Mr. Stanislas Jacob of Saint-Stanislas, Champlain county, own a gravel pit?

2. If so, how long has he owned it?

3. How many cubic yards of gravel did he sell to the government of the province or to any of its Departments or services in 1960, 1961, 1962 and 1963, and for what total amount in each one of the above-mentioned years?

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes, lot B-619, Range I North, Batiscan river.

2. 1943.

3. 1960: Nil;

1961: Nil;

1962: Nil;

1963: 626.75 tons of gravel;
\$31.54.

Question par M. Bellemare:

1. M. Benoit-V. Cloutier, de Saint-Prospér, comté de Champlain, est-il propriétaire d'un banc de gravier ?

2. Dans l'affirmative, depuis combien de temps ?

3. Combien de verges de gravier a-t-il vendues au gouvernement de la province ou à aucun de ses ministères ou services, pendant les années 1961, 1962 et 1963 et pour quel montant total au cours de chacune des susdites années ?

Réponse par M. Pinard:

1. Oui, le lot P-336, rang I, Saint-Charles.

2. Une promesse de vente a été signée entre monsieur Benoit-L. Gagnon et monsieur Benoit-V. Cloutier, de Saint-Prospér, le 24 juillet 1963, et le contrat de vente a été passé le 16 mars 1964.

3. 1961: Nil;

1962: Nil;

1963: 3,044.93 verges cubes:
\$152.25

(vente effectuée postérieurement au 24 juillet 1963).

Question par M. Bellemare:

1. M. Benoit Gagnon, de Saint-Prospér, comté de Champlain, est-il propriétaire d'un banc de gravier ?

2. Dans l'affirmative, depuis combien de temps ?

3. Combien de verges de gravier a-t-il vendues au gouvernement de la province ou à aucun de ses ministères ou services, pendant les années 1961, 1962 et 1963, et pour quel montant total au cours de chacune des susdites années ?

Réponse par M. Pinard:

1. Oui, le lot 376 rang I, Saint-Charles.

2. 1939.

3. 1961: Nil;

Question by Mr. Bellemare:

1. Does Mr. Benoit V. Cloutier of Saint-Prospér, Champlain county, own a gravel pit ?

2. If so, how long has he owned it ?

3. How many cubic yards of gravel did he sell to the government of the province or to any of its Departments or services in 1961, 1962 and 1963, and for what total amount in each one of the above-mentioned years ?

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes, lot P-336, Range I, Saint-Charles.

2. A promise to sell was signed between Mr. Benoit-L. Gagnon and Mr. Benoit-V. Cloutier, of Saint-Prospér on July 24th, 1963, and the deed of sale was made on March 16th, 1964.

3. 1961: Nil;

1962: Nil;

1963: 3,044.93 cubic yards:
\$152.25

(the sale was made subsequent to July 24th, 1963).

Question by Mr. Bellemare:

1. Does Mr. Benoit Gagnon of Saint-Prospér, Champlain county, own a gravel pit ?

2. If so, how long has he owned it ?

3. How many cubic yards of gravel did he sell to the government of the province or to any of its Departments or services in 1961, 1962 and 1963, and for what total amount in each one of the above-mentioned years ?

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes, lot 376, Range I, Saint-Charles.

2. 1939.

3. 1961: Nil;

1962: 10,277.33 verges cubes:
\$719.41;
1963: 9,535.3 verges cubes:
\$800.77.

1962: 10,277.33 cubic yards:
\$719.41;
1963: 9,535.3 cubic yards:
\$800.77.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère du revenu", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère du revenu".

M. Kierans informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Kierans propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, suivant l'article 39n de la Loi du ministère du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), édicté par l'article 6 de la loi qui accompagne la présente résolution, nonobstant toute disposition inconciliable, toute créance de la Couronne exigible en vertu d'une loi du revenu porte intérêt au taux de six

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 31, intituled: "An Act to amend the Department of Revenue Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 31, intituled: "An Act to amend the Department of Revenue Act."

Mr. Kierans informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Kierans moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That according to section 39n of the Department of Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), enacted by section 6 of the act accompanying this resolution, notwithstanding any inconsistent provision, every amount payable to the Crown under a revenue act shall bear interest at the

pour cent l'an à compter de l'échéance, sans mise en demeure.

Résolution à rapporter.

rate of six per cent per annum, computed from maturity, without putting in default.

Resolution to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue.

La motion "que la résolution soit maintenant agréée" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 31.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère du revenu", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

M. Crépeau propose que la troisième lecture du bill 96, intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions", soit maintenant révoquée et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

La motion est adoptée.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read.

And the Question being put, "that this House doth concur in the said resolution"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The resolution was accordingly agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 31.

The House, according to order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 31, intituled: "An Act to amend the Department of Revenue Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

Mr. Crépeau moved that the third reading of bill 96, intituled: "An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act," be now rescinded and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole House.

The motion was adopted.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail".

M. Kierans informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Kierans propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 35, intitled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act."

Mr. Kierans informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Kierans moved, and the Question being proposed, that Mr. Speaker do now leave the Chair.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI.
21 MAI 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 19 juin prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 19 juin prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Et le rapport étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy, Théberge, Vaillancourt.—47.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gervais, Gosselin, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Raymond, Somerville.—20.

Le rapport est ainsi adopté

M. Beaupré, président *pro tempore*, du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce co-

**THURSDAY,
MAY 21st, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the nineteenth report of the said Committee as follows:

Your Committee recommend to extend to the 19th of June next inclusively, the delay for introducing private bills.

Your Committee also recommend to extend to the 19th of June next inclusively, the delay for receiving reports from the Select Committee charged with the examination of the private bills.

And the Question being put on the report, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative.
The report was accordingly adopted.

Mr. Beaupré, Chairman *pro tempore*, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House

mité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 148.—Loi constituant la Commission des écoles catholiques de Chomedey.

Votre comité recommande de prolonger au 19 juin prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 19 juin prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Et le rapport étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Blank, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Fournier, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy, Théberge, Vaillancourt.—47.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gervais, Gosselin, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Raymond, Somerville.—20.

Le rapport est ainsi adopté.

the eleventh report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 148.—An Act to incorporate The Catholic School Commission of Chomedey.

Your Committee recommend to extend to the 19th of June next inclusively, the delay for introducing private bills.

Your Committee also recommend to extend to the 19th of June next inclusively, the delay for receiving reports from the Select Committee charged with the examination of the private bills.

And the Question being put on the report, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative.
The report was accordingly adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 148, intitulé: "Loi constituant la Commission des écoles catholiques de Chomedey", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 148, intituled: "An Act to incorporate The Catholic School Commission of Chomedey," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr.

l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresses des personnes qui ont été employées à des travaux de construction ou de réfection de chemins avec leur tracteur ou leur pelle mécanique, dans le comté de Rivière-du-Loup en 1963, et ce pour le compte du ministère de la Voirie?

2. Quelle somme totale a été payée à chacune de ces personnes par le dit ministère?

3. Quels sont les nom, prénoms et adresses des personnes du comté de Rivière-du-Loup qui ont vendu du gravier au ministère de la Voirie en 1963?

4. Quelle quantité de gravier a été ainsi vendue et pour quelle somme totale par chacune des susdites personnes?

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bellemare:

1. What are the names, Christian names and addresses of the persons who were employed by the Department of Roads to carry out road construction or repair work with their tractors or power shovels in Rivière-du-Loup county in 1963?

2. What was the total amount paid to each one of these persons by the said Department?

3. What are the names, Christian names and addresses of the persons in Rivière-du-Loup county who sold gravel to the Department of Roads in 1963?

4. What quantity of gravel was thus sold by each one of the above-mentioned persons and for what total amount by each one?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Pinard dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 144.)

La séance est suspendue jusqu'à huit heures du soir

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Pinard laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 144.)

The sitting was suspended until eight o'clock, P.M.

Huit heures du soir.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère du revenu".

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill no 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Eight o'clock, P.M.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 31, intitled: "An Act to amend the Department of Revenue Act."

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the resolutions relating to bill No. 35, intitled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
22 MAI 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

M. Beaupré, président *pro tempore*, du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 111.—Loi constituant la ville de Bromont.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 115.—Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey;

Bill 156.—Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil;

Bill 189.—Loi accordant certains pouvoirs à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie de La-prairie;

Bill 116.—Loi constituant la cité de Laval-Ouest et modifiant sa charte.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 116, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi constituant la cité de Laval-Ouest et modifiant sa charte", soit changé en celui de: "Loi constituant la cité de Laval-Ouest".

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 175, intitulé: "Loi détachant une propriété de la cité de LaSalle et l'annexant à la ville de Montréal", ont décidé qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable cham-

**FRIDAY,
MAY 22nd, 1964.***Ten thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Beaupré, Chairman *pro tempore*, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the twelfth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, without amendment, the following bill:

Bill 111.—An Act to incorporate the Town of Bromont.

And, with amendments, the following bills:

Bill 115.—An Act to amend the charter of the city of Chomedey;

Bill 156.—An Act to amend the charter of the city of Longueuil;

Bill 189.—An Act to grant certain powers to the municipality of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie de La-prairie;

Bill 116.—An Act to incorporate the city of Laval West and to amend its charter.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill 116, intitled: "An Act to incorporate the city of Laval West and to amend its charter," be changed to that of: "An Act to incorporate the city of Laval West."

Your Committee report that the promoters of bill 175, intitled: "An Act to detach certain property from the city of LaSalle and annex it to the city of Montreal," have declared that they wish to withdraw the bill and beg

bre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Your Honourable House to agree to their request.

The report was adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 111, intitulé: "Loi constituant la ville de Bromont", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 115, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 116, intitulé: "Loi constituant la cité de Laval-Ouest", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 111, intituled: "An Act to incorporate the Town of Bromont," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 115, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Chomedey," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 116, intituled: "An Act to incorporate the city of Laval West," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 156, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 189, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie de Laprairie", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copies de documents émanant de la Chancellerie de l'Archidiocèse de Montréal, concernant les relations de Monseigneur Irénée Lussier, recteur de l'Université de Montréal, avec la société Fides.

(Document de la session no 145.)

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 156, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Longueuil," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 189, intituled: "An Act to grant certain powers to the municipality of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie de Laprairie," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

Copies of documents emanating from the Archdiocese of Montreal respecting the relationship of Monsignor Irénée Lussier, Rector of Montreal University, with the firm of Fides.

(Sessional Papers, No. 145.)

Question par M. Bernatchez:

1. Quel est le montant total des ventes de Sillery Equipment, Co. Ltd., au gouvernement de la province et à ses organismes, y compris la Régie des alcools du Québec, du 15 mai 1963 au 6 mai 1964?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de cette compagnie?

Réponse par M. Lesage:

1. \$246,149.50.

2. Président:

M. Raymond Power,
220 est, Grande-Allée,
Québec.

Vice-président:

M. Wilfrid Rourke,
2058, chemin Saint-Louis,
Québec.

Secrétaire:

M. Guy Desrivières,
71, rue Saint-Pierre,
Québec.

Question by Mr. Bernatchez:

1. What was the total amount of the sales made by Sillery Equipment, Co. Ltd., to the government of the province and to its organisms, including the Quebec Liquor Board, from May 15th, 1963, to May 6th, 1964?

2. What are the name, Christian names and addresses of the directors and officials of this company?

Answer by Mr. Lesage:

1. \$246,149.50.

2. President:

Mr. Raymond Power,
220 Grande-Allée East,
Quebec.

Vice-president:

Mr. Wilfrid Rourke,
2058 Saint-Louis Road,
Quebec.

Secretary:

Mr. Guy Desrivières,
71 Saint-Pierre Street,
Quebec.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill no 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the resolutions relating to bill No. 35, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre
s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajour-
née à lundi prochain, à trois heures de
l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House ad-
journs to-day, it do stand adjourned
until Monday next at three o'clock,
P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
25 MAI 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Bellemare:

1. Au cours de l'année fiscale 1963-64 le gouvernement de la province a-t-il accordé des octrois ou subventions à des centres de loisirs, des centres récréatifs ou sportifs, à des cercles de jeunes, à des œuvres de terrains de jeux, à des associations sportives dans les paroisses suivantes du comté de Champlain:

- a) Champlain;
- b) Batiscan;
- c) Saint-Luc;
- d) Sainte-Anne de la Pérade;
- e) Sainte-Geneviève de Batiscan;
- f) Saint-Prosper;
- g) Saint-Adelphe;
- h) Saint-Séverin;
- i) Saint-Stanislas;
- j) Saint-Narcisse;
- k) Saint-Maurice;
- l) Saint-Louis-de-France;
- m) Mont-Carmel;
- n) Cap-de-la-Madeleine;
- o) Sainte-Marthe?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant de l'octroi ou de la subvention accordé dans chaque cas?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

1. et 2. Oui;

a) Œuvre des terrains de jeux de Champlain, Inc.	\$ 250.00
b) Œuvre des terrains de jeux de Batiscan Batiscan Playgrounds Association	200.00
c) Œuvre des terrains de jeux de Saint-Luc de Vincennes Saint-Luc de Vincennes Playgrounds Association	200.00
d) Œuvre des terrains de jeux de Sainte-Anne de la Pérade Saint-Anne de la Pérade Playgrounds Association	400.00

**MONDAY,
MAY 25th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Question by Mr. Bellemare:

1. Did the government of the province give any grants or subsidies to any recreation centres, recreation or sports centres, young people's groups, playground associations or sports associations during the 1963-64 fiscal year in the following parishes in Champlain county:

- a) Champlain;
- b) Batiscan;
- c) Saint-Luc;
- d) Sainte-Anne de la Pérade;
- e) Sainte-Geneviève de Batiscan;
- f) Saint-Prosper;
- g) Saint-Adelphe;
- h) Saint-Séverin;
- i) Saint-Stanislas;
- j) Saint-Narcisse;
- k) Saint-Maurice;
- l) Saint-Louis-de-France;
- m) Mont-Carmel;
- n) Cap-de-la-Madeleine;
- o) Sainte-Marthe?

2. If so, what was the amount of the grant or subsidy given in each case?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

1. and 2. Yes;

e)	Œuvre des terrains de jeux de Sainte-Geheviève de Batiscan.....	\$ 300.00
	Sainte-Geneviève de Batiscan Playgrounds Association	
f)	Œuvre des terrains de jeux de Saint-Prosper.....	200.00
	Saint-Prosper Playgrounds Association	
g)	Œuvre des terrains de jeux de Saint-Adelphe.....	200.00
	Saint-Adelphe Playgrounds Association	
h)	Œuvre des terrains de jeux de Saint-Séverin de Proulxville.....	200.00
	Saint-Séverin de Proulxville Playgrounds Association	
i)	Association des loisirs Saint-Stanislas, Inc.....	300.00
j)	Œuvre des terrains de jeux de Saint-Narcisse.....	200.00
	Saint-Narcisse Playgrounds Association	
k)	Œuvre des terrains de jeux de Saint-Maurice.....	300.00
	Saint-Maurice Playgrounds Association	
l)	Œuvre des terrains de jeux de Saint-Louis-de-France.....	200.00
	Saint-Louis-de-France Playgrounds Association	
m)	Œuvre des terrains de jeux de Mont-Carmel.....	200.00
	Mont-Carmel Playgrounds Association	
n)	Centre récréatif Brunelle—Cap de-la-Madeleine.....	5,000.00
	Brunelle Recreation Centre—Cap-de-la-Madeleine	
o)	Comité des loisirs de Sainte-Marthe du Cap-de-la-Madeleine.....	300.00
	Sainte-Marthe du Cap-de-la-Madeleine Recreation Committee	

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill no 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail".

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 3 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88) soit modifié en ajoutant au paragraphe 1, l'alinéa suivant:

"Tout entrepreneur, manufacturier, importateur ou grossiste, qui fait affaires dans la province, a la même obligation."

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the resolutions relating to bill No. 35, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act."

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 3 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88) be amended by adding to subsection 1, the following paragraph:

"Every contractor, manufacturer, importer or wholesaler carrying on business in the province shall be subject to the same obligation."

Résolu, 2.—Que la dite loi soit modifiée en insérant après l'article 3a, ajouté par l'article 2 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 27, le suivant:

"3b. Le ministre peut exiger comme condition de l'enregistrement de celui qui n'a ni résidence, ni place d'affaires dans la province, un cautionnement dont il fixe le montant."

Résolu, 3.—Que l'article 4 de la dite loi, modifié par l'article 9 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 32, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la sixième ligne, le chiffre "4" par le chiffre "6".

Résolu, 4.—Que l'article 6 de la dite loi, modifié par l'article 10 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 32, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la septième ligne, le chiffre "4" par le chiffre "6".

Résolu, 5.—Que la dite loi soit modifiée en insérant après l'article 10 le suivant:

"10a. Toute personne qui fait exécuter un travail en cette province par un entrepreneur qui n'y a ni résidence, ni place d'affaires, doit, si ce dernier ne lui fournit pas la preuve de son enregistrement, retenir six pour cent du prix et en faire remise au ministre; sinon elle en devient débitrice envers Sa Majesté du chef de la province jusqu'à concurrence de la taxe payable par l'entrepreneur sur tous biens mobiliers utilisés par lui dans l'exécution du travail."

Résolu, 6.—Que l'article 13 de la dite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 43, soit abrogé.

Resolved, 2.—That the said act be amended by inserting after section 3a, added by section 2 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 27, the following:

"3b. The Minister may require as a condition for the registration of a person who has neither residence nor place of business in the Province, security in such amount as he may fix."

Resolved, 3.—That section 4 of the said act, amended by section 9 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 32, be again amended by replacing the figure "4" in the sixth line by the figure "6".

Resolved, 4.—That section 6 of the said act, amended by section 10 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 32, be again amended by striking out the words "two per centum" and replacing the figure "4" by the figure "6" in the seventh and eighth lines.

Resolved, 5.—That the said act be amended by inserting after section 10 the following:

"10a. Every person having any work done in this Province by a contractor who has neither residence nor place of business therein shall, if the contractor does not furnish him with proof of registration, withhold and remit to the Minister six per cent of the price; otherwise he shall be indebted therefor to Her Majesty in the right of the Province up to the amount of the tax payable by the contractor on all moveable property used by him in the carrying out of the work."

Resolved, 6.—That section 13 of the said act, replaced by section 2 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 43, be repealed.

Résolu, 7.—Que l'article 14 de la dite loi, remplacé par l'article 10 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 27, soit modifié en insérant, dans la première ligne du paragraphe 3, avant le mot "manufacturier", le mot "entrepreneur".

Resolved, 7.—That section 14 of the said act, replaced by section 10 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 27, be amended by inserting the word "contractor," before the word "manufacturer" in the first line of subsection 3."

Résolu, 8.—Que l'article 15 de la dite loi, modifié par l'article 11 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 27, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Tout vendeur ou détaillant" par les mots "Toute personne à qui un certificat d'enregistrement a été délivré en vertu de la présente loi".

Resolved, 8.—That section 15 of the said act, amended by section 11 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 27, be again amended by replacing the words "Every vendor or retailer" in the first line by the words "Every person to whom a registration certificate has been issued under this act".

Résolu, 9.—Que l'article 17 de la dite loi, remplacé par l'article 13 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 27, soit modifié en ajoutant au paragraphe d, après le mot "autrement," les mots "ou contrevient à l'article 15,".

Resolved, 9.—That section 17 of the said act, replaced by section 13 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 27, be amended by adding to paragraph d, after the word "same", the words "or infringes section 15,".

Résolu, 10.—Que la dite loi soit modifiée en insérant après l'article 23 le suivant:

Resolved, 10.—That the said act be amended by inserting after section 23 the following:

"23a. Celui qui n'a ni résidence, ni place d'affaires dans la province ne peut y intenter ou continuer aucune poursuite en recouvrement d'une créance découlant de la vente ou livraison d'un bien à une personne qui y réside ou y fait affaires, s'il ne détient un certificat d'enregistrement délivré en vertu de la présente loi.

"23a. A person who has neither residence nor place of business in the Province cannot institute or continue any proceedings therein for the recovery of a debt arising from the sale or delivery of property to a person who resides or carries on business therein, unless he holds a registration certificate issued under this act.

Cette incapacité est reconnue d'office par le tribunal et ses officiers.

Such incapacity shall be noticed *ex officio* by the court and its officers.

Cependant, les procédures faites nonobstant cette incapacité sont valides par l'obtention subséquente du certificat d'enregistrement."

Nevertheless, any proceedings instituted shall be valid notwithstanding such incapacity upon the subsequent obtaining of the registration certificate."

Résolu, 11.—Que les articles 28 à 30 de la dite loi ainsi que la Loi concernant la taxe municipale de vente et la taxe

Resolved, 11.—That sections 28 to 30 of the said act and the Act respecting the municipal sales tax and the school

scolaire d'éducation (8-9 Elizabeth II, chapitre 78) et toute autre loi ou disposition accordant à une municipalité le pouvoir d'imposer et de percevoir une taxe sur la vente en détail, soient abrogés à compter du 25 avril 1964; et que les dispositions abrogées par la présente résolution restent néanmoins en vigueur pour la perception de la taxe municipale ou scolaire relativement à toute vente ou livraison antérieure à la dite date.

Résolu, 12.—Que les résolutions 3 et 4 auront effet à compter du 25 avril 1964.

Résolu, 13.—Que 1. Les municipalités auront droit à une compensation payable sur le fonds consolidé du revenu pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe sur la vente en détail.

2. Pour l'exercice financier 1964-65, cette compensation sera fixée comme suit:

a) Une municipalité où une taxe municipale de 2% sur la vente en détail a été perçue pendant l'exercice financier 1963-64 recevra une somme égale au montant ainsi perçu plus l'augmentation décrite au paragraphe 3;

b) Une municipalité où une taxe municipale de 1% sur la vente en détail a été perçue pendant l'exercice financier 1963-64 recevra une somme égale au double du montant ainsi perçu plus l'augmentation décrite au paragraphe 3;

c) Toute autre municipalité recevra une somme égale à la moitié de la taxe de vente provinciale perçue dans son territoire au cours de l'exercice financier 1963-64 plus l'augmentation décrite au paragraphe 3.

3. La compensation sera dans chaque cas majorée du plus élevé des montants suivants:

a) Le montant résultant de l'application du taux de croissance du revenu global perçu de la taxe de vente provin-

education tax (8-9 Elizabeth II, chapter 78) and any other act empowering a municipality to impose and collect a retail sales tax, be repealed from and after the 25th of April 1964; and that the enactments repealed by this resolution shall nevertheless remain in force for the collection of municipal and school taxes with respect to any sale or delivery made before such date.

Resolved, 12.—That resolutions 3 and 4 shall have effect from the 25th of April 1964.

Resolved, 13.—That 1. Municipalities shall be entitled to a compensation payable out of the consolidated revenue fund in lieu of the right to impose a retail sales tax.

2. For the fiscal year 1964-65, such compensation shall be fixed as follows:

a. Any municipality in which a 2% municipal retail sales tax was collected during the fiscal year 1963-64 shall receive a sum equal to the amount so collected plus the increase described in subsection 3;

b. Any municipality in which a 1% municipal retail sales tax was collected during the fiscal year 1963-64 shall receive a sum equal to twice the amount so collected, plus the increase described in subsection 3;

c. Every other municipality shall receive a sum equal to one-half of the provincial sales tax collected in its territory during the fiscal year 1963-64, plus the increase described in subsection 3.

3. In each case, the compensation shall be increased by the greater of the following amounts:

a. The amount resulting from the application of the rate of increase of the total revenue collected from the pro-

ciale et municipale dans l'exercice financier 1964-65 par rapport à celui de l'année 1963-64;

b) Le montant résultant de l'application de la moyenne arithmétique du taux annuel de croissance du revenu perçu de la taxe de vente municipale pendant les quatre exercices financiers 1961-62 à 1964-65 dans une municipalité où la taxe de vente municipale a été perçue au taux de 2% pendant les trois premiers de ces exercices. Pour les fins du présent sous-paragraphe le tiers du montant perçu de la taxe de vente provinciale et municipale pour l'exercice financier 1964-65 est réputé le revenu perçu de la taxe de vente municipale pendant cet exercice.

4. La compensation à toute municipalité sera d'au moins \$2.50 par tête de population d'après le dernier recensement fait par le gouvernement du Canada.

5. Pour les fins de la présente résolution, une zone assujettie à une taxe municipale sur la vente en détail est réputée une municipalité.

La compensation se répartit entre les municipalités comprises dans la zone comme se répartirait le produit de la dite taxe municipale.

6. Le ministre du revenu doit verser la compensation aux époques qui étaient fixées pour la remise aux municipalités de la taxe de vente perçue pour leur compte et de façon à remettre à chaque échéance une somme dépassant d'au moins 10% le montant remis à la même époque au cours de l'exercice financier 1963-64.

7. Toute somme perçue par le ministre pour le compte d'une municipalité à titre de taxe municipale sur la vente en détail au cours de l'exercice financier 1964-65 est censée comprise dans la compensation.

8. Dans la présente résolution, "exercice financier" signifie l'année financière

vincial and municipal sales taxes in the fiscal year 1964-65 compared with that of the year 1963-64;

b. The amount resulting from the application of the arithmetical average of the annual rate of increase of the revenue collected from the municipal sales tax during the four fiscal years 1961-62 to 1964-65 in a municipality in which the municipal sales tax was collected at the rate of 2% during the first three of such years. For the purposes of this paragraph, one third of the amount collected from the provincial and municipal sales taxes for the fiscal year 1964-65 shall be deemed to be the revenue collected from the municipal sales tax during such year.

4. The compensation to any municipality shall not be less than \$2.50 per capita of population according to the last census made by the Government of Canada.

5. For the purposes of this resolution, any zone subject to a municipal retail sales tax shall be deemed to be a municipality.

The compensation shall be apportioned among the municipalities in the zone as the proceeds of the said municipal tax would be apportioned.

6. The Minister of Revenue shall pay the compensation at the times that were fixed for the remittance to municipalities of the sales tax collected on their behalf and so as to remit at each maturity a sum exceeding by at least 10% the amount remitted at the same period in the fiscal year 1963-64.

7. Sums collected by the Minister on behalf of a municipality as a municipal retail sales tax during the fiscal year 1964-65 shall be deemed to be included in the compensation.

8. In this resolution, "fiscal year" means the fiscal year of the Province,

de la province, soit la période qui commence le premier avril d'une année et se termine le trente et un mars de l'année suivante, ce dernier jour compris.

Résolu, 14.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Résolutions à rapporter.

namely the period commencing on the 1st of April of one year and ending on the thirty-first of March of the following year, the latter day included.

Resolved, 14.—That the act to be based on these resolutions shall come into force on the day of its sanction.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues.

M. Kierans propose que lesdites résolutions soient maintenant agréées.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read.

Mr. Kierans moved, and the Question being proposed, that this House doth concur in the said resolutions.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Bédard, Boulais, Cadieux, Collard, Crépeau, Dionne, Dupré, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Kierans, Lacroix, Lafrance, Lalonde, LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Mailloux, Martin, Morissette, Parent, Roy, Saint-Pierre, Vaillancourt.—27.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gosselin, Johnson, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Raymond, Somerville.—17.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

M. Kierans propose que le bill 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente au détail", soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

And the Question being put on the motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The resolutions were accordingly agreed to.

Mr. Kierans moved, and the Question being proposed, that bill 35, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act," be now read the second time.

And the Question being put on the motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beupré, Bédard, Boulais, Cadieux, Collard, Crépeau, Dionne, Dupré, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Kierans, Lacroix, Lafrance, Lalonde, LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Mailloux, Martin, Morissette, Parent, Roy, Saint-Pierre, Vaillancourt.—27.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gosselin, Johnson, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Raymond, Somerville.—17.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 34, intitulé: "Loi du Conseil supérieur de la Famille".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 34, intitulé: "Loi du Conseil supérieur de la Famille".

M. Lafrance informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

So it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 34, intitled: "Family Superior Council Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 34, intitled: "Family Superior Council Act."

Mr. Lafrance informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

M. Lafrance propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, suivant la Loi du service civil, un secrétaire permanent pour assister dans son rôle le Conseil supérieur de la Famille institué par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et faire la liaison avec les services du ministère de la famille et du bien-être social.

Résolu, 2.—Que les membres de ce Conseil ne recevront aucun traitement. Ils seront indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et ils recevront une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 34.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 34, intitulé: "Loi du Conseil supérieur de la Famille", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait

Mr. Lafrance moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That the Lieutenant-Governor in Council may appoint, pursuant to the Civil Service Act, a permanent secretary to assist in its role the Family Superior Council established by the act accompanying these resolutions and to establish a link with the services of the Department of Family and Social Welfare.

Resolved, 2.—That the members of such Council shall receive no remuneration. They shall be indemnified for their expenses in attending meetings and shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 34.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 34, intituled: "Family Superior Council Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and

rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
26 MAI 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné que M. Lesage ait la permission de présenter le bill no 39, intitulé: "Loi des agents de réclamations".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39, intitulé: "Loi des agents de réclamations".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 34, intitulé: "Loi du Conseil supérieur de la Famille."

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail".

M. Kierans propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Johnson propose, par voie d'amendement, secondé par M. Guillemette:

**TUESDAY,
MAY 26th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That Mr. Lesage have leave to bring in bill No. 39, intituled: "Claims Adjusters Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage, it was—
Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 39, intituled: "Claims Adjusters Act."

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 34, intituled: "Family Superior Council Act."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 35, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act."

Mr. Kierans moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the third time.

And a debate arising thereon.

Mr. Johnson moved, in amendment, seconded by Mr. Guillemette:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Le bill 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail", soit retourné au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à garantir aux municipalités une compensation majorée d'au moins 24 pour cent.

M. Lesage soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion parce qu'elle contrevient aux dispositions de l'article 155 du règlement, n'ayant pas été recommandée au préalable par le lieutenant-gouverneur.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Beaupré, Bédard, Binette, Boulais, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Laroche, LeChasseur, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—46.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Somerville.—24.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Beaupré, Bédard, Binette, Boulais, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout,

That the motion under debate be amended by replacing all the words after "That", therein by the following:

Bill 35, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act," be referred back to the Committee of the Whole House with instruction to amend it so that the municipalities will be guaranteed an additional compensation of at least 24 percent.

Mr. Lesage raised a point of order and of the Rules in opposition to this motion, because it was contrary to the provisions of article 155 of the Rules, not having been previously recommended by the Lieutenant-Governor.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Beaupré, Bédard, Binette, Boulais, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Laroche, LeChasseur, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—46.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Somerville.—24.

So Mr. Speaker's decision was sustained.

And the debate continuing.

And the Question being put on the main motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Beaupré, Bédard, Binette, Boulais, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout,

Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Laroche, LeChasseur, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—46.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Somerville.—24.

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

So it was resolved in the Affirmative.
The main motion was accordingly adopted.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent quatre-vingt-quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cent deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Officiers de justice (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent quarante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour cou-

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million one hundred ninety-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million one hundred two thousand dollars, necessary to defray the item, "Officers of Justice (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred forty-seven thousand five hundred dollars, necessary

vrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux d'enregistrement (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

to defray the item, "Registry Offices (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
27 MAI 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

**WEDNESDAY,
MAY 27th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
28 MAI 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

Question par M. Bernatchez:

1. Quel est le montant total payé par le gouvernement de la province et ses organismes, depuis le 5 juillet 1960 au 6 mai 1964, à Westeel Products, Ltd.?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de cette compagnie?

Réponse par M. Lesage:

1. En outre des montants supérieurs à \$1,500.00 pour les années financières 1960-61 et 1961-62 et à \$2,500.00 pour l'année financière 1962-63 dont le détail est mentionné dans les *Comptes publics* pour telles années financières; \$89,232.45, incluant tous les montants payés à cette firme au cours de la période du 1er avril 1963 au 6 mai 1964.

2. Cette compagnie qui fabrique sur-tout des divisions métalliques de salles de bain et des cadres de portes métalliques a son bureau et son usine principale à 4107, rue Richelieu, Montréal, où elle emploie 550 ouvriers sur la production et plus de 100 personnes pour l'administration.

Le bureau chef de cette compagnie était autrefois à Montréal mais a été déménagé à Winnipeg (Survey of Industrials 1963) il y a un quart de siècle.

Président du conseil d'administration et directeur:

G. W. Hutchins,
1 Harrison Crescent,
London, Ontario.

**THURSDAY,
MAY 28th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Question by Mr. Bernatchez:

1. What was the total amount paid by the government of the province and its organisms, from July 5th, 1960, to May 6th, 1964, to Westeel Products, Ltd.?

2. What are the names, Christian names and addresses of the directors and officials of this company?

Answer by Mr. Lesage:

1. Apart from the amounts above \$1,500.00 for the 1960-61 and 1961-62 fiscal years, and above \$2,500 for the 1962-63 fiscal year as shown in *Public Accounts* for the said fiscal years; \$89,232.45, including all the amounts paid to this firm for the period from April 1st, 1963, to May 6th, 1964.

2. This firm, which manufactures metal washroom partitions and door frames for the most part, has its office and main factory at 4107 Richelieu Street, Montreal, where it employs 550 production workers and over 100 administrative employees.

The head office of this company was formerly in Montreal, but moved to Winnipeg (Survey of Industrials 1963) a quarter of a century ago.

Chairman of the Board and director:

G. W. Hutchins,
1 Harrison Crescent,
London, Ontario.

Président et directeur:

P. F. Fowle,
17 Burnhamthorpe Blvd.,
Islington, Ontario.

*Vice-président exécutif
et directeur:*

A. Hally,
149 Kennedy St. W.,
Aurora, Ontario.

Secrétaire:

K. G. Hall,
200 Oak St.,
Winnipeg 9, Manitoba.

Trésorier:

D. C. Robinson,
361 Markland Drive,
Etobicoke, Ontario.

Directeur:

N. J. Alexander,
85 Yale Avenue,
Winnipeg, Manitoba.

Directeur:

F. L. Glasgow,
4855 St. Luke Road,
Montréal.

Directeur:

J. H. Holden,
540 Roslyn Avenue,
Westmount 6, P.Q.

Directeur:

F. W. P. Jones,
215 Windermere Road,
London, Ontario.

Directeur:

B. H. Rieger,
22 Brendan Road,
Toronto 17, Ontario.

Directeur:

A. Robertson,
108 Grenfell Blvd.,
Winnipeg 9, Manitoba.

President and director:

P. F. Fowle,
17 Burnhamthorpe Blvd.,
Islington, Ontario.

*Executive Vice-President
and director:*

A. Hally,
149 Kennedy St. W.,
Aurora, Ontario.

Secretary:

K. G. Hall,
200 Oak St.,
Winnipeg 9, Manitoba.

Treasurer:

D. C. Robinson,
361 Markland Drive,
Etobicoke, Ontario.

Director:

N. J. Alexander,
85 Yale Avenue,
Winnipeg, Manitoba.

Director:

F. L. Glasgow,
4855 St. Luke Road,
Montreal.

Director:

J. H. Holden,
540 Roslyn Avenue,
Westmount 6, P.Q.

Director:

F. W. P. Jones,
215 Windermere Road,
London, Ontario.

Director:

B. H. Rieger,
22 Brendan Road,
Toronto 17, Ontario.

Director:

A. Robertson,
108 Grenfell Blvd.,
Winnipeg 9, Manitoba.

Question par M. Bernatchez:

1. Quel est le montant total payé à L. G. Power Sawmills, Ltd., depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 6 mai 1964, pour marchandises vendues ou services rendus au gouvernement de la province et à ses organismes, régies, commissions, y compris la Régie des Alcools du Québec?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de cette compagnie?

Réponse par M. Lesage:

1. En outre des montants supérieurs à \$1,500.00 pour les années financières 1960-61 et 1961-62 et à \$2,500.00 pour l'année financière 1962-63 dont le détail est mentionné dans les *Comptes publics* pour telles années financières; \$146,067.97, incluant tous les montants payés à cette firme au cours de la période du 1er avril 1963 au 6 mai 1964.

La Régie des alcools du Québec n'a fait aucun achat de cette firme.

2.

Président:

Raymond L. Power,
220 est, Grande-Allée,
Québec.

Secrétaire:

Michel Moisan,
19, de Gaulle,
Québec 7.

Directeur:

J.-Arthur Courteau,
889, Madeleine-de-Verchères,
Québec.

Question by Mr. Bernatchez:

1. What was the total amount paid to L. G. Power Sawmills, Ltd., from July 5th, 1960 to May 6th, 1964, for merchandise sold or for services rendered to the government of the province and its organisms, boards, or commissions, including the Quebec Liquor Board?

2. What are the names, Christian names and addresses of the directors and officials of this company?

Answer by Mr. Lesage:

1. Apart from the amounts above \$1,500.00 for the 1960-61 and 1961-62 fiscal years, and above \$2,500.00 for the 1962-63 fiscal year, as shown in *Public Accounts* for the said years; \$146,067.97 including all the amounts paid to this firm from April 1st, 1963, to May 6th, 1964.

The Quebec Liquor Board did not make any purchases from this firm.

2.

President:

Raymond L. Power,
220 Grande Allée East,
Quebec.

Secretary:

Michel Moisan,
19 de Gaulle,
Quebec 7.

Director:

J. Arthur Courteau,
889 Madeleine-de-Verchères,
Quebec.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lizotte:

1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats dans le comté de L'Islet depuis le 1er janvier 1963 au 15 mai 1964?

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Lizotte:

1. Did the government award any contracts in L'Islet county between January 1st, 1963 and May 15th, 1964?

2. Dans l'affirmative, pour quelles fins?

3. Quel est le montant de chacun des contrats?

4. Si des soumissions publiques ont été demandées, quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant de la soumission?

5. A quel endroit les travaux ont-ils été exécutés?

6. A quelle date?

7. Les travaux sont-ils terminés dans chaque cas?

Sur la motion de M. Lizotte, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ladite question est alors retirée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Bellemare:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Un état mentionnant les baux consentis par le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche à des clubs de chasse et pêche dans la province, les noms des locataires, le coût du loyer annuel, la grandeur du territoire, la durée du bail et l'adresse de l'organisation de chasse et pêche.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ladite motion est alors retirée.

La séance est suspendue.

A cinq heures et dix, M. l'orateur reprend le fauteuil.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté

2. If so, for what purposes?

3. What is the amount of each one of these contracts?

4. If public tenders were called for, what is the name of each person who submitted a tender and the amount of the tender?

5. Where was the work carried out?

6. On what date?

7. Is the work finished in each case?

On motion of Mr. Lizotte, it was—
Ordered, That the order be discharged.

The said question was accordingly withdrawn.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Bellemare:

That there be laid before the House:

A statement showing the leases granted by the Department of Tourism, Game and Fisheries to hunting and fishing clubs in the province, the names of the lessees, the annual rent, the size of the area, the length of the lease and the address of the hunting and fishing organization.

On motion of Mr. Bellemare, it was—
Ordered, That the order be discharged.

The said motion was accordingly withdrawn.

The sitting was suspended.

At ten minutes past five o'clock, Mr. Speaker took the Chair.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from

le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu";

Bill 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill 148, intitulé: "Loi constituant la Commission des écoles catholiques de Chomedey".

Sur un message de l'honorable Monsieur l'administrateur de la province, transmis par M. Pierre Gelly, Huissier de la verge noire, M. l'orateur et les députés de la chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

27 Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu;

36 Loi modifiant la Loi des licences;

148 Loi constituant la Commission des écoles catholiques de Chomedey.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 27, intituled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act";

Bill 36, intituled: "An Act to amend the Quebec License Act."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bill, without amendment:

Bill 148, intituled: "An Act to incorporate The Catholic School Commission of Chomedey."

A message was received from the Honourable the Administrator of the Province, by Pierre Gelly Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod, requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the Honourable the Administrator, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

27 An Act to amend the Provincial Income Tax Act;

36 An Act to amend the Quebec License Act;

148 An Act to incorporate The Catholic School Commission of Chomedey.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur sanctionne ces bills."

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator assents to these bills."

Au retour des députés:

The members being returned:

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La séance en comité est suspendue.

The sitting in committee was suspended.

Huit heures du soir.

Eight o'clock, P.M.

M. le président du comité reprend le fauteuil.

Mr. Chairman took the Chair.

M. le président du comité fait le rapport suivant:

Mr. Chairman reported as follows:

M. l'orateur,

Mr. Speaker,

Le chef de l'opposition a commencé à parler alors que le Procureur Général était déjà debout. Comme ce dernier n'avait pas eu l'occasion de répondre aux accusations du député de Beauce, lequel avait parlé pendant une heure, j'ai décidé que la parole appartenait à l'honorable Procureur Général qui, selon moi, s'était levé le premier (art. 244 du règlement).

The Leader of the Opposition started to speak after the Attorney-General had stood up. As the latter had not had an opportunity to reply to the accusations made by the Member for Beauce, who had spoken for an hour, I decided that the Honourable the Attorney-General had the floor, in my opinion, as he had stood up first (article 244 of the Rules).

La chambre de nouveau en comité.

The House again in Committee of Supply.

(EN COMITÉ)

(IN THE COMMITTEE)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the

somme de quinze millions trois cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale du Québec (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

sum of fifteen million three hundred five thousand dollars, necessary to defray the item, "Quebec Provincial Police Force (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice),—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
29 MAI 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

Le greffier informe la chambre que M. l'orateur est absent et M. l'orateur suppléant prend le fauteuil.

Ordonné que M. Lacroix ait la permission de présenter un bill (no 97), intitulé: "Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération l'examen des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 16, intitulé: "Loi sur la capacité de la femme mariée", et lesdits amendements sont acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 30 intitulé: "Loi concernant l'électrification rurale".

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

**FRIDAY,
MAY 29th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.*

Prayers.

The Clerk informed the House that Mr. Speaker was absent and Mr. Deputy Speaker took the Chair.

Ordered, That Mr. Lacroix have leave to bring in a bill (No. 97), intituled: "An Act to amend the Master Electricians of the Province of Quebec Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

The House, according to order, proceeded to take into further consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 16, intituled: "An Act respecting the legal capacity of married women," and the same were agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 30, intituled: "An Act respecting rural electrification."

And the Question being put, "that the bill be now read the second time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 30, intitulé: "Loi concernant l'électrification rurale".

M. Lévesque (Montréal-Laurier) informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'en vertu de l'article 71 de la Loi de l'électrification rurale, édicté par l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une coopérative d'électricité sera libérée de toute dette envers l'Office quand Hydro-Québec en aura assumé la responsabilité.

Résolu, 2.—Que soit déclarée valide l'acquisition par Hydro-Québec de l'en-

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 30, intitled: "An Act respecting rural electrification."

Mr. Lévesque (Montreal-Laurier) informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Lévesque (Montreal-Laurier) moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That under section 71 of the Rural Electrification Act, enacted by section 1 of the act accompanying these resolutions, an electricity cooperative shall be free of all indebtedness to the Bureau when Hydro-Québec has assumed liability therefor.

Resolved, 2.—That the acquisition, by Hydro-Québec, of the undertakings of

treprise des coopératives d'électricité énumérées à l'annexe de la loi qui accompagne les présentes résolutions, suivant l'arrêté en conseil numéro 597 du 24 mars 1964, aux conditions et moyennant les remises qui y sont mentionnées.

Résolu, 3.—Que soit déclaré valide l'arrêté en conseil numéro 598 du 24 mars 1964, par lequel tous les biens immobiliers en la possession de l'Office de l'électrification rurale ainsi que tous les biens mobiliers en sa possession qui servent ou sont destinés à servir à la production, à la transformation et au transport de l'électricité, sont, à compter du 1er avril 1964, cédés et transportés à Hydro-Québec, avec tous les droits et obligations s'y rattachant à charge seulement d'assurer la continuité du service.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser l'acquisition par Hydro-Québec de l'entreprise de la Coopérative d'électricité de Pontiac-Ouest et de celle de la Coopérative d'électricité de St-Jean Baptiste de Rouville. Un arrêté en conseil fait en vertu de la présente résolution aura le même effet que l'arrêté visé à la résolution 2 et comportera de semblables conditions et remises.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues.

La motion "que les résolutions soient maintenant agréées" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

the electricity cooperatives listed in the schedule of the act accompanying these resolutions, in accordance with order in council number 597 of the 24th of March 1964, on the conditions and subject to the payments therein mentioned, be declared valid.

Resolved, 3.—That order in council number 598, of the 24th of March 1964, whereby all the immoveable property in the possession of the Rural Electrification Bureau and all the moveable property in its possession used or intended to be used to generate, transform and transmit electricity were, from the 1st of April 1964, ceded and transferred to Hydro-Quebec, with all the rights and obligations relating thereto, subject only to ensuring continuity of service, be declared valid.

Resolved, 4.—That the Lieutenant-Governor in Council may authorize the acquisition by Hydro-Quebec of the undertaking of the Coopérative d'électricité de Pontiac-Ouest and that of the Coopérative d'électricité de St-Jean-Baptiste de Rouville. An order in council made under this resolution shall have the same effect as the order mentioned in resolution 2 and shall be subject to similar conditions and repayments.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read.

And the Question being put, "that this House doth concur in the said resolutions"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The resolutions were accordingly agreed to.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 30, intitulé: "Loi concernant l'électrification rurale", puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Lévesque (Montréal-Laurier) dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 24 mars 1964, concernant l'achat par Hydro-Québec de l'entreprise de coopératives d'électricité.

(Document de la session no 146.)

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 24 mars 1964, concernant la cession de biens de l'Office de l'électrification rurale à la Commission hydroélectrique de Québec.

(Document de la session no 147.)

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 30, intituled: "An Act respecting rural electrification," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Lévesque (Montréal-Laurier) laid upon the table the following documents:

Copy of an Order in Council, dated March 24th, 1964, respecting the purchase of cooperative power firms by Hydro-Quebec.

(Sessional Papers, No. 146.)

Copy of an Order in Council, dated March 24th, 1964, respecting the assignment of the assets of the Rural Electrification Board to the Quebec Hydro-Electric Commission.

(Sessional Papers, No. 147.)

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

LUNDI, 1er JUIN 1964.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 195, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'Asbestos", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, à la première ligne, le chiffre:

4

par le chiffre:

"5"

2. Le sous-article 1 de l'article 1 est modifié:

a) en biffant, aux 2e et 3e lignes, les mots:

"dans les trois ans de la sanction de la présente loi."

b) en remplaçant, aux pages 3 et 4, l'alinéa commençant par les mots:

"Commençant à un point situé"

et se terminant par les mots:

"ou lot 6-20),"

par ce qui suit:

"Commençant à un point situé à l'intersection de la ligne sud-ouest du boulevard Saint-Aimé et de la ligne sud-est de la rue Manville; de là, vers le nord-est en suivant le côté sud-est de la rue Manville jusqu'au point de rencontre avec la ligne sud-ouest de la rue Frontenac; de là, allant vers le sud-est, en suivant le côté sud-ouest de la rue Frontenac jusqu'au

MONDAY, JUNE 1st, 1964.

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 195, intituled: "An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of Asbestos," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly.

1. Section 1 is amended by replacing in the first line, figure:

4

by figure:

5.

2. Subsection 1 of section 1 is amended:

a) by striking out, in the 2nd and 3rd lines, the words:

"within three years from the sanction of this act."

b) by replacing, on page 3, the paragraph beginning with the words:

"Starting at a point situated"

and ending with the words:

"or lot 6-20),"

by the following:

"Starting at a point situated at the intersection of the southwest line of Saint-Aimé boulevard with the southeast line of Manville street; thence, northeasterly, along the southeast side of Manville street to the southwest line of Frontenac street; thence, southeasterly, along the southwest side of Frontenac street to the northwest side of Chemin du Roi; thence,

point de rencontre avec le côté nord-ouest du Chemin du Roi; de là, en suivant une direction sud-est en traversant le dit Chemin du Roi jusqu'au point d'intersection du côté sud-est du Chemin du Roi et du côté nord-ouest de la rue Bourbeau; de là, vers le sud-ouest en suivant le côté nord-ouest de la rue Bourbeau jusqu'au point de rencontre avec le côté sud-ouest de la rue Roux; de là, en suivant le côté sud-ouest de la rue Roux dans une direction nord-ouest jusqu'au point de rencontre avec le prolongement du côté sud-ouest de la rue Legendre; de là, allant vers le nord-ouest en suivant le prolongement et le côté sud-ouest de la rue Legendre jusqu'au point de rencontre avec le prolongement du côté nord-ouest de la rue Lebel; de là, dans une direction nord-est en suivant le prolongement et le côté nord-ouest de la rue Lebel jusqu'au point de rencontre avec le côté sud-ouest de la rue Notre-Dame; de là, en suivant le côté sud-ouest de la rue Notre-Dame dans une direction nord-ouest jusqu'au point de rencontre avec le côté nord-ouest de la rue Saint-Aimé; de là, se dirigeant vers le nord-est en suivant le côté nord-ouest de la rue Saint-Aimé jusqu'au point de rencontre avec le côté nord-ouest du Chemin du Roi; de là, en suivant, dans une direction nord-ouest le côté sud-ouest du boulevard Saint-Aimé jusqu'au point de départ; ce territoire comprend en plus le lot 37, la moitié sud-est du lot 40 située sur le côté nord-est de la rue Laurier, les lots 6-20-6, 6-29, 6-20-5, 6-28 situés sur le côté sud de la rue Panneton).

3. L'alinéa suivant est inséré à la suite du sous-article 2 de l'article 1 :

"Si la ville décide d'élargir la rue Bourbeau, la Canadian Johns-Manville Company, Limited, doit lui céder gratuitement une lisière d'au plus

southeasterly across the said Chemin du Roi to the point of intersection of the southeast side of Chemin du Roi and the northwest side of Bourbeau street; thence, southwesterly along the northwest side of Bourbeau street to the southwest side of Roux street; thence, along the southwest side of Roux street, northwesterly to the extension of the southwest side of Legendre street; thence, northwesterly along the extension of the southwest side of Legendre street to its meeting point with the extension of the northwest side of Lebel street; thence, northeasterly along the extension of the northwest side of Lebel street to the southwest side of Notre-Dame street; thence along the southwest side of Notre-Dame street northwesterly, to the northwest side of Saint-Aimé street; thence, northeasterly along the northwest side of Saint-Aimé street to the northwest side of Chemin du Roi; thence, northwesterly, the southwest side of Saint-Aimé boulevard to the starting point; such territory also includes lot 37, the southeast half of lot 40 bordering Laurier street lots 6-20-6, 6-29, 6-20-5, 6-28, situated on the south side of Panneton street).

3. The following paragraph is inserted after subsection 2 of section 1:

"If the town decides to widen Bourbeau street, Canadian Johns-Manville Company Limited shall transfer gratuitously to it a strip of

vingt-six pieds de largeur à même les terrains dont la compagnie pourra être devenue propriétaire le long du côté ouest de la rue Bourbeau entre le Chemin du Roi et la rue Roux."

4. Le sous-article suivant est inséré, à la suite du sous-article 4, comme sous-article 5 de l'article 1:

"5. Tous les pouvoirs accordés par la présente loi à la dite corporation pourront être exercés par simple résolution de son conseil, mais tout emprunt nécessaire au paiement du coût des travaux d'élargissement prévus au deuxième alinéa de l'article 2 pourra être décrété par un règlement qui n'a pas besoin d'autre approbation que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec."

land not more than twenty-six feet wide from the land of which the company may have become owner along the west side of Bourbeau street between Chemin du Roi and Roux street."

4. The following subsection is inserted, after subsection 4, as subsection 5 of section 1:

"5. All the powers granted by this act to the said corporation may be exercised by mere resolution of its council, but any loan necessary to pay the cost of the widening operations provided for in the second paragraph of section 2 may be ordered by a by-law requiring no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission."

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 195, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'Asbestos", et lesdits amendements sont lus et remis à la prochaine séance pour examen.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 195, intituled: "An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of Asbestos," and the same were read and further consideration thereof postponed till the next sitting.

Question par M. Bernatchez:

1. Depuis le 7 février 1962 au 6 mai 1964 quel est le montant total payé par le gouvernement et ses organismes à:

- a) Belvedere Equipment, Limited;
- b) Belvedere Steel & Equipment, Limited?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de ces deux compagnies?

Question by Mr. Bernatchez:

1. From February 7th, 1962, to May 6th, 1964, what was the total amount paid by the government and its organisms to:

- a) Belvedere Equipment, Limited;
- b) Belvedere Steel and Equipment, Limited?

2. What are the names, Christian names and addresses of the directors and officials of these two companies?

Réponse par M. Lesage:

1. a) En outre des montants supérieurs à \$1,500.00 pour l'année financière 1961-62 et à \$2,500.00 pour l'année financière 1962-63 dont le détail est mentionné dans les *Comptes publics* pour telles années financières: \$46,658.70, incluant tous les montants payés à cette firme au cours de la période du 1er avril 1963 au 6 mai 1964.

b) Nil.

2. Belvedere Equipment, Limited:

Président:

M. Émilien Martel,
760 est, Grande-Allée,
Québec.

Vice-président:

M. Grégoire Bellavance,
760 est, Grande-Allée,
Québec.

Secrétaire-trésorier:

Mme L.-G. Martel,
760 est, Grande-Allée,
Québec.

Le nom de la compagnie Belvedere Steel & Equipment, Limited, n'apparaît pas dans les registres du Service des renseignements sur la Loi des compagnies.

Question par M. Brown:

1. Quels montants ont été payés au conseil municipal de Saint-Joachim, dans le comté de Shefford, pour les travaux d'hiver exécutés en 1963-64?

2. Quels montants sont dus à la municipalité de Saint-Joachim?

3. Quels étaient les projets spécifiques de ce programme?

Réponse par M. Laporte:

1. La municipalité de Saint-Joachim, dans le comté de Shefford, n'a encore fait aucune réclamation pour les travaux d'hiver exécutés en 1963-64.

Answer by Mr. Lesage:

1. a) Apart from the amounts above \$1,500.00 for the 1961-62 fiscal year and above \$2,500.00 for the 1962-63 fiscal year, as shown in *Public Accounts* for the said fiscal years: \$46,658.70, including all the amounts paid to this firm for the period from April 1st, 1963, to May 6th, 1964;

b) nil.

2. Belvedere Equipment, Limited:

President:

Mr. Émilien Martel,
760 Grande Allée East,
Quebec.

Vice-President:

Mr. Grégoire Bellavance,
760 Grande Allée East,
Quebec.

Secretary-Treasurer:

Mrs. L.-G. Martel,
760 Grande Allée East,
Quebec.

The name of the firm of Belvedere Equipment and Steel, Limited, does not appear in the registers of the Companies Act Information Service.

Question by Mr. Brown:

1. What amounts were paid to the municipal council of Saint-Joachim, in the county of Shefford, for winter works for the past season of 1963-64?

2. What amounts are owed to the municipality of Saint-Joachim?

3. What were the specific projects involved in the programme?

Answer by Mr. Laporte:

1. The municipality of Saint-Joachim in Shefford county has not yet submitted a claim for winter works carried out in 1963-64.

2. Les montants dus à la municipalité de Saint-Joachim seront connus lorsque la vérification des travaux et des dépenses encourues sera terminée.

3. Couper les branches dans le 2e rang; ramasser les roches dans les routes de la municipalité (rangs 7, 8, 9, 10, 2 et 3); faire des ponceaux dans les mêmes rangs; graver lesdits chemins et construire le 10e rang; faire des trottoirs, rue principale dans le village; couper les gros arbres sur les dites routes.

2. The amounts owed to the municipality of Saint-Joachim will become known when the audit of winter works and the expenses incurred is completed.

3. To cut branches on the 2nd. Range; to clear the rocks from the roads in the municipality (Ranges 7, 8, 9, 10, 2 and 3); to construct culverts on the same Ranges; to gravel the said roads and construct the 10th Range; to construct sidewalks along the main street of the village; to cut down the big trees on the said roads.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 39, intitulé: "Loi des agents de réclamations".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 39, intitled: "Claims Adjusters Act."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**MARDI,
2 JUIN 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.**Prière.*

M. Lévesque (Montréal-Laurier) dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Vingtième rapport annuel de la Commission hydroélectrique de Québec, pour l'année finissant le 31 décembre 1963.

(Document de la session no 148.)

**TUESDAY,
JUNE 2nd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.**Prayers.*

Mr. Lévesque (Montreal-Laurier) laid upon the table the following document:

Twentieth annual report of the Quebec Hydro-Electric Commission, for the year ended December 31st, 1963.

(Sessional Papers, No. 148.)

Question par M. Lizotte:

Quelle est la nature des marchandises achetées de Scandinavian Business Machines, Ltd., pour un montant de \$3,473.90, tel que mentionné aux *Comptes publics* 1962-63, page 255?

Question by Mr. Lizotte:

What is the nature of the merchandise purchased from Scandinavian Business Machines, Limited, in the amount of \$3,473.90, as shown on page 255 of *Public Accounts* for 1962-63?

Réponse par M. Lesage:

3 calculateurs Victor—modèle 71-85-54;

1 calculateur Victor—modèle 73-85-54;

1 calculateur Victor—modèle 75-85-54;

1 calculateur Totalia—série no 204-658;

3 clavigraphes Royal—MC—Élite français 16".

L'établissement de la firme Scandinavian Business Machines, Limited, est situé à 1070, rue Bleury, Montréal.

Answer by Mr. Lesage:

3 Victor calculating machines—model 71-85-54;

1 Victor calculating machine—model 73-85-54;

1 Victor calculating machine—model 75-85-54;

1 Totalia calculating machine—serial No. 204-658;

3 Royal typewriters—MC—French Elite 16".

The firm of Scandinavian Business Machines, Limited, is located at 1070 Bleury Street, Montreal.

Question par M. Lizotte:

Quelle est la nature des marchandises achetées par le gouvernement de J. C. Galtzman, Inc., pour un montant de \$9,030.00, tel que mentionné aux *Comptes publics* 1962-63, page 255?

Question by Mr. Lizotte:

What is the nature of the merchandise purchased by the government from J. C. Galtzman, Inc., for the amount of \$9,030.00, as shown on page 255 of *Public Accounts* for 1962-63?

Réponse par M. Lesage:

Le gouvernement n'a rien acheté de J. C. Galtzman, Inc.

Cependant, le gouvernement a acheté de la firme J. G. Saltzman, Inc., 480, avenue Lexington, New-York, des appareils de projection verticale pour photographie aérienne, ces appareils spéciaux n'étant pas fabriqués au Canada.

Answer by Mr. Lesage:

The government did not purchase anything from J. C. Galtzman, Inc.

The government did, however, purchase special aerial photographic equipment from J. G. Saltzman, Inc., 480 Lexington Avenue, New-York, as this equipment is not manufactured in Canada.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
3 JUIN 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la Société d'orthophonie et audiologie de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De l'Hôpital Voghel, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De dame Consuelo Saint-Aubin, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Cléophas Saint-Aubin.

Madame Kirkland-Casgrain, du Comité spécial institué aux fins d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail ainsi que l'arbitrage des différends et griefs dans les services du gouvernement provincial et ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités, présente les deuxième et troisième rapports de ce comité.

Ces deux rapports sont lus.

Leur réception est remise à la prochaine séance.

(Documents de la session, nos 153 et 154.)

**WEDNESDAY,
JUNE 3rd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the twentieth report of the said Committee as follows:

Your committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of the Speech and Hearing Society of the Province of Quebec, praying for an Act to amend its charter;

Of Hôpital Voghel, Inc., praying for an Act to amend its charter;

Of Dame Consuelo Saint-Aubin, praying for an Act respecting the will of the late Cléophas Saint-Aubin.

Mrs. Kirkland-Casgrain, from the Special Committee appointed to inquire into the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as the arbitration of disputes and grievances in the provincial government services as well as those of hospitals, school boards and municipalities, presented to the House the second and third reports of the said Committee.

These two reports were read.

Their acceptance was postponed till the next sitting.

(Sessional Papers, Nos. 153 and 154.)

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter le bill no 138, intitulé: "Loi des orthophonistes et des audiologistes du Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. LeChasseur ait la permission de présenter le bill no 176, intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Voghel, Inc."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Meunier ait la permission de présenter le bill no 185, intitulé: "Loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Crépeau have leave to bring in bill No. 138, intituled: "Speech Therapists and Audiologists Act."

He accordingly presented the said bill to the House and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. LeChasseur have leave to bring in bill No. 176, intituled: "An Act respecting l'Hôpital Voghel, Inc."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Meunier have leave to bring in bill No. 185, intituled: "An Act respecting the estate of Cléophas Saint-Aubin."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Blank propose:

Que, vu que le bill 175, intitulé: "Loi détachant une propriété de la cité de LaSalle et l'annexant à la ville de Montréal", a été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

La motion est adoptée.

La chambre s'ajourne à loisir.

Après quelque temps, la chambre reprend sa séance.

Mr. Blank moved:

That, inasmuch as bill 175, intituled: "An Act to detach certain property from the city of LaSalle and annex it to the city of Montreal," has been withdrawn, the ordinary and additional fees paid by the promoters of the said bill be refunded, less the cost of printing and translation.

The motion was adopted.

The House adjourned during pleasure.

After some time, the House was resumed.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
4 JUIN 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

Madame Kirkland-Casgrain, du Comité spécial institué aux fins d'étudier les relations de travail dans les services publics, dépose sur le bureau de la chambre les procès-verbaux des cinq premières réunions dudit comité.

(Document de la session no 149.)

M. Lesage, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 98.—Loi concernant les ingénieurs;

Bill 107.—Loi constituant La Corporation des électroniciens du Québec.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 98, intitulé: "Loi concernant les ingénieurs", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

**THURSDAY,
JUNE 4th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mrs. Kirkland-Casgrain, from the Special Committee appointed to inquire into labour relations in the public services, laid upon the table the minutes of the first five meetings of the said committee.

(Sessional Papers, No. 149.)

Mr. Lesage, from the Standing Committee on Public Bills in General, presented to the House the second report of the said committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 98.—An Act respecting engineers;

Bill 107.—An Act to incorporate The Quebec Corporation of Electronics.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 98, intituled: "An Act respecting engineers," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 107, intitulé: "Loi constituant La Corporation des électroniciens du Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Couturier dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport de la commission d'enquête sur l'administration de l'Institut Albert Prévost, quant à son personnel médical et hospitalier.

(Document de la session no 150.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 138, intitulé: "Loi des orthophonistes et des audiologistes du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 176, intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Voghel, Inc."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 185, intitulé: "Loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin".

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 107, intituled: "An Act to incorporate The Quebec Corporation of Electronicians," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Couturier laid upon the table the following document:

Report of the Commission of Inquiry on the administration of the Institut Albert Prévost, concerning its medical personnel and hospital staff.

(Sessional Papers, No. 150.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 138, intituled: "Speech Therapists and Audiologists Act."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 176, intituled: "An Act respecting l'Hôpital Voghel, Inc."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 185, intituled: "An Act respecting the estate of Cléophas Saint-Aubin."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
5 JUIN 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

Sur la motion de M. Lafrance, il est—
Ordonné que M. Lafrance ait la permission de présenter le bill no 40, intitulé: "Loi modifiant la Loi des allocations scolaires".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Laporte, il est—
Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 42, intitulé: "Loi de la Régie des eaux du Québec".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère du revenu";

Bill 34, intitulé: "Loi du Conseil supérieur de la Famille";

Bill 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail";

Bill 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions";

**FRIDAY,
JUNE 5th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.*

Prayers.

On motion of Mr. Lafrance,—
Ordered, That Mr. Lafrance have leave to bring in bill No. 40, intituled: "An Act to amend the Schooling Allowances Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Laporte,—
Ordered, That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 42, intituled: "Quebec Water Board Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 31, intituled: "An Act to amend the Department of Revenue Act";

Bill 34, intituled: "Family Superior Council Act";

Bill 35, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act";

Bill 37, intituled: "An Act to amend the Quebec Succession Duties Act";

Bill 156, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 96, intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 15 est modifié en insérant l'alinéa suivant après le premier alinéa du sous-article 28:

"Un immeuble acquis par un pharmacien qui avait, avant le 1er mai 1964, donné un contrat pour les transformations requises en vue d'y tenir une pharmacie, est compté, pour les fins du présent article, comme une pharmacie tenue par lui à cette date."

2. L'article suivant est inséré, à la suite de l'article 24, comme article 25:

"25. La dite loi est modifiée en ajoutant l'article suivant:

"61. Le Collège est tenu de délivrer sans frais, à la demande d'un pharmacien, tout certificat requis aux fins de prouver sa qualité de pharmacien, suivant les exigences de toute loi du Canada ou de tout règlement."

3. Les articles 25 et 26 deviennent respectivement articles 26 et 27.

Bill 156, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Longueuil."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 96, intituled: "An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 15 is amended by inserting the following paragraph after the first paragraph of subsection 28:

"An immoveable acquired by a pharmacist who before May 1st 1964 had given a contract for the alterations required to keep a pharmacy there shall be counted, for the purposes of the present section, as a pharmacy kept by him at that date."

2. The following section is inserted, after section 24, as section 25:

"25. The said act is amended by adding the following:

"61. The College is bound to deliver without charge, upon the demand of a pharmacist, any certificate required for the purpose of proving his qualification as a pharmacist according to the requirements of any law of Canada or of any by-law."

3. Sections 25 and 26 become respectively sections 26 and 27.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 96, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 96, intituled: "An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act," and the same were read and agreed to.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 111, intitulé: "Loi constituant la ville de Bromont", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré, à la suite de l'article 17, comme article 18:

"18. Les soldes des dettes contractées par la municipalité du canton de Brome en vertu de ses règlements numéros 283 et 291, par la municipalité du canton de Shefford en vertu de son règlement numéro 177 et par la municipalité du village de Shefford-Ouest en vertu de ses règlements numéros 121, 128 et 131 sont divisés entre la ville de Bromont et les dites municipalités au prorata de l'évaluation de la propriété foncière."

L'article 18 devient article 19.

Aussi le bill 115, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en biffant, à la 3e ligne, le mot:

"(annexe)".

2. Le paragraphe c de l'article 6 est remplacé par le suivant:

"c) aliéner par vente ou bail emphytéotique, à l'enchère ou après

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 111, intituled: "An Act to incorporate the Town of Bromont," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The following section is inserted, after section 17, as section 18:

"18. The balances of the debts contracted by the municipality of the township of Brome under its borrowing by-laws Nos. 283 and 291, by the municipality of the Township of Shefford under its borrowing by-law No. 177 and by the municipality of the village of West Shefford under its borrowing by-laws Nos. 121, 128 and 131 shall be divided between the Town of Bromont and the said municipalities proportionately to the valuation of the immoveable property."

Section 18 becomes section 19.

Also bill 115, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Chomedey," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 4 is amended by striking out, in the third line, the word:

"(schedule)"

2. Paragraph c of section 6 is replaced by the following:

"c. alienate by sale or emphyteutic lease, by auction or after calling for

demande de soumissions publiques, les terrains rendus disponibles pour le réaménagement et dont la cité n'a pas besoin pour fins municipales;"

3. L'article 7 est remplacé par le suivant:

"7. Les articles 1 et 3 de la présente loi ont leur effet depuis le 6 juillet 1962 mais ne portent atteinte à aucune cause pendante."

4. L'article suivant est inséré, à la suite de l'article 7, comme article 8:

"8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 606, le suivant:

"606a. Le Conseil peut, en se conformant aux dispositions des articles 607 à 609 et aux procédures d'expropriation prévues par la loi, s'approprier le terrain nécessaire à l'élargissement du Boulevard Lévesque à même le lot 165 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin."

5. L'article 8 devient article 9.

6. L'annexe est biffée.

Aussi le bill 116, intitulé: "Loi constituant la cité de Laval-Ouest", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 20 est modifié en ajoutant, à la fin, après les mots:

"est abrogé"

ce qui suit:

"pour la cité."

Aussi le bill 189, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant, à la fin, après les mots:

"redevances municipales"

public tenders the lands made available for redevelopment and which are not required by the city for municipal purposes:"

3. Section 7 is replaced by the following:

"7. Sections 1 and 3 of this act shall have effect from July 6th 1962 but shall not affect any pending cases."

4. The following section is inserted, after section 7, as section 8:

"8. The Cities and Towns Act is amended for the city, by adding after section 606, the following section:

"606a. The council may, by complying with the provisions of sections 607 to 609 and the expropriation procedure provided by law, appropriate a tract of land necessary for the widening of Lévesque Boulevard, on lot 165 of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Martin."

5. Section 8 becomes section 9.

6. The schedule is struck out.

Also bill 116, intituled: "An Act to incorporate the city of Laval West," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 20 is amended by adding, at the end, after the words:

"is repealed"

the following:

"for the city."

Also bill 189, intituled: "An Act to grant certain powers to the municipality of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 1 is amended by replacing, in the last line, the words:

"and other municipal dues"

ce qui suit:

"et scolaires.")

by the following:

"and other municipal and school dues.")

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 111, intitulé: "Loi constituant la ville de Bromont", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 115, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 116, intitulé: "Loi constituant la cité de Laval-Ouest", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 189, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie", et ledit

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 111, intituled: "An Act to incorporate the town of Bromont," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 115, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Chomedey," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 116, intituled: "An Act to incorporate the city of Laval West," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 189, intituled: "An Act to grant certain powers to the municipality of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-La-

amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

Sur la motion de M. Lafrance, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 40, intitulé: "Loi modifiant la Loi des allocations scolaires".

Sur la motion de M. Laporte, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42, intitulé: "Loi de la Régie des eaux du Québec".

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

prairie," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

On motion of Mr. Lafrance, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 40, intituled: "An Act to amend the Schooling Allowances Act."

On motion of Mr. Laporte, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 42, intituled: "Quebec Water Board Act."

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
8 JUIN 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Russell, il est—
Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie de tous les arrêtés ministériels adoptés du 5 juillet 1960 au 15 avril 1964, relatifs à des réductions de droits de coupe.

M. Cliche dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 151.)

Sur la motion de M. Russell, il est—
Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie de tous les arrêtés ministériels adoptés entre le 15 mars 1963 et le 15 mars 1964 relativement à la cession, location, ou concession de limites forestières appartenant à la province.

M. Cliche dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 152.)

Sur la motion de M. Russell, il est—
Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie de tous les arrêtés ministériels adoptés entre le 5 juillet 1960 et le 15 avril 1964 sous l'autorité de la Loi concernant l'acquisition de certains territoi-

**MONDAY,
JUNE 8th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Russell,—
Resolved, That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of all the Orders in Council adopted from July 5th, 1960, to April 15th, 1964, respecting reductions in stumpage dues.

Mr. Cliche laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 151.)

On motion of Mr. Russell,—
Resolved, That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of all the Orders in Council adopted from March 15th, 1963, to March 15th, 1964, respecting the transfer, lease or sale of timber limits belonging to the province.

Mr. Cliche laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 152.)

On motion of Mr. Russell,—
Resolved, That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of all the Orders in Council adopted from July 5th, 1960, to April 15th, 1964, under the Act respecting the acquisition of certain forest lands (15-16

res forestiers (15-16 Geo. VI, ch. 38 et Geo. VI, ch. 38 and its amendments).
amendements).

M. Cliche déclare qu'aucun arrêté
ministériel n'a été adopté.

M. Cliche declared that no Orders in
Council were adopted.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne
maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be
adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**MARDI,
9 JUIN 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Lesage, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 97.—Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 97, intitulé: "Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Raymond:

Relativement à Bois-Fontaine, Inc., à qui le gouvernement a payé \$370,-697.47 durant l'année fiscale 1962-63, quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de cette compagnie?

**TUESDAY,
JUNE 9th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Lesage, from the Standing Committee on Public Bills in General, presented to the House the third report of the said committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 97.—An Act to amend the Master Electricians of the Province of Quebec Act.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 97, intituled: "An Act to amend the Master Electricians of the Province of Quebec Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Question by Mr. Raymond:

With reference to Bois-Fontaine, Inc., to which the government paid \$370,-697.47 during the 1962-63 fiscal year, what are the names, given names and addresses of the directors and officers of this company?

Réponse par M. Saint-Pierre:

Président:

Jean-Paul-G. Grenier,
1060, Raymond Casgrain,
Québec.

Vice-présidente:

Yvette Grenier-Lépinay,
67, place de Bretagne,
Candiac, P.Q.

Secrétaire:

Robert Grenier,
505 est, rue Saint-Joseph,
Québec.

Question par M. Bellemare:

1. Dans quelles paroisses du comté de Champlain le ministère des Travaux publics fera-t-il construire un ou des ponts au cours de l'année fiscale 1964-1965?

2. Quel sera l'endroit exact du site du ou des ponts dans chacune des paroisses?

3. Quand les soumissions publiques seront-elles demandées?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Le ministère des travaux publics fera construire un pont dans la municipalité de Saint-Maurice, comté de Champlain.

2. Le site de ce pont sera dans le rang Sainte-Marguerite, sur les lots nos 667-407.

3. Les soumissions publiques seront demandées probablement en juillet, au cours de la saison de construction.

La séance est suspendue jusqu'à huit heures ce soir.

Huit heures du soir.

La chambre s'ajourne à loisir.

Answer by Mr. Saint-Pierre:

President:

Jean-Paul-G. Grenier,
1060 Raymond Casgrain,
Quebec.

Vice-President:

Yvette Grenier-Lépinay,
67 place de Bretagne,
Candiac, P.Q.

Secretary:

Robert Grenier,
505 St. Joseph Street East,
Quebec.

Question by Mr. Bellemare:

1. In what parishes of Champlain county will the Department of Public Works have a bridge or bridges constructed during the 1964-1965 fiscal year?

2. What is the exact spot of the site of the bridge or bridges in each parish?

3. When will public tenders be called for?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. The Department of Public Works will have a bridge built in the municipality of Saint-Maurice, Champlain county.

2. The site of this bridge will be on Sainte-Marguerite Range, on lots Nos. 667-407.

3. Public tenders will probably be called for in July, during the building season.

The sitting was suspended till eight o'clock, P.M.

Eight o'clock, P.M.

The House adjourned during pleasure.

Après quelque temps, la chambre reprend sa séance.

Sur la motion de M. Lesage, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Le comité rapporte qu'il n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

After some time, the House was resumed.

On motion of Mr. Lesage, Mr. Speaker left the Chair and the House again resolved itself into Committee of Supply.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
10 JUIN 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Lesage, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité fait rapport qu'il réfère à votre honorable chambre, pour considération, le bill 39, intitulé: "Loi des agents de réclamations."

Madame Kirkland-Casgrain, du Comité spécial institué aux fins d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail ainsi que l'arbitrage des différends et griefs dans les services du gouvernement provincial et ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités, présente le quatrième rapport de ce comité.

(Document de la session no 155.)

Madame Kirkland-Casgrain, du Comité spécial institué aux fins d'étudier les relations de travail dans les services publics, dépose sur le bureau de la chambre le procès-verbal de la septième réunion dudit comité, tenue le 9 juin 1964.

(Document de la session no 156.)

M. Dionne, du comité des règlements, présente le vingt et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

**WEDNESDAY,
JUNE 10th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Lesage, from the Standing Committee on Public Bills in General, presented to the House the fourth report of the said committee as follows:

Your Committee report that they refer to Your Honourable House, for consideration, bill 39, intituled: "Claims Adjusters Act."

Mrs. Kirkland-Casgrain, from the Special Committee appointed to inquire into the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as the arbitration of disputes and grievances in the provincial government services as well as those of hospitals, school boards and municipalities, presented to the House the fourth report of the said Committee.

(Sessional Papers, No. 155.)

Mrs. Kirkland-Casgrain, from the Special Committee appointed to inquire into labour relations in the public services, tabled the minutes of the seventh meeting of the said committee, held on June 9th, 1964.

(Sessional Papers, No. 156.)

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the twenty-first report of the said Committee as follows:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la corporation municipale du village de Saint-Boniface de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De Le Club de golf de Joliette, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of the Municipal Corporation of the village of Saint-Boniface de Shawinigan, praying for an Act to amend its charter;

Of Le Club de golf de Joliette, Inc., praying for an Act to amend its charter;

Of the Town of Rimouski, praying for an Act to amend its charter.

Ordonné que M. Dionne ait la permission de présenter le bill no 173, intitulé: "Loi concernant la cité de Rimouski".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. LeChasseur ait la permission de présenter le bill no 174, intitulé: "Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fournier ait la permission de présenter le bill no 191, intitulé: "Loi concernant le Club de golf et de curling de Joliette".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Dionne have leave to bring in bill No. 173, intituled: "An Act respecting the city of Rimouski."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. LeChasseur have leave to bring in bill No. 174, intituled: "An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Fournier have leave to bring in bill No. 191, intituled: "An Act respecting le Club de golf et de curling de Joliette."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Laporte, il est—
Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 41, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Raymond:

Relativement à l'Édifice Holland, à qui le gouvernement a payé la somme de \$63,691.92 durant l'année fiscale 1962-63, quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de cette compagnie?

Réponse par M. Saint-Pierre:

Le propriétaire de l'Édifice Holland est M. Marcel Adams, 100 d'Youville, Québec.

Le bail pour la location de cet édifice fut signé le 15 février 1960, pour une période de cinq ans, par l'honorable Roméo Lorrain, alors ministre des Travaux publics dans le gouvernement Barrette.

Question par M. Raymond:

1. Quels sont les prénoms et adresses des personnes suivantes à qui le gouvernement paye des loyers d'immeubles ou partie d'immeubles, comme il appert aux *Comptes publics* 1962-63:

- a) M. C. Fineberg;
- b) J. L. Gewurz;
- c) B. H. Lechter;
- d) J. et D. Aberman?

Réponse par M. Saint-Pierre:

- 1. a) Madame Charlotte Fineberg,
176, avenue Lockart,
Ville Mont-Royal.

Bail signé le 30 avril 1958, pour une période de 5 ans, par l'honorable Roméo

On motion of Mr. Laporte,—

Ordered. That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 41, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question by Mr. Raymond:

With reference to Edifice Holland, to which the government paid the sum of \$63,691.92 during the 1962-63 fiscal year, what are the names, given names and addresses of the directors and officers of this company?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

The proprietor of Edifice Holland is Mr. Marcel Adams, 100 Youville, Quebec.

The lease for the rental of this building was signed on February 15th, 1960, for a five year term, by the Honourable Roméo Lorrain, then Minister of Public Works in the Barrette government.

Question by Mr. Raymond:

1. What are the given names and addresses of the following persons to whom the government paid rent for buildings or parts of buildings, as shown in the *Public Accounts* for 1962-63:

- a) M. C. Fineberg;
- b) J. L. Gewurz;
- c) B. H. Lechter;
- d) J. and D. Aberman?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

- 1. a) Mrs. Charlotte Fineberg,
176 Lockart Avenue,
Town of Mount Royal.

Lease signed April 30th, 1958, for a five year term, by the Honourable

Lorrain, alors ministre des Travaux publics dans le gouvernement Duplessis;

b) Voir *document no 126*, de la session 1963;

c) Benjamin H. Lechter,
Suite 200,
2015, rue Drummond,
Montréal.

Bail signé le 30 avril 1958, pour une période de 10 ans, par l'honorable Roméo Lorrain, alors ministre des Travaux publics dans le gouvernement Duplessis;

d) Jack et David Aberman,
Chambre 301,
460 Ouest, rue Sainte-Catherine,
Montréal.

Bail signé le 30 avril 1958, pour une période de 5 ans, par l'honorable Roméo Lorrain, alors ministre des Travaux publics dans le gouvernement Duplessis.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la la somme de deux millions six cent vingt-sept mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

Roméo Lorrain, then Minister of Public Works in the Duplessis government;

b) see *Sessional Papers, No. 126*, of the 1963 session;

c) Benjamin H. Lechter,
Apartment 200,
2015 Drummond Street,
Montreal.

Lease signed April 30th, 1958, for a ten year period, by the Honourable Roméo Lorrain, then Minister of Public Works in the Duplessis government;

d) Jack and David Aberman,
Room 301,
460 St. Catherine Street West,
Montreal.

Lease signed April 30th, 1958, for a five year term, by the Honourable Roméo Lorrain, then Minister of Public Works in the Duplessis government.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million six hundred twenty-seven thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
11 JUIN 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Dionne, du comité des règlements, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De Hugh Carl Jockel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de La Corporation des entrepreneurs en protection contre l'incendie dans la province de Québec.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

Bill 182.—Loi constituant en corporation Les Dominicaines du Rosaire;

Bill 192.—Loi concernant le titre du lot numéro 14 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 177.—Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale;

Bill 187.—Loi constituant en corporation Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie;

Bill 199.—Loi concernant la succession de Joseph Drapeau;

**THURSDAY,
JUNE 11th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the twenty-second report of the said Committee as follows:

Your committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following case:

Of Hugh Carl Jockel and others, praying for an Act to incorporate them under the name of The Fire Protection Contractors of the Province of Quebec.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the thirteenth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, without amendment, the following bills:

Bill 182.—An Act to incorporate Les Dominicaines du Rosaire;

Bill 192.—An Act respecting the title to lot number 14 of the official cadastre for the parish of Sault-au-Récollet.

And, with amendments, the following bills:

Bill 177.—An Act to incorporate La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale;

Bill 187.—An Act to incorporate Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie;

Bill 199.—An Act respecting the estate of Joseph Drapeau;

Bill 149.—Loi modifiant la charte de la cité de Westmount et concernant une propriété immobilière.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 149, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Westmount et concernant une propriété immobilière", soit changé en celui de: "Loi modifiant la charte de la cité de Westmount".

Le rapport est adopté.

Bill 149.—An Act to amend the charter of the city of Westmount and respecting an immoveable property.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill 149, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Westmount and respecting an immoveable property," be changed to that of: "An Act to amend the charter of the city of Westmount."

The report was adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 182, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Dominicaines du Rosaire", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 192, intitulé: "Loi concernant le titre du lot numéro 14 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 182, intituled: "An Act to incorporate Les Dominicaines du Rosaire," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 192, intituled: "An Act respecting the title to lot number 14 of the official cadastre for the parish of Sault-au-Récollet," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 177, intitulé: "Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 187, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 199, intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph Drapeau", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 177, intituled: "An Act to incorporate La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 187, intituled: "An Act to incorporate Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 199, intituled: "An Act respecting the estate of Joseph Drapeau," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 149, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Westmount", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Lesage propose:

Que le comité des bills privés en général soit autorisé à siéger aujourd'hui pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

Ordonné que M. Brisson ait la permission de présenter le bill no 113, intitulé: "Loi constituant la Corporation des entrepreneurs en protection contre l'incendie dans la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lizotte, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état indiquant le nombre d'heures de travaux d'amélioration de ferme à l'aide de tracteurs octroyées par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation dans le comté de Rivière-du-Loup au cours de l'année 1963 et mentionnant également: a) le nom et l'adresse de chacune des personnes qui ont bénéficié de ces travaux et le nombre

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 149, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Westmount," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Lesage moved:

That the Committee on Private Bills in General be allowed to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Ordered, That Mr. Brisson have leave to bring in bill No. 113, intituled: "An Act to incorporate The Fire Protection Contractors of the province of Quebec."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lizotte,—

Ordered, That there be laid before the House:

A statement showing the number of hours of farm improvement work by the use of tractors authorized by the Department of Agriculture and Colonization in Rivière-du-Loup county in 1963, and also showing: a) the name and address of each person who benefited from this work, and the number of hours allotted to each one; b) the names and

d'heures attribuées à chacune; b) le nom et l'adresse des entrepreneurs qui ont exécuté ces travaux avec en regard de chaque nom le nombre d'heures accordées à chacun.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 157.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Gabias:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Une liste mentionnant les mandats spéciaux émis par le gouvernement depuis le 14 janvier 1964 jusqu'au 9 juin 1964, avec le montant, la date et les fins pour lesquelles ces mandats ont été émis.

M. Lesage déclare qu'aucun mandat spécial n'a été émis par le lieutenant-gouverneur en conseil depuis le 14 janvier 1964.

Comme le député devrait le savoir, la Loi concernant la vérification des comptes publics (S.R.Q., 1941, chapitre 72, article 9) ne prévoit l'émission de mandats spéciaux que dans des cas d'urgence, et seulement quand la Législature n'est pas en session.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 173, intitulé: "Loi concernant la cité de Rimouski".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 174, intitulé: "Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan".

addresses of the contractors who carried out the work, and the number of hours allotted to each one.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 157.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Gabias:

That there be laid before the House:

A list showing the special warrants issued by the government from January 14th, 1964 to June 9th, 1964, and also showing the amount of each warrant, the date of issue, and the purposes for which these warrants were issued.

Mr. Lesage declared that no special warrants have been issued by the Lieutenant-Governor in Council since January 14th, 1964.

As the member should know, the Act respecting the Auditing of Public Accounts (R.S.Q., 1941, chapter 72, section 9) only provides for the issuing of special warrants in cases of emergency, and only when the Legislature is not in session.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 173, intitled: "An Act respecting the city of Rimouski."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 174, intitled: "An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 191, intitulé: "Loi concernant le Club de golf et de curling de Joliette".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quarante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Expositions, démonstrations culinaires, missions commerciales et industrielles (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent sept mille dollars,

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 191, intitled: "An Act respecting le Club de golf et de curling de Joliette."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Private Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred forty-seven thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Agents-General for the Province (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Exhibitions, cooking demonstrations, commercial and industrial missions (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted Her Majesty to complete the sum of nine hundred seven thousand

nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Recherches et enseignement (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pêcheries maritimes: Service de la protection (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent quarante-six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pêcheries maritimes: Service de la réfrigération (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pêcheries maritimes: Service des constructions (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pêcheries maritimes: Service de l'économie maritime (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

dollars, necessary to defray the item "Research and Education (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred thirty-six thousand dollars, necessary to defray the item, "Maritime Fisheries: Protection Service (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted Her Majesty to complete the sum of one million five hundred forty-six thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Maritime Fisheries: Refrigeration Service (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-one thousand dollars, necessary to defray the item, "Maritime Fisheries: Construction Service (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Maritime Fisheries: Maritime Economy Service (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et frais médicaux (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities for injured persons or their dependents and medical care (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immovables, including furnishings and equipment (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
12 JUIN 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 200.—Loi concernant l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 200, intitulé: "Loi concernant l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Un état mentionnant:

a) le nombre d'heures de travaux d'amélioration de ferme à l'aide de tracteurs (*bulldozers*) octroyées en 1963 dans la paroisse de Saint-Prosper, comté de Champlain, par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation;

**FRIDAY,
JUNE 12th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.*

Prayers.

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the fourteenth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 200.—An Act respecting the planning of Parc du Mont Sainte-Anne.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 200, intituled: An Act respecting the planning of Parc du Mont Sainte-Anne," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That there be laid before the House:

A statement showing:

a) the number of hours allotted for farm improvement work by the use of bulldozers in Saint-Prosper parish, Champlain county, by the Department of Agriculture and Colonization in 1963;

b) le nom des contracteurs et le montant versé à chacun d'eux;

c) les nom, prénoms et adresses de chacune des personnes qui ont bénéficié de ces travaux en 1963 et un duplicata des reçus signés par chacune d'elles.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 158.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 113, intitulé: "Loi constituant la Corporation des entrepreneurs en protection contre l'incendie dans la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Gabias propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"La chambre, tout en étant disposée à voter au gouvernement les subsides qu'il a demandés, regrette qu'il refuse de rendre publiques les principales recommandations du rapport de rentabilité concernant l'établissement d'un complexe sidérurgique dans la province".

b) the names of the contractors and the amount paid to each one;

c) the name, Christian names and address of each one of the persons who benefited from this work in 1963, and a duplicate copy of the receipt signed by each one.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 158.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 113, intitled: "An Act to incorporate The Fire Protection Contractors of the Province of Quebec."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that Mr. Speaker do now leave the Chair.

And a debate arising thereon.

Mr. Gabias moved, in amendment, seconded by Mr. Élie:

That the motion under debate be amended by replacing therein all the words after "That" by the following:

"The House, while being ready to grant to the government the moneys requested, regrets that the government refuses to make public the principal recommendations contained in the report on the profit producing possibilities of the establishment of a steel complex in the province."

Sur la motion de M. Johnson, secondé par M. Ducharme, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Les premier, deuxième, troisième et quatrième rapports du comité d'étude sur le chômage saisonnier.

(Documents de la session nos 159, 160, 161 et 162.)

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Johnson, seconded by Mr. Ducharme,—

Ordered, That the debate be adjourned.

Mr. Lesage laid upon the table the following documents:

The first, second, third and fourth reports of the Study Committee on seasonal unemployment.

(Sessional Papers, Nos. 159, 160, 161 and 162.)

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
15 JUIN 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'une lettre de M. Pearson, premier ministre du Canada, adressée à M. Jean Lesage, premier ministre de la province de Québec, concernant les principaux domaines nouveaux qui ont trait aux prestations supplémentaires pour les veuves, les orphelins et les cotisants invalides, accompagnée d'un résumé du projet de régime de pension.

(Document de la session no 163.)

M. Lesage propose:

Que la chambre soit ajournée à partir du 19 juin, à midi trente, jusqu'au 29 juin à trois heures de l'après-midi, afin de permettre à ses membres de participer aux manifestations patriotiques qui auront lieu au cours de toute la semaine du 21 juin, à l'occasion de la célébration de la fête nationale des Canadiens français.

M. Johnson propose, par voie d'amendement, secondé par M. Bellemare:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le chiffre "29", dans la deuxième ligne, par le chiffre "25", et en retranchant le mot "toute" dans la sixième ligne.

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise et le rejette.

**MONDAY,
JUNE 15th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

Copy of a letter from Mr. Pearson, Prime Minister of Canada, to Mr. Jean Lesage, Premier of the Province of Quebec, respecting the principal new sectors concerning supplementary allowances for widows, orphans and invalid subscribers, together with a summary of the project to establish a pension system.

(Sessional Papers, No. 163.)

Mr. Lesage moved:

That the House be adjourned from June 19th, at half past twelve o'clock, until June 29th, at three o'clock in the afternoon, in order to allow its members to take part in the patriotic celebrations which will be held throughout the whole week of June 21st, on the occasion of the celebration of the national commemoration day of the French-Canadians.

Mr. Johnson moved, in amendment, seconded by Mr. Bellemare:

That the motion under debate be amended by replacing the figures "29", in the third line, by the figures "25", and by striking out the word "whole" in the sixth line.

And the Question being put on the amendment, the House divided, and it was passed in the negative.

The amendment was accordingly rejected.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

And the Question being put on the main motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The main motion was accordingly adopted.

M. Lesage propose:

Que l'Assemblée législative est d'avis que les Actes de l'Amérique du Nord Britannique (1867 à 1960) doivent être amendés afin d'autoriser le Parlement du Canada à légiférer sur les pensions de vieillesse et prestations additionnelles, y compris des prestations aux survivants et aux invalides sans égard à leur âge; cependant, aucune loi ainsi édictée ne devra porter atteinte à l'application de quelque loi présente ou future d'une législature provinciale en ces matières.

Mr. Lesage moved:

That the Legislative Assembly is of opinion that the British North America Acts (1867 to 1960) should be amended to authorize the Parliament of Canada to make laws in relation to old age pensions and supplementary benefits, including survivors' and disability benefits irrespective of age, but no such law shall affect the operation of any law present or future of a provincial legislature in relation to any such matter.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

And the Question being put on the motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Boudreau, Boulais, Brisson, Cadieux, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Crépeau, Dionne, Dozois, Dupré, Élie, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Gosselin, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Johnson, Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lizotte, Loubier, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Ouimet, Parent, Raymond, Roy, Saint-Pierre, Vaillancourt.—48.

CONTRE—NAYS:—M.—Mr. Gabias.—1.

La motion principale est ainsi adoptée.

So it was resolved in the Affirmative. The motion was accordingly adopted.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de M. Lesage proposant:

Que l'Assemblée législative de Québec est d'avis qu'il y a lieu d'établir un régime général de rentes contributives et de modifier la surveillance des régimes particuliers.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Lesage moving:

That the Legislative Assembly of Quebec is of opinion that it is expedient to establish a general contributory pension plan and to change the supervision of private plans.

M. Lesage propose:

Que ladite motion soit renvoyée au comité plénier pour étude paragraphe par paragraphe.

La motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Lesage moved:

That the said motion be referred to the Committee of the Whole for consideration paragraph by paragraph.

The motion was adopted.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
16 JUIN 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De l'Association des podiatres du Québec, Inc., demandant l'adoption d'une loi les constituant en société sous le nom de Collège des podiatres du Québec.

Ordonné que M. Brown ait la permission de présenter le bill no 137, intitulé: "Loi du Collège des podiatres du Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Laporte dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'une modification à l'arrêté en conseil no. 2039, du 21 novembre 1963, relatif à l'entente entre l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités et le gouvernement de la province de Québec.

(Document de la session no 164.)

**TUESDAY,
JUNE 16th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the twenty-third report of the said Committee as follows:

Your committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following case:

Of the Association des podiatres du Québec, Inc., praying for an Act constituting them into a professional corporation under the name of The Quebec College of Podiatrists.

Ordered, That Mr. Brown have leave to bring in bill No. 137, intituled: "Quebec College of Podiatrists Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Laporte laid upon the table the following document:

Copy of an amendment to Order in Council No. 2039, of November 21st, 1963, respecting the agreement between the Municipal Development and Loan Board and the Government of the Province of Quebec.

(Sessional Papers, No. 164.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de M. Bellemare:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Un état mentionnant les baux consentis par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche à des clubs de chasse et pêche dans les comtés de Saint-Maurice, Berthier, Maskinongé, Champlain, Laviolette, Trois-Rivières, Portneuf, Québec-comté, Roberval et Lac Saint-Jean et indiquant également le nom des locataires, le coût du loyer annuel, la grandeur du territoire, la durée du bail et l'adresse de l'organisation de chasse et pêche.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ladite motion est alors retirée.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération de la motion de M. Lesage, proposant que l'Assemblée législative de Québec est d'avis qu'il y a lieu d'établir un régime général de rentes contributives et de modifier la surveillance des régimes particuliers, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Bellemare:

That there be laid before the House:

A statement showing the leases granted by the Department of Tourism, Fish and Game to hunting and fishing clubs in the counties of Saint-Maurice, Berthier, Maskinongé, Champlain, Laviolette, Trois-Rivières, Portneuf, Quebec County, Roberval and Lake Saint John, and also showing the names of the leaseholders, the annual cost of the rent, the area of the limit, the term of the lease and the address of the hunting and fishing organization.

On motion of Mr. Bellemare, it was—

Ordered, That the order be discharged.

The said motion was accordingly withdrawn.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the motion by Mr. Lesage, moving that the Legislative Assembly of Quebec is of opinion that it is expedient to establish a general contributory pension plan and to change the supervision of private plans, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

MERCREDI, 17 JUIN 1964.

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

Ordonné que M. Gérin-Lajoie ait la permission de présenter le bill no 43, intitulé: "Loi du financement des investissements universitaires 1964".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

WEDNESDAY, JUNE 17th, 1964.

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Gérin-Lajoie,—

Ordered, That Mr. Gérin-Lajoie have leave to bring in bill No. 43, intituled: "University Investments Financing Act 1964."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question par M. Bernatchez:

1. Quelle est la nature des services rendus ou des marchandises vendues par L. Fortin à qui le gouvernement a payé \$99,478.65 en 1961-62, et \$198,104.46 en 1962-63, par l'intermédiaire du ministère de l'agriculture et de la colonisation?

2. Quels sont les prénoms et l'adresse de ce monsieur Fortin?

Question by Mr. Bernatchez:

1. What is the nature of the services rendered or of the merchandise sold by L. Fortin to whom the government paid \$99,478.65 in 1961-62, and \$198,104.46 in 1962-63, through the Department of Agriculture and Colonization?

2. What are the Christian names and what is the address of this Mr. Fortin?

Réponse par M. Courcy:

Answer by Mr. Courcy:

1. 1961-62—Bois ouvré	1,377,263 p.m.p.	\$ 9,628.65
Lumber.	board feet	
Achat de bois	1,250,000 p.m.p.	89,850.00
Purchase of wood.	board feet	
		<u>\$ 99,478.65</u>
1962-63—Bois ouvré	1,262,372 p.m.p.	\$ 8,450.67
Lumber	board feet	
Achat de bois	2,607,816 p.m.p.	189,582.79
Purchase of wood.	board feet	

Location de fardier . . .	\$ 71.00
Rental of truck.	
	<u>\$198,104.46</u>

2. Léandre Fortin, Launay, Co. Abitibi.

2. Léandre Fortin, Launay, Abitibi county.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Allard:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance entre le procureur général ou l'un de ses officiers et le directeur de la Sûreté provinciale de Québec ou l'un de ses officiers, depuis le 5 juillet 1960 au 3 juin 1964, relativement aux locaux à être utilisés pour fins d'enquête du coroner dans les comtés de Montcalm, L'Assomption, Bagot, Saguenay, Dorchester et Matane.

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare que la correspondance demandée est d'ordre privé et confidentiel au sens du paragraphe 2 de l'article 690 du règlement.

Le chef de l'opposition ayant prétendu que la correspondance à laquelle la motion réfère n'est pas, de sa nature, privée et confidentielle, M. l'orateur déclare qu'il doit s'en tenir à la déclaration faite par le procureur général et décider que la motion ne peut être prise en considération.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Allard:

That there be laid before the House:

A copy of all the correspondence between the Attorney-General or any of his officers, and the Director of the Quebec Provincial Police Force, from July 5th, 1960, and June 3rd, 1964, respecting the premises to be used for coroners' inquests in the counties of Montcalm, L'Assomption, Bagot, Saguenay, Dorchester and Matane.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) stated that the correspondence requested was of a private and confidential nature within the meaning of paragraph 2 of article 690 of the Rules.

The Leader of the Opposition, having claimed that the correspondence to which the motion referred was not of a private and confidential nature as such, Mr. Speaker declared that he had to abide by the statement made by the Attorney-General and decide that the motion could not be considered.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brisson, Brown, Cliche, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Hébert, Kierans, Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin.—48.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Somerville.—21.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

La motion est, en conséquence, rejetée.

So Mr. Speaker's decision was sustained.

The motion was accordingly rejected.

Sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43, intitulé: "Loi du financement des investissements universitaires 1964".

On motion of Mr. Gérin-Lajoie, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 43, intituled: "University Financing Act 1964."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 137, intitulé: "Loi du Collège des podiatres du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 137, intituled: "Quebec College of Podiatrists Act."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération de la motion suivante de M. Lesage proposant:

Que l'Assemblée législative de Québec est d'avis qu'il y a lieu d'établir un régime général de rentes contributives et de modifier la surveillance des régimes

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the following motion by Mr. Lesage moving:

That the Legislative Assembly of Quebec is of opinion that it is expedient to establish a general contributory pension plan and to change the super-

particuliers d'après les principes suivants:

a) Tous les travailleurs, salariés ou autonomes, seront tenus d'adhérer au régime général à l'exception de certaines catégories exclues pour raisons administratives ou constitutionnelles et des salariés des employeurs suivants:

1. gouvernements d'autres pays et organismes internationaux,

2. employeurs qui, en vertu d'un accord de réciprocité avec le gouvernement d'un autre pays, sont exempts de la cotisation.

b) Le travailleur, et son employeur s'il est salarié, cotiseront à compter du 1er janvier qui suit son 18e anniversaire de naissance. La cotisation cessera au plus tard au 70e anniversaire de naissance du cotisant. Si le paiement de la rente commence avant cet anniversaire, la cotisation cessera par le fait même.

c) Le revenu cotisable sera la partie du revenu du cotisant qui provient de son travail, au-dessus d'un minimum annuel de \$600 et au-dessous d'un maximum annuel de \$5,000; si le revenu annuel d'un travailleur autonome est supérieur à \$600 mais n'excède pas \$1,000, son revenu cotisable sera \$200. Le minimum et le maximum admissibles seront ajustés périodiquement, après les deux premières années du régime, selon une méthode basée sur l'indice national des prix à la consommation; après les dix premières années, les ajustements seront faits selon une méthode basée sur un indice général des salaires.

d) Le taux de cotisation sera 3.6% du revenu cotisable. L'employeur devra en payer la moitié mais il sera responsable de la remise totale à la Régie. Le travailleur autonome paiera la cotisation totale.

e) Le versement de la rente de retraite devra commencer au 70e anniversaire de naissance du cotisant. Toutefois,

vision of private plans, in accordance with the following principles:

a) All independent and employed workers shall be bound to participate in the general plan with the exception of certain classes excluded for administrative or constitutional reasons, and the employees of the following employers:

1. Governments of other countries and international bodies,

2. Employers who, under a reciprocal agreement with the government of another country, are exempt from contributing.

b) The worker, and his employer if he has one, shall contribute from the 1st of January following his 18th birthday. Contributions shall cease on or before the contributor's 70th birthday. If payment of the pension begins before such birthday, the contribution shall *ipso facto* cease.

c) Contributory income shall be that portion of the contributor's earned income which exceeds an annual minimum of \$600 and is less than an annual maximum of \$5,000; if the annual income of an independent worker is more than \$600 but does not exceed \$1,000, his contributory income shall be \$200. The minimum and maximum permissible amounts shall be adjusted periodically, after the first two years of the plan, according to a method based on the National Consumer Price Index; after the first ten years, the adjustments shall be made according to a method based on a general wage index.

d) The contribution rate shall be 3.6% of contributory income. The employer shall pay half but shall be liable for the whole remittance to the Board. An independent worker shall pay the whole contribution.

e) Payment of the retirement pension shall begin on the contributor's 70th birthday. However,

1. Avant le 1er janvier 1970, la rente pourra commencer à la demande du cotisant, s'il a atteint l'âge indiqué au tableau ci-dessous et s'il abandonne son emploi régulier.

<i>Année</i>	<i>Age</i>
1967	68
1968	67
1969	66

2. Après le 1er janvier 1970, la rente pourra commencer à la demande du cotisant, s'il a atteint son 65e anniversaire de naissance et s'il abandonne son emploi régulier.

Si le bénéficiaire gagne un revenu par son travail entre son 65e et son 70e anniversaire, sa rente sera réduite de \$1 par \$2 de revenu du travail, entre \$900 et \$1,500 par année, et d'un dollar par dollar de revenu au-dessus de \$1,500. Les limites de \$900 et \$1,500 seront ajustées sur la même base que le minimum et le maximum admissibles.

f) La rente de retraite sera égale à 25% du revenu moyen ajusté du cotisant. Celui-ci sera calculé en deux étapes comme suit:

1. les revenus de son travail pendant chacune de ses années de cotisation jusqu'à concurrence du maximum admissible seront ajustés sur la même base que celui-ci;

2. la moyenne des revenus ainsi ajustés est calculée en divisant la somme par 47, ou par le nombre d'années comprises entre le début du régime et le soixante-cinquième anniversaire du cotisant si ce nombre est inférieur à 47, ou, pendant les premiers dix ans du régime, par 10 au moins. 10% des années de cotisation pourront être exclues s'il y en a plus de dix.

g) Le travailleur aura droit à une rente après avoir cotisé pendant une année au moins.

1. Before January 1st, 1970, the pension may begin at the request of the contributor, if he has attained the age indicated in the following table and discontinues his regular employment:

<i>Year</i>	<i>Age</i>
1967	68
1968	67
1969	66

2. After January 1st, 1970, the pension may begin, at the request of the contributor, if he has attained his 65th birthday and discontinues his regular employment.

If the beneficiary earns an income by his work between his 65th and 70th birthdays, his pension shall be reduced by \$1.00 for each \$2.00 of earned income between \$900 and \$1,500 per annum, and by one dollar for each dollar of income above \$1,500. The limits of \$900 and \$1,500 shall be adjusted on the same basis as the minimum and maximum permissible amounts.

f) The retirement pension shall be equal to 25% of the contributor's average adjusted income. This shall be calculated in two stages, as follows:

1. his earned income during each of his years of contribution up to the maximum permissible amount shall be adjusted on the same basis as such maximum;

2. the average of the incomes so adjusted shall be calculated by dividing the total by 47, or by the number of years between the beginning of the plan and the contributor's 65th birthday if such number is less than 47, or, during the first ten years of the plan, by 10 at least. 10% of the years of contribution may be excluded if there are more than ten such years.

g) The worker shall be entitled to a pension after he has contributed for at least one year.

h) La période de transition de dix ans entre l'instauration du régime et le droit à la pleine rente de retraite ne s'appliquera pas aux autres prestations.

i) Les autres prestations seront: la rente de veuve, la rente d'orphelin, la prestation au décès et la rente d'invalidité.

Elles ne seront accordées qu'après deux ans de cotisation et au moins une année de cotisation par trois années possibles.

j) La rente de veuve sera établie comme suit:

1. un montant de base de \$25 par mois, et

2. un montant égal à 37½% de la rente de retraite que le cotisant aurait reçue.

Pour être admissible à cette rente, la veuve devra prendre soin d'un enfant de moins de 18 ans, ou de plus de 18 ans s'il fréquente assidûment une école. Si la veuve n'a pas d'enfant et si elle n'a pas atteint 45 ans, le montant de la rente de veuve sera réduit partiellement ou totalement selon son âge. Le paiement de la rente de veuve cessera au décès ou au remariage; en outre, le paiement du montant de base de \$25 par mois cessera lorsque la veuve recevra sa pension de sécurité de la vieillesse.

k) La rente d'orphelin sera payable au décès du cotisant de sexe masculin, ou du cotisant de sexe féminin dans certains cas. Le paiement de cette rente cessera au 18e anniversaire de naissance mais pourra être continué jusqu'au 25e si l'orphelin fréquente assidûment une école. Le montant sera de \$25 par mois; toutefois, le montant total pour une même famille ne pourra excéder le montant maximum de rente de retraite alors possible.

l) La prestation au décès sera égale à la somme de six mois de la rente de retraite que le cotisant aurait reçue, le

h) The transitional period of ten years between the establishment of the plan and entitlement to the full retirement pension, shall not apply to the other benefits.

i) The other benefits shall be: widows' pensions, orphans' pensions, death benefits and disability pensions.

They shall be granted only after two years of contribution and at least one year of contribution for every three possible years.

j) The widow's pension shall be determined as follows:

1. a basic amount of \$25 per month, and

2. an amount equal to 37½% of the retirement pension that the contributor would have received.

To be eligible for such pension, the widow must have the care of a child under 18 years of age, or over 18 years of age if he is attending a school regularly. If the widow has no children and has not attained 45 years of age, the amount of the widow's pension shall be reduced partially or totally according to her age. Payment of the widow's pension shall cease upon death or remarriage; furthermore, payment of the basic amount of \$25 per month shall cease when the widow receives her old age security pension.

k) The orphan's pension shall be payable upon the death of the male contributor, or of the female contributor in certain cases. Payment of such pension shall cease on the orphan's 18th birthday but may be continued until his 25th birthday if he is attending a school regularly. The amount shall be \$25 per month; but the total amount for a family shall not exceed the maximum amount of retirement pension then possible.

l) The death benefit shall be equal to the total for six months of the retirement pension that the contributor would

montant maximum en sera de \$500.

m) A compter du 1er janvier 1971, le cotisant pourra recevoir une rente en cas d'invalidité. Le montant de cette rente sera établi comme suit:

1. un montant de base de \$25 par mois, et
2. un montant égal à 75% de la rente de retraite que le cotisant aurait reçue.

n) Les montants de rente de retraite, d'invalidité, de veuve et d'orphelin seront ajustés périodiquement, après les deux premières années du régime, selon une méthode basée sur l'indice national des prix à la consommation. Toutefois, l'ajustement sera limité à 2% par année.

o) La participation au régime sera obligatoire et aucune exception ne pourra être consentie en faveur des membres d'un régime de retraite particulier.

p) Des ententes seront prévues aux fins de permettre que les cotisations versées à un autre régime canadien donnent, sur une base de réciprocité, les mêmes droits que des cotisations versées au régime québécois.

q) Aucune modification ne sera apportée au régime sans analyse préalable, au moyen d'études actuarielles appropriées, de l'effet sur les taux de cotisation présents et futurs et sur l'accumulation de la réserve.

r) Le régime général de rentes du Québec entrera en vigueur le 1er janvier 1966.

s) L'administration du régime général de rentes, la surveillance et le contrôle de tous les régimes particuliers de retraite seront confiés à une régie des rentes. La gestion des actifs qui s'accumuleront à la suite de l'établissement du régime général de rentes sera confiée à une caisse de dépôts et placements.

have received. The maximum amount thereof shall be \$500.

m) From January 1st, 1971, a contributor may receive a pension in the case of disability. The amount of such pension shall be determined as follows:

1. a basic amount of \$25 per month, and
2. an amount equal to 75% of the retirement pension that the contributor would have received.

n) The amounts of the retirement, disability, widows' and orphans' pensions shall be adjusted periodically, after the first two years of the plan, according to a method based on the National Consumer Price Index; but the adjustment shall be limited to 2% per annum.

o) Participation in the plan shall be compulsory and no exception shall be made for members of a private plan.

p) Provision shall be made for agreements so that contributions paid under another Canadian plan may carry, on a reciprocal basis, the same rights as contributions paid under the Quebec plan.

q) No change shall be made in the plan without prior analysis, by means of appropriate actuarial studies, of the effect on present and future contribution rates and on the accumulation of the reserve.

r) The Quebec general pension plan shall come into force on January 1st, 1966.

s) The administration of the general pension plan and the supervision and control of all private retirement plans shall be entrusted to a pension board. Management of the assets which will accumulate as a result of the establishment of the general pension plan shall be entrusted to a deposit and investment fund.

f) Aucune modification apportée à un régime particulier de retraite, à la suite de l'établissement du régime général de rentes, ne devra porter atteinte aux droits acquis des participants à l'égard de leurs services ou participation avant la date de cette modification.

u) Pour tout employeur ayant dix employés ou plus dans le Québec, la surveillance et le contrôle des régimes particuliers de retraite rendront nécessaire l'enregistrement de tout régime de retraite alors en vigueur. L'enregistrement se fera à compter du 1er juillet 1965. A compter de la même date, tout nouveau régime particulier de retraite devra, avant d'être mis en vigueur, recevoir l'approbation de la régie des rentes. Ces régimes deviendront des régimes de retraite supplémentaires.

o) Les régimes de retraite supplémentaires devront au moins comporter les dispositions suivantes:

1. Tout participant qui quitte le service d'un employeur avant la mise à la retraite, devra avoir droit à une rente différée conformément aux dispositions du régime à l'égard de son service à compter du premier janvier 1966, s'il est âgé de 45 ans ou plus et s'il compte 10 années ou plus d'emploi au service de son employeur.

2. Tout participant qui quitte le service d'un employeur sans avoir droit à la rente différée prévue ci-dessus devra avoir droit au remboursement de ses propres cotisations, y compris les intérêts accumulés selon un taux d'intérêt au moins égal au taux fixé pour ces fins.

w) Les régimes supplémentaires devront contenir des dispositions permettant le transfert des créances de rentes pour le participant qui quitte le service de son employeur.

x) Les régimes de retraite supplémentaires du secteur privé devront contenir des dispositions prévoyant des cotisa-

t) No change made in a private retirement plan as a result of the establishment of the general pension plan shall affect the acquired rights of the participants as regards their services or participation before the date of such change.

u) For every employer having ten or more employees in Quebec, the supervision and control of private retirement plans shall necessitate registration of all private retirement plans then in force. Registration shall be effective commencing July 1st, 1965. From that date, every new private retirement plan, before it is put in force, must be approved by the pension board. Such plans shall become supplementary retirement plans.

o) Supplementary retirement plans must include at least the following provisions:

1. Every participant who leaves the service of an employer before retirement must be entitled to a deferred pension, in accordance with the provisions of the plan respecting his service, from January 1st, 1966, if he is 45 years of age or over and has worked for his employer for 10 years or more.

2. Every participant who leaves the service of an employer without being entitled to the deferred pension provided for above must be entitled to repayment of his own contributions, including accumulated interest at a rate at least equal to the rate determined for such purposes.

w) Supplementary plans must contain provisions allowing for the transfer of pension credits for a participant who leaves his employer's service.

x) Supplementary retirement plans in the private field must contain provision for contributions actuarially suffi-

tions actuariellement suffisantes au paiement de toutes les prestations. Des normes de solvabilité seront établies et des délais d'exécution seront fixés.

y) Des ententes sur base de réciprocité pour la surveillance et le contrôle des régimes de retraite couvrant des participants dans la province de Québec et une ou plusieurs autres provinces seront prévues.

La motion est rapportée avec les amendements suivants:

1° Le paragraphe b) est modifié en remplaçant les mots "son employeur s'il est salarié," par les mots "s'il est salarié son employeur", dans les première et deuxième lignes;

2° Le paragraphe h) est modifié en remplaçant les mots "La période de transition" dans la première ligne, par les mots "les dispositions de transition sur une période"; et en remplaçant les mots "ne s'appliquera pas" dans les troisième et quatrième lignes, par les mots "ne s'appliqueront pas";

3° Le dernier alinéa du paragraphe j) est modifié en remplaçant les mots "remariage; en outre, le", dans la dixième ligne, par les mots "remariage. Le";

4° Le paragraphe k) est modifié en ajoutant après le mot "total", dans la dixième ligne, les mots "des rentes d'orphelins", et en ajoutant après le mot "possible" dans la douzième ligne, les mots "pour le travailleur ayant droit au maximum de rente de retraite";

5° Le paragraphe s) est modifié en ajoutant après le mot "placements", dans la huitième ligne, les mots "qui possédera une entité juridique distincte";

6° Le paragraphe w) devient le paragraphe v) et le paragraphe v) devient le paragraphe w).

cient to pay all benefits. Solvency standards shall be established and executory delays fixed.

y) Provision shall be made for reciprocal agreements for the supervision and control of retirement plans covering participants in the Province of Quebec and one or more other provinces.

The motion was reported with the following amendments:

1. Paragraph b) is amended in the French version only.

2. Paragraph h) is amended by replacing the words "transitional period of ten years," by the words, "transitional provisions, for a period of ten years."

3. The eleventh line of the last subparagraph of paragraph j) is amended by replacing the words "remariage; furthermore," by the words, "remariage. The."

4. Paragraph k) is amended by replacing after the word "total" in the tenth line, the words, "of orphans' pensions," and by adding after the word "possible" in the twelfth line, the words, "for a worker entitled to the maximum amount of retirement pension."

5. The ninth line of paragraph s) is amended by adding the words, "which shall have a separate legal existence," after the word "fund."

6. Paragraph w) becomes paragraph v), and paragraph v) becomes paragraph w).

Lesdits amendements sont lus et agréés.

La motion telle qu'amendée est adoptée à l'unanimité.

The said amendments were read and agreed to by the House.

The motion as amended was unanimously adopted.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
18 JUIN 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Lesage, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 138.—Loi des orthophonistes et des audiologistes du Québec;

Bill 142.—Loi concernant Les Services de Santé du Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 24 juillet prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 138, intitulé: "Loi des orthophonistes et des audiologistes du Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considé-

**THURSDAY,
JUNE 18th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Lesage, from the Standing Committee on Public Bills in General, presented to the House the fifth report of the said committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 138.—Speech Therapists and Audiologists Act;

Bill 142.—An Act respecting Quebec Health Services.

Your Committee recommend to extend to the 24th of July next, inclusively, the delay for receiving reports from the Select Committee charged with the examination of the private bills.

The report was adopted.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 138, intituled: "Speech Therapists and Audiologists Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 142, intituled:

ration du bill no 142, intitulé: "Loi concernant Les Services de Santé du Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Dionne, du comité des règlements, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 24 juillet prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de la chambre, M. Gérin-Lajoie dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Ministère de l'Éducation—rapport sur le développement de l'équipement scolaire régional; un plan cohérent, un programme accéléré et une nouvelle politique de financement, Québec, le 18 juin 1964.

(Document de la session no 165.)

"An Act respecting Quebec Health Services," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Dionne, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the twenty-fourth report of the said Committee as follows:

Your Committee recommend to extend to the 24th of July next, inclusively, the delay for receiving reports from the Select Committees charged with the examination of the private bills.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the House, Mr. Gérin-Lajoie laid upon the table the following document:

Department of Education—Report on the development of Regional School Equipment; a coherent plan, an accelerated programme and a new financial policy, Quebec, June 18th, 1964.

(Sessional Papers, No. 165.)

Question par M. Raymond:

Relativement à Immeuble Saint-Jean, à qui le gouvernement a payé \$43,372.00 durant l'année fiscale 1962-63, quels sont les nom et adresses des personnes faisant affaires sous cette raison sociale?

Question by Mr. Raymond:

With reference to Immeuble Saint-Jean, to which the government paid \$43,372.00 during the 1962-63 fiscal year, what are the names and addresses of the persons doing business under this name?

Réponse par M. Saint-Pierre:

D'après l'enregistrement fait à la Cour supérieure de Québec, section des raisons sociales, en date du 29 novembre 1960, monsieur N. Côté, 1850, boulevard Benoit-XV, Québec, est le seul propriétaire.

Question par M. Lizotte:

Quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de la compagnie Vulcanisation Ford Smith Québec, Ltd., à qui une somme de \$132,383.53 a été versée durant l'année financière 1962-63 par le gouvernement de la province?

Réponse par M. Arsenault:

À la suite d'une erreur d'impression à la page 611 des *Comptes publics de la province de Québec* pour l'année financière terminée le 31 mars 1963, on a désigné sous le nom de "Vulcanisation Ford Smith Québec Ltd.", la compagnie "Vulcan Ford-Smith (Québec) Limited" dont l'incorporation date du 7 décembre 1960.

Le 15 novembre 1963, cette compagnie a obtenu des lettres patentes supplémentaires changeant son nom en celui de "Ford-Smith Compagnie Limitée".

D'après le dernier rapport annuel produit par cette corporation, le 11 juillet 1963, en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies, ses administrateurs et officiers étaient les suivants:

Président:

F. J. E. Lockhart,
37 Edenbridge Drive,
Toronto, Ontario.

Secrétaire:

J. A. Durfey,
Winona,
Ontario.

Answer by Mr. Saint-Pierre:

According to the registration made in the Quebec Superior Court, company names section, dated November 29th, 1960, Mr. N. Côté, 1850 boulevard Benoit-XV, Quebec, is the sole owner.

Question by Mr. Lizotte:

What are the names, given names and addresses of the directors and officers of the firm of Vulcanisation Ford Smith Québec, Ltd., to which a sum of \$132,383.53 was paid during the 1962-63 fiscal year by the government of the province?

Answer by Mr. Arsenault:

As the result of a printer's error on page 611 of the *Public Accounts of the Province of Québec* for the fiscal year ending March 31st, 1963, the name of the firm of "Vulcan Ford-Smith (Québec) Limited," which was incorporated on December 7th, 1960, was given instead of "Vulcanisation Ford Smith Québec Limited."

On November 15th, 1963, this firm obtained supplementary letters patent changing its name to that of "Ford Smith Compagnie Limitée."

According to the last annual report produced by this corporation, on July 11th, 1963, in virtue of the Companies Information Act, its administrators and officers are the following:

President:

F. J. E. Lockhart,
37 Edenbridge Drive,
Toronto, Ontario.

Secretary:

J. A. Durfey,
Winona,
Ontario.

Trésorier:

J. A. Durfey,
Winona,
Ontario.

Directeur:

W. J. Gordon,
70 Islington Ave. N.,
Islington, Ontario.

Directeur:

D. H. McLaren,
76 Kimbark Blvd.,
Toronto, Ontario.

Directeur:

D. H. Holland,
360 St. James St. W.,
Montréal.

Gérant dans la province de Québec:

Pierre Lefebvre,
12230, Lavigne,
Montréal, P.Q.

Question par M. Lizotte:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresses des personnes qui opèrent sous la raison sociale E. M. M., Enr., à qui des montants de \$22,999.46 et \$57,866.98 ont été versés, tel qu'en font foi les *Comptes publics* 1961-62 et 1962-63, aux pages 588 et 589 ?

2. Quelle est la somme totale versée par le gouvernement à cette firme depuis le 5 juillet 1960 ?

Réponse par M. Lesage:

1. Elzéar Bédard,
2177, 18e Rue,
Québec.

Marcel Gosselin,
14, rue Saint-Joseph, Est,
Québec.

Maurice St-Antoine,
558, rue Kirouac,
Québec.

Treasurer:

J. A. Durfey,
Winona,
Ontario.

Director:

W. J. Gordon,
70 Islington Ave. N.,
Islington, Ontario.

Director:

D. H. McLaren,
76 Kimbark Blvd.,
Toronto, Ontario.

Director:

D. H. Holland,
360 St. James St. W.,
Montreal.

Manager for the province of Quebec:

Pierre Lefebvre,
12230, Lavigne,
Montreal, P.Q.

Question by Mr. Lizotte:

1. What are the names, given names and addresses of the persons who are carrying on business under the name of E. M. M., Reg'd., to which amounts of \$22,999.46 and \$57,866.98 were paid, as shown on page 588 of *Public Accounts* for 1961-62, and page 589 of *Public Accounts* for 1962-63 ?

2. What is the total amount that the government has paid to this firm since July 5th, 1960 ?

Answer by Mr. Lesage:

1. Elzéar Bédard,
2177, 18e Street,
Quebec.

Marcel Gosselin,
14, Saint-Joseph Street East,
Quebec.

Maurice St-Antoine,
558, Kirouac Street,
Quebec.

D'après la déclaration enregistrée et déposée à la Cour supérieure de Québec, section des raisons sociales, le 22 mars 1957.

2. \$248,224.95.

M. Blank propose:

Que le bill 169, intitulé: "Loi concernant les entrepreneurs en réfrigération et climatisation du Québec", qui avait été référé au comité des bills privés en général, soit maintenant référé au comité des bills publics en général.

La motion est adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Gabias, à la motion de M. Lesage proposant que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"La chambre, tout en étant disposée à voter au gouvernement les subsides qu'il a demandés, regrette qu'il refuse de rendre publiques les principales recommandations du rapport de rentabilité concernant l'établissement d'un complexe sidérurgique dans la province".

Le débat est suspendu.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

According to the statement registered and deposited with the Quebec Superior Court, company names section, on March 22nd, 1957.

2. \$248,224.95.

Mr. Blank moved:

That bill 169, intituled: "An Act respecting the refrigeration and air conditioning contractors of Quebec," which was referred to the Standing Committee on Private Bills in General, be now referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

The motion was adopted.

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Gabias, to the motion by Mr. Lesage proposing that Mr. Speaker do now leave the Chair and that the House again resolve itself into Committee of Supply, which amendment reads as follows:

That the motion under debate be amended by replacing therein all the words after "That" by the following:

"The House, while being ready to grant to the government the moneys requested, regrets that the government refuses to make public the principal recommendations contained in the report on the profit producing possibilities of the establishment of a steel complex in the province."

The debate was suspended.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 30, intitulé: "Loi concernant l'électrification rurale", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant, à la fin du sous-article 69, après le mot:

"région"

ce qui suit:

", l'un en langue française, l'autre en langue anglaise".

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 30, intitulé: "Loi concernant l'électrification rurale", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

La chambre reprend le débat.

Et l'amendement était mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cloutier, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gervais, Gosselin, Johnson, Lavoie (Wolfe), Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond.—19.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Cadieux, Collard, Courcy, Couturier, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kierans, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laporte, Laroche, LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—43.

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 30, intituled: "An Act respecting rural electrification," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly;

1. Section 1 is amended by adding, at the end of subsection 69, after the word;

"region"

the following:

", one in the French language, the other in the English language".

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 30, intituled: "An Act respecting rural electrification," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

The House resumed the debate.

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale est alors adoptée, en conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La séance en comité est suspendue.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 200, intitulé: "Loi concernant l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant:

"Loi concernant la ville de Beupré et l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne".

2. L'article 9 est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

"L'expropriation d'immeubles visés à l'article 606 de la Loi des cités et villes n'a lieu qu'avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil accordée sur requête signifiée à chaque propriétaire intéressé, avec un avis indiquant qu'après trente jours elle sera soumise au lieutenant-gouverneur en conseil et que toute opposition doit être adressée par écrit au ministre des affaires municipales dans ce délai".

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 200, intitulé: "Loi concernant l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

So it passed in the Negative.

The amendment was accordingly rejected.

The main motion was then adopted, and the House accordingly again resolved itself into Committee of Supply.

The sitting in committee was suspended.

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 200, intituled: "An Act respecting the planning of Parc du Mont Sainte-Anne," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The title is replaced by the following:

"An Act respecting the town of Beupré and the planning of Parc du Mont Sainte-Anne".

2. Section 9 is amended by adding, at the end, the following paragraph:

"The expropriation of immovables contemplated by section 606 of the Cities and Towns Act shall only take place with the authorization of the Lieutenant-Governor-in-Council granted upon a petition served on each proprietor interested, with a notice stating that after thirty days it will be submitted to the Lieutenant-Governor-in-Council and that any objections must be addressed in writing to the Minister of Municipal Affairs within such delay."

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 200, intituled: "An Act respecting the planning of Parc du Mont Sainte-Anne," and the same were read and agreed to.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

Le comité reprend sa séance.

La séance en comité est suspendue.

Sur un message de l'honorable Monsieur l'administrateur de la province, transmis par M. Pierre Gelly, Huissier de la verge noire, M. l'orateur et les députés de la chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 16 Loi sur la capacité juridique de la femme mariée;
- 30 Loi concernant l'électrification rurale;
- 31 Loi modifiant la Loi du ministère du revenu;
- 34 Loi du Conseil supérieur de la Famille;
- 35 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;
- 37 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;
- 96 Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions;
- 111 Loi constituant la ville de Bromont;
- 115 Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey;
- 116 Loi constituant la cité de Laval-Ouest;
- 156 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil;

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The committee resumed its sitting.

The sitting in committee was suspended.

A message was received from the Honourable the Administrator of the Province by Pierre Gelly Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod, requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the Honourable the Administrator, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

- 16 An Act respecting the legal capacity of married women;
- 30 An Act respecting rural electrification;
- 31 An Act to amend the Department of Revenue Act;
- 34 Family Superior Council Act;
- 35 An Act to amend the Retail Sales Tax Act;
- 37 An Act to amend the Quebec Succession Duties Act;
- 96 An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act;
- 111 An Act to incorporate the Town of Bromont;
- 115 An Act to amend the charter of the city of Chomedey;
- 116 An Act to incorporate the city of Laval West;
- 156 An Act to amend the charter of the city of Longueuil;

189 Loi accordant certains pouvoirs à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie;

200 Loi concernant la ville de Beaupré et l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne.

189 An Act to grant certain powers to the municipality of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie;

200 An Act respecting the town of Beaupré and the planning of Parc du Mont Sainte-Anne.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur sanctionne ces bills."

Au retour des députés:

Le comité reprend sa séance, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator assents to these bills."

The members being returned:

The Committee resumed its sitting, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
19 JUIN 1964.**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. Lesage transmet à M. l'orateur et M. l'orateur lit à la chambre le message suivant de l'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la chambre.

ANDRÉ TASCHEREAU.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 19 juin 1964.

(Document de la session no 2-A.)

M. Lesage propose:

Que le message de l'honorable Monsieur l'administrateur de la province soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

La motion est adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération l'examen des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 195, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant

**FRIDAY,
JUNE 19th, 1964.**

Ten thirty o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Lesage delivered to Mr. Speaker a Message from the Honourable the Administrator of the Province of Quebec:

And the Message was read by Mr. Speaker as followeth:

The Honourable the Administrator of the Province of Quebec forwards to the Legislative Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure for the fiscal year ending on the 31st March, 1965, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the House.

ANDRÉ TASCHEREAU.

Government House,
Quebec, June 19th, 1964.

(Sessional Papers, No. 2-A.)

On motion of Mr. Lesage:

Resolved, That the message of the Honourable the Administrator of the Province together with the Supplementary Estimates accompanying the same, be referred to the Committee of Supply.

The motion was adopted.

The House, according to Order, proceeded to take into further consideration the amendments made by the Legislative Council to bill No. 195, intitled: "An Act to amend the Act respecting

la corporation du village d'Asbestos".

La motion "que les amendements soient maintenant agréés" est mise aux voix, et la chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, agréés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 49, intitulé: "Loi de la contestation des élections provinciales", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au lundi 29 juin 1964, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

the corporation of the village of Asbestos."

And the Question being put, "that this House doth concur in the said amendments," the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The amendments were accordingly agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 49, intituled: "Provincial controverted elections act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday, the 29th of June, 1964, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
29 JUIN 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Allard:

Depuis le 5 juillet 1960 au 5 mai 1964 quels sont les traitements, honoraires, frais de représentation, dépenses de voyage, allocations de toutes sortes payés à chacun des juges de district, à chacun des juges des Sessions et à chacun des juges de la Cour du bien-être social de la province, en plus de leur traitement régulier?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 166.)

Sur la motion de M. Lizotte, il est—

Ordonné, qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de la lettre datée du 1er décembre 1960 et adressée à MM. Bourget et Grenier, 86, côte de la Montagne, Québec, et se rapportant au mesurage des bois coupés dans le bassin des rivières Manicouagan et aux Outardes.

M. Cliche dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 167.)

**MONDAY,
JUNE 29th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Allard:

From July 5th, 1960, to May 5th, 1964, what amounts were paid to each district judge, each judge of the sessions and to each judge of the Social Welfare Court of the Province, in salaries, expenses, and allowances of all kinds, in addition to their regular salaries?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 166.)

On motion of Mr. Lizotte,—

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of the letter dated December 1st, 1960, and addressed to Messrs. Bourget and Grenier, 86 Mountain Hill, Quebec, respecting the measuring of the wood cut in the Manicouagan and aux Outardes rivers basin.

Mr. Cliche laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 167.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La séance est suspendue en comité.

Sur la motion de M. Fortin, il est—

Ordonné que M. Fortin ait la permission de présenter le bill no 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Le comité reprend sa séance, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

The sitting in committee was suspended.

On motion of Mr. Fortin,—

Ordered, That Mr. Fortin have leave to bring in bill No. 44, intituled: "An Act to amend the Workmen's Compensation Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

The Committee resumed its sitting, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
30 JUIN 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

M. Gabias déclare:

DECLARATION

Je soussigné, Yves Gabias, député du comté de Trois-Rivières, à l'Assemblée législative de Québec, désire accuser le député du comté de Saint-Maurice, d'un acte qui le rend indigne de siéger en cette Chambre.

Le député de Saint-Maurice, au cours du mois de juillet ou d'août 1960, alors qu'il avait été déclaré élu député de ce comté, a reçu la somme de \$1,500.00, soit quinze (15) billets de \$100.00, de monsieur Amédée Bellemare, âgé de 45 ans, contracteur demeurant à Shawinigan-Est, dans la province de Québec.

En considération de cette somme de \$1,500.00, le député de Saint-Maurice a donné ou fait donner un contrat de \$4,200.00 audit Amédée Bellemare, contrat intervenu le 8 août 1960, entre Amédée Bellemare et Patrick Bellemare d'une part, et Samson & Marchand, Inc., d'autre part, par lequel contrat signé à Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, ledit Amédée Bellemare fournissait le gravier, le chargement, le concassage pour le gravier de grosseur de 1" moyennant le prix de \$0.50 la tonne posée. Pour le gravier de 3" le prix de \$0.43 la tonne, posage compris.

Il s'agissait d'un contrat octroyé par le ministère de la Voirie provinciale pour travaux sur le boulevard Saint-Onge.

**TUESDAY,
JUNE 30th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers:

Mr. Gabias stated:

STATEMENT

I, the undersigned, Yves Gabias, member of the Quebec Legislative Assembly for the county of Three-Rivers wish to accuse the member for the county of Saint-Maurice of an act which renders him unworthy to sit in this House.

During the month of July or August 1960, the member for Saint-Maurice, at the time that he had been declared elected as member for that county, received the sum of \$1,500.00, in the form of fifteen (15) one hundred dollar bills, from Mr. Amédée Bellemare, aged 45, a contractor living in Shawinigan East, in the Province of Quebec.

In consideration of this sum of \$1,500.00, the member for Saint-Maurice gave, or caused to be given, a contract in the amount of \$4,200.00 to the said Amédée Bellemare, the contract being made on August 8th, 1960, between Amédée Bellemare and Patrick Bellemare, on the one hand, and Samson & Marchand, Inc., on the other hand, under which contract signed at Sainte-Flore, Saint-Maurice county, the said Amédée Bellemare would provide the 1" gravel, the loading and crushing thereof, at a price of \$0.50 per ton, laid. The 3" gravel to be supplied and laid at a cost of \$0.43 per ton.

This concerned a contract awarded by the provincial Department of Roads for work on Boulevard Saint-Onge.

Ladite somme de \$1,500.00 a été remise par Amédée Bellemare au député de Saint-Maurice, dans son bureau, au ministère du Travail, vers les trois heures de l'après-midi. Après que la somme de \$1,500.00 eut été remise au député de Saint-Maurice, ce dernier a immédiatement introduit les 15 billets de \$100.00 dans la poche droite de son veston (*coat*) et a dit à monsieur Amédée Bellemare: "Je te remercie, tu es bien *"smatte"*."

Je prends la responsabilité de la présente accusation et donne immédiatement avis à cette Chambre que je lui proposerai de procéder à une enquête pour constater si l'accusation est fondée.

Le tout conformément au règlement annoté de l'Assemblée législative.

Québec, le 30 juin 1964.

(signé) YVES GABIAS, C.R.,
Député de Trois-Rivières.

The said sum of \$1,500.00 was given by Amédée Bellemare to the member for Saint-Maurice, in his office, in the Department of Labour, around three o'clock in the afternoon. After the sum of \$1,500.00 had been given to the member for Saint-Maurice, the latter immediately put the 15 one hundred dollar bills in the right hand pocket of his suit coat and said to Mr. Amédée Bellemare: "Thank you, you're a very smart man."

I am assuming the responsibility for the present accusation and I am giving immediate notice to this House that I will propose that it proceed with an inquiry to establish if the accusation is well founded.

In accordance with the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly.

Quebec, June 30th, 1964.

(signed) YVES GABIAS, Q.C.,
Member for Three-Rivers.

Question par M. Lizotte:

Quel est le montant total payé par le gouvernement et ses organismes aux arpenteurs et ingénieurs forestiers Bourget et Grenier, de Québec, du 5 juillet 1960 au 1er juin 1964, tant pour honoraires, émoluments ou salaires que pour dépenses et déboursés?

Réponse par M. Cliche:

Par l'Office de récupération forestière du bois dans les bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes: \$1,078,605.89.

Question par M. Gauthier:

1. Le ministère de la Santé entend-il donner suite à son projet d'établir un

Question by Mr. Lizotte:

What is the total amount that has been paid by the government and its organisms to Bourget and Grenier, surveyors and forestry engineers of Quebec, from July 5th, 1960, to June 1st, 1964, in fees, emoluments and salaries, as well as for expenses and disbursements?

Answer by Mr. Cliche:

By the Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board: \$1,078,605.89.

Question by Mr. Gauthier:

1. Does the Department of Health intend to follow up its plan to open a

sous-bureau de l'unité sanitaire dans le nord du comté de Roberval?

2. Dans l'affirmative, le ministère a-t-il loué un local pour l'établissement de ce sous-bureau?

3. Vers quelle date ce sous-bureau sera-t-il à la disposition de la population?

Réponse par M. Couturier:

1. Oui.

2. Pas encore.

3. Il est difficile de fournir une date précise, dans le moment.

sanitary unit branch office in the north of Roberval county?

2. If so, has the Department rented a place in which to establish this branch office?

3. On about what date will this office be at the disposal of the population?

Answer by Mr. Couturier:

1. Yes.

2. Not yet.

3. It is difficult to give an exact date at the present time.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'Orateur:

Au cours de l'étude de l'article 5 des crédits du Procureur Général, le chef de l'opposition a abordé la question des "faux certificats". Le procureur général a invoqué le règlement, alléguant que cette question était encore devant les tribunaux et que, par conséquent, si l'on en discutait, ce serait susceptible de préjudicier aux procès pendants. Voir règlement, article 680. De nombreuses et constantes décisions confirmant ce point de vue, j'ai décidé que ce sujet ne pouvait être discuté présentement. Le chef de l'opposition, après avoir déclaré que j'étais un instrument de bâillon, en appelle à la chambre de ma décision.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

Mr. Chairman reported as follows:

Mr. Speaker:

During the debate on Item 5 of the credits for the Attorney-General, the Leader of the Opposition broached the question of the "counterfeit voting slips." The Attorney-General invoked the Rules, alleging that this matter was still before the courts, and consequently, if this matter were discussed, it might prejudice a pending trial. See article 680 of the Rules. There being many established decisions to confirm this point of view, I decided that this subject could not be debated at the present time. After having stated that I was an instrument used for gagging, the Leader of the Opposition appeals to the House from my decision.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. le président du comité.

Et appel de la décision de M. le président du comité étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Binette, Cadieux, Cliche, Collard, Crépeau, Dionne, Dupré, Fortier, Fournier, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Kennedy, Kierans, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Laroché, LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Vaillancourt.—35.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Élie, Gabias, Gauthier, Gosselin, Johnson, Lizotte, Loubier, Raymond, Russell.—14.

Le comité reprend sa séance, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Chairman's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

The Committee resumed its sitting, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à jeudi prochain, le 2 juillet, à trois heures de l'après-midi.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Thursday next, July 2nd, at three o'clock, P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
2 JUILLET 1964.***Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

Ordonné que M. Lacroix ait la permission de présenter le bill no 93, intitulé: "Loi modifiant La Loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent soixante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions six cent quatre-vingt-quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration des palais de

**THURSDAY,
JULY 2nd, 1964.***Three o'clock, P.M.*

Prayers.

Ordered, That Mr. Lacroix have leave to bring in bill No. 93, intituled: "An Act to amend the Plumbing and heating contractors of the Province of Quebec Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million six hundred sixty-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Criminal prosecutions (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million six hundred ninety-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration of court houses and gaols (Attorney-Gen-

justice et prisons (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quarante-six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cours de bien-être social (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners et laboratoire médico-légal (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de refonte du code civil (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de refonte du code de procédure civile (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, subventions et autres dépenses (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

eral)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred forty-six thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Social Welfare Courts (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Coroners and medico-legal laboratory (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Commission for revision of the Civil Code (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of sixty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Commission for revision of the Code of Civil Procedure (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred sixty-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Fees, grants and other expenses (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
3 JUILLET 1964.***Dix heures et demie du matin.*

Prière.

M. Lalonde propose:

Que MM. Fortin, Lévesque (Bonaventure) et Pinard remplacent MM. Courcy, Hamel (Saint-Maurice) et Lapalme comme membres du comité des privilèges et des élections.

La motion est adoptée.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'une lettre adressée à M. Lesage, premier ministre de la province de Québec, par le docteur Jean-Baptiste Jobin, président du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, concernant l'enquête sur l'administration de l'Institut Albert Prévost.

(Document de la session no 168.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 93, intitulé: "Loi modifiant la Loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

**FRIDAY,
JULY 3rd, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.*

Prayers.

Mr. Lalonde moved:

That Messrs. Courcy, Hamel (Saint-Maurice) and Lapalme be replaced by Messrs. Fortin, Lévesque (Bonaventure) and Pinard as members of the Committee on Privileges and Elections.

The motion was adopted.

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

Copy of a letter addressed to Mr. Lesage, Premier of the Province of Quebec, by Doctor Jean-Baptiste Jobin, President of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, respecting the inquiry on the administration of l'Institut Albert Prévost.

(Sessional Papers, No. 168.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 93, intitled: "An Act to amend the Plumbing and heating contractors of the Province of Quebec Act."

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Standing Committee on Public Bills in General.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent trente-deux mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred thirty-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
6 JUILLET 1964.***Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

M. Lalonde propose:

Que M. Lesage remplace M. Ouimet comme membre du comité des privilèges et des élections.

La motion est adoptée.

M. Bellemare propose:

Que les noms de MM. Caron et Talbot soient remplacés par ceux de MM. Allard et Loubier comme membres du comité des privilèges et des élections.

La motion est adoptée.

M. Bellemare propose:

Que les noms de MM. Caron et Talbot soient remplacés par ceux de MM. Allard et Bernatchez comme membres du comité des comptes publics.

La motion est adoptée.

**MONDAY,
JULY 6th, 1964.***Three o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Lalonde moved:

That Mr. Ouimet be replaced by Mr. Lesage as a member of the Committee on Privileges and Elections.

The motion was adopted.

Mr. Bellemare moved:

That Messrs. Caron and Talbot be replaced by Messrs. Allard and Loubier as members of the Committee on Privileges and Elections.

The motion was adopted.

Mr. Bellemare moved:

That Messrs. Caron and Talbot be replaced by Messrs. Allard and Bernatchez as members of the Committee on Public Accounts.

The motion was adopted.

Question par M. Raymond:

1. Quelle est la nature des services rendus au ministère de la Santé par J.-C. Cantin et A. Verge à qui un montant d'argent de \$3,000. a été versé, tel qu'en font foi les *Comptes publics* 1961-62, page 487?

2. Quels sont les prénoms au long de MM. Cantin et Verge?

3. Quelle est la nature des services rendus au ministère des Travaux publics par J.-C. Cantin et A. Verge à qui un montant d'argent de \$5,250. a été versé, tel qu'en font foi les *Comptes publics* 1962-63, page 594?

Question by Mr. Raymond:

1. What was the nature of the services rendered to the Department of Health by J. C. Cantin and A. Verge, to whom an amount of \$3,000. was paid, as shown on page 487 of *Public Accounts* for 1961-62?

2. What are the given names of Messrs. Cantin and Verge?

3. What was the nature of the services rendered to the Department of Public Works by J. C. Cantin and A. Verge to whom an amount of \$5,250. was paid, as shown on page 594 of *Public Accounts* for 1962-63?

Réponse par M. Lesage:

1. Étude de contrats passés, avant juin 1960, entre le ministère de la Santé et certains entrepreneurs pour la construction d'hôpitaux à Amqui, Baie Saint-Paul, Maniwaki, Sept-Îles et Lac Mégantic. A la suite de ces études, tous les contrats ont été négociés de nouveau.

Hôpital d'Amqui**a) contrat original :**

Date du contrat: 1er septembre 1959;
Entrepreneur: Philippe Trottier, Inc.;
Rémunération: 7½% du coût de la construction.

b) après l'étude du contrat:

Contrat négocié à nouveau le 16 août 1960 et octroyé sur une base de 7%.

Hôpital de Baie Saint-Paul**a) contrat original:**

Date du contrat: 27 mai 1958;
Entrepreneur: Cap Construction, Limitée;

Conditions du contrat: 9% sur l'ensemble du projet (construction et équipement).

b) après l'étude du contrat:

Un nouveau contrat a été préparé et signé le 1er septembre 1960. La rémunération sur le coût de la construction a été réduite à 7%. Quant au 9% accordé sur l'équipement, il a été réduit à 2%. A la suite de la nouvelle négociation de ce contrat, la rémunération de 12% qui était accordée sur la mécanique et l'électricité a également été réduite à 9%.

Answer by Mr. Lesage:

1. An investigation of contracts made prior to June 1960, between the Department of Health and certain contractors for the construction of hospitals at Amqui, Baie Saint-Paul, Maniwaki, Seven Islands and Lake Megantic. Following this investigation, all the contracts were renegotiated.

Amqui Hospital**a) original contract:**

Date of contract: September 1st, 1959;
Contractor: Philippe Trottier, Inc.;
Remuneration: 7½% of the cost of construction.

b) following investigation of the contract:

Contract renegotiated on August 16th, 1960, and awarded on a basis of 7%.

Baie Saint-Paul Hospital**a) original contract:**

Date of contract: May 27th, 1958;
Contractor: Cap Construction, Limited;

Terms of contract: 9% on the whole project (construction and equipment).

b) following investigation of the contract:

A new contract was prepared and signed September 1st, 1960. Remuneration on the cost of construction was reduced to 7%. As regards the 9% granted for the equipment, it was reduced to 2%. Following the renegotiation of this contract, the remuneration of 12% which had been granted for the installation of electricity and mechanical equipment was also reduced to 9%.

*Hôpital de Maniwaki**a) contrat original:*

Date du contrat: 8 octobre 1959;
 Entrepreneur: J.-P. Morin, Limitée;
 Conditions du contrat: 7½% de la
 rémunération globale.

b) après l'étude du contrat:

Contrat négocié de nouveau le 26
 septembre 1960. Réduction de ½%
 sur le coût de la construction, soit 7%
 au lieu de 7½%.

*Hôpital de Sept-Îles**a) contrat original:*

Date du contrat: 1er septembre 1959;
 Entrepreneur: J.-E. Verreault & Fils,
 Limitée;
 Conditions: 7½% du coût de la cons-
 truction.

b) après l'étude du contrat:

Ce contrat a été négocié de nouveau
 le 13 septembre 1960 avec une réduction
 de 7½% à 7% sur le coût de la cons-
 truction. A cette occasion, le sous-
 traitant en mécanique, A. Laberge, Li-
 mitée, a accepté une réduction de 12%
 à 9%. Il en fut de même pour Con-
 tinental Electrical.

*Hôpital de Lac Mégantic**a) contrat original:*

Date du contrat: 1er septembre 1959;
 Entrepreneurs: Brassard & Michaud,
 Inc.;
 Conditions: 7½% du coût de la cons-
 truction.

b) après l'étude du contrat:

Ce contrat fut négocié de nouveau le
 19 août 1960. Réduction de ½% sur

*Maniwaki Hospital**a) original contract:*

Date of contract: October 8th, 1959;
 Contractor: J.-P. Morin, Limitée;
 Terms of contract: 7½% of the total
 costs.

*b) following investigation of the con-
tract:*

Contract renegotiated September 26th,
 1960. Cost of construction reduced by
 ½%, bringing it down to 7% instead of
 7½%.

*Seven Islands Hospital**a) original contract:*

Date of contract: September 1st, 1959;
 Contractor: J.-E. Verreault & Fils,
 Limitée;
 Terms of contract: 7½% of the cost of
 construction.

*b) following investigation of the con-
tract:*

This contract was renegotiated on
 September 13th, 1960, with the cost of
 construction being reduced from 7½% to
 7%. In this case, the sub-contractor
 who had the contract to install the
 machinery, A. Laberge, Limitée, ac-
 cepted a reduction from 12% to 9%.
 Continental Electrical did likewise.

*Lake Megantic Hospital**a) original contract:*

Date of contract: September 1st, 1959;
 Contractors: Brassard & Michaud,
 Inc.;
 Terms of contract: 7½% of the cost
 of construction.

*b) following investigation of the con-
tract:*

This contract was renegotiated on
 August 19th, 1960. Cost of construc-

le coût de la construction, soit 7% au lieu de 7½%.

2. Me Jean-Charles Cantin, avocat, et Me André Verge, avocat.

3. Étude du contrat intervenu le 21 octobre 1959 entre le ministère de la Santé et Duroc Construction, Incorporée, pour la transformation de l'ancien hôpital Saint-Justine en un Centre de diagnostics. A la suite de cette étude, le dit contrat fut annulé, pour des motifs de droit et principalement dans l'intérêt public, par un décret du lieutenant-gouverneur en conseil portant le numéro 1483 et daté du 14 septembre 1960.

tion was reduced by ½%, or 7% instead of 7½%.

2. Mr. Jean-Charles Cantin, advocate, and Mr. André Verge, advocate.

3. Investigation of the contract made on October 21st, 1959, between the Department of Health and Duroc Construction, Incorporated, to change the old Saint-Justine Hospital into a Diagnostics Centre. Following this investigation, the said contract was cancelled by Order in Council bearing number 1483 and dated September 14th, 1960. This contract was cancelled for legal reasons and mainly in the public interest.

Sur la motion de M. Gauthier, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

1. Copie de la correspondance échangée entre le ministre de la Santé, ses sous-ministres et officiers et les autorités municipales de la ville de Dolbeau relativement à l'établissement d'un sous-bureau de l'unité sanitaire dans le nord du comté de Roberval;

2. Copie de la correspondance échangée entre le ministre de la Santé, ses sous-ministres et officiers et les autorités municipales de la ville de Mistassini relativement à l'établissement d'un sous-bureau de l'unité sanitaire dans le nord du comté de Roberval;

3. Copie du bail signé par les autorités gouvernementales pour la location d'un local en vue de l'établissement de ce sous-bureau de l'unité sanitaire.

M. Couturier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 169.)

On motion of Mr. Gauthier,—

Ordered, That there be laid before the House:

1 A copy of the correspondence exchanged between the Minister of Health or any of his Deputy Ministers or officers and the municipal authorities of the town of Dolbeau respecting the establishment of a sanitary unit branch office in the north of Roberval county;

2. A copy of the correspondence exchanged between the Minister of Health or any of his Deputy Ministers or officers and the municipal authorities of the town of Mistassini respecting the establishment of a sanitary unit branch office in the north of Roberval county;

3. A copy of the lease signed by the government authorities for the rental of an office for the establishment of this sanitary unit branch office.

Mr. Couturier laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 169.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent quatre-vingt-huit mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Direction générale des eaux, y compris subventions (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions quatre cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Direction générale des mines, y compris subventions (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent quatre-vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Direction générale de la planification (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-cinq mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Direction générale du Nouveau-Québec, y compris subventions (richesses

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred eighty-eight thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Water Resources Branch, including grants (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million four hundred eighty thousand dollars, necessary to defray the item, "Mineral Resources Branch, including grants (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million six hundred eighty-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Planning Branch (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred eighty-five thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "New Quebec Branch, including grants (Natural Resources)," of the budget for the fiscal

naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MARDI,
7 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.***Prière.**

M. Binette, du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 185.—Loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin;

Bill 176.—Loi concernant l'Hôpital Voghel, Inc.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 176, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Voghel, Inc.", soit changé en celui de: "Loi concernant l'Hôpital Voghel Inc.".

Et, sans amendement, les bills suivants:

Bill 173.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Bill 174.—Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 185, intitulé: "Loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du

**TUESDAY,
JULY 7th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.***Prayers.**

Mr. Binette, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the fifteenth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 185.—An Act respecting the estate of Cléophas Saint-Aubin;

Bill 176.—An Act respecting Voghel Hospital Inc.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill 176, intituled: "An Act respecting Voghel Hospital Inc.," be changed to that of "An Act respecting Hôpital Voghel Inc."

And, without amendment, the following bills:

Bill 173.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill 174.—An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan.

The report was adopted.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 185, intituled: "An Act respecting the estate of Cléophas Saint-Aubin," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the

comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 176, intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Voghel Inc.", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 173, intitulé: "Loi concernant la cité de Rimouski", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 174, intitulé: "Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans

bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 176, intituled: "An Act respecting Hôpital Voghel Inc.," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 173, intituled: "An Act respecting the city of Rimouski," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 174, intituled: "An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him

l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Lesage, pour M. Lapalme, il est—

Ordonné que M. Lesage, pour M. Lapalme, ait la permission de présenter le bill no 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, pour M. Lapalme, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts".

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lafontaine:

1. Le ministère des Travaux publics ou tout autre ministère ou organisme du gouvernement de la province a-t-il accordé, en 1963, un contrat à M. Denis Varin faisant affaires sous la raison sociale Gabi Construction, Enr.?

2. Dans l'affirmative, à quelles fins?

3. Le contrat a-t-il été accordé après demande de soumissions publiques?

4. Si oui, quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

5. Sinon, a-t-il été accordé après demande de soumissions sur invitation?

to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr. Lesage, on behalf of Mr. Lapalme,—

Ordered, That Mr. Lesage, on behalf of Mr. Lapalme, have leave to bring in bill No. 46, intituled: "Place des Arts Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage, on behalf Mr. Lapalme, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 46, intituled: "Place des Arts Act."

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Lafontaine:

1. In 1963, did the Department of Public Works or any other government Department or organism award a contract to Mr. Denis Varin doing business under the name of Gabi Construction, Enr.?

2. If so, for what purpose?

3. Was the contract awarded following a call for public tenders?

4. If so, what are the names of the persons who submitted tenders, and what was the amount of each bid?

5. If not, was it awarded following a call for tenders by invitation?

6. Quel était le montant originaire de ce contrat ?

7. Le gouvernement s'est-il assuré de la solvabilité du dit Denis Varin ?

8. Le gouvernement a-t-il reçu des réclamations de la part des sous-traitants ?

9. Si oui, pour quel montant ?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 170.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 49, intitulé: "Loi de la contestation des élections provinciales".

M. Lesage propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Gabias propose, par voie d'amendement, secondé par M. Lizotte:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Le bill 49, intitulé: "Loi de la contestation des élections provinciales", soit retourné au comité plénier avec instruction de l'amender en abrogeant les articles 93 et 94.

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise et le rejette.

6. What was the original amount of this contract ?

7. Did the government make sure that the said Denis Varin was solvent ?

8. Did the government receive any claims from the sub-contractors ?

9. If so, for what amount ?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 170.)

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 49, intituled: "Provincial controverted elections act."

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the third time.

And a debate arising thereon.

Mr. Gabias moved, in amendment, seconded by Mr. Lizotte:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after "That", therein, by the following:

Bill 49, intituled: "Provincial controverted elections Act," be referred back to the Committee of the Whole House with instruction to amend it by rescinding sections 93 and 94.

And the Question being put on the amendment, the House divided and it passed in the negative.

The amendment was accordingly rejected.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 32, intitulé: "Loi modifiant la Loi des monuments historiques".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 42, intitulé: "Loi de la Régie des eaux du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il

And the Question being put on the main motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 32, intitled: "An Act to amend the Historic Monuments Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 42, intitled: "Quebec Water Board Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for

désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 42, intitulé: "Loi de la Régie des eaux du Québec".

M. Laporte informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Laporte propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les régisseurs de la Régie des eaux du Québec, un organisme institué par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixera leur traitement.

Résolu, 2.—Que le secrétaire et les autres fonctionnaires et employés de la dite Régie des eaux du Québec seront nommés suivant la Loi du service civil.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 42.

leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 42, intitled: "Quebec Water Board Act."

Mr. Laporte informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Laporte moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That the controllers of the Quebec Water Board, a body established by the act accompanying these resolutions, shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their salaries.

Resolved, 2.—That the secretary and other functionaries and employees of the said Quebec Water Board shall be appointed in accordance with the Civil Service Act.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 42.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 42, intitulé: "Loi de la Régie des eaux du Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 41, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 42, intituled: "Quebec Water Board Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 41, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
8 JUILLET 1964.****WEDNESDAY,
JULY 8th, 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.**Two thirty o'clock, P.M.*

Prière.

Prayers.

M. Lesage transmet à M. l'orateur et M. l'orateur lit à la chambre le message suivant de l'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec:

Mr. Lesage delivered to Mr. Speaker a Message from the Honourable the Administrator of the Province of Quebec:

And the Message was read by Mr. Speaker as followeth:

L'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la chambre.

The Honourable the Administrator of the Province of Quebec forwards to the Legislative Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending on the 31st March, 1965, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the House.

ANDRÉ TASCHEREAU.

ANDRÉ TASCHEREAU.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 8 juillet 1964.
(Document de la session no 2-B.)

Government House,
Quebec, July 8th, 1964.
(Sessional Papers, No. 2-B.)

M. Lesage propose:

Que le message de l'honorable Monsieur l'administrateur de la province soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

La motion est adoptée.

On motion of Mr. Lesage:

Resolved, That the message of the Honourable the Administrator of the Province together with the Supplementary Estimates accompanying the same, be referred to the Committee of Supply.

The motion was adopted.

M. Gabias propose:

Que cette chambre est d'avis de procéder à une enquête pour constater si l'accusation portée contre le député du comté de Saint-Maurice est fondée, accusation à l'effet que le député du comté de Saint-Maurice s'est rendu indigne de

Mr. Gabias moved:

That the House do proceed to investigate the truth of the charge made against the member for the county of Saint-Maurice, the charge being to the effect that the member for the county of Saint-Maurice has rendered himself un-

siéger à l'Assemblée législative en donnant ou faisant donner un contrat d'une valeur de \$4,200.00 à M. Amédée Bellemare, entrepreneur, en considération d'une somme de \$1,500.00 qu'il a empochée.

M. Hamel (Saint-Maurice) fait la déclaration suivante:

Monsieur le Président;

Je comprends qu'on va procéder en vertu de l'article 196. J'ai déjà déclaré publiquement, à la télévision, sur les tréteaux, qu'Amédée Bellemare était un failli, un parjure et que c'était absolument faux. Je n'ai aucune espèce d'inquiétude et je suis content, monsieur le Président, qu'on lave cette affaire-là. Je déclare que jamais, à aucun moment, ni directement, ni indirectement, Amédée Bellemare n'a donné au député de Saint-Maurice quoi que ce soit. Je dois dire qu'il l'a offert.

D'ailleurs, jamais le député de Saint-Maurice n'a recommandé ni directement, ni indirectement, le dénommé Amédée Bellemare, et d'après l'enquête que j'ai faite dans le temps, jamais le ministère de la Voirie n'aurait donné un contrat quelconque à Amédée Bellemare, après le 25 ou le 27 mai 1960, au temps où l'Union nationale était au pouvoir.

M. Lesage propose, par voie d'amendement:

Que la motion en discussion soit amendée en biffant tous les mots qui se trouvent après le mot "accusation", dans les quatrième et cinquième lignes, et en les remplaçant par les suivants: "qui est contenue dans la déclaration faite le 30 juin 1964 par le député des Trois-Rivières, pages 591 et 592 des *Journaux de l'Assemblée législative* de la session de 1964".

worthy to sit in the Legislative Assembly by giving, or by having caused to be given, a contract of a value of \$4,200.00 to Mr. Amédée Bellemare, contractor, in consideration of a sum of \$1,500.00 which he pocketed.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) stated as follows:

Mr. Speaker,

I understand that proceedings will be carried out in virtue of article 196 of the Rules. I have already stated on television and on public platforms that Amédée Bellemare was a bankrupt and a perjurer, and that it was absolutely false. I have no anxiety whatsoever and I will be happy, Mr. Speaker, to have this matter cleared up. I state that never, at any time, either directly or indirectly, has Amédée Bellemare ever given anything whatsoever to the member for Saint-Maurice. I must say that he did offer to do so.

Furthermore, the member for Saint-Maurice has never recommended, either directly or indirectly, the said Amédée Bellemare, and as a result of the investigation that I made at the time, the Department of Roads would not have given any kind of a contract to Amédée Bellemare, after May 25th or 27th, 1960, at which time the Union Nationale was still in power.

Mr. Lesage moved, in amendment:

That the motion under debate be amended by striking out all the words appearing after the word "charge" in the fourth line, and by replacing them by the following: "which is contained in the statement made on June 30th, 1964, by the member for Three-Rivers, on pages 591 and 592 of the *Journals of the Legislative Assembly* for the 1964 session."

M. Johnson propose, par voie de sous-amendement, secondé par M. Elie:

Que la motion d'amendement soit sous-amendée en changeant le point final par une virgule et en y ajoutant les mots suivants: "et qui se lit comme suit:

Je soussigné, Yves Gabias, député du comté de Trois-Rivières, à l'Assemblée législative de Québec, désire accuser le député du comté de Saint-Maurice, d'un acte qui le rend indigne de siéger en cette Chambre.

Le député de Saint-Maurice, au cours du mois de juillet ou d'août 1960, alors qu'il avait été déclaré élu député de ce comté, a reçu la somme de \$1,500.00, soit quinze (15) billets de \$100.00, de monsieur Amédée Bellemare, âgé de 45 ans, contracteur demeurant à Shawinigan-Est, dans la province de Québec.

En considération de cette somme de \$1,500.00, le député de Saint-Maurice a donné ou fait donner un contrat de \$4,200.00 audit Amédée Bellemare, contrat intervenu le 8 août 1960, entre Amédée Bellemare et Patrick Bellemare d'une part, et Samson & Marchand, Inc., d'autre part, par lequel contrat signé à Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, ledit Amédée Bellemare fournissait le gravier, le chargement, le concassage pour le gravier de grosseur de 1" moyennant le prix de \$0.50 la tonne posée. Pour le gravier de 3" le prix de \$0.43 la tonne, posage compris.

Il s'agissait d'un contrat octroyé par le ministère de la Voirie provinciale pour travaux sur le boulevard Saint-Onge.

Ladite somme de \$1,500.00 a été remise par Amédée Bellemare au député de Saint-Maurice, dans son bureau, au ministère du Travail, vers les trois heures de l'après-midi. Après que la somme de \$1,500.00 eut été remise au député de Saint-Maurice, ce dernier a

Mr. Johnson moved, in sub-amendment, seconded by Mr. Elie:

That the motion for an amendment be amended by replacing the final period by a comma, and by adding thereto the following words: "and which reads as follows:

I, the undersigned, Yves Gabias, member of the Quebec Legislative Assembly for the county of Three-Rivers, wish to accuse the member for the county of Saint-Maurice of an act which renders him unworthy to sit in this House.

During the month of July or August 1960, the member for Saint-Maurice, at the time that he had been declared elected as member for that county, received the sum of \$1,500.00, in the form of fifteen (15) one hundred dollar bills, from Mr. Amédée Bellemare, aged 45, a contractor living in Shawinigan East, in the Province of Quebec.

In consideration of this sum of \$1,500.00, the member for Saint-Maurice gave, or caused to be given, a contract in the amount of \$4,200.00 to the said Amédée Bellemare, the contract being made on August 8th, 1960, between Amédée Bellemare and Patrick Bellemare, on the one hand, and Samson & Marchand, Inc., on the other hand; under which contract signed at Sainte-Flore, Saint-Maurice county, the said Amédée Bellemare would provide the 1" gravel, the loading and crushing thereof, at a price of \$0.50 per ton, laid. The 3" gravel to be supplied and laid at a cost of \$0.43 per ton.

This concerned a contract awarded by the provincial Department of Roads for work on Boulevard Saint-Onge.

The said sum of \$1,500.00 was given by Amédée Bellemare to the member for Saint-Maurice, in his office, in the Department of Labour, around three o'clock in the afternoon. After the sum of \$1,500.00 had been given to the member for Saint-Maurice, the latter

immédiatement introduit les 15 billets de \$100.00 dans la poche droite de son veston (*coat*) et a dit à monsieur Amédée Bellemare: "Je te remercie, tu es bien *"smatte"*."

Je prends la responsabilité de la présente accusation et donne immédiatement avis à cette Chambre que je lui proposerai de procéder à une enquête pour constater si l'accusation est fondée.

Le tout conformément au règlement annoté de l'Assemblée législative.

Québec, le 30 juin 1964.

(signé) YVES GABIAS, C.R.,
Député de Trois-Rivières."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortin, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Godbout, Guillemette, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lacroix, Lafontaine, Lafrance, Lapalme, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Thérberge, Turpin, Vaillancourt.—69.

CONTRE—NAYS:—0.

Le sous-amendement est ainsi adopté.

Et l'amendement tel que sous-amendé étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme,

immediately put the 15 one hundred dollar bills in the right hand pocket of his suit coat and said to Mr. Amédée Bellemare: "Thank you, you're a very smart man."

I am assuming the responsibility for the present accusation and I am giving immediate notice to this House that I will propose that it proceed with an inquiry to establish if the accusation is well founded.

In accordance with the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly.

Quebec, June 30th, 1964.

(signed) YVES GABIAS, Q.C.,
Member for Three-Rivers."

And the Question being put on the amendment to the amendment, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it was resolved in the Affirmative.
The amendment to the amendment was accordingly adopted.

And the Question being put on the amendment as amended, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme,

Dupré, Élie, Fortin, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Godbout, Guillemette, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lacroix, Lafontaine, Lafrance, Lapalme, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Théberge, Turpin, Vaillancourt.
—70.

CONTRE—NAYS:—0.

L'amendement tel que sous-amendé est ainsi adopté.

So it was resolved in the Affirmative.
The amendment as amended was accordingly adopted.

Et la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

And the Question being put on the main motion as amended, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dozois, Ducharme, Dupré, Élie, Fortin, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gérin-Lajoie, Godbout, Guillemette, Hamel (Iberville), Harvey, Hébert, Johnson, Johnston, Kierans, Kennedy, Lacroix, Lafontaine, Lafrance, Lapalme, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Majeau, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Raymond, Roy, Russell, Saint-Pierre, Somerville, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—69.

CONTRE—NAYS:—M.—Mr. Hanley.—1.

La motion principale telle qu'amendée est ainsi adoptée.

So it was resolved in the Affirmative.
The main motion as amended was accordingly adopted.

M. Lesage propose:

Que l'enquête que la chambre vient d'ordonner pour constater si l'accusation portée par le député du collège électoral des Trois-Rivières contre le député du collège électoral de Saint-Maurice est fondée soit référée au comité des privilèges et des élections, et que ce comité soit autorisé à requérir la comparution des témoins et la communication des pièces et dossiers qu'il jugera nécessaires, ledit comité devant faire rapport à la chambre le plus tôt possible au cours de

Mr. Lesage moved:

That the investigation that the House has just ordered to establish if the charge made by the member for the Electoral College of Three-Rivers against the member for the Electoral College of Saint-Maurice is true, be referred to the Committee on Privileges and Elections, and that this Committee be empowered to order the appearance of any witnesses and the production of any papers and records that it shall deem necessary, the said Committee to report to the House

la présente session.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

as soon as possible during the present session.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Scholarships (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
9 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Gabias propose, secondé par M. Élie:

Que, monsieur Charles Faure, contrôleur des assurances, ministère des Finances de la province de Québec, soit assigné à venir témoigner devant le comité des Comptes publics, mardi, le 14 juillet 1964, à 10.30 heures du matin, dans la salle no 91-A du comité des bills privés du Conseil législatif, au Palais législatif de Québec, et à y apporter les livres, pièces et dossiers suivants:

a) les contrats ou copies de contrats d'assurances de tous genres et toutes catégories dans lesquels le gouvernement de la province de Québec ou un de ses organismes est ou sont la partie "assurée"—contrats intervenus au cours des années 1960-61, 1961-62, 1962-63, 1963-64, et 1964 à date;

b) originaux ou copies de toutes correspondances et mémos échangés entre le contrôleur des assurances ou aucun de ses officiers et chacune des compagnies d'assurances ou aucun de ses officiers qui ont assumé un ou des risques énumérés dans les contrats ou copies de contrats mentionnés au paragraphe a) des présentes;

c) originaux et/ou copies de toutes correspondances et mémos échangés entre le contrôleur des assurances ou aucun de ses officiers et chacun des ministères, ministres ou aucun de leurs officiers au sujet des contrats et copies de contrats d'assurances dont il s'agit au paragraphe a) des présentes;

**THURSDAY,
JULY 9th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Gabias moved, seconded by Mr. Élie:

That Mr. Charles Faure, Superintendent of Insurance, Department of Finance of the province of Quebec, do attend as a witness before the Committee on Public Accounts, on Tuesday, July 14th, 1964, at 10.30 o'clock of the forenoon, in Room No. 91-A of the Committee on Private Bills of the Legislative Council, in the Parliament Buildings of Quebec, and bring with him the following books, papers and records:

a) the originals or copies of insurance contracts of all kinds and categories in which the Government of the Province of Quebec or any one of its organisms is or are the "assured party"—contracts made in 1960-61, 1961-62, 1962-63, 1963-64, and 1964 to date;

b) originals or copies of all correspondence and memorandums exchanged between the Superintendent of Insurance or any of his officers and each one of the insurance companies or any of their officers which assumed one or more of the risks enumerated in the contracts or copies of contracts mentioned in paragraph a) of these presents;

c) the originals or copies of all correspondence and memorandums exchanged between the Superintendent of Insurance or any of his officers and each one of the Departments, Ministers or any of their officers respecting the contracts or copies of contracts mentioned in paragraph a) of these presents;

d) la liste des noms et adresses de toutes les compagnies d'assurances qui sont la partie "assureur" dans les contrats d'assurances dont il s'agit dans le paragraphe a) des présentes;

e) la liste des noms et adresses de tous les courtiers et agents d'assurances qui ont été intermédiaires entre la partie "assurée" et la partie "assureur" dans les contrats ou copies de contrats d'assurances dont il s'agit au paragraphe a) des présentes;

f) chèques ou copies de chèques émis sur autorisation:

i) du ministère des Finances de la province de Québec ou aucun de ses officiers;

ii) du Conseil de la Trésorerie ou aucun de ses officiers;

iii) du Conseil exécutif ou aucun de ses officiers, en paiement des primes dues ou exigibles sur les contrats d'assurances dont il s'agit au paragraphe a) des présentes;

g) la liste des noms et adresses des récipiendaires des commissions payées ou à être payées par les compagnies d'assurances dont il s'agit au paragraphe b) des présentes, qui ont assumé un ou des risques assurés dans les contrats ou copies de contrats d'assurances dont il s'agit au paragraphe a) des présentes;

h) originaux ou copies de tous mémos et correspondances échangés entre le ministre des Finances ou aucun de ses officiers—le contrôleur des assurances ou aucun de ses officiers mentionnant ou désignant le ou les récipiendaires des commissions payées ou à être payées par les compagnies d'assurances à la suite de l'entrée en vigueur des contrats d'assurances dont il s'agit au paragraphe a).

d) the list of names and addresses of all the insurance companies which are the "insurer" in the contracts mentioned in paragraph a) of these presents;

e) the list of the names and addresses of all the insurance brokers and agents who acted as intermediaries between the "insured party" and the "insurer" in the contracts or copies of the insurance contracts mentioned in paragraph a) of these presents;

f) cheques or copies of cheques issued under the authority of:

i) the Department of Finance of the Province of Quebec or any of its officers;

ii) the Treasury Council or any of its officers;

iii) the Executive Council or any of its officers, in payment of premiums due or exigible on the insurance contracts mentioned in paragraph a) of these presents;

g) the list of the names and addresses of the recipients of the commissions paid or payable by the insurance companies mentioned in paragraph b) of these presents, which assumed an insurance risk or risks in the insurance contracts mentioned in paragraph a) of these presents;

h) the originals or copies of all memorandums and correspondence exchanged between the Minister of Finance or any of his officers—the Superintendent of Insurance or any of his officers mentioning or designating the recipient or recipients of the commissions paid or payable by the insurance companies following the coming into force of the insurance contracts mentioned in paragraph a).

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

M. Lesage propose que ledit débat soit maintenant ajourné sous réserve

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that the said debate

de tous les points de règlement qu'il pourra invoquer.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le débat est, en conséquence, ajourné.

M. Gabias propose, secondé par M. Elie:

Que, monsieur Alexandre LaRue, chef de Cabinet du Premier Ministre de la province de Québec, soit assigné à venir témoigner devant le comité des comptes publics, mardi, le 14 juillet 1964, à 10.30 heures du matin, dans la salle no 91-A du comité des bills privés du Conseil législatif, au Palais législatif de Québec, et à y apporter originaux et/ou copies de tous mémos et correspondances échangés entre le chef de Cabinet du Premier Ministre ou aucun de ses officiers et les compagnies d'assurances, ou aucun de leurs officiers qui ont émis des contrats d'assurances dans lesquels le gouvernement de la province de Québec et/ou un de ses organismes sont la partie "assurée" au cours des années 1960-61, 1961-62, 1962-63, 1963-64, et 1964 à date.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Gérin-Lajoie propose que ledit débat soit maintenant ajourné pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées par le premier ministre sur la motion d'abord présentée par le député de Trois-Rivières.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le débat est, en conséquence, ajourné.

be now adjourned without prejudice to all the points of order that he may invoke.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The debate was accordingly adjourned.

Mr. Gabias moved, seconded by Mr. Elie:

That Mr. Alexandre LaRue, Executive Assistant to the Prime Minister of the province of Quebec, do attend as a witness before the Committee on Public Accounts, on Tuesday, July 14th, at 10.30 o'clock of the forenoon, in Room No. 91-A of the Committee on Private Bills of the Legislative Council, in the Parliament Buildings of Quebec, and bring with him the originals or copies of all memorandums and correspondence exchanged between the Executive Assistant to the Prime Minister or any of his officers, and the insurance companies or any of their officers who issued insurance policies in which the government or any of its organisms are shown as "the insured" in 1960-61, 1961-62, 1962-63, 1963-64, and 1964 to date.

And a debate arising on this motion.

Mr. Gérin-Lajoie moved, and the Question being proposed, that the said debate be now adjourned for the same reasons as those given by the Premier on the motion presented in the first place by the member for Three-Rivers.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The debate was accordingly adjourned.

M. Gabias propose, secondé par M. Lizotte:

Que, monsieur Marcel Haineault, gérant général de la compagnie d'assurances "L'Union Canadienne", soit assigné à venir témoigner devant le comité des Comptes publics, mardi, le 14 juillet 1964, à 10.30 heures du matin, dans la salle no 91-A du comité des bills privés du Conseil législatif, au Palais législatif de Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que ledit débat soit maintenant ajourné pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées par le premier ministre sur la motion d'abord présentée par le député de Trois-Rivières.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le débat est, en conséquence, ajourné.

M. Gabias propose, secondé par M. Lizotte:

Que, monsieur Hector Caron, de Caron, Hector-A., Ins., 630 ouest, rue Dorchester, dans la cité et du district de Montréal, soit assigné à venir témoigner devant le comité des Comptes publics, mardi, le 14 juillet 1964, à 10.30 heures du matin, dans la salle no 91-A du comité des bills privés du Conseil législatif, au Palais législatif de Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que ledit débat soit maintenant ajourné pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées par le premier ministre sur la motion d'abord présentée par le

Mr. Gabias moved, seconded by Mr. Lizotte:

That Mr. Marcel Haineault, general manager of the Canadian Union Assurance Company, do attend as a witness before the Committee on Public Accounts, on Tuesday, July 14th, 1964, at 10.30 o'clock of the forenoon, in Room No. 91-A of the Committee on Private Bills of the Legislative Council, in the Parliament Buildings of Quebec.

And a debate arising on this motion.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being proposed, that the said debate be now adjourned for the same reasons as those given by the Premier on the motion presented in the first place by the member for Three-Rivers.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The debate was accordingly adjourned.

Mr. Gabias moved, seconded by Mr. Lizotte:

That Mr. Hector Caron, of Caron, Hector A., Ins., 630 Dorchester Street West, in the city and district of Montreal, do attend as a witness before the Committee on Public Accounts, on Tuesday, July 14th, 1964, at 10.30 o'clock of the forenoon, in Room No. 91-A of the Committee on Private Bills in General of the Legislative Council, in the Parliament Buildings of Quebec.

And a debate arising on this motion.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being proposed, that the said debate be now adjourned for the same reasons as those given by the Premier on the motion presented in

député de Trois-Rivières.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le débat est, en conséquence, ajourné.

M. Gabias propose, secondé par M. Élie:

Que, monsieur Victor LaRue, domicilié au no 192a, rue Aberdeen, dans la cité et le district de Québec, soit assigné à venir témoigner devant le comité des Comptes publics, mardi, le 14 juillet 1964, à 10.30 heures du matin, dans la salle no 91-A du comité des bills privés du Conseil législatif, au Palais législatif de Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que ledit débat soit maintenant ajourné pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées par le premier ministre sur la motion d'abord présentée par le député de Trois-Rivières.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le débat est, en conséquence, ajourné.

M. Gabias propose, secondé par M. Élie:

Que, monsieur Étienne Crevier, président de la compagnie d'assurance "La Prévoyance", soit assigné à venir témoigner devant le comité des Comptes publics, mardi, le 14 juillet 1964, à 10.30 heures du matin, dans la salle no 91-A du comité des bills privés du Conseil législatif, au Palais législatif de Québec, et à y apporter les livres, pièces et dos-

the first place by the member for Three-Rivers.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The debate was accordingly adjourned.

Mr. Gabias moved, seconded by Mr. Élie:

That Mr. Victor LaRue, residing at No. 192a Aberdeen Street, in the city and district of Quebec, do attend as a witness before the Committee on Public Accounts, on Tuesday, July 14th, 1964, at 10.30 o'clock of the forenoon, in Room No. 91-A of the Committee on Private Bills of the Legislative Council, in the Parliament Buildings of Quebec.

And a debate arising on this motion.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being proposed, that the said debate be now adjourned for the same reasons as those given by the Premier on the motion presented in the first place by the member for Three-Rivers.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The debate was accordingly adjourned.

Mr. Gabias moved, seconded by Mr. Élie:

That Mr. Étienne Crevier, president of The Provident Assurance Company, do attend as a witness before the Committee on Public Accounts, on Tuesday, July 14th, 1964, at 10.30 o'clock of the forenoon, in Room No. 91-A of the Committee on Private Bills of the Legislative Council, in the Parliament Buildings of Quebec, and bring with him the

siers concernant tous paiements de commissions effectués par la compagnie dont il est le président, à Hector Caron, de Caron, Hector-A., Ins., 630 ouest, rue Dorchester, Montréal, au cours des mois octobre ou novembre 1960.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que ledit débat soit maintenant ajourné pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées par le premier ministre sur la motion d'abord présentée par le député de Trois-Rivières.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le débat est, en conséquence, ajourné.

M. Gabias propose, secondé par M. Elie:

Que, la Chambre envoie au Conseil législatif un message priant le Conseil de permettre à l'honorable Philippe Brais, représentant pour la division de Grandville, de venir déposer, devant le comité des Comptes publics, mardi, le 14 juillet 1964, à 10.30 heures du matin, dans la chambre no 91-A du comité des Bills privés du Conseil législatif, au Palais législatif de Québec, afin que l'honorable Philippe Brais y soit interrogé relativement au paiement de primes d'assurances fait à Caron, Hector-A., Ins., par la compagnie d'assurance "La Prévoyance" au cours des mois octobre ou novembre 1960.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que ledit débat soit maintenant ajourné.

books, papers and records respecting all payments of commissions paid by the company of which he is the president, to Hector Caron, of Caron, Hector A., Ins., 630 Dorchester Street West, Montreal, during the months of October or November, 1960.

And a debate arising on this motion.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being proposed, that the said debate be now adjourned for the same reasons as those given by the Premier on the motion presented in the first place by the member for Three-Rivers.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The debate was accordingly adjourned.

Mr. Gabias moved, seconded by Mr. Elie:

That a message be sent to the Legislative Council requesting them to give leave to the Honourable Mr. Philippe Brais, Councillor for the Division of Grandville, to attend and give evidence before the Committee on Public Accounts, on July 14th, 1964, at 10.30 o'clock of the forenoon, in Room No. 91-A of the Committee on Private Bills of the Legislative Council, in the Parliament Buildings of Quebec, in order that the Honourable Philippe Brais may be interrogated therein respecting the payment of insurance premiums made to Caron, Hector A., Ins., by the Provident Assurance Company during the months of October or November, 1960.

And a debate arising on this motion.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being proposed, that

pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées par le premier ministre sur la motion d'abord présentée par le député de Trois-Rivières.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le débat est, en conséquence, ajourné.

M. Lesage propose que le comité des bills publics soit autorisé à siéger cet après-midi et ce soir alors que la chambre est en séance.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Question par M. Raymond:

1. Combien ont coûté, à date, les travaux pour la construction du Centre de réhabilitation, sur le boulevard Hamel, à Québec?

2. Quel est l'estimé du coût total des travaux de construction de ce centre?

Réponse par M. Fortin:

1. Au 4 juin 1964, les travaux pour la construction du Centre de Réadaptation, sur le boulevard Hamel, avaient coûté \$9,413,251.03, y compris les montants payés à la compagnie "Les Entreprises Bergerville, Limitée" à qui le contrat avait été originairement accordé le 13 juin 1960, sous l'administration précédente.

La firme "Les Entreprises Bergerville, Limitée" a fait cession de ses biens le 30 juillet 1960 et déposé son bilan entre les mains des syndics Lefavre, Marmette & Lefavre.

En date du 3 octobre 1960, la Commission des Accidents du Travail de Québec a été notifiée par les syndics de la faillite de l'acquisition et vente du

the said debate be now adjourned for the same reasons as those given by the Premier on the motion presented in the first place by the member for Three-Rivers.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The debate was accordingly adjourned.

Mr. Lesage moved that the Committee on Public Bills in General be authorized to sit this afternoon and to night whilst the House is sitting.

The motion was unanimously adopted.

Question by Mr. Raymond:

1. What is the cost to date of the work of constructing the Rehabilitation Centre on Boulevard Hamel, in Quebec?

2. What is the total estimated cost of construction of this Centre?

Answer by Mr. Fortin:

1. As at June 4th, 1964, the construction of the Rehabilitation Centre on Boulevard Hamel had cost \$9,413,251.03, including the amounts paid to the firm of "Les Entreprises Bergerville, Limitée" to which the contract had originally been awarded on June 13th, 1960, by the previous administration.

The firm of "Les Entreprises Bergerville, Limitée" went into bankruptcy on July 30th, 1960, and deposited its statement with Lefavre, Marmette & Lefavre, Trustees.

On October 3rd, 1960, the Workmen's Compensation Commission was advised by the Trustees of the acquisition and sale of the contract concerned to the firm

contrat concerné à la firme "Beaudet & Fils, Inc." laquelle assumait, par le fait même, son exécution tel qu'il avait été conçu à l'origine.

En outre, les honoraires des architectes et des ingénieurs se chiffrent à \$662,441.94.

Le terrain sur lequel l'édifice du Centre de Réadaptation est érigé avait été acquis le 22 juin 1960, soit sous l'administration précédente, de la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général. Le paiement en a été fait par le chèque portant le numéro 939087 daté du 21 juin 1960.

2. L'édifice comprend onze millions de pieds cubes et le coût prévu représentera environ \$1.10 à \$1.20 le pied cube, ce qui peut se comparer facilement et avantageusement avec toutes autres constructions du genre.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 28, intitulé: "Loi concernant le Parc provincial du Mont Tremblant".

M. Bertrand (Terrebonne) informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Bertrand (Terrebonne) propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que l'article 31 de la Loi des parcs provinciaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 156), remplacé par l'article 5 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre

of "Beaudet & Fils, Inc." which, *ipso facto*, assumed the responsibility of carrying out the contract as originally made.

In addition, the architects' and engineers' fees amount to \$662,441.94.

The land on which the Rehabilitation Centre is built was acquired on June 22nd, 1960, under the previous administration, from the Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général. Payment was made by cheque bearing number 939087, dated June 21st, 1960.

2. The building comprises eleven million cubic feet and the estimated cost will be from about \$1.10 to \$1.20 per cubic foot, which compares advantageously and favourably with any other buildings of a similar nature.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a certain proposed resolution relating to bill No. 28, intitled: "An Act respecting Mont Tremblant Provincial Park."

Mr. Bertrand (Terrebonne) informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Bertrand (Terrebonne) moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved.—That section 31 of the National Parks Act (Revised Statutes, 1941, chapter 156) replaced by section 5 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter

71, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"31. Un territoire d'environ 920 milles carrés, dans les cantons de Grandison, Joly, Rolland, Cousineau, Forbes, Gouin, Nantel, Jamet, Legendre, Lusignan, Viel, Olier, Laverdière, Castelnau, French et Lenoir, est converti en réserve forestière et parc public sous le nom de "Parc provincial du Mont Tremblant". Le périmètre de ce territoire est décrit comme suit:

Partant du coin est du canton de Rolland et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des cantons d'Archambault et de Rolland; l'arrière ligne du rang II de ce dernier et la ligne nord-ouest du lot 25 de ce rang et du rang I du même canton; la ligne séparative des cantons de Rolland et de Grandison jusqu'à l'arrière ligne du rang A de ce dernier; ladite arrière ligne et la ligne sud-ouest du lot 1 de ce même rang; la ligne séparative des Cantons de Wolfe et de Grandison; la ligne séparative des rangs II et III de ce dernier, la ligne séparative des lots 20 et 21 de chacun des rangs III et IV, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 27 du rang V, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 33 du rang VI et l'arrière ligne de ce dernier rang, tous du canton de Grandison; la ligne séparative des cantons de Grandison et de Joly; la ligne nord du lot 18, l'arrière ligne des lots 19 à 24 et la ligne nord du lot 24, tous du rang nord-est du lac Tremblant du canton Joly, jusqu'à la rivière Caché; la rive gauche de la rivière Caché, la rive est du lac Caché, la rive gauche de la rivière Caché et la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Nantel, en contournant du côté sud-est le lac Obéron; la ligne séparant les cantons de Jamet et de Viel et ceux de Nantel et de Lynch; une ligne parallèle à la rive droite de la rivière

71, be again replaced by the following:

"31. A territory of some 920 square miles in the townships of Grandison, Joly, Rolland, Cousineau, Forbes, Gouin, Nantel, Jamet, Legendre, Lusignan, Viel, Olier, Laverdière, Castelnau, French and Lenoir, is hereby set aside as a special forest reserve and public park under the name of "Mont Tremblant Provincial Park". The perimeter of such territory is described as follows:

Starting from the east corner of the township of Rolland and passing successively along the following lines and demarcations: the dividing line between the township of Archambault and Rolland; the rear line of range II of the latter and the northwest line of lot 25 of the said range and of range I of the same township; the dividing line between the townships of Rolland and Grandison to the rear line of range A of the latter; the said rear line and the southwest line of lot 1 of the same range; the dividing line between the townships of Wolfe and Grandison; the dividing line between ranges II and III of the latter, the dividing line between lots 20 and 21 of each of ranges III and IV, the rear line of the latter range, the east line of lot 27 of range V, the rear line of the latter range, the east line of lot 33 of range VI and the rear line of the latter range, all in the township of Grandison; the dividing line between the townships of Grandison and Joly; the north line of lot 18, the rear line of lots 19 to 24 and the north line of lot 24, all in the northeast range of Lac Tremblant of the township of Joly, to the Caché river; the left bank of Caché river, the east shore of Caché lake, the left bank of Caché river and the dividing line between ranges IV and V of the township of Nantel, skirting the south-east side of lake Obéron; the line dividing the townships of Jamet and Viel from

Rouge et située à trois chaînes à l'ouest de cette dernière, jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle au chemin contournant le lac Rouge à l'ouest, laquelle ligne est située à trois chaînes à l'ouest dudit chemin; cette dernière ligne; la ligne extérieure nord-ouest du canton de Lenoir en contournant du côté nord-ouest le lac Hachette du canton de Lenoir; la ligne séparant les cantons de Dupont, de Charland et de Maisonneuve de ceux de Lenoir, de Laverdière et de Lusignan en contournant du côté sud-ouest le lac Gate et le lac Bonnefons situé dans les cantons de Lusignan et de Maisonneuve, à environ deux milles au sud-est de la ligne séparative des cantons de Laverdière et de Lusignan; la rive ouest du lac Lusignan; la ligne extérieure nord-ouest du canton de Gouin en contournant du côté nord-ouest le lac Grégoire, situé à environ deux milles et demi au nord de la ligne séparative des cantons de Legendre et de Lusignan; le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 32 du rang VIII, la ligne sud-ouest du lot 32 de chacun des rangs VIII, VII et VI du canton de Gouin; le côté sud de l'emprise d'un chemin suivant la rivière Mattawin jusqu'à sa jonction avec un chemin qui longe le lac Forbes à l'est de ce dernier; ledit chemin qui longe le lac Forbes; la ligne séparant les cantons Tellier et Lussier de ceux de Forbes et de Cousineau jusqu'au point de départ."

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue.

those of Nantel and Lynch; a line parallel to the right bank of the river Rouge and situated three chains west of the latter, to its meeting point with a line parallel to the road skirting lake Rouge westward, which line is situated three chains west of the said road; this latter line, the outer northwest line of the township of Lenoir skirting the northwest side of lake Hachette of the township of Lenoir; the line separating the townships of Dupont, Charland and Maisonneuve from those of Lenoir, Laverdière and Lusignan skirting the southwest side of Lake Gate and lake Bonnefons situated in the townships of Lusignan and Maisonneuve, some two miles southeast of the dividing line between the townships of Laverdière and Lusignan; the west shore of Lake Lusignan; the northwest boundary line of the township of Gouin skirting the northwest side of lake Grégoire, situated some two and a half miles north of the dividing line between the townships of Legendre and Lusignan; the extension of the southwest line of lot 32 of range VIII, the southwest line of lot 32 of each of ranges VIII, VII and VI of the township of Gouin; the south side of the right-of-way of a road along the Mattawin river to its meeting point with a road bordering Lake Forbes to the east of the latter; the said road bordering lake Forbes; the line separating the townships of Tellier and Lussier from those of Forbes and Cousineau to the starting point."

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read.

La motion "que la résolution soit maintenant agréée" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, agréée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 28, intitulé: "Loi concernant le Parc provincial du Mont Tremblant".

La motion "que le bill soit maintenant lu la deuxième fois" est mise aux voix, et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu la troisième fois" est mise aux voix, et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 29, intitulé "Loi modifiant la Loi des autoroutes".

La motion "que le bill soit maintenant lu la deuxième fois" est mise aux voix, et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il

And the Question being put, "that this House doth concur in the said resolution"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The resolution was accordingly agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 28, intitled: "An Act respecting Mont Tremblant Provincial Park."

And the Question being put, "that the bill be now read the second time," the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time.

And the Question being put, "that the bill be now read the third time," the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 29, intitled: "An Act to amend the Quebec Autoroutes Act."

And the Question being put, "that the bill be now read the second time," the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolved itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for

désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi des autoroutes".

M. Pinard informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Pinard propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'article 4 de la Loi des autoroutes (Statuts refondus, 1941, chapitre 141A, édicté par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 62) soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le président demeure en fonction pendant dix années consécutives et après l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau. Il ne peut être destitué que pour cause et son traitement ne peut être réduit."

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue.

La motion "que la résolution soit maintenant agréée" est mise aux voix

leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 29 intituled: "An Act to amend the Quebec Autoroutes Act."

Mr. Pinard informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Pinard moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That section 4 of the Quebec Autoroutes Act (Revised Statutes, 1941, chapter 141A, enacted by section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 62) be amended by adding thereto the following paragraph:

"The chairman shall remain in office for ten consecutive years and after the expiration of his term of office, until he has been replaced or re-appointed. He cannot be dismissed except for cause and his salary cannot be decreased."

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read.

And the Question being put, "that this House doth concur in the said resolu-

et la chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 29.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi des autoroutes", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu la troisième fois" étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux dans les villages miniers (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

tion"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The resolution was accordingly agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 29.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the bill No. 29, intitled: "An Act to amend the Quebec Autoroutes Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

And the Question being put, "that the bill be now read the third time," the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Works in mining villages (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Postes mobiles de sauvetage (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-neuf mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Contribution: Conseil canadien des ministres des ressources (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie de l'électricité et du gaz (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Mobile rescue stations (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities for injured persons or their dependents and medical care (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nineteen thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Contribution: Canadian Council of Resources Ministers (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred twenty-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Electricity and Gas Board (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt et un mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de l'électrification rurale: administration et assistance aux coopératives (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et réfection de chemins, ponts et barrages (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat et construction de lignes de transmission et de centrales électriques (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred twenty-one thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Rural Electrification Bureau: administration and aid to cooperatives (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million nine hundred ninety-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Construction and reconstruction of roads, bridges and dams (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase and construction of transmission lines and power plants (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

M. l'orateur rend la décision suivante:

J'ai examiné les motions présentées cet après-midi par le député des Trois-Rivières et les articles du règlement qui les concernent. Ces derniers apparaissent au chapitre premier du titre XIV du règlement:

"Avant d'ordonner l'assignation d'un témoin, il est nécessaire que, d'une façon ou d'une autre, la chambre ait décidé de faire une enquête sur le sujet sur lequel doit porter l'interrogatoire du témoin" (note 1 sous l'article 708 du règlement).

Le député des Trois-Rivières s'est basé sur l'article 711 du règlement, mais cet article prend pour acquit que la chambre a ordonné une enquête et que, surtout, le comité concerné a le droit d'assigner des témoins (voir article 708, cité plus haut).

L'article 709 se lit comme suit: "Tout comité *autorisé* à envoyer quérir des personnes, des pièces et des dossiers, peut assigner des témoins au moyen d'ordres signés par le président de ce comité et les requérir d'y apporter des livres, des pièces et des dossiers."

Mais le comité des comptes publics n'a pas été autorisé spécialement à requérir la comparution de témoins (articles 405 et 468 du règlement).

Pour que ce comité puisse assigner des témoins, il faudrait qu'il fasse rapport à la chambre pour en obtenir la permission.

Sur cette demande, la chambre décidera, et si la permission est accordée, ce sera le comité lui-même qui ordonnera l'assignation des témoins.

En conséquence, je déclare les sept motions présentées cet après-midi par le député du district électoral des Trois-Rivières irrégulières et illégales, et j'ordonne qu'elles soient mises de côté.

Mr. Speaker rendered the following decision:

I have examined the motions put by the member for Three-Rivers this afternoon and the articles of the Rules respecting them. The latter appear in the first chapter of Title XIV of the Rules:

"Before ordering the summoning of a witness, it is necessary that the House shall have decided, in one way or another, to investigate the matter on which the witness will be questioned" (Foot-note 1 to article 708 of the Rules).

The member for Three-Rivers based himself upon article 711 of the Rules, but this article takes it for granted that the House has ordered an investigation and that, in particular, the committee concerned has the power to summon witnesses (see article 708, quoted above).

Article 709 reads as follows: "Any committee *having power* to send for persons, papers and records, may summon witnesses by orders signed by the chairman of the committee and order them to bring with them books, papers and records."

But the Committee on Public Accounts has not been especially authorized to require the attendance of witnesses (articles 405 and 468 of the Rules).

In order for the committee to be able to summon witnesses, it would be necessary for it to report to the House to obtain permission to do so.

Upon receiving this request, the House will decide, and if permission is granted, it will be the committee itself which will summon the witnesses.

I therefore declare the seven motions put this afternoon by the member for the electoral district of Three-Rivers irregular and illegal, and I order that they be set aside.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Beaupré, Bédard, Blank, Boulais, Brisson, Cliche, Collard, Cournoyer, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Harvey, Hébert, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailoux, Martin, McGuire, Ouimet, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—34.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Élie, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Raymond, Russell, Somerville.—18.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

So Mr. Speaker's decision was sustained.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 43, intitulé: "Loi du Financement des investissements universitaires 1964".

M. Gérin-Lajoie informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Gérin-Lajoie propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 43, intitled: "University Investments Financing Act 1964."

Mr. Gérin-Lajoie informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Gérin-Lajoie moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Du consentement unanime de la chambre, M. Gérin-Lajoie dépose sur le bu-

With the unanimous consent of the House, Mr. Gérin-Lajoie tabled the fol-

reau de la chambre les documents suivants:

Le sixième et dernier rapport du comité spécial institué aux fins d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail ainsi que l'arbitrage des différends et griefs dans les services du gouvernement provincial et ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités.

(Document de la session no 171.)

Procès-verbal de la huitième et dernière réunion du comité spécial des relations de travail dans les services publics tenue le 8 juillet 1964.

(Document de la session no 172.)

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

lowing documents:

The sixth and final report of the Special Committee appointed to inquire into the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as the arbitration of disputes and grievances in the provincial government services as well as those of hospitals, school boards and municipalities.

(Sessional Papers, No. 171.)

Minutes of the eighth and final meeting of the special committee on labour relations in the public services held July 8th, 1964.

(Sessional Papers, No. 172.)

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
10 JUILLET 1964.***Dix heures et demie du matin.***Prière.**

M. Lesage, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 93.—Loi modifiant la Loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec;

Bill 113.—Loi constituant la Corporation des entrepreneurs en protection contre l'incendie dans la province de Québec.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 113, intitulé: "Loi constituant la Corporation des entrepreneurs en protection contre l'incendie dans la province de Québec", soit changé en celui de: "Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs de matériel pour la lutte contre l'incendie dans la province de Québec."

Bill 169.—Loi concernant les entrepreneurs en réfrigération et climatisation du Québec.

Votre comité recommande de plus à votre honorable chambre que le titre du bill 169, intitulé: "Loi concernant les entrepreneurs en réfrigération et climatisation du Québec", soit changé en celui de: "Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec".

Le rapport est adopté.

**FRIDAY,
JULY 10th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

Mr. Lesage, from the Standing Committee on Public Bills in General, presented to the House the sixth report of the said committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 93.—An Act to amend the Plumbing and heating contractors of the Province of Quebec Act;

Bill 113.—An Act to incorporate the Fire Protection Contractors of the Province of Quebec.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the bill 113, intituled: "An Act to incorporate the Fire Protection Contractors of the Province of Quebec," be changed to that of: "An Act to incorporate the Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec."

Bill 169.—An Act respecting the refrigeration and air conditioning contractors of Quebec.

Your Committee also recommend to Your Honourable House that the title of the bill 169, intituled: "An Act respecting the refrigeration and air conditioning contractors of Quebec," be changed to that of: "An Act respecting the master refrigeration contractors of Quebec."

The report was adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 93, intitulé: "Loi modifiant la Loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 113, intitulé: "Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs de matériel pour la lutte contre l'incendie dans la province de Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 169, intitulé: "Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 93, intituled: "An Act to amend the Plumbing and heating contractors of the Province of Quebec Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 113, intituled: "An Act to incorporate the Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 169, intituled: "An Act respecting the master refrigeration contractors of Quebec," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

M. Gabias propose, secondé par M. Élie:

Que M. Robert-P. Daigle, 550 ouest, rue Sherbrooke, suite 200, de la cité et du district de Montréal, soit assigné à venir témoigner devant le comité des comptes publics...

A ce moment, M. l'orateur intervient et rend la décision suivante:

"J'en ai assez entendu de la motion que veut présenter le député de Trois-Rivières pour en arriver à la conclusion que c'est le même procédé que j'ai étudié hier et sur lequel j'ai rendu une décision que la chambre a confirmée. Je réfère encore une fois le député de Trois-Rivières à la procédure qui régit l'assignation des témoins devant un comité. Cela relève du comité, à moins qu'il ne fasse rapport à la chambre pour avoir d'autres instructions. Je déclare donc que la motion que le député de Trois-Rivières a commencé à formuler est hors d'ordre".

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Boulais, Brown, Cadieux, Cliche, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortin, Godbout, Hamel (Iberville), Harvey, Hébert, Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lesage, Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, Pinard, Roy, Théberge, Vaillancourt.—34.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gagnon, Gauthier, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Raymond, Russell, Somerville.—19.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

Mr. Gabias moved, seconded by Mr. Élie:

That Mr. Robert P. Daigle, 550 Sherbrooke Street West, apartment 200, of the city and district of Montreal, do attend as a witness before the Committee on Public Accounts...

At that moment, Mr. Speaker intervened and rendered the following decision:

"I have heard enough of the motion that the member for Three-Rivers wishes to put to arrive at the conclusion that it is the same procedure that I examined yesterday, and on which I rendered a decision that was sustained by the House. I again refer the member for Three-Rivers to the procedure which governs the summoning of witnesses before a committee. This belongs to the committee, unless it reports to the House to receive further instructions. I declare, therefore, that the motion that the member for Three-Rivers commenced to put is out of order."

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

So Mr. Speaker's decision was sustained.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 107, intitulé: "Loi constituant La Corporation des électroniciens du Québec";

Bill 138, intitulé: "Loi des orthophonistes et des audiologistes du Québec";

Bill 142, intitulé: "Loi concernant Les Services de Santé du Québec";

Bill 177, intitulé: "Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale";

Bill 182, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Dominicaines du Rosaire";

Bill 187, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie";

Bill 192, intitulé: "Loi concernant le titre du lot numéro 14 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 199, intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph Drapeau", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en insérant, à la 10e ligne, après les mots:

"juin 1964"

ce qui suit:

"devant Charles Cantin, notaire, sous le numéro 13096 de ses minutes"

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 107, intituled: "An Act to incorporate The Quebec Corporation of Electronicians";

Bill 138, intituled: "Speech Therapists and Audiologists Act";

Bill 142, intituled: "An Act respecting Quebec Health Services";

Bill 177, intituled: "An Act to incorporate La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale";

Bill 182, intituled: "An Act to incorporate Les Dominicaines du Rosaire";

Bill 187, intituled: "An Act to incorporate Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie";

Bill 192, intituled: "An Act respecting the title to lot number 14 of the official cadastre for the parish of Sault-au-Récollet."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 199, intituled: "An Act respecting the estate of Joseph Drapeau," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly;

1. Section 1 is amended by inserting, in the 11th line, after the word:

"notary"

the following:

", under the number 13096 of his minutes"

2. L'article 2 est modifié en biffant, à la 4e ligne du 2e alinéa, le mot:

"immédiate"

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 199, intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph Drapeau", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Réimpression des amendements du bill 54, "Code du travail".

(*Document de la session no 173.*)

M. Johnson propose, secondé par M. Bertrand (Missisquoi):

Que le comité spécial institué pour étudier l'opportunité d'effectuer un remaniement de la division territoriale, et les principes qui devront inspirer tout changement, ainsi que pour préparer, s'il y a lieu, les modifications nécessaires aux districts électoraux existants, se réunisse à onze heures du matin, le 14 juillet 1964, et que le comité des comptes publics se réunisse à dix heures du matin le même jour.

La motion est adoptée.

2. Section 2 is amended by striking out, in the 4th line of the second paragraph, the word:

"immediate"

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 199, intituled: "An Act respecting the estate of Joseph Drapeau," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

Mr. Lesage tabled the following document:

Reprint of the amendments to bill 54, "Labour Code".

(*Sessional Papers, No. 173.*)

Mr. Johnson moved, seconded by Mr. Bertrand (Missisquoi):

That the special committee appointed to inquire into the possibility of carrying out a redistribution of the territorial division, and the principles which should underlie any change, as well as to prepare, if expedient, the necessary changes to the existing electoral districts, do meet at eleven o'clock of the forenoon, July 14th, 1964, and that the Committee on Public Accounts do meet at ten o'clock of the forenoon the same day.

The motion was adopted.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the

pour la prise en considération du bill no 39, intitulé: "Loi des agents de réclamations", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 39, intitulé: "Loi des agents de réclamations".

M. Lesage informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que suivant les dispositions du paragraphe *a* de l'article 18 de la loi qui accompagne la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements pour déterminer les honoraires que doit verser toute personne qui sollicite un permis d'agent de réclamations ou un renouvellement.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Whole House to consider the bill No. 39, intituled: "Claims Adjusters Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 39, intituled: "Claims Adjusters Act."

Mr. Lesage informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That under the provisions of paragraph *a* of section 18 of the act accompanying this resolution, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the fees which must pay any person applying for a claims adjuster permit or a renewal.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 39.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 39, intitulé: "Loi des agents de réclamations", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 40, intitulé: "Loi modifiant la Loi des allocations scolaires".

M. Lafrance informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Lafrance propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 2 de la Loi des allocations scolaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 70D), édicté par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 37, soit modifié en remplaçant le paragraphe b par le suivant:

"b) "écolier" signifie quiconque étant domicilié dans la province fréquente assidûment une école;"

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 39.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 39, intituled: "Claims Adjusters Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 40, intituled: "An Act to amend the Schooling Allowances Act."

Mr. Lafrance informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Lafrance moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 2 of the Schooling Allowances Act (Revised Statutes, 1941, chapter 70D), enacted by section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 37, be amended by replacing paragraph b by the following:

"b. "scholar" means any person domiciled in the province who is attending school regularly;"

Résolu, 2.—Que l'article 4 de la dite loi soit remplacé par le suivant:

"4. L'allocation est payable à compter du premier du mois suivant la date à laquelle l'écolier atteint l'âge de seize ans."

Résolu, 3.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le 1er septembre 1964.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 40, intitulé: "Loi modifiant la Loi des allocations scolaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail".

M. Fortin propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Fortin, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Resolved, 2.—That section 4 of the said act be replaced by the following:

"4. The allowance shall be payable from the first of the month following the date when the scholar attains the age of sixteen years."

Resolved, 3.—That the act to be based on these resolutions shall come into force on the 1st of September 1964.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 40, intitled: "An Act to amend the Schooling Allowances Act."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 44, intitled: "An Act to amend the Workmen's Compensation Act."

Mr. Fortin moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Fortin,—
Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre
s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajour-
née à lundi prochain, à trois heures de
l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House ad-
journs to-day, it do stand adjourned
until Monday next at three o'clock,
P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
13 JUILLET 1964.**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 97, intitulé: "Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le bill est modifié dans la version anglaise seulement en biffant, partout où ils se trouvent, les mots:

"contracting electrician"

et en les remplaçant par les mots:

"electrical contractor"

2. L'article 2 est modifié, à la 13e ligne de la page 2, en remplaçant les mots:

"Y compris"

par ce qui suit:

"Sont compris"

et en commençant un nouvel alinéa par les dits mots.

3. L'article 9 est modifié au paragraphe f du sous-article 26 en remplaçant, à la 4e ligne, les mots:

"qu'il reçoit du"

par ce qui suit:

"fournis par le"

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a

**MONDAY,
JULY 13th, 1964.**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 97, intituled: "An Act to amend the Master Electricians of the Province of Quebec Act," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The bill is amended by striking out, wherever they appear, the words:

"contracting electrician"

and by replacing them by the words:

"electrical contractor"

2. Section 2 is amended, in the 12th line of page 2, by replacing the words:

"Including in every instance the wires,"

by the following:

"Included in every instance are the wires."

and by beginning a new paragraph with the said words.

3. Section 9 is amended in paragraph f of subsection 26 by replacing, in the 4th line, the words:

"which he receives from"

by the following:

"furnished by"

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the

apportés au bill no 97, intitulé: "Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts".

M. Laporte, pour M. Lapalme, informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Laporte, pour M. Lapalme, propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

Legislative Council to the bill No. 97, intituled: "An Act to amend the Master Electricians of the Province of Quebec Act," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 46, intituled: "Place des Arts Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 46, intituled: "Place des Arts Act."

Mr. Laporte, on behalf of Mr. Lapalme, informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Laporte, on behalf of Mr. Lapalme, moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil et la ville de Montréal pourront, à l'occasion du transport des biens et contrats de Le Centre Sir Georges-Étienne Cartier à la Régie de la Place des Arts constituée par la loi qui accompagne la présente résolution, s'engager à défrayer à part égale le déficit d'exploitation de la Régie pour le temps qu'ils jugeront à propos, y compris l'intérêt et l'amortissement des emprunts pour acquitter les dettes du Centre.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 46.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 41, intitulé: "Loi modi-

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the Lieutenant-Governor in Council and the City of Montreal may, upon the transfer of the property and contracts of the Sir Georges Étienne Cartier Center to the Régie de la Place des Arts (Board) constituted by the act accompanying this resolution, undertake to defray in equal shares the Board's operating deficit for such time as they see fit, including the interest and amortization of the loans contracted for the payment of the debts of the Center.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 46.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 46, intitulé: "Place des Arts act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 41, intitulé:

fiant la Loi des cités et villes”.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Laporte, il est—

Résolu qu'au cours de la présente séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution supplémentaire relative au bill 42, intitulé: “Loi de la Régie des eaux du Québec”.

M. Laporte informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération d'un projet de résolution supplémentaire relative au bill 42, intitulé: “Loi de la Régie des eaux du Québec”.

M. Laporte propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les crédits votés pour la Régie d'épuration des eaux soient affectés à la Régie instituée par la loi qui accompagne la présente résolution.
Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

“An Act to amend the Cities and Towns Act.”

And the Question being put, “that the bill be now read the third time”; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Laporte, it was—

Resolved that, at the present sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a supplementary resolution relating to bill 42, intituled: “Quebec Water Board Act.”

Mr. Laporte informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended to their consideration a supplementary resolution relating to bill 42, intituled: “Quebec Water Board Act.”

Mr. Laporte moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the appropriations voted for the Water Purification Board be allocated to the Board established by the act accompanying this resolution.
Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 42, intitulé: "Loi de la Régie des eaux du Québec".

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 40, intitulé: "Loi modifiant la Loi des allocations scolaires".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 42, intituled: "Quebec Water Board Act."

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 40, intituled: "An Act to amend the Schooling Allowances Act."

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
14 JUILLET 1964.**

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Ordonné que M. Hamel (Saint-Maurice) ait la permission de présenter le bill no 20, intitulé: "Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Pinard, il est—

Ordonné que M. Pinard ait la permission de présenter le bill no 47, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Boulevard métropolitain".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Pinard, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Boulevard métropolitain".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts."

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

**TUESDAY,
JULY 14th, 1964.**

Two thirty o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice),—

Ordered, That Mr. Hamel (Saint-Maurice) have leave to bring in bill No. 20, intituled: "Code of Civil Procedure."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Pinard,—

Ordered, That Mr. Pinard have leave to bring in bill No. 47, intituled: "An Act to amend the Metropolitan Boulevard Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Pinard, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 47, intituled: "An Act to amend the Metropolitan Boulevard Act."

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 46, intituled: "Place des Arts Act."

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires (affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention des incendies: Commissariat des incendies et subventions aux municipalités (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux d'hiver: subventions aux municipalités (affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, né-

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Federal-Provincial Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five thousand dollars, necessary to defray the item, "Fees (Federal-Provincial Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Fire prevention: Fire Commissioner's Office and grants to municipalities (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million one hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Winter works: grants to municipalities (Municipal Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, nec-

cessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aménagement de la ferme, y compris subventions (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Génie rural, y compris subventions (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Colonisation, y compris subventions (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des marchés agricoles du Québec (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole: différence d'intérêts payée par le gouvernement pour le bénéfice des cultivateurs en vertu de 9-10 Eliz. II, c. 55 (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

essary to defray the item, "Administration (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm development, including grants (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million six hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Agricultural engineering, including grants (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Colonization, including grants (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Quebec Agricultural Marketing Board (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm Credit Bureau: Difference of interest paid by the Government for the benefit of farmers (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement, construction de chemins de colonisation et de ponts (agriculture et colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission du service civil (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

13. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission royale d'enquête sur les sources de revenus (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

14. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention spéciale à La Commission des Fêtes du Canada-Français (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

15. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de protection de la jeunesse, y compris subventions (famille et bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

16. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million seven hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment, construction of colonization roads and bridges (Agriculture and Colonization)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Civil Service Commission (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

13. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Royal Commission of inquiry on sources of revenue (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

14. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Special grant to "La Commission des Fêtes du Canada-Français" (Executive Council)," of the fiscal year ending 31st March, 1965.

15. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ninety-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Youth protection services, including grants (Family and Social Welfare)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

16. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary

couvrir les dépenses prévues à l'article: "Centre de mécanographie (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

17. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des assurances, y compris bourses d'études et subventions (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

18. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Avance pour financer l'organisation du régime de rentes du Québec (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

19. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

20. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Recherches et enseignement (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

21. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 21 mars 1965.

22. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'ar-

to defray the item, "Data Processing Centre (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

17. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Insurance Branch, including scholarships and grants (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

18. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Advance to finance the organization of the Quebec Pension Plan (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

19. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred forty-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

20. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Research and Education (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

21. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

22. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities for

ticle: "Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et frais médicaux (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

23. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

24. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

25. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

26. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration des palais de justice et prisons (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

27. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners et laboratoire médico-légal (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

28. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

injured persons or their dependents and medical care (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

23. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred sixty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment (Industry and Commerce)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

24. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

25. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Criminal prosecution (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

26. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred ninety-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration of court houses and gaols (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

27. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty thousand dollars, necessary to defray the item, "Coroners and medico-legal laboratory (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

28. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete

somme de cent cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article : "Honoraires, subventions et autres dépenses (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

29. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

30. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Direction générale de la planification (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

31. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Direction générale du Nouveau-Québec, y compris subventions (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

32. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie de l'électricité et du gaz (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

33. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de l'électrification rurale: administration et assistance aux coopératives (richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

the sum of one hundred fifty-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Fees, grants and other expenses (Attorney-General)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

29. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred sixty thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Revenue)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

30. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Planning Branch (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

31. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "New Quebec Branch, including grants (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

32. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy thousand dollars, necessary to defray the item, "Electricity and Gas Board (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

33. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Rural Electrification Bureau: administration and aid to cooperatives (Natural Resources)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

34. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien et réparations des hôpitaux du ministère (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

35. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de la recherche médicale (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

36. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'hôpitaux et de dispensaires, y compris ameublement et équipement (santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

37. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office d'information et de publicité (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

38. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conciliation entre locataires et propriétaires (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

39. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des coopératives (secrétariat de la province)", du

34. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ninety thousand dollars, necessary to defray the item, "Maintenance and repair of hospitals belonging to the Department (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

35. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Medical Research Council (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

36. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million four hundred twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of hospitals and dispensaries, including furnishing and equipment (Health)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

37. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ninety-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Information and Publicity Bureau (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

38. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Conciliation between lessees and property-owners (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

39. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of forty thousand dollars, necessary to defray the item, "Cooperatives service (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

40. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de la protection de la faune (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

41. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des parcs et réserves (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

42. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Tourisme, y compris subventions (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

43. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'hôtellerie (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

44. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement de terrains de camping, construction de chemins, achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (tourisme, chasse et pêche)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

45. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille dollars,

31st March, 1965.

40. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item "Wild-life Protection Service (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

41. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of forty-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Parks and Reserves Service (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

42. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Tourism, including grants (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

43. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventeen thousand dollars, necessary to defray the item, "Hotel Service (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

44. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Establishment of camping grounds, construction of roads, purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment (Tourism, Game and Fisheries)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

45. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-seven thousand dollars,

nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service central de transport aérien (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

46. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau des véhicules automobiles (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

47. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des transports (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

48. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour fins de transport maritime et aérien (transports et communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

49. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent six mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

50. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enquêtes (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

51. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinq mille six cents

necessary to defray the item, "Central aerial transportation service (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

46. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred eighty-three thousand dollars, necessary to defray the item, "Motor Vehicle Bureau (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

47. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Transportation Board (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

48. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants for maritime and aerial transportation (Transportation and Communications)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

49. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred six thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

50. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Inquiries (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

51. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred five thousand six

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'apprentissage et autres subventions (travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

52. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'un mur de soutènement à Moisie (travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

53. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

54. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Route transcanadienne (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

55. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles dans les territoires non organisés (Éducation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

56. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commissions scolaires: subventions (Éducation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

57. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Contribution à la taxe scolaire sur les fermes (Finances)", du

hundred dollars, necessary to defray the item, "Promotion of apprenticeship and other grants (Labour)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

52. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Construction of a retaining wall at Moisie (Public Works)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

53. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

54. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Trans-Canada Highway (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

55. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Schools in unorganized centres (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

56. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "School boards: grants (Education)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

57. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million dollars, necessary to defray the item, "Contribution towards the school tax applicable to farms (Finance)," of the budget for the fiscal

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

58. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1965, il sera permis de tirer, du fonds consolidé

year ending 31st March, 1965.

58. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants (Roads)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Ways and Means.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That, towards making good the Supplies granted to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st March, 1965, the sum of \$19,869,700 be granted out of

du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$19,869,700.

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1965, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$5,800,000.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Lesage présente, en conséquence, deux bills basés sur lesdites résolutions: Bill 45, "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", et le bill 50, "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", lesquels bills sont lus la première, la deuxième et la troisième fois.

A six heures, M. l'orateur quitte le fauteuil.

the Consolidated Revenue Fund of this Province.

Resolved,—That, towards making good the Supplies granted to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st March, 1965, the sum of \$5,800,000 be granted out of the Consolidated Revenue Fund of this Province.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. Lesage accordingly introduced two bills based on the said resolutions, namely: Bill 45, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service," and bill 50, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service," which were read the first, second and third time.

At six o'clock, Mr. Speaker left the Chair.

Huit heures du soir.

M. l'orateur reprend le fauteuil.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion de M. Fortin proposant que le bill 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail", soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Eight o'clock, P.M.

Mr. Speaker took the Chair.

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by Mr. Fortin, proposing that bill 44, intituled: "An Act to amend the Workmen's Compensation Act," be now read the second time.

And the Question being put on the motion, it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
15 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Lalonde propose:

Que M. Martin remplace M. Binette comme membre du comité des privilèges et des élections.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité des subsides. M. Lesage déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

M. l'orateur quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La résolution suivante est adoptée en comité:

BUDGET des dépenses ordinaires et de capital de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

Résolu,—qu'une somme ne dépassant pas \$186,838,033., soit l'ensemble

a) du sixième du montant de chacun des différents articles à voter du budget des dépenses ordinaires et de capital de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée législative à la présente session de la Législature, à l'exception des articles 9 et 13 dudit bud-

**WEDNESDAY,
JULY 15th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Lalonde moved:

That Mr. Binette be replaced by Mr. Martin as member of the Committee on Privileges and Elections.

The motion was adopted.

The Order of the Day being called for the House to resolve itself into Committee of Supply, Mr. Lesage declared that he will propose the adoption of grants on account.

Mr. Speaker left the Chair and the House again resolved itself into Committee of Supply.

The following resolution was adopted in committee:

ESTIMATES of Ordinary and Capital Expenditures of the Province of Quebec, for the fiscal year ending March 31st, 1965, prepared as required by sections 5 and 6 of chapter 71 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

Resolved,—that a sum not exceeding \$186,838,033., being the aggregate of

a. one-sixth of the amount of each of the various items to be voted of the estimates of the ordinary and capital expenditures of the Province, for the said fiscal year, as laid before the Legislative Assembly at the present session of the Legislature with the exception of items

get du ministère du Conseil exécutif (V), de l'article 9 dudit budget pour le ministère de la jeunesse (X), de l'article 11 dudit budget pour le ministère du procureur général (XII), i.e.: \$186,824,533;

b) du douzième de l'article 11 dudit budget pour le ministère du procureur général (XII), i.e.: \$13,500.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité des voies et moyens. M. Lesage déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement de crédits provisoires votés à Sa Majesté.

M. l'orateur quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution suivante est adoptée en comité:

Résolu,—Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1965, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette Province, une somme n'excédant pas \$186,838,033.

9 and 13 of the said estimates for the Department of the Executive Council (V), of item 9 of the said estimates for the Department of Youth (X), of item 11 of the said estimates for the Department of the Attorney-General (XII), viz: \$186,824,533;

b. one-twelfth of item 11 of the said estimates for the Department of the Attorney-General (XII), viz: \$13,500.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again during the present sitting.

The Order of the Day being called for the House to resolve itself into Committee of Ways and Means, Mr. Lesage declared that he will propose the authorization for the payment of grants on account already voted to Her Majesty.

Mr. Speaker left the Chair and the House again resolved itself into Committee of Ways and Means.

The following resolution was adopted:

Resolved,—That towards making good the Supplies granted on account to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st of March, 1965, a sum not exceeding \$186,838,033. be granted out of the consolidated revenue fund of the Province.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

M. Lesage présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 51, "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail", et siège, ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill no 43, intitulé: "Loi du Financement des investissements universitaires 1964".

There may in addition be taken for the purpose of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again during the present sitting.

Mr. Lesage accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 51, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service," which was read the first, second and third time.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 44, intituled: "An Act to amend the Workmen's Compensation Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider the resolutions relating to bill No. 43, intituled: "University Investments Financing Act 1964."

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 3 de la Loi du financement des investissements universitaires (9-10 Elizabeth II, chapitre 34) soit remplacé par le suivant:

"3. Le ministre de l'éducation est autorisé à préparer, en collaboration avec les institutions universitaires, un programme de contribution gouvernementale à leurs investissements, réparti sur sept années financières à compter du 1er avril 1961 et n'excédant pas deux cent cinquante millions de dollars dans l'ensemble et quarante millions de dollars par année."

Résolu, 2.—Que l'article 8 de la dite loi, modifié par l'article 2 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 22, soit de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à payer une subvention accordée en vertu de la présente loi en assumant l'obligation d'acquitter un emprunt obligataire contracté par l'institution créancière de la subvention. En ce cas, le ministre des finances acquitte à chaque échéance, à même le fonds consolidé du revenu, les intérêts et l'amortissement ou les versements dus sur le principal de l'emprunt obligataire."

Résolu, 3.—Que l'Annexe "A" de la dite loi, remplacée par l'article 3 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 22, modifiée par l'article 1 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 23, et remplacée par l'article 2 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 19, soit de nouveau remplacée par l'Annexe "A" de la présente loi.

Résolutions à rapporter.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 3 of the University Investments Financing Act (9-10 Elizabeth II, chapter 34) be replaced by the following:

"3. The Minister of Education is authorized to draw up, in collaboration with the universitarian institutions, a program of government contribution to their investments, covering seven fiscal years from the 1st April 1961 and not exceeding two hundred and fifty million dollars in all and forty million dollars per annum."

Resolved, 2.—That section 8 of the said act, amended by section 2 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 22, be again amended by adding the following paragraph:

"The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to pay any grant made under this act by assuming the obligation to repay a bonded debt contracted by the institution to which the grant is payable. In such case the Minister of Finance shall pay out of the consolidated revenue fund, the interest and amortization or the instalments due on the principal of the bonded debt, as they fall due."

Resolved, 3.—That Schedule A to the said act, replaced by section 3 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 22, amended by section 1 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 23, and replaced by section 2 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 19, be again replaced by Schedule A to this act.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 43, intitulé: "Loi du financement des investissements universitaires 1964".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 43, intitled: "University Investments Financing Act 1964."

The bill was accordingly read the second time.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
16 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Godbout, président *pro tempore*, du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 191.—Loi concernant Le Club de golf et de curling de Joliette.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 191, intitulé: "Loi concernant le Club de golf et de curling de Joliette", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 16 juillet 1964.

Ordonné,—Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 51, intitulé:

**THURSDAY,
JULY 16th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Godbout, Chairman *pro tempore*, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the sixteenth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 191.—An Act respecting Le Club de golf et de curling de Joliette.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 191, intituled: "An Act respecting Le Club de golf et de curling de Joliette," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL

The 16th July 1964.

Ordered,—That the clerk do carry back to the Legislative Assembly the bill 51,

"Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 16 juillet 1964.

Ordonné,—Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 50, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 16 juillet 1964.

Ordonné,—Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 45, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

intituled: "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for other purposes connected with the public service," and acquaint that House that the Legislative Council have passed it.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL

The 16th July 1964.

Ordered,—That the clerk do carry back to the Legislative Assembly the bill 50, intituled: "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for other purposes connected with the public service," and acquaint that House that the Legislative Council have passed it.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL

The 16th July 1964.

Ordered,—That the clerk do carry back to the Legislative Assembly the bill 45, intituled: "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for other purposes connected with the public service," and acquaint that House that the Legislative Council have passed it.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 93, intitulé: "Loi modifiant la Loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec";

Bill 169, intitulé: "Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill 149, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Westmount".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 173, intitulé: "Loi concernant la cité de Rimouski";

Bill 174, intitulé: "Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan";

Bill 176, intitulé: "Loi concernant l'Hôpital Voghel Inc.";

Bill 185, intitulé: "Loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 93, intituled: "An Act to amend the Plumbing and heating contractors of the Province of Quebec Act";

Bill 169, intituled: "An Act respecting the master refrigeration contractors of Quebec."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bill, without amendment:

Bill 149, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Westmount."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 173, intituled: "An Act respecting the city of Rimouski";

Bill 174, intituled: "An Act to provide for the appropriation of certain immovables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan";

Bill 176, intituled: "An Act respecting Hôpital Voghel Inc.";

Bill 185, intituled: "An Act respecting the estate of Cléophas Saint-Aubin."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 98, intitulé: "Loi concernant les ingénieurs", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant la 1ère ligne du paragraphe *b*, par ce qui suit:

"faire des mesurages, des tracés, préparer des rapports, calculs,"

2. L'article 5 est modifié en remplaçant le paragraphe *d*, par le suivant:

"*d*) porter atteinte aux droits des arpenteurs-géomètres dans le domaine que la loi leur attribue;"

3. L'article 29 est modifié en ajoutant l'alinéa suivant au paragraphe 2:

"Toutefois ne devient passible de cette peine l'entrepreneur qui exécute des travaux pour le compte d'autrui, lorsqu'à leur face les plans dont il se sert apparaissent comme ayant été signés et scellés par un ingénieur membre de la Corporation ou par le détenteur d'un permis temporaire, que s'il en continue l'exécution après avoir reçu un avis écrit de la Corporation que les plans et devis utilisés pour ces travaux ne sont pas conformes aux dispositions du paragraphe 1 du présent article."

4. L'article 30 est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Cette disposition n'empêche pas un technicien d'aéronef qui détient une licence du ministère des transports du Canada de se désigner en anglais sous le titre de "aircraft maintenance engineer"."

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 98, intitulé: "Loi concernant les ingénieurs", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 98, intituled: "An Act respecting engineers," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 4 is amended by replacing the first line of paragraph *b*, by the following:

"the making of measurements, of lay-outs, the preparation of reports."

2. Section 5 is amended by replacing paragraph *d*, by the following:

"*d*. affect the rights of land surveyors in their legally recognized field;"

3. Section 29 is amended by adding the following paragraph to paragraph 2:

"Shall not be liable to such penalty the contractor who executes works for another, when on their face the plans which he uses appear to be signed and sealed by an engineer who is a member of the Corporation or by a holder of a temporary license, unless he continues such execution after having received a written notice from the Corporation that the plans and specifications used for such works do not comply with the provisions of paragraph 1 of the present section."

4. Section 30 is amended by adding, at the end, the following paragraph:

"This provision shall not prevent an aircraft technician who holds a license from the Department of Transport of Canada from designating himself in English by the title of "aircraft maintenance engineer"."

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 98, intituled: "An Act respecting engineers," and the same were read and agreed to.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Projet d'amendement au bill 54, "Code du travail" (réimpression).
(*Document de la session no 174.*)

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

Draft of an amendment to bill 54, "Labour Code" (Reprint).
(*Sessional Papers, No. 174.*)

Avant l'appel des affaires du jour, le député des Trois-Rivières, prenant la parole sur une question de privilège, dit que le journal *Le Nouvelliste*, en date du 15 juillet 1964, rapporte que l'honorable premier ministre, en parlant du député des Trois-Rivières, a dit: "Je vais vous brider, moi..."

Before the business of the day was called, the member for Three-Rivers, taking the floor on a question of privilege, said that the July 15th, 1964, edition of the daily newspaper *Le Nouvelliste* had reported that the Premier, in speaking about the member for Three-Rivers, had said: "I am going to bridle you..."

A ce moment, M. l'orateur intervient pour aviser le député des Trois-Rivières qu'il n'a pas le droit de faire indirectement ce qui lui est interdit de faire directement, qu'il revient pour la troisième fois sur une affaire qui s'est produite devant un comité de la chambre, ce qu'il n'a pas le droit de faire et il lui demande de respecter le règlement (article 285, paragraphe 6° et note 3 sous le paragraphe 12°). M. l'orateur ajoute un peu plus tard qu'il vient de rendre une décision dans le même sens que celle qu'il a rendue la veille et qu'il ne peut permettre plus ample discussion sur le sujet.

At that moment, Mr. Speaker intervened to warn the member for Three-Rivers that he did not have the right to do indirectly what he could not do directly, that he was returning for the third time to a matter that had taken place before a Committee of the House, which he had no right to do, and asked him to respect the Rules (article 285, paragraph 6, and foot-note 3 to paragraph 12). A little while later, Mr. Speaker added that he had rendered a decision of a similar kind on the previous day, and that he could not allow any further discussion on the subject.

M. Johnson en appelle à la chambre de la décision de M. l'orateur.

And Mr. Johnson having appealed to the House from Mr. Speaker's decision, the House divided, and the names being called for, they were taken down, as follows:

Et appel de la décision de M. l'orateur étant fait et mis aux voix, la chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Blank, Boulais, Brisson, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Iberville), Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt.—49.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gauthier, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lizotte, Loubier, Majeau, Russell.—19.

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.

So Mr. Speaker's decision was sustained.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Gabias:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresses des personnes qui, au cours de l'année fiscale 1963-1964, ont bénéficié de bourses d'études supérieures du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation?

2. Quel montant a été attribué à chacun des boursiers?

3. Quelles études chacun a-t-il complétées?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 175.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bernatchez:

1. Au 21 avril 1964, combien y avait-il de projets ARDA en œuvre dans la province de Québec?

2. Au 15 juin 1964, combien y avait-il de projets ARDA en œuvre dans la province de Québec?

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Gabias:

1. What are the names, given names and addresses of the persons who benefited from scholarships for advanced studies from the Department of Agriculture and Colonization during the 1963-1964 fiscal year?

2. What amount was granted to each one of these persons?

3. What studies were completed by each one of them?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(*Sessional Papers, No. 175.*)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bernatchez:

1. How many ARDA projects were being carried out in the province of Quebec as at April 21st, 1964?

2. How many ARDA projects were being carried out in the province of Quebec as at June 15th, 1964?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 176.)

Sur la motion de M. Gabias, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Une copie du rapport Sorès concernant une enquête sur le transport entre la Côte Nord et la rive sud de l'estuaire du Saint-Laurent.

M. Lévesque (Bonaventure) dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 177.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

La séance est suspendue.

A cinq heures dix, M. l'orateur reprend le fauteuil.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 28, intitulé: "Loi concernant le Parc provincial du Mont Tremblant";

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 176.)

On motion of Mr. Gabias,—
Ordered, That there be laid before the House:

A copy of the Sorès Report respecting an inquiry on transportation between the North and South Shores of the Gulf of St. Lawrence.

Mr. Lévesque (Bonaventure) laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 177.)

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 44, intituled: "An Act to amend the Workmen's Compensation Act."

The bill was accordingly read the third time.

The sitting was suspended.

At ten minutes past five o'clock, Mr. Speaker took the Chair.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 28, intituled: "An Act respecting Mont Tremblant Provincial Park";

Bill 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi des autoroutes";

Bill 32, intitulé: "Loi modifiant la Loi des monuments historiques";

Bill 40, intitulé: "Loi modifiant la Loi des allocations scolaires".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 113, intitulé: "Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs de matériel pour la lutte contre l'incendie dans la province de Québec", le titre de ce bill étant changé en celui de "Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant:

"Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la Province de Québec"

2. Le bill est modifié en biffant, partout où ils se trouvent, les mots:

"maîtres entrepreneurs (ou maître entrepreneur) de matériel pour la lutte contre l'incendie"

et en les remplaçant par ce qui suit:

"maîtres entrepreneurs (ou maître entrepreneur) en installations contre l'incendie"

Bill 29, intituled: "An Act to amend the Quebec Autoroutes Act";

Bill 32, intituled: "An Act to amend the Historic Monuments Act";

Bill 40, intituled: "An Act to amend the Schooling Allowances Act."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 113, intituled: "An Act to incorporate the Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec," the title of this bill being changed in French only to that of "Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. In the French version only, the title is replaced by the following:

"Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la Province de Québec"

2. The bill is amended in the French version only by striking out, wherever they appear, the words:

"maîtres entrepreneurs (ou maître entrepreneur) de matériel pour la lutte contre l'incendie"

and by replacing them by the following:

"maîtres entrepreneurs (ou maître entrepreneur) en installations contre l'incendie"

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 113, intitulé: "Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs de matériel pour la lutte contre l'incendie dans la province de

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 113, intituled: "An Act to incorporate the Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec," and the

Québec", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le président peut être nommé à cette fonction."

2. L'article 6 est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"La Régie fait des règlements pour sa régie interne et pour déterminer les fonctions du directeur et de son personnel, ainsi que les attributions de l'exécutif."

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts", et lesdits amendements sont lus.

M. Lesage propose:

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative accepte le deuxième amendement qu'il a apporté au bill 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts", mais qu'il refuse le premier parce qu'il contient un principe dangereux.

same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 46, intituled: "Place des Arts Act," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 5 is amended by adding the following paragraph:

"The Chairman may be appointed to this office."

2. Section 6 is amended by replacing the first paragraph by the following:

"The Board shall make by-laws respecting its internal government and to determine the duties of the director and its staff, as well as the powers of the executive."

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 46, intituled: "Place des Arts Act," and the same were read.

Mr. Lesage moved:

That a message be sent to the Legislative Council to acquaint them that the House agrees to the second amendment made by them to bill 46, intituled: "Place des Arts Act," but that it disagrees to the first one because it contains a dangerous principle.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL

Le 16 juillet 1964.

The 16th July 1964.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son premier amendement au bill 46, intitulé: "Loi de la Place des Arts".

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they do not insist on their first amendment to bill 46, intituled: "Place des Arts Act."

Sur un message de l'honorable Monsieur l'administrateur de la province, transmis par M. Pierre Gelly, huissier à la Verge noire, M. l'orateur et les députés de la chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

A message was received from the Honourable the Administrator of the Province by Pierre Gelly Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod, requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the Honourable the Administrator of the Province, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

- 28 Loi concernant le Parc provincial du Mont Tremblant;
- 29 Loi modifiant la Loi des autoroutes;
- 32 Loi modifiant la Loi des monuments historiques;
- 40 Loi modifiant la Loi des allocations scolaires;
- 46 Loi de la Place des Arts;
- 93 Loi modifiant la Loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec;

- 28 An Act respecting Mont Tremblant Provincial Park;
- 29 An Act to amend the Quebec Autoroutes Act;
- 32 An Act to amend the Historic Monuments Act;
- 40 An Act to amend the Schooling Allowances Act;
- 46 Place des Arts Act;
- 93 An Act to amend the Plumbing and heating contractors of the Province of Quebec Act;

97 Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec;	97 An Act to amend the Master Electricians of the Province of Quebec Act;
98 Loi concernant les ingénieurs;	98 An Act respecting engineers;
107 Loi constituant La Corporation des électroniciens du Québec;	107 An Act to incorporate The Quebec Corporation of Electronicians;
113 Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec;	113 An Act to incorporate the Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec;
138 Loi des orthophonistes et des audiologistes du Québec;	138 Speech Therapists and Audiologists Act;
142 Loi concernant Les Services de Santé du Québec;	142 An Act respecting Quebec Health Services;
149 Loi modifiant la charte de la cité de Westmount;	149 An Act to amend the charter of the city of Westmount;
169 Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec;	169 An Act respecting the master refrigeration contractors of Quebec;
173 Loi concernant la cité de Rimouski;	173 An Act respecting the city of Rimouski;
174 Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan;	174 An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan;
176 Loi concernant l'Hôpital Voghel Inc.;	176 An Act respecting Hôpital Voghel Inc.;
177 Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale;	177 An Act to incorporate La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale;
182 Loi constituant en corporation Les Dominicaines du Rosaire;	182 An Act to incorporate Les Dominicaines du Rosaire;
185 Loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin;	185 An Act respecting the estate of Cléophas Saint-Aubin;
187 Loi constituant en corporation Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie;	187 An Act to incorporate Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie;
192 Loi concernant le titre du lot numéro 14 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet;	192 An Act respecting the title to lot number 14 of the official cadastre for the parish of Sault-au-Récollet;
195 Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'Asbestos;	195 An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of Asbestos;
199 Loi concernant la succession de Joseph Drapeau.	199 An Act respecting the estate of Joseph Drapeau.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur sanctionne ces bills."

Alors l'honorable orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à l'honorable Monsieur l'administrateur, lui a présenté les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

45 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public;

50 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public;

51 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.

A ces bills, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills."

Au retour des députés:

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator assents to these bills."

Then the Honourable the Speaker of the Legislative Assembly addressed the Honourable the Administrator, and presented, for His Honour's acceptance, the following bills:

45 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service;

50 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service;

51 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service.

To these bills the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to these bills."

The members being returned:

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
17 JUILLET 1964.***Dix heures et demie du matin.***Prière.**

M. Godbout, président *pro tempore*, du comité des bills privés en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 139.—Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et établissant un nouveau mode de répartition de la taxe des neutres.

Votre comité recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 139, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et établissant un nouveau mode de répartition de la taxe des neutres", soit changé en celui de: "Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal".

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal", et siège ainsi durant quelque

**FRIDAY,
JULY 17th, 1964.***Ten thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

Mr. Godbout, Chairman *pro tempore*, from the Standing Committee on Private Bills in General, presented to the House the seventeenth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 139.—An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and to establish a new method of apportioning the neutral tax.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill 139, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and to establish a new method of apportioning the neutral tax," be changed to that of: "An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting The Protestant School Board of Greater Montreal."

The report was adopted.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 139, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting The Protestant School Board of Greater Montreal," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair, and Mr.

temps; puis, M. l'orateur ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

Ordonné que M. Gérin-Lajoie ait la permission de présenter le bill no 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Courcy, il est—

Ordonné que M. Courcy ait la permission de présenter le bill no 55, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Courcy, il est—

Ordonné que M. Courcy ait la permission de présenter le bill no 56, intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr. Gérin-Lajoie,—

Ordered, That Mr. Gérin-Lajoie have leave to bring in bill No. 52, intituled: "An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Courcy,—

Ordered, That Mr. Courcy have leave to bring in bill No. 55, intituled: "An Act to amend the Act respecting Farm Loans."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Courcy,—

Ordered, That Mr. Courcy have leave to bring in bill No. 56, intituled: "An Act to amend the Dairy Products Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Gérin-Lajoie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier,

On motion of Mr. Gérin-Lajoie, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee

pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts".

Sur la motion de M. Courcy, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 55, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles".

of the whole to consider certain resolutions relating to bill 52, intituled: "An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts."

On motion of Mr. Courcy, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 55, intituled: "An Act to amend the Act respecting Farm Loans."

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 54, intitulé: "Code du travail", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 54, intituled: "Labour Code," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
20 JUILLET 1964***Trois heures de l'après-midi.***Prière.**

Sur la motion de M. Courcy, il est—
Ordonné que M. Courcy ait la permission de présenter le bill no 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres de colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cliche, il est—
Ordonné que M. Cliche ait la permission de présenter le bill no 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cliche, il est—
Ordonné que M. Cliche ait la permission de présenter le bill no 59, intitulé: "Loi autorisant l'octroi de certaines concessions forestières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Courcy, il est—
Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres de colonisation".

**MONDAY,
JULY 20th, 1964.***Three o'clock, P.M.***Prayers.**

On motion of Mr. Courcy,—
Ordered, That Mr. Courcy have leave to bring in bill No. 57, intituled: "An Act to amend the Colonization Land Sales Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Cliche,—
Ordered, That Mr. Cliche have leave to bring in bill No. 58, intituled: "An Act to amend the Lands and Forests Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Cliche,—
Ordered, That Mr. Cliche have leave to bring in bill No. 59, intituled: "An Act to authorize the grant of certain timber limits."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Courcy, it was—
Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 57, intituled: "An Act to amend the Colonization Land Sales Act."

Sur la motion de M. Cliche, il est—
Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

Sur la motion de M. Cliche, il est—
Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 59, intitulé: "Loi autorisant l'octroi de certaines concessions forestières".

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires (affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire

On motion of Mr. Cliche, it was—
Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 58, intituled: "An Act to amend the Lands and Forests Act."

On motion of Mr. Cliche, it was—
Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 59, intituled: "An Act to authorize the grant of certain timber limits."

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Federal-Provincial Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Fees (Federal-Provincial Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three thousand dollars, necessary

pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 54, intitulé: "Code du travail", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Federal-Provincial Affairs)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 54, intituled: "Labour Code," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
21 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Cliche, du comité du remaniement de la division territoriale, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Cliche pour son président et M. Fernand Martel a été nommé secrétaire.

Le quorum a été fixé à 20 membres.

Votre comité a tenu cinq séances.

Votre comité a formé un sous-comité composé de trois membres dont le président général des élections, Me François Drouin, président, M. Rodolphe Laplante, sociologue, membre suggéré par l'opposition, et Me André Verge, membre suggéré par le gouvernement.

Votre comité a accepté à l'unanimité un rapport préliminaire présenté par le sous-comité, rapport dont une copie est produite avec les présentes, et suggère que ce comité étudie un plan de refonte générale de la carte électorale qui s'étendra, s'il y a lieu, aux 95 circonscriptions électorales actuelles et qui sera basé sur les recommandations de l'*Étude préliminaire de la révision de la carte électorale de la province de Québec* (Rapport Grenier).

Votre comité à l'unanimité recommande de prolonger le mandat du sous-comité avec autorisation de siéger lorsque la chambre ne tient pas de séance et même après la prorogation.

Votre comité recommande que les fonds nécessaires soient mis à la disposi-

**TUESDAY,
JULY 21st, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Cliche, from the Committee on the Redistribution of the territorial division, presented to the House the first report of the said committee as follows:

Your Committee have chosen Mr. Cliche as their Chairman and Mr. Fernand Martel has been appointed Secretary.

The quorum has been fixed at 20 members.

Your Committee have held five sittings.

Your Committee have formed a sub-committee composed of three members, with Mr. François Drouin, Chief Returning Officer, as Chairman, Mr. Rodolphe Laplante, sociologist, as member suggested by the Opposition, and Mr. André Verge, as member suggested by the Government.

Your Committee have unanimously adopted a preliminary report submitted by the sub-committee, a copy of which is attached to these presents, and suggests that this committee study a plan for a general revision of the electoral map which, if expedient, will include the 95 existing constituencies, and which will be based upon the recommendations made in the Preliminary Study of the Revision of the Electoral Map of the Province of Quebec (Grenier Report).

Your Committee recommend unanimously that the mandate of the sub-committee be extended, with authority to sit when the House is not sitting and even after the prorogation.

Your Committee recommend that the necessary funds be placed at the disposal

tion de ce sous-comité pour en rétribuer ses membres et ses employés et payer leurs dépenses.

Votre comité recommande à la chambre de l'autoriser à siéger même après la présente session et à ne faire rapport qu'au cours de la prochaine session de ses délibérations, suggestions et recommandations.

Le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Couturier, il est—
Ordonné que M. Couturier ait la permission de présenter le bill no 62, intitulé: "Loi modifiant la Loi des hôpitaux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Couturier, il est—
Ordonné que M. Couturier ait la permission de présenter le bill no 61, intitulé: "Loi concernant L'Institut Albert Prévost".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

of the sub-committee to remunerate its members and employees and to pay their expenses.

Your Committee recommend that the House do authorize them to sit even after the present session and that they only submit a report of their deliberations, suggestions and recommendations, during the next session.

The report was adopted.

On motion of Mr. Couturier,—
Ordered, That Mr. Couturier have leave to bring in bill No. 62, intituled: "An Act to amend the Hospitals Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Couturier,—
Ordered, That Mr. Couturier have leave to bring in bill No. 61, intituled: "An Act respecting L'Institut Albert Prévost."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
22 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Beaupré, du comité des privilèges et des élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité fait rapport à la chambre que le témoin M. Patrick Bellemare, 11403, 18e Avenue, Shawinigan-est, comté de Saint-Maurice, P.Q., après avoir été assigné par lettre recommandée, le 15 juillet 1964, suivant les dispositions de l'article 717 du règlement, à comparaître en personne devant le comité, le 21 juillet 1964, à 10.30 heures de l'avant-midi, pour y être interrogé en qualité de témoin dans l'enquête ordonnée par l'Assemblée législative sur l'accusation portée par le député du comté des Trois-Rivières (Me Yves Gabias) contre le député du comté de Saint-Maurice (l'honorable René Hamel), a fait défaut de comparaître.

Le rapport est lu et reçu.

M. Lesage propose:

Que la chambre ordonne au sergent d'armes d'amener sous sa garde ledit Patrick Bellemare mentionné dans le rapport qui vient d'être lu et à l'orateur de lancer un mandat en conséquence.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bertrand (Terrebonne), il est—

Ordonné que M. Bertrand (Terrebonne) ait la permission de présenter le bill

**WEDNESDAY,
JULY 22nd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Beaupré, from the Committee on Privileges and Elections, presented to the House the first report of the said committee as follows:

Your Committee report to the House that the witness, Mr. Patrick Bellemare, 11403, 18th Avenue, Shawinigan-East, Saint-Maurice County, after having been summoned by registered letter dated July 15th, 1964, under the provisions of article 717 of the Rules, to appear in person before the Committee on July 21st, 1964, at 10.30 o'clock of the forenoon, to be interrogated as a witness in the investigation ordered by the Legislative Assembly to inquire into the charge made by the member for the County of Three-Rivers (Mr. Yves Gabias) against the member for the County of Saint-Maurice (The Honourable René Hamel), did fail to appear.

The report was read and received.

Mr. Lesage moved:

That the House do order the Sergeant-at-Arms to bring in his custody the said Patrick Bellemare, mentioned in the report that had just been read, and the Speaker to issue a warrant accordingly.

The motion was adopted.

On motion of Mr. Bertrand (Terrebonne),—

Ordered, That Mr. Bertrand (Terrebonne) have leave to bring in bill No. 63,

no 63, intitulé: "Loi du Conseil d'artisanat du Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bertrand (Terrebonne), il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 63, intitulé: "Loi du Conseil d'artisanat du Québec".

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 54, intitulé: "Code du travail", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 47, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Boulevard métropolitain".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

intituled: "Quebec Handicraft Council Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bertrand (Terrebonne), it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 63, intituled: "Quebec Handicraft Council Act."

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 54, intituled: "Labour Code," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 47, intituled: "An Act to amend the Metropolitan Boulevard Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 47, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Boulevard métropolitain".

M. Pinard informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Pinard propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que la Loi du Boulevard métropolitain (9-10 Elizabeth II, chapitre 61) soit modifiée en insérant, après l'article 19, le suivant:

"19a. La Corporation de Montréal Métropolitain peut, en suivant la procédure établie à la Loi du Boulevard métropolitain pour les emprunts destinés à payer le Boulevard métropolitain, décréter le parachèvement des voies latérales et emprunter les deniers nécessaires, à la condition que le ministre de la voirie se charge de l'exécution des travaux.

Le coût de ces travaux et de ceux déjà exécutés pour les voies latérales, y compris celui de l'acquisition des immeubles, est payé par le gouvernement de la province et les municipalités intéressées

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 47, intitled: "An Act to amend the Metropolitan Boulevard Act."

Mr. Pinard informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Pinard moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the Metropolitan Boulevard Act (9-10 Elizabeth II, chapter 61) be amended by inserting after section 19 the following section:

"19a. The Montreal Metropolitan Corporation, by following the procedure prescribed in the Metropolitan Boulevard Act for loans to pay for the Metropolitan boulevard, may order the completion of the lateral roads and borrow the necessary moneys, provided that the Minister of Roads undertakes the carrying out of the work.

The cost of such work and of that already carried out for lateral roads, including the cost of acquisition of immoveables, shall be paid by the government of the Province and the municipi-

dans les proportions et suivant le mode de répartition déterminés à l'article 19."

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 47.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 47, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Boulevard métropolitain", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant

palities concerned in the proportions and according to the mode of apportionment prescribed in section 19."

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 47.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 47, intitled: "An Act to amend the Metropolitan Boulevard Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 52, intitled: "An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed

de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts".

M. Gérin-Lajoie informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Gérin-Lajoie propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre de l'éducation à céder à l'Université Laval et l'Université de Montréal, l'aménagement, l'outillage, les fournitures, le fonds de bibliothèque et les autres biens mobiliers affectés à l'usage de l'École d'architecture de Québec et de l'École d'architecture de Montréal; il pourra également l'autoriser à conclure, avec chacune de ces universités une convention concernant l'usage et l'administration des immeubles affectés à ces écoles.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des finances à accorder à l'Université Laval et à l'Université de Montréal des subventions au montant total ne

the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 52, intitled: "An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts."

Mr. Gérin-Lajoie informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Gérin-Lajoie moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That the Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he determines, may authorize the Minister of Education to convey to Laval University and Montreal University, the furniture, equipment, supplies, library collections and other moveable property appropriated for the use of the Quebec School of Architecture and the Montreal School of Architecture; he may also authorize him to make an agreement with each of such universities respecting the use and management of the immoveables assigned to such schools.

Resolved, 2.—That the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to grant subsidies to Laval University and Montreal University up to a total amount not ex-

dépassant pas le solde non dépensé des crédits votés pour l'année financière 1964-65 et attribués à l'École d'architecture de Québec et à l'École d'architecture de Montréal.

Résolutions à rapporter.

ceeding the unexpended balance of the appropriations voted for the fiscal year 1964-65 and allotted to the Quebec School of Architecture and the Montreal School of Architecture.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 52.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 52.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 52, intituled: "An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 55, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 55, intituled: "An Act to amend the Act respecting Farm Loans."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed

de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 55, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles".

M. Courcy informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Courcy propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 5 de la Loi concernant les prêts agricoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 114), abrogé par l'article 2 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 32, soit remplacé par le suivant:

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à payer, à compter du 1er mai 1964, sur les prêts consentis à des anciens combattants à titre de cultivateurs à plein temps de cette province, après le 26 juin 1954, sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (Statuts refondus du Canada, 1952, chapitre 280), la différence entre l'intérêt annuel de deux et demi pour cent et celui dû sur ces prêts.

the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 55, intituled: "An Act to amend the Act respecting Farm Loans."

Mr. Courcy informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Courcy moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 5 of the Act respecting Farm Loans (Revised Statutes, 1941, chapter 114), repealed by section 2 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 32, be replaced by the following:

"5. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he shall determine, may authorize the Bureau to pay, as from the 1st of May 1964, on loans made to veterans as full-time farmers of this Province, after the 26th of June 1954, under Part III of the Veterans' Land Act (Revised Statutes of Canada, 1952, chapter 280), the difference between the annual interest of two and one-half per cent and that owing on such loans.

Cette différence n'est payée que sur un prêt n'excédant pas quinze mille dollars et, si le prêt excède ce montant, elle n'est payée que sur une partie de l'intérêt proportionnelle à la fraction du prêt correspondant à quinze mille dollars.

Pour l'application du second alinéa aux prêts consentis avant le 1er mai 1964, le solde du principal à cette date est considéré comme le montant du prêt."

Résolu, 2.—Qu'en vertu de l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, l'article 16 de la Loi concernant les prêts agricoles, abrogé par l'article 3 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 32, soit remplacé par le suivant :

"16. L'hypothèque qui garantit un prêt hypothécaire consenti par la Société à un cultivateur de cette province, après le 1er mai 1964, n'est pas invalidée par le défaut d'obtention ou d'enregistrement d'un certificat du percepteur des droits sur les successions ou du percepteur du revenu de la province."

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 55.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 55, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles", et siège ainsi durant quelque temps; puis,

Such difference shall be paid only on a loan not exceeding fifteen thousand dollars and, if the loan exceeds such amount, it shall be paid only on a portion of the interest proportionate to the fraction of the loan corresponding to fifteen thousand dollars.

In applying the second paragraph to loans made before the 1st of May 1964, the balance of the principal on that date shall be considered as being the amount of the loan."

Resolved, 2.—That under section 2 of the act accompanying these resolutions, section 16 of the Act respecting Farm Loans, repealed by section 3 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 32, be replaced by the following:

"16. The hypothec securing a hypothecary loan made by the Corporation to a farmer of this Province, after the 1st of May 1964, shall not be invalidated by failure to obtain or to register a certificate of the collector of succession duties or of the collector of provincial revenue."

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 55.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 55, intituled: "An Act to amend the Act respecting Farm Loans," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed

M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 56, intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres de colonisation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que

the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 56, intitled: "An Act to amend the Dairy Products Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 57, intitled: "An Act to amend the Colonization Land Sales Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some

celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la prise en considération des deuxième et troisième rapports du comité spécial institué aux fins d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail ainsi que l'arbitrage des différends et griefs dans les services du gouvernement provincial et ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités.

Sur la motion de Mme Kirkland-Casgrain, il est—

Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

The Order of the Day being called for the consideration of the second and third reports of the special committee appointed to inquire into the conditions that should govern collective bargaining respecting conditions of employment, as well as the arbitration of disputes and grievances in the provincial government services as well as those of hospitals, school boards and municipalities.

On motion of Mrs. Kirkland-Casgrain, it was—

Ordered, That the order be discharged.

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
23 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 39, intitulé: "Loi des agents de réclamations";

Bill 43, intitulé: "Loi du financement des investissements universitaires 1964";

Bill 49, intitulé: "Loi de la contestation des élections provinciales".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 42, intitulé: "Loi de la Régie des eaux de Québec", avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 17 est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Une personne ne peut cesser d'exploiter un système d'aqueduc ou d'égout sans la permission écrite de la Régie."

Aussi le bill 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail", avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

**THURSDAY,
JULY 23rd, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 39, intituled: "Claims Adjusters Act";

Bill 43, intituled: "University Investments Financing Act 1964";

Bill 49, intituled: "Provincial controverted elections act."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 42, intituled: "Quebec Water Board Act," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 17 is amended by adding to it the following paragraph:

"A person may not cease to operate a water works or sewer system without the written permission of the Board."

Also bill 44, intituled: "An Act to amend the Workmen's Compensation Act," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. L'article 7 est modifié en biffant, dans les 6e, 7e et 8e lignes du sous-article 49, les mots:

"dans les six jours, de leurs premières constatations, traitements et recommandations;"

et en les remplaçant par ce qui suit:

"de leurs constatations, traitements et recommandations, dans les six jours du premier traitement, de la consultation ou de l'examen;"

1. Section 7 is amended by striking out, in the 6th and 7th lines of subsection 49, the words:

"within six days, his first findings, treatments and recommendations;"

and by replacing them by the following:

"his findings, treatments and recommendations, within six days of the first treatment, consultation or examination;"

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 42, intitulé: "Loi de la Régie des eaux de Québec", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 44, intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 42, intituled: "Quebec Water Board Act," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 44, intituled: "An Act to amend the Workmen's Compensation Act," and the same was read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 52, intituled: "An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts."

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 56, intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à neuf heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 56, intitled: "An Act to amend the Dairy Products Act."

The bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at nine thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
24 JUILLET 1964.***Neuf heures et demie du matin.***Prière.**

Sur la motion de M. Lévesque (Montréal-Laurier), il est—

Ordonné que M. Lévesque (Montréal-Laurier) ait la permission de présenter le bill no 66, intitulé: "Loi concernant Hydro-Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Mr. Lesage dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 8 juillet 1964, concernant la garantie par la Commission Hydroélectrique de Québec des dettes obligataires des compagnies d'électricité dont elle a acquis les actions et la garantie de cet engagement par la province de Québec.

(Document de la session no 178.)

Question par M. Allard:

Quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de Les Pavages St-Laurent, de Vallée-Jonction?

Réponse par M. Arsenault:

D'après le rapport fourni pour l'année 1963 au Service des renseignements sur la Loi des compagnies, les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de "Les Pavages St-Laurent, Limitée", de Vallée-Jonction, sont les suivants:

**FRIDAY,
JULY 24th, 1964.***Nine thirty o'clock, A.M.***Prayers.**

On motion of Mr. Lévesque (Montreal-Laurier),—

Ordered, That Mr. Lévesque (Montreal-Laurier) have leave to bring in bill No. 66, intituled: "An Act respecting Hydro-Quebec."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Lesage laid upon the table the following document:

Copy of an Order in Council, dated July 8th, 1964, concerning Hydro-Quebec's guarantee of bonds and debentures of power companies the shares of which Hydro-Quebec has acquired and the guarantee of this obligation by the Province of Quebec.

(Sessional Papers, No. 178.)

Question by Mr. Allard:

What are the names, given names and addresses of the directors and officers of Les Pavages St-Laurent, of Vallée Junction?

Answer by Mr. Arsenault:

According to the report for 1963 which was submitted to the Companies Act Information Service, the names, given names and addresses of the directors and officers of "Les Pavages St-Laurent, Limitée," of Valley Junction are as follows:

Président:

M. St-Georges Fortin,
Ville Saint-Georges Est,
Comté de Beauce.

Vice-président:

M. Colomb Cliche,
Ville Saint-Georges Ouest,
Comté de Beauce.

Secrétaire:

Madame Thérèse Gilbert-Fortin,
Ville Saint-Georges Est,
Comté de Beauce.

Directeur:

M. Laurent Lapointe,
Saint-Honoré,
Comté de Beauce.

Question par M. Allard:

1. Relativement aux travaux d'asphaltage de la nouvelle route Saint-Joseph—Saint-Odilon, dans le comté de Beauce:

a) des soumissions publiques ont-elles été demandées;

b) si oui, quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de chaque soumission;

c) qui a obtenu le contrat pour les dits travaux et quel est le montant du dit contrat?

Réponse par M. Pinard:

1. a) b) c) En 1963, le ministère de la Voirie a accordé un contrat pour un montant de \$20,506.98 à la firme "Les Pavages St-Laurent, Limitée", pour l'asphaltage d'une section de la route Saint-Joseph—Saint-Odilon (appelée "route neuve") et d'une section de la route no 1 dans East Broughton et Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Beauce.

La partie du contrat pour la route Saint-Joseph—Saint-Odilon s'élevait à \$8,245.

President:

Mr. St-Georges Fortin,
Ville Saint-Georges Est,
Beauce county.

Vice-President:

Mr. Colomb Cliche,
Ville Saint-Georges Ouest,
Beauce county.

Secretary:

Mrs. Thérèse Gilbert-Fortin,
Ville Saint-Georges Est,
Beauce county.

Director:

Mr. Laurent Lapointe,
Saint-Honoré,
Beauce county.

Question by Mr. Allard:

1. Respecting the work of laying asphalt on the new Saint-Joseph—Saint-Odilon road in Beauce county:

a) were public tenders called for;

b) if so, what are the names of the persons who submitted tenders, and what was the amount of each bid;

c) to whom was the contract awarded for the said work, and what was the amount of the said contract?

Answer by Mr. Pinard:

1. a) b) c) In 1963, the Department of Roads awarded a contract in the amount of \$20,506.98 to the firm "Les Pavages St-Laurent, Limitée," to lay asphalt on a section of the Saint-Joseph—Saint-Odilon highway (called "the new highway") and on a section of Route 1, in East Broughton and Sacré-Cœur-de-Jésus, in Beauce county.

The part of the contract for the Saint-Joseph—Saint-Odilon highway amounted to \$8,245.

L'estimation des ingénieurs du ministère de la Voirie, pour l'exécution de tous ces travaux, s'élevait à \$20,506.98, et il n'y a pas eu appel de soumissions publiques, étant donné qu'il s'agissait d'un contrat pour un montant inférieur à \$50,000.

En 1964, le ministère de la Voirie a accordé un contrat aux mêmes entrepreneurs, pour l'asphaltage d'une autre section de la route Saint-Joseph—Saint-Odilon (appelée "routes Jos.-Vachon et Sainte-Adèle"), pour un montant de \$10,310.70.

L'estimation des ingénieurs du ministère de la Voirie, pour l'exécution de ces travaux, était de \$10,331.21 et il n'y a pas eu appel de soumissions publiques, vu qu'il s'agissait d'un contrat pour un montant inférieur à \$50,000.

Question par M. Bellemare:

1. Quelle somme a été versée à chacun des membres du comité formé en vertu de l'arrêté en conseil 2411, du 14 décembre 1961, en vue d'effectuer une étude préliminaire à la revision de la carte électorale de la province?

2. Quelle somme totale le gouvernement a-t-il déboursée à ce sujet?

Réponse par M. Lesage:

1. et 2.

The estimate made by the engineers of the Department of Roads for the carrying out of all this work was \$20,506.98, and no call was made for public tenders, as the amount of the contract was less than \$50,000.

In 1964, the Department of Roads awarded a contract to the same contractors for the laying of asphalt on another section of the Saint-Joseph—Saint-Odilon highway (called "the Jos.-Vachon and Sainte-Adèle highways"), for an amount of \$10,310.70.

The estimate made by the engineers of the Department of Roads for the carrying out of this work was \$10,331.21, and no call was made for public tenders as the amount of the contract was less than \$50,000.

Question by Mr. Bellemare:

1. What amount was paid to each one of the members of the committee appointed in virtue of Order in Council 2411, dated December 14th, 1961, to make a preliminary study of the revision of the electoral map of the province?

2. What was the total amount that the government spent in this respect?

Answer by Mr. Lesage:

1. and 2.

	<i>Honoraires</i>	<i>Dépenses de voyage</i>	<i>Total</i>
	<i>Fees</i>	<i>Travelling expenses</i>	
M. Fernand Grenier	\$ 400.00	\$200.55	
M. André Raynauld	400.00	164.10	
M. Jean Hamelin	400.00	24.00	
M. Vincent Lemieux	400.00	24.00	
M. Yves Martin	400.00	16.00	
M. Harold M. Angell	400.00	145.40	
	<u>\$2,400.00</u>	<u>\$574.05</u>	
			<u><u>\$2,974.05</u></u>

Question par M. Majeau:

1. De quelle personne ou compagnie le Gouvernement a-t-il loué le magasin pour la vente de boissons alcooliques dans la cité de Joliette?

2. Quelle est la durée du bail?

3. Le loyer est-il payé sur une base mensuelle ou annuelle?

4. Quel est le montant du loyer?

Réponse par M. Hamel (Saint-Maurice):

1. J. K. Battah.

2. 10 ans.

3. Mensuelle.

4. \$500.00 par mois.

Question par M. Bernatchez:

1. Le ministère de l'Agriculture a-t-il établi un bureau pour les agronomes à Victoriaville?

2. Si oui, est-ce que la bâtisse où se trouve le bureau en question appartient au gouvernement du Québec?

3. Si non, de qui a-t-il loué le local?

4. Quels sont les propriétaires de l'immeuble en question?

5. Y a-t-il eu un bail intervenu entre le ou les propriétaires de cet immeuble et le gouvernement du Québec?

6. Quelle est la durée du bail?

7. Quel est le loyer payé par mois?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Oui.

2. Non.

3. et 4. "Les Immeubles Ste-Victoire, Inc." représentés au bail par M. Roger Rouleau.

5. Oui.

6. 2 ans.

7. \$385.75.

Question par M. Bernatchez:

1. Le gouvernement de la province a-t-il loué, depuis le 5 juillet 1960, un

Question by Mr. Majeau:

1. From what person or firm did the government rent the store for the sale of alcoholic liquor in the city of Joliette?

2. What is the term of the lease?

3. Is the rent paid on a monthly or yearly basis?

4. What is the amount of the rent?

Answer by Mr. Hamel (Saint-Maurice):

1. J. K. Battah.

2. 10 years.

3. Monthly.

4. \$500.00 per month.

Question by Mr. Bernatchez:

1. Did the Department of Agriculture establish an office for the agronomists in Victoriaville?

2. If so, does the building in which this office is located belong to the government of Quebec?

3. If not, from whom were the premises rented?

4. Who are the owners of the building in question?

5. Was a lease signed between the owner or owners of this building and the government of Quebec?

6. What is the term of the lease?

7. What is the monthly amount of the rent?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. Yes.

2. No.

3. and 4. "Les Immeubles Ste-Victoire, Inc." represented on the lease by Mr. Roger Rouleau.

5. Yes.

6. 2 years.

7. \$385.75.

Question by Mr. Bernatchez:

1. Has the government of the province rented new premises for the Ar-

nouveau local pour l'unité sanitaire du comté d'Arthabaska ?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'adresse du nouveau local ?

3. Quel est le nom du locateur de cet immeuble ?

4. A quelle date l'unité sanitaire a-t-elle occupé ce local ?

5. Quelle est la durée du bail ?

6. Quel est le coût du loyer mensuel ou annuel ?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Oui.

2. 21c, rue des Forges, Victoriaville, comté d'Arthabaska.

3. L. Arcand.

4. Le 15 décembre 1962.

5. 5 ans, 4½ mois.

6. Loyer mensuel: \$1,072.50.

thabaska county Sanitary Unit since July 5th, 1960 ?

2. If so, what is the address of the new premises ?

3. What is the name of the lessor of this immovable ?

4. On what date did the Sanitary Unit occupy the premises ?

5. What is the term of the lease ?

6. What is the monthly or annual cost of the rent ?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. Yes.

2. 21c, Des Forges Street, Victoriaville, Arthabaska county.

3. L. Arcand.

4. December 15th, 1962.

5. 5 years, 4½ months.

6. Monthly rent: \$1,072.50.

Sur la motion de M. Lévesque (Mont-réal Laurier); il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 66, intitulé: "Loi concernant Hydro-Québec".

On motion of Mr. Lévesque (Mont-real-Laurier), it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 66, intituled: "An Act respecting Hydro-Quebec."

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

On motion of Mr. Lesage,—

Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until Monday next at three o'clock, P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
27 JUILLET 1964.***Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Ordonné que M. Hamel (Saint-Maurice) ait la permission de présenter le bill no 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Ordonné que M. Hamel (Saint-Maurice) ait la permission de présenter le bill no 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fortin, il est—

Ordonné que M. Fortin ait la permission de présenter le bill no 67, intitulé: "Loi sur la discrimination dans l'emploi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet

**MONDAY,
JULY 27th, 1964.***Three o'clock, P.M.*

Prayers.

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice),—

Ordered, That Mr. Hamel (Saint-Maurice) have leave to bring in bill No. 64, intituled: "An Act to amend the Courts of Justice Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice),—

Ordered, That Mr. Hamel (Saint-Maurice) have leave to bring in bill No. 65, intituled: "An Act to amend the Territorial Division Act."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Fortin,—

Ordered, That Mr. Fortin have leave to bring in bill No. 67, intituled: "An Act respecting discrimination in employment."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice), it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolu-

de résolutions relatives au bill 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires".

Sur la motion de M. Hamel (Saint-Maurice), il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale".

Sur la motion de M. Fortin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la chambre se formera en comité plénier, pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 67, intitulé: "Loi sur la discrimination dans l'emploi".

tions relating to bill 64, intituled: "An Act to amend the Courts of Justice Act."

On motion of Mr. Hamel (Saint-Maurice), it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider certain resolutions relating to bill 65, intituled: "An Act to amend the Territorial Division Act."

On motion of Mr. Fortin, it was—

Resolved that, at the next sitting, the house do resolve itself into a committee of the whole to consider a resolution relating to bill 67, intituled: "An Act respecting discrimination in employment."

Question par M. Lizotte:

1. Quelle est la nature des services rendus par la Société d'études et de recherches appliquées, Ltée, à qui ont été payés \$85,270.00 et \$4,000.00, tel qu'il appert aux *Comptes publics* 1962-63, page 371, et 1961-62, page 374 ?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresses des directeurs et officiers de cette compagnie ?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

1. Étude en vue de la réorganisation et de la mécanisation du Service des finances scolaires et du Service de l'aide aux étudiants.

2. D'après le rapport fourni en 1963 au Service des renseignements sur les compagnies, Secrétariat de la province:

Président:

Dr. Josef Kates,
Toronto.

Question by Mr. Lizotte:

1. What is the nature of the services rendered by the Société d'études et de recherches appliquées, Ltée, to which was paid \$85,270.00 and \$4,000.00 as shown on page 371 of *Public Accounts* for 1962-63, and on page 374 of *Public Accounts* for 1961-62 ?

2. What are the names, given names and addresses of the directors and officers of this company ?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

1. A survey respecting the reorganization and mechanizing of the School Financing Service and the Students' Aid Service.

2. According to the report submitted in 1963 to the Companies Information Service, Provincial Secretary's Department:

President:

Dr. Josef Kates,
Toronto.

Vice-président:

Dr. B. A. Griffith,
Toronto.

Secrétaire-trésorier:

Leonard Casciato,
Toronto.

Le siège social de cette firme est situé à 1170, Beaver Hall Square, Montréal.

Question par M. Lizotte:

1. Quel est le montant total payé par le gouvernement et ses organismes à K.C.S. Quebec, Ltd., depuis le 5 juillet 1960?

2. Quelle est la nature des services rendus ou des marchandises vendues au gouvernement par cette compagnie?

3. Quels sont les nom, prénoms et adresses des officiers et directeurs de cette compagnie?

Réponse par M. Lesage:

1. \$236,355.

2. Services d'étude nécessités par la réorganisation des ministères des Mines et des Ressources hydrauliques, en vue de la fusion des dits ministères sous le titre de Richesses naturelles.

Honoraires professionnels pour le calcul des quantités, profils et courbes verticales, pour le compte du ministère de la Voirie.

Diverses études techniques pour le compte du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Services de mécanographie en relation avec l'analyse des budgets des hôpitaux, en attendant que le Service de mécanographie du ministère des Finances soit en mesure d'absorber ce travail.

3. D'après le rapport fourni en 1963 au Service des renseignements sur les compagnies, Secrétariat de la province:

Vice-President:

Dr. B. A. Griffith,
Toronto.

Secretary-Treasurer:

Leonard Casciato,
Toronto.

The head office of this firm is located at 1170 Beaver Hall Square, Montreal.

Question by Mr. Lizotte:

1. What is the total amount that the government has paid to K.C.S. Quebec, Ltd., since July 5th, 1960?

2. What is the nature of the services rendered or the merchandise sold to the government by this company?

3. What are the names, given names and addresses of the officers and directors of this company?

Answer by Mr. Lesage:

1. \$236,355.

2. Study services necessitated by the reorganization of the Department of Mines and the Department of Hydraulic Resources, in view of the merger of the said Departments under the name of Natural Resources.

Professional fees for calculating quantities, contours and vertical sections, for the Department of Roads.

Various technical surveys for the Department of Industry and Commerce.

Data processing regarding the analysis of hospital budgets until such time as the Data Processing Centre of the Department of Finance is able to carry out this work.

3. According to the report submitted to the Companies Information Service, Provincial Secretary's Department:

Président:

Dr. Josef Kates,
20 Spadina Road,
Toronto.

Vice-président:

Dr. B. A. Griffith,
Toronto.

Secrétaire-trésorier:

Leonard Casciato,
Toronto.

Question par M. Bernatchez:

1. Le ministère des Transports avait-il, en 1963, des écoles de conduite de véhicules-automobiles dûment enregistrées dans le comté d'Arthabaska?

2. Si oui, quels étaient les détenteurs de tels permis?

3. Ces permis ont-ils été renouvelés en 1964?

4. Si non, pourquoi?

5. Y a-t-il eu de nouveaux permis accordés en 1964 pour des écoles de conduite de véhicules-automobiles?

6. Si oui, à qui et l'adresse de celui ou ceux qui ont obtenu de tels permis?

7. Y a-t-il eu des demandes pour de tels permis en 1963 et 1964 qui ont été refusées par le ministère?

8. Si oui, à qui et quand?

Réponse par M. Cournoyer:

1. Oui.

2. N. Hébert et M. Paris.

3. et 4. Oui.

5., 6., 7. et 8. Non.

President:

Dr. Josef Kates,
20 Spadina Road,
Toronto.

Vice-President:

Dr. B. A. Griffith,
Toronto.

Secretary-Treasurer:

Leonard Casciato,
Toronto.

Question by Mr. Bernatchez:

1. Did the Department of Transportation have any duly registered automobile driving schools in Arthabaska county in 1963?

2. If so, who were the holders of such permits?

3. Were these permits renewed in 1964?

4. If not, why not?

5. Were any new permits issued in 1964 for automobile driving schools?

6. If so, what is the name and address of the person or persons who obtained such permits?

7. Were any requests for such permits refused by the Department in 1963 and 1964?

8. If so, when and to whom?

Answer by Mr. Cournoyer:

1. Yes.

2. N. Hébert and M. Paris.

3. and 4. Yes.

5., 6., 7. and 8. No.

Sur la motion de M. Boudreau, il est—

Résolu que cette chambre vote une adresse priant l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la chambre:

On motion of Mr. Boudreau,—

Resolved, That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

Copie de toute correspondance échangée d'une part entre le gouvernement fédéral, l'un quelconque de ses ministres, fonctionnaires ou officiers et, d'autre part, le gouvernement de la province de Québec, le premier ministre ou l'un de ses ministres, fonctionnaires ou officiers, concernant le numéro d'assurance-sociale établi par le gouvernement fédéral.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 179.)

Sur la motion de M. Lavoie (Wolfe):
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Un état contenant les renseignements suivants:

1. Les nom, prénoms et adresses des membres de la corporation du Pavillon Saint-Georges, de Sherbrooke.

2. Le montant total déboursé à date par le gouvernement pour la construction dudit pavillon.

3. La liste de tous et chacun des soumissionnaires et le montant de chaque soumission.

4. La liste des personnes à qui des honoraires ont été payés depuis le début de la construction de ce pavillon et le montant dans chaque cas.

5. Copie de tous les contrats passés entre la corporation du Pavillon Saint-Georges et toute personne, société ou corporation.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 180.)

La séance est suspendue jusqu'à huit heures, ce soir.

A copy of all the correspondence exchanged by the federal government or any of its ministers, employees or officials on the one hand, and the government of the province of Quebec or the Premier or any of its ministers, employees or officials on the other hand, respecting the social security numbers established by the federal government.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 179.)

On motion of Mr. Lavoie (Wolfe):
Ordered, That there be laid before the House:

A statement giving the following informations:

1. The names, given names and addresses of the members of the corporation of the Pavillon Saint-Georges in Sherbrooke.

2. The amount paid out to date by the government for the construction of the said pavillon.

3. A list of each and every one of the persons who submitted tenders and the amount of each bid.

4. A list of the persons to whom fees have been paid since the construction of this pavillon was begun, and the amount in each case.

5. Copies of all the contracts made between the corporation of Pavillon Saint-Georges and any person, firm or corporation.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 180.)

The sitting was suspended until eight o'clock, P.M.

*Huit heures du soir.**Eight o'clock, P.M.*

La chambre reprend sa séance.

The House resumed its sitting.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne
maintenant.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be
adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**MARDI,
28 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

Sur la motion de M. Laporte, il est—
Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 68, intitulé: "Loi concernant la ville de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Majeau:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresses:

a) des directeurs;
b) du secrétaire-trésorier de Joliette Asphalte, Inc.?

2. a) Cette compagnie a-t-elle obtenu, depuis le 15 novembre 1962, des contrats d'entreprise du gouvernement, ou d'un de ses offices, ou d'une de ses régies ou commissions;

b) dans l'affirmative, quels sont la nature et le montant de chaque contrat?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 181.)

**TUESDAY,
JULY 28th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

On motion of Mr. Laporte,—
Ordered, That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 68, intituled: "An Act respecting the city of Montreal."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Majeau:

1. What are the names, given names and addresses of:

a) the directors;
b) the Secretary-Treasurer of Joliette Asphalte, Inc.?

2. a) Has this company been awarded any contracts from the government or from any of its bureaux, boards or commissions since November 15th, 1962;

b) if so, what was the nature and the amount of each contract?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 181.)

M. Lesage propose:

Que la chambre siège mercredi le 29 juillet de deux heures et demie de l'après-midi à minuit sans interruption et chacun des jours suivants, sauf le dimanche, de dix heures du matin à minuit sans interruption et qu'à chacune de ces séances l'ordre des affaires soit celui du mardi.

La motion est adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres de colonisation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres de colonisation".

M. Courcy informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Courcy propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'article 16 de la Loi des terres de colonisation (Statuts refondus,

Mr. Lesage moved:

That the House do sit on Wednesday, July 29th, from half past two o'clock in the afternoon until midnight without interruption, and on each of the following days except Sunday, from ten o'clock in the forenoon until midnight without interruption, and that at each one of these sittings, the order of business be that of Tuesdays.

The motion was adopted.

The House, according to Order, again resolved itself into a committee of the Whole House to consider bill No. 57, intituled: "An Act to amend the Colonization Land Sales Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 57, intituled: "An Act to amend the Colonization Land Sales Act."

Mr. Courcy informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Courcy moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That section 16 of the Colonization Land Sales Act (Revised

1941, chapitre 104), modifié par les articles 1 et 10 de la loi 6 George VI, chapitre 37, soit de nouveau modifié en remplaçant les trois premiers alinéas par les suivants:

"16. La vente des terres de colonisation est faite, aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil, soit pour fins de colonisation, soit pour toute autre fin jugée dans l'intérêt de la colonisation ou de l'agriculture.

Les lettres patentes ne sont délivrées que lorsque les conditions fixées ont été remplies.

Dans le cas d'une terre où se trouve une érablière exploitable comme sucrerie, les lettres patentes peuvent être délivrées même si les conditions de défrichement ne sont pas remplies."

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 57.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres de colonisation", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Statutes, 1941, chapter 104) amended by sections 1 and 10 of the act 6 George VI, chapter 37, be again amended by replacing the first three paragraphs by the following:

"16. The sale of colonization land shall be made upon the conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council, either for colonization purposes or for any other purpose deemed in the interest of colonization or agriculture.

The letters patent shall not be issued until the determined conditions have been fulfilled.

In the case of land on which there is a maple-grove workable as a sugary, the letters patent may be issued even if the clearing conditions have not been fulfilled."

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 57.

The House, according to order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 57, intituled: "An Act to amend the Colonization Land Sales Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

M. Cliche informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Cliche propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, —Que l'article 25 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1941, chapitre 93) soit remplacé par le suivant:

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 58, intitled: "An Act to amend the Lands and Forests Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 58, intitled: "An Act to amend the Lands and Forests Act."

Mr. Cliche informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Cliche moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, —That section 25 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1941, chapter 93) be replaced by the following:

"25. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à concéder des terres publiques à toute personne dont les terres, détenues en toute propriété ou à titre de concessions forestières, ont été submergées ou autrement requises pour la construction de barrages faits par la couronne en vue d'emmagasiner les eaux des rivières ou de les faire servir à la production d'énergie électrique ou pour la construction d'ouvrages connexes.

Les terres accordées en échange doivent être de même valeur et de même tenure. Cependant il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder des concessions forestières en échange de terres détenues en propriété.

Les terres ou concessions faisant l'objet de l'échange doivent être rétrocédées à la couronne libres de toute charge avant la concession consentie en retour.

La valeur des terres ou concessions rétrocédées et de celles données en retour doit être préalablement établie après inventaire."

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 58.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts," et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport

"25. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to grant public lands to any person whose lands, held in full ownership or as timber limits, have been flooded or otherwise required for the construction of dams built by the Crown for the storage of river waters, or for use in the production of electric power or for the construction of related works.

The lands granted in exchange must be of the same value and tenure. Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may grant timber limits in exchange for lands held in ownership.

The lands or timber limits taken in exchange must be retroceded to the Crown free of all charges, before the grant in exchange is made.

The value of the lands or timber limits retroceded and of those given in exchange must be previously determined after inventory."

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 58.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 58, intituled: "An Act to amend the Lands and Forests Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the

que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 59, intitulé: "Loi autorisant l'octroi de certaines concessions forestières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 59, intitulé: "Loi autorisant l'octroi de certaines concessions forestières".

M. Cliche informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Cliche propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le mi-

bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 59, intitled: "An Act to authorize the grant of certain timber limits."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 59, intitled: "An Act to authorize the grant of certain timber limits."

Mr. Cliche informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Cliche moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the Lieutenant-Governor in Council may authorize

nistre des terres et forêts à concéder par permis de coupe renouvelable au prix minimum de mille dollars le mille carré et aux autres conditions qu'il fixe, les concessions forestières mentionnées dans les annexes à la loi qui accompagne la présente résolution aux concessionnaires qui y sont désignés et que la description de ces concessions soit conservée aux archives du ministère des terres et forêts.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 59.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 59, intitulé: "Loi autorisant l'octroi de certaines concessions forestières", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Dozois:

1. Relativement à l'émission d'obligations de la province en date du 15 juin 1964:

a) à quel prix la province a-t-elle vendu ces obligations;

the Minister of Lands and Forests to grant, by renewable licences to cut timber at a minimum price of one thousand dollars per square mile and on such other conditions as he shall determine, the timber limits mentioned in the schedules to the act accompanying this resolution to the grantees therein designated and that the description of such limits shall be preserved in the records of the Department of Lands and Forests.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 59.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 59, intituled: "An Act to authorize the grant of certain timber limits," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Question by Mr. Dozois:

1. Respecting the sale of the provincial bond issue dated June 15th, 1964:

a) at what price did the province sell these bonds;

b) quel en a été le coût net à la province;

c) quels sont les noms des maisons de courtage ou des banques qui agissaient comme gérant du syndicat responsable de la vente de cette émission ?

Réponse par M. Lesage:

a) 96.85%.

b) 5.754%.

c)

Banque de Montréal,
La Banque Provinciale du Canada,
J.-L. Lévesque et L.-G. Beaubien, Ltée,
A. E. Ames & Co., Limited,
Dominion Securities Corporation Limited,
Royal Securities Corporation Limited,
Nesbitt, Thomson and Company, Limited.

La chambre s'ajourne à loisir.

b) what was the net cost to the province;

c) what are the names of the brokerage houses or banks which acted as the financial syndicate responsible for the sale of this bond issue ?

Answer by Mr. Lesage:

a) 96.85%.

b) 5.754%.

c)

Bank of Montreal,
La Banque Provinciale du Canada,
J.-L. Lévesque et L.-G. Beaubien, Ltée,
A. E. Ames & Co., Limited,
Dominion Securities Corporation Limited,
Royal Securities Corporation Limited,
Nesbitt, Thomson and Company, Limited.

The House adjourned during pleasure.

A huit heures et quart du soir, la chambre reprend sa séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 61, intitulé: "Loi concernant l'Institut Albert Prévost".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

At eight fifteen o'clock, P.M. the House resumed its sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 61, intitled: "An Act respecting L'Institut Albert Prévost."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 63, intitulé: "Loi du Conseil d'artisanat du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 63, intitulé: "Loi du Conseil d'artisanat du Québec".

M. Bertrand (Terrebonne) informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Bertrand (Terrebonne) propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les membres du Conseil d'artisanat du Québec institué par l'article 1 de la loi qui accompagne les

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 63, intitled: "Quebec Handicraft Council Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 63, intitled: "Quebec Handicraft Council Act."

Mr. Bertrand (Terrebonne) informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Bertrand (Terrebonne) moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That the members of the Quebec Handicraft Council instituted by section 1 of the act accompanying

présentes résolutions ne recevront aucune rémunération. Ils seront indemnisés des frais de déplacement et de séjour qu'ils encourront dans l'exercice de leurs fonctions.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, suivant la Loi du service civil, un secrétaire permanent du Conseil d'artisanat du Québec.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 63.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 63, intitulé: "Loi du Conseil d'artisanat du Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 66, intitulé: "Loi concernant Hydro-Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité

these resolutions shall receive no remuneration. They shall be indemnified for their travelling and living expenses incurred in the performance of their duties.

Resolved, 2.—That the Lieutenant-Governor in Council may appoint, in accordance with the Civil Service Act, a permanent secretary of the Quebec Handicraft Council.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 63.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 63, intituled: "Quebec Handicraft Council Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 66, intituled: "An Act respecting Hydro-Québec."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consid-

plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 66, intitulé: "Loi concernant Hydro-Québec".

M. Lévesque (Montréal-Laurier) informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Lévesque (Montréal-Laurier) propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que soient déclarés valides:

a) le règlement numéro 76, adopté le 23 juin 1964, concernant la garantie par la Commission hydroélectrique de Québec des dettes obligataires des compagnies d'électricité dont les actions ont été acquises par elle;

b) l'arrêté en conseil numéro 1304 du 8 juillet 1964, concernant la garantie par la Commission hydroélectrique de Québec des dettes obligataires des compa-

eration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 66, intituled: "An Act respecting Hydro-Quebec."

Mr. Lévesque (Montreal-Laurier) informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Lévesque (Montreal-Laurier) moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That the following be declared valid:

a. by-law number 76, adopted June 23rd 1964, respecting the Quebec Hydro-Electric Commission's guarantee of bond and debenture debts of power companies whose shares it has acquired;

b. order-in-council number 1304, of July 8th 1964, concerning Hydro-Quebec's guarantee of bonds and debentures of Power Companies the shares of which

gnies d'électricité dont elle a acquis les actions et la garantie de cet engagement par la Province de Québec.

... Résolution à rapporter.

Hydro-Quebec has acquired and the guarantee of this obligation by the Province of Quebec.

Resolution to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 66.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolution be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 66.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 66, intitulé: "Loi concernant Hydro-Québec", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 66, intituled: "An Act respecting Hydro-Quebec," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, That the bill be read the third time at the next sitting.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
29 JUILLET 1964.***Deux heures et demie de l'après-midi.*

Prière.

M. Beaupré, du comité des privilèges et des élections, présente le deuxième rapport de ce comité, adopté à l'unanimité de ses membres, et qui se lit comme suit:

Le comité des privilèges et des élections avait à étudier une accusation portée en chambre le 30 juin 1964 par le député des Trois-Rivières contre le Procureur général de la province, monsieur René Hamel, député de Saint-Maurice, suivant les dispositions de l'article 196 du Règlement.

Cette accusation se lit comme suit:

"Je soussigné, Yves Gabias, député du comté des Trois-Rivières, à l'Assemblée législative de Québec, désire accuser le député du comté de Saint-Maurice, d'un acte qui le rend indigne de siéger en cette chambre.

"Le député de Saint-Maurice, au cours du mois de juillet ou d'août 1960, alors qu'il avait été déclaré élu député de ce comté, a reçu la somme de \$1,500.00, soit quinze (15) billets de \$100.00, de monsieur Amédée Bellemare, âgé de 45 ans, contracteur demeurant à Shawinigan-Est, dans la province de Québec.

"En considération de cette somme de \$1,500.00, le député de Saint-Maurice a donné ou fait donner un contrat de \$4,200.00 audit Amédée Bellemare, contrat intervenu le 8 août 1960, entre Amédée Bellemare et Patrick Bellemare d'une part, et Samson & Marchand, Inc., d'autre part, par lequel contrat

**WEDNESDAY,
JULY 29th, 1964.***Two thirty o'clock, P.M.*

Prayers.

Mr. Beaupré, from the Committee on Privileges and Elections, presented to the House the second report of the said committee, which was unanimously adopted by its members, and which reads as follows:

The Committee on Privileges and Elections had to study a charge made in the House on June 30th, 1964, by the Member for Three-Rivers, against the Attorney-General of the Province, Mr. René Hamel, member for Saint-Maurice, under the provisions of article 196 of the Rules.

This charge reads as follows:

"I, the undersigned, Yves Gabias, member of the Quebec Legislative Assembly for the county of Three Rivers wish to accuse the member for the county of Saint-Maurice of an act which renders him unworthy to sit in this House.

"During the month of July or August 1960, the member for Saint-Maurice, at the time that he had been declared elected as member for that county, received the sum of \$1,500.00, in the form of fifteen (15) one hundred dollar bills, from Mr. Amédée Bellemare, aged 45, a contractor living in Shawinigan-East, in the Province of Quebec.

"In consideration of this sum of \$1,500.00, the member for Saint-Maurice gave, or caused to be given, a contract in the amount of \$4,200.00 to the said Amédée Bellemare, the contract being made on August 8th, 1960, between Amédée Bellemare and Patrick Bellemare, on the one hand, and Samson

signé à Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, ledit Amédée Bellemare fournissait le gravier, le chargement, le concassage pour le gravier de grosseur de 1" moyennant le prix de \$0.50 la tonne posée. Pour le gravier de 3" le prix de \$0.43 la tonne, posage compris.

"Il s'agissait d'un contrat octroyé par le ministère de la Voirie provinciale pour travaux sur le boulevard Saint-Onge.

"Ladite somme de \$1,500.00 a été remise par Amédée Bellemare au député de Saint-Maurice, dans son bureau, au ministère du Travail, vers les trois heures de l'après-midi. Après que la somme de \$1,500.00 eut été remise au député de Saint-Maurice, ce dernier a immédiatement introduit les 15 billets de \$100.00 dans la poche droite de son veston (*coat*) et a dit à monsieur Amédée Bellemare: "Je te remercie, tu es bien "smatte"."

"Je prends la responsabilité de la présente accusation et donne immédiatement avis à cette Chambre que je lui proposerai de procéder à une enquête pour constater si l'accusation est fondée.

"Le tout conformément au règlement annoté de l'Assemblée législative."

Conformément au mandat qui lui avait été confié, le comité des privilèges et des élections a tenu plusieurs séances et entendu un grand nombre de témoins, afin de vérifier le bien-fondé de l'accusation dont le député des Trois-Rivières avait, conformément au Règlement de l'Assemblée législative, assumé l'entière responsabilité.

Le témoin principal, essentiel, fut sans contredit Amédée Bellemare, lequel a répété son accusation contre l'honorable René Hamel, déclarant devant le comité, tout comme il l'avait fait lors de l'interrogatoire du 12 juin 1962 en cour de faillite, et comme il l'avait affirmé

& Marchand, Inc., on the other hand, under which contract signed at Sainte-Flore, Saint-Maurice county, the said Amédée Bellemare would provide the 1" gravel, the loading and crushing thereof, at a price of \$0.50 per ton, laid. The 3" gravel to be supplied and laid at a cost of \$0.43 per ton.

"This concerned a contract awarded by the provincial Department of Roads for work on Boulevard Saint-Onge.

"The said sum of \$1,500.00 was given by Amédée Bellemare to the member for Saint-Maurice, in his office, in the Department of Labour, around three o'clock in the afternoon. After the sum of \$1,500.00 had been given to the member for Saint-Maurice, the latter immediately put the 15 one hundred dollar bills in the right hand pocket of his suit coat and said to Mr. Amédée Bellemare: "Thank you, you're a very smart man."

"I am assuming the responsibility for the present accusation and I am giving immediate notice to this House that I will propose that it proceed with an inquiry to establish if the accusation was substantiated.

"In accordance with the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly."

In accordance with the mandate that it had been given, the Committee on Privileges and Elections held several sittings and heard a great number of witnesses, in order to substantiate the charge for which the member for Three Rivers had assumed full responsibility, in accordance with the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly.

The principal and essential witness was unquestionably Amédée Bellemare, who repeated his charge against the Honourable René Hamel, declaring before the Committee, just as he had done when questioned on June 12th, 1962, in Bankruptcy Court, and as he had

dans sa déclaration assermentée du 25 octobre 1962, qu'il était seul à seul quand il aurait remis l'argent à monsieur Hamel.

Deux critères fondamentaux de la crédibilité du témoin Amédée Bellemare doivent être utilisés dans l'analyse des témoignages rendus devant le comité:

1. La provenance de l'argent qu'Amédée Bellemare aurait remis au ministre Hamel;

2. L'obtention par Amédée Bellemare, en retour, d'un ou plusieurs contrats.

Sur la provenance de l'argent, la preuve au dossier démontre que le témoignage d'Amédée Bellemare ne peut être accepté. Il suffit, en effet, d'opposer le témoignage du gérant de banque, monsieur Émile Morin, et celui de son assistant monsieur Gosselin, à celui de Bellemare pour en avoir la certitude. Bellemare a juré catégoriquement qu'il a reçu \$1,500.00 de la Banque Canadienne Nationale, 5e Rue, à Shawinigan, après avoir déclaré au gérant de ladite Banque, monsieur Émile Morin, que c'était pour remettre au député Hamel. Bellemare a juré de plus que ledit gérant Émile Morin lui a alors remis 15 billets de \$100.00. Or, les dossiers de la Banque Canadienne Nationale, succursale de la 5e Rue, à Shawinigan, contredisent formellement ce témoignage. Le gérant de banque, monsieur Morin, est des plus précis. Les retraits effectués du compte des frères Bellemare du 1er juin au 30 août 1960 démontrent à l'évidence qu'aucun montant de \$1,500.00 n'a été remis à monsieur Amédée Bellemare. De plus, le registre des prêts établit qu'Amédée Bellemare n'a pas emprunté la somme de \$1,500.00 pendant cette période. Enfin, le gérant, monsieur Morin, nie formellement avoir remis 15 billets de \$100.00 à Amédée Bellemare au cours

affirmed in his sworn statement of October 25th, 1962, that the two of them were alone at the time when he claims that he gave the money to Mr. Hamel.

Two fundamental principles of the evidence given by the witness Amédée Bellemare should be used in analysing the evidence given before the Committee:

1. The sources of the money that Amédée Bellemare claims that he gave to the Minister Hamel;

2. The obtaining, in return, of one or more contracts by Amédée Bellemare.

Insofar as the source of the money is concerned, the proof included in the record shows that the evidence given by Amédée Bellemare cannot be accepted. It is sufficient, in fact, to compare the evidence given by the bank manager, Mr. Émile Morin, and that given by his assistant, Mr. Gosselin, with the evidence given by Bellemare, to be certain of it. Bellemare swore categorically that he had received \$1,500.00 from the Banque Canadienne Nationale, 5th Street, in Shawinigan, after having declared to the Manager of the said Bank, Mr. Émile Morin, that it was to be given to Mr. Hamel. Furthermore, Bellemare swore that the said manager, Émile Morin, then gave him 15 one hundred dollar bills. Now, the records of the Banque Canadienne Nationale, 5th Street Shawinigan Branch, formally contradict this evidence. The bank manager, Mr. Morin, is most precise. The withdrawals made from the account of the brothers Bellemare from June 1st to August 30th, 1960, show in the evidence that no amount of \$1,500.00 was given to Mr. Amédée Bellemare. Furthermore, the loans ledger shows that Amédée Bellemare did not borrow the sum of \$1,500.00 during that period. Lastly, the manager, Mr. Morin, formally denies having given 15 one hundred

des mois de juillet et août 1960, tout comme il nie que ledit Bellemare lui ait déclaré qu'il devait verser un tel montant à monsieur René Hamel pour obtenir le contrat du boulevard Saint-Onge.

A ces témoignages, il faut ajouter la déclaration assermentée de monsieur W.-Edmond Casabon, oncle d'Amédée Bellemare. Le comité a été impressionné par la franchise de ce témoin, lequel a déclaré textuellement ce qui suit (*exhibit C-36*):

"J'ai demandé à l'honorable René Hamel si c'était possible de favoriser Amédée Bellemare pour du gravier.

"Il m'a répondu: "Jamais je le recommanderai, je vais plutôt le maudire en prison."

"J'ai demandé pourquoi. Il m'a dit: "Il est venu pour offrir de l'argent, ça marche pas comme ça."

"Interrogé sur ce qu'il avait fait à la suite de son entrevue avec l'honorable Hamel, monsieur Casabon a répondu: "J'ai rencontré Amédée Bellemare, je lui ai dit: T'as offert de l'argent au ministre?"

"Il a dit: "Oui, ça pas marché."

"Je lui ai dit: "Si tu m'avais pas eu, tu serais peut-être en prison aujourd'hui."

"Plus loin, interrogé sur la réponse de son neveu, monsieur Casabon déclare, sous serment, ce qui suit:

"Il m'a dit: "J'ai pas peur, on était seuls tous les deux, mon serment vaut le sien."

Le deuxième critère permettant d'établir la crédibilité du témoin Amédée Bellemare, c'est l'obtention par lui et son frère d'un ou plusieurs contrats. Or, tous les témoins qui ont eu ou auraient pu avoir quelque connaissance des faits mentionnés dans l'accusation ont déclaré, sans hésitation aucune, que

dollar bills to Amédée Bellemare during the months of July and August 1960, just as he denies that the said Bellemare told him that he was supposed to give such an amount to Mr. René Hamel to obtain the Boulevard Saint-Onge contract.

The sworn statement made by Mr. W. Edmond Casabon, the uncle of Amédée Bellemare, must be added to this evidence. The Committee was impressed by the frankness of this witness, whose statement follows, word for word (*exhibit C-36*):

"I asked the Honourable René Hamel if it was possible to favour Amédée Bellemare concerning some gravel.

"He answered: "I will never recommend him, I am more likely to put him in gaol."

"I asked him why. He told me "He came and offered me money, it doesn't work that way."

"Questioned on what he had done following his interview with the Honourable Mr. Hamel, Mr. Casabon replied: "I met Amédée Bellemare, and I said: You offered money to the Minister?"

"He said: "Yes, it didn't work."

"I said to him: "If you hadn't had me, you might be in gaol today."

"Later on, when questioned about the answer given by his nephew, Mr. Casabon made the following statement under oath:

"He said to me: "I am not afraid, the two of us were alone. My oath is worth just as much as his."

The second fact that makes it possible to establish the credibility of the witness Amédée Bellemare is the obtaining of one or more contracts by him and his brother. Now, all the witnesses who had, or who might have had, any knowledge of the facts mentioned in the charge have declared, without any

ni monsieur René Hamel, ni son secrétaire exécutif, ni personne en son nom n'est intervenu pour demander ou suggérer de donner ou d'enlever aux frères Bellemare le sous-contrat de fourniture du concassé pour les travaux du boulevard Saint-Onge. Messieurs Marchand et Samson, entrepreneurs, ainsi que messieurs Larose et Favreau, du ministère de la Voirie, ont été particulièrement catégoriques. La preuve établit, par ailleurs, que les frères Bellemare n'ont obtenu aucun contrat du ministère de la Voirie après le 22 juin 1960. Ils ont tout au plus fourni le "concassé" pour les travaux du boulevard Saint-Onge, ce qui, d'après l'établissement de prix du ministère de la Voirie, leur était destiné dès juin 1959. D'autres commandes, plutôt minimes, pour l'achat de gravier ont pu être exécutées après le 22 juin 1960; mais elles avaient été accordées avant cette date. La preuve démontre, en résumé, et cela sans contradiction aucune, que Bellemare n'a obtenu aucun contrat du gouvernement par l'influence du député de Saint-Maurice.

Selon son propre témoignage, le député des Trois-Rivières a pris à son compte l'accusation d'Amédée Bellemare, sans en vérifier la véracité. Il aurait pu faire, avant de poser un geste d'une gravité aussi exceptionnelle, ce qu'un confrère, Me Pierre Trudel, a fait à sa demande, après le 30 juin 1964, savoir: vérifier auprès du gérant de banque la provenance des \$1,500.00. Il aurait pu également vérifier auprès de Samson & Marchand, Inc., les conditions du contrat intervenu le 8 août 1960 entre cette société et les frères Bellemare.

Acceptant volontairement de témoigner, l'honorable René Hamel a déclaré: "Maintenant, je veux, sous tous les

hesitation whatsoever, that neither Mr. René Hamel, nor his Executive Secretary, nor any person in his name, intervened to ask or to suggest that the subcontract to supply gravel for the work on Boulevard Saint-Onge be given to the brothers Bellemare, or that it be taken away from them. Messrs. Marchand and Samson, contractors, as well as Messrs. Larose and Favreau, of the Department of Roads, were particularly explicit. It has been proved, furthermore, that the brothers Bellemare did not get any contract from the Department of Roads after June 22nd, 1960. At the most, they supplied the crushed stone for the work on Boulevard Saint-Onge, which, according to the price list of the Department of Roads, had been awarded to them back in June 1959. Other orders, small ones for the most part, for the purchase of gravel, might have been filled after June 22nd, 1960, but they had been given before that date. The proof shows, in short, and without any shadow of a doubt, that Bellemare did not get any contract from the government through the influence of the member for Saint-Maurice.

According to his own testimony, the member for Three Rivers took upon himself the charge made by Amédée Bellemare, without confirming the truth of it. Before taking such an exceptionally serious step he might have done what one of his colleagues, Mr. Pierre Trudel, did at his request after June 30th 1964, to wit: ascertain the source of the \$1,500.00 from the bank manager. He could also have found out from Samson & Marchand, Inc., what were the terms of the contract made between this firm and the brothers Bellemare on August 8th, 1960.

Choosing to give evidence voluntarily, the Honourable René Hamel stated: "I now wish to state, under all the oaths

serments que j'ai prêtés, déclarer que jamais, ni avant l'exécution de son contrat, ni pendant l'exécution du contrat, ni après l'exécution du contrat, Amédée Bellemare ne m'a remis ni \$1,500.00 ni quelque montant que ce soit."

En conséquence, le comité en vient à la conclusion suivante: la preuve révèle que l'accusation portée par le député des Trois-Rivières contre le député de Saint-Maurice n'est pas fondée.

M. Beaupré dépose avec son rapport les documents suivants:

Exhibits des documents déposés devant le comité.

(Document de la session no. 182.)

Transcription officielle des dépositions devant le comité.

(Document de la session no 183.)

Du consentement unanime de la chambre, le rapport du comité des privilèges et des élections est lu, reçu et immédiatement pris en considération.

M. Lesage propose, secondé par M. Gérin-Lajoie:

Que le député des Trois-Rivières soit déclaré coupable d'une violation de privilège pour avoir porté contre le député de Saint-Maurice une accusation de corruption qu'il n'a pas prouvée et dont la fausseté a été démontrée et reconnue;

Que vu la gravité de cet outrage, le député des Trois-Rivières soit exclu pour une période de trois ans.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

that I have taken, that never, either before the carrying out of the contract, nor during the carrying out of the contract, nor after the carrying out of the contract, did Amédée Bellemare ever give me \$1,500.00 or any other amount whatsoever."

The Committee have accordingly reached the following conclusion: the evidence shows that the charge made by the member for Three-Rivers against the member for Saint-Maurice is not justified.

Mr. Beaupré laid upon the table the following documents with his report:

Exhibits of the documents tabled before the Committee.

(Sessional Papers, No. 182.)

Official transcriptions of the evidence given before the Committee.

(Sessional Papers, No. 183.)

With the unanimous consent of the House, the report of the Committee on Privileges and Elections was read, received and immediately considered.

Mr. Lesage moved, seconded by Mr. Gérin-Lajoie:

That the member for Three-Rivers be declared guilty of a breach of privilege for having brought against the member for Saint-Maurice a charge of corruption which he did not prove and the falsity of which was established and recognized;

That in view of the gravity of this outrage, the member for Three-Rivers be excluded for a period of three years.

And the Question being put on the motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (L'Assomption), Collard, Couturier, Crépeau, Dallaire, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hanley, Harvey, Hébert, Kierans, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Meunier, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt.—53.

CONTRE—NAYS:—MM. Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gervais, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Lizotte, Loubier, Majeau, Raymond, Russell, Somerville.—23.

La motion est ainsi adoptée.

So it was resolved in the Affirmative.
The motion was accordingly adopted.

M. Lesage propose:

Que tout le dossier déposé cet après-midi par le président du comité des privilèges et des élections soit remis, sous forme de copie, faite sous la surveillance du greffier de la chambre, au ministère du procureur général pour étude aux fins de savoir s'il y a lieu d'initier des poursuites judiciaires.

La motion est adoptée.

M. Johnson propose, secondé par M. Élie:

Que le président du comité des privilèges et des élections, le député de Québec-Centre, poursuive ses démarches pour obtenir les documents nécessaires en vue de compléter le dossier, soit: a) l'original d'une lettre datée de septembre 1960 et adressée à l'honorable René Hamel par monsieur Edmond Casabon; b) un billet promissoire entre monsieur Amédée Bellemare et Emery Lavergne, dont il est fait mention dans un acte notarié passé devant le notaire Desaulniers; c) deux chèques de Samson & Marchand, Inc., à l'ordre de monsieur Normand Croisetière.

La motion est adoptée.

Mr. Lesage moved:

That all the records laid upon the table this afternoon by the Chairman of the Committee on Privileges and Elections be turned over, in the form of copies made under the supervision of the Clerk of the House, to the Attorney-General's Department to be studied for the purpose of finding out if it would be expedient to take legal proceedings.

The motion was adopted.

Mr. Johnson moved, seconded by Mr. Élie:

That the Chairman of the Committee on Privileges and Elections, the member for Quebec Centre, do take steps to obtain the necessary documents with a view to completing the records, to wit: a) the original copy of a letter dated September 1960 and addressed to the Honourable René Hamel by Mr. Edmond Casabon; b) a promissory note between Mr. Amédée Bellemare and Emery Lavergne, mention of which is made in a notarial deed passed before Notary Desaulniers; c) two cheques from Samson & Marchand, Inc., to the order of Mr. Normand Croisetière.

The motion was adopted.

M. Beaupré propose, secondé par M. Godbout:

Que le président du comité des privilèges et des élections soit autorisé à prendre possession de certains documents déposés, certains originaux produits devant ce comité, pour être remis aux personnes qui les ont produits, le comité devant conserver une copie conforme à l'original et certifiée par le secrétaire du comité.

La motion est adoptée.

Mr. Beaupré moved, seconded by Mr. Godbout:

That the Chairman of the Committee on Privileges and Elections be authorized to take possession of certain papers that were tabled, and certain original copies that were produced before this Committee, and which should be returned to the persons who produced them, the Committee to keep a true copy of the original, certified by the Secretary of the Committee.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Laporte, il est—

Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 69, intitulé: "Loi concernant la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Laporte,—

Ordered, That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 69, intituled: "An Act respecting the city of Quebec."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 62, intitulé: "Loi modifiant la Loi des hôpitaux".

Sur la motion de M. Couturier, il est—

Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

En conséquence, ledit bill est alors retiré.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 62, intituled: "An Act to amend the Hospitals Act."

On motion of Mr. Couturier, it was—

Ordered, That the order be discharged.

The said bill was accordingly withdrawn.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Majeau:

1. Depuis le 15 novembre 1962 jusqu'au 1er avril 1964, combien d'heures de travail d'amélioration de fermes ont été attribuées dans le comté de Joliette?

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Majeau:

1. From November 15th, 1962 to April 1st, 1964, how many hours of farm improvement work were granted in Joliette county?

2. Par qui lesdits travaux ont-ils été exécutés?

3. Combien d'heures ont été attribuées à chacun des entrepreneurs et dans quelles paroisses chacun d'eux a-t-il exécuté ces travaux?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 184.)

2. By whom was the said work carried out?

3. How many hours were granted to each contractor, and in what parishes did each one of them carry out work?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 184.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 61, intitulé: "Loi concernant L'Institut Albert Prévost".

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 66, intitulé: "Loi concernant Hydro-Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 58, intitled: "An Act to amend the Lands and Forests Act."

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 61, intitled: "An Act respecting L'Institut Albert Prévost."

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 66, intitled: "An Act respecting Hydro-Quebec."

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires".

M. Hamel (Saint-Maurice) informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 27 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 18, l'article 2 de la loi 12 George VI,

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 64, intitled: "An Act to amend the Courts of Justice Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 64, intitled: "An Act to amend the Court of Justice Act."

Mr. Hamel (Saint-Maurice) informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 27 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), amended by section 1 of the act 9 George VI, chapter 18, section 2 of the act 12 George VI, chap-

chapitre 16, l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 9, l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 21, l'article 3 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 39 et l'article 2 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 15, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 1°, le mot "trente-six" par le mot "trente-neuf";

b) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 2°, le mot "dix-sept" par le mot "dix-huit";

c) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 4°, le mot "trois" par le mot "deux";

d) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 5°, le mot "deux" par le mot "trois".

e) en ajoutant le paragraphe suivant:
"10° Pour le district de Saint-Maurice, avec résidence à Shawinigan ou dans le voisinage immédiat, un juge."

Résolu, 2.—Que l'article 266b de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10 et modifié par l'article 2 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 14, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, le mot "vingt" par le mot "trente".

Résolu, 3.—Que l'article 266d de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, soit remplacé par le suivant:

"266d. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un juge en chef de la Cour de bien-être social, avec résidence à Québec ou à Montréal selon qu'il le détermine.

Il peut aussi nommer un juge en chef adjoint de la Cour de bien-être social, avec résidence à Montréal, lorsque le

ter 16, section 2 of the act 14-15 George VI, chapter 55, section 2 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 19, section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 21, section 3 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 39 and section 2 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 15, be again amended:

a. by replacing the word "thirty-six" in the third line of paragraph 1 by the word "thirty-nine";

b. by replacing the word "seventeen" in the third line of paragraph 2 by the word "eighteen";

c. by replacing in the third line of the 4th paragraph, the word "three" by the word "two";

d. by replacing the word "two" in the third line of paragraph 5 by the word "three".

e. by adding the following paragraph:
"10° For the district of Saint-Maurice, with residence in Shawinigan or in the immediate neighbourhood, a judge."

Resolved, 2.—That section 266b of the said act, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, and amended by section 2 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 14, be again amended by replacing the word "twenty" in the second and third lines of the third paragraph by the word "thirty".

Resolved, 3.—That section 266d of the said act, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, be replaced by the following:

"266d. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Chief Judge of the Social Welfare Court with residence at Quebec or Montreal as he shall decide.

He may also appoint an Associate Chief Judge of the Social Welfare Court with residence at Montreal when the

juge en chef réside à Québec, et à Québec lorsque le juge en chef réside à Montréal.

La juridiction administrative du juge exerçant la fonction de juge en chef à Québec s'étend sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 24 et celle du juge exerçant la fonction de juge en chef à Montréal, sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 23.

Les juges de la Cour de bien-être social sont soumis à la surveillance et à la direction de ces juges en chef, en ce qui concerne la distribution des causes, la tenue des séances, l'exécution du travail judiciaire et l'administration générale de la Cour de bien-être social.

Lorsque le juge en chef de la Cour de bien-être social ou le juge en chef adjoint est temporairement empêché, par suite d'absence ou de maladie, d'exercer sa juridiction administrative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un juge de la Cour de bien-être social à assumer provisoirement cette juridiction. Durant cette période d'absence ou de maladie, le juge ainsi autorisé exerce les fonctions de juge en chef ou de juge en chef adjoint et reçoit le même traitement que la loi attribue au juge en chef ou au juge en chef adjoint."

Résolu, 4.—Que l'article 266e de la dite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par l'article 9 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, l'article 14 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, l'article 7 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 22, l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 23 et l'article 10 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 39, soit, de nouveau modifié en insérant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après les mots "juge en chef", les mots "et le juge en chef adjoint".

chief judge resides at Quebec, and at Quebec when the chief judge resides at Montreal.

The administrative jurisdiction of the judge acting as chief judge at Quebec shall extend to the judicial districts enumerated in section 24, and that of the judge acting as chief judge in Montreal, to the judicial districts enumerated in section 23.

The judges of the Social Welfare Court are subject to the supervision and direction of such chief judges, with regard to the distribution of cases, the holding of sittings, the carrying out of judicial work and the general administration of the Social Welfare Court.

When the Chief Judge of the Social Welfare Court or the Associate Chief Judge is temporarily prevented, by absence or illness, from exercising his administrative jurisdiction, the Lieutenant-Governor in Council may authorize a judge of the Social Welfare Court to assume such jurisdiction temporarily. During such period of absence or illness, the judge so authorized shall exercise the functions of chief judge or associate chief judge and shall receive the same salary as is assigned by law to the Chief Judge or to the Associate Chief Judge."

Resolved, 4.—That section 266e of the said act, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, and amended by section 9 of the act 14-15 George VI, chapter 55, section 14 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, section 7 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 26, section 7 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 22, section 3 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 23 and section 10 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 39, be again amended by replacing the words "Chief Justice" in the fifth line of the first paragraph, by the words "Chief Judge and the Associate Chief Judge."

Résolu, 5.—Que le paragraphe 4 de l'article 289 de la dite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 11, soit modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "soixante" par le mot "soixante-six".

Résolutions à rapporter.

Resolved, 5.—That subsection 4 of section 289 of the said act, replaced by section 3 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 11, be amended by replacing the word "sixty" in the second line by the word "sixty-six".

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 64.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale".

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 64.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No 64, intitled: "An Act to amend the Courts of Justice Act," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 65, intitled: "An Act to amend the Territorial Division."

And the Question being put, "that the bill be now read the second time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill no 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale".

M. Hamel (Saint-Maurice) informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que l'article 14 de la Loi de la division territoriale (Statuts refondus, 1941, chapitre 3), modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 16, l'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 10, et l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 25, soit de nouveau modifié en insérant, après le paragraphe 7, le suivant:

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider certain proposed resolutions relating to bill No. 65 intituled: "An Act to amend the Territorial Division Act."

Mr. Hamel (Saint-Maurice) informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolutions to their consideration.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, 1.—That section 14 of the Territorial Division Act (Revised Statutes, 1941, chapter 3), amended by section 2 of the act 6 George VI, chapter 16, section 4 of the act 10 George VI, chapter 10, and section 2 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 25, be again amended by inserting, after paragraph 7, the following:

"7a. Drummond, Chef-lieu: Drummondville.
Le district électoral de Drummond."

Résolu, 2.—Que le dit article soit de nouveau modifié en insérant, après le paragraphe 12a, le suivant:

"12b. Saint-Maurice, Chef-lieu: Shawinigan.

1. Le district électoral de Saint-Maurice, sauf la partie comprise dans le district judiciaire des Trois-Rivières;

2. Le district électoral de Laviolette;

3. Le district électoral de Maskinongé, sauf les parties comprises dans les districts judiciaires de Joliette et des Trois-Rivières."

Résolu, 3.—Que l'article 16 de la dite loi, modifié par l'article 2 des lois 2-3 Elizabeth II, chapitre 35 et 3-4 Elizabeth II, chapitre 27, soit de nouveau modifié en insérant, après le paragraphe 63, le suivant:

"63a. Shawinigan, bureau à Shawinigan.

1. Le district électoral de Saint-Maurice à l'exception de la partie qui est comprise dans la division d'enregistrement des Trois-Rivières;

2. Le district électoral de Laviolette à l'exception de la partie qui est comprise dans la division d'enregistrement de La Tuque."

Résolutions à rapporter.

"7a. Drummond, Chief Place: Drummondville.
The electoral district of Drummond."

Resolved, 2.—That the said section be further amended by inserting, after paragraph 12a, the following:

"12b. St. Maurice, Chief Place: Shawinigan.

1. The electoral district of St. Maurice, less that part included in the judicial district of Three Rivers;

2. The electoral district of Laviolette;

3. The electoral district of Maskinongé, less the parts included in the judicial districts of Joliette and Three Rivers."

Resolved, 3.—That section 16 of the said act, amended by section 2 of the acts 2-3 Elizabeth II, chapter 35, and 3-4 Elizabeth II, chapter 27, be again amended by inserting, after paragraph 63, the following paragraph:

"63a. Shawinigan, Office at Shawinigan.

1. The electoral district of St. Maurice, less the part included in the registration division of Three Rivers;

2. The electoral district of Laviolette, less the part included in the registration division of La Tuque."

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté des résolutions.

Ces résolutions sont lues et agréées.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to several resolutions.

The resolutions were read and agreed to.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill no 65.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 67, intitulé: "Loi sur la discrimination dans l'emploi".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill no 67, intitulé: "Loi sur la discrimination dans l'emploi".

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 65.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 65, intitled: "An Act to amend the Territorial Division," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 67, intitled: "An Act respecting discrimination in employment."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the House in Committee of the Whole to consider a proposed resolution relating to bill No. 67, intitled: "An Act respecting discrimination in employment."

M. Fortin informe la chambre que l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

M. Fortin propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Qu'au sens du paragraphe b de l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, Sa Majesté sera comprise dans la définition du mot "employeur".

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue et agréée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 67.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 67, intitulé: "Loi sur la discrimination dans l'emploi", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 68, intitulé: "Loi

Mr. Fortin informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said resolution to their consideration.

Mr. Fortin, moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved.—That within the meaning of paragraph b of the act accompanying this resolution, Her Majesty shall be included in the definition of the word "employer".

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported that the Committee had come to a resolution.

The resolution was read and agreed to.

Ordered, That the resolutions be referred to the Committee of the Whole House on bill No. 67.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No 67, intitled: "An Act respecting discrimination in employment," and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 68,

concernant la ville de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

intituled: "An Act respecting the city of Montreal."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
30 JUILLET 1964.***Dix heures du matin.*

Prière.

M. Lesage propose:

Que,

Attendu que le député du district électoral de Papineau, monsieur Roméo Lorrain, a été empêché d'occuper son siège durant la présente session pour cause de maladie;

Attendu que les quelques jours d'absence de certains autres députés sont aussi imputables à la maladie ou à un engagement public ou officiel;

Cette chambre recommande:

a) que l'indemnité parlementaire relative à la présente session soit payée en entier à monsieur Roméo Lorrain;

b) que les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 84 de la Loi de la législature ne soient pas appliquées pour la présente session.

La motion est adoptée.

**THURSDAY,
JULY 30th, 1964.***Ten o'clock, A.M.*

Prayers.

Mr. Lesage moved:

That,

Whereas the member for the electoral district of Papineau, Mr. Roméo Lorrain, was prevented from occupying his seat during the present session owing to illness;

Whereas the few days absence of certain other members is also attributable to illness or to an official or public engagement;

Wherefore this House resolves that:

a) the parliamentary indemnity respecting the present session be paid in full to Mr. Roméo Lorrain;

b) the provisions of the second paragraph of section 84 of the Legislature Act shall not be applied for the present session.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Laporte, il est—

Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 70, intitulé: "Loi concernant les municipalités de l'Île Jésus et la ville des Îles Laval".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Laporte,—

Ordered, That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 70, intitled: "An Act respecting the municipalities of Île Jésus and the town of Laval Islands."

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question par M. Majeau:

1. Combien de contrats de drainage le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il accordés au cours de

Question by Mr. Majeau:

1. How many drainage contracts did the Department of Agriculture and Colonization award in 1963 for deep-

l'année 1963 pour le creusage et le nettoyage des cours d'eau dans le comté de Joliette?

2. Y a-t-il eu demandes de soumissions et, dans l'affirmative, quel est le nom des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

3. A qui ces contrats ont-ils été accordés et quel est le montant qui a été payé à chaque contracteur pour l'exécution desdits contrats?

Réponse par M. Courcy:

1. Un contrat se rapportant à l'amélioration du ruisseau Sainte-Émélie, en la municipalité de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette.

2. Oui, et les soumissionnaires furent:

Joliette Construction, Inc.	\$24,875.00
Ferland Construction, Inc.	25,121.00
Arthur Vadeboncoeur	25,577.00
Construction D. L., Inc.	25,645.00
Les Entreprises Bourget, Inc.	26,083.00
Joyal Construction, Limitée	27,175.00
Alcide Longpré, Limitée	28,355.00
Payette Construction, Limitée	29,950.00
Martin & Pelletier	35,750.00
Iberville Construction, Inc.	39,360.00

Un autre entrepreneur, M. A. Laurin, a présenté une soumission sur laquelle le prix global indiqué était de \$23,150., et cette soumission était accompagnée d'un chèque de garantie au montant de \$2,315.00 représentant 10% de la soumission.

Lors de l'ouverture des soumissions par les officiers du Service du drainage, ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, en date du 3 octobre 1963, il fut constaté que la soumission de M. Laurin comportait une erreur d'extension, ce qui occasionnait par le fait même une insuffisance du chèque de garantie.

ening and cleaning watercourses in Joliette county?

2. Were tenders called for, and if so, what are the names of the persons who submitted tenders and what was the amount of each bid?

3. To whom were these contracts awarded, and what was the amount paid to each contractor to carry out the said contracts?

Answer by Mr. Courcy:

1. A contract to effect improvements on the ruisseau Sainte-Émélie, in the municipality of the parish of Sainte-Elizabeth, Joliette county.

2. Yes, and the bidders were:

Joliette Construction, Inc.	\$24,875.00
Ferland Construction, Inc.	25,121.00
Arthur Vadeboncoeur	25,577.00
Construction D. L., Inc.	25,645.00
Les Entreprises Bourget, Inc.	26,083.00
Joyal Construction, Limitée	27,175.00
Alcide Longpré, Limitée	28,355.00
Payette Construction, Limitée	29,950.00
Martin & Pelletier	35,750.00
Iberville Construction, Inc.	39,360.00

Another contractor, Mr. A. Laurin, submitted a bid for an overall price of \$23,150., and this bid was accompanied by a deposit in the amount of \$2,315.00 representing 10% of the bid.

When the tenders were examined by the officers of the Drainage Service of the Department of Agriculture and Colonization on October 3rd, 1963, it was found that there was an error in an extension in the bid submitted by Mr. Laurin which automatically made his deposit cheque insufficient.

3. Le 18 octobre 1963, le contrat fut donc accordé à la firme "Joliette Construction, Inc.", laquelle avait présenté la plus basse des soumissions préparées de façon complète.

Les travaux ont débuté le 28 octobre 1963, et en date du 14 janvier 1964, le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a versé un acompte de \$1,533.82 à la firme "Joliette Construction, Inc.", pour les travaux en cours.

Question par M. Bernatchez:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il accordé des octrois à la ville de Victoriaville, à la ville de Princeville, à la ville d'Arthabaska et à la ville de Warwick en 1962 et en 1963?

2. Si oui, quels sont les montants octroyés pour chaque endroit mentionné?

Réponse par M. Pinard:

1. Oui.

2.

Constructions et améliorations:

Victoriaville:

9 juillet 1963—promesse d'octroi de \$180,000. payable à même le budget 1964-65.

Arthabaska:

19 août 1963—promesse d'octroi de \$50,000., pour travaux exécutés.

\$25,000. payable sur budget 1964-65.

\$25,000. payable sur budget 1965-66.

Warwick:

\$6,000. (payé le 6 mars 1964).

Entretien d'hiver:

Princeville:

\$506.00 (payé le 22 juillet 1963).

3. The contract was therefore awarded to the firm of "Joliette Construction, Inc.," on October 18th, 1963, this firm having submitted the lowest properly prepared bid.

Work was begun on October 28th, 1963, and on January 14th, 1964, the Department of Agriculture and Colonization paid \$1,533.82 on account to the firm of "Joliette Construction, Inc.," for the work being carried out.

Question by Mr. Bernatchez:

1. Did the Department of Roads give any grants to the towns of Victoriaville, Princeville, Arthabaska and Warwick in 1962 and 1963?

2. If so, what were the amounts given to each place mentioned?

Answer by Mr. Pinard:

1. Yes.

2.

Construction and improvements:

Victoriaville:

July 9th, 1963—promise of a grant of \$180,000, payable out of the 1964-65 budget.

Arthabaska:

August 19th, 1963—promise of a grant of \$50,000 for work carried out.

\$25,000. payable out of the 1964-65 budget.

\$25,000. payable out of the 1965-66 budget.

Warwick:

\$6,000. (paid March 6th, 1964).

Winter maintenance:

Princeville:

\$506.00 (paid July 22nd, 1963).

Arthabaska:
\$563.75 (payé le 19 février 1964).

Warwick:
\$46.75 (payé le 8 août 1963).

Arthabaska:
\$563.75 (paid February 19th, 1964).

Warwick:
\$46.75 (paid August 8th, 1963).

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Majeau:

1. Au cours de la période comprise entre le 15 novembre 1962 et le 31 mars 1964, quelles sommes ont été dépensées:

a) par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation;

b) par le ministère de la Voirie; pour la construction, la réfection ou l'entretien des routes dans chacune des municipalités du comté de Joliette?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lesage dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 185.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bernatchez:

1. Dans le comté d'Arthabaska, pour chacune des années 1962 et 1963:

a) combien de cultivateurs ont fait une demande d'emprunt à l'Office du Crédit agricole;

b) combien de demandes ont été acceptées;

c) combien de demandes sont demeurées en suspens;

d) combien de demandes ont été refusées;

e) pour quel montant dans chacun des cas?

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Majeau:

1. During the period from November 15th, 1962, to March 31st, 1964, what amounts were spent:

a) by the Department of Agriculture and Colonization;

b) by the Department of Roads; for construction, reconstruction or repair of roads in each one of the municipalities of Joliette county?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lesage laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 185.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bernatchez:

1. In 1962 and in 1963 in Arthabaska county:

a) how many farmers applied for a loan from the Farm Credit Bureau;

b) how many applications were accepted;

c) how many applications remained outstanding;

d) how many applications were refused;

e) what was the amount in each case?

2. Durant les années 1962 et 1963, combien de fils de cultivateurs du comté d'Arthabaska ont fait une demande d'aide pour établissement agricole (\$1,000.00):

a) combien de demandes ont été acceptées;

b) combien sont demeurées en suspens;

c) combien ont été refusées?

3. Quel est le montant d'argent dépensé par le ministère de la Voirie, en 1962 et en 1963, pour amélioration de la voirie rurale dans le comté d'Arthabaska:

a) quelles sont les paroisses où les travaux ont été exécutés et pour quel montant dans chacune des paroisses?

4. Le gouvernement a-t-il accordé des octrois à des cultivateurs du comté d'Arthabaska pour l'organisation d'érablières et échange de seaux à sève, en 1962 et en 1963:

a) si oui, par l'intermédiaire de quel ministère;

b) quelle est la liste des bénéficiaires avec en regard le montant de l'octroi payé à chacun?

5. Quel est le nombre d'heures de travaux d'amélioration de ferme octroyées par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, en 1962 et en 1963, dans le comté d'Arthabaska:

a) quelle est la liste des paroisses qui ont bénéficié de ces travaux avec en regard le nombre d'heures octroyées à chacune d'elles;

b) quels sont les noms des contracteurs qui ont exécuté lesdits travaux?

2. In 1962 and in 1963, how many farmers' sons in Arthabaska county applied for farm establishment assistance (\$1,000.00):

a) how many applications were accepted;

b) how many applications remained outstanding;

c) how many applications were refused?

3. What amount of money did the Department of Roads spend in 1962 and 1963 to improve the network of rural roads in Arthabaska county:

a) in what parishes was work carried out, and for what amount in each one of the parishes?

4. Did the government give any grants to the farmers of Arthabaska county in 1962 and 1963 to organize maple groves and to exchange sap buckets:

a) if so, through which Department;

b) what are the names of the persons who received these grants and what was the amount of the grant paid to each one?

5. What was the number of hours of farm improvement work allotted by the Department of Agriculture and Colonization in Arthabaska county in 1962 and 1963:

a) in what parishes was the work carried out, and how many hours were allotted to each one;

b) what are the names of the contractors who carried out the said work?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 186.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 67, intitulé: "Loi sur la discrimination dans l'emploi".

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 69, intitulé: "Loi concernant la cité de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 186.)

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 67, intitled: "An Act respecting discrimination in employment."

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 69, intitled: "An Act respecting the city of Quebec."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being proposed, that Mr. Speaker do now leave the Chair.

Et un débat s'élève.

M. Bellemare propose, par voie d'amendement, secondé par M. Ducharme:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après "que" et en les remplaçant par les suivants:

La chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, regrette que le gouvernement ait réduit au silence le comité des comptes publics.

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM. Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gagnon, Gauthier, Gosselin, Johnson, Johnston, Lafontaine, Majeau, Raymond, Russell, Somerville. —19.

CONTRE—NAYS:—MM. Messrs. Arsenault, Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Dupleix), Coiteux (L'Assomption), Collard, Couturier, Crépeau, Dionne, Dupré, Fortier, Fournier, Gérin-Lajoie, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, O'Reilly, Parent, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt.—50.

L'amendement est ainsi rejeté.

Du consentement unanime de la chambre, le débat est suspendu sur la motion principale.

M. Hyde, du comité spécial institué pour étudier l'opportunité d'amender le règlement de l'Assemblée législative, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

And a debate arising thereon.

Mr. Bellemare moved, in amendment, seconded by Mr. Ducharme:

That the motion under debate be amended by replacing therein all the words after "That" by the following:

The House, while being ready to grant the monies necessary for the administration of the province, regrets that the government has reduced the Committee on Public Accounts to silence.

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it passed in the negative.

The amendment was accordingly rejected.

With the unanimous consent of the House, the debate on the main motion was suspended.

Mr. Hyde, from the Special Committee appointed to consider the advisability of amending the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly, presented to the House, the first report of the said Committee as follows:

Le comité a choisi comme président M. Richard Hyde et a prié le bibliothécaire de la Législature, M. Jean-Charles Bonenfant, d'agir comme secrétaire. M. Antoine Lemieux, greffier de la chambre, et M. Jean Sénécal, assistant-greffier, ont été priés de participer aux délibérations.

Le comité a tenu trois séances.

Les membres du comité recommandent à l'unanimité que disparaisse l'étape de la résolution. A cette fin, ils ont préparé un mémoire dans lequel sont suggérés les amendements qu'il faudrait opérer au Règlement de l'Assemblée, amendements qui pourraient être adoptés immédiatement afin qu'ils puissent être appliqué dès le début de la prochaine session.

Les membres du comité demandent au gouvernement d'étudier la possibilité d'une action législative, dès le début de la prochaine session, pour éliminer les bills privés réglant des problèmes de droit civil, comme les bills concernant les testaments et les contrats, les bills de changement de noms et les bills d'admission dans les chambres professionnelles.

Les membres du comité suggèrent que l'Assemblée étudie la possibilité, à la prochaine session, de déléguer à un comité spécial l'étude des crédits d'un ou deux ministères, sans que cette délégation ne fasse disparaître aucun des privilèges de la chambre ou d'un comité plénier.

Bien qu'en vertu de la motion adoptée le 7 février 1964, le comité soit autorisé à siéger "même après la prorogation", ses membres suggèrent qu'un comité soit de nouveau formé au début de la prochaine session pour continuer d'étudier l'opportunité d'amender le Règlement de l'Assemblée législative et les meilleures façons d'améliorer le travail

The Committee chose Mr. Richard Hyde as their Chairman and requested the Librarian of the Legislature, Mr. Jean-Charles Bonenfant, to act as Secretary. Mr. Antoine Lemieux, Clerk of the House, and Mr. Jean Sénécal, the Assistant Clerk, were also asked to take part in the discussions.

The Committee has held three sittings.

The members of the Committee unanimously recommend that the resolution stage be done away with. In order for this to be done, they have prepared a brief in which they have put forward the amendments which would have to be made to the Rules and Standing Orders of the Assembly, amendments which could be adopted immediately so that they could be applied right from the start of the next session.

The members of the Committee request that the government inquire into the advisability of taking legislative action, right at the beginning of the next session, to do away with private bills on problems of civil law, such as bills respecting wills and contracts, bills for the changing of names and bills for admittance into professional chambers.

The members of the Committee suggest that the Assembly study the advisability, at the next session, of delegating the study of the credits of one or two Departments to a special committee, without this delegating doing away with any of the privileges of the House, or of a Committee of the Whole House.

Even though the Committee has been authorized to sit "even after the prorogation" in virtue of the motion adopted on February 7th, 1964, its members suggest that a committee be again appointed at the beginning of the next session to continue to inquire into the advisability of amending the Rules and Standing Orders of the Legislative As-

parlementaire.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Imprimeur de la Reine (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau de censure du cinéma (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du film (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent quatre-

sembly, and the best ways of improving parliamentary work.

And the Question being put on the main motion, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred sixty-five thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred twenty-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Queen's Printer (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ninety thousand dollars, necessary to defray the item, "Board of Censors of Moving Pictures (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred twenty-three thousand dollars, necessary to defray the item "Film Bureau (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million three hundred eighty-

vingt-trois mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office d'information et de publicité (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de la traduction (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conciliation entre locataires et propriétaires (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des valeurs mobilières du Québec (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des coopératives (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Collaboration à la célébration de la Confédération au Canada (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

three thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Information and Publicity Bureau (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Translation Service (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Conciliation between lessees and property-owners (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred sixteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Quebec Securities Commission (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred four thousand dollars, necessary to defray the item, "Cooperatives Service (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred seventeen thousand dollars, necessary to defray the item, "Collaboration in the observance of the Centennial of Confederation in Canada (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinq mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

13. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Curatelle publique (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

14. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension de \$900 à M. A. J. DeBray et autres pensions versées par la Commission des accidents du travail (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

15. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Provision pour augmenter tout crédit, sous réserve de l'approbation du Conseil de la trésorerie, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de \$25,000 ou de 10% du crédit augmenté; avec le droit d'utiliser à nouveau pour les mêmes fins tous montants remboursés au présent crédit (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous and unforeseen expenses (Provincial Secretary)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred five thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

13. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred twenty-five thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Public Curatorship (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

14. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Pension of \$900 to Mr. A. J. DeBray and other pensions paid by the Workmen's Compensation Commission (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

15. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Provision to increase any appropriation, with the approval of the Treasury Board, provided that the amount so added shall not exceed the greater of \$25,000 or 10% of the appropriation so increased; with the right to re-use for the same purposes any sums reimbursed to the present appropriation (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

16. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, dépenses diverses et imprévues (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

17. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent trente-sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil et contrôleur de la trésorerie (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

18. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Centre de mécanographie (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

19. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des assurances, y compris bourses d'études et subventions (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

20. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau de l'audition (finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

16. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five thousand dollars, necessary to defray the item, "Fees, miscellaneous and unforeseen expenses (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

17. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million five hundred thirty-seven thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Treasury Board and Comptroller of the Treasury (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

18. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Data Processing Centre (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

19. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred forty-five thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Insurance Branch, including scholarships and grants (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

20. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred fifty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Audit Branch (Finance)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Com-

fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa présente séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

A six heures et demie, M. l'orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie du soir.

M. l'orateur reprend le fauteuil.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 47, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Boulevard métropolitain";

Bill 55, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 59, intitulé: "Loi autorisant l'octroi de certaines concessions forestières";

Bill 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires";

Bill 68, intitulé: "Loi concernant la ville de Montréal";

mittee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its present sitting, again resolve itself into the said Committee.

At half past six o'clock, Mr. Speaker left the Chair.

Seven thirty o'clock, P.M.

Mr. Speaker took the Chair.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 47, intitulé: "An Act to amend the Metropolitan Boulevard Act";

Bill 55, intitulé: "An Act to amend the Act respecting Farm Loans."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 59, intitulé: "An Act to authorize the grant of certain timber limits";

Bill 64, intitulé: "An Act to amend the Courts of Justice Act";

Bill 68, intitulé: "An Act respecting the city of Montreal";

Bill 69, intitulé: "Loi concernant la cité de Québec".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts";

Bill 56, intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers";

Bill 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres de colonisation";

Bill 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal".

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 41, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 11 comme article 12:

"12. La dite loi est modifiée en insérant, après l'article 476, le titre et les articles suivants:

21a. *Des travaux et services municipaux en commun*

476a. Sauf les cas autrement prévus par la loi, deux ou plusieurs municipalités, quelle que soit la loi qui les régit, peuvent, par règlement de leur

Bill 69, intituled: "An Act respecting the city of Quebec."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills, without amendment:

Bill 52, intituled: "An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts";

Bill 56, intituled: "An Act to amend the Dairy Products Act";

Bill 57, intituled: "An Act to amend the Colonization Land Sales Act";

Bill 139, intituled: "An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal."

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 41, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. The following section is inserted after section 11 as section 12;

"12. The said act is amended by inserting after section 476 the following title and sections:

21a. *Municipal works and services in common*

476a. Saving the cases otherwise provided for by law, two or more municipalities, by whatever law governed, may by by-law of their councils

conseil, conclure une entente pour l'exécution de travaux municipaux de toute nature ou pour l'organisation de services municipaux.

476b. Une municipalité peut louer sa machinerie à une autre municipalité quelle que soit la loi qui la régit, et fixer un tarif de location par résolution de son conseil."

2. L'article 12, qui devient article 13, est modifié en remplaçant les cinq dernières lignes par ce qui suit:

"est de nouveau modifié en remplaçant les six dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit:

"Le règlement peut en même temps décréter que, l'année alors prochaine, les machineries et accessoires placés avant son entrée en vigueur seront des immeubles imposables pour les deux tiers de leur valeur et, l'année suivante, pour un tiers. Un règlement adopté en vertu du présent article est irrévocable pendant la période n'excédant pas dix ans qui est fixée par ce règlement ou un règlement subséquent. Lorsque les machineries et accessoires ne sont plus des immeubles imposables, les estimateurs ne sont pas tenus de les évaluer.

Le deuxième alinéa s'applique à toute cité ou ville même si sa charte exclut l'application du présent article."

3. Les articles 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent respectivement articles 14, 15, 16, 17 et 18.

4. L'article 18 est biffé.

enter into an agreement for the carrying out of municipal works of any kind or for the organization of municipal services.

476b. Any municipality may rent its machinery to another municipality, by whatever law governed, and fix a rental tariff by resolution of its council."

2. Section 12, which becomes section 13, is amended by replacing the last five lines by the following:

"49. is again amended by replacing the last six lines of the second paragraph by the following:

"The by-law may at the same time provide that, in the then next year, the machinery and accessories installed before its coming into force shall be taxable immoveables for two-thirds of their value and, the following year, for one-third. A by-law passed under this section shall be irrevocable during such period, not exceeding ten years, as is fixed by the by-law or a subsequent one. When the machinery and accessories are no longer taxable immoveables, the assessors are not bound to assess them.

The second paragraph shall apply to every city and town even if its charter excludes the application of this section."

3. Sections 13, 14, 15, 16 and 17 become respectively sections 14, 15, 16, 17 and 18.

4. Section 18 is struck out.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 41, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 41, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act," and the same were read and agreed to.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant le premier alinéa du sous-article 86 par le suivant:

"86. Nul ne peut, sans un permis du ministre des terres et forêts, construire ou exploiter une usine utilisant le bois non ouvré comme matière première, ni modifier une telle usine ou sa machinerie de façon à accroître le volume de tel bois utilisé au-delà du chiffre spécifié dans son permis."

Aussi le bill 63, intitulé: "Loi du Conseil d'artisanat du Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, dans les 2e et 3e lignes du paragraphe b, les mots suivants:

"Ils sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*."

La chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill no 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts", et ledit amendement est lu et accepté.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 58, intituled: "An Act to amend the Lands and Forests Act," with the following amendment to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 4 is amended by replacing, the first paragraph of subsection 86, by the following:

"86. No person shall, without a license from the Minister of Lands and Forests, build or operate a factory using unprocessed wood as raw material, or alter such a factory or its machinery so as to increase the quantity of such wood used beyond that specified in his license."

Also bill 63, intituled: "Quebec Handicraft Council Act," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 3 is amended by striking out, in the 2nd and 3rd lines of paragraph b, the following words:

"They shall be published in the *Quebec Official Gazette*."

The House proceeded to take into consideration the amendment made by the Legislative Council to the bill No. 58, intituled: "An Act to amend the Lands and Forests Act," and the same was read and agreed to.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leur amendement.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 63, intitulé: "Loi du Conseil d'artisanat du Québec", et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 70, intitulé: "Loi concernant les municipalités de l'Île Jésus et la ville des Îles Laval".

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendment.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 63, intituled: "Quebec Handicraft Council Act," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 70, intituled: "An Act respecting the municipalities of Île Jésus and the town of Laval Islands."

And the Question being put, "that the bill be now read the second time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires pour la garde des valeurs et autres dépenses (service de la dette)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du Lieutenant-gouverneur (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service général des achats (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of forty thousand dollars, necessary to defray the item, "Safe custody fees and other expenses (Debt Service)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Lieutenant-Governors's Office (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred ninety-four thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred ninety thousand dollars, necessary to defray the item, "General Purchasing Service (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the

somme de six cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission du service civil (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil d'orientation économique (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission d'aménagement de Québec, y compris subventions (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réceptions du gouvernement (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Contribution au coût de l'édifice commémoratif des Pères de la Confédération à Charlottetown, I.P.-É. (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

sum of six hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Civil Service Commission (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred five thousand dollars, necessary to defray the item, "Economic Advisory Council (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred thirty-six thousand dollars, necessary to defray the item, "Quebec Planning Commission, including grants (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Government receptions (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred five thousand dollars, necessary to defray the item, "Contribution to the cost of the Fathers of Confederation Memorial Building at Charlottetown, P.E.I. (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Études sur la possibilité d'établir une industrie sidérurgique (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission royale d'enquête sur les sources de revenus (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

13. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, frais juridiques et autres dépenses (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

14. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat, construction et transformation d'immeubles (conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1965.

Résolutions à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Studies of the feasibility of establishing a steel industry (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Royal Commission of Inquiry on Sources of Revenue (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

13. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Fees, law costs and other expenses (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

14. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immovables (Executive Council)," of the budget for the fiscal year ending 31st March, 1965.

Resolutions to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Lesage propose que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1965, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$1,121,814,200.

Résolution à rapporter.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Lesage présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 53, "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", lequel bill est lu

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Ways and Means.

Mr. Lesage moved, and the Question being put, that Mr. Speaker do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That, towards making good the Supplies granted to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st of March, 1965, the sum of \$1,121,814,200 be granted out of the Consolidated Revenue Fund of this Province.

Resolution to be reported.

Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. Lesage accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 53, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the pub-

la première, la deuxième et la troisième fois.

lic service," which was read the first, second and third time.

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

On motion of Mr. Lesage,—
Resolved, That when this House adjourns to-day, it do stand adjourned until tomorrow at eleven o'clock, A.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
31 JUILLET 1964.***Onze heures du matin.***Prière.**

M. Lapalme, du comité parlementaire de la constitution, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Comme on le sait, le Comité de la constitution, formé à l'unanimité par l'Assemblée législative le 7 juin 1963, tient son mandat d'une résolution adoptée unanimement par l'Assemblée législative, le 22 mai 1963, résolution qui se lit comme suit:

"Que cette chambre est d'avis qu'un comité spécial devrait être institué avec pouvoirs d'entendre des témoins et de siéger même les jours où la chambre ne tient pas de séance et après la prorogation, en vue de la détermination des objectifs à poursuivre par le Canada français dans la révision du régime constitutionnel canadien et des meilleurs moyens d'atteindre ces objectifs, ledit comité devant faire rapport à la chambre au cours de la prochaine session."

A titre de président du Comité parlementaire de la constitution, je présente un rapport sur le travail accompli par le comité au cours des douze derniers mois.

Depuis qu'il a été formé, le comité parlementaire de la constitution a tenu cinq réunions publiques. Une de ces réunions a eu lieu dès l'été dernier, deux autres ont été tenues au cours de l'automne et les deux dernières ont eu lieu au cours du mois de juin. Le comité directeur qui

**FRIDAY,
JULY 31st, 1964.***Eleven o'clock, A.M.***Prayers.**

Mr. Lapalme, from the Parliamentary Committee on the Constitution, presented to the House the first report of the said committee as follows:

As everyone is aware, the Committee on the Constitution, appointed unanimously by the Legislative Assembly on June 7th, 1963, received its mandate from a resolution unanimously adopted by the Legislative Assembly on May 22nd, 1963, which resolution reads as follows:

"That this House is of opinion that a special committee should be appointed with power to hear witnesses and to sit even on days when the House is not sitting and after the prorogation, with a view to determining the objectives to be followed by French Canada in the reconsideration of the Canadian federal system and the best means of attaining these objectives, the said committee to submit a report to the House during the next session."

As Chairman of the Parliamentary Committee on the Constitution, I submit a report on the work carried out by the Committee during the last twelve months.

The Parliamentary Committee on the Constitution has held five public sittings since it was formed. One of these sittings was held as early as last summer, two more were held in the autumn and the last two were held in the month of June. The steering com-

est formé de sept des quinze membres du comité a eu, pour sa part, neuf réunions de travail depuis le mois de juillet 1963. La dernière de ces réunions vient d'avoir lieu, il y a une dizaine de jours.

Dès le mois de septembre dernier, le comité a fait entreprendre par l'Institut de droit public de l'université de Montréal, par le personnel du ministère des Affaires fédérales-provinciales ainsi que par d'autres chercheurs certaines études qu'il juge essentielles. Les principales de ces études portent sur les mécanismes de coopération intergouvernementale, sur les formes de constitution fédérales où les parties constituantes jouissent de statuts différents, sur la capacité internationale des États fédérés et sur les modes d'amendement à la constitution. De plus, le secrétaire du comité effectue actuellement des démarches afin que des chercheurs puissent entreprendre, pour le comité, une étude des implications économiques, sociales et politiques de l'indépendance du Québec.

Une quarantaine de personnes et d'organismes ont manifesté le désir de se présenter devant le comité pour lui faire part de leurs opinions sur les problèmes étudiés par le comité. Le comité a commencé ses audiences publiques au mois de juin et a l'intention de les reprendre vers le milieu de septembre. A l'occasion de ces audiences publiques, le comité verra à obtenir l'opinion d'experts sur les problèmes constitutionnels; il a d'ailleurs déjà commencé à le faire.

On peut donc constater que le travail entrepris par le comité parlementaire de la constitution est loin d'être terminé et qu'il n'est donc pas en mesure de fournir un rapport final au cours de la présente session.

Le rapport est lu et reçu.

mittee which is made up of seven of the fifteen members of the Committee has itself held nine working meetings since the month of July 1963. The last of these meetings was held about ten days ago.

As early as last September, the Committee called upon the Institut de droit public of the University of Montreal and upon the personnel of the Department of Federal-Provincial Affairs as well as other research workers, to carry out certain studies which it deemed essential. These studies were aimed principally at the mechanics of intergovernment cooperation, the form of federal constitutions in which the constituent members enjoy different status, on the international capacity of federated states, and on methods of amending the Constitution. In addition, the Secretary of the Committee is at present taking steps to have the research workers undertake a study, for the Committee, of the economic, social and political implications of Quebec's independence.

Some forty persons and organisms expressed the wish to appear before the Committee to express their opinions on the problems being studied by the Committee. The Committee began its public hearings in June, and intends to continue them in September. When these public hearings are held, the Committee will attempt to obtain expert opinions on constitutional problems, which it has already started to do.

It can therefore be stated that the work undertaken by the Parliamentary Committee on the Constitution is far from finished and it is therefore unable to submit a final report during the present session.

The report was read and received.

M. Lapalme dépose également:

MÉMOIRES REÇUS PAR LE COMITÉ DE LA CONSTITUTION

Me Maurice Allard, professeur en droit constitutionnel, Faculté de droit, université de Sherbrooke.

M. E. Struthers, Stanstead, Qué.

M. Paul Rochon, journaliste, 4525 est, boulevard Gouin, Montréal.

M. Raymond Barbeau, professeur à l'école des Hautes Études commerciales, Rosemere, Qué.

M. Adrien Gauthier, 4098, Parc La-fontaine, Montréal 34.

M. Samuel J. Walsh, Parti Communiste Canadien.

L'A.G.E.S.S.M., Séminaire Sainte-Marie, Shawinigan.

L'Association professionnelle des professeurs laïques de l'enseignement classique de la province de Québec, Inc., 610 ouest, Saint-Cyrille, Québec.

Un groupe de citoyens de Sorel, Saint-Joseph et Tracy (Germain Lavallée, président du comité d'étude sur les besoins constitutionnels).

Le Club Laurentien, Inc., Saint-Jérôme, Qué.

La Société Saint-Jean-Baptiste, section Repentigny.

Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec, 2100, rue Saint-Marc, Montréal 25.

La Fédération des Commissions scolaires catholiques du Québec, 285, chemin Sainte-Foy, Québec.

M. Michael G. Kelly, 5020, avenue Doherty, Montréal 29.

M. McCracken, 26, rue Jeannette, Ville Lemoyne.

M. Marcel Chaput, 780, boulevard Saint-Germain, Ville Saint-Laurent.

Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, 3800, rue Dupuis, app. 10, Montréal.

Mr. Lapalme also laid upon the table:

BRIEFS RECEIVED BY THE COMMITTEE ON THE CONSTITUTION

Mr. Maurice Allard, Professor of Constitutional Law, Law faculty, Sherbrooke University.

Mr. E. Struthers, Stanstead, Que.

Mr. Paul Rochon, journalist, 4525, Gouin Blvd. East, Montreal.

Mr. Raymond Barbeau, Professor at the École des Hautes Études Commerciales, Rosemere, Que.

Mr. Adrien Gauthier, 4098, Parc La-fontaine, Montreal 34.

Mr. Samuel J. Walsh, Canadian Communist Party.

L'A.G.E.S.S.M., Séminaire Sainte-Marie, Shawinigan.

L'Association professionnelle des professeurs laïques de l'enseignement classique de la province de Québec, Inc., 610 Saint-Cyrille St. West, Quebec.

A group of Sorel citizens, Saint-Joseph and Tracy (Germain Lavallée, President of the study committee on constitutional needs).

Le Club Laurentien, Inc., Saint-Jérôme, Que.

The Saint-Jean-Baptiste Society, Repentigny Section.

Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec, 2100 St. Mark St., Montreal 25.

La Fédération des Commissions scolaires catholiques du Québec, 285, Sainte-Foy Road, Quebec.

Mr. Michael G. Kelly, 5020, Doherty Ave, Montreal 29.

Mr. McCracken, 26, Jeannette St., Ville Lemoyne.

Mr. Marcel Chaput, 780, Saint-Germain Blvd., Ville Saint-Laurent.

Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, 3800, Dupuis St., apt. 10, Montreal.

Me Cécilien Pelchat, 2375 de la Bruère, Saint-Hyacinthe.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, 1182, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Gérard Turcotte).

Canadian Jewish Congress, 493 ouest, rue Sherbrooke, Montréal (M. Saul Hayes, C.R., Vice-président exécutif).

Dr Guiseppe Turi, suite 15, 1610 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 25.

L'Association générale des étudiants de Laval, Québec.

MÉMOIRES PROMIS

M. Albert Dupuis, Saint-Hilaire, Qué. L'Association des étudiants libéraux de l'université de Montréal, 531, rue Davaar, Outremont.

La Confédération des Syndicats Nationaux, 155 est, boulevard Charest, Québec.

La Chambre de Commerce de la province de Québec, 1321 est, boulevard Saint-Joseph, Montréal 34.

La Fédération des Jeunes Chambres de la province de Québec, 2745, rue Masson, Montréal 36.

Federation of Quebec Protestant Colonization and Settlement Societies, chambre 6, 1522 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 25.

Le Club Fleur de Lys du Québec, 126, rue Saint-Pierre, Québec 2.

La Fédération du Détail et des Services, 1290, rue Saint-Denis, Montréal 18.

La Presse Étudiante Nationale, 101 ouest, boulevard Saint-Joseph, Montréal 15 (M. Claude Trudel).

La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de Québec, Saint-Hyacinthe, Québec (Jean Arsenault).

M. Lapalme propose:

Que, afin de permettre au comité parlementaire de terminer les travaux qui découlent du mandat qui lui a été confié

Mr. Cécilien Pelchat, 2375 de la Bruère St., Saint-Hyacinthe.

The Saint-Jean-Baptiste Society of Montreal, 1182, St. Lawrence Blvd., Montreal (Gérard Turcotte).

Canadian Jewish Congress, 493, Sherbrooke St. West, Montreal (Mr. Saul Hayes, Q.C., Executive Vice-President).

Dr Guiseppe Turi, Room 15, 1610 Sherbrooke St. West, Montreal 25.

L'Association générale des étudiants de Laval, Quebec.

BRIEFS PROMISED

Mr. Albert Dupuis, Saint-Hilaire, Que. L'Association des étudiants libéraux de l'université de Montréal, 531, Davaar St., Outremont.

La Confédération des Syndicats Nationaux, 155 Charest Blvd. East, Quebec.

La Chambre de Commerce de la province de Québec, 1321 Saint-Joseph Blvd East, Montreal 34.

La Fédération des Jeunes Chambres de la province de Québec, 2745 Masson St. Montreal 36.

Federation of Quebec Protestant Colonization and Settlement Societies, Room 6, 1522, Sherbrooke St. West, Montreal 25.

Le Club Fleur de Lys du Québec, 126, Saint-Pierre St., Quebec 2.

La Fédération du Détail et des Services, 1290, Saint-Denis St., Montreal 18.

La Presse Étudiante Nationale, 101 Saint-Joseph Blvd West, Montreal 15. (Mr. Claude Trudel).

The Federation of the Sociétés Saint-Jean-Baptiste of Quebec, Saint-Hyacinthe, Quebec (Jean Arsenault).

Mr. Lapalme moved:

That to allow the Parliamentary Committee to complete its work resulting from the mandate which it was given

le 7 juin 1963, cette chambre est d'avis que le comité spécial institué avec pouvoirs d'entendre des témoins et de siéger même les jours où la chambre ne tient pas de séance et après la prorogation, en vue de la détermination des objectifs à poursuivre par le Canada français dans la revision du régime constitutionnel canadien et des meilleurs moyens d'atteindre ces objectifs, continue ses travaux et fasse rapport à la chambre au cours de la prochaine session.

La motion est adoptée.

on June 7th, 1963, this House is of opinion that the special committee appointed with power to hear witnesses and to sit even on days when the House is not sitting and after the prorogation, with a view to determining the objectives to be followed by French Canada in the reconsideration of the Canadian federal system and the best means of attaining these objectives, do continue its work and report to the House during the next session.

The motion was adopted.

M. Johnson propose, secondé par M. Bertrand (Missisquoi);

Que les noms de MM. Gabias et Talbot soient remplacés par ceux de MM. Allard et Bellemare comme membres du comité parlementaire de la constitution.

La motion est adoptée.

Mr. Johnson moved, seconded by Mr. Bertrand (Missisquoi):

That Messrs. Gabias and Talbot be replaced by Messrs. Allard and Bellemare as members of the Parliamentary Committee on the Constitution.

The motion was adopted.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 31 juillet 1964.

Ordonné.—Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 53, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public", et informe cette chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

LEGISLATIVE COUNCIL

The 31st July 1964.

Ordered.—That the clerk do carry back to the Legislative Assembly the Bill 53, intitled: "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for other purposes connected with the public service," and acquaint that House that the Legislative Council have passed it.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from

le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié aux paragraphes *a* et *b* en intervertissant les dits paragraphes de sorte que le paragraphe *b* devient paragraphe *a* et que le paragraphe *a* devient paragraphe *b*. De plus, le dit paragraphe *a*, qui devient paragraphe *b*, est modifié en remplaçant, à la 1ère ligne, le nombre et la lettre:

12*a*

par le nombre et la lettre:

24*a*.

Le sous-paragraphe 12*b* devient sous-paragraphe 24*b*.

2. L'article 6 est modifié au paragraphe *d*:

a) en remplaçant, dans la 2e ligne, le nombre:

63

par le nombre et la lettre:

63*a*:

b) en remplaçant, dans la 3e ligne, le nombre et la lettre:

63*a*

par le nombre et la lettre:

63*b*

3. Le paragraphe suivant est inséré à la suite du paragraphe *e* comme paragraphe *f*:

"*f*) en retranchant le sous-paragraphe 2 dudit paragraphe 75."

Aussi le bill 191, intitulé: "Loi concernant Le Club de golf et de curling de Joliette", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans les 3e et 5e lignes, le nombre: "200"

the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed bill 65, intituled: "An Act to amend the Territorial Division Act," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 5 is amended at paragraphs *a* and *b* by interverting the said paragraphs so that paragraph *b* becomes paragraph *a* and that paragraph *a* becomes paragraph *b*. Moreover, the said paragraph *a*, which becomes paragraph *b*, is amended by replacing, in the first line, the number and letter:

12*a*

by the number and letter:

24*a*.

Sub-paragraph 12*b* becomes sub-paragraph 24*b*.

2. Section 6 is amended at paragraph *d*:

a) by replacing, in the first line, the number:

63

by the number and letter:

63*a*

b) by replacing, in the 3rd line, the number and letter:

63*a*

by the number and letter:

63*b*

3. The following paragraph is inserted after paragraph *e* as paragraph *f*:

"*f*. by striking out sub-paragraph 2 of the said paragraph 75."

Also bill 191, intituled: "An Act respecting Le Club de golf et de curling de Joliette," with the following amendments to which they desire the concurrence of the Legislative Assembly:

1. Section 8 is amended by replacing, in the 3rd and 5th lines, the number: "200"

par le nombre :

"300"

2. L'article 9 est remplacé par le suivant

"9. Toute personne qui ne détient qu'une action ordinaire ou privilégiée du capital-actions de la corporation lors de l'entrée en vigueur de la présente loi doit exercer l'option suivante:

a) Ou recevoir une action ordinaire entièrement libérée du nouveau capital autorisé et un droit qui lui permet de désigner dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi un tiers, agréé par le conseil d'administration, à qui la corporation doit délivrer gratuitement une telle action ordinaire, et qui doit alors assumer les obligations que la présente loi impose aux actionnaires;

b) Ou recevoir une action privilégiée du nouveau capital autorisé.

Toute personne autre qu'une corporation qui détient plus d'une action ordinaire ou privilégiée du capital-actions de la corporation lors de l'entrée en vigueur de la présente loi doit exercer l'option ci-dessus mentionnée pour une de ses actions et reçoit, pour chacune de ses autres actions, une action privilégiée du nouveau capital autorisé.

Toute corporation qui détient plus d'une action ordinaire ou privilégiée du capital-actions de la corporation lors de l'entrée en vigueur de la présente loi doit exercer l'option ci-dessus mentionnée pour au moins une et au plus dix de ses actions et reçoit, pour chacune de ses autres actions, une action privilégiée du nouveau capital autorisé.

Si un actionnaire n'exerce pas l'option ci-dessus mentionnée dans les 90 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, il est censé avoir exercé l'option de recevoir une action privi-

by the number:

"300"

2. Section 9 is replaced by the following

"9. Every person who holds only one common or preferred share of the capital stock of the corporation at the coming into force of this act must exercise the following option:

a. either to receive one fully paid common share of the new authorized capital and the right which allows him to designate, within the five years after the coming into force of this act, a third party agreed to by the board of directors, to whom the corporation shall issue free of charge one such common share and who must then assume the obligations imposed by this act on the shareholders;

b. or to receive one preferred share of the new authorized capital.

Every person other than a corporation who holds more than one common or preferred share of the capital stock of the corporation at the coming into force of this act must exercise the option above mentioned for one of his shares and shall receive, for each of his other shares, one preferred share of the new authorized capital.

Every corporation which holds more than one common or preferred share of the capital stock of the corporation at the coming into force of this act must exercise the above mentioned option for no less than one and no more than ten of its shares and shall receive, for each of its other shares, one preferred share of the new authorized capital.

If a shareholder does not exercise the option above mentioned within the 90 days after the coming into force of the present act, he shall be deemed to have exercised the option

légée du nouveau capital autorisé, pour chacune de ses actions."

3. L'article 10 est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le détenteur d'une action privilégiée du nouveau capital autorisé a droit, en cédant son action à la corporation pour annulation, de devenir membre social à vie, exempt de toute cotisation annuelle."

4. L'article 17 est modifié en ajoutant, dans la 2e ligne, après le mot:

"membre",

ce qui suit:

"pour une cause autre que celle visée à l'article 16"

to receive one preferred share of the new authorized capital for each of his shares."

3. Section 10 is amended by adding, at the end, the following paragraph:

"The holder of a preferred share of the new authorized capital shall have the right, on transferring his share to the corporation for cancellation, to become a life social member, exempt from the annual assessment."

4. Section 17 is amended by adding, in the 2nd line, after the word:

"membership"

the following:

"for a reason other than that provided for in section 16."

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale"; et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill no 191, intitulé: "Loi concernant Le Club de golf et de Curling de Joliette"; et lesdits amendements sont lus et acceptés.

Ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 65, intituled: "An Act to amend the Territorial Division Act," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

The House proceeded to take into consideration the amendments made by the Legislative Council to the bill No. 191, intituled: "An Act respecting Le Club de golf et de curling de Joliette," and the same were read and agreed to.

Ordered, That the Clerk do carry back the bill to the Legislative Council and acquaint the Honourable Members, that this House hath agreed to their amendments.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare:

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bellemare:

1. Des soumissions ont-elles été demandées pour la construction de la côte dans Shawinigan-Sud sur la route 19?

2. Dans l'affirmative, les noms et adresses des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

3. A qui le contrat a-t-il été accordé et pour quel montant?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare:

1. Des soumissions ont-elles été demandées pour le contrat 5200-64 dans le rang Saint-Mathieu dans le comté de Saint-Maurice?

2. Est-ce un nouveau contrat ou la continuation d'un contrat déjà existant?

3. Dans l'affirmative, le nom du contracteur précédent et le montant du contrat?

4. Le nom des soumissionnaires, l'adresse et le montant des soumissions?

Sur la motion de M. Lesage, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare:

1. Relativement aux frais d'acquisition au montant de \$2,612,062.00 payés par l'Hydro-Québec pour l'intégration des services d'électricité:

a) quels sont les nom, prénoms et adresses des fiduciaires et le montant payé à chacun;

1. Have tenders been called for concerning the construction of the hill on Route 19 at Shawinigan South?

2. If so, what are the names and addresses of the persons who submitted tenders and what is the amount of each bid?

3. To whom was the contract awarded, and for what amount?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bellemare:

1. Have tenders been called for respecting contract 5200-64 on Saint-Mathieu Range, in Saint-Maurice county?

2. Is this a new contract or the continuation of an existing one?

3. If so, what is the name of the preceding contractor and the amount of the contract?

4. What are the names and addresses of the persons who submitted tenders and what was the amount of each bid?

On motion of Mr. Lesage,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bellemare:

1. Respecting the amount of \$2,612,062.00 paid by Hydro-Quebec to integrate power services:

a) what are the names, given names and addresses of the trustees and what amount was paid to each one;

b) quels sont les nom, prénoms et adresses des courtiers et le montant des commissions payées à chacun;

c) quels sont les nom et adresses des maisons de placement et le montant payé à chacune;

d) à combien s'élèvent les frais d'impression et à qui ont-ils été payés;

e) à combien s'élèvent les frais légaux et à qui ont-ils été payés?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Majeau:

1. Au cours de la période comprise entre le 15 novembre 1962 et le 31 mars 1964, le ministère de la Voirie a-t-il loué de la machinerie lourde (bélisiers mécaniques, niveleuses, pelles mécaniques, concasseurs, etc.) pour exécuter des travaux dans le comté de Joliette?

2. Dans l'affirmative:

a) quel est le nom et l'adresse du ou des propriétaires de la machinerie lourde louée;

b) quelle est la marque de ces machines;

c) sur quelle base lesdits travaux ont-ils été payés: à l'heure, à la journée ou au contrat;

d) quel genre de travail lesdites machines ont-elles exécuté;

e) dans quelles municipalités les travaux ont-ils été exécutés;

f) y a-t-il eu demandes de soumissions et, dans l'affirmative, quel est le nom des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un docu-

b) what are the names, given names and addresses of the brokers and what was the amount of the commissions paid to each one;

c) what are the names and addresses of the brokerage houses and what amount was paid to each one;

d) what did the printing costs amount to and to whom were they paid;

e) what did the legal expenses amount to and to whom were they paid?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Majeau:

1. During the period from November 15th, 1962, to March 31st, 1964, did the Department of Roads rent any heavy equipment (bulldozers, graders, power shovels, stone crushers, etc.) to carry out work in Joliette county?

2. If so:

a) what is the name and address of the owner or owners of the heavy equipment so rented;

b) what is the make of these machines;

c) on what basis was the said work carried out: by the hour, by the day or by contract;

d) what kind of work was carried out by the said equipment;

e) in what municipalities was the work carried out;

f) were tenders called for, and if so, what are the names of the persons who submitted tenders and what was the amount of each bid?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information request-

ment contenant les informations demandées. ed.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Majeau:

1. Au cours de l'année 1963, le gouvernement de la province a-t-il accordé dans le comté de Joliette des octrois ou subventions:

- a) à des centres de loisirs;
- b) à des centres récréatifs ou sportifs;
- c) à des cercles de jeunes;
- d) à des œuvres de terrains de jeux;
- e) à des associations sportives ou athlétiques?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant de l'octroi ou de la subvention accordé dans chaque cas?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées, quant en ce qui concerne le ministère de l'Éducation.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bernatchez:

1. Depuis le 5 juillet 1960, la Commission des liqueurs ou la Régie des alcools ont-elles accordé de nouveaux permis pour la vente des liqueurs alcooliques dans le comté d'Arthabaska?

2. Dans l'affirmative, à qui ces permis ont-ils été accordés?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Hamel (Saint-Maurice) dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 187.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Majeau:

1. Did the government of the province give any grants or subsidies in Joliette county in 1963:

- a) to recreation centres;
- b) to recreation or sports centres;
- c) to young people's clubs;
- d) to playgrounds associations;
- e) to sporting or athletic associations?

2. If so, what was the amount of the grant or subsidy given in each case?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested, insofar as the Department of Education is concerned.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Bernatchez:

1. Have the Quebec Liquor Commission or the Quebec Liquor Board issued any new licences for the sale of alcoholic liquor in Arthabaska county since July 5th, 1960?

2. If so, to whom were these permits issued?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Hamel Saint-Maurice) laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 187.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Dozois:

1. Relativement à la dernière émission d'obligations d'épargne de la province:

a) quel est le montant total d'obligations vendues;

b) quelles ont été les commissions payées aux agents vendeurs, aux sous-agents et aux agents émetteurs;

c) quel est le montant total de ces commissions?

2. Quel a été le montant des autres déboursés occasionnés à la province?

3. A qui chacun des dits déboursés a-t-il été payé?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Gauthier:

1. Combien d'heures de travaux d'amélioration de ferme à l'aide de tracteurs ont été octroyées par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation dans le comté de Roberval au cours des années 1962 et 1963?

2. Dans quelles paroisses ces travaux ont-ils été exécutés?

3. Quel est le nombre d'heures pour chacune des paroisses?

4. Quel est le nom des entrepreneurs qui ont exécuté ces travaux avec en regard le nombre d'heures accordées à chacun?

Sur la motion de M. Lesage, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Dozois:

1. Respecting the last issue of savings bonds by the province:

a) what was the amount of bonds sold;

b) what was paid in commissions to sales-agents, sub-agents and issuing-agents;

c) what is the total amount of these commissions?

2. What was the amount of the other disbursements paid by the province?

3. To whom was each one of these disbursements paid?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Gauthier:

1. How many hours of farm improvement work with the help of tractors were allotted by the Department of Agriculture and Colonization in Roberval county in 1962 and 1963?

2. In what parishes was the work carried out?

3. What was the number of hours for each parish?

4. What are the names of the contractors who carried out this work and how many hours were allotted to each one?

On motion of Mr. Lesage,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

M. Courcy dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 188.)

Mr. Courcy laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 188.)

Question par M. Bellemare:

1. Des soumissions ont-elles été demandées pour le contrat 1655-63 sur le chemin des 6e et 7e rangs dans le comté de Drummond?

2. Est-ce un nouveau contrat ou la continuation d'un contrat déjà existant?

3. Dans l'affirmative, le nom du contracteur précédent et le montant du contrat?

4. Le nom des soumissionnaires, l'adresse et le montant des soumissions?

Question by Mr. Bellemare:

1. Have tenders been called for respecting contract 1655-63 on the 6th and 7th Range road in Drummond county?

2. Is this a new contract or the continuation of an existing one?

3. If so, what is the name of the preceding contractor and the amount of the contract?

4. What are the names and addresses of the persons who submitted tenders and what was the amount of each bid?

Réponse par M. Pinard:

1. Non.

2. Un nouveau contrat.

3. Le 23 août 1963, un contrat portant le numéro 1150-63 fut accordé à la firme "Construction Hériot, Inc.", pour la somme de \$47,154.00.

L'estimation des ingénieurs du ministère de la Voirie, pour l'exécution de ces travaux, était de \$47,602.76.

Le contrat numéro 1655-63 fut accordé après le parachèvement des travaux exécutés en vertu du premier contrat numéro 1150-63. Ce second contrat fut accordé à cause de l'urgence de travaux nécessités sur une autre section du chemin des 6e et 7e rangs. Des sondages faits durant l'automne 1963 révélèrent que cette section était constituée de terre noire, et ceci expliquait les nombreux déboursés que le ministère de la Voirie devait faire tous les printemps pour remettre ce tronçon en bon état; il était de plus à craindre, après les pluies de l'automne 1963, qu'il devienne impraticable au printemps 1964. Comme il y avait, pour le comté de Drummond, une disponibilité budgétaire de

Answer by Mr. Pinard:

1. No.

2. A new contract.

3. On August 23rd, 1963, a contract bearing number 1150-63 was awarded to the firm of "Construction Hériot, Inc.," for the amount of \$47,154.00.

The estimate made by the Department of Roads engineers for carrying out this work, amounted to \$47,602.76.

Contract number 1655-63 was awarded after the completion of the work carried out under contract number 1150-63. The second contract was awarded because of the urgency of the work required on another section of the 6th and 7th Range road. Soundings taken during the autumn of 1963 showed that this section was composed of black earth, and this explained the numerous disbursements that the Department of Roads had to make every spring to keep this section in a good state of repair; it was feared, furthermore, that following the 1963 autumn rains, it would become unusable in the spring of 1964. As there was a sum of \$45,000.00 available in the budget

\$45,000.00, un contrat fut octroyé pour l'amélioration immédiate de cette section de terre noire. Ce travail pouvait s'exécuter plus avantageusement durant l'hiver, car il fallait enlever en moyenne 5 à 6 pieds de terre noire n'ayant aucune qualité de support, pour la remplacer par un sable filtrant. Le contrat numéro 1655-63 fut donc adjudgé le 17 janvier 1964, après négociations, à la firme "Construction Hériot, Inc.", pour la somme de \$49,060.80.

L'estimation des ingénieurs du ministère de la Voirie, pour l'exécution de ces travaux, était de \$49,709.32. Ces travaux furent terminés avant le dégel du printemps 1964.

4. Nil.

Question par M. Majeau:

1. Au cours de la période comprise entre le 15 novembre 1963 et le 31 mars 1964, le ministère des Travaux publics a-t-il fait construire ou réparer des ponts dans le comté de Joliette?

2. Dans l'affirmative, ces travaux ont-ils été exécutés à la journée ou par contrat?

3. S'ils ont été exécutés par contrat, quel est le nom des contracteurs et le montant qui leur a été payé pour l'exécution desdits contrats?

4. Y a-t-il eu demandes de soumissions et, dans l'affirmative, quel est le nom des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

5. Si ces travaux ont été faits à la journée, quel en est le prix total?

6. Dans quelles paroisses ces travaux ont-ils été exécutés et quel est le montant dépensé dans chaque cas?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Oui.

2. Certains travaux ont été exécutés à la journée, d'autres par contrat.

for Drummond county, a contract was awarded for the immediate improvement of this section of black earth. This work could be carried out more easily during the winter as it was necessary to remove from five to six feet of black earth which had no supporting qualities, and replace it with porous sand. Contract number 1655-63 was therefore awarded on January 17th, 1964, after negotiations, to the firm of "Construction Hériot, Inc." for the sum of \$49,060.80.

The estimate of the Department of Roads engineers for the carrying out of this work was \$49,709.32. This work was completed before the 1964 spring thaw.

4. Nil.

Question by Mr. Majeau:

1. Did the Department of Public Works have any bridges built or repaired in Joliette county during the period from November 15th, 1963, to March 31st, 1964?

2. If so, was the work carried out by the day or by contract?

3. If it was carried out by contract, what are the contractors' names and the amount paid to them for carrying out the said contracts?

4. Were tenders called for, and if so, what are the names of the persons who submitted tenders and what was the amount of each bid?

5. If the work was done by the day, what was the total cost thereof?

6. In what parishes was this work carried out, and what was the amount spent in each case?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1. Yes.

2. Certain work was carried out by the day, and some on contract.

3. La Cie de Forage International,
Ltée: \$1,602.50.

4. Non, il s'agit d'un travail technique.

5. Le total des travaux faits à la journée: \$1,967.90.

6. Sainte-Marcelline, rivière Blanche, rang IX, lot 422: \$198.00.

Saint-Guillaume Nord, canton Gouin, rivière Mattawin, Rang VI, lot 20: \$263.60.

Saint-Thomas, rivière Saint-Joseph, rang Saint-Joseph, lot 396, pont Bardochette: \$1,506.30.

Question par M. Majeau:

Quel est, pour l'année fiscale scolaire se terminant le 30 juin 1963, le déficit ou le surplus au budget enregistré pour chacune des municipalités scolaires du comté de Joliette?

Réponse par M. Gérin-Lajoie:

3. The Cie de Forage Nationale,
Ltée: \$1,602.50.

4. No, it was a matter of technical work.

5. Total cost of work done by the day: \$1,967.90.

6. Sainte-Marcelline, Blanche River, Range IX, lot 422: \$198.00.

Saint-Guillaume North, Gouin township, Mattawin River, Range VI, lot 20: \$263.60.

Saint-Thomas, Saint-Joseph River, Saint-Joseph Range, lot 396, Bardochette bridge: \$1,506.30.

Question by Mr. Majeau:

What was the budget deficit or surplus shown by each one of the school municipalities of Joliette county for the school year ending June 30th, 1963?

Answer by Mr. Gérin-Lajoie:

*Situation financière
au 30 juin 1963*

*Financial situation
as at June 30th 1963*

<i>Commission scolaire</i>	<i>Déficit accumulé</i>	<i>Surplus accumulé</i>
<i>School Commission</i>	<i>Accumulated deficit</i>	<i>Accumulated surplus</i>
Joliette	\$298,747.71	
Joliette, town - ville—prot.	141.45	
Notre-Dame-de-Lourdes	5,260.87	
Sacré-Cœur-de-Jésus	26,153.64	
Saint-Alphonse-de-Rodriguez		\$11,768.94
Sainte-Béatrix	9,269.08	
Saint-Cléophas	11,772.49	
Saint-Côme	333.27	
Sainte-Élizabéth		11,325.43
Sainte-Émilie de l'Énergie		3,644.91
Saint-Félix de Valois	15,083.07	
Saint-Félix de Valois, diss.	17.17	

*Situation financière
au 30 juin 1963*

*Financial situation
as at June 30th 1963*

<i>Commission scolaire</i>	<i>Déficit accumulé</i>	<i>Surplus accumulé</i>
<i>School Commission</i>	<i>Accumulated deficit</i>	<i>Accumulated surplus</i>
Saint-Jean-de-Matha		\$ 5,748.85
Sainte-Marcelline de Kildare		3,588.54
Saint-Paul de Joliette	\$ 9,746.56	
Saint-Thomas		23,590.76
Sainte-Mélanie	24,498.69	
Saint-Ambroise de Kildare	17,784.01	

Question par M. Majeau:

1. Au cours de l'année 1963, le gouvernement de la province a-t-il accordé dans le comté de Joliette des octrois ou subventions:

- a) à des centres de loisirs;
- b) à des centres récréatifs ou sportifs;
- c) à des cercles de jeunes;
- d) à des œuvres de terrains de jeux;
- e) à des associations sportives ou athlétiques?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant de l'octroi ou de la subvention accordé dans chaque cas?

Réponse par M. Lesage:

1. a), b), c), d) et e) Non, en ce qui concerne le ministère du Conseil exécutif.

2. Toutefois, le 25 juillet 1963, le ministère du Conseil exécutif a promis une subvention de \$5,000.00 au Comité des Fêtes du Centenaire de la cité de Joliette; et un chèque pour ce montant a été émis le 9 mars 1964.

Question par M. Bernatchez:

1. Quel est le nom du ou des détenteurs de permis pour la vente des liqueurs alcooliques à Sainte-Clothilde de Horton?

Question by Mr. Majeau:

1. Did the government of the province give any grants or subsidies in Joliette county in 1963:

- a) to recreation centres;
- b) to recreation or sports centres;
- c) to young people's clubs;
- d) to playgrounds associations;
- e) to sporting or athletic associations?

2. If so, what was the amount of the grant or subsidy given in each case?

Answer by Mr. Lesage:

1. a), b), c), d) and e) No, insofar as the Executive Council is concerned.

2. Nevertheless, on July 25th, 1963, the Executive Council promised a grant of \$5,000.00 to Le Comité des Fêtes du Centenaire de la cité de Joliette, and a cheque for that amount was issued on March 9th, 1964.

Question by Mr. Bernatchez:

1. What are the names of the holder or holders of permits to sell alcoholic liquor in Sainte-Clothilde de Horton?

2. A quelle date ce ou ces permis ont-ils été accordés ?

3. Quel genre de permis ont été émis par la Régie des alcools ?

4. Des demandes pour l'obtention de permis de la Régie ont-elles été refusées ?

5. Dans l'affirmative, quels sont les noms des requérants et à quelle date ces permis ont-ils été refusés ?

Réponse par M. Hamel (Saint-Maurice):

1. M. G. Morissette, propriétaire de l'hôtel Sainte-Clothilde.

2. Le 23 septembre 1963.

3. Un permis d'hôtel (salle à manger, bar, épicerie).

4. Oui.

5. M. G. Levasseur—épicerie— 15 janvier 1962.

Madame T. Rousseau—épicerie— 15 janvier 1962.

La population de la municipalité de Sainte-Clothilde de Horton est de 980 personnes.

Question par M. Bernatchez:

1. Le ministère des Travaux publics a-t-il fait exécuter des travaux dans le comté d'Arthabaska en 1962 et en 1963 ?

2. Si oui, à quel endroit ?

3. Pour quel montant à chaque endroit ?

4. Qui a exécuté les travaux ?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1., 2., 3. et 4. Oui, aux ponts suivants durant l'année budgétaire 1962-63:

Endroit	Rivière	Site du pont	Montants	Entrepreneurs
Place	River	Bridge Site	Amounts	Contractors
Chester Ouest-West	ruisseau stream	Rang-Range X lots 375-376 route 34	\$40,873.07 2,311.25	Aimé Beudet, Warwick Laboratoire de Béton, Inc.

2. On what date was the permit or permits granted ?

3. What types of permit were issued by the Quebec Liquor Board ?

4. Did the Quebec Liquor Board refuse any requests for permits ?

5. If so, what are the names of the applicants and on what dates were these permits refused ?

Answer by Mr. Hamel (Saint-Maurice):

1. Mr. G. Morissette, owner of the Sainte-Clothilde Hotel.

2. September 23rd, 1963.

3. A hotel permit: (dining room, bar, grocery store).

4. Yes.

5. Mr. G. Levasseur—grocery store— January 15th, 1962.

Mrs. T. Rousseau—grocery store— January 15th, 1962.

The population of the municipality of Sainte-Clothilde is 980 souls.

Question by Mr. Bernatchez:

1. Did the Department of Public Works have any work carried out in Arthabaska county in 1962 and 1963 ?

2. If so, where ?

3. For what amount in each place ?

4. Who carried out the work ?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

1., 2., 3. and 4. Yes, to the following bridges during the 1962-63 fiscal year:

<i>Endroit</i>	<i>Rivière</i>	<i>Site du pont</i>	<i>Montants</i>	<i>Entrepreneurs</i>
<i>Place</i>	<i>River</i>	<i>Bridge Site</i>	<i>Amounts</i>	<i>Contractors</i>
Warwick Canton Township	aux Pins	Rang-Range I lots 45-46-47	\$22,898.82 729.10	J.-A. Gingras, Warwick Laboratoire de Béton, Inc.
Saint-Valère	Bulstrode	Rang-Range XII lots 742-753-745	46,073.46 3,225.00	Cormier, Ltée, Victoriaville Sondage et Laboratoire du Québec, Enr.
Saint-Eusèbe de Stanford	Bulstrode	Rangs-Ranges X-XI lots 9c-9f	52,470.38 2,752.90	LaSalle Paving, Co. Ltd., Victoriaville Laboratoire de Béton, Inc.
Chénier	ruisseau stream	Rangs-Ranges VII-VIII lots 724-820	1,340.00	Parco of Canada, Montréal
Saint-Rosaire	Blanche	Rang-Range IV lots 191-26c	1,340.00	Parco of Canada, Montréal
Arthabaska	Gosselin	Rangs-Ranges III-I lots 180-295 Route 5	765.45	En régie—Under government supervision
Chester-Nord- North	ruisseau stream	Rang-Range V lot 157	232.20	En régie—Under government supervision
Chester Nord- North	ruisseau stream	Rang-Range I lots 14-15	396.85	En régie—Under government supervision
Chester Ouest- West	ruisseau stream	Rangs-Ranges IX-X lots 300-374	293.24	En régie—Under government supervision
Chester Ouest- West	Blanche	Rang-Range X lots 333-334 route 34	925.16	En régie—Under government supervision

<i>Endroit</i>	<i>Rivière</i>	<i>Site du pont</i>	<i>Montants</i>	<i>Entrepreneurs</i>
<i>Place</i>	<i>River</i>	<i>Bridge Site</i>	<i>Amounts</i>	<i>Contractors</i>
Sainte-Anne du Sault	Blanche	Rang-Range II lot 106, route 9	\$ 130.00	En régie—Under government supervision
Saint-Christophe	Nicolet	Rang-Range X lots 150-152	577.79	En régie—Under government supervision
Sainte-Clothilde de Horton vil- lage et—and Saint-Jacques de Horton	Nicolet	Rang-Range V lots 203-217 route 20	1,546.70	En régie—Under government supervision
Saint-Eusèbe Stanford	Bulstrode	Rang-Range XI lots 14d-14b route 5	725.07	En régie—Under government supervision
Saint-Eusèbe Stanford	Labbé	Rang-Range XII lot A-1	525.15	En régie—Under government supervision
Saint-Louis de Blandford	Bécancourt	Rang-Range XI lots 2-6A	4,035.64	En régie—Under government supervision
Saint-Louis de Blandford	Bécancourt	Rangs-Ranges I-XI lots 28Fc	151.05	En régie—Under government supervision
Saint-Norbert	Gosselin	Rang-Range VII lots 262-267	2,693.75	En régie—Under government supervision
Sainte-Séraphine	Nicolet	Rang-Range VIII lot 28	2,106.18	En régie—Under government supervision
Saint-Valère	Noire	Rang-Range X lot 556 route 34	168.00	En régie—Under government supervision
Stanford Canton -Township	Blanche	Rang-Range VI lot Gore	3,880.30	En régie—Under government supervision
Warwick	des Pins	Rang-Range I lots 205-206- 207-211 route 5	1,107.42	En régie—Under government supervision

<i>Endroit</i>	<i>Rivière</i>	<i>Site du pont</i>	<i>Montants</i>	<i>Entrepreneurs</i>
<i>Place</i>	<i>River</i>	<i>Bridge Site</i>	<i>Amounts</i>	<i>Contractors</i>
Warwick Canton —Township	Noire	Rang—Range V lots 590-591	\$10,815.54	En régie—Under government supervision

Question par M. Bernatchez:

1. Le ministère du Commerce et de l'Industrie a-t-il accordé des octrois en faveur de la petite industrie dans le comté d'Arthabaska, en 1962 et en 1963?

2. Si oui, à qui et quels montants ont été accordés?

Réponse par M. Lévesque (Bonaventure):

1. et 2. Non, cette pratique a été discontinuée en juillet 1960, mais elle a été remplacée par de l'aide technique offerte par des spécialistes du ministère de l'Industrie et du Commerce à la petite industrie.

Pour la période du 1er janvier 1961 au 31 décembre 1963, 19 industries du comté d'Arthabaska ont bénéficié des conseils techniques de ces spécialistes, dans le but d'aider à solutionner les problèmes qui existaient alors.

Question par M. Bernatchez:

1. Quel est le nom du substitut du Procureur Général dans le comté d'Arthabaska?

2. Quel fut le montant de ses honoraires en 1962 et en 1963?

Réponse par M. Hamel (Saint-Maurice):

1. MM. M. Nichols et L. Trottier.

2. M. Nichols: 1962—\$14,805.00
1963—\$ 9,385.00

L. Trottier: 1962—\$ 5,828.45
1963—\$ 7,670.50

Question by Mr. Bernatchez:

1. Did the Department of Industry and Commerce give any grants to help home industries in Arthabaska county, in 1962 and 1963?

2. If so, what amounts were given, and to whom?

Answer by Mr. Lévesque (Bonaventure):

1. and 2. No, this practice was discontinued in July 1960, but it was replaced by technical assistance to home industries provided by specialists employed by the Department of Industry and Commerce.

For the period from January 1st, 1961, to December 31st, 1963, 19 home industries in Arthabaska county were given technical advice by these specialists to help solve problems which existed at that time.

Question by Mr. Bernatchez:

1. What is the name of the Crown Prosecutor for the county of Arthabaska?

2. What was the amount of his fees in 1962 and 1963?

Answer by Mr. Hamel (Saint-Maurice):

1. Messrs. M. Nichols and L. Trottier.

2. M. Nichols: 1962—\$14,805.00
1963—\$ 9,385.00

L. Trottier: 1962—\$ 5,828.45
1963—\$ 7,670.50

Question par M. Guillemette:

1. Relativement à la construction d'un pont sur la rivière Legendre, lot 69, rang I nord-ouest, canton de Winslow-Stornoway:

a) quel était l'estimé du coût total de ce pont;

b) combien a été payé à date:

i) salaires, à quelles personnes et quel montant;

ii) matériaux, à quelles personnes et quel montant;

c) combien est encore dû:

i) salaires, à quelles personnes et quel montant;

ii) matériaux, à quelles personnes et quel montant;

d) si le pont n'est pas terminé, à combien estime-t-on le coût total de sa complétion?

Réponse par M. Saint-Pierre:

a) \$8,500.00

b) \$9,936.27

i) Philippe Hallé

Lorenzo Breton

Léo Cameron

Adrien Goudreau

Roméo Goudreau

Jos. Goudreau

Léodor Carrier

Edgar Hallé

Émile Breton

Adrien Roy

Florian Rent

Gabriel Bouffard

Marcel Cameron

Ambroise Gosselin

Odina Daigle

Bertrand Hallé

Bruno Mailhot

Reynald Corriveau

Georges Breton

Philibert Goudreau

ii) Osmose Wood Preserving

L. Breton

C. Breton

Question by Mr. Guillemette:

1. Respecting the construction of a bridge over the Legendre River, lot 69, Range I north west, Winslow-Stornoway township:

a) what was the estimated cost of this bridge;

b) how much has been paid to date:

i) in salaries, to what persons and for what amount;

ii) for materials, to what persons and for what amount;

c) how much is still owing:

i) in salaries, to what persons and for what amount;

ii) for materials, to what persons and for what amount;

d) if the bridge is not completed, what is the estimated cost of completion?

Answer by Mr. Saint-Pierre:

a) \$8,500.00

b) \$9,936.27

\$672.00

381.20

374.00

35.20

35.20

131.20

12.80

300.80

64.00

64.00

64.00

64.00

19.20

102.40

76.00

140.80

51.20

51.20

25.60

180.20

661.49

22.00

122.94

E. Grenier.....	\$2,281.09
Établissements St-François, Inc.....	232.90
Construction R. St-Laurent.....	319.00
F. Cameron.....	2,364.13
Y. Bilodeau.....	118.47
P. Hallé.....	80.00
N. Gauthier.....	12.00
A. Lecours.....	8.00
R. Bolduc.....	114.00
Legendre & Frères.....	322.27
Entrepôt du ministère.....	432.98

c) \$84.00

i) rien

ii) Gaston Lapointe, \$84.00

d) \$10,020.27

c \$84.00

i) nothing

ii) Gaston Lapointe, \$84.00

d) \$10,020.27

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Lavoie (Wolfe):

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Une copie du dossier du ministère des Terres et Forêts relativement au lot 25, rang III, du cadastre officiel du canton de Wolfestown, comté de Wolfe.

M. Cliche déclare qu'il est contraire à l'intérêt public de produire ce document.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et la rejette.

La motion est ainsi rejetée.

Sur la motion de M. Allard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Une liste donnant le nom et l'adresse de tous les établissements auxquels la Régie des Alcools du Québec a émis des permis du 1er mai 1962 au 1er mai 1964 avec en regard du nom de chaque établissement les nom et prénoms de ou des

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Lavoie (Wolfe):

That there be laid before the House:

A copy of the file of the Department of Lands and Forests respecting lot 25, Range III, of the official cadastre of Wolfestown township, Wolfe county.

Mr. Cliche declared that it would be injurious to the public interest to produce this document.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it passed in the Negative.

The motion was accordingly rejected.

On motion of Mr. Allard,—

Ordered, That there be laid before the House:

A list giving the names and addresses of all the establishments to which the Quebec Liquor Board granted licenses from May 1st, 1962 to May 1st, 1964, and showing in each case the name of each establishment, the names and

propriétaires et du ou des détenteurs de permis.

Christian names of the proprietor or proprietors and of the holder or holders of permits.

Sur la motion de M. Allard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Un état contenant les renseignements suivants:

1. Le montant total déboursé par le ministère de la Voirie dans chacune des villes, chacune des paroisses et chacun des villages du comté de Beauce au cours des années 1962-1963 et 1963-1964:

- a) pour travaux de construction;
- b) pour travaux d'entretien.

2. Les nom, prénoms et adresses des propriétaires de camions, tracteurs, pelles mécaniques qui ont été employés à l'exécution des dits travaux.

3. Les nom, prénoms et adresses des autres personnes qui ont été employées sur les dits travaux.

M. Pinard dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 189.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Gabias:

Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette chambre:

Tout le dossier du département du Procureur Général concernant Sulphur Converting Corporation, y compris copie de toutes correspondances, mémos, documents:

a) entre le département du Procureur Général aucun de ses membres ou officiers et la Commission des valeurs mobilières aucun de ses membres ou officiers;

b) entre le département du Procureur Général aucun de ses membres ou officiers et le Gouvernement fédéral et/ou le

On motion of Mr. Allard,—
Ordered, That there be laid before the House:

A statement giving the following information:

1. The total amount spent by the Department of Roads in each one of the towns, each one of the parishes, and each one of the villages in Beauce county in 1962-63 and 1963-64:

- a) for construction work;
- b) for maintenance work.

2. The names, given names and addresses of the owners of the trucks, tractors and power shovels that were used to carry out the said work.

3. The names, given names and addresses of the other persons who were employed on the said work.

Mr. Pinard laid upon the table the said document.

(Sessional Papers, No. 189.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Gabias:

That an humble address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

The complete file of the Attorney-General's Department respecting Sulphur Converting Corporation, including copies of all correspondence, memorandums and documents:

a) between the Attorney-General's Department or any of its members or officers and the Quebec Securities Commission or any of its members or officers;

b) between the Attorney-General's Department or any of its members or officers and the federal government

ministère de la Justice aucun de ses membres ou officiers;

c) entre le département du Procureur Général et/ou la Sûreté provinciale de Québec aucun de ses membres ou officiers et le ministère de la Justice et/ou la Gendarmerie Royale du Canada aucun de ses membres ou officiers;

d) y compris copie de tout rapport d'enquête sommaire ou finale de la Commission des valeurs mobilières aucun de ses membres ou officiers, au département du Procureur Général aucun de ses membres ou officiers;

e) copie de tout document se rapportant à Sulphur Converting Corporation ou aucun de ses officiers ou actionnaires en possession du département du Procureur Général aucun de ses membres ou officiers et/ou de la Sûreté Provinciale de Québec aucun de ses membres ou officiers et/ou de la Commission des valeurs mobilières aucun de ses membres ou officiers;

f) copie de toute correspondance provenant de toute personne, société ou corporation adressée au Gouvernement de la province de Québec et/ou au département du Procureur Général aucun de ses membres ou officiers concernant Sulphur Converting Corporation aucun de ses officiers ou actionnaires;

g) copie de tout document saisi à la demande du Procureur Général de la province de Québec au siège social de Sulphur Converting Corporation ou au domicile de ses officiers ou actionnaires.

M. Hamel déclare qu'il est contraire à l'intérêt public de produire ces documents.

M. Allard propose:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance échangée, depuis le 5 juillet 1960 à date, entre

and/or the Department of Justice or any of its members or officers;

c) between the Attorney-General's Department and/or Quebec Provincial Police Force or any of its members or officers and the Department of Justice and/or the The Royal Canadian Mounted Police or any of its members or officers;

d) including a copy of any summary or final investigation report made by the Quebec Securities Commission or any of its members or officers to the Attorney-General's Department or to any of its members or officers;

e) a copy of any document respecting Sulphur Converting Corporation or any of its officers or shareholders in the possession of the Attorney-General's Department or any of its members or officers and/or the Quebec Provincial Force or any of its members or officers and/or the Quebec Securities Commission or any of its members or officers;

f) copies of all correspondence from any person, firm or corporation addressed to the government of the province of Quebec and/or the Attorney-General's Department or any of its members or officers respecting Sulphur Converting Corporation or any of its officers or shareholders;

g) copies of all documents seized at the request of the Attorney-General of the Province of Quebec at the head office of Sulphur Converting Corporation or at the homes of its officers or shareholders.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) declared that it would be injurious to the public interest to produce these documents.

Mr. Allard moved:

That there be laid before the House:

Copies of all correspondence exchanged between the Attorney-General of the

le procureur général de la province et ses officiers et les députés à l'Assemblée législative de Québec relativement à l'application de la loi des liqueurs et la loi de la Régie des alcools du Québec.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et la rejette.

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Johnson:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Une copie de tout rapport transmis soit au procureur général, soit à l'assistant procureur général ou à quelque officier du département du procureur général ou de la Sûreté provinciale, au cours des années 1962 et 1963, par MM. Healy et Auclair, de la Sûreté provinciale, relativement à l'affaire des faux certificats.

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare que les documents demandés sont d'ordre privé et confidentiel.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est suspendu.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 70, intitulé: "Loi concernant les municipalités de l'Île Jésus et la ville des Îles Laval".

Sur la motion de M. Laporte, il est—
Ordonné que l'ordre du jour qui vient d'être lu soit révoqué et que la chambre se forme de nouveau en comité plénier.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que

province or his officers, and the members of the Quebec Legislative Assembly, respecting the application of the Alcoholic Liquor Act and the Quebec Liquor Board Act.

And the Question being put on the motion, the House divided, and it passed in the Negative.

The motion was accordingly rejected.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Johnson:

That there be laid before the House:

A copy of all reports submitted to the Attorney-General or the Deputy Attorney-General or to any officer of the Attorney-General's Department or the Provincial Police Force in 1962 and 1963, by Messrs. Healy and Auclair, of the Provincial Police Force, respecting the matter of the counterfeit voting slips.

Mr. Hamel (Saint-Maurice) declared that these documents are of a private and confidential nature.

And a debate arising on this motion.

The debate was suspended.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 70, intitled: "An Act respecting the municipalities of Île Jésus and the town of Laval Islands."

On motion of Mr. Laporte, it was—
Ordered, That the order be discharged and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole House.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through

celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 54, intitulé: "Code du travail";

Bill 61, intitulé: "Loi concernant l'Institut Albert Prévost";

Bill 66, intitulé: "Loi concernant Hydro-Québec";

Bill 67, intitulé: "Loi sur la discrimination dans l'emploi".

M. Laporte propose:

Que le règlement de l'Assemblée législative soit amendé comme suit:

1. Le premier paragraphe de l'article 155 est amendé en en retranchant les mots:

"et qu'elle n'ait été renvoyée à un comité plénier et rapportée par ce comité"

dans les huitième et neuvième lignes.

2. L'article 353 est amendé en en retranchant les mots:

"ou projet de résolution"

dans les troisième et quatrième lignes.

3. Le deuxième paragraphe de l'article 354 est abrogé et remplacé par le suivant:

the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bills without amendment:

Bill 54, intituled: "Labour Code";

Bill 61, intituled: "An Act respecting L'Institut Albert Prévost";

Bill 66, intituled: "An Act respecting Hydro-Québec";

Bill 67, intituled: "An Act respecting discrimination in employment."

Mr. Laporte moved:

That the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly be amended as follows:

1. The first paragraph of article 155 is amended by striking out, in the seventh line therein, the words:

"and the motion has first been referred to and reported by a Committee of the Whole House."

2. Article 353 is amended by striking out, in the fourth line therein, the words: "or proposed resolution."

3. The second paragraph of article 354 is repealed and replaced by the following:

"2. Toutefois, seul le texte des résolutions adoptées en comité des subsides et en comité des voies et moyens est inséré au journal."

4. L'article 367 est abrogé et remplacé par le suivant:

"367. 1. Les bills amendés qu'un comité plénier rapporte sont immédiatement lus une fois seulement et sans débats.

2. L'examen des bills amendés a lieu immédiatement, à moins que la chambre ne décide de le différer.

3. Quant la chambre examine les bills amendés, elle peut les agréer, les rejeter, les agréer avec des amendements, ou les renvoyer de nouveau, en tout ou en partie et avec ou sans instructions, à un comité plénier ou à un comité élu.

4. Un amendement, un nouveau renvoi à un comité ou une proposition énonçant quelque raison particulière à l'encontre de l'agrément à donner au rapport du comité, peuvent être proposés soit par motion principale avant la présentation de la motion d'agréer les bills amendés, soit par voie d'amendement sur cette motion d'agréer."

5. L'article 535 est abrogé et remplacé par le suivant:

"535. Tout bill doit être imprimé et distribué en français et en anglais avant que la deuxième lecture en soit proposée."

6. L'article 548 est abrogé et remplacé par le suivant:

"548. Quand un bill public a pour objet principal ou secondaire l'exécution de quelques travaux publics, l'allocation de quelque subvention en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, la

"2. Only the text of the resolutions adopted in Committee of Supply and in Committee of Ways and Means shall, however, be entered in the journal."

4. Article 367 is repealed and replaced by the following:

"367. 1. The amended bills reported from a Committee of the Whole House shall be forthwith read once only and without any debate.

2. The amended bills shall be considered forthwith, unless the House orders the consideration thereof to be postponed.

3. When amended bills are considered by the House, they may be agreed to or disagreed to, or agreed to with amendments, or recommitted, either in whole or in part and with or without instructions, to a Committee of the Whole House or to a Select Committee.

4. Any amendment to such amended bills, or any recommitment thereof, or any resolution stating some special reason against their being agreed to, may be proposed either by a main motion before the motion to agree is presented, or by an amendment to such motion to agree."

5. Article 535 is repealed and replaced by the following:

"535. Every bill shall be printed and distributed in the French and English languages before being proposed to be read a second time."

6. Article 548 is repealed and replaced by the following:

"548. When the direct and main object of any public bill is to authorize the construction of any public works, or to grant any money, or to impose any new or additional charge upon the public revenues or upon the people, or to release or compound

remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne, la concession de biens appartenant à la couronne, ou l'autorisation de consentir quelque emprunt ou obligation engageant le crédit de la Province, il ne peut être présenté qu'après avoir été recommandé par le lieutenant-gouverneur, et, dans le cas d'un bill de subsides, qu'après l'accomplissement des prescriptions de l'article 794."

7. L'article 549 est abrogé et remplacé par le suivant:

"549. Dans un bill visé à l'article précédent, les dispositions qui requièrent la recommandation du lieutenant-gouverneur doivent être imprimées entre doubles crochets."

8. L'article 569 est abrogé.

9. Le paragraphe 4 de l'article 793 est amendé en en retranchant les mots:

"ou un projet de résolution"
dans la première ligne.

10. Le paragraphe 1 de l'article 794 est abrogé et les paragraphes 2 et 3 deviennent les paragraphes 1 et 2.

Que tous ces amendements prennent force et effet le 1er septembre 1964.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Du consentement unanime de la chambre, M. Lesage propose que l'article 462 du règlement de l'Assemblée législative soit amendé en y ajoutant les paragraphes suivants:

"13° L'éducation;

14° Les régies gouvernementales à caractère industriel ou commercial."

La motion est adoptée à l'unanimité.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion

any sum of money due to the Crown, or to grant any property of the Crown, or to authorize any loan or any charge upon the credit of the Province, it must be recommended by the Lieutenant-Governor before the bill may be introduced, and, in the case of a bill of supply, only within the limitations of article 794."

7. Article 549 is repealed and replaced by the following:

"549. In a bill contemplated in the preceding article, the provisions requiring the recommendation of the Lieutenant-Governor shall be printed between double brackets."

8. Article 569 is repealed.

9. Paragraph 4 of Article 793 is amended by striking out, in the first line therein, the words:

"or any proposed resolution."

10. Paragraph 1 of article 794 is repealed, and paragraphs 2 and 3 become paragraphs 1 and 2.

That all these amendments shall come into force and take effect on September 1st, 1964.

The motion was unanimously adopted.

With the unanimous consent of the House, Mr. Lesage moved that article 462 of the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly be amended by adding thereto the following paragraphs:

"(13) Education;

(14) Government Boards of an industrial or commercial kind."

The motion was unanimously adopted.

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by

de M. Johnson proposant qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Une copie de tout rapport transmis soit au procureur général, soit à l'assistant procureur général ou à quelque officier du département du procureur général ou de la Sûreté provinciale, au cours des années 1962 et 1963, par MM. Healy et Auclair, de la Sûreté provinciale, relativement à l'affaire des faux certificats.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Allard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Élie, Gauthier, Gosselin, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Lizotte, Loubier, Raymond.—15.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Beaupré, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Couturier, Dionne, Dupré, Fortier, Fortin, Godbout, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Kennedy, Lalonde, Laporte, Laroche, Lavoie (Laval), LeChasseur, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Maheux, Mailloux, Martin, McGuire, Morissette, Ouimet, Roy, Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt.—40.

La motion est ainsi rejetée.

M. l'orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill 70, intitulé: "Loi concernant les municipalités de l'Île Jésus et la ville des Îles Laval".

La séance est suspendue.

Mr. Johnson moving that there be laid before the House:

A copy of all reports submitted to the Attorney-General or the Deputy Attorney-General or to any officer of the Attorney-General's Department or the Provincial Police Force in 1962 and 1963, by Messrs. Healy and Auclair, of the Provincial Police Force, respecting the matter of the counterfeit voting slips.

And the Question being put on the motion, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it passed in the Negative.

The motion was accordingly rejected.

Mr. Speaker acquainted the House, that a Message had been brought from the Legislative Council, by their Clerk, as followeth:

The Legislative Council acquaint the Legislative Assembly that they have passed the following bill, without amendment:

Bill 70, intituled: "An Act respecting the municipalities of Île Jesus and the town of Laval Islands."

The sitting was suspended.

A deux heures et vingt-cinq de l'après-midi, la chambre reprend sa séance.

Sur un message de l'honorable Administrateur de la province, transmis par M. Pierre Gelly, Huissier à la verge noire, M. l'orateur et les députés de la chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Administrateur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 39 Loi des agents de réclamations;
- 41 Loi modifiant la Loi des cités et villes;
- 42 Loi de la Régie des eaux du Québec;
- 43 Loi du financement des investissements universitaires 1964;
- 44 Loi modifiant la Loi des accidents du travail;
- 47 Loi modifiant la Loi du Boulevard métropolitain;
- 49 Loi de la contestation des élections provinciales;
- 52 Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts;
- 54 Code du travail;
- 55 Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles;
- 56 Loi modifiant la Loi des produits laitiers;
- 57 Loi modifiant la Loi des terres de colonisation;
- 58 Loi modifiant la Loi des terres et forêts;
- 59 Loi autorisant l'octroi de certaines concessions forestières;
- 61 Loi concernant L'Institut Albert Prévost;
- 63 Loi du Conseil d'artisanat du Québec;
- 64 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires;

At two twenty-five o'clock, P.M., the House resumed its sitting.

A message was received from the Honourable the Administrator of the Province by Pierre Gelly Esquire, Gentleman Usher of the Black Rod, requiring the attendance of the House in the Legislative Council Chamber.

Accordingly, Mr. Speaker, with the members present, proceeded to the Legislative Council Chamber, where the Honourable the Administrator, in the name of Her Majesty, was pleased to give the Royal assent to the following bills:

- 39 Claims Adjusters Act;
- 41 An Act to amend the Cities and Towns Act;
- 42 Quebec Water Board Act;
- 43 University Investments Financing Act 1964;
- 44 An Act to amend the Workmen's Compensation Act;
- 47 An Act to amend the Metropolitan Boulevard Act;
- 49 Provincial controverted elections act;
- 52 An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts;
- 54 Labour Code;
- 55 An Act to amend the Act respecting Farm Loans;
- 56 An Act to amend the Dairy Products Act;
- 57 An Act to amend the Colonization Land Sales Act;
- 58 An Act to amend the Lands and Forests Act;
- 59 An Act to authorize the grant of certain timber limits;
- 61 An Act respecting L'Institut Albert Prévost;
- 63 Quebec Handicraft Council Act;
- 64 An Act to amend the Courts of Justice Act;

- | | |
|---|---|
| 65 Loi modifiant la Loi de la division territoriale; | 65 An Act to amend the Territorial Division Act; |
| 66 Loi concernant l'Hydro-Québec; | 66 An Act respecting Hydro-Quebec; |
| 67 Loi sur la discrimination dans l'emploi; | 67 An Act respecting discrimination in employment; |
| 68 Loi concernant la ville de Montréal; | 68 An Act respecting the city of Montreal; |
| 69 Loi concernant la cité de Québec; | 69 An Act respecting the city of Quebec; |
| 70 Loi concernant les municipalités de l'Île Jésus et la ville des Îles Laval; | 70 An Act respecting the municipalities of Île Jésus and the town of Laval Islands; |
| 139 Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal; | 139 An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal; |
| 191 Loi concernant Le Club de golf et de curling de Joliette. | 191 An Act respecting Le Club de golf et de curling de Joliette. |

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Administrateur sanctionne ces bills."

Alors l'honorable orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à l'honorable Administrateur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- 53 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

Après quoi il a plu à l'honorable Administrateur de la province de clore

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator assents to these bills."

Then the Honourable the Speaker of the Legislative Assembly addressed the Honourable the Administrator, and presented, for His Honour's acceptance, the following bill:

- 53 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March, 1965, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

After which the Honourable the Administrator of the Province was

la troisième session de la vingt-septième Législature de la province de Québec, par le discours suivant :

*Honorable Messieurs
du Conseil législatif,
Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,*

La troisième session de la vingt-septième législature qui se termine aujourd'hui a été non seulement l'une des plus longues, mais aussi l'une des plus fécondes en mesures législatives.

Depuis que vous vous êtes assemblés ici le 14 janvier dernier, vous avez adopté plusieurs lois importantes pour contribuer au progrès de notre province et assurer le bien-être de sa population.

Vous avez voté de nouvelles et importantes mesures législatives pour assurer le progrès de l'éducation. Vous avez adopté une loi instituant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'Éducation et vous avez, de plus, porté de cent soixante-quinze millions de dollars à deux cent cinquante millions de dollars le montant des contributions gouvernementales aux investissements de nos institutions universitaires pendant les sept années financières à compter du 1er avril 1961.

Vous avez approuvé plusieurs nouvelles lois au bénéfice de la classe ouvrière.

L'adoption d'un code de travail qui était réclamé depuis plusieurs années marque, — comme il a été dit, — une étape importante dans l'évolution du droit du travail.

Vous avez modifié la loi des accidents du travail de façon à mieux l'adapter aux conditions de notre temps et à assurer une meilleure protection aux accidentés du travail.

Vous avez aussi voté une loi pour interdire la discrimination dans l'emploi.

pleased to close the third session of the twenty-seventh Legislature of the Province of Quebec, with the following speech:

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,*

The third session of the twenty-seventh legislature which ends today has not only been one of the longest, but also one of the most fruitful in Legislative measures.

Since you met here last January 14th, you have adopted a number of important laws which will contribute to the progress of our province and ensure the welfare of its people.

You have passed new important legislative measures to ensure the progress of education. You have passed an act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education, and you have also increased, from one hundred and seventy-five million dollars to two hundred and fifty million dollars, the amount of government contributions towards the investments of our universities over a period of seven fiscal years commencing April 1st, 1961.

Several new laws have been passed which will benefit the working class.

The adoption of a Labour Code which had been sought for several years marks, — as has been pointed out, — an important step in the development of labour legislation.

You have amended the Workmen's Compensation Act to make it better adapted to our times and to provide better protection for accidentally injured workers.

You have also adopted an act to prevent discrimination in employment.

Vous avez adopté une résolution prévoyant l'institution d'une caisse provinciale de retraite publique, universelle et contributive.

Vous avez approuvé la loi sur la capacité juridique de la femme mariée afin de donner à la femme mariée de notre province la pleine capacité juridique qui lui était jusqu'ici méconnue.

Vous avez modifié la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses afin de porter de soixante-quinze dollars à quatre-vingt-cinq dollars par mois la base des allocations aux mères nécessiteuses, et vous avez approuvé un texte législatif prévoyant l'institution d'un Conseil supérieur de la famille.

Le gouvernement continue de reconnaître l'importance de l'agriculture dans notre économie et, à cet effet, il vous a recommandé d'approuver de nouvelles mesures législatives et des crédits accrus dans l'intérêt de notre agriculture et des travailleurs du sol.

Vous avez voté une loi autorisant un crédit additionnel de trente millions de dollars pour les prêts aux cultivateurs. Vous avez aussi approuvé une mesure pour alléger le fardeau fiscal des agriculteurs.

De nouvelles mesures ont été adoptées en vue de contribuer au développement économique de notre province.

Le nombre toujours croissant d'industries qui viennent s'établir dans notre province constitue un témoignage éclatant de la confiance du monde de l'industrie et de la finance dans l'avenir économique de notre province.

Au cours de la session, une importante conférence a eu lieu à Québec avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces. Au cours de cette conférence, mon gouvernement a contribué à faire valoir les points de vue qu'il avait déjà exposés dans l'intérêt des provinces en général et du Québec en particulier. Il y a lieu de se réjouir

You have passed a resolution to provide for the establishment of a provincial, universal and contributory public retirement fund.

You have adopted an act respecting the legal capacity of married women in order to give the married women of our province the full legal capacity which, until now, was denied them.

You have amended the Needy Mothers Assistance Act to increase the basic allowance of needy mothers from seventy-five to eighty-five dollars per month, and have approved legislation to provide for the establishment of a Family Superior Council.

The government continues to recognize the importance of agriculture in our economy and, with this in mind, recommended that you approve new legislative measures and increased credits in the interests of our agriculture and the tillers of the soil.

You have passed an act authorizing an additional credit of thirty million dollars for loans to farmers. You have also approved a measure to alleviate the farmers' financial burden.

New measures have been adopted with a view to contributing to the economic development of our province.

The ever-increasing number of industries which are being established in our province is striking proof of the confidence of the industrial and financial world in its economic future.

During the session an important conference was held in Quebec between the federal government and the governments of the provinces. During this conference, my government continued to put forward the points of view that it had already stated in the interests of the provinces in general and Quebec in particular. It is gratifying to note

du fait que des progrès sensibles ont été réalisés dans le domaine des relations interprovinciales et aussi dans le domaine des relations fédérales provinciales.

*Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,*

Je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province durant l'année financière courante.

*Honorable Messieurs
du Conseil législatif,
Madame et Messieurs
de l'Assemblée législative,*

En prorogeant aujourd'hui la session de la Législature, je veux vous remercier du travail que vous avez accompli, et je prie la divine Providence de bénir, de protéger et de guider notre province.

Alors l'honorable orateur du Conseil législatif dit:

C'est la volonté et le désir de l'honorable Administrateur de la province que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

that considerable progress has been made in the field of inter-provincial relations and also in that of federal-provincial relations.

*Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,*

I wish to thank you for having voted the required subsidies necessary for the administration of the province during the current fiscal year.

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Madam and Gentlemen
of the Legislative Assembly,*

In proroguing the session of the Legislature today, I wish to thank you for the work that you have accomplished, and I pray Divine Providence to bless, protect and guide our province.

And then the Honourable the Speaker of the Legislative Council addressed the Legislature as follows:

It is the Honourable the Administrator's will and pleasure that the Legislature be prorogued *sine die*; and this Legislature is accordingly prorogued *sine die*.

ÉTAT DES TRAVAUX

DE

LA SESSION DE 1964

3ème SESSION DE LA 27ème LÉGISLATURE

La session s'ouvre le mardi 14 janvier 1964.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Godbout, secondée par M. Kennedy.

Les chambres sont prorogées le 31 juillet 1964.

Séances..... 120

Documents déposés sur le bureau de la chambre; réponses aux adresses et aux ordres de la chambre.... 186

Bills présentés à l'Assemblée législative..... 156

Bills sanctionnés..... 152

Avis de questions et motions..... 230

Séances du comité plénier consacrées à l'étude de bills..... 187

RAPPORTS FAITS PAR LES COMITÉS PERMANENTS

Comité des bills privés en général.. 17

Comité des règlements..... 24

Comité des bills publics en général. 68

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Greffier des archives.

STATEMENT OF WORK

OF

SESSION OF 1964

BEING THE 3rd SESSION OF THE 27th LEGISLATURE

The Session opened on Tuesday the 14th day of January, 1964.

The Address in reply to the speech from the Throne was moved by Mr. Godbout, seconded by Mr. Kennedy.

The Prorogation took place on the 31st July, 1964.

Number of Sitzings..... 120

Documents laid before the House, Returns to Addresses and Orders of the House..... 186

Bills introduced in the Legislative Assembly..... 156

Bills sanctioned..... 152

Notices of Motions and Questions. 230

Sittings of the House in Committee of the Whole on Bills..... 187

REPORTS MADE BY STANDING COMMITTEES

Private Bills in General..... 17

Standing Orders..... 24

Public Bills in General..... 6

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Clerk of Archives.

PRÉCIS DES DÉCISIONS RENDUES PAR L'ORATEUR SUR DES QUESTIONS DE RÈGLEMENT

DEUXIÈME SESSION DE LA VINGT-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Séance du 23 août 1963.

Une motion proposant de retourner un bill en comité plénier avec instruction de l'amender de façon à autoriser le gouvernement à mettre à la disposition des municipalités des "sommes adéquates, sous forme de prêts et octrois . . . , etc. . . .", est irrégulière et hors d'ordre si une résolution ayant le même objet, recommandée par le lieutenant-gouverneur, n'a été au préalable prise en comité plénier et agréée par la chambre, comme l'exigent l'article 548 du règlement et une jurisprudence constante de la chambre (*page 13*).

TROISIÈME SESSION DE LA VINGT-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Séance du 15 janvier 1964.

L'article 681 du règlement exigeant qu'aucune question ne puisse être posée à moins qu'il n'en ait été donné un avis suivant les règles relatives aux avis de motion et l'article 683 soumettant les questions irrégulières et les avis de question irréguliers aux mêmes règles que les motions irrégulières et les avis de motion irréguliers, il convient d'appliquer les mêmes principes dans les deux alternatives. Ce sera donc le devoir de l'orateur de refuser la publication au feuillet des avis de motion ou de question qui ne sont pas conformes au règlement de la chambre, comme l'y autorisent l'article 143 du règlement et l'opinion d'auteurs de droit parlementaire tels que Beauchesne, Chester & Bowring, May, Boissinot et Campion (*pages 15 et 16*).

Séance du 22 janvier 1964.

Une motion d'amendement qui propose "qu'une commission royale devrait être instituée pour enquêter . . . , etc. . . .", entraînerait une dépense d'argent, si elle était adoptée, et elle est irrégulière et doit être mise de côté si elle n'est pas recommandée par le lieutenant-gouverneur, comme l'exigent l'article 155 du

**SUMMARY OF DECISIONS RENDERED BY THE SPEAKER
ON QUESTIONS OF ORDER OR OF PROCEDURE**

SECOND SESSION OF THE TWENTY-SEVENTH LEGISLATURE

Sitting of August 23rd, 1963.

A motion proposing to refer a bill back to the Committee of the Whole House with instruction to amend it so as to authorize the government to put "adequate sums, in the form of loans and grants . . . , etc. . . .", at the disposal of the municipalities, is irregular and out of order, unless a resolution having the same object, recommended by the Lieutenant-Governor, has not first of all been adopted in Committee of the Whole House, and agreed to by the House, as required by Article 548 of the Rules, and the constant jurisprudence of the House (*page 13*).

THIRD SESSION OF THE TWENTY-SEVENTH LEGISLATURE

Sitting of January 15th, 1964.

As Article 681 of the Rules requires that no question shall be asked unless a notice has been given thereof, such as prescribed for notices of motions, and as Article 683 puts that irregular questions and irregular notices of questions shall be dealt with as irregular motions and irregular notices of motions, the same principles must therefore be applied in the two cases. It will be the duty of the Speaker, therefore, to withhold from publication on the Order Paper such notices of motions or of questions which are not in conformity with the Rules and Standing Orders of the House, as authorized by Article 143 of the Rules, and by the opinions of writers on parliamentary law such as Beauchesne, Chester and Bowring, May, Bourinot and Campion (*pages 15 and 16*).

Sitting of January 22nd, 1964.

A motion for an amendment which proposes "that a Royal Commission should be appointed to inquire into . . . , etc. . . .", would entail an expenditure of money if it were adopted, and it is irregular and should be set aside if it has not been recommended by the Lieutenant-Governor, as required by Article 155

règlement et les nombreuses décisions rendues au cours des dernières années (*Page 41*).

Séance du 28 janvier 1964.

Une motion faite en vue de corriger le procès-verbal d'une séance est une motion de fond, et ne peut être présentée sans avoir été annoncée par un avis comme l'exige l'article 141 du règlement (*page 57*).

L'exactitude ou la rectification du procès-verbal d'une séance de la chambre ne peut être tenue pour une question de privilège; l'énoncé de la note sous l'article 135 du règlement s'applique aussi aux dispositions de l'article 133 (*page 83*).

Séance du 30 janvier 1964.

Une motion proposant la rectification du procès-verbal d'une séance en retranchant quatre lignes d'un rapport fait à l'orateur par le président du comité plénier aurait pour effet, si tel rapport est reproduit fidèlement, d'amender ou de modifier, directement ou indirectement, le rapport d'une décision du président du comité plénier, ce qu'interdit de faire l'article 327 du règlement; l'exactitude du procès-verbal étant établie, une telle motion devient contraire au règlement et devra être rayée du feuillet (*pages 63 et 64*).

Séance du 28 février 1964.

Une motion proposant qu'un bill (concernant l'assistance aux mères nécessiteuses) soit retourné au comité plénier avec instruction de l'amender "de façon à prévoir une allocation de base de \$100.00 par mois . . . , etc. . .", a pour objet direct d'entraîner l'allocation de deniers publics et doit donc être recommandée au préalable par le lieutenant-gouverneur (article 155 du règlement); à défaut d'une telle recommandation, elle sera déclarée irrégulière par l'orateur (*page 214*).

Le consentement unanime de la chambre, une fois donné, ne peut plus être retiré (*page 215*).

Séance du 22 avril 1964.

Bien que le débat sur une motion de troisième lecture d'un bill public puisse porter sur l'ensemble et les détails de ce bill, il doit être restreint au contenu de

of the Rules, and the many decisions rendered during the past several years (*page 41*).

Sitting of January 28th, 1964.

A motion made with a view to correcting the Votes and Proceedings of a sitting is a substantive motion, and may not be made unless previous notice thereof has been given, as required by Article 140 of the Rules (*page 57*).

The accuracy or the correction of the Votes and Proceedings of a sitting of the House may not be considered a question of privilege; the wording of the foot-note under Article 135 of the Rules also applies to the provisions of Article 133 (*page 59*).

Sitting of January 30th, 1964.

A motion proposing the correction of the Votes and Proceedings of a sitting by striking out four lines of a report made to the Speaker by the Chairman of the Committee of the Whole House would have the effect, if such report is faithfully reproduced, of amending or changing, either directly or indirectly, the report of a decision rendered by the Chairman of the Committee of the Whole House, which is forbidden under Article 327 of the Rules; the accuracy of the Votes and Proceedings having been established, such a motion becomes contrary to the Rules and should be struck off the Order Paper (*pages 63 and 64*).

Sitting of February 28th, 1964.

A motion proposing that a bill (respecting assistance to needy mothers) be referred back to the Committee of the Whole House with instruction to amend it "so that it will provide for a basic allowance of \$100.00 per month . . . , etc. . . .", would involve directly the grant of public moneys, and should therefore be recommended, first of all, by the Lieutenant-Governor (Article 155 of the Rules); failing such recommendation, it shall be declared irregular by the Speaker (*page 214*).

Once given, the unanimous consent of the House cannot be withdrawn (*page 215*).

Sitting of April 22nd, 1964.

While the debate on a motion for the third reading of a public bill may bear on the whole bill and its details, the debate shall be limited to the contents thereof

ce dernier (article 572 du règlement); on ne peut donc à cette occasion discuter d'un sujet auquel le bill ne réfère d'aucune manière (*pages 387 et 388*).

Séance du 13 mai 1964.

Une motion proposant qu'un bill soit renvoyé au comité plénier avec instruction de l'amender "de façon à faire disparaître la double taxation pour les contribuables gagnant \$8,000.00 et moins annuellement," a pour objet principal une matière de finance et elle est irrégulière si elle n'est pas présentée par un ministre de la couronne (article 538 du règlement) et si une résolution ayant le même objet, recommandée par le lieutenant-gouverneur, n'a été au préalable prise en comité plénier et agréée par la chambre suivant les exigences des articles 155 et 548 du règlement (*pages 459-460*).

Séance du 26 mai 1964.

Une motion proposant de retourner un bill au comité plénier avec instruction de l'amender "de façon à garantir aux municipalités une compensation majorée de 24 pour cent", comporterait une extension de l'incidence d'un impôt existant sur le peuple, si elle était adoptée, et elle est irrégulière à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait recommandé l'objet pendant la session en cours, comme l'exigent les articles 155 et 793 du règlement (*pages 506-507*).

Séance du 17 juin 1964.

On doit s'en tenir à la déclaration d'un ministre qui a affirmé que la correspondance dont on demande la production est d'ordre privé et confidentiel au sens du paragraphe 2 de l'article 690 du règlement, et la motion qui demande cette production ne peut alors être prise en considération par la chambre (*pages 569 et 570*).

Séance du 9 juillet 1964.

C'est le chapitre premier du titre XIV du règlement qui prévoit les cas où la chambre peut assigner des témoins.

Il est d'abord nécessaire que la chambre ait décidé de faire une enquête sur le sujet sur lequel doit porter l'interrogatoire du témoin (note 1 sous l'article 708).

L'article 711 prend pour acquit que la chambre a déjà ordonné une enquête et que, s'il s'agit d'un comité, ce dernier a le droit d'assigner des témoins.

(Article 572 of the Rules); there shall therefore be no discussion of a subject to which the bill does not refer in any way (*pages 387 and 388*).

Sitting of May 13th, 1964.

A motion proposing that a bill be referred back to the Committee of the Whole House with instruction to amend it "so that double taxation for taxpayers earning \$8,000.00 per year or less," has financial matters for its main object, and is irregular if it is not presented by a Minister of the Crown (Article 538 of the Rules), and if a resolution having the same object, recommended by the Lieutenant-Governor, has not been first of all adopted in Committee of the Whole House and agreed to by the House in accordance with the requirements or Articles 155 and 548 of the Rules (*pages 459 and 460*).

Sitting of May 26th, 1964.

A motion proposing to refer a bill back to the Committee of the Whole House with instruction to amend it "so that the municipalities will be guaranteed an additional compensation of at least 24 percent," would, if it were adopted, provide for the extension of an imposition existing upon the people, and is irregular unless the purpose thereof has been recommended by the Lieutenant-Governor during the current session, as required by Articles 155 and 793 of the Rules (*pages 506 and 507*).

Sitting of June 17th, 1964.

The statement by a Minister who has declared that the correspondence, the production of which has been requested, is of a private and confidential nature, within the meaning of paragraph 2 of Article 690 of the Rules, must be abided by, and the motion requesting such production cannot, therefore, be entertained by the House (*pages 569 and 570*).

Sitting of July 9th, 1964.

It is the first chapter of Title XIV of the Rules which lays down the cases where the House may summon witnesses.

It is necessary, first of all, that the House shall have decided to investigate the matter upon which the witness shall be questioned (Foot-note 1 to Article 708).

Article 711 takes it for granted that the House has already ordered an investigation, and that if it concerns a Committee, the latter has the right to summon witnesses.

Pour qu'un comité, dans l'espèce le comité des comptes publics, ait le droit d'assigner des témoins, il faut qu'il y ait été autorisé spécialement par la chambre (article 405 du règlement qui s'applique aux comités permanents en vertu des dispositions de l'article 468). Cette autorisation doit être demandée dans un rapport fait à la chambre et, si cette dernière l'accorde, c'est le comité lui-même qui ordonnera l'assignation des témoins.

Toute motion proposant à la chambre d'assigner un ou plusieurs témoins devant le comité des comptes publics, alors qu'aucune des conditions précitées n'a été accomplie, est irrégulière et illégale et doit être mise de côté (*page 635*).

Séance du 10 juillet 1964.

Monsieur l'orateur rend une décision semblable à celle qu'il a rendue à la séance du 9 juillet 1964 (*page 640*).

Séance du 16 juillet 1964.

Il n'est pas permis de discuter en chambre la conduite ou les paroles des membres d'un comité qui ne sont pas mentionnées dans le rapport de ce comité (note 3 sous le paragraphe 12° de l'article 285 du règlement) et un député ne pourra le faire indirectement en lisant un extrait de journal qui rapporte de telles paroles (paragraphe 6° de l'article 285 du règlement) (*page 675*).

In order for a Committee, such as the Committee on Public Accounts, to have the power to summon witnesses, it must be especially empowered to do so by order of the House (Article 405 of the Rules which applies to the Standing Committees under the provisions of Article 468). Such authorization must be requested in a report made to the House, and if the latter grants it, the Committee itself will order the witnesses to be summoned.

Any motion proposing that the House do summon one or several witnesses to appear before the Committee on Public Accounts, when none of the above-mentioned conditions have been fulfilled, is irregular and illegal, and should be set aside (*page 635*).

Sitting of July 10th, 1964.

Mr. Speaker rendered a decision similar to the one which he rendered at the sitting of July 9th, 1964 (*page 640*).

Sitting of July 16th, 1964.

It is forbidden to discuss, in the House, the conduct or statements of the members of a Committee who are not mentioned in the report of the Committee (foot-note 3 to paragraph 12 of Article 285 of the Rules), and a member cannot do so indirectly by reading an extract from a newspaper which reports such statements (paragraph 6 of Article 285 of the Rules) (*page 675*).

INDEX DES JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE QUÉBEC

12-13 ELIZABETH II, 1964

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL:—Loi modifiant la Loi des—. **BILL 44.**

ACTIVITÉ GOUVERNEMENTALE:—Réalisation et projet, 394.

ADOPTION:—Loi modifiant la Loi de l'—. **BILL 3.**

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Proposée par M. Godbout, secondée par M. Kennedy, 18. Débats ajournés, 18; 26; 30. Amdt, 32; 35. Amdts rejetés sur div. (votes), 39 à 41. Adoptée, 42.

AGENTS DE RÉCLAMATIONS:—Loi des—. **BILL 39.**

ALLOCATIONS:—Loi modifiant la Loi des—. **BILL 40.**

ALMA:—Loi modifiant la charte de la cité d'—. **BILL 141.**

ANIMAUX:—Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des—. **BILL 13.**

ANNEXE II DU DISCOURS SUR LE BUDGET, 394.

ASBESTOS:—Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'—. **BILL 195.**

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—Comité spécial *re* amender les règlements de l'—, 101; 751; 792 à 794.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Ajournement de la chambre du 19 juin au 29 juin, 563.

Ajournement en signe de deuil, 10.

Chambre siège jusqu'à minuit sans interruption, 716.

Chambre siège tous les jours sauf le samedi et le dimanche, 25.

Décisions re avis de questions irrégulières, 15.

Décisions de M. l'orateur:—802 à 809.

Gabias, M. Yves:—Accusation portée contre M. René Hamel, 591.

Gabias, M. Yves:—Enquête pour constater si l'accusation portée contre M. René Hamel est fondée, 614 à 618.

Gabias, M. Yves:—Motion re accusation portée contre M. René Hamel référée au comité des privilèges et des élections, 618.

Gabias, M. Yves:—Motion impliquant plusieurs personnes re comité des comptes publics, 620 à 626; 635 à 640.

Gabias, M. Yves:—Exclu de la chambre pour une période de trois ans, 732.

Hamel, M. René:—Accusation non fondée, 727 à 732.

Kierans, M. Eric W.:—élu député, 2.

Lorrain, M. Roméo:—indemnité parlementaire payée, 745.

Règlement de l'Assemblée législative amendé, 101; 751; 792 à 794.

ASSISTANCE AUX MÈRES NÉCESSITEUSES:—Loi modifiant la Loi de l'—. BILL 21.

ASSOCIATION DES GYMNASTES AMATEURS DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la charte de l'—. BILL 198.

AUTOROUTES:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 29.

B

BAIE COMEAU:—Loi modifiant la charte de la ville de—. BILL 152.

BANQUE PROVINCIALE DU CANADA ET DE CHARLES NOËL ABBOTT:—Loi concernant le titre de la— sur certains terrains dans la paroisse de Varennes. BILL 146.

BÉDARD:—Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Lamontagne—. BILL 183.

Bills:

Bill 2.—Loi modifiant la Loi concernant la protection civile dans la province.—M. Hamel (Saint-Maurice).—1ère lect., 12. 2e lect. sur div.; en comité pl.;

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

Bills:—Suite.

rapp., 72. 3e lect. sur div., 83. Message du C. L., 168. Sanction, 169. (12-13 Elizabeth II, c. 13.)

Bill 3.—Loi modifiant la Loi de l'adoption.—M. Lafrance.—1ère lect., 12. 2e lect.; en comité pl.; rapp., 118. 3e lect., 121. Message du C. L., 177. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 65.)

Bill 4.—Loi concernant la pension des membres de l'Assemblée législative.—M. Lesage.—1ère lect., 12. 2e lect.; en comité pl.; rapp., 119. 3e lect., 121. Message du C. L., 178. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 9.)

Bill 5.—Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.—M. Arsenault.—1ère lect., 12. Rés. renv. à comité, 17. 2e lect.; en comité pl.; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp., 116. 3e lect., 121. Message du C. L., 196. Amdts lus et agréés, 197. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 68.)

Bill 6.—Loi modifiant la Loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement.—M. Gérin-Lajoie.—1ère lect., 13. 2e lect.; en comité pl.; rapp.; 3e lect., 101. Message du C. L., 169. Sanction, 169. (12-13 Elizabeth II, c. 14.)

Bill 7.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.—M. Arsenault.—1ère lect., 13. 2e lect. sur div.; en comité pl.; rapp., 71. 3e lect. sur div., 83. Message du C. L., 169. Sanction, 170. (12-13 Elizabeth II, c. 61.)

Bill 8.—Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.—M. Arsenault.—1ère lect., 13. 2e lect.; en comité pl.; progrès, 137. De nouveau en comité; rapp.; amendé; lu et agréé, 140. 3e lect., 149. Message du C. L., 198. Amdts lus et agréés, 201. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 59.)

Bill 9.—Loi modifiant la Loi des compagnies à fonds social étrangères.—M. Arsenault.—1ère lect., 13. 2e lect.; en comité pl.; rapp., 71. 3e lect., 84. Message du C. L., 169. Sanction, 170. (12-13 Elizabeth II, c. 60.)

Bill 10.—Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.—M. Arsenault.—1ère lect., 13. Rés. renv. à comité, 17. 2e lect.; en comité pl.; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp., 114. 3e lect., 121. Message du C. L., 178. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 62.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

Bills—Suite.

Bill 11.—Loi modifiant la Loi des compagnies de gaz et d'eau.—M. Arseneault.—1ère lect., 14. 2e lect.; en comité pl.; progrès, 72. De nouveau en comité pl.; rapp.; amendé; lu et agréé, 73. 3e lect., 84. Message du C. L., 169. Sanction, 170. (12-13 Elizabeth II, c. 63.)

Bill 12.—Loi modifiant la Loi pour stabiliser la petite industrie.—M. Cliche.—1ère lect., 14. Rés. renv. à comité, 17. Rés. en comité pl.; rapp.; lue et agréée; 2e et 3e lect., 74. Message du C. L., 169. Sanction, 170. (12-13 Elizabeth II, c. 30.)

Bill 13.—Loi sur l'hygiène des aliments et la santé des animaux.—M. Courcy.—1ère lect., 14. Rés. renv. à comité, 17. Motion de 2e lect.; débat ajourné, 141. Reprise du débat; 2e lect., (vote); en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp., 150. Motion de 3e lect., 3e lect. (vote), 167. Message du C. L., 246. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 40.)

Bill 14.—Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la province.—M. Cliche.—1ère lect., 14. 2e lect.; en comité pl.; rapp., 73. 3e lect., 84. Message du C. L., 169. Sanction, 170. (12-13 Elizabeth II, c. 64.)

Bill 15.—Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités.—M. Laporte.—1ère lect., 25. Rés. renv. à comité, 26. Rés. en comité pl.; rapp.; lues et agréées; bill lu la 2e fois, 117. 3e lect. 121. Message du C. L., 178. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 50.)

Bill 16.—Loi sur la capacité juridique de la femme mariée.—Mme Kirkland-Casgrain.—1ère lect., 51. Motion de 2e lect.; débat ajourné, 120. Reprise du débat; 2e lect. (vote), 122. Motion pour que la chambre se forme en comité; amdt rejeté sur div. (vote); motion principale adoptée; progrès, 122 à 124. De nouveau en comité pl.; progrès, 133. De nouveau en comité; amendé; rapp.; lu et agréé, 135. 3e lect., 139. Message du C. L., 470 à 478. Amdts agréés, 518. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 66.)

Bill 17.—Loi abrogeant la Loi du remboursement des subsides par les chemins de fer.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 82. Rés. renv. à comité, 83. Rés. en comité pl.; rapp.; lue et agréée; 2e lect., 140. 3e lect., 149. Message du C. L., 178. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 26.)

Bill 18.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964, et pour d'autres fins du service public.—M. Lesage.—1ère, 2e et 3e lect., 113. Message du C. L., 167. Sanction, 170. (12-13 Elizabeth II, c. 1.)

Bills:—Suite.

Bill 19.—Loi modifiant la Loi du l'Office du crédit agricole du Québec.—M. Courcy.—1ère lect., 171. Rés. renv. à comité, 171. Rés. en comité pl.; rapp.; lue et agréée; 2e lect., 181. 3e lect., 185. Message du C. L., 246. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 36.)

Bill 20.—Code de procédure civile.—M. Hamel (Saint-Maurice).—1ère lect., 652.

Bill 21.—Loi modifiant la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.—M. Lafrance.—1ère lect., 184. Rés. renv. à comité, 185. Rés. en comité pl.; rapp.; lues et agréées; motion de 2e lect., 2e lect. (vote), 191. Motion de 3e lect.; décision de M. l'orateur maintenue (vote); décision de M. l'orateur maintenue (vote); 3e lect., 213 à 216. Message du C. L., 246. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 49.)

Bill 22.—Loi concernant certaines subventions à l'Université Laval.—M. Gérin-Lajoie.—1ère lect., 211. Rés. renv. à comité, 212. Rés. en comité pl.; rapp.; lue et agréée; 2e et 3e lect., 220. Message du C. L., 246. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 17.)

Bill 23.—Loi amendant la Loi permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies.—M. Laporte.—1ère lect., 228. 2e lect.; en comité pl.; rapp.; 3e lect., 282. Message du C. L., 304. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 52.)

Bill 24.—Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.—M. Courcy.—1ère lect., 228. Rés. renv. à comité, 229. Rés. en comité pl.; rapp.; lues et agréées; 2e lect., 285. 3e lect., 293. Message du C. L., 304. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 37.)

Bill 25.—Loi modifiant la Loi des pensions.—M. Lesage.—1ère lect., 272. Rés. renv. à comité, 275. Rés. en comité pl.; rapp.; lues et agréées; 2e lect.; 3e lect., 283 à 285. Message du C. L., 304. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 11.)

Bill 26.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.—M. Lesage.—1ère; 2e et 3e lect., 293. Message du C. L., 304. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 2.)

Bill 27.—Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu.—M. Kierans.—1ère lect., 436. Rés. renv. à comité, 437. Rés. en comité pl.; progrès., 453. De nouveau en comité pl.; lues; agréées sur div.; bill lu la 2e fois; motion

Bills.—Suite.

de 3e lect.; décision de M. l'orateur maintenue (vote); 3e lect. sur div. (vote) 456 à 461. Message du C. L., 515. Sanction, 515. (12-13 Elizabeth II, c. 27.)

Bill 28.—Loi concernant le Parc provincial du Mont Tremblant.—M. Bertrand (Terrebonne).—1ère lect., 356. Rés. renv. à comité, 361. Rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée sur div.; 2e lect. sur div.; 3e lect. sur div., 627 à 630. Message du C. L., 677. Sanction, 680. (12-13 Elizabeth II, c. 43.)

Bill 29.—Loi modifiant la Loi des autoroutes.—M. Pinard.—1ère lect., 352. Rés. renv. à comité, 354. 2e lect. sur div.; en comité pl.; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée sur div.; et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; 3e lect. sur div., 630 à 632. Message du C. L., 678. Sanction, 680. (12-13 Elizabeth II, c. 42.)

Bill 30.—Loi concernant l'électrification rurale.—M. Lévesque (Montréal-Laurier).—1ère lect., 356. Rés. renv. à comité, 361. 2e lect. sur div.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées sur div.; bill de nouveau en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. sur div., 518 à 521. Message du C. L., 583. Amdt lu et agréé, 583. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 33.)

Bill 31.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.—M. Kierans.—1ère lect., 356. Rés. renv. à comité, 361. 2e lect. sur div.; en comité pl.; progrès, 480. De nouveau en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée sur div. et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp., 484. 3e lect. sur div., 490. Message du C. L., 535. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 23.)

Bill 32.—Loi modifiant la Loi des monuments historiques.—M. Lapalme.—1ère lect., 356. 2e lect.; en comité pl.; rapp.; 3e lect., 610. Message du C. L., 678. Sanction, 680. (12-13 Elizabeth II, c. 20.)

Bill 33.—Loi concernant la cité de Saint-Jean et la ville de Saint-Luc.—M. Laporte.—1ère lect., 399. 2e lect.; en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 403. 3e lect., 410. Message du C. L., 417. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 82.)

Bill 34.—Loi du Conseil supérieur de la Famille.—M. Lafrance.—1ère lect. 436. Rés. renv. à comité, 437. Motion de 2e lect.; 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées et renvoyées au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 503 à 505. 3e lect., 506. Message du C. L., 535. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 21.)

Bill 35.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.—M. Kierans.—1ère lect., 455. Rés. renv. à comité, 455. Rés. en comité pl.; motion adoptée sur div.; progrès, 486. De nouveau en comité pl.; progrès, 490. De nouveau en

Bills:—Suite.

comité pl.; progrès, 494. De nouveau en comité pl.; rapp.; lues; motion d'adoption; agréées sur div. (vote); motion de 2e lect.; 2e lect. sur div. (vote), 497 à 503. Motion de 3e lect.; amdt; décision de M. l'orateur maintenue (vote); 3e lect. sur div. (vote), 506 à 508. Message du C. L., 535. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 28.)

Bill 36.—Loi modifiant la Loi des licences.—M. Kierans.—1ère lect., 436. Rés. renv. à comité, 437. Rés. en comité pl.; rapp.; lues et agréées; 2e et 3e lect.; 461. Message du C. L., 515. Sanction, 515. (12-13 Elizabeth II, c. 24.)

Bill 37.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—M. Kierans.—1ère lect., 436. Rés. renv. à comité, 438. Rés. en comité pl.; progrès, 462. De nouveau en comité pl.; rapp.; lues et agréées; 2e et 3e lect., 479. Message du C. L., 535. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 25.)

Bill 38.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.—M. Lesage.—1ère; 2e et 3e lect., 450. Message du C. L., 464. Sanction, 468. (12-13 Elizabeth II, c. 3.)

Bill 39.—Loi des agents de réclamations.—M. Lesage.—1ère lect., 506. Rés. renv. à comité, 506. 2e lect.; renv. à comité, 526. Rapp., 546. Rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp.; amendé; lu et agréé; 3e lect. 643. Message du C. L. 701. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 57.)

Bill 40.—Loi modifiant la Loi des allocations scolaires.—M. Lafrance.—1ère lect., 535. Rés. renv. à comité, 540. Rés. en comité pl.; rapp.; lues et agréées; 644. 2e lect., 645. 3e lect., 651. Message du C. L., 678. Sanction, 680. (12-13 Elizabeth II, c. 22.)

Bill 41.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—M. Laporte.—1ère lect., 548. 2e lect.; en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 612, 3e lect. sur div., 649. Message du C. L., 758. Amdts lus et agréés, 759. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 53.)

Bill 42.—Loi de la Régie des eaux du Québec.—M. Laporte.—1ère lect., 535. Rés. renv. à comité, 540. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées et renvoyées au comité du bill, 610. Bill en comité pl.; rapp.; amendé; lu et agréé, 612. Rés. supplémentaire en comité pl.; rapp.; lue et agréée; 3e lect. sur div. 650. Message du C. L., 701. Amdt lu et agréé, 702. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 51.)

Bills.—Suite.

Bill 43.—Loi du financement des investissements universitaires 1964.—M. Gérin-Lajoie.—1ère lect., 568. Rés. renv. à comité; 570. Rés. en comité pl.; progrès, 636. De nouveau en comité pl.; rapp.; lues et agréées; 2e et 3e lect. du bill, 668 à 670. Message du C. L., 701. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 16.)

Bill 44.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail.—M. Fortin.—1ère lect., 590. Motion de 2e lect., débat ajourné, 645. Reprise du débat; 2e lect.; en comité pl.; progrès, 655. De nouveau en comité pl.; rapp., amendé; lu et agréé, 668. 3e lect., 677. Message du C. L., 701. Amdt lu et agréé, 702. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 44.)

Bill 45.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.—M. Lesage; 1ère; 2e et 3e lect., 664. Message du C. L., 672. Sanction, 682. (12-13 Elizabeth II, c. 4.)

Bill 46.—Loi de la Place des Arts.—M. Lapalme.—1ère lect., 608. Rés. renv. à comité, 608. 2e lect.; en comité pl.; rés. en comité pl.; rapp.; lu; agréée; renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp. amendé; lu et agréé, 648. 3e lect.; 652. Message du C. L. 679. Amdts lus sur div., 679. Conseil n'insiste pas, 680. Sanction, 680. (12-13 Elizabeth II, c. 19.)

Bill 47.—Loi modifiant la Loi du Boulevard métropolitain.—M. Pinard.—1ère lect., 652. Rés. renv. à comité, 652. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lue, agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp.; 3e lect., 692 à 694. Message du C. L., 757. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 41.)

Bill 48.—Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus et les prêteurs contre certains privilèges.—M. Hamel (Saint-Maurice).—1ère lect., 31. Rés. renv. à comité, 31. Motion de 2e lect.; 2e lect. (vote); en comité pl.; progrès, 134. De nouveau en comité pl.; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées et renvoyées au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; amendé; rapp., lu et agréé, 135 à 137. Motion de 3e lect.; 3e lect. (vote), 139. Message du C. L., 304. Amdts lus et agréés, 305. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 67.)

Bill 49.—Loi de la contestation des élections provinciales.—M. Lesage.—1ère lect., 14. Comité spécial institué, 139. 2e lect. du bill; renv. à un comité spécial, 140. 1er rapport; amendé, 224. En comité pl.; rapp., 588. Motion de 3e lect.; amdt rejeté sur div.; 3e lect. sur div., 609. Message du C. L., 701. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 10.)

Bills:—Suite.

Bill 50.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.—M. Lesage.—1ère; 2e et 3e lect., 664. Message du C. L., 672. Sanction, 682. (12-13 Elizabeth II, c. 5.)

Bill 51.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965 et pour d'autres fins du service public.—M. Lesage.—1ère; 2e; et 3e lect., 668. Message du C. L., 671. Sanction, 682. (12-13 Elizabeth II, c. 6.)

Bill 52.—Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'architecture et des beaux-arts.—M. Gérin-Lajoie.—1ère lect., 684. Rés. renv. à comité, 685. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées et renvoyées au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp., 694 à 696. 3e lect., 702. Message du C. L., 758. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 18.)

Bill 53.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965, et pour d'autres fins du service public.—M. Lesage.—1ère; 2e et 3e lect., 765. Message du C. L., 771. Sanction, 797. (12-13 Elizabeth II, c. 7.)

Bill 54.—Code du travail.—M. Fortin.—1ère lect., 15. Motion de 2e lect.; 2e lect. (vote); en comité pl.; progrès., 152. Motion adoptée, 168. De nouveau en comité pl.; progrès, 168. De nouveau en comité pl.; ordre révoqué; bill retiré; nouveau bill présenté, 1ère et 2e lect.; en comité pl.; progrès, 452. Document 174 déposé, 675. De nouveau en comité pl.; progrès, 685. De nouveau en comité pl.; progrès, 688. De nouveau en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 692. Message du C. L., 792. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 45.)

Bill 55.—Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles.—M. Courcy.—1ère lect., 684. Rés. renv. à comité, 685. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées et renvoyées au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp.; 3e lect., 696 à 699. Message du C. L., 757. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 38.)

Bill 56.—Loi modifiant la Loi des produits laitiers.—M. Courcy.—1ère lect., 684. 2e lect.; en comité pl.; rapp.; 699. 3e lect., 703. Message du C. L., 758. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 39.)

Bill 57.—Loi modifiant la Loi des terres de colonisation.—M. Courcy.—1ère lect., 686. Rés. renv. à comité, 686. 2e lect.; en comité pl.; progrès, 699.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

Bills.—Suite.

De nouveau en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp.; 3e lect., sur div., 716. Message du C. L., 758. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 35.)

Bill 58.—Loi modifiant la Loi des terres et forêts.—M. Cliche.—1ère lect., 686. Rés. renv. à comité, 687. 2e lect.; en comité; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité; rapp.; 718. 3e lect., sur div., 735. Message du C. L., 760. Amdt lu et agréé, 760. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 29.)

Bill 59.—Loi autorisant l'octroi de certaines concessions forestières.—M. Cliche.—1ère lect., 686. Rés. renv. à comité, 687. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp.; 3e lect., 720. Message du C. L., 757. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 31.)

Bill 60.—Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation.—M. Lesage.—1ère lect., 15. Rés. renv. à comité, 17. Motion de 2e lect.; 2e lect. (vote); en comité pl.; progrès, 47. De nouveau en comité pl.; progrès, 49. De nouveau en comité pl.; décision du Président maintenue sur div. (vote); progrès; rés. en comité pl.; décision du Président maintenue sur div. (vote); progrès, bill de nouveau en comité pl.; progrès, 53 à 56. De nouveau en comité pl.; progrès, 60. De nouveau en comité pl.; progrès, 62. De nouveau en comité pl.; progrès, 66. De nouveau en comité pl.; progrès; rés. de nouveau en comité pl.; progrès; bill de nouveau en comité pl.; progrès, 68. De nouveau en comité pl.; progrès, 75. Bill de nouveau en comité pl.; progrès; rés., de nouveau en comité pl.; rapp.; lues; agréées sur div. et renvoyées au comité du bill; bill de nouveau en comité; rapp.; amendé; lu et agréé, 84 à 87. Motion de 3e lect.; amdt rejeté sur div. (vote); 3e lect. sur div. (vote), 92 à 95. Message du C. L., 199 à 201. Amnds lus, 201. Amnds agréés sur div. (votes), 234. Message au Cons. lég. pour l'informer que l'Ass. lég. agréé les amnds sous réserve, motion adoptée sur div., 235 à 237. Le Cons. lég. informe l'Ass. lég. qu'il accepte l'amdt proposé par l'Ass. lég.; nouveaux amnds du Cons. lég. lus, 266. L'Ass. lég. agréé les amnds du Cons. lég., 276. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 15.)

Bill 61.—Loi concernant l'Institut Albert Prévost.—M. Couturier.—1ère lect., 690. 2e lect.; en comité pl.; rapp.; 722. 3e lect. sur div. 735. Message du C. L., 792. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 118.)

Bill 62.—Loi modifiant la Loi des hôpitaux.—M. Couturier.— 1ère lect., 690. L'ordre du jour appelle la 2e lect.; ordre révoqué; bill retiré, 734.

Bills:—Suite.

Bill 63.—Loi du Conseil d'artisanat du Québec.—M. Bertrand (Terrebonne).—1ère lect., 691. Rés. renv. à comité, 692. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées et renvoyées au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 723. Message du C. L., 760. Amdt lu et agréé, 761. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 54.)

Bill 64.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.—M. Hamel (Saint-Maurice).—1ère lect., 709. Rés. renv. à comité, 710. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées et renvoyées au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. sur div., 736 à 739. Message du C. L., 757. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 12.)

Bill 65.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.—M. Hamel (Saint-Maurice).—1ère lect., 709. Rés. renv. à comité, 710. 2e lect. sur div.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lues; agréées et renvoyées au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp.; 3e lect., 739 à 742. Message du C. L., 772. Amdts lus et agréés, 774. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 8.)

Bill 66.—Loi concernant Hydro-Québec.—M. Lévesque (Montréal-Laurier).—1ère lect., 704. Rés. renv. à comité, 708. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; rapp., 724 à 726. 3e lect., 735. Message du C. L., 792. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 32.)

Bill 67.—Loi sur la discrimination dans l'emploi.—M. Hamel (Saint-Maurice).—1ère lect., 709. Rés. renv. à comité, 710. 2e lect.; en comité pl.; progrès; rés. en comité pl.; rapp.; lue; agréée et renvoyée au comité du bill; bill de nouveau en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 742. 3e lect. sur div., 750. Message du C. L., 792. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 46.)

Bill 68.—Loi concernant la ville de Montréal.—M. Laporte.—1ère lect., 715. 2e lect., en comité pl.; rapp.; 3e lect., 743. Message du C. L., 757. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 72.)

Bill 69.—Loi concernant la cité de Québec.—M. Laporte.—1ère lect., 734. 2e lect.; en comité pl.; rapp.; 3e lect., 750. Message du C. L., 758. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 70.)

Bill 70.—Loi concernant les municipalités de l'Île Jésus et la ville des Îles Laval.—M. Laporte.—1ère lect., 745. 2e lect. sur div.; en comité pl.; rapp.; 761. L'ordre du jour appelle la 3e lect.; ordre révoqué; bill de nouveau en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. sur div., 791. Message du C. L., 795. Sanction, 796. (12-13 Elizabeth II, c. 77.)

Bills.—Suite

Bill 93.—Loi modifiant la Loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec.—M. Lacroix.—1ère lect., 595. 2e lect.; renv. à comité, 598. Rapp., 638. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 639. Message du C. L., 673. Sanction, 680. (12-13 Elizabeth II, c. 48.)

Bill 96.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines profession.—M. Crépeau.—1ère lect., 386. 2e lect. renv. à comité, 395. Rapp., 478. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 482. Motion pour que la 3e lect. soit révoqué; bill de nouveau en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 485. Message du C. L., 536. Amdts lus et agréés, 536. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 55.)

Bill 97.—Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec.—M. Lacroix.—1ère lect.; 2e lect.; renv. à comité, 518. Rapp.; en comité pl.; rapp.; 3e lect., 543. Message du C. L., 647. Amdts lus et agréés, 648. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 47.)

Bill 98.—Loi concernant les ingénieurs.—M. Beaupré.—1ère lect., 357. 2e lect.; renv. à comité, 373. Rapp., 532. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 532. Message du C. L., 674. Amdts lus et agréés, 674. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 56.)

Bill 99.—Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique.—M. Johnson.—1ère lect., 330. Motion de 2e lect.; 2e lect. (vote); en comité pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 363. Motion de 2e lect.; décision de M. l'orateur maintenue (vote); 3e lect. (vote), 387 à 389. Message du C. L., 417. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 34.)

Bill 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—M. Lalonde.—1ère lect., 97. 2e lect., renv. à comité, 100. Rapp., 194. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 194. Message du C. L., 246. Amdts lus et agréés, 247. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 71.)

Bill 101.—Loi concernant The Larrimac Golf Club Inc.—M. Fournier.—1ère lect., 153. 2e lect.; renv. à comité, 171. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 367. Message du C. L., 416. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 109.)

Bill 102.—Loi changeant le nom de Martin Frederick Juister en celui de Martin Frederick Juster.—M. Blank.—1ère lect., 79. 2e lect. renv. à comité, 89. Rapp., 125. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 127. Message du C. L., 194. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 140.)

Bills:—Suite.

Bill 103.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yanko Doneff à l'exercice de la profession d'avocat.—M. Lavoie (Laval).—1ère lect., 79. 2e lect.; renv. à comité, 89. Rapp., 125. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 127. Message du C. L., 195. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 149.)

Bill 104.—Loi concernant La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs.—M. Cadieux.—1ère lect., 79. 2e lect.; renv. à comité, 89. Rapp., 125. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 128. Message du C. L., 195. Sanction, 248. (12-13 Elizabeth II, c. 123.)

Bill 106.—Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul Ouimet.—M. Crépeau.—1ère lect., 79. 2e lect.; renv. à comité, 89. Rapp., 241. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 243. Message du C. L., 287. Amdts lus et agréés, 288. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 145.)

Bill 107.—Loi constituant La Corporation des électroniciens du Québec.—M. Meunier.—Motion spéciale, 219. 1ère lect., 372. 2e lect.; renv. à comité, 381. Rapp., 532. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 533. Message du C. L., 641. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 102.)

Bill 108.—Loi changeant le nom de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau en celui de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger.—M. Lavoie (Laval).—1ère lect., 79. 2e lect.; renv. à comité, 90. Rapp., 125. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 128. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 138.)

Bill 109.—Loi concernant The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.—M. Beaupré.—1ère lect., 133. 2e lect.; renv. à comité, 138. Rapp., 241. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 242. Message du C. L., 275. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 125.)

Bill 110.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis.—M. Roy.—1ère lect., 308. 2e lect.; renv. à comité, 322. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 369. Message du C. L., 418. Amdts lus, 442. Amdts agréés, 443. Sanction, 467. (12-13 Elizabeth II, c. 115.)

Bill 111.—Loi constituant la ville de Bromont.—M. Brown.—1ère lect., 432. 2e lect.; renv. à comité, 443. Rapp., 491. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 492. Message du C. L., 537. Andt lu et agréé, 539. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 98.)

Bills—Suite.

Bill 112.—Loi constituant en corporation The United Pentecostal Church in the Province of Quebec.—M. Brown.—1ère lect., 80. 2e lect.; renv. à comité, 90. Rapp., 125. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 128. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 129.)

Bill 113.—Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs de matériel pour la lutte contre l'incendie dans la province de Québec.—M. Brisson.—1ère lect., 554. 2e lect.; renv. à comité, 561. Rapp.; titre changé, 638. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 639. Message du C. L., 678. Amdts lus et agréés, 678. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 104.)

Bill 115.—Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey.—M. Lavoie (Laval).—1ère lect., 245. 2e lect.; renv. à comité, 254. Rapp., 491. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 492. Message du C. L., 537. Amdts lus et agréés, 539. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 80.)

Bill 116.—Loi constituant la cité de Laval-Ouest.—M. Lavoie (Laval).—1ère lect., 432. 2e lect.; renv. à comité, 443. Rapp.; titre changé, 491. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 492. Message du C. L., 538. Amdt lu et agréé, 539. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 95.)

Bill 117.—Loi concernant la ville de Drummondville-Sud.—M. Morissette.—1ère lect., 271. 2e lect.; renv. à comité, 281. Rapp., 307. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 308. Message du C. L., 373. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 93.)

Bill 118. Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de dame Aurélie Normand.—M. Godbout.—Art. 615 suspendu; pétition, 51. 1ère lect., 187. 2e lect.; renv. à comité, 201. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 371. Message du C. L., 419. Amdt lu et agréé, 621. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 136.)

Bill 119.—Loi changeant le nom de Joseph Alen Milet en celui de Allen Milette.—M. Blank.—1ère lect., 80. 2e lect.; renv. à comité, 90. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 129. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 144.)

Bill 120.—Loi changeant le nom d'Alzbeta Makovska en celui de Betty Alzbeta Makovska Kollar.—M. Brisson.—1ère lect., 80. 2e lect.; renv. à comité, 90. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 131. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 142.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

Bills:—Suite.

Bill 122.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jan Zascinski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.—M. Blank.—1ère lect., 80. 2e lect.; renv. à comité, 90. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 129. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 152.)

Bill 123.—Loi changeant le nom d'Adolf Lode Maurits Mangelschots en celui de Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin.—M. Beupré.—1ère lect., 80. 2e lect.; renv. à comité, 91. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 129. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 143.)

Bill 124.—Loi constituant en corporation Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham.—M. Blank.—1ère lect., 81. 2e lect.; renv. à comité, 91. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 131. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 127.)

Bill 125.—Loi modifiant la charte des Recluses Missionnaires de Jésus-Marie.—M. LeChasseur.—1ère lect., 188. 2e lect.; renv. à comité, 201. Rapp., 368. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 372. Message du C. L., 419. Amdt lu et agréé, 421. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 120.)

Bill 126.—Loi refondant la charte de les "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny.—M. Coiteux (Duplessis).—1ère lect., 210. 2e lect.; renv. à comité, 218. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 369. Message du C. L., 416. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 124.)

Bill 127.—Loi changeant le nom de Harold Rosenberg en celui de Harold Rosenberg Ross.—M. Blank.—1ère lect., 81. 2e lect.; renv. à comité, 91. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 130. Message du C. L., 197. Amdt lu et agréé, 197. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 147.)

Bill 128.—Loi modifiant la charte de la cité de Hull.—M. Parent.—1ère lect.; 2e lect.; renv. à comité, 253. Rapp., 269. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 270. Message du C. L., 313. Amdts lus et agréés, 317. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 78.)

Bill 131.—Loi constituant en corporation Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation).—M. Roy.—1ère lect., 308. 2e lect.; renv. à comité, 322. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 369. Message du C. L., 416. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 121.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

Bills:—Suite.

Bill 132.—Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Parker Gauthier.—M. Crépeau.—1ère lect., 81. 2e lect.; renv. à comité, 91. Rapp.; titre changé, 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 132. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 146.)

Bill 133.—Loi changeant le nom de Howard Roy Crapp en celui de Howard Roy Cropp.—M. Blank.—1ère lect., 81. 2e lect.; renv. à comité, 91. Rapp.; 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 130. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 139.)

Bill 135.—Loi constituant en corporation Les assemblées de Dieu indépendantes et internationales.—M. O'Reilly.—1ère lect., 82. 2e lect.; renv. à comité, 92. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 131. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 126.)

Bill 136.—Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec.—M. Boudreau.—1ère lect., 211. 2e lect.; renv. à comité, 218. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 370. Message du C. L., 416. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 116.)

Bill 137.—Loi du Collège des podiatres du Québec.—M. Brown.—1ère lect., 566. 2e lect.; renv. à comité, 570.

Bill 138.—Loi des orthophonistes et des audiologistes du Québec.—M. Crépeau.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 125. 1ère lect., 530. 2e lect.; renv. à comité, 533. Rapp.; titre changé, 578. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 578. Message du C. L., 641. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 58.)

Bill 139.—Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal et établissant un nouveau mode de répartition de la taxe des neutres.—M. Dupré.—1ère lect., 106. 2e lect.; renv. à comité, 122. Rapp.; titre changé, 683. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 683. Message du C. L., 758. Sanction, 797. (12-13 Elizabeth II, c. 75.)

Bill 140.—Loi déclarant The Montreal Star Company Limited et The British American Publishing Company Limited propriétaires de certaines ruelles dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal.—M. O'Reilly.—1ère lect., 82. 2e lect.; renv. à comité, 92. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 132. Message du C. L., 195. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 133.)

Bill 141.—Loi modifiant la charte de la cité d'Alma.—M. Collard.—1ère lect., 329. 2e lect.; renv. à comité, 344. Rapp., 413. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 414. Message du C. L., 464. Sanction, 467. (12-13 Elizabeth II, c. 87.)

Bills:—Suite.

Bill 142.—Loi concernant Les Services de Santé du Québec.—M. Godbout.—1ère lect., 415. 2e lect.; renv. à comité, 443. Rapp., 578. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 579. Message du C. L., 641. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 105.)

Bill 144.—Loi modifiant la charte de la ville de Gagnon.—M. Coiteux (Duplessis).—1ère lect.; 2e lect.; renv. à comité, 254. Rapp., 269. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 271. Message du C. L., 316. Amdts lus et agréés, 317. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 96.)

Bill 145.—Loi concernant l'acquisition de certains lots par la Commission scolaire catholique de Loretteville.—M. Godbout.—1ère lect., 106. 2e lect.; renv. à comité, 122. Rapp., 242. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 244. Message du C. L., 310. Sanction, 318. (12-13 Elizabeth II, c. 94.)

Bill 146.—Loi concernant le titre de la Banque provinciale du Canada et de Charles Noël Abbott sur certains terrains dans la paroisse de Varennes.—M. Blank.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 76. 1ère lect., 329. 2e lect.; renv. à comité, 344. Rapp., 368. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 372. Message du C. L., 416. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 131.)

Bill 147.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—M. Beaupré.—1ère lect., 271. 2e lect.; renv. à comité, 281. Rapp., 308. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 308. Message du C. L., 376. Amdts lus, 378. L'Ass. lég. informe le C. lég., amds agréés mais en les amendant, 389. Le C. lég. accepte les amds, 416. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 69.)

Bill 148.—Loi constituant la Commission des écoles catholiques de Chomedey.—M. Lavoie (Laval).—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 321. 1ère lect., 432. 2e lect.; renv. à comité, 444. Rapp., 488. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 488. Message du C. L., 515. Sanction, 515. (12-13 Elizabeth II, c. 81.)

Bill 149.—Loi modifiant la charte de la cité de Westmount.—M. Crépeau.—1ère lect., 432. 2e lect.; renv. à comité, 444. Rapp.; titre changé, 552. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 554. Message du C. L., 673. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 83.)

Bill 150.—Loi supprimant une prohibition partielle d'aliéner une propriété, située à Boucherville, de La Maison de l'Immaculée Conception de Montréal.—M. Crépeau.—1ère lect., 106. 2e lect.; renv. à comité, 122. Rapp., 242. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 244. Message du C. L., 275. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 130.)

Bills.—Suite.

Bill 151.—Loi concernant la ville de Pointe-Gatineau.—M. Parent.—1ère lect.; 2e lect.; renv. à comité, 253. Rapp., 270. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 270. Message du C. L., 310. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 90.)

Bill 152.—Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau.—M. Coiteux (Duplessis).—1ère lect., 329. 2e lect.; renv. à comité, 345. Rapp., 393. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 393. Message du C. L., 464. Sanction, 467. (12-13 Elizabeth II, c. 91.)

Bill 154.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval.—M. Collard.—1ère lect., 211. 2e lect.; renv. à comité, 218. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 370. Message du C. L., 416. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 117.)

Bill 156.—Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil.—M. Kennedy.—1ère lect., 454. 2e lect.; renv. à comité, 466. Rapp., 491. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 493. Message du C. L., 536. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 84.)

Bill 159.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.—M. O'Reilly.—1ère lect., 271. 2e lect.; renv. à comité, 281. Rapp., 307. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 309. Message du C. L., 377. Amdts lus, 378. Agréés, 390. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 79.)

Bill 161.—Loi concernant "Les Frères du Sacré-Cœur—Granby".—M. Morissette.—1ère lect., 329. 2e lect.; renv. à comité, 345. Rapp., 413. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 414. Message du C. L., 465. Amdt lu et agréé, 465. Sanction, 467. (12-13 Elizabeth II, c. 113.)

Bill 163.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles.—M. Meunier.—1ère lect., 329. 2e lect.; renv. à comité, 345. Rapp.; titre changé, 393. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 394. Message du C. L., 464. Sanction, 467. (12-13 Elizabeth II, c. 85.)

Bill 164.—Loi concernant la succession d'Origène Gobeille.—M. LeChasseur.—1ère lect., 188. 2e lect.; renv. à comité, 202. Rapp., 413. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 414. Message du C. L., 464. Sanction, 467. (12-13 Elizabeth II, c. 135.)

Bill 165.—Loi concernant la ville de Gatineau.—M. Parent.—1ère lect.; 2e lect.; renv. à comité, 254. Rapp., 269. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 270. Message du C. L., 310. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 89.)

Bills:—Suite.

Bill 166.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Tardi à l'exercice de la profession d'avocat.—M. Crépeau.—1ère lect., 82. 2e lect.; renv. à comité, 92. Rapp., 126. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 130. Message du C. L., 196. Sanction, 249. (12-13 Elizabeth II, c. 151.)

Bill 167.—Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park.—M. Bailargeon.—1ère lect., 271. 2e lect.; renv. à comité, 282. Rapp., 393. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 394. Message du C. L., 464. Sanction, 467. (12-13 Elizabeth II, c. 92.)

Bill 169.—Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec.—M. Blank.—1ère lect.; 2e lect.; renv. à comité; motions spéciales, 219; 582. Rapp.; titre changé, 638. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 639. Message du C. L., 673. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 103.)

Bill 170.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—M. O'Reilly.—1ère lect., 272. 2e lect.; renv. à comité, 282. Rapp., 307. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 309. Message du C. L., 377. Amdts lus, 379. Amdts agréés, 390. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 76.)

Bill 171.—Loi modifiant la charte de la ville de la Pointe du Moulin.—M. O'Reilly.—1ère lect., 272. 2e lect.; renv. à comité, 282. Rapp., 307. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 309. Message du C. L., 373. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 97.)

Bill 172.—Loi constituant en corporation Congregation Zichron Kedoshim.—M. Blank.—1ère lect., 153. 2e lect.; renv. à comité, 172. Rapp., 241. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 242. Message du C. L., 289. Amdt lu et agréé, 289. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 128.)

Bill 173.—Loi concernant la cité de Rimouski.—M. Dionne.—1ère lect., 547. 2e lect.; renv. à comité, 555. Rapp., 606. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 607. Message du C. L., 673. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 86.)

Bill 174.—Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité de village de Saint-Boniface-de-Shawinigan.—M. LeChasseur.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 63. 1ère lect., 547. 2e lect.; renv. à comité, 555. Rapp., 606. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 607. Message du C. L., 673. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 99.)

Bill 175.—Loi détachant une propriété de la cité de LaSalle et l'annexant à la ville de Montréal.—M. Blank.—1ère lect., 454. 2e lect.; renv. à comité, 466. Rapp.; retiré, 491. Remboursement des frais, 530.

Bills.—Suite.

Bill 176.—Loi concernant l'Hôpital Voghel, Inc.—M. LeChasseur.—1ère lect., 530. 2e lect.; renv. à comité, 533. Rapp.; titre changé, 606. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 607. Message du C. L., 673. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 73.)

Bill 177.—Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale.—M. Godbout.—1ère lect., 373. 2e lect.; renv. à comité, 381. Rapp., 551. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 553. Message du C. L., 641. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 111.)

Bill 178.—Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en anglais, en celui de Jewish Convalescent Hospital et en français, L'Hôpital juif de convalescence.—M. Blank.—1ère lect., 211. 2e lect.; renv. à comité, 218. Rapp.; titre changé, 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 371. Message du C. L., 416. Sanction, 423. (12-13 Elizabeth II, c. 114.)

Bill 180.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jacques Laurin à l'exercice de la profession d'avocat.—M. Meunier.—1ère lect., 106. 2e lect.; renv. à comité, 122. Rapp., 242. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 244. Message du C. L., 275. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 150.) Remboursement des frais, 312.

Bill 182.—Loi constituant en corporation Les Dominicaines du Rosaire.—M. Godbout.—1ère lect., 188. 2e lect.; renv. à comité, 202. Rapp., 551. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 552. Message du C. L., 641. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 112.)

Bill 183.—Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy Lamontagne Bédard.—M. Godbout.—1ère lect., 154. 2e lect.; renv. à comité, 172. Rapp., 241. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 243. Message du C. L., 274. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 141.)

Bill 184.—Loi concernant la Société d'agriculture, division B. du comté de Lac Saint-Jean.—M. Harvey.—1ère lect., 211. 2e lect.; renv. à comité, 218. Rapp., 413. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 414. Message du C. L., 464. Sanction, 468. (12-13 Elizabeth II, c. 106.)

Bill 185.—Loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin.—M. Meunier.—1ère lect., 530. 2e lect.; renv. à comité, 533. Rapp., 606. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 606. Message du C. L., 673. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 137.)

Bills;—Suite.

Bill 187.—Loi constituant en corporation Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie.—M. Meunier.—Art. 616 suspendu, 51. Pétition, 57. 1ère lect., 392. 2e lect.; renv. à comité, 399. Rapp., 551. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 553. Message du C. L., 641. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 122.)

Bill 189. Loi accordant certains pouvoirs à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie.—M. Baillargeon.—Art. 615 et 616 suspendus, 61. 1ère lect., 455. 2e lect.; renv. à comité, 466. Rapp., 491. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 493. Message du C. L., 538. Amdt lu et agréé, 539. Sanction, 586. (12-13 Elizabeth II, c. 100.)

Bill 190.—Loi changeant le nom de Duncan Strachan Taylor en celui de Duncan Strachan Peachey.—M. LeChasseur.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 103. 1ère lect., 154. 2e lect.; renv. à comité, 172. Rapp., 242. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 245. Message du C. L., 275. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 148.)

Bill 191.—Loi concernant Le Club de golf et de curling de Joliette.—M. Fournier.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 70. 1ère lect., 547. 2e lect.; renv. à comité, 556. Rapp., 671. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 671. Message du C. L., 772. Amdts lus et agréés, 774. Sanction, 797. (12-13 Elizabeth II, c. 108.)

Bill 192.—Loi concernant le titre du lot numéro 14 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet.—M. Blank.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 76. 1ère lect., 392. 2e lect.; renv. à comité, 399. Rapp., 551. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 552. Message du C. L., 641. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 132.)

Bill 193.—Loi modifiant la charte de The Montreal Association for the Blind.—M. Brown.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 76. 1ère lect., 188. 2e lect.; renv. à comité, 202. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 370. Message du C. L., 420. Amdts lus, 422. Amdts agréés, 443. Sanction, 468. (12-13 Elizabeth II, c. 119.)

Bill 194.—Loi modifiant la charte de The Royal Trust Company.—M. LeChasseur.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 105. 1ère lect., 188. 2e lect.; renv. à comité, 202. Rapp., 241. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 243. Message du C. L., 288. Amdts lus et agréés, 288. Sanction, 319. (12-13 Elizabeth II, c. 110.)

Bill 195.—Loi modifiant la Loi concernant la corporation du village d'Asbestos.—M. Morissette.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 138. 1ère lect., 330.

Bills:—Suite.

2e lect.; renv. à comité, 345. Rapp., 366. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 368. Message du C. L., 522. Amdts lus, 524. Amdts agréés sur div., 587. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 88.)

Bill 196.—Loi concernant la Commission de transport de Montréal.—M. Lalonde.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 223. 1ère lect., 330. 2e lect.; renv. à comité, 345. Rapp., 413. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 415. Message du C. L., 465. Amdt lu et agréé, 466. Sanction, 468. (12-13 Elizabeth II, c. 74.)

Bill 198.—Loi modifiant la charte de l'Association des gymnastes amateurs de Montréal.—M. Brown.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 223. 1ère lect., 330. 2e lect.; renv. à comité, 345. Rapp., 367. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 371. Message du C. L., 416. Sanction, 424. (12-13 Elizabeth II, c. 107.)

Bill 199.—Loi concernant la succession de Joseph Drapeau.—M. Godbout.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 223. 1ère lect., 432. 2e lect.; renv. à comité, 444. Rapp., 551. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 553. Message du C. L., 641. Amdts lus et agréés, 642. Sanction, 681. (12-13 Elizabeth II, c. 134.)

Bill 200.—Loi concernant l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne.—M. Godbout.—Art. 615 et 616 suspendus; pétition, 227. 1ère lect., 455. 2e lect.; renv. à comité, 467. Rapp., 560. En comité pl.; rapp.; 3e lect., 560. Message du C. L., 584. Amdts lus et agréés, 584. Sanction, 585. (12-13 Elizabeth II, c. 101.)

Bills (Procédures incidentes) :

Art. 616 suspendu:—BILL 187.

Art. 615 et 616 suspendus:—BILLS 146; 148.

Motions spéciales:—BILLS 107; 169.

Ordre révoqué:—nouveau bill. BILL 54.

Remboursement des frais:—BILLS 175; 180.

Titre changé:—BILL 116.

COMITÉS:

Comité des règlements:—Rapport adopté sur div., 70. Délais prolongés, 133; 366; 431; sur div. (vote), 487; 579.

Bills (Procédures incidentes):—Suite.

Comité des bills privés:—Délais prolongés, 127; 368; 431; sur div. (vote), 488. Comité siège pendant que la chambre est en séance, 554. Quorum fixé à douze membres au lieu de dix-sept, 127. Membre remplacé, 171.

Comité des bills publics:—Délais prolongés, 578. Membre remplacé, 171.

BOULEVARD MÉTROPOLITAIN:—Loi modifiant la Loi du—. BILL 47.

BROMONT:—Loi constituant la ville de—. BILL 111.

C

CAPACITÉ JURIDIQUE DE LA FEMME MARIÉE:—Loi sur la—. BILL 16.

CARREAU VIGER:—Loi changeant le nom de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau en celui de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré—. BILL 108.

CARTE ÉLECTORALE:—Remaniement, comité de la—, 689.

CHOMEDEY:—Loi modifiant la charte de la cité de—. BILL 115.

CITÉS ET VILLES:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 41.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. BILL 20.

CODE DU TRAVAIL. BILL 54.

Comités:

Comités permanents (12) institués, 7; 23.

Comité de la bibliothèque, 29; 38.

Comité des comptes publics, 256; 265; 600.

Comité des privilèges et des élections, 23; 598; 600; 618; 666; 691; 727 à 732; 733; 734.

Comité mixte, 29; 39; 103; 107.

Comités:—Suite.

Comité parlementaire de la constitution, 767; 771.

Comité spécial de onze membres, 8; 22; 23.

Comité spécial:—re amender les règlements de l'Assemblée législative, 101; 751; 792 à 794.

Comité spécial:—re division territoriale, 148; 642.

Comité spécial:—re élections provinciales (bill 49), 139; 224.

Comité spécial:—re relations du travail, 100; 290; 307; 406; 529; 532; 546; 637; 700.

Comité spécial:—re remaniement de la carte électorale, 689.

COMMISSION DE TRANSPORT DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. BILL 196.

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE CHOMEDEY:—Loi constituant la—. BILL 148.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT:—Loi modifiant la Loi instituant une—. BILL 6.

COMPAGNIES À FONDS SOCIAL ÉTRANGÈRES:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 9.

COMPAGNIES DE GAZ ET D'EAU:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 11.

COMPAGNIES DE QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 8.

COMPTES PUBLICS:—Comité des—, 256; 265; 600.

CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES:—Loi prolongeant la Loi pour favoriser la—. BILL 5.

CONDITIONS DE L'HABITATION:—Loi modifiant la Loi pour améliorer les—. BILL 24.

CONGREGATION SHEVET ACHIM—CHAVÉRIM KOL YISRAEL—D'BET ABRAHAM:—Loi constituant en corporation—. BILL 124.

CONGREGATION ZICHRON KEDOSHIM:—Loi constituant en corporation—. BILL 172.

CONSEIL D'ARTISANAT DU QUÉBEC:—Loi du—. BILL 63.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FAMILLE:—Loi du—. BILL 34.

CONSTITUTION:—Comité parlementaire de la—, 767^c771.

CONTESTATION DES ÉLECTIONS PROVINCIALES:—Loi de la—. BILL 49.

CORPORATIONS:—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines—. BILL 7.

CORPORATION DES ENTREPRENEURS EN PROTECTION CONTRE L'INCENDIE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC:—Loi constituant la—. BILL 113.

CORPORATIONS MUNICIPALES DE S'ENTRAIDER POUR COMBATTRE LES INCENDIES:—Loi amendant la Loi permettant aux—. BILL 23.

CRAPP:—Loi changeant le nom de Howard Roy— en celui de Howard Roy Cropp. BILL 133.

CRÉDIT IMMOBILIER, INC.:—Loi concernant la cité de Pointe-aux-Trembles et le—. BILL 163.

D

DÉCISIONS DE M. L'ORATEUR, 802 à 809.

DISCOURS DU TRÔNE, 3.

DISCRIMINATION DANS L'EMPLOI:—Loi sur la—. BILL 67.

DISTRICTS ÉLECTORAUX DE LA PROVINCE:—Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans certains—. BILL 14.

DIVISION TERRITORIALE:—Comité spécial de la—, 148; 642.

DIVISION TERRITORIALE:—Loi modifiant la Loi de la—. BILL 65.

Documents de la Session :

Affaires culturelles:—Achat de volumes. Déposés, 65; 66. (*Documents, nos 38; 39; 40.*)

Affaires culturelles:—Liste des employés. Déposé, 166. (*Documents, no 63.*)

Documents de la session:—Suite.

Affaires culturelles:—Rapport du ministère des—, 1963. Déposé, 35. (*Documents, no 7.*)

Affaires fédérales-provinciales:—Liste des nom et prénoms, etc., des employés du ministère des—. Déposé, 107. (*Documents, no 51.*)

Affaires fédérales-provinciales:—Rapport des activités du ministère des—, 1963. Déposé, 67. (*Documents, no 41.*)

Affaires municipales:—Rapport du ministère des —, 1963. Déposé, 65. (*Documents, no 37.*)

Agriculture et colonisation:—Rapport, 1963. Déposé, 83. (*Documents, no 45.*)

Alcoolisme:—Voir Comité d'étude.

Amélioration de fermes, comté de Berthier:—Nom, adresse des personnes. Déposé, 263. (*Documents, no 81.*)

Amélioration de fermes, comté de Champlain:—Nombre d'heures. Déposé, 560. (*Documents, no 158.*)

Amélioration de fermes, comté de Joliette:—Combien d'heures de travail. Déposé, 734. (*Documents, no 184.*)

Amélioration de fermes, comté d'Yamaska:—Déposé, 333. (*Documents, no 102.*)

Amélioration de la voirie provinciale:—Rapport du secrétaire de la province. Déposé, 45. (*Documents, no 14.*)

Aménagement de Québec:—Rapport de la Commission d'—, 1962-1963. Déposé, 44. (*Documents, no 10.*)

Aménagement rural et du développement agricole (ARDA):—Correspondance re—. Déposé, 291. (*Documents, no 87.*)

Annuaire du Québec, 1963. Déposé, 341. (*Documents, no 105.*)

Archiviste de la province:—Rapport de l'—, 1960-1961. Déposé, 35. (*Documents, no 8.*)

ARDA:—Combien de projets—. Déposés, 291; 676. (*Documents, nos 87; 176.*)

Documents de la session:—Suite.

Assurance-sociale:—Correspondance re numéro d'—. Déposé, 713. (Documents, no 179.)

Automobiles des employés civils:—Conseil de la trésorerie re dépenses d'—. Déposé, 348. (Documents, no 114.)

Autoroutes:—Office des— du Québec, 1963. Déposé, 341. (Documents, no 106.)

Baux consentis re clubs de chasse et pêche. Motion, 514; 567.

Beauchamp, M. Roger:—Rapport d'enquête re—. Déposé, 374.

Belleterre Quebec Mines, Limited:—Rapport re forces hydrauliques à—. Déposé, 49. (Documents, no 24.)

Bibliothécaire:—Rapport du— de la Législature. Déposé, 2. (Documents, no 3.)

Boissons alcooliques:—Arrêté en conseil re règlement sur la publicité relative aux—. Déposé, 429. (Documents, no 134.)

Bottin administratif du Québec, 1964. Déposé, 363. (Documents, no 115.)

Bourses d'études supérieures:—re ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. Déposé, 676. (Documents, no 175.)

Budget:—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965. Déposé, 177. (Documents, no 1.)

Budget supplémentaire (no 2):—Se terminant le 31 mars 1964. Déposé, 67. (Documents, no 2.)

Budget supplémentaire 1965. Déposé, 587. (Documents, no 2-A.)

Budget supplémentaire (no 2) 1965. Déposé, 614. (Documents, no 2-B.)

Caisse de retraite:—Incidences économiques du projet de—. Déposé, 386. (Documents, no 121.)

Centre d'organisation scientifique de l'entreprise:—Liste des directeurs-fondateurs du—. Déposé, 102. (Documents, no 49.)

Documents de la session:—Suite.

Centre Sir-George-Etienne-Cartier:—Loi pour faciliter l'établissement d'une salle de concert à Montréal. Déposé, 441. (*Documents, no 140.*)

Centre Sir-Georges-Etienne-Cartier re Place des Arts:—Correspondance re démission, nomination des administrateurs. Déposé, 442. (*Documents, no 141.*)

Chancellerie de l'Archidiocèse de Montréal:—Documents émanant de la—. Déposé, 493. (*Documents, no 145.*)

Chemin de fer:—État des recettes et déficits, statistiques, 1962. Déposés, 36; 52. (*Documents, nos 26; 36.*)

Chemins de fer:—Rapport des—, 1962. Déposé, 61. (*Documents, no 35.*)

Chemins, travaux de construction ou de réparations:—Le ministère de la Voirie a-t-il—comté de Beauce. Motion, 263. (*Documents, no 82.*)

Chemin, travaux de Voirie, route no 1, entre Marbleton et Saint-Gérard:—Quelle longueur de—. Déposé, 300. (*Documents, no 88.*)

Chômage saisonnier:—Rapports du comité d'étude sur le—. Déposés, 562. (*Documents, nos 159; 160; 161; 162.*)

Clubs de chasse et de pêche:—Différents comtés— baux consentis. Motions, 514; 567.

Code du travail:—Copie des amendements. Déposé, 417. (*Documents, no 132.*)

Code du travail:—Réimpression des amendements. Déposé, 642. (*Documents, no 173.*)

Code du travail:—Projet d'amendement. Déposé, 675. (*Documents, no 174.*)

Colonisation:—Voir Sociétés.

Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, 1963:—Troisième rapport. Déposé, 172. (*Documents, no 65.*)

Comité d'étude re chômage saisonnier:—Rapport. Déposé, 561. (*Documents, nos 159; 160; 161; 162.*)

Documents de la session:—Suite.

- Commerce du livre:—Rapport de la commission d'enquête sur le—*. Déposé, 49. (*Documents*, no 22.)
- Commission d'aménagement de Québec:—Rapport de la—*, 1962-1963. Déposé, 44. (*Documents*, no 10.)
- Commission du service civil:—Rapport*, 1962-1963. (*Documents*, no 33.)
- Commission d'enquête sur le commerce du livre:—Rapport*. Déposé, 97. (*Documents*, no 46.)
- Commission d'enquête sur la Commission des Écoles catholiques de Jacques-Cartier; Verdun; Alma:—Rapport de la—*, Déposé, 68. (*Documents*, no 43.)
- Commission d'enquête sur le commerce du livre:—Lettres échangées*. Déposé, 184. (*Documents*, no 70.)
- Commission d'étude du système administratif de la cité de Québec:—Rapport de la—*. Déposé, 265. (*Documents*, no 83.)
- Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île Jésus*. Document instituant la—. Déposé, 312. (*Documents*, no 92.)
- Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île de Montréal:—Document instituant la—*. Déposé, 312. (*Documents*, no 91.)
- Commission de régie interne de l'Assemblée législative:—Arrêté en conseil*. Déposé, 143. (*Documents*, no 54.)
- Commission des relations ouvrières:—Salaire, détails re membres et officiers de la—*, 1963. Déposé, 213. (*Documents*, no 76.)
- Commission des accidents du travail:—Liste des employés*. Déposé, 165. (*Documents*, no 60.)
- Commission des accidents du travail:—Rapport de la—*, 1963. Déposé, 212. (*Documents*, no 75.)
- Commission des loyers:—Liste des employés de la—*. Déposé, 138, (*Documents*, no 53.)
- Commission des relations ouvrières:—Liste des employés*. Déposé, 165. (*Documents*, no 61.)

Documents de la session:—Suite.

Commission du salaire minimum:—Liste des employés. Déposé, 165. (*Documents, no 62.*)

Commission hydroélectrique du Québec:—Arrêté en conseil re cessation des biens de l'Office de l'électrification rurale. Déposé, 521. (*Documents, no 147.*)

Commission hydroélectrique de Québec:—Rapport, 1963. Déposé, 527. (*Documents, no 148.*)

Commission hydroélectrique de Québec:—Arrêté en conseil re garantie par la—. Déposé, 704. (*Documents, no 178.*)

Commission hydroélectrique de Québec et La Société Saint-Jean-Baptiste:—Correspondance échangée entre la— re Electricque de Mont-Laurier, Ltée, et Electricque de Ferme-Neuve, Ltée. Déposé, 166.

Compagnies à fonds social étrangères:—Rapport re loi des—. Déposé, 49. (*Documents, no 25.*)

Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967:—Rapport des auditeurs de la—. Déposé, 383. (*Documents, nos 118; 119.*)

Complexe sidérurgique dans le Québec:—Établissement d'un—. Motion, 164.

Comptes publics:—Pour l'exercice clos le 31 mars 1963. Déposé, 8. (*Documents, no 4.*)

Conditions de travail re hôpitaux; commissions scolaires:—Rapport. Déposés, 529; 546; 637. (*Documents, nos 153; 154; 155; 171.*)

Conférence fédérale-provinciale:—Déclarations. Déposé, 321. (*Documents, nos 95; 96; 97.*)

Conférence fédérale-provinciale:—Conférence donnée à Québec. Déposé, 383. (*Documents, no 117.*)

Conseil d'arbitrage:—Différends entre les corporations municipales et leurs employés. Déposé, 274. (*Documents, no 84.*)

Conseil de la trésorerie:—Concernant les dépenses d'automobiles des employés civils. Déposé, 348. (*Documents, no 114.*)

Documents de la session:—Suite.

Conseil d'orientation économique du Québec:—Rapport, 1963. Déposé, 107. (Documents, no 50.)

Conseils d'arbitrage:—Liste des noms re différends entre corporations scolaires. Déposé, 311. (Documents, no 90.)

Coopératives agricoles:—re octrois aux—. Déposé, 342. (Documents, no 108.)

Corporations municipales re conseils d'arbitrage:—Voir Différends.

Corporations scolaires:—Liste des noms re différends entre les—. Déposé, 311. (Documents, no 90.)

Coupe du bois: Longue-Pointe et seigneurie Mingan:—Copie des permis. Déposé, 334. (Documents, no 104.)

Coupe de bois:—État re liste des permis, comté de Roberval. Déposé, 410. (Documents, no 131.)

Cours d'eau Gosselin-Moisant:—Copie du dossier. Déposé, 343. (Documents, no 110.)

Demers, M. Alonzo:—Correspondance échangée. Déposé, 204.

Dépenses publiques:—Dépôt des arrêtés re diminuer les dépenses publiques. Déposé, 44. (Documents, no 12.)

Différends entre les corporations municipales et leurs employés:—Liste des noms. Déposé, 274. (Documents, no 84.)

Différends entre les corporations scolaires:—Liste des noms re conseils d'arbitrage. Déposé, 311. (Documents, no 90.)

Différends ouvriers:—Noms des personnes nommées par le ministère du Travail re conseil d'arbitrage. Déposé, 302. (Documents, no 89.)

Domaine cultivable de la province:—Arrêtés en conseil. Déposé, 58. (Documents, no 31.)

Droits de coupe:—Voir Réduction.

Écoles d'architecture de Montréal et de Québec:—Rapport du Comité d'étude. Déposé, 395. (Documents, no 125.)

Documents de la session:—Suite.

*Éducation des adultes:—*Rapport du comité d'étude sur l'—. Déposé, 440.
(Documents, no 139.)

*Éducation, ministère de l'—:—*Rapport re équipement scolaire. Déposé, 579.
(Documents, no 165.)

*Électrique de Mont-Laurier, Ltée et Electrique de Ferme-Neuve, Ltée:—*Correspondance échangée. Déposé, 190. (Documents, no 73.)

*Émission d'obligations d'épargne de la province:—*Détails. Motion, 778.

*Employés civils re dépenses d'automobile:—*Déposé, 348. (Documents, no 114.)

*Employés de la Commission des accidents du travail:—*Liste de tous les—. Déposé, 165. (Documents, no 60.)

*Employés de la Commission des relations ouvrières:—*Liste de tous les—. Déposé, 165. (Documents, no 61.)

*Employés de la Commision du salaire minimum:—*Liste de tous les—. Déposé, 165. (Documents, no 62.)

*Employés de la Régie des Alcools du Québec:—*Déposé, 180. (Documents, no 69.)

*Employés du ministère des Affaires culturelles:—*Liste des—. Déposé, 166.
(Documents, no 63.)

*Employés publics:—*État re cautionnements et changements. Déposé, 58.
(Documents, no 30.)

*Employés publics:—*Liste des commissions délivrées, 1962-1963. Déposé, 45.
(Documents, no 18.)

*Emprunt à l'Office du Crédit agricole, comté d'Arthabaska:—*Détails. Déposé, 750. (Documents, no 186.)

*Emprunt re agriculture:—*Obtenu d'une Caisse populaire. Déposé, 333.
(Documents, no 103.)

*Enquête du coroner:—*Différents comtés. Motion, 569.

*Enquête sur le commerce du livre:—*Lettres échangées re rapport de la Commission d'—. Déposé, 184. (Documents, no 70.)

Documents de la session:—Suite.

Ententes fédérales-provinciales:—Texte du télégramme envoyé par le Très Honorable Lester B. Pearson. Déposé, 383. (*Documents, no 116.*)

Ententes fiscales fédérales-provinciales et régime de pensions du Canada:—Déposé, 440. (*Documents, no 136.*)

Entretien des routes, comté de Joliette:—Détails. Déposé, 748. (*Documents, no 185.*)

Établissement d'un complexe sidérurgique dans le Québec:—Copie de tous rapports. Motion, 164.

Exposition universelle de 1967:—Rapport des auditeurs de la Compagnie canadienne de l'—. Déposé, 383. (*Documents, no 118; 119.*)

Faucher, M. Camille:—Dossier 3006-60 du ministère de la Voirie re—, Déposé, 190. (*Documents, no 74.*)

Faux certificats:—Rapport par MM. Healy et Auclair. Motion, 791.

Faux certificats:—Rapport re Motion rejetée sur div. (vote), 795.

Fédérales-provinciales:—Voir *Ententes*—; *Conférence*—.

Financement de certains travaux municipaux:—Tableau des projets. Déposé, 313. (*Documents, no 94.*)

Gabias, M. Yves:—re accusation contre M. René Hamel:—Exhibits des documents et transcription officielle des dépositions. Déposés, 727 à 732. (*Documents, nos 182; 183.*)

Gabi Construction, Enr.:—Contrat accordé à M. Denis Varin, détails. Déposé, 608. (*Documents, no 170.*)

General Motors of Canada, Limited:—Correspondance re projet d'établissement d'une usine. Déposé, 442.

Grains de semence:—Quantité de—; détails. Déposé, 386. (*Documents, no 122.*)

Gulf Maritime Construction, Limitée:—re rivières Manicouagan et aux Outardes. Déposé, 180. (*Documents, no 68.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

Documents de la session:—Suite.

- Hamel, M. René, re accusation par M. Yves Gabias:—*Exhibits des documents et transcription officielle des dépositions. Déposés, 727 à 732. (*Documents, nos 182; 183.*)
- Hôpital Saint-Joseph, Lac-Mégantic:—*Détails. Déposé, 408. (*Documents, no 130.*)
- Hôpital Saint-Joseph, Lac Mégantic:—re nomination du Dr Gérard Noël.* Déposé, 440. (*Documents, no 137.*)
- Hydro-Québec:—re frais d'acquisitions, noms, etc.* Motion, 775.
- Hydro-Québec:—arrêté en conseil re achat par— de l'entreprise de coopératives d'électricité.* Déposé, 521. (*Documents, no 146.*)
- Immeubles achetés par le gouvernement:—*Liste de tous les—; détails. Déposé, 384. (*Documents, no 120.*)
- Immeubles loués par le gouvernement:—*Liste de tous les—. Déposé, 281. (*Documents, no 86.*)
- Impôt sur les successions:—*Rapport de la commission royale d'enquête concernant l'—. Déposé, 401. (*Documents, no 127.*)
- Imprimeur de la Reine:—*Rapport de l'—. Déposé, 52. (*Documents, no 28.*)
- Incidences économiques du projet de caisse de retraite:—*Déposé, 386. (*Documents, no 121.*)
- Industrie et du Commerce:—*Rapport du ministère de l'—et sur les pêcheries, 1962-1963. Déposé, 133. (*Documents, no 52.*)
- Industrie et du Commerce:—*Rapport du ministère de l'—, 1963. Déposé, 189. (*Documents, no 72.*)
- Institut Albert-Prévost:—*Lettre du docteur Jean-Baptiste Jobin re enquête de l'—. Déposé, 598. (*Documents, no 168.*)
- Institut Albert-Prévost:—*Rapport de la commission d'enquête. Déposé, 533. (*Documents, no 150.*)
- Instruction publique:—*Rapport du Surintendant de l'—, 1961-62. Déposé, 9. (*Documents, no 6.*)

Documents de la session:—Suite.

Jeunesse:—Rapport du ministre de la—, 1960-1964. Déposé, 440. (*Documents, no 138.*)

Joliette Asphalte, Inc.:—Nom des directeurs; détails. Déposé, 715. (*Documents, no 181.*)

Juges de sessions et Juges de la Cour du bien-être social:—Traitements. Déposé, 589. (*Documents, no 166.*)

La situation économique du Québec en 1963:—Déposé, 395. (*Documents, no 123.*)

Le Bottin administratif du Québec, 1964:—Déposé, 363. (*Documents, no 115.*)

Le Centre Sir Georges-Étienne Cartier et Place des Arts:—Déposés, 441; 442. (*Documents, nos 140; 141.*)

Législature:—Loi de la—; arrêté en conseil. Déposé, 143. (*Documents, no 57.*)

Limites forestières appartenant à la province:—Arrêtés en conseil re cessation de—. Déposé, 541. (*Documents, no 152.*)

Locaux re enquête du coroner, différents comtés:—Déposé, 569.

Loi de la législature:—Arrêté en conseil. Déposé, 143. (*Documents, no 57.*)

Loi des Pensions:—Arrêtés en conseil. Déposé, 44. (*Documents, no 11.*)

Machinerie lourde pour travaux dans le comté de Joliette:—Détails. Motion, 776.

Mandats spéciaux:—Émis depuis le 14 janvier 1964 au 9 juin 1964. Motion, 555.

Mandats spéciaux:—Émis durant la vacance du parlement. Déposé, 9. (*Documents, no 5.*)

Manicouagan et aux Outardes—rivières:—Détails. Déposés, 180. (*Documents, nos 66; 67; 68.*)

Mesurage des bois coupés, rivières Manicouagan et aux Outardes:—Lettre. Déposé, 589. (*Documents, no 167.*)

Documents de la session:—Suite.

Ministère Terres et Forêts:—Lot 25, rang III, canton de Wolfestown, comté de Wolfe. Motion, 788.

Navire école Saint-Barnabé:—Rapport; mémoire; détails. Déposé, 433. (*Documents*, no 135.)

Obligations municipales et scolaires:—Tableau des ventes d'— *re* Gazette officielle de Québec. Déposé, 279. (*Documents*, no 85.)

Octrois aux coopératives agricoles:—Durant les années 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64. Déposé, 342. (*Documents*, no 108.)

Octrois ou subventions dans le comté de Joliette:—Détails. Motion, 777.

Octrois pour amélioration de fermes:—Noms des personnes, comté d'Yamaska. Déposé, 333. (*Documents*, no 102.)

Office de récupération forestière:—Rapport financier; additions aux contrats passés entre l'— *re* rivières Manicouagan et aux Outardes et Gulf Maritime Construction, Limitée. Déposés, 180. (*Documents*, nos 67; 68.)

Office de récupération forestière:—Rapport des activités de l'— des rivières Manicouagan et aux Outardes. Déposé, 180. (*Documents*, no 66.)

Office de l'électrification rurale:—Arrêté en conseil *re* cessation de biens à l'—. Déposé, 521. (*Documents*, no 147.)

Office des autoroutes du Québec, 1963. Déposé, 341. (*Documents*, no 106.)

Office du développement municipal et prêts aux municipalités:—Copie d'une modification. Déposé, 566. (*Documents*, no 164.)

Office du tourisme:—Rapport, 1962-63. Déposé, 143. (*Documents*, no 59.)

Passages à niveau:—Rapport du secrétaire de la province *re* suppression des—. Déposé, 45. (*Documents*, no 17.)

Pavillon Saint-Georges de Sherbrooke:—Déboursés; détails. Déposé, 713. (*Documents*, no 180.)

Pensions, Loi des:—Dépôt des arrêtés en conseil. Déposé, 44. (*Documents*, no 11.)

Documents de la session:—Suite.

Permis pour la coupe du bois:—Copie de tous les— dans le bassin no 338, district no 11. Motion, 181.

Permis pour la coupe du bois:—District Longue-Pointe; seigneurie de Mingan. Copie des—. Déposé, 334. (*Documents, no 104.*)

Petite industrie:—Rapport du secrétaire de la province. Déposé, 49. (*Documents, no 23.*)

Place des Arts re Centre Sir-Georges-Étienne-Cartier:—Correspondance re démission, nomination des administrateurs. Déposé, 442. (*Documents, no 141.*)

Pont de Sainte-Lucie de Beauregard, comté de Montmagny:—Détails. Déposé, 342. (*Documents, no 109.*)

Pont de Trois-Rivières:—Arrêté en conseil re travaux de construction de l'approche. Déposé, 330. (*Documents, no 98.*)

Pont de Trois-Rivières:—Rapport de la Corporation du—, 1963. Déposé, 46. (*Documents, no 19.*)

Pont sur le St-Laurent à Trois-Rivières:—Copie d'une lettre. Déposé, 39. (*Documents, no 9.*)

Pont sur le St-Laurent à Trois-Rivières:—Lettres échangées re construction d'un—. Déposé, 184. (*Documents, no 71.*)

Population esquimaude du Nouveau-Québec:—Texte de l'entente. Déposé, 228. (*Documents, no 79.*)

Prestations supplémentaires pour les veuves; orphelins et invalides:—Lettre re—. Déposé, 563. (*Documents, no 163.*)

Rang Saint-Mathieu:—Des soumissions ont-elles été demandées pour le contrat 5200-64. Motion, 775.

Rapport Bouchard:—Déclaration de Mgr Irénée Lussier. Déposé, 97. (*Documents, no 47.*)

Récupération du bois; rivières Manicouagan et aux Outardes:—Motion, 179.

Réductions de droits de coupe:—Arrêtés ministériels. Déposé, 541. (*Documents, no 151.*)

Documents de la session:—Suite.

Referendum:—Fusion de la ville de Renaud, cité de Saint-Martin et ville de l'Abord-à-Plouffe. Déposé, 52. (*Documents, no 29.*)

Régie d'épuration des eaux:—Rapport de la—, 1963. Déposé, 61. (*Documents, no 34.*)

Régie des alcools du Québec:—Rapport, 1963. Déposé, 83. (*Documents, no 44.*)

Régie des alcools du Québec:—Liste des employés de la—. Déposé, 180. (*Documents, no 69.*)

Régie des alcools du Québec:—Arrêté en conseil se rapportant aux droits payables re permis prévus par la Loi de la—. Déposé, 219. (*Documents, no 77.*)

Régie des alcools du Québec:—Nouveaux permis, comté d'Arthabaska. Déposé, 777. (*Documents, no 187.*)

Régie des alcools du Québec:—Application de la loi des liqueurs. Motion, 791.

Régie des alcools du Québec:—Nom des établissements re permis. Motion, 789.

Régie interne de l'Assemblée législative:—Déposé, 143. (*Documents, no 54.*)

Régie provinciale d'électricité:—Rapport édicté par l'article 6. Déposé, 143. (*Documents, no 56.*)

Régie provinciale des Transports:—Rapport de l'enquête sur le service du taxi. Déposé, 466. (*Documents, no 142.*)

Régime des pensions:—Analyse du régime des rentes et du—. Déposé, 348. (*Documents, no 113.*)

Régime de pensions du Canada:—Ententes fiscales fédérales-provinciales. Déposé, 440. (*Documents, no 136.*)

Régime de pensions:—prestations supplémentaires. Déposé, 563. (*Documents, no 163.*)

Régime des rentes:—Rapport, 1964. Déposé, 348. (*Documents, no 112.*)

Régime des rentes:—Analyse du— et régime des pensions. Déposé, 348. (*Documents, no 113.*)

Documents de la session:—Suite.

Régime des rentes du Québec:—Rapport du comité interministériel d'étude. Déposé, 469. (*Documents, no 143.*)

Relations du travail:—Procès-verbal. Déposé, 637. (*Documents, no 172.*)

Relations du travail:—Procès-verbaux des cinq réunions du comité. Déposé, 532; 546. (*Documents, nos 149; 156.*)

Remises des droits et des peines:—État *re* Loi du ministère de Revenu. Déposé, 45. (*Documents, no 13.*)

Renaud, ville de:—Referendum *re* cité Saint-Martin et ville de l'Abord-à-Plouffe. Déposé, 52. (*Documents, no 29.*)

Richesses naturelles, 1962-1963:—Rapport du ministère des—. Déposé, 395. (*Documents, no 124.*)

Route Trans-Canadienne:—Arrêtés en conseil. Déposé, 46. (*Documents, no 20.*)

Route Trans-Canada:—État; nom des entrepreneurs. Déposé, 344. (*Documents, no 111.*)

Saint-Gérard Marbleton:—*re* travaux de voirie. Déposé, 300. (*Documents, no 88.*)

Saint-Joachim de Tourelle:—Voir *Sinistre*.

Saint-Luc cédant à la cité de Saint-Jean un certain territoire:—Copie d'une résolution. Déposé, 406. (*Documents, no 129.*)

Salle de concert à Montréal:—*re* Le Centre Sir-Georges-Étienne-Cartier. Établissement d'une—. Déposé, 441. (*Documents, no 140.*)

Santé:—Rapport, 1962. Déposé, 425. (*Documents, no 133.*)

Sauvegarde des revenus essentiels de la province:—Rapport du secrétaire de la province. Déposé, 45. (*Documents, no 15.*)

Secrétariat de la province:—Rapport, 1962-63. Déposé, 143. (*Documents, no 58.*)

Secrétariat, Loi du:—Dépôt des arrêtés en conseil. Déposé, 45. (*Documents, no 16.*)

Documents de la session:—Suite.

Service des expropriations du ministère de la Voirie:—Copie. Motion, 104.

Services d'urgence de soins aux blessés sur certaines routes:—Arrêté en conseil.
Déposé, 46. (*Documents, no 21.*)

Shawinigan-Sud re Construction de la côte dans:—Des soumissions ont-elles été demandées. Motion, 775.

Sinistre de Saint-Joachim de Tourelle:—Rapport; enquête; arrêtés ministériels.
Déposé, 403.

Situation économique du Québec:—Déposé, 395. (*Documents, no 123.*)

Sociétés de colonisation:—Arrêtés en conseil en faveur—. Déposé, 59. (*Documents, no 32.*)

Sorès re enquête sur le transport:—Rapport—. Déposé, 677. (*Documents, no 177.*)

Subventions aux municipalités pour travaux d'hiver:—Tableau. Déposé, 312.
(*Documents, no 93.*)

Sulphur Converting Corporation:—Production de tout le dossier. Motion, 789.

Suppression des passages à niveau:—Rapport. Déposé, 45. (*Documents, no 17.*)

Taxe de vente:—Rapport de la Commission royale re uniformisation de la—. Déposé, 401. (*Documents, no 126.*)

Taxe de vente uniforme de 6%:—Memorandum. Déposé, 406. (*Documents, no 128.*)

Terres et forêts:—Rapport prévu par l'article 3 re Loi des—. Déposé, 143.
(*Documents, no 55.*)

Terres et forêts:—Rapport du ministère des—, 1962-63. Déposé, 245. (*Documents, no 80.*)

Territoires forestiers:—Arrêtés ministériels re acquisition de certains—. Déposé, 541.

Tourisme de la Chasse et de la Pêche:—Rapport, 1960-61 à 1962-63. Déposé, 68. (*Documents, no 42.*)

Documents de la session:—Suite.

- Tracteurs (bulldozers):*—Heures de travaux d'amélioration de ferme, comté de Lotbinière. Déposé, 331. (*Documents, no 99.*)
- Travail:*—Rapport du ministre du—, 1963. Déposé, 52. (*Documents, no 27.*)
- Travaux d'amélioration de la voirie rurale:*—Comté d'Arthabaska. Déposé, 749. (*Documents, no 186.*)
- Travaux d'amélioration de fermes:*—Comté de Lotbinière. Déposé, 331. (*Documents, no 99.*)
- Travaux d'amélioration de fermes:*—Nombre d'heures, Saint-Prosper. Déposé, 560. (*Documents, no 158.*)
- Travaux d'amélioration de fermes:*—Nombre d'heures, comté de Rivière-du-Loup. Déposé, 554. (*Documents, no 157.*)
- Travaux d'amélioration de fermes:*—Combien d'heures; détails; comté de Roberval. Déposé, 779. (*Documents, no 188.*)
- Travaux de chemins:*—Comté de Beauce. Déposé, 263. (*Documents, no 82.*)
- Travaux de chemins:*—Route no 1 entre Marbleton et Saint-Gérard. Déposé, 300. (*Documents, no 88.*)
- Travaux de confection ou de réparation sur les chemins publics:*—Comté de Berthier. Déposé, 341. (*Documents, no 107.*)
- Travaux de construction, comté de Beauce:*—Détails. Déposé, 789. (*Documents, no 189.*)
- Travaux de construction de chemins:*—Comté de Rivière-du-Loup; nom, prénoms des personnes. Déposé, 489. (*Documents, no 144.*)
- Travaux de drainage:*—Copie des contrats entre le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. Déposé, 166. (*Documents, no 64.*)
- Travaux de drainage:*—Comté de Beauce. Déposé, 332. (*Documents, no 100.*)
- Travaux de drainage:*—Comté d'Yamaska. Déposé, 332. (*Documents, no 101.*)
- Travaux d'hiver:*—Tableau des subventions aux municipalités pour—. Déposé, 312. (*Documents, no 93.*)

Documents de la session:—Suite.

Travaux municipaux:—Tableau des projets pour faciliter le financement des—. Déposé, 313. (*Documents, no 94.*)

Travaux publics:—Rapport du ministère des—, 1962-63. Déposé, 100. (*Documents, no 48.*)

Uniformisation de la taxe de vente:—Rapport de la Commission royale. Déposé, 401. (*Documents, no 126.*)

Unité sanitaire, comté de Roberval:—Correspondance re établissement d'un sous-bureau. Déposé, 603. (*Documents, no 169.*)

Voirie:—Rapport du ministère de la—, 1963. Déposé, 221. (*Documents, no 78.*)

Volumes—achat du ministère des Affaires culturelles:—Déposés, 65; 66. (*Documents, nos 38; 39; 40.*)

Wolfestown, comté de Wolfe:—Dossier re lot 25, rang III. Motion rejetée, 788.

DONEFF:—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yanko— à l'exercice de la profession d'avocat. **BILL 103.**

DRAPEAU:—Loi concernant la succession de Joseph—. **BILL 199.**

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi modifiant la Loi des—. **BILL 37.**

DRUMMONDVILLE-SUD:—Loi concernant la ville de—. **BILL 117.**

E

ÉCOLES D'ARCHITECTURE ET DES BEAUX-ARTS:—Loi modifiant la Loi concernant les—. **BILL 52.**

ÉDUCATION ET LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION:—Loi instituant le ministère de l'—. **BILL 60.**

ÉLECTIONS PROVINCIALES:—Comité spécial re bill 49, 139; 224.

ÉLECTIONS PROVINCIALES:—Loi de la constitution des—, **BILL 49.**

ÉLECTRIFICATION RURALE:—Loi concernant l'—. **BILL 30.**

EMPRUNTEURS CONTRE CERTAINS ABUS ET LES PRÊTEURS CONTRE CERTAINS PRIVILÈGES:—Loi pour protéger les—. BILL 48.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE:—Loi régissant l'exportation de l'—. BILL 99.

ENTREPRENEURS EN PLOMBERIE ET CHAUFFAGE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 93.

ENTREPRENEURS EN RÉFRIGÉRATION ET CLIMATISATION DU QUÉBEC:—Loi concernant les—. BILL 169.

F

FEMME MARIÉE:—Loi sur la capacité juridique de la—, BILL 16.

G

GABIAS, M. YVES:—Accusation portée contre M. René Hamel, 591.

GABIAS, M. YVES:—Enquête pour constater si l'accusation portée contre M. René Hamel est fondée, 614 à 618.

GABIAS, M. YVES:—Motion *re* accusation portée contre M. René Hamel référée au comité des privilèges et des élections, 618.

GABIAS, M. YVES:—Motion impliquant plusieurs personnes *re* comité des comptes publics, 620 à 626; 635 à 640.

GABIAS, M. YVES:—Exclu de la chambre pour une période de trois ans, 732.

GAGNON:—Loi modifiant la charte de la ville de—. BILL 144.

GAUTHIER:—Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian Parker—. BILL 132.

GATINEAU:—Loi concernant la ville de—. BILL 165.

GOBEILLE:—Loi concernant la succession d'Origène—. BILL 164.

GREENFIELD PARK:—Loi modifiant la charte de la ville de—. BILL 167.

GYMNASTES AMATEURS DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la charte de l'Association des—. BILL 198.

H

HAMEL, M. RENÉ:—Accusation portée contre—, 591.

HAMEL, M. RENÉ:—Accusation non fondée, 727 à 732.

HÔPITAL NOTRE-DAME-DE-CHARNY:—Loi refondant la charte de les Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres et concernant l'—. BILL 126.

HÔPITAL VOGHEL, INC.:—Loi concernant l'—. BILL 176.

HÔPITAUX:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 62.

HÔTEL-DIEU DE LÉVIS:—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'—. BILL 110.

HÔTEL-DIEU DU SACRÉ CŒUR DE JÉSUS DE QUÉBEC:—Loi modifiant la charte de l'—. BILL 136.

HÔTEL-DIEU SAINT-MICHEL DE ROBERVAL:—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'—. BILL 154.

HULL:—Loi modifiant la charte de la cité de—. BILL 128.

HYDRO-QUÉBEC:—Loi concernant—. BILL 66.

I

ILE JÉSUS ET LA VILLE DES ILES LAVAL:—Loi concernant les municipalités de l'—. BILL 70.

IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE:—Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'—. BILL 10.

IMPÔT PROVINCIAL SUR LE REVENU:—Loi modifiant la Loi de l'—. BILL 27.

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant la Loi de l'—. BILL 35.

INCENDIES:—Loi permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les—. BILLS 23; 113.

INGÉNIEURS:—Loi concernant les—. BILL 98.

INSTITUT ALBERT PRÉVOST:—Loi concernant l'—. BILL 61.

INVESTISSEMENTS UNIVERSITAIRES 1964:—Loi du financement des—. BILL 43.

J

JEWISH CONVALESCENT HOSPITAL:—Loi modifiant la charte de Jewish Convalescent Centre et changeant son nom en celui de—. BILL 178.

JUSTER:—Loi changeant le nom de Martin Frederick Juister en celui de Martin Frederick—. BILL 102.

K

KIERANS, M. ERIC W.:—Élu député, 2.

KOLLAR:—Loi changeant le nom d'Alzbeta Makovska en celui de Betty Alzbeta Makovska—. BILL 120.

L

LACHINE:—Loi modifiant la charte de la cité de—. BILL 159.

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi constituant le Bureau de taxation pour les écoles catholiques de Montréal métropolitain et modifiant la charte de—. BILL 139.

LA COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LORETTEVILLE:—Loi concernant l'acquisition de certains lots par—. BILL 145.

LA CONGRÉGATION DE LA FRATERNITÉ SACERDOTALE:—Loi constituant en corporation—. BILL 177.

LA CORPORATION DES ÉLECTRONICIENS DU QUÉBEC:—Loi constituant—. BILL 107.

LA CORPORATION DES SŒURS DE SAINTE-CROIX ET DES SEPT DOULEURS:—Loi concernant—. BILL 104.

LA MAISON DE L'IMMACULÉE CONCEPTION DE MONTRÉAL:—Loi supprimant une prohibition partielle d'aliéner une propriété, située à Boucherville, de—. BILL 150.

-
- LAMONTAGNE BÉDARD:—Loi changeant le nom de Guy Lamontagne en celui de Jean-Guy—. BILL 183.
- LASALLE:—Loi détachant une propriété de la cité de— et l'annexant à la ville de Montréal. BILL 175.
- LAURIN:—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jacques— à l'exercice de la profession d'avocat. BILL 180.
- LAVAL-OUEST:—Loi constituant la cité de— et modifiant sa charte. BILL 116.
- LE CLUB DE GOLF ET DE CURLING DE JOLIETTE:—Loi concernant—. BILL 191.
- LES ASSEMBLÉES DE DIEU INDÉPENDANTES ET INTERNATIONALES:—Loi constituant en corporation—. BILL 135.
- LES DOMINICAINES DU ROSAIRE:—Loi constituant en corporation—. BILL 182.
- LES FRÈRES DU SACRÉ-CŒUR—GRANBY:—Loi concernant—. BILL 161.
- LES SERVICES DE SANTÉ DU QUÉBEC:—Loi concernant—. BILL 142.
- LES SŒURS DE CHARITÉ DE SAINTE-MARIE:—Loi constituant en corporation—. BILL 187.
- LES SŒURS DE LA CHARITÉ DE SAINT-LOUIS (PROVINCE DE NOTRE-DAME DE L'ANNONCIATION):—Loi constituant en corporation—. BILL 131.
- LICENCES:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 36.
- LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES:—Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre—. BILL 5.
- LOI DES LICENCES:—Loi modifiant la—. BILL 36.
- LOI DES PENSIONS:—Loi modifiant la—. BILL 25.
- LOI DU MINISTÈRE DU REVENU:—Loi modifiant la—. BILL 31.
- LONGUEUIL:—Loi modifiant la charte de la cité de—. BILL 156.

M

- MAÎTRES ÉLECTRICIENS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 97.

MAKOVSKA KOLLAR:—Loi changeant le nom d'Alzbeta Makovska en celui de Betty Alzbeta—. BILL 120.

MANGELSCHOTS MARTIN:—Loi changeant le nom d'Adolf Lode Maurits Mangelschots en celui de Louis Adolf Lode Maurits—. BILL 123.

MILETTE:—Loi changeant le nom de Joseph Alen Milet en celui de Allen—. BILL 119.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION:—Loi instituant le—. BILL 60.

MONTREAL:—Loi concernant la ville de—. BILL 68.

MONTREAL:—Loi modifiant la charte de la cité de—. BILL 100.

MONUMENTS HISTORIQUES:—Loi modifiant la Loi des—. BILL 32.

Motions spéciales:

M. Lesage:—Que les Actes de l'Amérique du Nord doivent être amendés re pensions de vieillesse, etc. Motion adoptée sur div. (vote), 564.

M. Lesage:—Que l'Assemblée législative est d'avis qu'il y a lieu d'établir un régime général de rentes contributives, 564; 567; 570 à 577.

N

NORMAND:—Loi validant la vente d'un immeuble de la succession de dame Aurélie—. BILL 118.

O

OCTROI DE CERTAINES CONCESSIONS FORESTIÈRES:—Loi autorisant l'—. BILL 59.

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de l'—. BILL 19.

ORTHOPHONISTES ET DES AUDIOLOGISTES DU QUÉBEC:—Loi des—. BILL 138.

OUMET:—Loi changeant le nom de Clifford Narcisse John Ouimet en celui de Clifford Narcisse John Paul—. BILL 106.

P

PARC DU MONT SAINTE-ANNE:—Loi concernant l'aménagement du—. **BILL 200.**

PARC PROVINCIAL DU MONT TREMBLANT:—Loi concernant le—. **BILL 28.**

PARKER GAUTHIER:—Loi changeant le nom de Reginald Ian Parker en celui de Rip Ian—. **BILL 132.**

PEACHEY:—Loi changeant le nom de Duncan Stracham Taylor en celui de Duncan Stracham—. **BILL 190.**

PENSIONS:—Loi modifiant la loi des—. **BILL 25.**

PENSIONS DE VIEILLESSE:—Actes de l'Amérique du Nord doivent être amendés, 564.

PENSION DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—Loi concernant la.— **BILL 4.**

PETITE INDUSTRIE:—Loi modifiant la Loi pour stabiliser la—. **BILL 12.**

PHARMACIE DE QUÉBEC ET LA LOI DE L'ADMISSION À L'ÉTUDE DE CERTAINES PROFESSIONS:—Loi modifiant la Loi de—. **BILL 96.**

PLACE DES ARTS:—Loi de la—. **BILL 46.**

POINTE-AUX-TREMBLES:—Loi concernant la cité de la— et la convention intervenue entre elle et la Crédit Immobilier Inc. en 1955. **BILL 163.**

POINTE DU MOULIN:—Loi modifiant la charte de la ville de la—. **BILL 171.**

POINTE-GATINEAU:—Loi concernant la ville de—. **BILL 151.**

PRÊTS AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi concernant les—. **BILL 55.**

PRIVILÈGES ET DES ÉLECTIONS:—Comité spécial des—, 23; 598; 600; 618; 666; 691; 727 à 732; 733 ; 734.

PRODUITS LAITIERS:—Loi modifiant la Loi des—. **BILL 56.**

PROTECTION CIVILE DANS LA PROVINCE:—Loi modifiant la Loi concernant la—. **BILL 2.**

Q

QUÉBEC:—Loi concernant la cité de—. BILL 69.

QUÉBEC:—Loi modifiant la charte de la cité de—. BILL 147.

Questions et Réponses:

Aberman, MM. J. et D.:—re transactions avec—, 548.

Académie de Québec:—re achat de l'édifice, 178.

Agriculture et de la Colonisation, Ministère de l':—re bourses d'études (question convertie en motion pour la production d'un document), 676. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Agriculture et de la Colonisation, Ministère de l':—re travaux d'amélioration de ferme dans le comté de Lotbinière (question convertie en motion pour la production d'un document), 331. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Agriculture et de la Colonisation, Ministère de l':—re travaux de drainage, paroisse de Saint-Robert-Bellarmin, 154.

Agronomes:—re bureau à Victoriaville, 707.

Alma, Saint-Joseph d':—re pont en arrière du moulin Price, 272.

ARDA:—re financement des coopératives agricoles, 334.

ARDA:—re projets (question convertie en motion pour la production d'un document), 676. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Arthabaska, comté d':—re écoles de conduite de véhicules automobiles, 712.

Arthabaska, comté d':—re nom du substitut du procureur général, 786.

Arthabaska, comté d':—re nouveau permis accordés par la Régie des alcools et la Commission des liqueurs (question convertie en motion pour la production d'un document), 777. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Arthabaska, comté d':—re octrois à la petite industrie, 786.

Arthabaska, comté d':—re Office du Crédit agricole (question convertie en motion pour la production d'un document), 748. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Questions et Réponses:—Suite.

Arthabaska, comté d'—:—re travaux exécutés par le ministère des travaux publics, 78.

Arthabaska:—re octrois du ministère de la Voirie, 747.

Arthabaska:—re unité sanitaire, 707.

Assistance publique.—re montants dus, 401.

Assistance publique:—re sommes dues au gouvernement par les cités et villes de la province, 300.

Beauce, comté de:—re ministère de la Voirie (question convertie en motion pour la production d'un document), 263. (Voir aussi Documents de la session.)

Beauce, comté de:—re travaux de drainage (question convertie en motion pour la production d'un document), 331. (Voir aussi Documents de la session.)

Beaudoin, M. Gaston:—Occupe-t-il la charge de président d'élection du comté de Wolfe, 98.

Beauregard, Sainte-Lucie de:—re construction d'un pont (question convertie en motion pour la production d'un document), 342. (Voir aussi Documents de la session.)

Belvedere Equipment, Limited:—re transactions avec—, 524.

Belvedere Steel & Equipment, Limited:—re transactions avec—, 524.

Berthier, comté de:—re construction et réparation de ponts, 360.

Berthier, comté de:—re montant dépensé par le ministère de la Voirie, 231.

Berthier, comté de:—re nivellement des fermes, 373.

Berthier, comté de:—re octrois pour amélioration de fermes (question convertie en motion pour la production d'un document), 263. (Voir aussi Documents de la session.)

Berthier, comté de:—re travaux de voirie (question convertie en motion pour la production d'un document), 341. (Voir aussi Documents de la session.)

Questions et Réponses:—Suite.

Bien-être social:—re sommes dues à l'assistance publique par les cités et villes de la province, 300.

Bois-Fontaine, Inc.:—re transactions avec—, 543.

Bourget & Grenier:—re transactions avec—, 592.

Bourses d'études:—re ministère de l'Agriculture et de la Colonisation (question convertie en motion pour la production d'un document), 676. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Bureau de censure du cinéma:—re noms des membres, 174.

Cantin, M. J.-C.:—re transactions avec—, 600.

Cap-Santé:—re amélioration du chemin du rang Saint-Joseph à la route no 2, 380.

Carte électorale:—re revision, 706.

Centre de réhabilitation:—re construction, 626.

Centre Notre-Dame-de-l'Enfant, Sherbrooke:—re construction, 229.

Champlain, comté de:—re construction de ponts, 544.

Champlain, comté de:—re octrois à des œuvres de terrains de jeux, 496.

Charrier & Dugal, Inc.:—re transactions avec—, 352.

Cinéma, bureau de censure du:—re noms des membres, 174.

Cloutier, M. Benoît-V.:—re transactions avec—, 483.

Commission des liqueurs:—re nouveaux permis dans le comté d'Arthabaska (question convertie en motion pour la production d'un document), 777. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Commission des liqueurs:—re permis à Saint-Michel des Saints, 406.

Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île Jésus:—re honoraires des membres, 290.

Questions et Réponses:—Suite.

- Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île de Montréal*:—re honoraires des membres, 280.
- Commission du salaire minimum*:—re remboursement de M. Benoît Joncas, 157.
- Commission municipale de Québec*:—re enquêtes sur travaux, 145.
- Compagnie du Saint-Louis*:—re achat des immeubles, 229.
- Conseil d'orientation économique du Québec*:—re site pour la compagnie General Motors of Canada, 440.
- Construction Hériot, Inc.*:—Transactions avec—, 779.
- Coopératives agricoles*:—re difficultés financières (question retirée), 233.
- Coopérative Fédérée*:—re emprunts bancaires, agronomes et octrois, 334.
- Coopératives agricoles*:—re financement par fonds de ARDA, 334.
- Coopératives agricoles*:—re octrois (question convertie en motion pour la production d'un document), 342. (Voir aussi *Documents de la session*.)
- Coopérative agricole du Lac Mégantic*:—re préparation des bilans, 335.
- Coopérative agricole du Lac Mégantic*:—re octroi, 336.
- Cour du bien-être social*:—re traitements des juges (question convertie en motion pour la production d'un document), 589. (Voir aussi *Documents de la session*.)
- Dorchester, comté de*:—re allocations sociales et d'assistance-chômage, 173.
- Drummond, comté de*:—re travaux de voirie sur le chemin des 6e et 7e rangs, 779.
- École de métiers, Magog*:—re construction, 257.
- Écoles de protection de la jeunesse*:—re sommes dues au gouvernement, 301.
- École Montcalm, Sherbrooke*:—re construction, 426.

Questions et Réponses:—Suite.

École normale pour filles, Sherbrooke:—re construction, 262.

École normale pour garçons, Sherbrooke:—re construction, 257.

Édifice Holland:—re transactions avec—, 548.

Électorale, carte:—re revision, 706.

E. M. M., Enr.:—re transactions avec—, 581.

E. Morency, Ltée:—re transactions avec—, 301.

Emprunts, agriculteurs:—re remboursement par le gouvernement (question convertie en motion pour la production d'un document)—, 333. (Voir aussi Documents de la session.)

Épargne, obligations d':—re montant d'obligations vendues et dépenses (question convertie en motion pour la production d'un document), 778. (Voir aussi Documents de la session.)

Fineberg, Mme. C.:—re transactions avec—, 548.

Fortin, M. L.:—re transactions avec—, 568.

Foyer Notre-Dame, Notre-Dame de la Guadeloupe:—re construction, 173.

Foyer Saint-Joseph, Sherbrooke:—re construction, 230.

Gabi Construction, Enr.:—re transactions avec (question convertie en motion pour production d'un document), 608. (Voir aussi Documents de la session.)

Gagnon, M. Benoît:—re transactions avec—, 483.

General Motors Company of Canada:—re Conseil d'orientation économique du Québec et le choix d'un site, 440.

General Motors Company of Canada:—re emploi de la langue française, 441.

Gewurz, M. J. L.:—re transactions avec—, 548.

Grains de semence:—re achat (question convertie en motion pour la production d'un document), 386. (Voir aussi Documents de la session.)

Questions et Réponses:—Suite.

Gulf Maritime Construction, Limitée:—re montants payés à—, 380.

Ham, Saint-Adrien de:—re construction d'un pont, 273.

Hôpital Saint-Joseph, Lac Mégantic:—re construction (question convertie en motion pour la production d'un document), 408. (Voir aussi Documents de la session.)

Hôpital Saint-Joseph, Lac-Mégantic:—re construction (question convertie en motion pour la production d'un document), 408. (Voir aussi Documents de la session.)

Hôpitaux:—re inventaire annuel, 262.

Hôpitaux:—re inventaire des—, 417.

Hôtel Saint-Louis:—re achat des immeubles, 229.

Hydro-Québec:—re acquisition des compagnies d'électricité, 408.

Hydro-Québec:—re coût de l'intégration des services d'électricité (question convertie en motion pour la production d'un document), 775. (Voir aussi Documents de la session.)

Ile Jésus, Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l':—re honoraires des membres, 290.

Immeuble Saint-Jean:—re transactions avec—, 579.

Impôt provincial sur le revenu, Loi de l':—re montant perçu, 189.

Instruction publique, département de l':—re engagements, 417.

Jacob, M. Stanislas:—re transactions avec—, 482.

J. C. Galtzman, Inc.:—re transactions avec—, 527.

Joliette Asphalte, Inc.:—re transactions avec— (question convertie en motion pour la production d'un document), 715. (Voir aussi Documents de la session.)

Joliette, comté de:—re amélioration de fermes (question convertie en motion pour la production d'un document), 734. (Voir aussi Documents de la session.)

Questions et Réponses:—Suite.

Joliette, comté de:—re construction et réparation de ponts, 780.

Joliette, comté de:—re contrats de creusage et de nettoyage des cours d'eau, 745.

Joliette, comté de:—re déficits et surplus des municipalités scolaires, 781.

Joliette, comté de:—re octrois à des centres de loisirs, etc. (question convertie en motion pour la production d'un document), 777. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Joliette, comté de:—re octrois à des centres de loisirs, etc., 782.

Joliette, comté de:—re réparation de routes (question convertie en motion pour la production d'un document), 748. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Joliette, comté de:—re travaux (question convertie en motion pour la production d'un document), 776. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Joliette, comté de:—re magasin pour la vente de boissons alcooliques, 707.

Joncas, M. Benoît:—re remboursement à la Commission du salaire minimum, 157.

K.C.S. Quebec, Ltd.:—re transactions avec—, 711.

Lac Mégantic:—re achat d'un terrain, 156.

Lac Mégantic:—re construction d'édifices par le ministère de la Voirie ou des Travaux publics, 157.

Lac Mégantic, coopérative agricole du:—re préparation du bilan, 335.

Lac Mégantic, coopérative agricole du:—re octroi, 336.

Lait et crème:—re paiement (question retirée), 233.

Laurier-Station:—re route le reliant à Sainte-Croix, 202.

Leber, école—, *Sherbrooke*:—re construction, 425.

Lechler, M. B. H.:—re transactions avec—, 548.

Questions et Réponses:—Suite.

Legendre, rivière:—re construction d'un pont, 787.

Lemieux, Dr Gérard:—est-il à l'emploi du gouvernement, 98.

L'Islet, comté de:—re contrats (question retirée), 513.

L'Islet Metal, Inc.:—re transactions avec—, 358.

L. G. Power Sawmills, Ltd.:—re transactions avec—, 513.

Les Pavages St-Laurent:—re noms des directeurs, 704.

Lotbinière, comté de:—re route reliant Sainte-Croix à Laurier-Station, 202.

Lotbinière, comté de:—re travaux d'amélioration de fermes par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation (question convertie en motion pour la production d'un document), 331. (Voir aussi Documents de la session.)

Longue-Pointe, seigneurie Mingan:—re chemins, 337.

Longue-Pointe, seigneurie Mingan:—re responsabilité du mesurage du bois coupé, 336.

Marbleton—Saint-Gérard:—re travaux de voirie sur la route no 1 (question convertie en motion pour la production d'un document), 300. (Voir aussi Documents de la session.)

Matane, comté de:—re allocations sociales et d'assistance-chômage, 173.

Métiers, école des—Magog:—re construction, 257.

Mingan, seigneurie—, Longue-Pointe:—re chemins, 337.

Mingan, seigneurie—, Longue-Pointe:—re responsabilité du mesurage du bois coupé, 336.

Montcalm, école—, Sherbrooke:—re construction, 426.

Montréal, Commission d'étude sur les problèmes intermunicipaux de l'île de:—re honoraires des membres, 280.

Morency, E., Ltée:—re transactions avec—, 301.

Questions et Réponses:—Suite.

Municipalités:—re travaux d'hiver, 58.

Nobert, M. Jean-Paul:—re construction d'un ponceau, rang Sainte-Marie, Sainte-Anne de la Pérade, 185.

Nord-Est, rivière:—re construction d'un pont, 259.

Obligations de la Province:—re coût de l'émission du 15 juin 1964, 721.

Obligations de la Province:—re émission du 15 octobre 1963, 146.

Obligations d'épargne de la Province:—re dépenses, 146.

Obligations d'épargne:—re montant d'obligations vendues et dépenses (question convertie en motion pour la production d'un document), 778. (Voir aussi Documents de la session.)

Obligations d'épargne de la Province:—re montant des obligations rachetées, 148.

Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes:—re avances faites par le ministre des Finances, 179.

Office de récupération forestière des bassins des rivières Manicouagan et aux Outardes:—re expédition du bois coupé, 144.

Office du Crédit agricole:—re comté d'Arthabaska (question convertie en motion pour la production d'un document), 748. (Voir aussi Documents de la session.)

Office du Crédit agricole du Québec:—re emprunteurs, 144.

Office du Crédit agricole du Québec:—re prêts additionnels ou de conversion, 144.

Pavages St-Laurent:—re noms des directeurs, 704.

Pavillon Saint-Georges, Sherbrooke:—re construction, 256.

Princeville:—re octrois du ministère de la Voirie, 747.

Protection de la Jeunesse, écoles de:—re sommes dues au gouvernement, 301.

Rang Sainte-Marie, Sainte-Anne de la Pérade:—re construction d'un ponceau, 185.

Questions et Réponses:—Suite.

Régie des alcools:—re magasin à Saint-Gabriel de Brandon, 258.

Régie des alcools:—re nouveaux permis dans le comté d'Arthabaska (question convertie en motion pour la production d'un document), 777. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Réhabilitation, centre de:—re construction, 626.

Rivière-du-Loup, comté de:—re personnes employées à travaux de voirie (question convertie en motion pour la production d'un document), 489. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Rivière Nord-Est:—re construction d'un pont, 259.

Roberval, comté de:—re amélioration de ferme (question convertie en motion pour la production d'un document), 778. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Roberval, comté de:—re unité sanitaire, 592.

Route 2, Québec — Montréal:—re construction (question retirée), 402.

Route 19:—re construction de la côte à Shawinigan-Sud (question convertie en motion pour la production d'un document), 774. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Route 19-A, Saint-Prospère:—re travaux de voirie, 297.

Route Saint-Joseph—Saint-Odilon:—re asphaltage, 705.

Saguenay, comté de:—re allocations sociales et d'assistance-chômage, 173.

Saint-Adrien de Ham:—re construction d'un pont, 273.

Sainte-Clothilde de Horton:—re permis pour la vente de liqueurs alcooliques, 782.

Saint-François du Lac:—re immeuble pour ministère de l'agriculture, 173.

Saint-Gabriel de Brandon:—re magasin de la Régie des alcools, 258.

Saint-Gérard—Marbleton:—re travaux de voirie sur la route no 1 (question convertie en motion pour la production d'un document), 300. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et Réponses:—Suite.

Saint-Joachin, Shefford:—re travaux d'hiver, 525.

Saint-Joseph—Saint-Odilon, route:—re construction et réparation, 212.

Saint-Joseph—Saint-Odilon, route:—re asphaltage, 705.

Saint-Joseph d'Alma:—re pont en arrière du moulin Price, 272.

Saint-Maurice, comté de:—re rang Saint-Mathieu (question convertie en motion pour la production d'un document), 775. (Voir aussi Documents de la session.)

Saint-Michel des Saints:—re permis de la Commission des Liqueurs, 406.

Saint-Odilon—Saint-Joseph, route:—re Construction et réparation, 212.

Saint-Prosper:—re travaux de voirie sur la route 19-A, 297.

Saint-Robert Bellarmin:—re travaux de drainage, 154.

Sainte-Croix:—re route à Laurier-Station, 202.

Sainte-Lucie de Beauregard:—re construction d'un pont (question convertie en motion pour la production d'un document), 342. (Voir aussi Documents de la session.)

Santé, ministère de la:—re inventaire des hôpitaux, 417.

Santé, ministère de la:—re montants dus à la division de l'assistance publique, 401.

Saro Metal, Inc.:—re transactions avec—, 357.

Scandinavian Business Machines, Limited:—re transactions avec—, 527.

Sillery Equipment Co. Ltd.:—re transactions avec—, 494.

Shawinigan-Sud:—re construction de la côte sur la route 19 (question convertie en motion pour la production d'un document), 774. (Voir aussi Documents de la session.)

Sherbrooke, Université de:—re divers pavillons, 262.

Questions et Réponses:—Suite

Société d'études et de recherches appliquées, Ltée:—re transactions avec—, 710.

Société du Crédit agricole canadien:—re prêts, 144,

Société générale de financement:—re pouvoirs et administrateurs nommés, 402.

Tourisme, chasse et pêche, ministère du—:— re baux aux clubs de chasse et pêche (motion retirée), 514.

Travaux d'hiver:—re nombre de municipalités, 158.

Unité sanitaire:—re bureau à Arthabaska, 707.

Université de Sherbrooke:—re divers pavillons, 262.

Véhicules automobiles:—re nombre enregistrés au cours de l'année 1963—, 163.

Vente au détail, loi de l'impôt provincial sur la—:—re montant perçu en vertu de la—, 310.

Verge, M. A.:—re transactions avec—, 600.

Victoriaville:—re bureau pour les agronomes, 707.

Victoriaville:—re octrois du ministère de la Voirie, 747.

*Voirie, ministère de la—:—re comté de Beauce (question convertie en motion pour la production d'un document), 263. (Voir aussi *Documents de la session.*)*

Voirie, ministère de la—:—re construction et réparation de chemins dans le comté de Yamaska, 232.

Voirie, ministère de la—:—re montant dépensé dans les municipalités du comté de Berthier, 231.

Vulcanisation Ford Smith Quebec, Ltd.:—re transactions avec—, 580.

Warnock Hersey Soil Investigations, Ltd.:—re transactions avec—, 353.

Warwick:—re octrois du ministère de la Voirie, 747.

Westeel Products, Ltd.:—re transactions avec—, 511.

Questions et Réponses:—Suite.

Winslow-Stornoway, canton de:—re pont sur la rivière Legendre, 787.

Yamaska, comté d':—re construction et réparation de chemins, 232.

Yamaska, comté d':—re octrois pour amélioration de fermes (question convertie en motion pour la production d'un document), 332. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Yamaska, comté d':—re travaux de drainage (question convertie en motion pour la production d'un document), 332. (Voir aussi *Documents de la session.*)

R

RÉCLAMATIONS:—Loi des agents de—. **BILL 39.**

RECLUSES MISSIONNAIRES DE JÉSUS-MARIE:—Loi modifiant la charte des—. **BILL 125.**

RÉGIE DES EAUX DU QUÉBEC:—Loi de la—. **BILL 42.**

RELATIONS DU TRAVAIL:—Comité spécial re, 100; 290; 307; 406; 529; 532; 546; 637; 700.

REMANIEMENT DE LA CARTE ÉLECTORALE:—Comité spécial du,— 689.

REMBOURSEMENT DES SUBSIDES PAR LES CHEMINS DE FER:—Loi abrogeant la Loi du—. **BILL 17.**

RENTES CONTRIBUTIVES:—Établissement d'un régime de—, 564; 567; 570 à 577.

REVENU:—Loi modifiant la Loi du ministère du—. **BILL 31.**

RIMOUSKI:—Loi concernant la cité de—. **BILL 173.**

ROSENBERG ROSS:—Loi changeant le nom de Harold Rosenberg en celui de Harold—. **BILL 127.**

S

SAINT-AUBIN:—Loi concernant la succession de Cléophas—. **BILL 185.**

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SAINT-BONIFACE-DE-SHAWINIGAN:—Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de—. **BILL 174.**

SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE-DE-LAPRAIRIE:—Loi accordant certains pouvoirs à la municipalité de la paroisse de—. **BILL 189.**

SAINT-JEAN ET LA VILLE DE SAINT-LUC:—Loi concernant la cité de—. **BILL 33.**

SAULT-AU-RÉCOLLET:—Loi concernant le titre du lot numéro 14 du cadastre officiel de la paroisse de—. **BILL 192.**

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, DIVISION B, DU COMTÉ DE LAC SAINT-JEAN:—Loi concernant la—. **BILL 184.**

SŒURS DE SAINT-PAUL-DE-CHARTRES:—Loi refondant la charte de les— et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny.

SŒURS DE SAINTE-CROIX ET DES SEPT-DOULEURS:—Loi concernant—. **BILL 104.**

SUBSIDES PAR LES CHEMINS DE FER:—Loi abrogeant la Loi du remboursement des—. **BILL 17.**

Subsides (Voies et moyens):

Bills nos 18; 26; 38; 45; 50; 51; 53.

Budget déposé:—

Documents no 1, 177.

Documents no 2, 67.

Documents no 2A, 587.

Documents no 2B, 614.

Budget supplémentaire,

La chambre se forme en comité, 78. Amdts; débats ajournés, 87; 95; 291; 322; 324; 354; 361; 364; 448; 516; 561; 582; 583; 593; 666; 751.

VOIES ET MOYENS:—

La chambre se forme en comité, 78; 113; 292; 399; 418; 422; 424; 427; 429; 663; 667; 765.

T

TARDI:—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul— à l'exercice de la profession d'avocat. *BILL 166.*

TAYLOR:—Loi changeant le nom de Duncan Strachan— en celui de Duncan Strachan Peachey. *BILL 190.*

TERRES DE COLONISATION:—Loi modifiant la Loi des—. *BILL 57.*

TERRES ET FORÊTS:—Loi modifiant la Loi des—. *BILL 58.*

THE LARRIMAC GOLF CLUB INC.:—Loi concernant—. *BILL 101.*

THE MONTREAL ASSOCIATION FOR THE BLIND:—Loi modifiant la charte de—. *BILL 193.*

THE MONTREAL STAR COMPANY LIMITED ET THE BRITISH AMERICAN PUBLISHING COMPANY LIMITED:—Loi déclarant— propriétaires de certaines ruelles dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal. *BILL 140.*

THE QUEBEC ASSOCIATION OF SEVENTH-DAY ADVENTISTS:—Loi concernant—. *BILL 109.*

THE ROYAL TRUST COMPANY:—Loi modifiant la charte de—. *BILL 194.*

THE UNITED PENTECOSTAL CHURCH IN THE PROVINCE OF QUEBEC:—Loi constituant en corporation—. *BILL 112.*

TRAVAUX D'HIVER PAR LES MUNICIPALITÉS:—Loi modifiant la Loi pour favoriser l'exécution de—. *BILL 15.*

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant la Loi des—. *BILL 64.*

U

UNIVERSITÉ LAVAL:—Loi concernant certaines subventions à l'—. *BILL 22.*

V

VERDUN:—Loi modifiant la charte de la cité de—. *BILL 170.*

VIGER:—Loi changeant le nom de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau en celui de J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau—. **BILL 108.**

W

WESTMOUNT:—Loi modifiant la charte de la cité de— et concernant une propriété immobilière. **BILL 149.**

Z

ZASCINSKI:—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jan— à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec. **BILL 122.**

INDEX

OF THE

NINETY-NINTH VOLUME

12-13 ELIZABETH II, 1964

A

Accounts and Papers:

Abord-à-Plouffe:—Letter re amalgamation with city of Saint-Martin. Tabled, 52. (*Sessional Papers*, No. 29.)

Administrative Directory of Quebec, 1964. Tabled, 363. (*Sessional Papers*, No. 115.)

Adult Education:—Report of Study Committee on—. Tabled, 440. (*Sessional Papers*, No. 139.)

Agreements, Federal Provincial:—Correspondence re—. Tabled, 383. (*Sessional Papers*, No. 116.)

Agriculture and Colonization Department:—re drainage contracts. Tabled, 166. (*Sessional Papers*, No. 64.)

Agriculture and Colonization Department:—re drainage work in Beauce county. Tabled, 331. (*Sessional Papers*, No. 100.)

Agriculture and Colonization Department:—re drainage work in Yamaska County. Tabled, 332. (*Sessional Papers*, No. 101.)

Agriculture and Colonization Department:—re farm improvement work in Lotbinière County. Tabled, 331. (*Sessional Papers*, No. 99.)

Agriculture and Colonization Department:—Report of—. Tabled, 83. (*Sessional Papers*, No. 45.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued.

Agriculture and Colonization Department:—re scholarships (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 676. (*Sessional Papers, No. 175.*)

Agricultural and Rural Development Act:—re correspondence and agreements. Tabled, 291. (*Sessional Papers, No. 87.*)

*Aid to Authors:—*Purchase of books. Tabled, 65. (*Sessional Papers, Nos. 38; 39; 40.*)

*Alcoholic beverages:—*Code of Regulations governing the advertising of—. Tabled, 429. (*Sessional Papers, No. 134.*)

Alcoholic Liquor Act:—re application of—. Motion, 790.

*Alcoholism:—*Report of Committee on—. Tabled, 172. (*Sessional Papers, No. 65.*)

Allowances, supplementary:—re widows, orphans and invalids, correspondence. Tabled, 563. (*Sessional Papers, No. 163.*)

*Arable domain of the Province:—*Enlargement of—. Tabled, 58. (*Sessional Papers, No. 31.*)

*Arbitration Boards:—*Names of chairmen—. Tabled, 274. (*Sessional Papers, No. 84.*)

Arbitration Boards:—re school boards. Tabled 311. (*Sessional Papers, No. 90.*)

*Architecture, Study Committee on teaching in schools of:—*Report—. Tabled, 395. (*Sessional Papers, No. 125.*)

*Archivist of the Province:—*Report of the—. Tabled, 35. (*Sessional Papers, No. 8.*)

ARDA:—re correspondence and agreements. Tabled, 291. (*Sessional Papers, No. 87.*)

ARDA:—re projects (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 676. (*Sessional Papers, No. 176.*)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued.

- Arthabaska County:—***re* liquor licences, (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 777. (*Sessional Papers, No. 187.*)
- Arthabaska County:—***re* loans from Farm Credit Bureau (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 748. (*Sessional Papers, No. 186.*)
- Beauce County:—***re* amounts spent on road work (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 789. (*Sessional Papers, No. 189.*)
- Beauce County:—***re* Department of Roads. Tabled, 263. (*Sessional Papers, No. 82.*)
- Beauce County:—***re* drainage work. Tabled, 331. (*Sessional Papers, No. 100.*)
- Beauchamp, Mr. Roger:—**Correspondence *re—*. Motion, 374.
- Belleterre Quebec Mines:—**Provincial Secretary tables a report *re—*. Tabled, 49. (*Sessional Papers, No. 24.*)
- Berthier County:—***re* farm improvement work. Tabled, 263. (*Sessional Papers, No. 81.*)
- Berthier County:—***re* road building and repair work (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 341. (*Sessional Papers, No. 107.*)
- Beverages, alcoholic:—**Code of Regulations governing advertising of—. Tabled, 429. (*Sessional Papers, No. 134.*)
- Bonds, Savings:—***re* amount sold and costs (question converted into a motion for the production of a document). Motion, 778.
- Book Trade:—**Conduct of certain civil employees on—. Tabled, 184. (*Sessional Papers, No. 70.*)
- Book Trade:—**Report of Commission of Inquiry on—. Tabled, 49. (*Sessional Papers, No. 22.*)
- Book Trade:—**Report of Commission of Inquiry on—. Tabled, 97. (*Sessional Papers, No. 46.*)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued.

- Bourget & Grenier, Messrs.*:—*re* cutting of wood in Manicouagan and aux Outardes rivers basin. Tabled, 589. (*Sessional Papers, No. 167.*)
- Bridge at Trois-Rivières*:—Correspondence *re*—. Tabled, 184. (*Sessional Papers, No. 71.*)
- Bridge at Trois-Rivières*:—Order in Council *re* north approach. Tabled, 330. (*Sessional Papers, No. 98.*)
- Budget 1964-65*. Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 1.*)
- Budget, Supplementary (No. 2.) 1964*. Tabled, 67. (*Sessional Papers, No. 2.*)
- Budget, Supplementary (No. 1.) 1965*. Tabled, 587. (*Sessional Papers, No. 2A.*)
- Budget, Supplementary (No. 2.) 1965*. Tabled, 614. (*Sessional Papers, No. 2B.*)
- Buildings rented by government*:—Details *re*—. Tabled, 281. (*Sessional Papers, No. 86.*)
- Buildings*:—List of those purchased by the government. Tabled, 384. (*Sessional Papers, No. 120.*)
- Canada Pension System*:—Correspondence *re*—. Tabled, 440. (*Sessional Papers, No. 136.*)
- Catholic School Commission of the city of Jacques-Cartier*:—Report of Commission of Inquiry on—. Tabled, 68. (*Sessional Papers, No. 43.*)
- Centre d'organisation scientifique de l'entreprise*:—List of Founding-Directors. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 49.*)
- Centre Sir-Georges-Etienne-Cartier*:—Correspondence *re* administrators of—. Tabled, 442. (*Sessional Papers, No. 141.*)
- Centre Sir-Georges-Étienne-Cartier*:—Orders in Council *re*—. Tabled, 441. (*Sessional Papers, No. 140.*)
- Chairmen of Boards*:—*re* Quebec Trade Disputes Act. Tabled, 302. (*Sessional Papers, No. 89.*)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued.

- Civil Service Commission:—re Book Trade.* Tabled, 184. (*Sessional Papers, No. 70.*)
- Civil Service Commission:—Report of the—.* Tabled, 59. (*Sessional Papers, No. 33.*)
- Collective Bargaining:—Fourth report of Special Committee on—.* Tabled, 546. (*Sessional Papers, No. 155.*)
- Collective Bargaining:—Sixth and final report of Special Committee on—.* Tabled, 637. (*Sessional Papers, No. 171.*)
- Colonization Societies:—re townships set apart for—.* Tabled, 58. (*Sessional Papers, No. 32.*)
- Commission on the Study of Intermunicipal Problems on Ile Jésus:—Copy of document establishing the Commission and appointing its members.* Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 92.*)
- Commission on the Study of Intermunicipal Problems on the Island of Montreal:—Copy of document establishing the Commission and appointing its members.* Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 91.*)
- Committee on Privileges and Elections:—Official transcription of the evidence given before the—.* Tabled, 732. (*Sessional Papers, No. 183.*)
- Committee on Privileges and Elections:—Second report re charge brought by the member for Three-Rivers against the member for Saint-Maurice.* Tabled, 727. (*Sessional Papers, No. 182.*)
- Committee, Special, on Labour Relations:—Minutes of first five meetings of—.* Tabled, 532. (*Sessional Papers, No. 149.*)
- Cooperative Agricultural Associations:—re grants (question converted into a motion for the production of a document).* Tabled, 342. (*Sessional Papers, No. 108.*)
- Cooperative Power Firms:—Order in Council re purchase by Hydro-Quebec—.* Tabled, 521. (*Sessional Papers, No. 146.*)
- Coroners' Inquests:—Correspondence re premises.* Motion, 569.
- Corporation du Pont de Trois-Rivières:—Statement of—.* Tabled, 45. (*Sessional Papers, No. 19.*)

Accounts and Papers:—Continued.

Counterfeit Voting Slips:—re reports by Messrs. Healy and Auclair. Motion, 791; 794.

Cultural Affairs Department:—Report of the—. Tabled, 35. (*Sessional Papers, No. 7.*)

Cultural Affairs Department:—List of employees of—. Tabled, 166. (*Sessional Papers, No. 63.*)

Cultural Affairs:—re purchase of books. Tabled, 65. (*Sessional Papers, Nos. 38; 39; 40.*)

Demers, Alonzo:—Correspondence re—. Motion, 204.

Directory, Quebec Administrative, 1964. Tabled, 363. (*Sessional Papers, No. 115.*)

Economic Advisory Council:—Report of the Quebec—. Tabled, 107. (*Sessional Papers, No. 50.*)

Economic effects:—re Quebec system of social security. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 121.*)

Economic situation in Quebec in 1963. Tabled, 395. (*Sessional Papers, No. 123.*)

Education, Adult:—Report of Study Committee on—. Tabled, 440. (*Sessional Papers, No. 139.*)

Education, Report of Superintendent of—. Tabled, 9. (*Sessional Papers, No. 6.*)

Électrique de Ferme-Neuve, Ltée:—re correspondence. Motion, 166.

Électrique de Ferme-Neuve, Ltée:—re Department of Natural Resources. Tabled, 190. (*Sessional Papers, No. 73.*)

Électrique de Mont-Laurier, Ltée:—re Correspondence. Motion, 166.

Électrique de Mont-Laurier, Ltée:—re Department of Natural Resources. Tabled, 190. (*Sessional Papers, No. 73.*)

Eskimo population:—re agreement concerning—. Tabled, 228. (*Sessional Papers, No. 79.*)

Accounts and Papers:—Continued.

Expropriation Service, Roads Dep't.:—re File No. 4006-60. Motion, 104.

Extra-Provincial Companies Act:—Provincial Secretary tables a statement re—. Tabled, 49. (*Sessional Papers, No. 25.*)

Farm Credit Bureau:—re loans in Arthabaska County (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 748. (*Sessional Papers, No. 186.*)

Farm improvement work:—Berthier county. Tabled, 263. (*Sessional Papers, No. 81.*)

Farm improvement work:—re grants in Yamaska County. Tabled, 332. (*Sessional Papers, No. 102.*)

Farmers' Loans:—re reimbursements by the government. Tabled, 333. (*Sessional Papers, No. 103.*)

Faucher, Camille:—Copy of file No. 3006-60 of Department of Roads. Tabled, 190. (*Sessional Papers, No. 74.*)

Federal-Provincial Affairs:—List of employees of the—. Tabled, 107. (*Sessional Papers, No. 51.*)

Federal-Provincial Affairs:—Report of the Department of—. Tabled, 67. (*Sessional Papers, No. 41.*)

Federal-Provincial Agreements:—Correspondence re—. Tabled, 383. (*Sessional Papers, No. 116.*)

Federal-Provincial Conference:—Official statement re—. Tabled, 321. (*Sessional Papers, No. 96.*)

Federal-Provincial Conference:—Press conference re—. Tabled, 383. (*Sessional Papers, No. 117.*)

Federal-Provincial Conference:—Statement by Premier of Quebec. Tabled, 321. (*Sessional Papers, No. 95.*)

Federal-Provincial Conference:—Statement by Premier of Quebec at close. Tabled, 321. (*Sessional Papers, No. 97.*)

Federal-Provincial Tax Agreements:—re Canada pension system. Tabled, 440. (*Sessional Papers, No. 136.*)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued.

*Financing of Certain Municipal Works:—*An Act to facilitate the—. Table of preliminary projects. Tabled, 313. (*Sessional Papers, No. 94.*)

*Fisheries:—*Report concerning—. Tabled, 133. (*Sessional Papers, No. 52.*)

*Forest Lands:—*Orders in Council *re* acquisition of certain—. Motion, 541.

Gabi Construction, Enr.:—re dealings with (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 608. (*Sessional Papers, No. 170.*)

*General Motors Company of Canada, Limited:—*Correspondence *re* plant. Motion, 442.

Gosselin-Moisan Watercourse:—re improvements. Tabled, 343. (*Sessional Papers, No. 110.*)

Government Activities, achievements and projects. Tabled, 394. (*Sessional Papers, No. 123.*)

Gulf Maritime Construction:—re contract with Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board. Tabled, 180. (*Sessional Papers, No. 68.*)

*Health, Department:—*Report of the—. Tabled, 425. (*Sessional Papers, No. 133.*)

Healy and Auclair:—re reports on counterfeit voting slips. Motion, 791: 794.

Hôpital Saint-Joseph, Lake Mégantic:—re construction of (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 130.*)

Hôpital Saint-Joseph, Lake Mégantic:—re Dr. Gérard Noël. Tabled, 440. (*Sessional Papers, No. 137.*)

Hunting and Fishing Clubs:—re leases. Motion withdrawn, 567.

*Hydro-Quebec:—*Order in Council *re* bonds and debentures of power companies. Tabled, 704. (*Sessional Papers, No. 178.*)

Hydro-Quebec:—re cost of integrating power services (question converted into a motion for the production of a document). Motion, 775.

Accounts and Papers:—Continued.

Hydro-Quebec:—Order in Council *re* purchase of Cooperative power firms by—. Tabled, 521. (*Sessional Papers, No. 146.*)

Industry and Commerce Department:—Report of—. Tabled, 189. (*Sessional Papers, No. 72.*)

Institut Albert-Prévost:—Correspondence *re* inquiry. Tabled, 598. (*Sessional Papers, No. 168.*)

Institut Albert-Prévost:—Report of Commission of Inquiry on the administration of—. Tabled, 533. (*Sessional Papers, No. 150.*)

Interdepartmental Study Committee:—*re* Quebec social security system. Tabled, 348. (*Sessional Papers, No. 112.*)

Intermunicipal Problems on Ile Jésus:—Copy of document establishing the Commission on, and appointing its members. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 92.*)

Intermunicipal Problems on the Island of Montreal:—Copy of document establishing the Commission on, and appointing its members. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 91.*)

Internal Economy Commission:—Order in Council *re*—. Tabled, 143. (*Sessional Papers, No. 54.*)

Jacques-Cartier:—Catholic School Commission of the city of—. Report of Commission of Inquiry. Tabled, 68. (*Sessional Papers, No. 43.*)

Jobin, Dr. Jean-Baptiste:—Correspondence *re* Institut Albert-Prévost. Tabled, 598. (*Sessional Papers, No. 168.*)

Joliette Asphalte, Inc.:—*re* dealings with (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 715. (*Sessional Papers, No. 181.*)

Joliette County:—*re* farm improvement work (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 734. (*Sessional Papers, No. 184.*)

Joliette County:—*re* grants to young people's associations, etc. (question converted into a motion for the production of a document). Motion, 777.

Accounts and Papers:—Continued.

Joliette County:—re road repair work (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 748. (Sessional Papers, No. 185.)

Joliette County:—re road work (question converted into a motion for the production of a document). Motion, 776.

Labour:—Report of the Minister of—. Tabled, 52. (Sessional Papers, No. 27.)

Labour Code:—Amendments to—. Tabled, 417. (Sessional Papers, No. 132.)

Labour Code:—Draft of an amendment to bill 54. Tabled, 675. (Sessional Papers, No. 174.)

Labour Code:—Reprint of amendments to bill 54. Tabled, 642. (Sessional Papers, No. 173.)

Labour Relations Commission:—List of employees. Tabled, 165. (Sessional Papers, No. 61.)

Labour Relations Commission:—re salaries of members. Tabled, 213. (Sessional Papers, No. 76.)

Labour Relations, Special Committee on:—Minutes of first five meetings of—. Tabled, 532. (Sessional Papers, No. 149.)

Labour Relations, Special Committee on:—second and third reports. Tabled, 529. (Sessional Papers, Nos. 153; 154.)

Labour Relations, Special Committee on:—Minutes of eighth and final meeting of—. Tabled, 637. (Sessional Papers, No. 172.)

Labour Relations:—Minutes of seventh meeting of Special Committee on—. Tabled, 546. (Sessional Papers, No. 156.)

Lands and Forests Department:—re permits to cut wood in Basin No. 338, District No. 11. Motion, 181.

Lands and Forests Department:—re permits to cut wood in the district of Longue-Pointe, Mingan Seigneurie, Duplessis county. Tabled, 334. (Sessional Papers, No. 104.)

Accounts and Papers:—Continued.

Lands and Forests Act:—Provincial Secretary tables report *re*—. Tabled, 143. (*Sessional Papers, No. 55.*)

Lands and Forests Dep't.:—Report. Tabled, 245. (*Sessional Papers, No. 80.*)

Legislature Act:—Order in Council *re*—. Tabled, 143. (*Sessional Papers, No. 57.*)

Level crossings:—Provincial Secretary tables a report *re*—. Tabled, 45. (*Sessional Papers, No. 17.*)

Longue-Pointe:—*re* permits to cut wood, Mingan Seigneurie. Tabled, 334. (*Sessional Papers, No. 104.*)

Lotbinière County:—Hours of farm improvement work with bulldozers. Tabled, 331. (*Sessional Papers, No. 99.*)

Lussier, Mgr. Irénée:—Documents *re*—. Tabled, 493. (*Sessional Papers, No. 145.*)

Lussier, Mgr. Irénée:—Statement *re* Bouchard report. Tabled, 97. (*Sessional Papers, No. 47.*)

Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board:—*re* contract with Gulf Maritime Construction. Tabled, 180. (*Sessional Papers, No. 68.*)

Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board:—Financial Report. Tabled, 180. (*Sessional Papers, No. 67.*)

Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board:—Report of activities. Tabled, 180. (*Sessional Papers, No. 66.*)

Manicouagan and aux Outardes rivers:—Orders in Council. Motion, 179.

Marbleton:—*re* road work. Tabled, 300. (*Sessional Papers, No. 88.*)

Mingan Seigneurie:—*re* permits to cut wood. Tabled, 334. (*Sessional Papers, No. 104.*)

Minimum Wage Commission:—List of employees. Tabled, 165. (*Sessional Papers, No. 62.*)

Accounts and Papers:—Continued.

- Municipalities:—re grants for winter works.* Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 93.*)
- Municipal Affairs:—Deputy Minister of—re letter city of Saint-Martin and town of l'Abord-à-Plouffe.* Tabled, 52. (*Sessional Papers, No. 29.*)
- Municipal Affairs:—Report of the Department of—.* Tabled, 65. (*Sessional Papers, No. 37.*)
- Municipal Bonds:—Sales through Quebec Official Gazette.* Tabled, 279. (*Sessional Papers, No. 85.*)
- Municipal Development and Loan Board:—re Order in Council No. 2039 dated November 21st, 1963.* Tabled, 566. (*Sessional Papers, No. 164.*)
- Natural Resources:—Correspondence between Saint-Jean-Baptiste Society of Mont-Laurier and the Minister of—.* Tabled, 190. (*Sessional Papers, No. 73.*)
- Natural Resources Department:—Report of the—.* Tabled, 395. (*Sessional Papers, No. 124.*)
- Offices for administrative services:—Provincial Secretary tables information re—.* Tabled, 44. (*Sessional Papers, No. 12.*)
- Order in Council No. 1119:—Dated July 9th, 1963.* Tabled, 46. (*Sessional Papers, No. 21.*)
- Order in Council No. 2282:—Copy.* Tabled, 219. (*Sessional Papers, No. 77.*)
- Pavillon Saint-Georges, Sherbrooke:—re construction.* Tabled, 713. (*Sessional Papers, No. 180.*)
- Penalties:—Remission of—.* Tabled, 45. (*Sessional Papers, No. 13.*)
- Pension Act:—Deposit of Orders-in-Council.* Tabled, 44. (*Sessional Papers, No. 11.*)
- Place des Arts:—Correspondence re administrators of—.* Tabled, 442. (*Sessional Papers, No. 141.*)
- Place des Arts:—Orders in Council re—.* Tabled, 441. (*Sessional Papers, No. 140.*)

ccounts and Papers:—Continued.

Press Conference:—*re* Federal-Provincial Conference. Tabled, 383. (*Sessional Papers, No. 117.*)

Privileges and Elections, Committee on:—Official transcription of the evidence given before the—. Tabled, 732. (*Sessional Papers, No. 183.*)

Privileges and Elections, Committee on:—Second report *re* charge brought by the member for Three-Rivers against the member for Saint-Maurice. Tabled, 727. (*Sessional Papers, No. 182.*)

Provincial Electricity Board:—Report of—. Tabled, 143. (*Sessional Papers, No. 56.*)

Provincial Secretary's Act:—Orders in Council *re*—. Tabled, 45. (*Sessional Papers, No. 16.*)

Provincial Secretary tables particulars:—*re* safeguarding of essential revenues of the Province. Tabled, 45. (*Sessional Papers, No. 15.*)

Provincial Transportation Board:—Report by investigator-controllers. Tabled 466. (*Sessional Papers, No. 142.*)

Public Accounts, Report. Tabled, 8. (*Sessional Papers, No. 4.*)

Public Officers Act:—Commissions issued under the—. Tabled, 45. (*Sessional Papers, No. 18.*)

Public Works Department:—Report of—. Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 48.*)

Quebec Administrative Directory, 1964. Tabled, 363. (*Sessional Papers, No. 115.*)

Quebec Autoroutes Authority:—Financial Report. Tabled, 341. (*Sessional Papers, No. 106.*)

Quebec city:—Report of Committee on the Administrative system of—. Tabled, 265. (*Sessional Papers, No. 83.*)

Quebec Hydro Electric Commission:—Report of—. Tabled, 527. (*Sessional Papers, No. 148.*)

Quebec Liquor Board Act:—*re* application of—. Motion, 790.

Accounts and Papers:—Continued.

Quebec Liquor Board:—re establishments which received licences. Motion, 788.

Quebec Liquor Board:—re licences in Arthabaska county (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 777. (*Sessional Papers, No. 187.*)

Quebec Liquor Board:—List of employees. Tabled, 180. (*Sessional Papers, No. 69.*)

Quebec Liquor Board:—Report of the—. Tabled, 83. (*Sessional Papers, No. 44.*)

Quebec Liquor Commission:—re licences in Arthabaska County (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 777. (*Sessional Papers, No. 187.*)

Quebec Planning Commission:—Report of—. Tabled, 44. (*Sessional Papers, No. 10.*)

Quebec System of Social Security:—Comparative analysis of the— and the Canada pension system. Tabled, 348. (*Sessional Papers, No. 113.*)

Quebec System of Social Security:—Economic effects of—. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 121.*)

Quebec System of Social Security:—Report of interdepartmental Study Committee on—. Tabled, 469. (*Sessional Papers, No. 143.*)

Quebec Tourist Bureau:—Report of—. Tabled, 143. (*Sessional Papers, No. 59.*)

Quebec Trade Disputes Act:—re chairmen of boards. Tabled, 302. (*Sessional Papers, No. 89.*)

Quebec Yearbook. Tabled, 341. (*Sessional Papers, No. 105.*)

Queen's Printer:—Report of the—. Tabled, 52. (*Sessional Papers, No. 28.*)

Railway Companies:—Report of the—. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 35.*)

Railway Companies:—Report of— re receipts and deficits. Tabled, 52. (*Sessional Papers, No. 26.*)

Accounts and Papers:—Continued.

Railway Companies:—Reports and statistics. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 36.*)

Regional School Equipment:—Report on development. Tabled, 579. (*Sessional Papers, No. 165.*)

Rental Commission:—List of employees. Tabled, 138. (*Sessional Papers, No. 53.*)

Revenues of the Province:—Provincial Secretary tables report *re* safeguarding of—. Tabled, 45. (*Sessional Papers, No. 15.*)

Rivière-du-Loup County:—*re* farm improvement work. Tabled, 554. (*Sessional Papers, No. 157.*)

Rivière-du-Loup County:—*re* persons employed on road work (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 489. (*Sessional Papers, No. 144.*)

Roads Department:—*re* Beauce county. Tabled, 263. (*Sessional Papers, No. 82.*)

Roads Department:—File No. 3006-60 *re* Mr. Camille Faucher. Tabled, 190. (*Sessional Papers, No. 74.*)

Roads Department, Expropriation Service:—*re* File No. 4006-60. Motion, 104.

Roads Department:—Report of—. Tabled, 221. (*Sessional Papers, No. 78.*)

Roads:—Improvement of—. Tabled 45. (*Sessional Papers, No. 14.*)

Roberval County:—*re* farm improvement work (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 778. (*Sessional Papers, No. 188.*)

Roberval County:—Correspondence *re* sanitary unit. Tabled, 603. (*Sessional Papers, No. 169.*)

Roberval County:—*re* permits to cut wood. Tabled, 410. (*Sessional Papers, No. 131.*)

Route 19:—*re* hill at Shawinigan South (question converted into a motion for the production of a document). Motion, 774.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued.

- Royal Commission of Inquiry on Taxation:—*Report *re* standardization of sales tax. Tabled, 401. (*Sessional Papers, 126.*)
- Royal Commission of Inquiry on Taxation:—*Report *re* succession duties. Tabled, 401. (*Sessional Papers, No. 127.*)
- Rural Electrification Board:—*Order in Council *re* assignment of assets to Quebec Hydro-Electric Commission. Tabled, 521. (*Sessional Papers, No. 147.*)
- Saint-Barnabé:—re* school ship. Tabled, 433. (*Sessional Papers, No. 135.*)
- Saint-Gérard:—re* road work. Tabled, 300. (*Sessional Papers, No. 88.*)
- Saint Jean-Baptiste Society:* Motion, 166.
- Saint-Joachim de Tourelle:—*Orders in Council *re* landslide. Motion withdrawn, 403.
- Saint-Joachim de Tourelle:—*Report *re* landslide. Motion withdrawn, 403.
- St. Johns, city of:—re* town of Saint-Luc and a certain territory. Tabled, 406. (*Sessional Papers, No. 129.*)
- Saint-Luc, town of:—*Resolution *re* city of St. Johns and a certain territory. Tabled, 406. (*Sessional Papers, No. 129.*)
- Sainte-Lucie de Beauregard, municipality:—re* construction of a bridge (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 342. (*Sessional Papers, No. 109.*)
- Saint-Martin:—*Letter *re* amalgamation with l'Abord-à-Plouffe. Tabled, 52. (*Sessional Papers, No. 29.*)
- Saint-Maurice County:—re* Saint-Mathieu Range (question converted into a motion for the production of a document). Motion, 775.
- Saint-Prosper Parish, Champlain:—re* farm improvement work. Tabled, 560. (*Sessional Papers, No. 158.*)
- Sales Tax:—*Memorandum on effects of standardization of 6%. Tabled, 406. (*Sessional Papers, No. 128.*)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued.

- Sales Tax, standardization of:—**Report of Royal Commission of Inquiry on taxation *re—*. Tabled, 401. (*Sessional Papers, No. 126.*)
- Sanitary Unit:—**Correspondence *re* Roberval county office. Tabled, 603. (*Sessional Papers, No. 169.*)
- Savings Bonds:—***re* amount sold and costs (question converted into a motion for the production of a document). Motion, 778.
- Scholarships:—***re* Department of Agriculture and Colonization (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 676. (*Sessional Papers, No. 175.*)
- Schools of Architecture:—**Report of Study Committee on teaching in—. Tabled 395. (*Sessional Papers, No. 125.*)
- School Boards:—***re* chairmen of arbitration boards. Tabled, 311. (*Sessional Papers, No. 90.*)
- School Commissions:—**Sales of bonds. Tabled, 279. (*Sessional Papers, No. 85.*)
- School Equipment, Regional:—**Report on development. Tabled, 579. (*Sessional Papers, No. 165.*)
- Seasonal Unemployment:—**First, second, third and fourth reports of Study Committee on—. Tabled, 562. (*Sessional Papers, Nos. 159; 160; 161; 162.*)
- Secretary of the Province:—**Report of the—. Tabled, 143. (*Sessional Papers, No. 58.*)
- Securities furnished by public officers.** Tabled, 58. (*Sessional Papers, No. 30.*)
- Seed grain:—***re* purchase (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 122.*)
- Shawinigan South:—***re* hill on Route 19 (question converted into a motion for the production of a document). Motion, 774.
- Small industry:—**Provincial Secretary reports *re—*. Tabled, 49. (*Sessional Papers, No. 23.*)

Accounts and Papers:—Continued.

Social Security:—Economic effects of the Quebec system of—. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 121.*)

Social Security Numbers:—Correspondence re—. Tabled, 714. (*Sessional Papers, No. 179.*)

Social Security, Quebec system of:—Report of Interdepartmental Committee on—. Tabled, 469. (*Sessional Papers, No. 143.*)

Social Welfare Court:—re judges' salaries (question converted into a motion for the production of a document). Tabled, 589. (*Sessional Papers, No. 166.*)

Sorès Report:—re transportation in the Gulf of St. Lawrence. Tabled, 677. (*Sessional Papers, No. 177.*)

Special Committee on Labour Relations:—Second and third reports. Tabled, 529. (*Sessional Papers, Nos. 153; 154.*)

Special Warrants:—re:—list of those issued and amounts. Motion, 555.

Steel Complex:—Reports re establishment. Motion, 164.

Stumpage Dues:—Orders in Council re—. Tabled, 541. (*Sessional Papers, No. 151.*)

Succession Duties:—Report of Royal Commission of Inquiry on taxation re—. Tabled, 401. (*Sessional Papers, No. 127.*)

Sulphur Converting Corporation:—re investigation. Motion, 789.

Supplementary allowances:—re widows, orphans and invalids, correspondence. Tabled, 563. (*Sessional Papers, No. 163.*)

Tax Agreements, Federal Provincial:—Correspondence re—. Tabled, 440. (*Sessional Papers, No. 136.*)

Timber Limits:—Orders in Council re sale, lease and transfer of—. Tabled, 541. (*Sessional Papers, No. 152.*)

Tourist Bureau, Quebec:—Report of—. Tabled, 143. (*Sessional Papers, No. 59.*)

Accounts and Papers:—Continued.

- Tourelle, Saint-Joachim de*:—Orders in Council *re* landslide. Motion withdrawn, 403.
- Tourelle, Saint-Joachim de*:—Report *re* landslide. Motion withdrawn, 403.
- Tourism, Game and Fisheries Department*:—*re* leases to hunting and fishing clubs. Motion withdrawn, 514.
- Tourism, Game and Fisheries Department*:—Report of—. Tabled, 68. (*Sessional Papers, No. 42.*)
- Trans-Canada Highway*:—*re* contractors. Tabled, 344. (*Sessional Papers, No. 111.*)
- Trans-Canada Highway*:—Orders in Council *re* tenders for—. Tabled, 46. (*Sessional Papers, No. 20.*)
- Transportation Board, Provincial*:—Report by investigation controllers. Tabled, 466. (*Sessional Papers, No. 142.*)
- Treasury Board*:—*re* automobile expenses. Tabled, 348. (*Sessional Papers, No. 114.*)
- Trois-Rivières Bridge*:—Correspondence *re*—. Tabled, 39. (*Sessional Papers, No. 9.*)
- Trois-Rivières Bridge*:—Correspondence *re*—. Tabled, 184. (*Sessional Papers, No. 71.*)
- Trois-Rivières Bridge*:—Order in Council *re* north approach. Tabled, 330. (*Sessional Papers, No. 98.*)
- Unemployment Seasonal*:—First, second, third and fourth reports of Study Committee on—. Tabled, 562. (*Sessional Papers, Nos. 159; 160; 161; 162.*)
- Yamaska County*:—*re* drainage work. Tabled, 332. (*Sessional Papers, No. 101.*)
- Yamaska County*:—*re* grants for farm improvement work. Tabled, 332. (*Sessional Papers, No. 102.*)
- Youth Department*:—Report of—. Tabled, 440. (*Sessional Papers, No. 138.*)

Accounts and Papers:—Continued.

Warrants, special, issued up to January 14th, 1964. Tabled, 9. (*Sessional Papers, No. 5.*)

Warrants, Special:—re list of those issued and amounts. Motion, 555.

Water Purification Board:—Report of the—. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 34.*)

Widows, Orphans and Invalids:—Correspondence re—. Tabled, 563. (*Sessional Papers, No. 163.*)

Winter works:—re grants to municipalities. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 93.*)

Wolfestown Township:—re file respecting lot 25, Range III. Motion, 788.

Workmen's Compensation Commission:—List of employees. Tabled, 165. (*Sessional Papers, No. 60.*)

Workmen's Compensation Commission:—Report of—. Tabled, 212. (*Sessional Papers, No. 75.*)

World Exhibition Corporation of 1967:—Auditors' report. Tabled, 383. (*Sessional Papers, No. 118.*)

World Exhibition Corporation:—First annual report. Tabled, 383. (*Sessional Papers, No. 119.*)

ADDRESS IN REPLY TO THRONE SPEECH:—Moved by Mr. Godbout, seconded by Mr. Kennedy, 18. Debate, 18; 26; 30; 32; 35; 39. Amendment proposed, 32. Amendment rejected on div. (vote), 40. 2nd amendment proposed, 41. Mr. Speaker's decision sustained (vote), 41. Debate adjourned, 18; 26; 30; 33; 36. Adopted, 42.

ADOPTION ACT:—An Act to amend the—. **BILL 3.**

ALMA:—An Act to amend the charter of the city of—. **BILL 141.**

ARCHITECTURE AND FINE ARTS:—An Act to amend the Act respecting Schools of—. **BILL 52.**

ASBESTOS:—An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of—. **BILL 195.**

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

B

BAIE COMEAU:—An Act to amend the charter of the town of—. **BILL 152.**

BÉDARD:—An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Lamontagne—. **BILL 183.**

Bills:

Bill 2.—An Act to amend the Act respecting Civil Protection in the Province of Quebec.—Mr. Hamel (Saint-Maurice).—1st R., 12. 2nd R. on div.; in Committee; reported, 72. 3rd R. on div., 83. By Council, 168. R. A., 169. (12-13 Elizabeth II, c. 13.)

Bill 3.—An Act to amend the Adoption Act.—Mr. Lafrance.—1st R., 12. 2nd R.; in Committee; reported, 118-119. 3rd R., 121. By Council, 177. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 65.)

Bill 4.—An Act respecting the pensions of members of the Legislative Assembly.—Mr. Lesage.—1st R., 12. 2nd R. in Committee; reported, 119. 3rd R., 121. By Council, 178. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 9.)

Bill 5.—An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.—Mr. Arsenault.—1st R., 12. Res. proposed, 17. 2nd R., in Committee; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; reported, 116. 3rd R., 121. By Council; amended, 196. Read and agreed to, 197. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 68.)

Bill 6.—An Act to amend the Act to establish a Royal Commission of Inquiry on Education.—Mr. Gérin-Lajoie.—1st R., 13. 2nd R.; in Committee; reported, 101. 3rd R., 101. By Council, 169. R. A., 169. (12-13 Elizabeth II, c. 14.)

Bill 7.—An Act to amend the Special Corporate Powers Act.—Mr. Arsenault.—1st R., 13. 2nd R. on div.; in Committee, 71. 3rd R. on div., 83. By Council, 169. R. A., 170. (12-13 Elizabeth II, c. 61.)

Bill 8.—An Act to amend the Quebec Companies Act.—Mr. Arsenault.—1st R., 13. 2nd R.; in Committee; progress, 137. Again in Committee; reported; amended; read and agreed to, 140. 3rd R., 149. By Council; amended, 198. Read and agreed to, 201. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 59.)

Bill 9.—An Act to amend the Extra-Provincial Companies Act.—Mr. Arsenault.—1st R., 13. 2nd R.; in Committee; reported, 71. 3rd R., 84. By Council, 169. R. A., 170. (12-13 Elizabeth II, c. 60.)

Bills:—Continued.

Bill 10.—An Act to amend the Mortmain Act.—Mr. Arsenault.—1st R., 13. Res. proposed, 17. 2nd R.; in Committee; res. considered; reported; read; agreed to; referred; bill again in Committee; reported, 114-116. 3rd R., 121. By Council, 178. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 62.)

Bill 11.—An Act to amend the Gas and Water Companies Act.—Mr. Arsenault.—1st R., 14. 2nd R., in Committee; progress, 72. Again in Committee; reported; amended; read and agreed to, 73. 3rd R., 84. By Council, 169. R. A., 170. (12-13 Elizabeth II, c. 63.)

Bill 12.—An Act to amend the Act to stabilize small industry.—Mr. Cliche.—1st R., 14. Res. proposed, 17. Res. considered; reported; read and agreed to; 2nd and 3rd R., 73-75. By Council, 169. R. A., 170. (12-13 Elizabeth II, c. 30.)

Bill 13.—An Act respecting sanitary food and the health of animals.—Mr. Courcy.—1st R., 14. Res. proposed, 17. Motion for 2nd R.; debate adjourned, 141. Resuming the debate; 2nd R. (vote); in Committee; progress; res. considered; reported; read; agreed to; referred; bill again in Committee; reported, 150. Motion for 3rd R.; 3rd R. (vote), 167. By Council, 246. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 40.)

Bill 14.—An Act to amend the Act respecting title-deeds in certain electoral districts of the Province.—Mr. Cliche.—1st R., 14. 2nd R.; in Committee; reported, 73. 3rd R., 84. By Council, 169. R. A., 170. (12-13 Elizabeth II, c. 64.)

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote the carrying out of winter works by municipalities.—Mr. Laporte.—1st R., 25. Res. proposed, 25. Res. considered; reported; read and agreed to; 2nd R., 117-118. 3rd R., 121. By Council, 178. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 50.)

Bill 16.—An Act respecting the legal capacity of married women.—Mrs. Kirkland-Casgrain.—1st R., 51. Motion for 2nd R.; debate adjourned, 120. Resuming the debate; 2nd R. (vote), 122. Amendment proposed; rejected on div. (vote); main motion adopted; progress, 123. Again in Committee; progress, 123. Again in Committee; amended; read and agreed to, 135. 3rd R., 139. By Council; amended, 470. Read, 478. Agreed to, 518. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 66.)

Bill 17.—An Act to repeal the Railway Subsidy Repayment Act.—Mr. Saint-Pierre.—1st R., 82. Res. proposed, 83. Res. considered; reported; read and agreed to; 2nd R., 140. 3rd R., 149. By Council, 178. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 26.)

Bills:—Continued.

Bill 18.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1964, and for other purposes connected with the public service.—Mr. Lesage.—1st; 2nd and 3rd R., 113. By Council, 167. R. A., 170. (12-13 Elizabeth II, c. 1.)

Bill 19.—An Act to amend the Act respecting the Quebec Farm Credit Bureau.—Mr. Courcy.—1st R., 171. Res. proposed, 171. Res. considered; reported; read and agreed to; 2nd R., 181. 3rd R., 185. By Council, 246. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 36.)

Bill 20.—Code of Civil Procedure.—Mr. Hamel (Saint-Maurice).—1st R., 652.

Bill 21.—An Act to amend the Needy Mothers Assistance Act.—Mr. Lafrance.—1st R., 184. Res. proposed, 185. Res. considered; reported; read and agreed to; motion for 2nd R.; 2nd R. (vote), 190-192. Motion for 3rd R.; Mr. Speaker's decisions sustained (votes); 3rd R., 213. By Council, 246. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 49.)

Bill 22.—An Act respecting certain grants to Laval University.—Mr. Gérin-Lajoie.—1st R., 211. Res. proposed, 212. Res. considered; reported; read and agreed to; 2nd R., 220-221. 3rd R., 221. By Council, 246. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 17.)

Bill 23.—An Act to amend the Act to Permit Municipal Corporations to Aid One Another in the Fighting of Fire.—Mr. Laporte.—1st R., 228. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 282. By Council, 304. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 52.)

Bill 24.—An Act to amend the Act to improve housing conditions.—Mr. Courcy.—1st R., 228. Res. proposed, 229. Res. considered; reported; read and agreed to; 2nd R., 285. 3rd R., 293. By Council, 304. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 37.)

Bill 25.—An Act to amend the Pension Act.—Mr. Lesage.—1st R., 272. Res. proposed, 275. Res. considered; reported; read and agreed to; 2nd R.; 3rd R., 283-285. By Council, 304. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 11.)

Bill 26.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st March and for other purposes connected with the public service.—Mr. Lesage.—1st; 2nd and 3rd R., 293. By Council, 304. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 2.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Bills.—Continued.

Bill 27.—An Act to amend the Provincial Income Tax Act.—Mr. Kierans.—1st R., 436. Res. proposed, 437. Res. considered; progress, 453. Again in Committee; read; agreed to on div.; 2nd R., motion for 3rd R.; Mr. Speaker's decision maintained (vote); 3rd R. on div. (vote), 456-461. By Council, 515. R. A., 515. (12-13 Elizabeth II, c. 27.)

Bill 28.—An Act respecting Mont Tremblant Provincial Park.—Mr. Bertrand (Terrebonne).—1st R., 356. Res. proposed, 361. Res. considered; reported; read and agreed to on div.; 2nd and 3rd R., 627-630. By Council, 677. R. A., 680. (12-13 Elizabeth II, c. 43.)

Bill 29.—An Act to amend the Quebec Autoroutes Act.—Mr. Pinard.—1st R., 352. Res. proposed, 354. 2nd R.; in Committee; res. considered; reported; read; agreed to on div.; referred; bill again in Committee; reported; 3rd R. on div., 630-632. By Council, 678. R. A., 680. (12-13 Elizabeth II, c. 42.)

Bill 30.—An Act respecting rural electrification.—Mr. Lévesque (Montréal-Laurier).—1st R., 356. Res. proposed, 361. 2nd R. on div.; in Committee; progress; res. considered; reported; read; agreed to on div.; bill again in Committee; reported; read and agreed to as amended; 3rd R. on div., 518-521. By Council; amended, 583. Read and agreed to, 583. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 33.)

Bill 31.—An Act to amend the Department of Revenue Act.—Mr. Kierans.—1st R., 356. Res. proposed, 361. 2nd R. on div.; in Committee; progress, 480. Again in Committee; progress; res. considered; reported; read; agreed to on div.; referred; bill again in Committee; reported, 484. 3rd R. on div., 490. By Council, 535. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 23.)

Bill 32.—An Act to amend the Historic Monuments Act.—Mr. Lapalme.—1st R., 356. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 610. By Council, 678. R. A., 680. (12-13 Elizabeth II, c. 20.)

Bill 33.—An Act respecting the city of St. Johns and the town of Saint-Luc.—Mr. Laporte.—1st R., 399. 2nd R.; in Committee; reported; amended; read and agreed to, 403. 3rd R.; 410. By Council, 417. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 82.)

Bill 34.—Family Superior Council Act.—Mr. Lafrance.—1st R., 436. Res. proposed, 437. Motion for 2nd R.; 2nd R.; in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to; referred; bill again in Committee; amended; reported; read and agreed to, 503. 3rd R. 506. By Council, 535. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 21.)

Bills.—Continued.

Bill 35.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act.—Mr. Kierans.—1st R., 455. Res. proposed, 455. Res. in Committee; motion adopted on div.; in Committee; progress, 486. Again in Committee; progress, 490. Again in Committee; progress, 494. Again in Committee; reported; read; agreed to on div. (vote); motion for 2nd R.; 2nd R. on div. (vote), 497-503. Motion for 3rd R.; Mr. Speaker's decision sustained (vote); 3rd R. on div. (vote), 506-508. By Council, 535. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 28.)

Bill 36.—An Act to amend the Quebec License Act.—Mr. Kierans.—1st R. 436. Res. proposed, 437. Res. considered; reported; read and agreed to; 2nd and 3rd R.; 461-462. By Council, 515. R. A., 515. (12-13 Elizabeth II, c. 24.)

Bill 37.—An Act to amend the Quebec Succession Duties Act.—Mr. Kierans.—1st R., 436. Res. proposed, 437. Res. considered; progress, 461. Again in Committee; read and agreed to; 2nd; 3rd R., 480. By Council, 535. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 25.)

Bill 38.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st March, 1965, and for other purposes connected with the public service.—Mr. Lesage.—1st; 2nd and 3rd R., 450. By Council, 464. R. A., 468. (12-13 Elizabeth II, c. 3.)

Bill 39.—Claims adjusters Act.—Mr. Lesage.—1st R., 506. Res. proposed, 506. 2nd R., referred, 526. Reported, 546. Again in Committee; progress; res. in Committee; reported; read and agreed to and referred; again in Committee; reported; amended; read and agreed to; 3rd R., 642-644. By Council, 701. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 57.)

Bill 40.—An Act to amend the Schooling Allowances Act.—Mr. Lafrance.—1st R., 535. Res. proposed, 540. Res. in Committee; read and agreed to; 2nd R., 644-645. 3rd R., 651. By Council, 678. R. A., 680. (12-13 Elizabeth II, c. 22.)

Bill 41.—An Act to amend the Cities and Towns Act.—Mr. Laporte.—1st R., 548. 2nd R.; in Committee; amended; reported; read and agreed to; 612. 3rd R. on div., 650. By Council; amended, 758. Agreed to, 758. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 53.)

Bill 42.—Quebec Water Board Act.—Mr. Laporte.—1st R., 535. Res. proposed, 540. 2nd R.; in Committee; progress; res. considered; reported; read; agreed to; referred, 610-612. Res. (supplementary) in Committee; reported; read and agreed to; 3rd R. on div., 650-651. By Council, amended, 701. Agreed to, 702. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 51.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Bills—Continued.

Bill 43.—University Investments Financing Act 1964.—Mr. Gérin-Lajoie.—1st R., 568. Res. proposed, 570. Res. in Committee; progress, 636. Again in Committee; reported; read and agreed to; 2nd and 3rd R. of bill, 668-670. By Council, 701. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 16.)

Bill 44.—An Act to amend the Workmen's Compensation Act.—Mr. Fortin.—1st R., 590. Motion for 2nd R.; debate adjourned, 645. Resuming the debate; 2nd R.; in Committee; progress, 665. Again in Committee; reported; amended; read and agreed to, 668. 3rd R., 677. By Council; amended, 701. Agreed to; 702. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 44.)

Bill 45.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for other purposes connected with the public service.—Mr. Lesage.—1st; 2nd and 3rd R., 664. By Council, 672. R. A., 682. (12-13 Elizabeth II, c. 4.)

Bill 46.—Place des Arts Act.—Mr. Lapalme.—1st R., 608. Res. proposed, 608. 2nd R.; in Committee; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; amended; read and agreed to; 648. 3rd R., 652. By Council; amended, 679. Agreed to, 679. R. A., 680. (12-13 Elizabeth II, c. 19.)

Bill 47.—An Act to amend the Metropolitan Boulevard Act.—Mr. Pinard.—1st R., 652. Res. proposed, 652. 2nd R.; in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to; referred; bill again in Committee; reported; 3rd R., 692-694. By Council, 757. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 41.)

Bill 48.—An Act to protect borrowers against certain abuses and lenders against certain privileges.—Mr. Hamel (Saint-Maurice).—1st R., 31. Res. proposed, 31. Motion for 2nd R.; 2nd R. (vote); in Committee; progress reported, 134. Again in Committee; res. considered; reported; read; agreed to; referred; bill again in Committee; amended; reported; read and agreed to, 135. Motion for 3rd R.; 3rd R. (vote), 139. By Council; amended, 304. Read and agreed to, 305. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 67.)

Bill 49.—Provincial controverted elections act.—Mr. Lesage.—1st R., 14. Special Committee appointed, 139. 2nd R.; referred to special Committee, 140. Reported, 224. In Committee; reported; read and agreed to, 588. Motion for 3rd R.; debate; am'dt rejected on div., 3rd R., 609. By Council, 701. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 10.)

Bill 50.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for

Bills:—Continued.

other purposes connected with the public service.—Mr. Lesage.—1st; 2nd and 3rd R., 664. By Council, 672. R. A., 682. (12-13 Elizabeth II, c. 5.)

Bill 51.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1965, and for other purposes connected with the public service.—Mr. Lesage.—1st R.; 2nd and 3rd R., 668. By Council, 671. R. A., 682. (12-13 Elizabeth II, c. 6.)

Bill 52.—An Act to amend the Act respecting Schools of Architecture and Fine Arts.—Mr. Gérin-Lajoie.—1st R., 684. Res. proposed, 684. 2nd R.; in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; reported, 694. 3rd R., 702. By Council, 758. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 18.)

Bill 53.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st March, 1965, and for other purposes connected with the public service.—Mr. Lesage.—1st; 2nd and 3rd R., 765. By Council, 771. R. A., 797. (12-13 Elizabeth II, c. 7.)

Bill 54.—Labour Code.—Mr. Fortin.—1st R., 15. Motion for 2nd R.; 2nd R. (vote); in Committee; progress, 152. Motion adopted, 168. Again in Committee; progress, 168. Again in Committee; bill withdrawn; new bill; 1st and 2nd R.; in Committee; progress, 452. *Sess. Papers* 174. Tabled, 675. Again in Committee; progress, 685, 688. Again in Committee; amended; reported; read and agreed to; 3rd R., 692. By Council, 792. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 45.)

Bill 55.—An Act to amend the Act respecting Farm Loans.—Mr. Courcy.—1st R., 684. Res. proposed, 685. 2nd R. in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; reported; 3rd R., 696-699. By Council, 757. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 38.)

Bill 56.—An Act to amend the Dairy Products Act.—Mr. Courcy.—1st R., 684. 2nd R.; in Committee; reported, 699. 3rd R., 703. By Council, 758. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 39.)

Bill 57.—An Act to amend the Colonization Land Sales Act.—Mr. Courcy.—1st R., 686. Res. proposed, 686. 2nd R.; in Committee; progress, 699. Again in Committee; progress; res. In Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; reported; 3rd R. on div., 716-718. By Council, 758. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 35.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Bills:—Continued.

Bill 58.—An Act to amend the Lands and Forests Act.—Mr. Cliche.—1st R., 686. Res. proposed, 687. 2nd R.; in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; reported, 718-720. 3rd R. on div., 735. By Council; amended, 760. Agreed to, 760. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 29.)

Bill 59.—An Act to authorize the grant of certain timber limits.—Mr. Cliche.—1st R., 686. Res. proposed, 687. Res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; reported; 3rd R., 720-721. By Council, 757. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 31.)

Bill 60.—An Act to establish the Department of Education and the Superior Council of Education.—Mr. Lesage.—1st R., 15. Res. proposed, 17. Motion for 2nd R.; 2nd R. (vote); in Committee; progress, 46. Again in Committee; progress, 49. Again in Committee; Mr. Chairman's decision sustained on div. (vote); progress; res. in Committee; Mr. Chairman's decision sustained on div. (vote); progress; bill again in Committee; progress, 53-56. Again in Committee; progress, 60. Again in Committee; progress, 62. Again in Committee; progress, 66. Again in Committee; progress, 68-69. Again in Committee; progress, 75. Bill again in Committee; progress, 84. Again in Committee; progress; res. again in Committee; reported; read; agreed to on div. and referred; bill again in Committee; reported; amended; read and agreed to, 84-87. Motion for 3rd R.; am'dt rejected on div. (vote); 3rd R. on div. (vote), 92-95. By Council; amended, 199. Am'dts read, 201. Am'dts agreed to on div. (vote), 233-235. Message to Legislative Council, adopted on div., 235-237. Council accepts amendments with new amendments, 266. Agreed to, 276. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c.15.)

Bill 61.—An Act respecting L'Institut Albert Prévost.—Mr. Couturier.—1st R., 690. 2nd R.; in Committee; reported, 722. 3rd R. on div., 735. By Council, 792. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 118.)

Bill 62.—An Act to amend the Hospitals Act.—Mr. Couturier.—1st R., 690. Motion for 2nd R.; order discharged; bill withdrawn, 734.)

Bill 63.—Quebec Handicraft Council Act.—Mr. Bertrand (Terrebonne).—1st R., 691. Res. proposed, 692. 2nd R.; in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; amended; reported; read and agreed to; 3rd R., 722-724. By Council; amended, 760. Agreed to, 761. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 54.)

Bill 64.—An Act to amend the Courts of Justice Act.—Mr. Hamel (Saint-Maurice).—1st R., 709. Res. proposed, 709. 2nd R.; in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee;

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Bills:—Continued.

amended; reported; read and agreed to; 3rd R. on div., 736-739. By Council, 757. R. A., 796. (12-13 Elizabeth II, c. 12.)

Bill 65.—An Act to amend the Territorial Division Act.—Mr. Hamel (Saint-Maurice).—1st R., 709. Res. proposed, 710. 2nd R. on div., in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; reported; 3rd R., 739-742. By Council; amended, 772. Agreed to, 774. R. A., 797. (12-13 Elizabeth II, c. 8.)

Bill 66.—An Act respecting Hydro-Quebec.—Mr. Lévesque (Montréal-Laurier).—1st R., 704. Res. proposed, 708. 2nd R.; in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; reported, 724-726. 3rd R., 735. By Council, 792. R. A. 797. (12-13 Elizabeth II, c. 32.)

Bill 67.—An Act respecting discrimination in employment.—Mr. Hamel (Saint-Maurice).—1st R., 709. Res. proposed, 710. 2nd R.; in Committee; progress; res. in Committee; reported; read; agreed to and referred; bill again in Committee; amended; agreed to, 742. 3rd R. on div., 750. By Council, 792. R. A., 797. (12-13 Elizabeth II, c. 46.)

Bill 68.—An Act respecting the city of Montreal.—Mr. Laporte.—1st R., 715. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 743. By Council, 757. R. A., 797. (12-13 Elizabeth II, c. 72.)

Bill 69.—An Act respecting the city of Quebec.—Mr. Laporte.—1st R., 734. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 750. By Council, 758. R. A., 797. (12-13 Elizabeth II, c. 70.)

Bill 70.—An Act respecting the municipalities of Ile Jésus and the town of Laval Islands.—Mr. Laporte.—1st R., 745. 2nd R. on div.; in Committee; reported, 761. Motion for 3rd R.; order discharged; bill again in Committee; amended; reported; agreed to; 3rd R. on div., 791. By Council, 795. R. A., 797. (12-13 Elizabeth II, c. 77.)

Bill 93.—An Act to amend the Plumbing and heating contractors of the Province of Quebec Act.—Mr. Lacroix.—1st R., 595. 2nd R.; referred, 598. Reported, 638. In Committee; reported; 3rd R., 639. By Council, 673. R. A., 680. (12-13 Elizabeth II, c. 48.)

Bill 96.—An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act.—Mr. Crépeau.—1st R., 386. 2nd R.; referred, 395. Reported, 478. In Committee; reported; 3rd R., 482. Motion that the 3rd R. be

Bills:—Continued.

rescinded; bill again in Committee; amended; reported; agreed to; 3rd R., 485. By Council, amended, 536. Agreed to, 536. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 55.)

Bill 97.—An Act to amend the Master Electricians of the Province of Quebec Act.—Mr. Lacroix.—1st R.; 2nd R.; referred; 518. Reported; in Committee; reported; 3rd R., 543. By Council, amended, 647. Agreed to, 647. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 47.)

Bill 98.—An Act respecting engineers.—Mr. Beaupré.—1st R., 357. 2nd R.; referred, 373. Reported, 532. In Committee; reported; 3rd R., 532. By Council; amended, 674. Agreed to, 674. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 56.)

Bill 99.—An Act governing the exportation of electric power.—Mr. Johnson.—1st R., 330. Motion for 2nd R.; 2nd R. (vote); in Committee; amended; reported; agreed to., 363. Motion for 3rd R.; Mr. Speaker's decision maintained (vote), 387. 3rd R. (vote), 388. By Council, 417. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 34.)

Bill 100.—An Act to amend the charter of the city of Montreal.—Mr. Lalande.—1st R., 97. 2nd R.; referred, 100. Reported, 194. In Committee; reported; 3rd R., 194. By Council; amended, 246. Agreed to, 247. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 71.)

Bill 101.—An Act respecting The Larrimac Golf Club, Inc.—Mr. Fournier.—1st R., 153. 2nd R.; referred, 171. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 368. By Council, 415. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 109.)

Bill 102.—An Act to change the name of Martin Frederick Juister to that of Martin Frederick Juster.—Mr. Blank.—1st R., 79. 2nd R.; referred, 89. Reported, 125. In Committee; reported; 3rd R., 127. By Council, 194. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 140.)

Bill 103.—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Yanko Doneff to practice of the legal profession.—Mr. Lavoie (Laval).—1st R., 79. 2nd R., referred, 89. Reported, 125. In Committee; reported; 3rd R., 127. By Council, 195. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 149.)

Bill 104.—An Act respecting La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.—Mr. Cadieux.—1st R., 79. 2nd R.; referred, 89. Reported, 125. In Committee; reported; 3rd R., 128. By Council, 195. R. A., 248. (12-13 Elizabeth II, c. 123.)

Bills:—Continued.

Bill 106.—An Act to change the name fo Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul Ouimet.—Mr. Crépeau.—1st R., 79. 2nd R.; referred, 89. Reported, 241. In Committee; reported; 3rd R., 243. By Council; amended, 287. Agreed to, 288. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 145.)

Bill 107.—An Act to incorporate The Quebec Corporation of Electronics.—Mr. Meunier.—Special motion, 219. 1st R., 372. 2nd R.; referred, 381. Reported, 532. In Committee; reported; 3rd R., 533. By Council, 641. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 102.)

Bill 108.—An Act to change the name of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau to that of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau Viger.—Mr. Lavoie (Laval).—1st R., 79. 2nd R.; referred, 90. Reported, 125. In Committee; reported; 3rd R., 128. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 138.)

Bill 109.—An Act respecting The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.—Mr. Beaupré.—1st R., 133. 2nd R.; referred, 138. Reported, 241. In Committee; reported; 3rd R., 242. By Council, 275. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 125.)

Bill 110.—An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Lévis.—Mr. Roy.—1st R., 308. 2nd R.; referred, 322. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 369. By Council; amended, 418. Agreed to, 442. R. A., 467. (12-13 Elizabeth II, c. 115.)

Bill 111.—An Act to incorporate the Town of Bromont.—Mr. Brown.—1st R., 432. 2nd R.; referred, 443. Reported, 491. In Committee; reported; 3rd R., 492. By Council, amended, 537. Agreed to, 539. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 98.)

Bill 112.—An Act to incorporate The United Pentecostal Church in the Province of Quebec.—Mr. Brown.—1st R., 80. 2nd R.; referred, 90. Reported, 125. In Committee; reported; 3rd R., 128. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 129.)

Bill 113.—An Act to incorporate the Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec.—Mr. Brisson.—1st R., 554. 2nd R., referred, 561. Reported, 638. In Committee; reported; 3rd R., 639. By Council; amended, 678. Agreed to, 678. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 104.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Bills:—Continued.

Bill 115.—An Act to amend the charter of the city of Chomedey.—Mr. Lavoie (Laval).—1st R., 245. 2nd R.; referred, 254. Reported, 491. In Committee; reported; 3rd R., 492. By Council; amended, 537. Agreed to, 539. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 80.)

Bill 116.—An Act to incorporate the city of Laval West.—Mr. Lavoie (Laval).—1st R., 432. 2nd R.; referred, 443. Reported, 491. In Committee; reported; 3rd R., 492. By Council; amended, 538. Agreed to, 539. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 95.)

Bill 117.—An Act respecting the town of Drummondville-South.—Mr. Morissette.—1st R., 271. 2nd R.; referred, 281. Reported, 307. In Committee; reported; 3rd R., 308. By Council, 373. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 93.)

Bill 118.—An Act to validate the sale of an immoveable of the estate of Dame Aurélie Normand.—Mr. Godbout.—Art. 615 suspended; petition, 51. 1st R., 187. 2nd R.; referred, 201. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 371. By Council; amended, 419. Agreed to, 421. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 136.)

Bill 119.—An Act to change the name of Joseph Alen Milet to that of Allen Milette.—Mr. Blank.—1st R., 80. 2nd R.; referred, 90. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 129. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 144.)

Bill 120.—An Act to change the name of Alzbeta Makovska to that of Betty Alzbeta Makovska Kollar.—Mr. Brisson.—1st R., 80. 2nd R.; referred, 90. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 131. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 142.)

Bill 122.—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jan Zascinski to the practice of the legal profession in the Province of Quebec.—Mr. Blank.—1st R., 80. 2nd R.; referred, 90. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 129. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 152.)

Bill 123.—An Act to change the name of Adolf Lode Maurits Mangelschots to that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots Martin.—Mr. Beaupré.—1st R., 80. 2nd R.; referred, 91. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 129. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 143.)

Bill 124.—An Act to incorporate Congregation Shevet Achim—Chaverim Kol Yisrael—D'Bet Abraham.—Mr. Blank.—1st R., 81. 2nd R.; referred, 91.

Bills.—Continued.

Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 131. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 127.)

Bill 125.—An Act to amend the charter of the Recluses Missionnaires de Jésus-Marie.—Mr. LeChasseur.—1st R., 188. 2nd R.; referred, 201. Reported, 368. In Committee; reported; 3rd R., 372. By Council; amended, 419. Agreed to, 421. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 120.)

Bill 126.—An Act to consolidate the charter of the "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny.—Mr. Coiteux (Duplessis).—1st R., 210. 2nd R.; referred, 218. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 369. By Council, 416. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 124.)

Bill 127.—An Act to change the name of Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg Ross.—Mr. Blank.—1st R., 81. 2nd R.; referred, 91. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 130. By Council; amended, 197. Agreed to, 197. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 147.)

Bill 128.—An Act to amend the charter of the city of Hull.—Mr. Parent.—1st R., 2nd R.; referred, 253. Reported, 269. In Committee; reported; 3rd R., 270. By Council; amended, 313. Agreed to, 317. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 78.)

Bill 131.—An Act to incorporate Les Sœurs de la Charité de Saint-Louis (Province de Notre-Dame de l'Annonciation).—Mr. Roy.—1st R., 308. 2nd R.; referred, 322. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 369. By Council, 416. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 121.)

Bill 132.—An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Parker Gauthier.—Mr. Crépeau.—1st R., 81. 2nd R.; referred, 91. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 132. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 146.)

Bill 133.—An Act to change the name of Howard Roy Crapp to that of Howard Roy Cropp.—Mr. Blank.—1st R., 81. 2nd R.; referred, 91. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 130. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 139.)

Bill 135.—An Act to incorporate Independent Assemblies of God International.—Mr. O'Reilly.—1st R., 82. 2nd R.; referred, 92. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 131. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 126.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Bills:—Continued.

Bill 136.—An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec.—Mr. Boudreau.—1st R., 211. 2nd R.; referred, 218. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 370. By Council, 416. R. A. 423. (12-13 Elizabeth II, c. 116.)

Bill 137.—Quebec College of Podiatrists Act.—Mr. Brown.—1st R., 566. 2nd R.; referred, 570.

Bill 138.—Speech Therapists and Audiologists Act.—Mr. Crépeau.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 125. 1st R., 530. 2nd R.; referred, 533. Reported, 578. In Committee; reported; 3rd R., 578. By Council, 641. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 58.)

Bill 139.—An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting The Protestant School Board of Greater Montreal.—Mr. Dupré.—1st R., 106. 2nd R.; referred, 122. Reported, 683. In Committee; reported; 3rd R., 683. By Council, 758. R. A., 797. (12-13 Elizabeth II, c. 75.)

Bill 140.—An Act to declare The Montreal Star Company Limited and The British American Publishing Company Limited the owners of certain lanes in the St. Lawrence Ward of the city of Montreal.—Mr. O'Reilly.—1st R., 82. 2nd R.; referred, 92. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 132. By Council, 195. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 133.)

Bill 141.—An Act to amend the charter of the city of Alma.—Mr. Collard.—1st R., 329. 2nd R.; referred, 344. Reported, 413. In Committee; reported; 3rd R., 413. By Council, 464. R. A., 467. (12-13 Elizabeth II, c. 87.)

Bill 142.—An Act respecting Quebec Health Services.—Mr. Godbout.—1st R., 415. 2nd R.; referred, 443. Reported, 578. In Committee; reported; 3rd R., 578. By Council, 641. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 105.)

Bill 144.—An Act to amend the charter of the Town of Gagnon.—Mr. Coiteux.—1st R.; 2nd R.; referred, 254. Reported, 269. In Committee; reported; 3rd R., 271. By Council; amended, 316. Agreed to, 317. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 96.)

Bill 145.—An Act respecting the acquisition of certain lots by the Catholic School Commission of Loretteville.—Mr. Godbout.—1st R., 106. 2nd R.; referred, 122. Reported, 242. In Committee; reported; 3rd R., 244. By Council, 310. R. A., 318. (12-13 Elizabeth II, c. 94.)

Bills:—Continued.

Bill 146.—An Act respecting the title of the Provincial Bank of Canada and Charles Noël Abbott to certain lands in the parish of Varennes.— Mr. Blank. Art. 615 and 616 suspended; petition, 76. 1st R., 329. 2nd R.; referred, 344. Reported, 368. In Committee; reported; 3rd R., 372. By Council, 416. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 131.)

Bill 147.—An Act to amend the charter of the city of Quebec.—Mr. Beaupré. —1st R., 271. 2nd R.; referred, 281. Reported, 308. In Committee; reported; 3rd R., 308. By Council; amended, 376. Am'dts read, 378. Agreed to but with amendments, 389. Council agrees to amendments, 416. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 69.)

Bill 148.—An Act to incorporate the Catholic School Commission of Chomedey. —Mr. Lavoie (Laval).—Art. 615 and 616 suspended; petition, 321. 1st R., 432. 2nd R.; referred, 444. Reported, 488. In Committee; reported; 3rd R., 488. By Council, 515. R. A., 515. (12-13 Elizabeth II, c. 81.)

Bill 149.—An Act to amend the charter of the city of Westmount.—Mr. Crépeau.—1st R., 432. 2nd R.; referred, 444. Reported, 552. In Committee; reported; 3rd R., 554. By Council, 673. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 83.)

Bill 150.—An Act to suppress a partial prohibition to alienate a property at Boucherville belonging to La Maison de l'Immaculée Conception de Montréal.—Mr. Crépeau.—1st R., 106. 2nd R.; referred, 122. Reported, 242. In Committee; reported; 3rd R., 244. By Council, 275. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 130.)

Bill 151.—An Act respecting the town of Pointe-Gatineau.—Mr. Parent.—1st R.; 2nd R.; referred, 253. Reported, 270. In Committee; reported; 3rd R., 270. By Council, 310. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 90.)

Bill 152.—An Act to amend the charter of the town of Baie Comeau.—Mr. Coiteux (Duplessis).—1st R., 329. 2nd R.; referred, 345. Reported, 393. In Committee; reported; 3rd R., 393. By Council, 464. R. A., 467. (12-13 Elizabeth II, c. 91.)

Bill 154.—An Act to amend the Act to incorporate l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval.—Mr. Collard.—1st R., 211. 2nd R.; referred, 218. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 370. By Council, 416. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 117.)

Bill 156.—An Act to amend the charter of the city of Longueuil.—Mr. Kennedy.—1st R., 454. 2nd R.; referred, 466. Reported, 491. In Committee; reported; 3rd R., 493. By Council, 536. R. A., 585. (12-13 Elizabeth II, c. 84.)

Bills.—Continued.

Bill 159.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.—Mr. O'Reilly.—1st R., 271. 2nd R.; referred, 281. Reported, 307. In Committee; reported; 3rd R., 309. By Council; amended, 377. Agreed to, 390. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 79.)

Bill 161.—An Act respecting "Les Frères du Sacré-Cœur-Granby".—Mr. Morissette.—1st R., 329. 2nd R.; referred, 345. Reported, 413. In Committee; reported; 3rd R., 414. By Council; amended, 465. Agreed to, 465. R. A., 467. (12-13 Elizabeth II, c. 113.)

Bill 163.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles. Mr. Meunier.—1st R., 329. 2nd R.; referred, 345. Reported, 393. In Committee; reported; 3rd R., 394. By Council, 464. R. A., 467. (12-13 Elizabeth II, c. 85.)

Bill 164.—An Act respecting the estate of Origène Gobeille.—Mr. LeChasseur.—1st R., 188. 2nd R.; referred, 202. Reported, 413. In Committee; reported; 3rd R., 414. By Council, 464. R. A., 467. (12-13 Elizabeth II, c. 135.)

Bill 165.—An Act respecting the town of Gatineau.—Mr. Parent.—1st R.; 2nd R.; referred, 254. Reported, 269. In Committee; reported; 3rd R., 270. By Council, 310. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 89.)

Bill 166.—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Paul Tardi to the practice of the legal profession.—Mr. Crépeau.—1st R., 82. 2nd R.; referred, 92. Reported, 126. In Committee; reported; 3rd R., 130. By Council, 196. R. A., 249. (12-13 Elizabeth II, c. 151.)

Bill 167.—An Act to amend the charter of the town of Greenfield Park.—Mr. Baillargeon.—1st R., 271. 2nd R.; referred, 281. Reported, 393. In Committee; reported; 3rd R., 394. By Council, 464. R. A., 467. (12-13 Elizabeth II, c. 92.)

Bill 169.—An Act respecting the master refrigeration contractors of Quebec.—Mr. Blank.—1st R.; 2nd R.; referred, 219. Special motions, 219, 582. Reported, 638. In Committee; reported; 3rd R., 639. By Council, 673. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 103.)

Bill 170.—An Act to amend the charter of the city of Verdun.—Mr. O'Reilly.—1st R., 272. 2nd R.; referred, 281. Reported, 307. In Committee; reported; 3rd R., 309. By Council; amended, 377. Agreed to, 390. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 76.)

Bill 171.—An Act to amend the charter of the town of Windmill Point.—Mr. O'Reilly.—1st R., 272. 2nd R.; referred, 81. Reported, 307. In Com-

Bills:—Continued.

mittee; reported; 3rd R., 309. By Council, 373. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 97.)

Bill 172.—An Act to incorporate Congregation Zichron Kedoshim.—Mr. Blank.—1st R., 153. 2nd R.; referred, 172. Reported, 241. In Committee; reported; 3rd R., 242. By Council; amended, 289. Agreed to, 289. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 128.)

Bill 173.—An Act respecting the city of Rimouski.—Mr. Dionne.—1st R., 547. 2nd R.; referred, 555. Reported, 606. In Committee; reported; 3rd R., 607. By Council, 673. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 86.)

Bill 174.—An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan.—Mr. LeChasseur.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 63. 1st R., 547. 2nd R.; referred, 555. Reported, 606. In Committee; reported; 3rd R., 607. By Council, 673. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 99.)

Bill 175.—An Act to detach certain property from the city of LaSalle and annex it to the city of Montreal.—Mr. Blank.—1st R., 454. 2nd R.; referred, 466. Reported, 491. Withdrawn, 491. Fees refunded, 530.

Bill 176.—An Act respecting Hôpital Voghel, Inc.—Mr. LeChasseur.—1st R., 530. 2nd R.; referred, 533. Reported, 606. In Committee; reported; 3rd R., 607. By Council, 673. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 73.)

Bill 177.—An Act to incorporate La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale.—Mr. Godbout.—1st R., 373. 2nd R.; referred, 381. Reported, 551. In Committee; reported; 3rd R., 553. By Council, 641. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 111.)

Bill 178.—An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name in English, to that of Jewish Convalescent Hospital and in French, L'Hôpital juif de convalescence.—Mr. Blank.—1st R., 211. 2nd R.; referred, 218. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 371. By Council, 416. R. A., 423. (12-13 Elizabeth II, c. 114.)

Bill 180.—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Jacques Laurin to the practice of the legal profession.—Mr. Meunier.—1st R., 106. 2nd R.; referred, 122. Reported, 242. In Committee; reported; 3rd R., 244. By Council, 275. Fees refunded, 312. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 150.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Bills:—Continued.

Bill 182.—An Act to incorporate Les Dominicaines du Rosaire.—Mr. Godbout.—1st R., 188. 2nd R.; referred, 202. Reported, 551. In Committee; reported; 3rd R., 552. By Council, 641. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 112.)

Bill 183.—An Act to change the name of Guy Lamontagne to that of Jean-Guy Lamontagne Bédard.—Mr. Godbout.—1st R., 154. 2nd R.; referred, 172. Reported, 241. In Committee; reported; 3rd R., 243. By Council, 275. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 141.)

Bill 184.—An Act respecting the County of Lake St. John Agricultural Society, Division "B".—Mr. Harvey.—1st R., 211. 2nd R.; referred, 218. Reported, 413. In Committee; reported; 3rd R., 414. By Council, 464. R. A., 468. (12-13 Elizabeth II, c. 106.)

Bill 185.—An Act respecting the estate of Cléophas Saint-Aubin.—Mr. Meunier.—1st R., 530. 2nd R.; referred, 533. Reported, 606. In Committee, reported; 3rd R., 606. By Council, 673. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 137.)

Bill 187.—An Act to incorporate Les Sœurs de Charité de Sainte-Marie.—Mr. Meunier.—1st R., 392. 2nd R.; referred, 399. Reported, 551. In Committee; reported; 3rd R., 553. By Council, 641. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 122.)

Bill 189.—An Act to grant certain powers to the municipality of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie.—Mr. Baillargeon.—Art. 615 and 616 suspended, 61. 1st R., 455. 2nd R.; referred, 466. Reported, 491. In Committee; reported; 3rd R., 493. By Council; amended, 538. Agreed to, 539. R. A., 586. (12-13 Elizabeth II, c. 100.)

Bill 190.—An Act to change the name of Duncan Strachan Taylor to that of Duncan Strachan Peachey.—Mr. LeChasseur.—1st R., 154. 2nd R.; referred, 172. Reported, 242. In Committee; reported; 3rd R., 245. By Council, 275. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 148.)

Bill 191.—An Act respecting Le Club de golf et de curling de Joliette.—Mr. Fournier.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 70. 1st R., 547. 2nd R.; referred, 556. Reported, 671. In Committee; reported; 3rd R., 671. By Council; amended, 772. Agreed to, 774. R. A., 797. (12-13 Elizabeth II, c. 108.)

Bill 192.—An Act respecting the title to lot number 14 of the official cadastre for the parish of Sault-Au-Récollet.—Mr. Blank.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 76. 1st R., 392. 2nd R.; referred, 399. Reported, 551. In Committee; reported; 3rd R., 552. By Council, 641. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 132.)

Bills.—Continued.

Bill 193.—An Act to amend the charter of the Montreal Association for the Blind.—Mr. Brown.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 76. 1st R., 188. 2nd R.; referred, 202. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 370. By Council; amended, 420. Am'dts read, 422. Agreed to, 443. R. A., 468. (12-13 Elizabeth II, c. 119.)

Bill 194.—An Act to amend the charter of The Royal Trust Company.—Mr. LeChasseur.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 105. 1st R., 188. 2nd R.; referred, 202. Reported, 241. In Committee; reported; 3rd R., 243. By Council; amended, 288. Agreed to, 288. R. A., 319. (12-13 Elizabeth II, c. 110.)

Bill 195. An Act to amend the Act respecting the corporation of the village of Asbestos.—Mr. Morissette.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 138. 1st R., 330. 2nd R.; referred, 345. Reported, 366. In Committee; reported; 3rd R., 368. By Council; amended, 522. Am'dts read, 524. Agreed to on div., 587. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 88.)

Bill 196.—An Act respecting the Montreal Transportation Commission.—Mr. Lalonde.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 223. 1st R., 330. 2nd R.; referred, 345. Reported, 413. In Committee; reported; 3rd R., 415. By Council; amended, 465. Agreed to, 466. R. A., 468. (12-13 Elizabeth II, c. 74.)

Bill 198.—An Act to amend the charter of The Montreal Amateur Athletic Association.—Mr. Brown.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 223. 1st R., 330. 2nd R.; referred, 345. Reported, 367. In Committee; reported; 3rd R., 371. By Council, 416. R. A., 424. (12-13 Elizabeth II, c. 107.)

Bill 199.—An Act respecting the estate of Joseph Drapeau.—Mr. Godbout.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 223. 1st R., 432. 2nd R.; referred, 444. Reported, 551. In Committee; reported; 3rd R., 553. By Council; amended, 641. Agreed to, 642. R. A., 681. (12-13 Elizabeth II, c. 134.)

Bill 200.—An Act respecting the planning of Parc du Mont Sainte-Anne.—Mr. Godbout.—Art. 615 and 616 suspended; petition, 51.—1st R., 455. 2nd R.; referred, 467. Reported, 560. In Committee; reported; 3rd R., 560. By Council; amended, 584. Agreed to, 584. R. A., 586. (12-13 Elizabeth II, c. 101.)

Bills (Procedure on):

Article 616 suspended:—BILL 187.

Articles 615 and 616 suspended:—BILLS 146; 148.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Bills (Procedure on):—Continued.

Bill withdrawn, new bill introduced:—**BILL 54.**

Fees refunded:—**BILLS 175; 180.**

Special Motions:—**BILLS 107; 169.**

Title of bill changed:—**BILL 116.**

Committee on Standing Orders:—Report adopted on div., 70. Delays extended, 133; 366; 431; on div. (vote), 487; 579.

Committee on Private Bills in General:—Delays extended, 127; 368; 431; on div. (vote) 488. Committee to sit whilst House is sitting, 554. Quorum fixed at twelve members instead of seventeen, 127. Member replaced, 171.

Committee on Public Bills in General:—Delays extended, 578. Member replaced, 171.

BORROWERS AGAINST CERTAIN ABUSES AND LENDERS AGAINST CERTAIN PRIVILEGES:—An Act to protect—. BILL 48.

BROMONT:—An Act to incorporate the Town of—. BILL 111.

BUDGET:—See also SUPPLY AND WAYS AND MEANS under GENERAL INDEX.

BUDGET SPEECH:—Debate adjourned, 18; 26; 30; 33; 36. Resumed, 26; 30; 32; 35; 39. Am'dt proposed, 32. Am'dt rejected (vote), 40. 2nd am'dt proposed. Mr. Speaker's decision sustained (vote), 41. Main motion adopted, 42.

BUDGET TABLED:—

Sessional Papers, No. 2, 67.

Sessional Papers, No. 1, 177.

Sessional Papers, No. 2A, 587.

Sessional Papers, No. 2B, 614.

C

CHOMEDEY:—An Act to amend the charter of the city of—. BILL 115.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

CHOMEDEY:—An Act to incorporate the Catholic School Commission of—. BILL 148.

CITIES AND TOWNS ACT:—An Act to amend the—. BILL 41.

CITY OF ST. JOHNS AND THE TOWN OF SAINT-LUC:—An Act respecting the—. BILL 33.

CIVIL PROTECTION IN THE PROVINCE OF QUEBEC:—An Act to amend the Act respecting—. BILL 2.

CLAIMS ADJUSTERS ACT. BILL 39.

CODE OF CIVIL PROCEDURE. BILL 20.

COLONIZATION LAND SALES ACT:—An Act to amend the—. BILL 57.

Committees:

Committee on Legislative Printings, 39; 103.

Committee on Private Bills in General, 24; 171; 554.

Committee on Privileges and Elections, 23; 598; 600; 618; 666; 691; 727 to 732; 733 and 734.

Committee on Public Accounts, 23; 256; 600; 620 to 626; 640.

Committee on Public Bills in General, 25; 171.

Joint Committees, 29; 38.

Parliamentary Committee on the Constitution, 767; 771.

Special Committee of eleven members to select members of the Standing Committees:—Appointed, 8. First report, 22 to 25.

Special Committee on labour relations in the public services, 100; 290; 307; 406; 529; 532; 546; 637, 700.

Special Committee on the Rules and Standing Orders of the Legislative Assembly, 101; 751.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Committees:—Continued.

Special Committee:—re Provincial Controverted Elections Act (Bill 49), 139; 224.

Special Committee:—re redistribution of the territorial division, 148; 642; 689.

*Standing Committees (12):—*Appointed, 22 to 25.

CONGRÉGATION DE LA FRATERNITÉ SACERDOTALE:—An Act to incorporate La—. **BILL 177.**

CONGREGATION SHEVET ACHIM—CHAVÉRIM KOL YISRAEL—D'BET ABRAHAM:—An Act to incorporate—. **BILL 124.**

CONGREGATION ZICHRON KEDOSHIM:—An Act to incorporate—. **BILL 172.**

CONSTITUTION:—Committee on the—, 767; 771.

CONTROVERTED ELECTIONS ACT (Bill 49):—Provincial Special Committee on—, 139; 224.

COURTS OF JUSTICE ACT:—An Act to amend the—. **BILL 64.**

CROPP:—An Act to change the name of Howard Roy Crapp to that of Howard Roy—. **BILL 133.**

D

DAIRY PRODUCTS ACT:—An Act to amend the—. **BILL 56.**

DECISIONS BY THE SPEAKER, 802 to 809.

DISCRIMINATION IN EMPLOYMENT:—An Act respecting—. **BILL 67.**

DONEFF, Yanko:—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit— to the practice of the legal profession. **BILL 103.**

DRAPEAU:—An Act respecting the estate of Joseph—. **BILL 199.**

DRUMMONDVILLE-SOUTH:—An Act respecting the town of—. **BILL 117.**

E

EDUCATION AND THE SUPERIOR COUNCIL OF EDUCATION:—An Act to establish the Department of—. **BILL 60.**

ELECTRIC POWER:—An Act governing the exportation of—. **BILL 99.**

ELECTRONICIANS:—An Act to incorporate The Quebec Corporation of—. **BILL 107.**

ENGINEERS:—An Act respecting—. **BILL 98.**

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES ACT:—An Act to amend the—. **BILL 9.**

F

FAMILY SUPERIOR COUNCIL ACT. **BILL 34.**

FARM LOANS:—An Act to amend the Act respecting—. **BILL 55.**

FIGHTING OF FIRE:—An Act to amend the Act to Permit Municipal Corporations to Aid One Another in the—. **BILL 23.**

FIRE PROTECTION CONTRACTORS OF THE PROVINCE OF QUEBEC:—An Act to incorporate the—. **BILL 113.**

G

GABIAS, MR. YVES:—Excluded from the House for three years, 732.

GABIAS, MR. YVES:—Motion to investigate charge against Mr. Hamel, 614; 615; 616; 617; 618.

GABIAS, MR. YVES:—Motions *re* Committee on Public Accounts, 620 to 626; 635; 640.

GABIAS, MR. YVES:—Statement of charge against Mr. Hamel, 591.

GAGNON:—An Act to amend the charter of the town of—. **BILL 144.**

GAS AND WATER COMPANIES ACT:—An Act to amend the—. **BILL 11.**

GATINEAU:—An Act respecting the town of—. **BILL 165.**

GAUTHIER:—An Act to change the name of Reginald Ian Parker to that of Rip Ian Parker—. **BILL 132.**

GOBEILLE:—An Act respecting the estate of Origène—. **BILL 164.**

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

GREENFIELD PARK:—An Act to amend the charter of the town of—. **BILL 167.**

H

HAMEL, MR. RENÉ:—Exonerated of charge, 727 to 732.

HAMEL, MR. RENÉ:—Statement of charge by Mr. Gabias, 591.

HAMEL, MR. RENÉ:—Statement in reply to charge by Mr. Gabias, 615.

HISTORIC MONUMENTS ACT:—An Act to amend the—. **BILL 32.**

HÔPITAL NOTRE-DAME DE CHARNY:—See **BILL 126.**

HOSPITALS ACT:—An Act to amend the—. **BILL 62.**

HÔTEL-DIEU DE LÉVIS:—An Act to amend the Act to incorporate the—. **BILL 110.**

HÔTEL-DIEU DU SACRÉ CŒUR DE JÉSUS DE QUÉBEC:—An Act to amend the charter of L'—. **BILL 136.**

HÔTEL-DIEU SAINT-MICHEL DE ROBERVAL:—An Act to amend the Act to incorporate l'—. **BILL 154.**

HOUSING CONDITIONS:—An Act to amend the Act to improve—. **BILL 24.**

HULL:—An Act to amend the charter of the city of—. **BILL 128.**

HYDRO-QUÉBEC:—An Act respecting—. **BILL 66.**

I

ILE JÉSUS AND THE TOWN OF LAVAL ISLANDS:—An Act respecting the municipalities of—. **BILL 70.**

IMMACULÉE CONCEPTION DE MONTRÉAL:—An Act to suppress a partial prohibition to alienate a property at Boucherville belonging to La Maison de l'—. **BILL 150.**

INDEPENDENT ASSEMBLIES OF GOD INTERNATIONAL:—An Act to incorporate—. **BILL 135.**

INSTITUT ALBERT PRÉVOST:—An Act respecting L'—. BILL 61.

J

JEWISH CONVALESCENT HOSPITAL:—An Act to amend the charter of Jewish Convalescent Centre and to change its name to that of—. BILL 178.

JUSTER:—An Act to change the name of Martin Frederick Juister to that of Martin Frederick—. BILL 102.

K

KIERANS, MR. ERIC W.:—Elected member for Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, 2.

KOLLAR:—An Act to change the name of Alzbeta Makovska to that of Betty Alzbeta Makovska—. BILL 120.

L

LABOUR CODE. BILL 54.

LABOUR RELATIONS IN THE PUBLIC SERVICES:—Special Committee on—, 100; 290; 307; 406; 529; 532; 546; 637; 700.

LACHINE:—An Act to amend the charter of the city of—. BILL 159.

LAKE ST. JOHN AGRICULTURAL SOCIETY, DIVISION "B":—An Act respecting the County of—. BILL 184.

LANDS AND FORESTS ACT:—An Act to amend the—. BILL 58.

LARRIMAC GOLF CLUB INC.:—An Act respecting The—. BILL 101.

LASALLE:—An Act to detach certain property from the city of— and annex it to the city of Montreal. BILL 175.

LAURIN, JACQUES:—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit— to the practice of the legal profession. BILL 180.

LAVAL UNIVERSITY:—An Act respecting certain grants to—. BILL 22.

LAVAL WEST:—An Act to incorporate the city of— and to amend its charter. BILL 116.

LE CLUB DE GOLF ET DE CURLING DE JOLIETTE:—An Act respecting—. BILL 191.

LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Mr. Yves Gabias:—Excluded from the House for three years, 732.

Mr. Yves Gabias:—Statement of charge against Mr. René Hamel, 591.

Mr. René Hamel:—Statement in reply to charge brought by Mr. Yves Gabias, 615.

Mr. Eric W. Kierans:—Elected member for Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, 2.

House to adjourn for one week to celebrate June 24th, 1964, 563.

House to sit daily except Saturdays and Sundays, 25.

Notices of irregular questions, 15.

Parliamentary indemnity of ill members to be paid, 745.

Rules and Standing Orders amended, 792.

Speaker's Decisions, 802 to 809.

LES DOMINICAINES DU ROSAIRE:—An Act to incorporate—. BILL 182.

LES FRÈRES DU SACRÉ-CŒUR—GRANBY:—An Act respecting—. BILL 161.

LESSEES AND PROPERTY-OWNERS:—An Act to prolong the Act to promote conciliation between—. BILL 5.

LES SŒURS DE CHARITÉ DE SAINTE-MARIE:—An Act to incorporate—. BILL 187.

LONGUEUIL:—An Act to amend the charter of the city of—. BILL 156.

LORETTEVILLE:—An Act respecting the acquisition of certain lots by the Catholic School Commission of—. BILL 145.

M

MARRIED WOMEN:—An Act respecting the legal capacity of—. BILL 16.

MARTIN:—An Act to change the name of Adolf Lode Maurits Mangelschots to that of Louis Adolf Lode Maurits Mangelschots—. BILL 123.

MASTER ELECTRICIANS OF THE PROVINCE OF QUEBEC ACT:—An Act to amend the—. BILL 97.

METROPOLITAN BOULEVARD ACT:—An Act to amend the—. BILL 47.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

MILETTE:—An Act to change the name of Joseph Alen Milet to that of Allen—
BILL 119.

MONTREAL:—An Act respecting the city of—. BILL 68.

MONTREAL:—An Act to amend the charter of the city of—. BILL 100.

MONTREAL AMATEUR ATHLETIC ASSOCIATION:—An Act to amend the charter of
The—. BILL 198.

MONTREAL ASSOCIATION FOR THE BLIND:—An Act to amend the charter of the—.
BILL 193.

MONTREAL METROPOLITAN CATHOLIC SCHOOL TAXATION BUREAU AND TO AMEND
THE CHARTER OF THE MONTREAL CATHOLIC SCHOOL COMMISSION:—An Act to
incorporate the—. BILL 139.

MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE:—Mr. Eric W. Kierans elected member
for—, 2.

MONTREAL STAR COMPANY LIMITED AND THE BRITISH AMERICAN PUBLISHING
COMPANY LIMITED:—An Act to declare The— the owners of certain lanes in
the St. Lawrence Ward of the city of Montreal. BILL 140.

MONTREAL TRANSPORTATION COMMISSION:—An Act respecting the—. BILL 196.

MONT TREMBLANT PROVINCIAL PARK:—An Act respecting—. BILL 28.

MORTMAIN Act:—An Act to amend the—. BILL 10.

Motions, Special:

Mr. Gabias:—Motion to investigate charge against Mr. Hamel, 614.

Mr. Gabias:—Motion *re* Committee on Public Accounts, 620 to 626; 635; 640.

Mr. Lesage:—Motion for House to sit daily except Saturdays and Sundays, 25.

Mr. Lesage:—Motion *re* amendment to British North America Act (1867 to
1960) for old age pensions, 564.

Mr. Lesage:—Motion *re* contributory pension plan, 564; 565; 567; 570 to 577.

Motions, Special:—Continued.

Mr. Lesage:—Motion to adjourn for one week to celebrate June 24th, 1964, 563.

Mr. Laporte:—Motion to amend Rules and Standing Orders, 792 to 794.

N

NEEDY MOTHERS ASSISTANCE ACT:—An Act to amend the—. **BILL 21.**

NORMAND:—An Act to validate the sale of an immovable of the estate of Dame Aurélie—. **BILL 118.**

O

OUMET:—An Act to change the name of Clifford Narcisse John Ouimet to that of Clifford Narcisse John Paul—. **BILL 106.**

P

PARC DU MONT SAINTE-ANNE:—An Act respecting the planning of—. **BILL 200.**

PARLIAMENTARY COMMITTEE ON THE CONSTITUTION:—767; 771.

PEACHEY:—An Act to change the name of Duncan Strachan Taylor to that of Duncan Strachan—. **BILL 190.**

PENSION ACT:—An Act to amend the—. **BILL 25.**

PENSIONS OF MEMBERS OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY:—An Act respecting the—. **BILL 4.**

PLACE DES ARTS ACT. **BILL 46.**

PLUMBING AND HEATING CONTRACTORS OF THE PROVINCE OF QUEBEC ACT:—An Act to amend the—. **BILL 93.**

POINTE-AUX-TREMBLES:—An Act respecting the city of— and the agreement made between it and Le Crédit Immobilier Inc. in 1955.

POINTE-GATINEAU:—An Act respecting the town of—. **BILL 151.**

PRIVILEGES AND ELECTIONS:—Committee on—, 23, 598; 600; 618; 666; 691; 727 to 732; 733; 734.

PROVINCIAL BANK OF CANADA AND CHARLES NOËL ABBOTT:—An Act respecting the title of the— to certain lands in the parish of Varennes. BILL 146.

PROVINCIAL CONTROVERTED ELECTIONS ACT. BILL 49.

PROVINCIAL CONTROVERTED ELECTIONS ACT (Bill 49):—Special Committee on the—, 139; 224.

PROVINCIAL INCOME TAX ACT:—An Act to amend the—. BILL 27.

PUBLIC SERVICES:—Special Committee on Labour Relations in the—, 100; 290; 307; 406; 529; 532; 546; 637; 700.

Q

QUEBEC:—An Act respecting the city of—. BILL 69.

QUEBEC:—An Act to amend the charter of the city of—. BILL 147.

QUEBEC AUTOROUTES ACT:—An Act to amend the—. BILL 29.

QUEBEC COMPANIES ACT:—An Act to amend the—. BILL 8.

QUEBEC FARM CREDIT BUREAU:—An Act to amend the Act respecting the—. BILL 19.

QUEBEC HANDICRAFT COUNCIL ACT. BILL 63.

QUEBEC HEALTH SERVICES:—An Act respecting—. BILL 142.

QUEBEC LICENSE ACT:—An Act to amend the—. BILL 36.

QUEBEC PHARMACY ACT AND THE PROFESSIONAL MATRICULATION ACT:—An Act to amend the—. BILL 96.

QUEBEC SUCCESSION DUTIES ACT:—An Act to amend the—. BILL 37.

QUEBEC WATER BOARD ACT. BILL 42.

Questions and Answers:

Aberman, Messrs. J. and D.—:—re dealings with—, 548.

Académie de Québec:—re purchase of building, 178.

Agricultural Association, Cooperative—:—re grants, (question converted into a motion for the production of a document), 342. (See also *Accounts and Papers*.)

Agriculture and Colonization Department:—re drainage work in Saint-Robert Bellarmin parish, 154.

Agriculture and Colonization Department:—re farm improvement work in Lotbinière county (question converted into a motion for the production of a document), 331. (See also *Accounts and Papers*.)

Agriculture and Colonization Department:—re scholarships (question converted into a motion for the production of a document), 676. (See also *Accounts and Papers*.)

Agronomists:—re office in Victoriaville, 707.

Alma, Saint-Joseph d'—:—re bridge behind Price mill, 272.

ARDA:—re financing of cooperative agricultural association, 334.

ARDA:—re projects (question converted into a motion for the production of a document), 676. (See also *Accounts and Papers*.)

Arthabaska:—re automobile driving school, 712.

Arthabaska:—re grants from Roads Department, 747.

Arthabaska County:—re work done by Department of Public Works, 783.

Arthabaska County:—re Farm Credit Bureau (question converted into a motion for the production of a document), 748. (See also *Accounts and Papers*.)

Arthabaska County:—re grants to small industry, 786.

Arthabaska:—re sanitary unit, 707.

Questions and Answers:—Continued.

Arthabaska County:—re name of Crown Prosecutor, 786.

*Arthabaska County:—re new permits granted by Quebec Liquor Board and Quebec Liquor Commission (question converted into a motion for the production of a document), 777. (See also *Accounts and Papers.*)*

*Beauce County:—re drainage work (question converted into a motion for the production of a document), 331. (See also *Accounts and Papers.*)*

Beaudoin, Mr. Gaston:—Is he Returning-Officer for Wolfe County, 98.

*Beauregard, Sainte-Lucie de:—re construction of a bridge (question converted into a motion for the production of a document), 342. (See also *Accounts and Papers.*)*

Belvedere Equipment, Limited:—re dealings with—, 524.

Belvedere Steel & Equipment, Limited:—re dealings with,— 524.

Berthier County:—re amounts spent by Roads Dep't in municipalities, 231.

Berthier County:—re bridge construction and repair, 360.

*Berthier County:—re grants for farm improvement work (question converted into a motion for production of a document), 263. (See also *Accounts and Papers.*)*

Berthier County:—re levelling work on farms, 373.

*Berthier County:—re road work (question converted into a motion for the production of a document), 341. (See also *Accounts and Papers.*)*

Board of Censors of Moving-Pictures:—re names of members, 174.

Bois-Fontaine, Inc.:—re dealings with—, 543.

Bond Issue, Provincial:—re costs of issue dated June 15th, 1964, 721.

Bond Issue, Provincial:—re issue dated October 15th, 1963, 146.

*Bonds, savings:—re amount sold and costs (question converted into a motion for the production of a document), 778. (See also *Accounts and Papers.*)*

Questions and Answers:—Continued.

Bourget & Grenier:—re dealings with—, 592.

Canadian Farm Credit Corporation:—re loans, 144.

Cantin, Mr. J. C.:—re dealings with—, 600.

Cap-Santé:—re repairs to road from Saint-Joseph Range to Route 2, 280.

Centre Notre-Dame-de-l'Enfant, Sherbrooke:—re construction, 229.

Champlain County:—re construction of bridges, 544.

Champlain County:—re grants to playground associations, 496.

Charrier & Dugal, Inc.:—re dealings with—, 352.

Cloutier, Mr. Benoît V.:—re dealings with—, 483.

Commission on the Study of Intermunicipal Problems on Ile Jésus:—re members' fees and allowances, 290.

Commission on the Study of Intermunicipal Problems of the Island of Montreal:—re members' fees and allowances, 280.

Compagnie du Saint-Louis:—re purchase of buildings, 229.

Construction Hériot, Inc.:—Dealings with—, 779.

Cooperative Agricultural Associations:—re financial difficulties (question withdrawn), 233.

Cooperative Agricultural Association:—re financing by ARDA funds, 334.

Cooperative Agricultural Associations:—re grants (question converted into a motion for the production of a document), 342. (See also *Accounts and Papers*.)

Coopérative agricole du Lac Mégantic:—re balance sheets, 335.

Coopérative agricole du Lac Mégantic:—re grant, 336.

Coopérative Fédérée:—re bank loans, agronomists and grants, 334.

For Sessional Papers, Documents:—See *Accounts and Papers*.

For Interpellations:—See *Questions and/or Accounts and Papers*.

Questions and Answers:—Continued.

Dorchester County:—re social and unemployment assistance allowances, 173.

Drummond County:—re road work on 6th and 7th Range road, 779.

Ecole Leber, Sherbrooke:—re construction, 425.

Education Department:—re commitments, 417.

Edifice Holland:—re dealings with, 548.

Electoral Map:—re revision, 706.

E.M.M. Reg'd.:—re dealings with—, 581.

E. Morency, Ltée:—re dealings with—, 301.

Farm Credit Bureau:—re Arthabaska county (question converted into a motion for the production of a document), 748. (See also *Accounts and Papers*.)

Fineberg, Mrs. C.:—re dealings with—, 548.

Fortin, Mr. L.:—re dealings with—, 568.

Foyer Notre-Dame, Notre-Dame de la Guadeloupe:—re construction, 173.

Foyer Saint-Joseph, Sherbrooke:—re construction, 230.

Gabi Construction, Ent.:—re dealings with (question converted into a motion for the production of a document), 608. (See also *Accounts and Papers*.)

Gagnon, Mr. Benoit:—re dealings with—, 483.

General Investment Corporation:—re powers and appointment of administrators, 402.

General Motors Company of Canada:—re use of French language, 441.

General Motors Company of Canada:—re Quebec Economic Advisory Council and choice of site, 440.

Gewurz, Mr. J. L.:—re dealings with—, 548.

For Sessional Papers, Documents:—See *Accounts and Papers*.
For Interpellations:—See *Questions and/or Accounts and Papers*.

Questions and Answers:—Continued.

Gulf Maritime Construction, Limited:—re amounts paid to—, 380.

Ham, Saint-Adrien de:—re construction of a bridge, 273.

Health Department:—re amounts owed to Public Assistance Division, 401.

Health Department:—re inventories of hospital assets, 417.

*Hôpital Saint-Joseph, Lake Mégantic:—re construction (question converted into a motion for the production of a document), 408. (See also *Accounts and Papers.*)*

Hospital Assets:—re inventories, 417.

Hospitals:—re annual inventory, 262.

Hotel Saint-Louis:—re purchase of buildings, 229.

Hydro-Quebec:—re cost of integration of power services (questions converted into a motion for the production of a document), 775.

Hydro-Quebec:—re take-over of power companies, 408.

Ile Jésus, Commission on the Study of Intermunicipal Problems on:—re members' fees and allowances, 290.

Immeuble Saint-Jean:—re dealings with—, 579.

Income Tax Act, Provincial:—re amount collected, 189.

Jacob, Mr. Stanislas:—Dealings with—, 482.

J. C. Galtzman, Inc.:—re dealings with—, 527.

J. C. Saltzman, Inc.:—re dealings with—, 527.

Joliette:—re store for the sale of alcoholic liquor, 707.

*Joliette Asphalte, Inc.:—re dealings with (question converted into a motion for the production of a document), 715. (See also *Sessional Papers.*)*

Joliette County:—re bridge construction and repairs, 780.

Questions and Answers:—Continued.

Joliette County:—*re* contracts for deepening and cleaning watercourses, 745.

Joliette County:—*re* deficits and surpluses of school municipalities, 781.

Joliette County:—*re* farm improvement work (question converted into a motion for the production of a document), 734. (See also *Accounts and Papers*.)

Joliette County:—*re* grants to young people's associations, etc. (question converted into a motion for the production of a document), 777. (See also *Accounts and Papers*.)

Joliette County:—*re* grants to young people's associations, 782.

Joliette County:—*re* road repair work (question converted into a motion for the production of a document), 748. (See also *Accounts and Papers*.)

Joliette County:—*re* road work (question converted into a motion for the production of a document), 776. (See also *Accounts and Papers*.)

Joncas, Mr. Benoit:—*re* reimbursement to Minimum Wage Commission, 157.

K.C.S. Quebec, Ltd.:—*re* dealings with—, 711.

Lac Mégantic, coopérative agricole du:—*re* grant, 336.

Lac Mégantic, coopérative agricole du:—*re* balance sheet, 335.

Lake Mégantic:—*re* construction of buildings by Roads or Public Works Departments, 157.

Lake Mégantic:—*re* purchase of piece of ground, 156.

Laurier-Station:—*re* road to Sainte-Croix, 202.

Leber School, Sherbrooke:—*re* construction, 425.

Lechler, Mr. B. H.:—*re* dealings with—, 548.

Legendre River:—*re* construction of bridge, 787.

Lemieux, Dr. Gérard:—is he employed by the government, 98.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Questions and Answers:—Continued.

Les Pavages St-Laurent:—re names of directors, 704.

L. G. Power Sawmills, Ltd.:—re dealings with—, 513.

Liquor Board:—See *Quebec Liquor Board*.

L'Islet County:—re contracts (question withdrawn), 513.

L'Islet Metal, Inc.:—re dealings with—, 358.

Liquor Commission:—See *Quebec Liquor Commission*.

Loans to farmers:—re reimbursements made by the government (question converted into a motion for the production of a document), 333. See also *Accounts and Papers*.)

Longue-Pointe, Mingan Seigneurie:—re responsibility for measuring wood cut, 336.

Longue-Pointe, Mingan Seigneurie:—re roads, 337.

Lotbinière County:—re farm improvement work by Department of Agriculture and Colonization (question converted into a motion for the production of a document), 331. (See also *Accounts and Papers*.)

Lotbinière County:—re road linking Sainte-Croix and Laurier-Station, 202.

Magog, trades school:—re construction, 257.

Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board:—re advances made by Minister of Finance, 179.

Manicouagan and aux Outardes Watersheds Forestry Salvage Board:—re shipping of wood, 144.

Map, Electoral:—re revision, 706.

Marbleton—Saint-Gérard:—re road work on Route 1 (question converted into a motion for the production of a document), 300. (See also *Accounts and Papers*.)

Matane County:—re social and unemployment assistance allowances, 173.

For Sessional Papers, Documents:—See *Accounts and Papers*.

For Interpellations:—See *Questions and/or Accounts and Papers*.

Questions and Answers:—Continued.

Milk and cream:—re payment (question withdrawn), 233.

Mingan Seigneurie, Longue-Pointe:—re responsibility for measuring wood cut, 336.

Mingan Seigneurie, Longue-Pointe:—re roads, 337.

Minimum Wage Commission:—re reimbursement from Mr. Benoit Joncas, 157.

Montcalm School, Sherbrooke:—re construction, 426.

Montreal, Commission on the Study of Intermunicipal Problems of the Island of—:—re members' fees and allowances, 280.

Morency, E., Ltée:—re dealings with—, 301.

Motor-Vehicles:—re number registered for the year 1963, 163.

Moving-Pictures, Board of Censors of—:—re names of members', 174.

Municipalities:—re winter works, 158.

Norbert, Mr. Jean-Paul:—re construction of a culvert on Sainte-Marie Range, Sainte-Anne de la Pérade, 185.

Nord-Est, river:—re construction of a bridge, 259.

Normal School for boys, Sherbrooke:—re construction, 257.

Normal School for girls, Sherbrooke:—re construction, 262.

Passages St-Laurent, Les—:—re names of directors, 704.

Pavillon Saint-Georges, Sherbrooke:—re construction, 256.

Princeville:—re grants from Roads Department, 747.

Provincial Bond Issue:—re costs of issue dated June 15th, 1964, 721.

Public Assistance:—re amounts owed by cities and towns in the province, 300.

Public Assistance Division:—re amounts owed to—, 401.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Questions and Answers:—Continued.

Quebec Economic Advisory Council:—re site for General Motors plant, 440.

Quebec Farm Credit Bureau:—re additional or conversion loans, 144.

Quebec Farm Credit Bureau:—re borrowers, 144.

Quebec Hydro:—See *Hydro-Quebec*.

Quebec Liquor Board:—re new permits in Arthabaska county (question converted into a motion for the production of a document), 777. (See also *Accounts and Papers*.)

Quebec Liquor Board:—re store in Saint-Gabriel de Brandon, 258.

Quebec Liquor Commission:—re new permits in Arthabaska county (question converted into a motion for the production of a document), 777. (See also *Accounts and Papers*.)

Quebec Liquor Commission:—re permits granted in Saint-Michel des Saints, 406.

Quebec Municipal Commission:—re requests for investigations of work projects, 145.

Rehabilitation Centre:—re construction, 626.

Retail Sales Tax Act:—re amount collected in virtue of—, 310.

River Nord-Est:—re construction of a bridge, 259.

Rivière-du-Loup County:—re persons employed on road work (question converted into a motion for the production of a document), 489. (See also *Accounts and Papers*.)

Roads Department:—re amounts spent in Berthier county, 231.

Roads Department:—re Beauce county (question converted into a motion for the production of a document), 263. (See also *Accounts and Papers*.)

Roads Department:—re construction and repair in Yamaska county, 232.

Road, Saint-Joseph—Saint-Odilon:—re asphalt, 705.

For Sessional Papers, Documents:—See *Accounts and Papers*.

For Interpellations:—See *Questions and/or Accounts and Papers*.

Questions and Answers:—Continued.

*Roberval County:—re farm improvement work (question converted into a motion for the production of a document), 778. (See also *Accounts and Papers.*)*

Roberval County:—re sanitary unit, 592.

Route 2, Quebec-Montreal:—re construction (question withdrawn), 402.

*Route 19:—re construction of hill at Shawinigan South (question converted into a motion for the production of a document), 774. (See also *Accounts and Papers.*)*

Route 19-A, Saint-Prosper:—re road work, 297.

Saguenay County:—re social and unemployment assistance allowances, 173.

Saint-Adrien de Ham:—re construction of a bridge, 273.

Sainte-Clothilde de Horton:—re permits to sell alcoholic liquor, 782.

Sainte-Croix:—re road to Laurier-Station, 202.

*Sainte-Lucie de Beauregard:—re construction of a bridge (question converted into a motion for the production of a document), 342. (See also *Accounts and Papers.*)*

Sainte-Marie Range, Sainte-Anne de la Pérade:—re construction of a culvert, 185.

Saint-François du Lac:—re building for Department of Agriculture, 173.

Saint-Gabriel de Brandon:—re Quebec Liquor Board store, 258.

*Saint-Gérard—Marbleton:—re road work on Route 1 (question converted into a motion for the production of a document), 300. (See also *Accounts and Papers.*)*

Saint-Joachim, Shefford:—re winter works, 525.

Saint-Joseph—Saint-Odilon road:—re construction and repair, 212.

Saint-Joseph d'Alma:—re bridge behind Price Mill, 272.

Questions and Answers:—Continued.

Saint-Joseph—Saint-Odilon Road:—re asphalt, 705.

Saint-Maurice County:—re Saint-Mathieu Range (question converted into a motion for the production of a document), 775. (See also *Accounts and Papers*.)

Saint-Michel des Saints:—re liquor permits, 406.

Saint Odilon—Saint-Joseph road:—re construction and repair, 212.

Saint-Prosper:—re road work on Route 19-A, 297.

Saint-Robert Bellarmin:—re drainage work, 154.

Sanitary Unit:—re Arthabaska office, 707.

Saro Metal, Inc.:—re dealings with, 357.

Savings Bonds:—re amount sold and costs (question converted into a motion for the production of a document), 778. (See also *Accounts and Papers*.)

Savings Bonds, Provincial:—re amount bought back, 148.

Savings Bonds, Provincial:—re costs, 146.

Scandinavian Business Machines, Limited:—re dealings with—, 527.

Scholarships:—Department of Agriculture and Colonization (question converted into a motion for the production of a document), 676. (See also *Accounts and Papers*.)

Seed Grain:—re purchase (question converted into a motion for the production of a document), 386. (See also *Accounts and Papers*.)

Shawinigan-South:—re construction of hill on Route 19 (question converted into a motion for the production of a document), 774. (See also *Accounts and Papers*.)

Sherbrooke University:—re various pavilions, 262.

Sillery Equipment Co., Ltd.:—re dealings with—, 494.

For Sessional Papers, Documents:—See *Accounts and Papers*.
For Interpellations:—See *Questions and/or Accounts and Papers*.

Questions and Answers:—Continued.

Social Welfare:—*re* amounts owed to Public Assistance Division by cities and towns in the province, 300.

Social Welfare Court:—*re* judges' salaries (question converted into a motion for the production of a document), 589. (See also *Accounts and Papers.*)

Société d'études et de recherches appliquées:—*re* dealings with—, 710.

Saint-Louis Hotel:—*re* purchase of buildings, 229.

Trades School, Magog:—*re* construction, 257.

University, Sherbrooke:—*re* various pavilions, 262.

Verge, Mr. A.:—*re* dealings with—, 600.

Victoriaville:—*re* agronomists' office, 707.

Victoriaville:—*re* grants from Roads Department, 747.

Vulcanisation Ford Smith Quebec, Ltd.:—*re* dealings with, 580.

Warnock Hersey, Co. Ltd.:—*re* dealings with—, 353.

Warnock Hersey Appraisal, Co. Ltd.:—*re* dealings with, 353.

Warnock Hersey Management Consultants, Ltd.:—*re* dealings with, 353.

Warnock Hersey Soil Investigation, Ltd.:—*re* dealings with—, 353.

Warwick:—*re* grants from Roads Department, 747.

Westeel Products, Ltd.:—*re* dealings with, 511.

Winslow-Stornoway Township:—*re* bridge over Legendre River, 787.

Winter Works:—*re* municipalities, 158.

Yamaska County:—*re* drainage work (question converted into a motion for the production of a document), 332. (See also *Accounts and Papers.*)

Yamaska County:—*re* grants for farm improvement work (question converted into a motion for the production of a document), 332. (See also *Accounts and Papers.*)

For Sessional Papers, Documents:—See *Accounts and Papers.*

For Interpellations:—See *Questions and/or Accounts and Papers.*

Questions and Answers:—Continued.

Yamaska County:—re repair and construction of roads, 232.

Youth Protection Schools:—re amounts owed to the government, 301.

R

RAILWAY SUBSIDY REPAYMENT ACT:—An Act to repeal the—. BILL 17.

RECLUSES MISSIONNAIRES DE JÉSUS-MARIE:—An Act to amend the charter of the—. BILL 125.

REFRIGERATION AND AIR CONDITIONING CONTRACTORS OF QUEBEC:—An Act respecting the—. BILL 169.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to amend the—. BILL 35.

REVENUE ACT:—An Act to amend the Department of—. BILL 31.

RIMOUSKI:—An Act respecting the city of—. BILL 173.

ROSS:—An Act to change the name of Harold Rosenberg to that of Harold Rosenberg—. BILL 127.

ROYAL COMMISSION OF INQUIRY ON EDUCATION:—An Act to amend the Act to establish a—. BILL 6.

ROYAL TRUST COMPANY:—An Act to amend the charter of The—. BILL 194.

RULES AND STANDING ORDERS OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY:—Amendments to—, 792.

RULES AND STANDING ORDERS OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY:—Special Committee on—, 101; 751.

RURAL ELECTRIFICATION:—An Act respecting—. BILL 30.

S

SAINT-AUBIN:—An Act respecting the estate of Cléophas—. BILL 185.

SAINT-BONIFACE-DE-SHAWINIGAN:—An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of—. BILL 174.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE-DE-LAPRAIRIE:—An Act to grant certain powers to the municipality of the parish of—. **BILL 189.**

SAINT-MAURICE, MEMBER FOR:—Exonerated of charge, 727 to 732.

SAINT-MAURICE, MEMBER FOR:—Statement of charge by member for Three-Rivers, 591.

SAINT-MAURICE, MEMBER FOR:—Statement in reply to charge by member for Three-Rivers, 615.

SANITARY FOOD AND THE HEALTH OF ANIMALS:—An Act respecting—. **BILL 13.**

SAULT-AU-RÉCOLLET:—An Act respecting the title to lot number 14 of the official cadastre for the parish of—. **BILL 192.**

SCHOOLING ALLOWANCES ACT:—An Act to amend the—. **BILL 40.**

SEVENTH-DAY ADVENTISTS:—An Act respecting The Quebec Association of—. **BILL 109.**

SMALL INDUSTRY:—An Act to amend the Act to stabilize—. **BILL 12.**

SŒURS DE LA CHARITÉ DE SAINT-LOUIS (PROVINCE DE NOTRE-DAME DE L'ANNONCIATION):—An Act to incorporate Les—. **BILL 131.**

SŒURS DE SAINTE-CROIX ET DES SEPT DOULEURS:—An Act respecting La Corporation des—. **BILL 104.**

SŒURS DE SAINT-PAUL-DE-CHARTRES:—An Act to consolidate the charter of the— and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny. **BILL 126.**

SPEAKER'S DECISIONS, 802 to 809.

SPECIAL CORPORATE POWERS ACT:—An Act to amend the—. **BILL 7.**

SPEECH THERAPISTS AND AUDIOLOGISTS ACT. **BILL 138.**

Supply and Ways and Means:

Bills Nos. 18; 26; 38; 45; 50; 51; 53.

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Supply and Ways and Means:—Continued.**SUPPLY:**

Motion to go into, 78. Amdts, debate adjourned, 87; 95; 291; 322; 324; 354; 361; 364; 448; 516; 561; 582; 583; 593; 666; 751.

WAYS AND MEANS:

Motions to go into, 78; 113; 292; 399; 418; 422; 424; 427; 429; 663; 667; 765.

Budget Tabled:

Sessional Papers, No. 1, 177.

Sessional Papers, No. 2, 67.

Sessional Papers, No. 2A, 587.

Sessional Papers, No. 2B, 614.

T

TARDI, PAUL:—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit—to the practice of the legal profession. **BILL 166.**

TERRITORIAL DIVISION ACT:—An Act to amend the—. **BILL 65.**

THREE-RIVERS, MEMBER FOR:—Excluded from the House for three years, 732.

THREE-RIVERS, MEMBER FOR:—Motions *re* Committee on Public Accounts, 620 to 626; 635; 640.

THREE-RIVERS, MEMBER FOR:—Motion to investigate charge against member for Saint-Maurice, 614; 615; 616; 617; 618.

THREE-RIVERS, MEMBER FOR:—Statement of charge against member for Saint-Maurice, 591.

THRONE SPEECH:—See ADDRESS IN REPLY TO—.

TIMBER LIMITS:—An Act to authorize the grant of certain—. **BILL 59.**

TITLE-DEEDS IN CERTAIN ELECTORAL DISTRICTS OF THE PROVINCE:—An Act to amend the Act respecting—. **BILL 14.**

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

U

UNITED PENTECOSTAL CHURCH IN THE PROVINCE OF QUEBEC:—An Act to incorporate The—. **BILL 112.**

UNIVERSITY INVESTMENTS FINANCING ACT 1964. **BILL 43.**

V

VERDUN:—An Act to amend the charter of the city of—. **BILL 170.**

VIGER:—An Act to change the name of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau to that of J. Herménégilde Alfred Charles Honoré Carreau—. **BILL 108.**

VOGHEL HOSPITAL INC.:—An Act respecting—. **BILL 176.**

W

WESTMOUNT:—An Act to amend the charter of the city of— and respecting an immoveable property. **BILL 149.**

WINDMILL POINT:—An Act to amend the charter of the town of—. **BILL 171.**

WINTER WORKS BY MUNICIPALITIES:—An Act to amend the Act to promote the carrying out of—. **BILL 15.**

WORKMEN'S COMPENSATION ACT:—An Act to amend the—. **BILL 44.**

Z

ZASCINSKI, JAN:—An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit— to the practice of the legal profession in the Province of Quebec.—**BILL 122.**